



**PROJET DE BUDGET-PROGRAMME
POUR L'EXERCICE BIENNAL**

1978-1979

Volume I

(Avant-propos et annexes, et chapitres 1^{er} à 10)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 6 (A/32/6)

NATIONS UNIES

New York, 1977

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le présent volume contient l'avant-propos et les annexes ainsi que les chapitres 1er à 10 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979. Les chapitres 11 à 26 et les chapitres 1er, 2 et 3 des recettes figurent dans le volume II.

TABLE DES MATIERES

Volume I

	<i>Pages</i>
Sigles souvent utilisés	viii
Avant-propos	1
Annexes à l'avant-propos	10
Annexe I. — Tableau récapitulatif du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979 et analyse du taux de croissance réelle	10
Annexe II. — Postes permanents approuvés pour l'exercice biennal 1976-1977 et demandés pour l'exercice biennal 1978-1979 au budget ordinaire	18
Annexe III. — Ventilation des crédits ouverts pour 1976-1977 et des crédits demandés pour 1978-1979 par chapitre du budget et par principaux objets de dépense	26
Annexe IV. — Eléments du montant nécessaire pour le maintien des programmes en 1978-1979	?+
Annexe V. — Analyse des taux relatifs d'accroissement des ressources qui sont proposés, par rapport aux directives données par le CPC	39
Annexe VI. — Projections des taux de change et des taux annuels moyens d'inflation pour 1977, 1978 et 1979, par principaux lieux d'affectation	49
Annexe VII. — Fonds extra-budgétaires : tableau récapitulatif, par chapitre et selon l'origine des fonds, des montants estimatifs qui seront disponibles en 1978-1979 <i>a)</i> pour l'appui fonctionnel et administratif, et <i>b)</i> pour les projets opérationnels	50
Annexe VIII. — Tableau récapitulatif des coûts indirects répartis pour l'exercice biennal 1978-1979	54

Chapitres

A. — Prévisions de dépenses

TITRE PREMIER. — POLITIQUES, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

1. — Politiques, direction et coordination d'ensemble	61
A. — <i>Organes directeurs</i>	66
1. — Assemblée générale	69
2. — Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (et son secrétariat)	70
3. — Comité des contributions	72
4. — Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat)	73
5. — Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (y compris la participation de l'ONU aux dépenses du secrétariat de la Caisse)	74
6. — Fonds spécial des Nations Unies	75
7. — Conseil mondial de l'alimentation	76
8. — Fonds international de développement agricole	78
9. — Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	79
B. — <i>Direction exécutive et administration</i>	79
1. — Le Secrétaire général	81
2. — Cabinet du Secrétaire général	83
3. — Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	85
4. — Cabinet des Secrétaire généraux adjoints aux affaires politiques spéciales	88
5. — Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales	90
6. — Bureau des affaires interorganisations et de la coordination	91
7. — Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève	93

TITRE II. – AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX

2. – Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix	95
A. – <i>Organes directeurs</i>	99
1. – Le Conseil de sécurité, ses comités et commissions	101
2. – Conférence du Comité du désarmement	102
3. – Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	104
B. – <i>Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer</i>	106
C. – <i>Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité</i>	109
1. – Direction exécutive et administration	112
2. – Programmes d'activité	114
a) Centre des Nations Unies pour le désarmement	114
b) Division de l'espace extra-atmosphérique	116
c) Section des mers et des océans	118
d) Division des affaires politiques	120
e) Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques	122
f) Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales	124
g) Groupe d'experts chargé d'étudier la réduction des budgets militaires	125
h) Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences de la course aux armements	126
D. – <i>Missions spéciales</i>	127
1. – Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST)	130
2. – Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	133
3. – Dépôt de l'ONU à Pise	136
4. – Service des missions (personnel chargé des communications)	138
E. – <i>Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient</i>	140

TITRE III. – AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION

3. – Affaires politiques, tutelle et décolonisation	143
A. – <i>Organes directeurs</i>	147
1. – Conseil de tutelle	149
2. – Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	150
3. – Comité spécial contre l' <i>apartheid</i>	151
B. – <i>Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation</i>	152
1. – Direction exécutive et administration	155
2. – Division des services de secrétariat	157
3. – Division de l'Afrique	159
4. – Division des Caraïbes, de l'Asie et du Pacifique	161
C. – <i>Namibie</i>	163
1. – Conseil des Nations Unies pour la Namibie (y compris le bureau de la SWAPO)	166
2. – Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	168
a) New York	172
b) Lusaka	174
c) Botswana	175
3. – Assistance aux Namibiens	175
D. – <i>Centre contre l'apartheid</i>	176

TITRE IV. – ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES ET HUMANITAIRES

4. – Organes directeurs (activités économiques et sociales)	179
A. – <i>Conseil économique et social, ses commissions et comités techniques et autres réunions périodiques</i>	184
1. – Conseil économique et social	184
2. – Comité du programme et de la coordination	185
3. – Comité de l'examen et de l'évaluation	186
4. – Comité de la planification du développement	187
5. – Commission de la condition de la femme	188
6. – Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	189
7. – Comité des ressources naturelles	190
8. – Commission de la population	191

Chapitres	Pages
9. – Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	192
10. – Comité de la science et de la technique au service du développement	193
11. – Commission du développement social	194
12. – Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance	195
13. – Commission de statistique	196
14. – Commission des sociétés transnationales	197
B. – <i>Conférences spéciales</i>	198
1. – Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement	198
2. – Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement	201
3. – Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	204
5A. – Département des affaires économiques et sociales	206
A. – <i>Direction exécutive et administration</i>	211
B. – <i>Programmes d'activité</i>	218
1. – Planification, projections et politiques relatives au développement	218
2. – Etablissements humains	223
3. – Ressources naturelles, énergie et transports	227
4. – Economie et technologie des océans	233
5. – Population	236
6. – Administration et finances publiques	241
7. – Science et technique	245
8. – Développement social et affaires humanitaires (New York)	250
9. – Développement social et affaires humanitaires (Genève)	256
10. – Statistiques	258
C. – <i>Appui aux programmes</i>	265
1. – Gestion de la coopération technique	267
2. – Administration et services communs	270
5B. – Sociétés transnationales	271
A. – <i>Centre sur les sociétés transnationales</i>	275
B. – <i>Services communs du Centre sur les sociétés transnationales et des commissions régionales</i>	279
1. – Service commun Centre/CEA	280
2. – Service commun Centre/CEE	282
3. – Service commun Centre/CEPAL	284
4. – Service commun Centre/CEAO	286
5. – Service commun Centre/CESAP	288
6. – Commission économique pour l'Europe	290
A. – <i>Direction exécutive et administration</i>	294
B. – <i>Programmes d'activité</i>	296
1. – Agriculture et produits forestiers	296
2. – Planification, projections et politiques relatives au développement	299
3. – Environnement	301
4. – Etablissements humains	304
5. – Développement industriel	307
6. – Commerce international	310
7. – Ressources naturelles	313
8. – Science et technique	317
9. – Statistiques	319
10. – Transports	322
C. – <i>Appui aux programmes : services administratifs et services communs</i>	325
7. – Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	327
A. – <i>Organes directeurs</i>	333
B. – <i>Direction exécutive et administration</i>	335
C. – <i>Programmes d'activité</i>	337
1. – Agriculture et développement rural	337
2. – Planification, projections et politiques relatives au développement	343
3. – Environnement	349
4. – Etablissements humains	350
5. – Développement industriel	353
6. – Commerce international	357
7. – Transports maritimes, ports et voies navigables	360
8. – Ressources naturelles	364

9. – Population	368
10. – Administration et finances publiques	371
11. – Science et technique	373
12. – Développement social et affaires humanitaires	375
13. – Statistiques	378
14. – Transports	381
D. – <i>Appui aux programmes</i>	385
1. – Services de conférence	385
2. – Gestion des activités de coopération technique	387
3. – Services administratifs et services communs	389
8. – Commission économique pour l'Amérique latine	393
A. – <i>Organes directeurs</i>	399
B. – <i>Direction exécutive et administration</i>	400
C. – <i>Programmes d'activité</i>	402
1. – Agriculture, sylviculture et pêche	402
2. – Planification, projections et politiques relatives au développement	404
3. – Environnement	408
4. – Développement industriel	410
5. – Commerce international	412
6. – Ressources naturelles	415
7. – Science et technique	418
8. – Développement social	420
9. – Statistiques	423
10. – Transports	426
D. – <i>Appui aux programmes</i>	429
1. – Relations extérieures et services d'information	429
2. – Services de conférence	431
3. – Bibliothèque et services de documentation	433
4. – Gestion des activités de coopération technique	435
5. – Services administratifs et services communs	436
9. – Commission économique pour l'Afrique	441
A. – <i>Organes directeurs</i>	447
B. – <i>Direction exécutive et administration</i>	448
C. – <i>Programmes d'activité</i>	451
1. – Agriculture, sylviculture et pêche	451
2. – Planification, projections et politiques relatives au développement	455
3. – Enseignement et formation	457
4. – Etablissements humains	460
5. – Développement industriel	462
6. – Commerce international	464
7. – Main-d'œuvre, gestion et emploi	467
8. – Ressources naturelles	469
9. – Population	472
10. – Administration et finances publiques	475
11. – Science et technique	478
12. – Développement social	480
13. – Statistiques	484
14. – Transports, communications et tourisme	486
D. – <i>Appui aux programmes</i>	489
1. – Services de conférence	489
2. – Gestion des activités de coopération technique	491
3. – Administration et services communs	493
10. – Commission économique pour l'Asie occidentale	495
A. – <i>Organes directeurs</i>	501
B. – <i>Direction exécutive et administration</i>	502
C. – <i>Programmes d'activité</i>	504
1. – Agriculture, sylviculture et pêche	504
2. – Planification, projections et politiques relatives au développement	507
3. – Etablissements humains	510

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
4. – Développement industriel	513
5. – Commerce international	515
6. – Main-d'œuvre, gestion et emploi	518
7. – Ressources naturelles	520
8. – Population	524
9. – Finances publiques	527
10. – Science et technique	529
11. – Développement social	531
12. – Statistiques	534
13. – Transports, communications et tourisme	537
D. – <i>Appui aux programmes</i>	540
1. – Services de conférence	540
2. – Gestion des activités de coopération technique	542
3. – Administration et services communs	544

SIGLES SOUVENT UTILISES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CAC	Comité administratif de coordination
CCQA	Comité consultatif pour les questions administratives
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CIOIC	Commission intérimaire pour l'Organisation internationale du commerce
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
CPC	Comité du programme et de la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désarmement
FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des Etats américains
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UPU	Union postale universelle

AVANT-PROPOS

1. J'ai l'honneur de présenter le projet de budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1978-1979.

Principes directeurs

2. Conformément aux dispositions des résolutions 3392 (XXX) et 31/93 de l'Assemblée générale, en date du 20 novembre 1975 et du 14 décembre 1976 respectivement, j'ai établi le projet de budget dans le cadre général du Plan à moyen terme pour la période 1978-1981¹, eu égard en particulier aux priorités relatives qui ont été définies dans ce contexte pour les grands programmes de fond de l'Organisation. En évaluant les ressources totales nécessaires à ces fins, ainsi que pour les diverses activités autres que les activités de fond pour lesquelles il faut prévoir des crédits, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour que le taux de croissance réelle soit le plus faible possible pour l'ensemble du budget. J'ai dû pour cela calculer avec soin et de manière équilibrée l'augmentation nette de capacité qui, d'une part, permettrait de répondre aux besoins minimaux du Secrétariat, si l'on veut qu'il s'acquitte de son mandat de façon efficace et productive, et, d'autre part, impliquerait la plus grande modération et l'utilisation la plus complète possible des ressources dont nous disposons.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 6A (A/31/6/Add.1), désigné par la suite, dans le présent projet de budget-programme, comme suit : Plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1).

Crédits demandés et recettes prévues pour 1978-1979

3. Ayant suivi ces principes directeurs, je demande pour le prochain exercice biennal des crédits d'un montant total de 941 701 700 dollars et prévois des recettes d'un montant total de 166 476 600 dollars, de sorte que le montant net à mettre en recouvrement auprès des Etats Membres serait de 775 225 100 dollars.

Comparaison avec les exercices biennaux précédents (1976-1977 et 1974-1975)

4. Ces montants brut et net des crédits nécessaires pour 1978-1979 peuvent être comparés de deux façons différentes avec les chiffres correspondants des deux exercices biennaux précédents. Dans les deux cas, on constate une nette tendance à la baisse.

5. En premier lieu, comme il ressort des chiffres indiqués ci-après, les crédits que je demande pour 1978-1979 accusent, en chiffres bruts, une augmentation de 20,1 p. 100 par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977, alors que ce dernier montant accusait, par rapport aux dépenses effectives de 1974-1975, une augmentation de 28,3 p. 100. En chiffres nets, c'est-à-dire déduction faite des recettes, les crédits demandés pour 1978-1979 représentent une augmentation de 18 p. 100 par rapport à 1976-1977, alors que l'augmentation pour 1976-1977 par rapport à 1974-1975 était de 29 p. 100.

	<i>Dépenses (Dollars)</i>	<i>Recettes (Dollars)</i>	<i>Montant net des crédits nécessaires (Dollars)</i>
1978-1979	941 701 700	166 476 600	775 225 100
1976-1977	<u>783 932 900</u>	<u>126 887 300</u>	<u>657 045 600</u>
Augmentation	<u>157 768 800</u> (20,1%)	<u>39 589 300</u> (31,2%)	<u>118 179 500</u> (18%)
1976-1977	783 932 900	126 887 300	657 045 600
1974-1975	<u>610 788 409</u>	<u>101 461 856</u>	<u>509 326 553</u>
Augmentation	<u>173 144 491</u> (28,3%)	<u>25 425 444</u> (25%)	<u>147 719 047</u> (29%)

6. La seconde comparaison, qui est peut-être plus valable et qui aboutit à un résultat encore plus frappant, consiste à comparer les prévisions initiales pour chacun des trois exercices biennaux. Comme il ressort des chiffres indiqués ci-après, les crédits demandés et recettes prévues pour 1978-1979 accusent, par rapport aux prévisions initiales pour 1976-1977, une augmentation de 27,8 p. 100 en chiffres bruts et de 25 p. 100 en chiffres nets, alors que les crédits demandés et recettes prévues pour 1976-1977 accusaient, par rapport aux prévisions initiales pour 1974-1975, une augmentation de 43,6 p. 100 en chiffres bruts et de 44,1 p. 100 en chiffres nets.

	<i>Dépenses (Dollars)</i>	<i>Recettes (Dollars)</i>	<i>Montant net des crédits nécessaires (Dollars)</i>
1978-1979	941 701 700	166 476 600	775 225 100
1976-1977	<u>737 005 000</u>	<u>116 542 000</u>	<u>620 463 000</u>
Augmentation	<u>204 696 700</u> (27,8%)	<u>49 934 600</u> (42,8%)	<u>154 762 100</u> (25%)
1976-1977	737 005 000	116 542 000	620 463 000
1974-1975	<u>513 440 000</u>	<u>82 762 000</u>	<u>430 678 000</u>
Augmentation	<u>223 565 000</u> (43,6%)	<u>33 780 000</u> (40,8%)	<u>189 785 000</u> (44,1%)

Principaux éléments des crédits demandés pour 1978-1979

7. Les crédits demandés pour 1978-1979 sont présentés par chapitre, partie de chapitre et programme, d'une manière qui permet d'analyser avec autant de précision que possible leurs principaux éléments, à savoir :

a) Les dépenses supplémentaires qu'entraînera (aux taux révisés de 1977) le maintien du volume actuel d'activité et de ressources correspondantes, dans la mesure où ces activités sont de caractère continu;

b) L'accroissement proposé des ressources (aux prix courants) représentant la capacité supplémentaire nécessaire pour exécuter plus efficacement les programmes et autres activités approuvées;

c) L'effet probable que l'inflation en 1978 et 1979 aura sur le montant total de ces deux éléments.

8. Ainsi, sur l'augmentation totale de 157 768 800 dollars (20,1 p. 100) que je demande pour 1978-1979, par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal en cours, 57 831 200 dollars (7,4 p. 100) correspondent au montant net des dépenses supplémentaires qu'entraînera en 1978-1979 le maintien des programmes et activités approuvés pour 1976-1977, 43 657 200 dollars (5,6 p. 100) correspondent à l'accroissement proposé des ressources et 56 280 400 dollars (7,2 p. 100) correspondent à l'effet probable de l'inflation en 1978-1979.

9. Sur ces trois éléments que je décris de façon plus détaillée plus loin dans les paragraphes 15 à 32, ceux qui concernent le maintien des programmes et l'inflation échappent totalement au contrôle du Secrétariat. En conséquence, pour maintenir le projet de budget dans des limites raisonnables, j'ai dû concentrer mes efforts sur le facteur "croissance", considéré sous l'angle des ressources supplémentaires à demander à cette fin pour le prochain exercice biennal et du taux de croissance réelle que cela implique.

Taux de croissance réelle

10. L'augmentation de 43 657 200 dollars (5,6 p. 100) qui apparaît au titre de l'accroissement des ressources

n'indique pas le montant effectif des ressources réelles que je propose d'ajouter au budget de façon continue. Pour mesurer ce taux de croissance réelle, il faut opérer plusieurs ajustements. Tout d'abord, l'augmentation proposée doit être mesurée par rapport au montant total nécessaire pour le maintien des programmes, les deux éléments étant calculés aux taux révisés de 1977. Or, le montant nécessaire pour le maintien des programmes a) ne comprend pas les dépenses non renouvelables de 1976-1977, mais b) comprend les dépenses qu'entraîneront pour tout l'exercice biennal à venir les nouveaux postes approuvés pour l'exercice biennal en cours qui n'ont donné lieu à des dépenses que pendant une partie seulement de l'exercice. En conséquence, pour que les chiffres soient absolument comparables, il faut ajuster la croissance proposée pour 1978-1979 eu égard à ces deux éléments, c'est-à-dire qu'il faut déduire les dépenses non renouvelables de 1978-1979 et ajouter les dépenses qu'entraîneront éventuellement pour tout l'exercice 1980-1981 les nouveaux postes demandés, en appliquant l'abattement normal pour mouvements de personnel au lieu de l'abattement beaucoup plus élevé appliqué aux crédits demandés afin de tenir compte du recrutement différé.

11. Dans ces conditions, le taux de croissance réelle qu'impliquent les crédits demandés pour 1978-1979 n'est que de 2,2 p. 100, alors que, dans le cas des crédits demandés pour 1976-1977, ce taux était de 4,55 p. 100. Ces éléments montrent bien l'effort sérieux que nous avons fait dans cette période d'austérité économique mondiale pour observer l'économie la plus stricte, prévoir avec soin les dépenses et les contenir.

12. Les deux séries de statistiques ci-après, considérées ensemble, constituent le meilleur moyen d'expliquer le rapport entre les éléments de la croissance proposée, c'est-à-dire a) les ressources supplémentaires nécessaires pour obtenir cette croissance (5,6 p. 100) et b) le taux de croissance réelle que cela implique (2,2 p. 100).

CREDITS DEMANDES POUR 1978-1979 (En milliers de dollars des Etats-Unis)

Montant des dépenses supplémentaires prévues									
Crédit ouvert pour 1976-1977	Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		Crédit demandé pour 1978-1979
	(Dollars)	(%)	(Dollars)	(%)	(Dollars)	(%)	(Dollars)	(%)	
783 932,9	57 831,2	7,4	43 657,2	5,6	56 280,4	7,2	157 758,8	20,1	941 701,7

ANALYSE DE LA CROISSANCE REELLE (AUX TAUX REVISES DE 1977) (En milliers de dollars des Etats-Unis)

Accroissement des ressources					
(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
841 764,1 ^a	43 657,2	30 622,6	5 331,3	10 365,9	2,2% ^b

a Comprend le montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977 (783 932 900 dollars) plus le montant net de dépenses supplémentaires qu'entraînera en 1978-1979 le maintien des programmes de 1976-1977 (57 831 200 dollars).

b Contre 4,55 p. 100 dans le cas des crédits demandés pour 1976-1977.

13. La méthode que nous avons utilisée pour calculer la croissance réelle et que j'ai exposée ci-dessus correspond à la première des deux méthodes que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait suggérées dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977².

14. J'ai choisi cette méthode aux fins du présent projet de budget-programme parce qu'elle concentre l'attention sur la partie des dépenses supplémentaires prévues qui est facultative en ce sens que c'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de décider si elle veut ou non approuver ces augmentations. Quand on applique cette méthode, le meilleur moyen de tenir compte de la croissance différée imputable aux nouveaux postes approuvés pour 1976-1977 consiste à inclure cette croissance dans le montant nécessaire pour le maintien des programmes puisqu'elle représente une conséquence nécessaire et inévitable de décisions déjà prises par l'Assemblée générale. Cette méthode présente l'avantage supplémentaire d'indiquer clairement quelles seront éventuellement les dépenses totales pour tout l'exercice biennal une fois que les nouveaux postes demandés pour 1978-1979 auront été pourvus.

Montant nécessaire pour le maintien des programmes

15. Comme je l'ai indiqué plus haut dans le paragraphe 8, environ un tiers (57 831 200 dollars) du total des ressources supplémentaires (157 768 800 dollars) que je demande pour 1978-1979, par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977, correspond au montant estimatif des dépenses supplémentaires qu'entraînera (aux taux révisés de 1977) le maintien en 1978-1979 des programmes et activités approuvés pour 1976-1977 dans la mesure où ils sont de caractère continu.

16. Ainsi, les dépenses prévues pour le maintien des programmes comprennent le montant total, pour tout l'exercice biennal, de dépenses qui n'avaient été inscrites au budget que pour une partie de l'exercice 1976-1977, y compris notamment l'effet de l'application de l'abattement normal pour mouvements de personnel (5 p. 100 par an pour les postes d'administrateur) au coût estimatif, en 1978-1979, des nouveaux postes approuvés pour l'exercice biennal en cours, au lieu de l'abattement beaucoup plus élevé appliqué initialement pour tenir compte du recrutement différé (50 p. 100 par an pour les postes d'administrateur et 35 p. 100 par an pour les postes des autres catégories). Par contre, il a fallu exclure du montant nécessaire pour le maintien des programmes les crédits ouverts pour l'exercice en cours pour des dépenses non renouvelables, comme celles qu'entraînent les réunions et conférences spéciales et les travaux de construction, de transformation et d'amélioration des locaux. En outre, le montant nécessaire pour le maintien des programmes a été calculé compte non tenu des augmentations ou diminutions qui résulteraient de facteurs comme la suppression ou le transfert de postes ou de diminutions nettes d'autres

ressources. Ces ajustements sont indiqués au titre de l'accroissement net de ressources qui est proposé, rubrique où ils sont mieux à leur place. Enfin, le montant nécessaire pour le maintien des programmes que nous avons obtenu par ces divers moyens a été recalculé compte tenu des projections les plus récentes des prix, tarifs et taux de 1977, deuxième année de l'exercice biennal en cours.

17. Les taux révisés de 1977 que je viens de mentionner dans le paragraphe précédent, et qui ont été appliqués tant à la partie des crédits ouverts pour l'exercice biennal en cours qui concernait 1976 qu'à celle qui concernait 1977, ont été calculés compte tenu d'un certain nombre de facteurs, dont certains avaient déjà pris effet lorsque le présent projet de budget a été établi et dont d'autres ont dû être calculés en fonction d'une série d'hypothèses. La plus grande partie des dépenses supplémentaires qui apparaissent à ce titre est imputable aux nouvelles normes que nous avons appliquées pour calculer le coût des ressources en personnel. Ces normes ont consisté à prendre, en premier lieu, le montant moyen le plus récent, à notre connaissance, qui était effectivement payé aux fonctionnaires des diverses classes de chaque catégorie, de sorte qu'elles nous ont permis de tenir compte d'une situation relativement récente quant au rapport entre le nombre des fonctionnaires ayant des charges de famille et celui des fonctionnaires qui n'en ont pas et quant à l'échelon qu'ils avaient atteint dans chaque classe. A cette nouvelle base, nous avons ajouté les paiements supplémentaires qui ont pris effet depuis que j'ai soumis à l'Assemblée générale le montant révisé des crédits à ouvrir pour 1976-1977, à savoir les montants correspondant à des classes supplémentaires d'indemnité de poste pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, compte tenu des effets de l'inflation et des variations des taux de change, et les augmentations de traitement accordées aux agents des services généraux sur la base des taux les plus favorables en vigueur à l'extérieur. Nous avons en outre ajouté à la nouvelle base l'effet moyen probable, au cours de 1977, des nouvelles variations que l'on pouvait raisonnablement prévoir, si ce n'est que, vu la position prise par l'Assemblée générale au paragraphe 7 de la partie B de sa résolution 31/193 du 22 décembre 1976, je n'ai pas prévu de crédit dans le présent projet de budget pour un relèvement éventuel des traitements des agents des services généraux à Genève en sus du relèvement opéré le 1er janvier 1977, en attendant que l'Assemblée générale examine les recommandations formulées à cet égard par la Commission de la fonction publique internationale.

18. En ce qui concerne les taux de change, j'ai choisi les taux fixés pour les opérations de l'ONU pour le mois de février 1977 pour les appliquer tels quels non seulement aux dépenses prévues pour le reste de l'année 1977 mais aussi aux dépenses prévues pour l'exercice biennal 1978-1979. Les taux moyens annuels d'inflation dans les principaux lieux d'affectation pour 1977 ont été calculés compte tenu des meilleurs avis statistiques disponibles. Dans le cas de New York et de Vienne, ces taux impliquent une diminution de 1 p. 100 des taux en fonction desquels les crédits ouverts pour l'exercice en cours avaient été calculés et, dans le cas de La Haye, le taux retenu implique

² *Ibid.*, trentième session, Supplément No 8 (A/10008), chapitre premier, par. 18 et 19.

une diminution de 2 p. 100. Les taux révisés ont aussi été appliqués, selon qu'il convenait, à des objets de dépense autres que les émoluments du personnel. On trouvera des renseignements plus détaillés sur ces projections dans l'annexe VI au présent avant-propos.

19. Les éléments du montant nécessaire pour le maintien des programmes sont analysés de façon détaillée, par chapitre du budget et partie de chapitre, dans l'annexe IV au présent avant-propos. Les principaux éléments du total des dépenses prévues à ce titre pour l'ensemble du budget peuvent être récapitulés comme suit :

	Dollars	Dollars
A. - Montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977 . . .		783 932 900
B. - Montant net des dépenses supplémentaires qu'entraînera (aux taux révisés de 1977) le maintien en 1978-1979 des programmes de caractère continu de 1976-1977 :		
1) Dépenses non renouvelables	(32 672 800)	
2) Traitements et salaires		
a) Croissance différée imputable aux nouveaux postes approuvés pour 1976-1977	17 670 700	
b) Effet des taux révisés de 1977 sur les traitements et salaires du reste du personnel . .	49 612 200	
3) Autres objets de dépense		
a) Croissance différée imputable aux décisions prises par l'Assemblée générale à sa trente et unième session	2 676 400	
b) Effet des variations des taux de change et de l'inflation en 1977 sur lesdites dépenses .	6 257 700	
4) Ajustements spéciaux . .	14 287 000	<u>57 831 200</u>
C. - Total, montant correspondant au maintien des programmes		<u>841 764 100</u>

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

20. Sur le montant total de l'augmentation de 157 768 800 dollars que je demande, 43 657 200 dollars correspondent à l'accroissement proposé des ressources.

21. Les crédits demandés à ce titre concernent en fait la capacité supplémentaire nécessaire pour exécuter plus efficacement les programmes approuvés ainsi que les autres activités dont le Secrétaire général est directement responsable en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Dans tout le projet de budget-programme, les augmentations de crédits demandées au titre de l'accroissement des ressources ont été calculées aux taux révisés de 1977. Selon que ces augmentations seront approuvées ou

non, il faudra tenir compte des effets de l'inflation en 1978 et 1979, lesquels sont inclus dans les calculs présentés sous une rubrique distincte.

22. En calculant les crédits demandés pour l'accroissement des ressources, j'ai accordé une attention particulière aux priorités définies dans le Plan à moyen terme pour la période 1978-1981, compte tenu notamment des taux relatifs de croissance réelle recommandés par le Comité du programme et de la coordination³ et approuvés par le Conseil économique et social, dans sa résolution 2019 (LXI) du 3 août 1976, pour les vingt-six grands programmes de l'Organisation, taux qui ont été définis pour chaque programme de la façon suivante : bien supérieur à la moyenne, supérieur à la moyenne, moyen, inférieur à la moyenne, ou bien inférieur à la moyenne.

23. Comme l'indique l'analyse détaillée faite dans l'Annexe V au présent avant-propos, il n'a pas été possible d'assurer dans tous les cas le rapport prévu par le Comité du programme et de la coordination entre les taux relatifs et le taux global de croissance réelle pour les vingt-six grands programmes de l'Organisation. A cet égard, il est clair que l'établissement d'un équilibre donné entre les divers programmes de l'Organisation ne peut être qu'un processus graduel impliquant que le Secrétariat et les Etats Membres conjuguent leurs efforts. Il semblerait, en outre, que ce soit lors de l'établissement et de l'examen du prochain plan à moyen terme que ces efforts pourraient être déployés le plus judicieusement. A ce propos, l'Assemblée générale a souligné, au paragraphe 9 de sa résolution 31/93 relative au Plan à moyen terme, que c'était au Secrétaire général qu'incombait la responsabilité de porter à l'attention des organes intergouvernementaux compétents les activités qui [étaient] dépassées, d'une utilité marginale ou inefficaces, en indiquant les ressources susceptibles d'être libérées, de façon que les organes intéressés puissent prendre les mesures nécessaires. Au paragraphe 11 de la même résolution, l'Assemblée générale a chargé le Comité du programme et de la coordination a) d'examiner à fond, sur une base sélective, les grands programmes du Plan et de recommander toutes modifications nécessaires au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, et b) de déterminer les programmes, sous-programmes ou éléments de programme qui [étaient] dépassés, d'une utilité marginale ou inefficaces et de recommander, selon qu'il [conviendrait], leur réduction ou leur suppression.

24. De même que les dépenses de personnel représentent environ les trois quarts du budget, la majeure partie de l'accroissement proposé des ressources concerne du personnel supplémentaire. Les ressources en personnel, qui sont essentielles pour que toutes les activités de l'Organisation donnent des résultats efficaces, doivent être constamment réévaluées à mesure que les responsabilités imposées au Secrétariat deviennent à la fois plus complexes et plus vastes. Après avoir évalué avec soin les besoins et fait

³ *Ibid.*, trente et unième session, Supplément No 38 (A/31/38), par. 86 à 88.

abstraction de tous ceux qui ne présentent pas un caractère d'extrême urgence, je considère qu'un certain renforcement du personnel dont le Secrétariat dispose est inévitable au cours des deux années à venir. Toutefois, comme l'indiquent les chiffres donnés dans le paragraphe suivant, non seulement j'ai maintenu l'augmentation prévue au strict minimum, mais encore cette augmentation est beaucoup plus faible que celle que j'avais initialement demandée pour l'exercice biennal en cours, ce qui témoigne de l'effort résolu que j'ai fait pour maintenir l'augmentation du personnel dans des limites raisonnables.

25. Je propose d'ajouter les postes suivants au tableau d'effectifs global et de reclasser les postes dont le nombre est indiqué ci-après :

	<i>Catégorie des administrateurs</i>	<i>Autres catégories</i>	<i>Total</i>
a) Postes nouveaux	78	102	180 ^a
b) Transformation en postes permanents de postes actuellement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire	56	199	255
c) Inscription au budget ordinaire de postes actuellement financés au moyen de fonds extra-budgétaires ..	24	17	41
TOTAL	158	318	476
d) Reclassement de postes ..	47	10	57 ^b

^a Pour 1976-1977, j'avais demandé en tout 451 postes (189 postes d'administrateur et 262 postes d'autres catégories) de plus que pour 1974-1975.

^b Pour 1976-1977, j'avais demandé en tout le reclassement de 74 postes (63 postes dans la catégorie des administrateurs et 11 postes dans d'autres catégories) par rapport à la situation en 1974-1975.

26. Les 180 postes nouveaux indiqués ci-dessus à l'alinéa a du paragraphe 25 seraient répartis comme suit entre les principaux domaines d'activité :

	<i>Catégorie des administrateurs</i>	<i>Autres catégories</i>	<i>Total</i>
a) Politiques, direction et coordination d'ensemble	5	7	12
b) Activités politiques et maintien de la paix	—	3	3
c) Activités politiques et décolonisation	(2)	—	(2)
d) Activités économiques, sociales et humanitaires	61	62	123
e) Justice internationale et activités juridiques	1	3	4
f) Services communs	13	27	40
TOTAL	78	102	180

27. Par ordre de grandeur décroissant, les principales augmentations de personnel, par unité administrative, s'établiraient comme suit :

	<i>Catégorie des administrateurs</i>	<i>Autres catégories</i>	<i>Total</i>
Département des affaires économiques et sociales ...	11	8	19
Sociétés transnationales	9	8	17
Bureau des services généraux (New York)	2	13	15
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	3	12	15
Commission économique pour l'Asie occidentale	10	4	14
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	8	6	14
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	6	7	13
Commission économique pour l'Afrique	6	7	13
Commission économique pour l'Amérique latine	4	6	10
Service de l'information	4	4	8
Service des conférences (Genève)	4	2	6
Autres unités administratives ..	11	25	36
TOTAL	78	102	180

28. Les 255 postes financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire que je propose, comme il est indiqué à l'alinéa b du paragraphe 25 ci-dessus, de transformer en postes permanents parce qu'on en a besoin de façon continue seraient répartis comme suit entre les unités administratives intéressées :

	<i>Catégorie des administrateurs</i>	<i>Autres catégories</i>	<i>Total</i>
Commission économique pour l'Afrique	13	21	34
Service des conférences (Genève)	8	25	33
Missions spéciales	—	33	33
Division des services généraux (Genève)	—	31	31
Commission économique pour l'Amérique latine	6	14	20
Bureau des services généraux (New York)	—	20	20
Centres d'information	—	18	18
Sociétés transnationales	12	5	17
Conseil mondial de l'alimentation	7	6	13
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	—	13	13
Autres unités administratives ..	10	13	23
TOTAL	56	199	255

29. Les postes actuellement financés par des fonds extra-budgétaires que je propose, comme il est indiqué à l'alinéa c du paragraphe 25 ci-dessus, d'inscrire au budget ordinaire seraient répartis comme suit entre les unités administratives intéressées :

	Catégorie des adminis- trateurs	Autres catégories	Total
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	7	5	12
Programme des Nations Unies pour l'environnement	6	6	12
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe .	6	4	10
Service de l'information	3	2	5
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	2	—	2
TOTAL	24	17	41

30. Il convient de noter que les postes mentionnés dans les deux paragraphes précédents et que je propose d'ajouter au tableau d'effectifs global ne représentent pas d'augmentation réelle des ressources en personnel dont le Secrétariat dispose actuellement.

Taux d'inflation prévus pour 1978 et 1979

31. Les taux moyens annuels d'inflation dans les principaux lieux d'affectation, dont le détail est indiqué dans l'annexe VI au présent avant-propos, ont été calculés sur la base des meilleures prévisions disponibles lors de l'établissement du présent projet de budget. Dans le cas de New York, Vienne et La Haye, ces taux sont inférieurs à ceux qui ont été utilisés pour calculer le montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977. Pour d'autres lieux d'affectation, dont Genève, on a jugé souhaitable de relever légèrement lesdits taux. Je tiens à appeler particulièrement l'attention sur le fait que les crédits initialement demandés pour 1978-1979 ne seront éventuellement suffisants que dans la mesure où les taux d'inflation, ainsi que les taux de change, en fonction desquels ces crédits ont été calculés correspondent bien aux taux réels en cours d'exercice.

Ventilation du total des crédits demandés pour 1978-1979, par principaux domaines d'activité

32. La ventilation du total des crédits demandés pour 1978-1979, par principaux domaines d'activité, est très semblable à celle des crédits ouverts pour l'exercice biennal en cours, comme il ressort du tableau ci-après :

	1976-1977		1978-1979	
	Dollars	Pourcentage	Dollars	Pourcentage
a) Politiques, direction et coordination d'ensemble	17 814 000	2,3	19 398 200	2
b) Activités politiques et maintien de la paix	48 331 900	6,2	50 559 300	5,4
c) Activités politiques et décolonisation	8 160 000	1,0	8 213 900	0,9
d) Activités économiques, sociales et humanitaires	262 524 100	33,5	319 181 700	33,9
e) Justice internationale et activités juridiques	13 210 700	1,7	14 930 300	1,6
f) Services communs (administration, information et services de conférence)	290 075 100	37,0	334 433 900	35,5
g) Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies . . .	17 199 000	2,2	16 817 000	1,8
h) Contributions du personnel . .	108 570 900	13,8	145 126 000	15,4
i) Dépenses d'équipement locaux	18 047 200	2,3	33 041 400	3,5
TOTAL	783 932 900	100	941 701 700	100

33. Le tableau ci-après permet de comparer le total des postes permanents dont le Secrétariat disposerait pour 1978-1979 et ceux qui ont été approuvés pour l'exercice biennal en cours ainsi que la répartition desdits postes entre les principaux domaines d'activité :

	1976-1977				1978-1979			
	Catégorie des administrateurs	Catégorie des services généraux et autres catégories	Total		Catégorie des administrateurs	Catégorie des services généraux et autres catégories	Total	
			Nombre	Pourcentage			Nombre	Pourcentage
a) Politiques, direction et coordination d'ensemble	81	89	170	1,6	93	102	195	1,8
b) Activités politiques et maintien de la paix	166	547	713	6,9	167	585	752	6,9
c) Activités politiques et décolonisation	64	49	113	1,1	62	49	111	1,0
d) Activités économiques, sociales et humanitaires	1 896	2 575	4 471	43,3	2 014	2 705	2 719	43,7
e) Justice internationale et activités juridiques	68	61	129	1,2	69	66	135	1,2
f) Services communs (administration, information et services de conférence)	1 589	3 155	4 744	45,9	1 626	3 278	4 904	45,4
TOTAL	3 864	6 476	10 340	100	4 031	6 785	10 816	100

Analyse des coûts globaux

34. Pour chaque chapitre et partie de chapitre et, à l'intérieur de ces parties, pour chaque programme, les coûts globaux sont analysés dans un tableau. Ces coûts comprennent les coûts directs ainsi que les coûts indirects (répartis). Les coûts directs comprennent les dépenses à inscrire au budget ordinaire ainsi que les dépenses connexes qui seront couvertes par des fonds extra-budgétaires. Les fonds extra-budgétaires sont subdivisés en a) fonds dont on compte pouvoir disposer pour l'appui fonctionnel et administratif, qui augmentent la capacité dont le Secrétariat dispose pour exécuter les programmes, y compris l'appui aux projets opérationnels exécutés dans l'intérêt d'Etats Membres individuels ou de groupes d'Etats Membres, et b) fonds à consacrer aux projets opérationnels eux-mêmes. Les coûts indirects (répartis) représentent des dépenses à engager pour les programmes prévus aux chapitres (ou parties de chapitre) considérés mais qui sont inscrites à d'autres chapitres ou parties de chapitre du projet de budget. Ces coûts indirects (répartis) comprennent les dépenses qu'entraînent la direction exécutive et l'administration, les services financiers, de personnel, les services généraux et les services de conférence; ils ne comprennent pas le coût des services juridiques et des services d'information qui, bien qu'appuyant dans bien des cas les autres activités de l'Organisation, sont considérés comme des activités de fond proprement dites, ni les dépenses qu'entraînent les travaux de construction, de transformation et d'amélioration des locaux et les gros travaux d'entretien qui sont essentiellement des dépenses d'équipement dont les avantages pour les programmes de fond continueront d'une manière générale à se faire sentir après le prochain exercice biennal.

Demandes de crédits révisées probables

35. J'appelle l'attention sur le fait que j'ai dû, en établissant le présent projet de budget-programme, deman-

der des crédits ou prévoir des recettes uniquement pour le maintien des programmes dans les cas suivants :

a) Au chapitre 22 G [Services administratifs et financiers (Genève)] et au chapitre 3 des recettes [Service des visites (Genève)], en attendant l'achèvement de l'étude commencée au début de 1977 par le Service de gestion administrative;

b) Au chapitre 22 F (Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques et activités connexes) et au chapitre 22 L (Commission de la fonction publique internationale, Corps commun d'inspection et Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives) en attendant l'approbation du Comité administratif de coordination (CAC);

c) Au chapitre 22 F (Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques), en attendant que le Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques examine le programme des utilisateurs.

36. En outre, en attendant les décisions que l'Assemblée générale prendra à sa trente-deuxième session, je ne demande actuellement au chapitre 4 pour la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique et la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement que les montants estimatifs prévus dans les états d'incidences financières que j'ai présentés à ce sujet à l'Assemblée générale à sa trente et unième session (A/C.5/31/89 et A/C.5/31/93, respectivement), lesdites incidences ayant été mises à jour en ce qui concerne le coût des traitements, compte tenu des nouvelles normes appliquées à cet égard.

37. Enfin, je présenterai un rapport distinct sur la possibilité d'inscrire au budget ordinaire d'autres postes actuellement financés par des fonds extra-budgétaires. Les fonds en question proviennent des comptes "Frais généraux" du PNUD et du FNUAP. Les modifications que je proposerai seront motivées par la nécessité, dans certains cas, d'assurer une répartition plus rationnelle des dépenses

entre le budget ordinaire et les fonds extra-budgétaires en question.

Annexes

38. Le présent avant-propos est suivi d'un certain nombre d'annexes qui récapitulent de façon plus détaillée les divers aspects du projet de budget-programme pour 1978-1979 par rapport à celui qui a été approuvé pour l'exercice en cours.

- Annexe I. — Tableau récapitulatif du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979 et analyse du taux de croissance réelle.
- Annexe II. — Postes permanents approuvés pour l'exercice biennal 1976-1977 et demandés pour l'exercice biennal 1978-1979 au budget ordinaire.
- Annexe III. — Ventilation des crédits ouverts pour 1976-1977 et des crédits demandés pour 1978-1979 par chapitre du budget et par principaux objets de dépense.
- Annexe IV. — Eléments du montant nécessaire pour le maintien des programmes en 1978-1979.

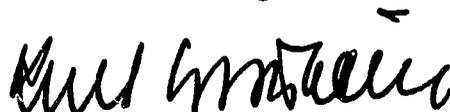
Annexe V. — Analyse des taux relatifs d'accroissement des ressources qui sont proposés, par rapport aux directives données par le CPC.

Annexe VI. — Projections des taux de change et des taux annuels moyens d'inflation pour 1977, 1978 et 1979, par principaux lieux d'affectation.

Annexe VII. — Fonds extra-budgétaires : tableau récapitulatif, par chapitre et selon l'origine des fonds, des montants estimatifs qui seront disponibles en 1978-1979 a) pour l'appui fonctionnel et administratif, et b) pour les projets opérationnels.

Annexe VIII. — Tableau récapitulatif des coûts indirects répartis pour l'exercice biennal 1978-1979.

Le Secrétaire général,



Kurt WALDHEIM

Mai 1977

ANNEXES A L'AVANT-PROPOS

ANNEXES A L'AVANT-PROPOS

ANNEXE I

Tableau récapitulatif du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979
et analyse du taux de croissance réelle

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres des dépenses	Crédits ouverts pour 1976-1977 (A)	Montant des dépenses supplémentaires prévues							
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977) (B)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977) (C)		Inflation en 1978 et 1979 (D)		Augmentation totale (E) (B) + (C) + (D)	

1. POLITIQUES, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE	17 614.0	(181.0)	(1.0%)	393.7	2.2%	1 371.5	7.6%	1 584.2	8.9%
A. Organes directeurs	8 450.3	46.3	0.5%	165.4	1.9%	794.3	9.3%	1 006.0	11.9%
1) Assemblée générale	3 991.3	143.6	3.6%	-	-	315.6	7.9%	459.2	11.5%
2) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	699.3	15.3	2.1%	(21.9)	(3.1%)	47.2	6.7%	40.6	5.8%
3) Comité des contributions	65.6	2.7	4.1%	23.9	36.3%	7.1	10.7%	33.7	51.2%
4) Comité des commissaires aux comptes de l'ONU	1 053.7	25.8	2.4%	-	-	82.6	7.8%	108.4	10.2%
5) Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	462.4	86.1	18.6%	-	-	41.8	9.0%	127.9	27.6%
6) Fonds spécial des Nations Unies	121.2	(121.2)	(100.0%)	-	-	-	-	(121.2)	(100.0%)
7) Conseil mondial de l'alimentation	1 617.6	333.0	20.5%	163.4	10.1%	300.0	18.5%	796.4	49.2%
8) Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	11.6	(11.8)	(100.0%)	-	-	-	-	(11.8)	(100.0%)
9) Fonds international de développement agricole	427.2	(427.2)	(100.0%)	-	-	-	-	(427.2)	(100.0%)
B. Direction exécutive et administration	9 363.7	(227.3)	(2.4%)	228.3	2.4%	577.2	6.1%	578.2	6.2%
1) Le Secrétaire général	475.7	11.2	2.3%	29.9	6.2%	32.6	6.7%	73.7	15.4%
2) Cabinet du Secrétaire général	2 796.7	395.5	14.1%	81.6	2.9%	246.6	8.8%	723.7	25.8%
3) Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	1 273.7	(125.5)	(9.8%)	69.8	5.4%	88.4	6.9%	32.7	2.5%
4) Cabinet des Secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales	1 037.8	(37.0)	(3.6%)	18.4	1.7%	73.7	7.1%	55.1	5.3%
5) Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales	842.0	(440.3)	(52.2%)	-	-	29.7	3.5%	(410.6)	(48.7%)
6) Bureau des affaires inter- organisations et de la coordination	1 161.8	(1.5)	(0.1%)	26.6	2.2%	85.6	7.3%	110.3	9.4%
7) Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève	1 772.0	(29.3)	(1.6%)	2.0	0.1%	20.6	1.1%	(6.7)	(0.3%)
2. AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX	48 331.9	(3 635.0)	(7.5%)	1 682.3	3.4%	4 180.1	8.6%	2 227.4	4.6%
A. Organes directeurs	963.9	(16.2)	(1.6%)	(126.2)	(12.8%)	56.9	5.7%	(85.5)	(8.6%)

Analyse de la croissance réelle
(aux taux révisés de 1977)

Crédits demandés pour 1978-1979 (F) (B) + (A)	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (1)	Accroissement effectif des ressources (colonne C) (2)	Moins : dépenses non renouvelables (3)	Plus : croissance différée (nouveaux postes) (4)	Accroissement ajusté des ressources (5) (2) - (3) + (4)	Taux de croissance réelle (6) (5) / (1)
<u>19 398.2</u>	<u>17 635.0</u>	<u>393.7</u>	<u>14.5</u>	<u>271.2</u>	<u>650.4</u>	<u>3.7%</u>
9 456.3	8 496.6	165.4	-	87.0	252.4	2.9%
4 450.5	4 134.9	-	-	-	-	-
739.9	714.6	(21.9)	-	44.8	22.9	3.2%
99.5	68.5	23.9	-	-	23.9	34.8%
1 162.1	1 079.5	-	-	-	-	-
590.3	548.5	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
2 414.0	1 950.6	163.4	-	42.2	205.6	10.5%
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
<u>9 941.9</u>	<u>9 136.4</u>	<u>228.3</u>	<u>14.5</u>	<u>164.2</u>	<u>398.0</u>	<u>4.4%</u>
553.4	490.9	29.9	14.5	-	15.4	3.1%
3 520.4	3 192.2	81.6	-	67.4	149.0	4.6%
1 306.4	1 146.2	69.8	-	96.4	166.2	14.4%
1 092.9	1 060.8	28.4	-	10.2	28.6	2.8%
431.4	401.7	-	-	-	-	-
1 272.1	1 159.9	26.6	-	10.2	36.8	3.1%
1 765.3	1 742.7	2.0	-	-	2.0	0.1%
<u>50 559.3</u>	<u>44 696.9</u>	<u>1 682.3</u>	<u>1 275.8</u>	<u>44.4</u>	<u>450.9</u>	<u>1.0%</u>
898.4	967.7	(126.2)	-	-	(126.2)	(13.0%)

ANNEXE I (suite)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres des dépenses	Montant des dépenses supplémentaires prévues									
	Crédits ouverts pour 1976-1977 (A)	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977) (B)		Croissement des ressources (aux taux révisés de 1977) (C)		Inflation en 1978 et 1979 (D)		Augmentation totale (E) (B) + (C) + (D)		

B. Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	4 789.5	(4 789.5)	(100.0%)	1 150.3	24.0%	57.7	1.2%	(3 581.5)	(74.7%)	
C. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	7 481.6	314.0	4.1%	135.2	1.8%	562.2	7.5%	1 011.4	13.5%	
D. Missions spéciales	26 259.2	2 405.6	9.4%	512.2	1.9%	2 614.1	9.9%	5 611.9	21.3%	
E. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	8 817.7	(1 620.9)	(18.4%)	10.8	0.1%	889.2	10.0%	(728.9)	(8.2%)	
3. AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION	8 160.0	(525.1)	(6.4%)	(18.9)	(0.2%)	597.9	7.3%	53.9	0.6%	
A. Organes directeurs	900.3	(42.3)	(4.7%)	(10.9)	(1.2%)	64.6	7.1%	10.9	1.2%	
B. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	3 849.7	133.9	3.4%	(100.0)	(2.5%)	285.8	7.4%	319.7	8.3%	
C. Namibie	2 228.6	(639.5)	(28.6%)	92.0	4.1%	158.1	7.0%	(389.4)	(17.4%)	
D. Centre contre l'apartheid	1 181.4	23.3	1.9%	-	0.0%	89.4	7.5%	112.7	9.5%	
4. ORGANES DIRECTEURS (ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES)	3 288.9	(1 861.5)	(56.5%)	3 536.3	107.5%	393.9	11.9%	2 068.7	62.8%	
A. Conseil économique et social, ses commissions techniques, etc.	1 382.0	45.4	3.2%	303.2	21.9%	127.8	9.2%	476.4	34.4%	
B. Conférences spéciales	1 906.9	(1 906.9)	(100.0%)	3 233.1	169.5%	2 66.1	13.9%	1 592.3	83.5%	
5A. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES	41 514.5	1 936.7	4.6%	367.4	0.8%	3 147.7	7.5%	5 451.8	13.1%	
5B. SOCIETES TRANSNATIONALES	2 993.8	2 454.5	81.9%	714.6	23.8%	510.6	17.0%	3 679.7	122.9%	
6. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE	15 299.9	1 272.3	8.3%	217.5	1.4%	198.3	1.2%	1 688.1	11.0%	
7. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE	15 238.5	1 675.9	10.9%	692.9	4.5%	2 107.2	13.8%	4 476.0	29.3%	
8. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE	13 336.2	2 216.5	12.0%	606.7	3.3%	2 849.0	15.5%	5 672.2	30.9%	
9. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE	18 975.5	2 096.3	11.0%	364.4	1.9%	3 135.7	16.5%	5 596.4	29.4%	
10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE	9 826.2	(95.6)	(0.9%)	552.1	5.6%	1 391.4	14.1%	1 847.9	18.8%	
11A. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT	29 652.9	2 628.3	8.8%	820.4	2.8%	556.1	1.9%	4 004.8	13.5%	
11B. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL ...	5 169.2	141.8	2.7%	406.0	7.8%	251.0	4.9%	798.8	15.5%	
12. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ...	46 067.1	6 708.1	14.5%	2 034.4	4.4%	5 385.0	11.6%	14 127.5	30.6%	
13. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT	7 768.2	(954.7)	(12.2%)	574.6	7.3%	933.5	12.0%	553.4	7.1%	
14. CONTROLE INTERNATIONAL DES DROGUES	4 361.9	166.4	3.8%	93.4	2.1%	75.8	1.7%	336.0	7.7%	

Analyse de la croissance réelle
(aux taux révisés de 1977)

Crédits demandés pour 1978-1979 (P) (x) + (A)	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (L)	Accroissement effectif des ressources (colonne C) (2)	Moins : dépenses non recouvrables (3)	Plus : croissance différée (nouveaux postes) (4)	Accroissement ajusté des ressources (2) - (3) + (4)	Taux de croissance réelle (5)/(1)
						(5)/(1)
1 208.0	-	1 150.3	1 150.3	-	-	-
8 493.0	7 795.6	135.2	-	13.6	148.8	1.6%
31 871.1	28 744.8	512.2	125.5	30.8	417.5	1.4%
8 088.8	7 186.6	10.8	-	-	10.8	0.1%
5 213.9	7 634.9	(18.9)	-	-	(18.9)	(0.2%)
911.2	857.5	(10.9)	-	-	(10.9)	(1.2%)
4 169.4	5 963.6	(100.0)	-	-	(100.0)	(2.5%)
1 839.2	1 569.1	92.0	-	-	92.0	5.7%
1 294.1	1 204.7	-	-	-	-	-
5 357.6	1 427.4	5 536.3	3 366.2	-	170.1	11.9%
1 858.4	1 427.4	303.2	133.1	-	170.1	11.9%
3 499.2	-	3 233.1	3 233.1	-	-	-
46 966.3	43 451.2	367.4	-	499.0	866.4	2.0%
6 673.5	5 446.3	714.6	-	375.8	1,090.4	20.0%
16 988.0	16 572.2	217.5	-	122.2	339.7	2.0%
19 714.5	16 914.4	692.9	117.5	119.0	694.4	4.1%
24 008.4	20 552.7	606.7	173.0	118.8	552.5	2.7%
24 571.9	21 071.8	364.4	-	251.2	615.6	2.9%
11 674.1	9 730.6	552.1	42.0	379.4	889.5	9.1%
33 657.7	32 281.2	820.4	177.0	438.2	1 081.6	3.3%
5 968.0	5 311.0	406.0	308.5	77.5	175.0	3.3%
60 214.6	52 745.2	2 034.4	1 026.0	568.0	1 576.4	3.0%
8 321.6	6 613.5	574.6	3.0	-	571.6	8.4%
4 697.9	4 526.7	93.4	15.5	48.6	126.5	2.8%

ANNEXE I (suite)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres des dépenses	Montant des dépenses supplémentaires prévues									
	Crédits ouverts pour 1976-1977 (A)	Montant des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977) (B)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977) (C)		Inflation en 1978 et 1979 (D)		Augmentation totale (E) (B) + (C) + (D)		
15. FROISSAGE ORDINAIRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE	20 092.9	680.0	3.4%	-	-	2 073.6	10.3%	2 753.6	13.7%	
16. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	15 945.4	513.1	3.2%	867.8	5.4%	1 321.9	8.2%	2 702.8	16.9%	
17. BUREAU DU COORDONATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE	1 551.0	110.3	7.1%	846.0	54.5%	32.4	2.0%	988.7	63.7%	
18. MOYEN DE L'HOMME	6 422.0	(278.7)	(4.3%)	83.4	1.2%	106.5	1.6%	(86.8)	(1.3%)	
19. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	5 179.7	553.4	10.6%	99.8	1.9%	392.8	7.5%	1 046.0	20.1%	
20. ACTIVITES JURIDIQUES	8 031.0	8.4	0.1%	93.3	1.1%	571.9	7.1%	673.6	8.3%	
A. Organes directeurs	1 296.5	35.8	2.7%	(34.7)	(2.6%)	78.4	0.0%	79.5	6.1%	
B. Réunions et conférences spéciales	249.0	(249.0)	(100.0%)	-	0.0%	-	0.0%	(249.0)	(100.0%)	
C. Service juridique	6 485.5	221.6	3.4%	128.0	1.9%	493.5	7.6%	843.1	13.0%	
21. INFORMATION	30 458.0	2 199.7	7.2%	1 011.9	3.3%	3 048.0	10.0%	6 259.6	20.5%	
A. Service de l'information (New York)	19 074.0	139.4	0.7%	939.2	4.9%	1 511.5	7.9%	2 590.1	13.5%	
B. Service d'information (Genève)	2 205.8	113.1	5.1%	32.2	1.4%	23.7	1.0%	169.0	7.6%	
C. Centres d'information	9 178.2	1 947.2	21.2%	40.5	0.4%	1 512.8	16.4%	3 500.5	38.1%	
22. ADMINISTRATION, SERVICE ET SERVICES GENERAUX	134 727.9	9 422.1	6.9%	2 443.0	1.8%	9 001.0	6.6%	20 866.1	15.4%	
A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion	470.4	14.6	3.1%	2.1	0.4%	35.2	7.4%	51.9	11.0%	
B. Bureau des services financiers (New York)	7 242.0	314.9	4.3%	119.3	1.6%	586.3	8.1%	1 020.5	14.0%	
C. Bureau des services du personnel (New York)	7 022.6	465.8	6.6%	87.9	1.2%	574.7	8.1%	1 128.4	16.0%	
D. Bureau des services généraux (New York)	60 371.7	3 201.0	5.3%	1 732.0	2.8%	5 439.7	9.0%	10 372.7	17.1%	
E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion	3 888.4	1 373	3.5%	(100.8)	(2.5%)	229.0	5.8%	265.5	6.8%	
F. Service du traitement électronique de l'informa- tion et des systèmes informatiques	7 596.7	1 271.8	16.7%	-	-	606.0	7.9%	1 877.8	24.7%	
G. Services administratifs et financiers (Genève)	7 509.8	280.4	3.7%	33.0	0.4%	97.5	1.3%	410.9	5.5%	
H. Division des services généraux (Genève)	30 009.4	2 065.2	6.7%	390.0	1.3%	698.2	2.3%	3 093.4	10.3%	
I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)	1 810.0	59.2	3.2%	35.4	2.0%	109.2	6.0%	203.8	11.3%	
J. Formation du personnel (New York, Genève, etc.)	3 627.7	44.2	1.2%	136.4	3.7%	241.4	6.7%	422.0	11.8%	

Analyse de la croissance réelle
(aux taux révisés de 1977)

Crédits demandés pour 1978-1979 (F) (E) + (A)	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (1)	Accroissement effectif des ressources (colonne C) (2)	Moins : dépenses non renouvelables (3)	Plus : croissance différée (nouveau projet) (4)	Accroissement ajusté des ressources (5) (2) - (3) + (4)	Taux de croissance réelle (6) (5)/(1)
*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****
22 846.5	20 772.9	-	-	-	-	-
18 648.2	16 456.5	867.8	-	-	867.8	5.3%
2 539.7	1 661.3	846.0	-	-	846.0	50.9%
6 333.2	6 143.3	83.4	-	64.2	147.6	2.4%
6 225.7	5 733.1	99.8	10.0	39.8	129.6	2.3%
<u>8 704.6</u>	<u>8 039.4</u>	<u>93.3</u>	<u>-</u>	<u>24.6</u>	<u>121.9</u>	<u>1.5%</u>
1 376.0	1 332.3	(34.7)	-	-	(34.7)	(2.6%)
-	-	-	-	-	-	-
7 328.6	6 707.1	126.0	-	28.6	156.6	2.3%
<u>36 717.6</u>	<u>32 657.7</u>	<u>1 011.9</u>	<u>507.4</u>	<u>147.0</u>	<u>651.5</u>	<u>2.0%</u>
21 664.1	19 213.4	939.2	507.4	118.6	550.4	2.8%
2 374.8	2 318.9	32.2	-	15.6	47.8	2.0%
12 678.7	11 125.4	40.5	-	12.8	53.3	0.4%
<u>155 594.0</u>	<u>144 150.0</u>	<u>2 443.0</u>	<u>517.2</u>	<u>417.0</u>	<u>2 342.8</u>	<u>1.6%</u>
522.3	485.0	2.1	-	-	2.1	0.4%
8 262.5	7 556.9	119.3	-	47.0	166.3	2.2%
8 151.0	7 488.4	67.9	2.5	54.2	139.6	1.9%
70 744.4	63 572.7	1 732.0	343.7	234.6	1 622.9	2.5%
4 153.9	4 025.7	(100.8)	-	-	(100.8)	(2.5%)
9 474.5	8 869.5	-	-	-	-	-
7 920.7	7 790.2	33.0	-	-	33.0	0.4%
33 102.8	32 014.6	390.0	144.0	46.8	292.8	0.9%
2 013.8	1 869.2	35.4	10.0	-	25.4	1.4%
4 049.7	3 671.9	136.4	17.0	34.4	153.8	4.2%

ANNEXE I (suite)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres des dépenses	Montant des dépenses supplémentaires prévues									
	Crédits ouverts pour 1976-1977 (A)	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977) (B)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977) (C)		Inflation en 1978 et 1979 (D)		Augmentation totale (E) (B) + (C) + (D)		
K. Dépenses diverses	1 567.8	182.7	11.0%	7.7	0.4%	134.0	8.5%	324.4	20.7%	
L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun	<u>3 611.4</u>	<u>1 445.0</u>	<u>40.0%</u>	-	-	<u>249.8</u>	<u>6.9%</u>	<u>1 694.8</u>	<u>46.9%</u>	
1) Commission de la fonction publique internationale	2 649.6	307.7	11.6%	-	-	210.9	7.9%	518.6	19.5%	
2) Corps commun d'inspection	822.9	1 135.7	138.0%	-	-	32.5	3.9%	1 168.2	141.9%	
3) Secrétariat du Comité consul- tatif pour les questions administratives	138.9	1.6	1.1%	-	-	6.4	4.6%	8.0	5.7%	
23. SERVICES DE CONFERENCE ET BIBLIOTHEQUES	<u>124 889.2</u>	<u>9 438.9</u>	<u>7.6%</u>	<u>563.9</u>	<u>0.4%</u>	<u>7 230.3</u>	<u>5.8%</u>	<u>17 233.1</u>	<u>13.8%</u>	
A. Département des conférences (New York)	65 973.5	9 242.6	14.0%	292.3	0.4%	5 823.8	8.6%	15 358.7	23.2%	
B. Service des conférences (Genève)	49 113.6	(250.1)	(0.5%)	84.2	0.1%	787.0	1.6%	621.1	1.2%	
C. Bibliothèque (New York)	6 929.2	450.0	6.6%	1.0	0.0%	581.6	8.3%	1 040.6	15.0%	
D. Bibliothèque (Genève)	2 872.9	(11.6)	(0.4%)	186.4	6.4%	37.9	1.3%	212.7	7.4%	
24. OBLIGATIONS ENISES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	17 199.0	-	-	(362.0)	(2.2%)	-	-	(382.0)	(2.2%)	
25. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL	<u>106 570.9</u>	<u>27 856.5</u>	<u>25.6%</u>	<u>3 540.7</u>	<u>3.2%</u>	<u>5 157.9</u>	<u>4.7%</u>	<u>36 555.1</u>	<u>33.5%</u>	
TOTAL, appui aux programmes et services communs	<u>765 885.7</u>	<u>64 548.0</u>	<u>8.4%</u>	<u>22 205.6</u>	<u>2.8%</u>	<u>56 021.0</u>	<u>7.3%</u>	<u>142 774.6</u>	<u>18.5%</u>	
26. TRAVAIL DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION ET AMELIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN	<u>13 047.2</u>	<u>(6 716.3)</u>	<u>(37.2%)</u>	<u>21 451.6</u>	<u>118.9%</u>	<u>259.4</u>	<u>1.4%</u>	<u>14 994.2</u>	<u>83.0%</u>	
TOTAL GENERAL, prévisions de dépenses (montant brut)	<u>783 932.9</u>	<u>57 831.2</u>	<u>7.4%</u>	<u>43 657.2</u>	<u>5.6%</u>	<u>56 280.4</u>	<u>7.2%</u>	<u>157 768.8</u>	<u>20.1%</u>	
Montants approuvés pour 1976-1977										
Chapitres des recettes										
1. Recettes provenant des contri- butions du personnel	110 149.8								38 076.2	
2. Recettes générales	10 188.5								2 092.1	
3. Activités productrices de recettes ...	6 549.0								(579.0)	
TOTAL, prévisions de recettes	<u>126 887.3</u>								<u>39 589.3</u>	
TOTAL GENERAL, prévisions de dépenses (montant net)	<u>657 045.6</u>								<u>118 179.5</u>	

Analyse de la croissance réelle
(aux taux révisés de 1977)

Crédits demandés pour 1978-1979 (P) (a) + (A)	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (1)	Accroissement effectif des ressources (colonne C) (2)	Moins : dépenses non renouvelables (3)	Plus : croissance différée (nouveaux postes) (4)	Accroissement ajusté des ressources (5) (2) - (3) + (4)	Taux de croissance réelle (6) (5)/(1)
*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****
1 892.2	1 750.5	7.7	-	-	7.7	0.4%
<u>5 306.2</u>	<u>5 056.4</u>	-	-	-	-	-
3 168.2	2 957.3	-	-	-	-	-
1 991.1	1 958.6	-	-	-	-	-
146.9	140.5	-	-	-	-	-
<u>142 122.3</u>	<u>134 328.1</u>	<u>563.9</u>	<u>459.9</u>	<u>241.2</u>	<u>365.2</u>	<u>0.2%</u>
81 332.2	75 216.1	292.5	101.9	72.4	262.8	0.3%
49 734.7	43 865.5	84.2	338.0	153.2	(100.6)	(0.2%)
7 969.8	7 387.2	1.0	-	-	1.0	-
3 085.6	2 861.3	186.4	-	15.6	202.0	7.0%
16 817.0	17 199.0	(382.0)	-	-	(382.0)	(2.2%)
<u>145 126.0</u>	<u>136 427.4</u>	<u>3 540.7</u>	<u>963.5</u>	<u>1 080.2</u>	<u>3 657.4</u>	<u>2.6%</u>
908 660.3	830 433.7	22 205.6	8 957.0	5 331.3	18 579.9	2.2%
33 041.4	11 330.4	21 451.6	21 665.6	-	(214.0)	(1.9%)
<u>941 701.7</u>	<u>841 764.1</u>	<u>43 657.2</u>	<u>30 622.6</u>	<u>5 331.3</u>	<u>18 365.9</u>	<u>2.2%</u>
Prévisions pour 1978-1979						
148 226.0						
12 230.6						
5 970.0						
<u>166 426.6</u>						
<u>775 225.1</u>						

ANNEXE II

Postes permanents approuvés pour l'exercice biennal 1976-1977 et demandés pour l'exercice biennal 1978-1979 au budget ordinaire

Chapitres de dépenses et unités administratives	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	

1. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1976-1977	-	-	-	1	1	-	1	-
	(B)	-	-	-	-	-	1	-	-
	1978-1979	-	-	-	1	1	1	1	-
Comité des commissaires aux comptes de l'ONU	1976-1977	-	-	-	-	1	-	1	-
	1978-1979	-	-	-	-	1	-	1	-
Conseil mondial de l'alimentation	1976-1977	-	1	-	-	4	3	1	-
	(B)	-	-	-	-	-	1	-	-
	(D)	-	-	1	1	2	3	-	-
	1978-1979	-	1	1	1	6	7	1	-
Cabinet du Secrétaire général	1976-1977	-	1	4	4	4	3	3	4
	(B)	-	-	-	-	-	-	2	-
	1978-1979	-	1	4	4	4	3	5	4
Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	1976-1977	1	-	1	1	1	3	2	2
	(B)	-	-	-	-	2	-	-	-
	(D)	-	-	-	-	-	-	-	(1)
	1978-1979	1	-	1	1	3	3	2	1
Cabinet des Secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales	1976-1977	2	-	1	2	-	1	-	1
	(B)	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-1979	2	-	1	2	-	1	-	1
Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales	1976-1977	-	-	1	-	-	-	1	-
	1978-1979	-	-	1	-	-	-	1	-
Bureau des affaires inter-organisations et de la coordination	1976-1977	1	-	1	1	2	2	3	1
	(B)	-	-	-	-	-	-	-	-
	(C)	-	-	-	1	(1)	-	-	-
	1978-1979	1	-	1	2	1	2	3	1
Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève	1976-1977	1	-	2	1	3	1	1	2
	1978-1979	1	-	2	1	3	1	1	2
2. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	1976-1977	1	1	3	9	17	24	14	7
	(B)	-	-	-	-	-	-	-	-
	(C)	-	-	-	1	(1)	-	-	-
	(D)	-	-	-	1	-	-	-	-
	1978-1979	1	1	3	11	16	24	14	7
Missions spéciales	1976-1977	-	2	-	2	5	1	-	-
	(B)	-	-	-	-	-	-	-	-
	(D)	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-1979	-	2	-	2	5	1	-	-
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	1976-1977	-	1	2	10	16	34	16	1
	(C)	-	-	-	-	-	2	(2)	-
	1978-1979	-	1	2	10	16	36	14	1

Modifications

(B) = Postes nouveaux
(C) = Reclassement de postes

(D) = Transformation en postes permanents de postes financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire

(E) = Suppression ou échange de postes
(F) = Inscription au budget ordinaire de postes financés par des fonds extra-budgétaires

Agents des services généraux et autres catégories								
Total partiel	lère classe	Autres classes	Agents du service de sécurité	Agents du service mobile	Travailleurs manuels	Agents locaux	Total partiel	Total général
3	1	2	-	-	-	-	3	6
1	-	1	-	-	-	-	1	2
4	1	3	-	-	-	-	4	8
2	-	4	-	-	-	-	4	6
2	-	4	-	-	-	-	4	6
9	3	7	-	-	-	-	10	19
1	-	2	-	-	-	-	2	3
7	1	5	-	-	-	-	6	13
17	4	14	-	-	-	-	18	35
23	6	23	1	-	1	-	31	54
2	-	1	-	-	-	-	1	3
25	6	24	1	-	1	-	32	57
11	2	5	-	-	-	-	7	18
2	1	-	-	-	-	-	1	3
(1)	-	-	-	-	-	-	-	(1)
12	3	5	-	-	-	-	8	20
7	3	5	-	-	-	-	8	15
-	-	1	-	-	-	-	1	1
7	3	6	-	-	-	-	9	16
2	1	2	-	-	-	-	3	5
2	1	2	-	-	-	-	3	5
11	2	5	-	-	-	-	7	18
-	-	1	-	-	-	-	1	1
11	2	6	-	-	-	-	8	19
11	3	8	-	-	-	-	11	22
11	3	8	-	-	-	-	11	22
76	9	35	-	-	-	-	44	120
-	1	-	-	-	-	-	1	1
1	-	2	-	-	-	-	2	3
77	10	37	-	-	-	-	47	124
10	1	4	-	293	-	218	516	526
-	-	-	-	2	-	-	2	2
-	-	-	-	4	-	29	33	33
10	1	4	-	299	-	247	551	561
80	-	9	-	-	-	-	9	89
80	-	9	-	-	-	-	9	89

ANNEXE II (suite)

Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur

Chapitres de dépenses et
unités administratives

		SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1

5. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	1976-1977	1	-	1	3	10	9	9	7
	(C)	-	-	-	1	(1)	-	(1)	(1)
	(E)	-	-	-	4	9	9	8	6
	1978-1979	1	-	1	4	9	9	8	6
Namibie	1976-1977	-	1	-	1	3	1	1	4
	(E)	-	-	-	1	3	1	1	4
	1978-1979	-	1	-	1	3	1	1	4
Centre contre l'apartheid	1976-1977	-	-	1	-	2	4	3	3
	1978-1979	-	-	1	-	2	4	3	3
5A. Département des affaires économiques et sociales	1976-1977	1	2	13	31	70	119	96	66
	(B)	-	-	-	2	3	5	-	1
	(C)	-	-	-	-	1	(1)	3	(3)
	(E)	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-1979	1	2	13	33	74	123	99	64
5B. Sociétés transnationales	1976-1977	-	1	2	4	5	8	6	4
	(B)	-	-	-	1	2	2	3	1
	(D)	-	-	-	-	5	4	3	-
	1978-1979	-	1	2	5	12	14	12	5
6. Commission économique pour l'Europe	1976-1977	-	1	1	11	23	29	32	20
	(B)	-	-	-	-	-	1	-	1
	(C)	1	(1)	-	-	1	(1)	-	-
	(D)	-	-	-	-	-	2	-	-
	1978-1979	1	-	1	11	24	31	32	21
7. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	1976-1977	-	1	1	10	25	50	49	32
	(B)	-	-	-	-	-	-	2	1
	(C)	1	(1)	-	1	(1)	(1)	(1)	-
	(D)	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-1979	1	-	1	11	25	50	50	33
8. Commission économique pour l'Amérique latine	1976-1977	-	1	1	11	30	47	46	32
	(B)	-	-	-	-	-	1	2	1
	(C)	1	(1)	-	2	(2)	-	1	(1)
	(D)	-	-	-	-	2	4	-	-
	1978-1979	1	-	1	13	30	52	49	32
9. Commission économique pour l'Afrique	1976-1977	-	1	1	11	25	40	61	33
	(B)	-	-	-	1	2	1	1	1
	(C)	1	(1)	-	-	-	-	-	-
	(D)	-	-	-	2	2	7	2	-
	1978-1979	1	-	1	14	29	48	64	34
10. Commission économique pour l'Asie occidentale	1976-1977	-	1	1	6	17	27	27	8
	(B)	-	-	-	1	3	4	1	1
	(C)	1	(1)	-	-	-	-	-	-
	1978-1979	1	-	1	7	20	31	28	9
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	1976-1977	1	1	9	15	44	50	59	30
	(B)	-	1	1	2	2	-	-	1
	(C)	-	-	-	-	-	-	-	-
	(F)	-	-	-	17	48	50	59	31
	1978-1979	1	2	10	17	48	50	59	31
12. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	1976-1977	1	1	5	23	71	101	89	47
	(B)	-	-	-	1	4	2	4	1
	(C)	-	-	-	1	(1)	(1)	(1)	-
	(E)	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)
	1978-1979	1	1	5	25	75	103	90	46
13. Programme des Nations Unies pour l'environnement	1976-1977	1	2	3	4	9	11	3	3
	(P)	-	-	-	-	1	3	2	-
	1978-1979	1	2	3	4	10	14	5	3

Agents des services généraux et autres catégories								
Total partiel	lère classe	Autres classes	Agents du service de sécurité	Agents du service mobile	Travailleurs manuels	Agents locaux	Total partiel	Total général
40	5	22	-	-	-	-	27	67
(2)	-	-	-	-	-	-	-	(2)
38	5	22	-	-	-	-	27	65
11	1	8	-	-	-	5	14	25
-	-	(3)	-	-	-	3	-	-
11	1	5	-	-	-	8	14	25
13	1	7	-	-	-	-	8	21
13	1	7	-	-	-	-	8	21
398	59	281	-	-	-	-	340	738
11	2	6	-	-	-	-	8	19
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	1	-	-	-	-	1	1
409	61	288	-	-	-	-	349	758
30	7	18	-	-	-	-	25	55
9	-	5	-	-	-	3	8	17
12	-	1	-	-	-	4	5	17
51	7	24	-	-	-	7	38	89
117	8	103	-	-	-	-	111	228
2	-	3	-	-	-	-	3	5
-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	-	-	-	-	-	-	2
121	8	106	-	-	-	-	114	235
168	-	-	-	-	-	327	327	495
3	-	-	-	-	-	12	12	15
-	-	-	-	-	-	-	-	-
171	-	-	-	-	-	13	13	13
-	-	-	-	-	-	352	352	523
168	-	-	-	-	-	356	356	524
4	-	-	-	-	-	6	6	10
-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	-	-	-	-	-	14	14	20
1	-	-	-	-	-	-	-	-
178	-	-	-	-	-	376	376	554
172	-	-	-	-	-	362	362	534
6	-	-	-	-	-	7	7	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	21	21	34
191	-	-	-	-	-	390	390	581
87	-	-	-	-	-	142	142	229
10	-	-	-	-	-	4	4	14
-	-	-	-	-	-	-	-	-
97	-	-	-	-	-	146	146	243
209	15	166	-	-	-	-	181	390
6	-	7	-	-	-	-	7	13
1	(1)	-	-	-	-	-	(1)	-
2	-	-	-	-	-	-	-	2
218	14	173	-	-	-	-	187	405
338	20	330	-	-	69	-	419	757
12	-	8	-	-	-	-	8	20
-	-	-	-	-	-	-	-	-
(4)	-	(2)	-	-	-	-	(2)	(6)
346	20	336	-	-	69	-	425	771
36	1	5	-	-	-	60	66	102
6	-	-	-	-	-	6	6	12
42	1	5	-	-	-	66	72	114

Agents des services généraux et autres catégories								
Total partiel	lère classe	Autres classes	Agents du service de sécurité	Agents du service mobile	Travailleurs manuels	Agents locaux	Total partiel	Total général
31	4	22	-	-	-	-	26	57
1	-	-	-	-	-	-	-	1
32	4	22	-	-	-	-	26	58
95	4	62	-	-	-	119	185	280
7	-	2	-	-	-	-	-	-
102	4	64	-	-	-	3	5	12
						122	190	292
8	-	7	-	-	-	-	7	15
6	1	3	-	-	-	-	4	10
14	1	10	-	-	-	-	11	25
42	2	28	-	-	-	-	30	72
1	-	1	-	-	-	-	1	2
2	-	1	-	-	-	-	1	3
45	2	30	-	-	-	-	32	77
16	4	15	-	-	-	-	19	35
-	2	1	-	-	-	-	3	3
-	1	(1)	-	-	-	-	-	-
16	7	15	-	-	-	-	22	38
52	8	34	-	-	-	-	42	94
1	-	2	-	-	-	-	2	1
-	-	36	-	-	-	-	44	2
53	8	36	-	-	-	-	44	97
133	31	90	-	-	-	-	121	254
4	-	1	-	-	-	-	1	5
3	1	1	-	-	-	-	2	5
140	32	92	-	-	-	-	124	264
16	4	15	-	-	-	-	19	35
16	4	16	-	-	-	-	20	36
52	-	-	-	-	-	283	283	335
-	-	-	-	-	-	2	2	2
-	-	-	-	-	-	18	18	18
52	-	-	-	-	-	303	303	355
3	2	2	-	-	-	-	4	7
3	2	2	-	-	-	-	4	7
64	22	56	-	-	-	-	78	142
2	3	(3)	-	-	-	-	2	4
1	1	(1)	-	-	-	-	3	4
(1)	-	(1)	-	-	-	-	(1)	(2)
66	26	56	-	-	-	-	82	148
53	13	72	-	-	-	-	85	138
1	4	(4)	-	-	-	-	2	3
2	-	1	-	-	-	-	-	-
-	(1)	(2)	-	-	-	-	1	3
56	16	69	-	-	-	-	(3)	(3)
							85	141
71	51	250	219	-	184	-	704	775
2	1	9	-	-	6	-	16	18
1	(1)	(1)	-	-	-	-	(1)	-
-	-	14	1	-	5	-	20	20
-	-	(3)	-	-	-	-	(3)	(3)
74	52	269	220	-	195	-	736	810

ANNEXE II (suite)

		Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
Chapitres de dépenses et unités administratives		SGA	FSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1
Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion ..				2	2	6	9	11	10
	1976-1977	-	-	-	1	1	-	-	-
	(D)	-	-	-	-	-	-	(1)	-
	(E)	-	-	(1)	-	-	-	-	-
	1978-1979	-	-	2	3	7	9	10	10
Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques				1	2	3	11	7	3
	1976-1977	-	-	1	2	3	11	7	3
	1978-1979	-	-	1	2	3	11	7	3
Services administratifs et financiers (Genève)				1	3	7	4	12	7
	1976-1977	-	-	1	3	7	4	12	7
	1978-1979	-	-	1	3	7	4	12	7
Division des services généraux (Genève)				-	1	4	3	2	10
	1976-1977	-	-	-	-	-	-	-	-
	(B)	-	-	-	-	-	-	-	-
	(D)	-	-	-	1	4	3	2	10
	1978-1979	-	-	-	1	4	3	2	10
Service de recrutement pour l'assistance technique : (New York et Genève)				-	1	2	7	1	-
	1976-1977	-	-	-	-	2	1	(1)	-
	(C)	-	-	-	1	2	8	-	-
	1978-1979	-	-	-	1	2	8	-	-
Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)				-	1	2	2	4	8
	1976-1977	-	-	-	-	-	-	1	-
	(B)	-	-	-	-	-	-	-	-
	(D)	-	-	-	1	2	2	5	8
	1978-1979	-	-	-	1	2	2	5	8
Commission de la fonction publique internationale				1	1	2	9	2	1
	1976-1977	-	-	1	1	2	9	2	1
	1978-1979	-	-	1	1	2	9	2	1
25. Département des conférences (New York)	1976-1977	1	-	4	10	38	172	341	84
	(B)	-	-	-	-	-	-	-	2
	(C)	-	-	-	-	-	-	-	6
	(E)	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-1979	1	-	4	10	38	172	341	92
Service des conférences (Genève)				1	3	21	83	141	19
	1976-1977	-	-	-	-	-	-	4	-
	(B)	-	-	-	-	-	-	1	(1)
	(C)	-	-	-	-	1	4	3	-
	(D)	-	-	1	3	22	87	149	18
	1978-1979	-	-	1	3	22	87	149	18
Bibliothèque (New York)				1	2	2	7	33	21
	1976-1977	-	-	1	2	2	7	33	21
	1978-1979	-	-	1	2	2	7	33	21
Bibliothèque (Genève)				-	1	2	2	4	9
	1976-1977	-	-	-	-	-	-	-	-
	(B)	-	-	-	1	2	2	4	9
	1978-1979	-	-	-	1	2	2	4	9
Chapitres des recettes									
3. Activités productrices de recettes	1976-1977	-	-	-	1	5	3	10	10
	(B)	-	-	-	-	-	-	-	-
	(C)	-	-	-	-	-	1	(1)	1
	1978-1979	-	-	-	1	5	4	9	11
TOTAL									
	1976-1977	16	24	87	244	609	1 056	1 229	599
	(B)	-	1	1	8	20	19	28	11
	(C)	6	(6)	(1)	(2)	(8)	(10)	(7)	(5)
	(D)	6	(3)	-	7	2	(3)	(2)	4
	(E)	-	-	1	5	14	27	9	-
	(F)	-	-	(1)	-	-	(1)	(4)	(4)
	1978-1979	22	20	88	266	650	1 105	1 257	613

Agents des services généraux et autres catégories

Total partiel	lère classe	Autres classes	Agents du service de sécurité	Agents du service mobile	Travailleurs manuels	Agents locaux	Total partiel	Total général
40	6	14	-	-	-	-	20	60
2	-	2	-	-	-	-	2	4
(2)	-	-	-	-	-	-	-	(2)
40	6	16	-	-	-	-	22	62
27	6	22	-	-	-	-	28	55
27	6	22	-	-	-	-	28	55
34	9	72	-	-	-	-	81	115
34	9	72	-	-	-	-	81	115
20	11	201	-	-	107	-	319	339
-	-	3	-	-	-	-	3	3
-	-	20	-	-	11	-	31	31
20	11	224	-	-	118	-	353	373
11	5	21	-	-	-	-	26	37
-	1	(1)	-	-	-	-	-	-
11	6	20	-	-	-	-	26	37
17	3	13	-	-	-	-	16	33
1	-	-	-	-	-	-	-	1
-	-	2	-	-	-	-	2	2
18	3	15	-	-	-	-	18	36
16	2	20	-	-	-	-	22	38
16	2	20	-	-	-	-	22	38
650	114	574	-	-	21	-	709	1 359
2	2	-	-	-	-	-	2	4
6	(6)	-	-	-	-	-	(6)	-
-	1	-	-	-	-	-	1	1
658	111	574	-	-	21	-	706	1 364
268	13	351	-	-	-	-	364	632
4	-	1	-	-	-	-	1	5
-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	-	25	-	-	-	-	25	33
280	13	377	-	-	-	-	390	670
66	8	72	-	-	8	-	88	154
66	8	72	-	-	8	-	88	154
18	3	25	-	-	-	-	28	46
-	-	1	-	-	-	-	1	1
18	3	26	-	-	-	-	29	47
29	25	114	2	-	-	-	141	170
-	-	1	-	-	-	-	1	1
1	-	(1)	-	-	-	-	(1)	-
30	25	114	2	-	-	-	141	171
3 864	498	3 201	222	293	390	1 872	6 476	10 340
88	9	58	-	2	6	34	109	197
(38) 47	(8) 10	(11)	-	-	-	-	(19) 10	-
9	2	(11)	-	-	-	-	(9)	-
56	2	77	1	4	16	99	199	255
(10)	-	(10)	-	-	-	3	(7)	(17)
24	2	6	-	-	-	9	17	41
4 031	513	3 321	223	299	412	2 017	6 785	10 316

ANNEXE III

Ventilation des crédits ouverts pour 1976-1977 et des crédits demandés pour 1978-1979
par chapitre du budget et par principaux objets de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres des dépenses		Traitements et dépenses communes de personnel									
		Postes permanents	Personnel temporaire pour les réunions	Personnel temporaire affecté à des tâches générales	Consultants, groupes d'experts	Autres éléments	Heures supplémentaires et sur-salaire de nuit	Indemnités de représentation	Autres dépenses communes de personnel	Total partiel	Représentants
1. POLITIQUES, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE	1976-77	6 962.7	1 140.9	763.2	123.3	-	196.3	118.4	2 288.8	11 553.6	2 265.2
	1978-79	8 524.8	1 024.1	1 674.0	76.3	-	219.3	118.2	2 590.4	12 720.1	2 469.7
A. Organes directeurs	1976-77	1 038.9	1 116.6	396.2	41.5	-	23.3	6.6	349.0	2 908.1	2 265.2
	1978-79	1 829.7	1 013.9	27.4	57.8	-	29.4	7.2	521.5	3 486.9	2 469.7
1) Assemblée générale	1976-77	-	596.1	-	-	-	10.4	-	1.0	607.5	1 855.1
	1978-79	-	673.4	-	-	-	12.0	-	-	685.4	2 064.0
2) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1976-77	249.3	-	2.0	-	-	9.0	-	85.8	341.1	262.6
	1978-79	323.1	-	2.3	-	-	4.4	-	103.3	433.1	237.1
3) Comité des contributions ..	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	-	-	65.8
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	99.5
4) Comité des commissaires aux comptes de l'ONU	1976-77	191.7	-	15.4	-	-	6.5	-	71.4	285.0	-
	1978-79	218.0	-	17.1	-	-	7.2	-	68.4	306.7	-
5) Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28.4
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38.9
6) Fonds spécial des Nations Unies	1976-77	-	-	115.2	-	-	-	-	-	115.2	4.0
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7) Conseil mondial de l'alimentation	1976-77	593.9	293.3	254.8	41.5	-	2.4	6.6	190.6	1 383.3	29.3
	1978-79	1 292.6	340.5	8.0	51.8	-	5.8	7.2	349.6	2 061.7	34.2
8) Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	1976-77	-	-	8.8	-	-	-	-	-	8.8	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9) Fonds international de développement agricole	1976-77	-	227.2	-	-	-	-	-	-	227.2	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION	1976-77	5 927.3	24.3	367.0	81.8	-	173.0	111.8	1 899.8	8 565.5	-
	1978-79	6 695.1	10.2	139.6	18.5	-	189.9	111.0	2 068.9	9 233.2	-
1) Le Secrétaire général	1976-77	123.7	-	-	-	-	-	45.0	52.0	220.7	-
	1978-79	142.2	-	-	-	-	-	45.0	54.9	242.1	-
2) Cabinet du Secrétaire général	1976-77	1 855.8	2.3	-	16.8	-	107.4	10.8	585.5	2 578.6	-
	1978-79	2 369.6	-	2.5	18.5	-	119.6	10.8	757.0	3 278.0	-
3) Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	1976-77	855.4	6.0	82.7	-	-	37.9	9.2	267.2	1 258.4	-
	1978-79	933.4	-	6.7	-	-	41.6	9.2	298.5	1 289.4	-
4) Cabinet des Secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales	1976-77	763.4	2.3	-	-	-	15.4	18.0	218.2	1 017.3	-
	1978-79	783.1	-	2.5	-	-	17.1	17.2	250.2	1 070.1	-
5) Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales	1976-77	191.7	-	270.2	65.0	-	5.3	9.2	112.9	654.3	-
	1978-79	212.7	-	107.7	-	-	3.9	9.2	68.0	401.5	-
6) Bureau des affaires interorganisations et de la coordination	1976-77	808.6	4.0	18.1	-	-	4.5	9.2	300.1	1 140.5	-
	1978-79	919.7	-	20.2	-	-	5.0	9.2	294.2	1 248.3	-
7) Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève	1976-77	1 329.2	9.7	-	-	-	2.5	10.4	363.9	1 715.7	-
	1978-79	1 334.4	10.2	-	-	-	2.7	10.4	346.1	1 703.8	-

Frais de voyage		Frais généraux de fonctionnement											Total
Personnel envoyé à des sessions	Personnel en mission	Travaux contractuels d'imprimerie	Autres services contractuels	Location et entretien des locaux	Location et entretien du mobilier et du matériel	Communications	Dépenses de représentation	Dépenses diverses	Fournitures et accessoires	Achat de mobilier et de matériel	Amélioration des locaux et locaux nouveaux	Activités financées en commun	Total
25.6	630.3	1 516.7	815.5	86.0	-	48.3	95.2	5.9	60.3	77.4	-	634.0	17 814.0
19.7	634.6	1 687.6	901.8	100.7	-	63.6	124.7	2.3	108.3	9.7	-	555.4	19 306.2
25.6	130.1	1 491.7	815.5	8.0	-	34.0	37.2	2.0	38.9	-	-	634.0	8 450.3
19.7	152.5	1 659.8	801.8	8.9	-	63.6	40.9	2.3	87.8	-	-	555.9	9 454.3
-	-	1 491.7	-	-	-	-	35.0	2.0	-	-	-	-	3 991.3
-	-	1 659.8	-	-	-	-	39.0	7.1	-	-	-	-	4 450.5
25.6	-	-	50.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	699.3
19.7	-	-	50.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	739.9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	65.6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	49.5
-	3.2	-	765.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 053.7
-	3.6	-	851.8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 162.1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	534.0	462.4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	555.4	590.3
-	2.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	121.2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	121.9	-	-	8.0	-	34.0	2.2	-	36.9	-	-	-	1 617.6
-	155.9	-	-	8.9	-	63.6	1.9	-	87.8	-	-	-	2 414.0
-	3.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11.8
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	200.0	427.2
-	500.2	25.0	-	78.0	-	14.3	58.0	3.9	21.4	77.8	-	-	9 363.7
-	475.1	27.8	-	91.8	-	-	83.8	-	20.5	9.7	-	-	9 981.4
-	120.6	-	-	78.0	-	-	52.0	-	-	3.4	-	-	479.7
-	134.4	-	-	91.8	-	-	75.4	-	-	9.7	-	-	553.4
-	175.7	23.0	-	-	-	-	1.0	-	18.4	-	-	-	2 796.7
-	195.3	25.5	-	-	-	-	1.1	-	20.5	-	-	-	3 520.4
-	12.6	2.0	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	1 273.7
-	14.2	2.3	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	1 306.4
-	20.0	-	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	1 037.8
-	22.3	-	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	1 092.9
-	97.0	-	-	-	-	14.3	0.5	3.9	3.0	69.0	-	-	842.0
-	29.4	-	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	431.8
-	20.6	-	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	1 161.8
-	23.3	-	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	1 272.1
-	53.3	-	-	-	-	-	3.0	-	-	-	-	-	1 772.0
-	56.2	-	-	-	-	-	5.3	-	-	-	-	-	1 765.3

ANNEXE III (suite)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres des dépenses	Traitements et dépenses communes de personnel									Représentants
	Postes permanents	Personnel temporaire pour les réunions	Personnel temporaire affecté à des tâches générales	Consultants, groupes d'experts	Autres documents	Heures supplémentaires et sur-salaire de nuit	Indemnités de représentation	Autres dépenses communes de personnel	Total partiel	
2. AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX	16 740.4	1 540.1	1 375.8	491.7	5 225.0	157.1	32.0	12 922.3	38 475.2	22.4
1976-77	16 740.4	1 540.1	1 375.8	491.7	5 225.0	157.1	32.0	12 922.3	38 475.2	22.4
1978-79	21 589.7	1 633.6	1 767.8	1 866.4	6 352.9	40.9	38.0	13 637.9	42 737.2	1.9
A. Organes directeurs	-	244.9	-	-	-	2.9	-	-	247.8	1.8
1976-77	-	244.9	-	-	-	2.9	-	-	247.8	1.8
1978-79	-	163.6	-	-	-	3.1	-	-	166.7	1.9
B. Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	-	1 293.2	1 294.0	74.0	-	126.2	-	381.3	3 168.7	4.8
1976-77	-	1 293.2	1 294.0	74.0	-	126.2	-	381.3	3 168.7	4.8
1978-79	-	-	751.1	52.5	-	6.7	-	240.3	1 050.6	-
C. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	5 097.3	-	21.0	417.7	-	28.0	11.6	1 519.0	7 095.4	-
1976-77	5 097.3	-	21.0	417.7	-	28.0	11.6	1 519.0	7 095.4	-
1978-79	6 022.0	-	5.9	93.9	-	31.1	17.6	1 923.8	8 094.3	-
D. Missions spéciales	6 735.4	2.0	50.0	-	5 225.8	-	12.0	7 120.4	19 145.6	15.0
1976-77	6 735.4	2.0	50.0	-	5 225.8	-	12.0	7 120.4	19 145.6	15.0
1978-79	9 793.2	-	-	-	6 352.9	-	12.0	9 178.7	25 330.8	-
E. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans la Proche-Orient	4 897.7	-	10.0	-	-	-	8.4	3 901.6	8 617.7	-
1976-77	4 897.7	-	10.0	-	-	-	8.4	3 901.6	8 617.7	-
1978-79	5 774.5	-	10.8	-	-	-	8.4	2 295.1	8 068.8	-
3. AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION	4 204.0	41.7	33.0	138.2	133.5	15.2	15.2	1 305.3	5 886.1	623.0
1976-77	4 204.0	41.7	33.0	138.2	133.5	15.2	15.2	1 305.3	5 886.1	623.0
1978-79	4 715.9	17.2	26.4	71.7	182.2	20.2	15.4	1 499.8	6 588.6	676.9
A. Organes directeurs	-	41.7	-	-	-	-	-	-	41.7	334.5
1976-77	-	41.7	-	-	-	-	-	-	41.7	334.5
1978-79	-	10.7	-	-	-	-	-	-	10.7	362.5
B. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	2 766.4	-	24.0	20.0	-	15.2	9.2	865.5	3 702.3	-
1976-77	2 766.4	-	24.0	20.0	-	15.2	9.2	865.5	3 702.3	-
1978-79	2 979.1	-	26.4	21.9	-	16.9	9.2	952.7	4 006.2	-
C. Namibie	659.0	-	9.0	80.0	133.5	-	6.0	201.3	1 088.8	288.5
1976-77	659.0	-	9.0	80.0	133.5	-	6.0	201.3	1 088.8	288.5
1978-79	812.0	6.5	-	7.6	182.2	3.3	6.0	251.3	1 268.9	314.4
D. Centre contre l'apartheid	776.6	-	-	38.2	-	-	-	238.5	1 053.3	-
1976-77	776.6	-	-	38.2	-	-	-	238.5	1 053.3	-
1978-79	924.6	-	-	42.2	-	-	-	295.8	1 262.8	-
4. ORGANES DIRECTEURS (ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES)	-	219.8	507.6	145.9	-	10.0	-	-	883.3	803.2
1976-77	-	219.8	507.6	145.9	-	10.0	-	-	883.3	803.2
1978-79	-	-	1 755.4	359.4	-	2.9	-	-	2 117.7	1 076.6
A. Conseil économique et social, ses commissions techniques, etc.	-	13.0	-	-	-	4.0	-	-	17.0	666.5
1976-77	-	13.0	-	-	-	4.0	-	-	17.0	666.5
1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 031.4
B. Conférences spéciales	-	206.8	507.6	145.9	-	6.0	-	-	866.3	136.7
1976-77	-	206.8	507.6	145.9	-	6.0	-	-	866.3	136.7
1978-79	-	-	1 755.4	359.4	-	2.9	-	-	2 117.7	45.2
5A. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES	27 945.1	-	327.2	1 711.2	-	120.4	35.0	9 344.5	39 490.0	34.4
1976-77	27 945.1	-	327.2	1 711.2	-	120.4	35.0	9 344.5	39 490.0	34.4
1978-79	32 546.1	-	383.8	1 461.8	-	116.5	35.6	10 320.9	44 826.7	-
5B. SOCIETES TRANSNATIONALES	1 390.0	-	440.5	515.0	-	21.8	7.2	418.3	2 793.4	-
1976-77	1 390.0	-	440.5	515.0	-	21.8	7.2	418.3	2 793.4	-
1978-79	3 708.9	-	64.6	1 199.9	-	46.9	8.4	1 221.1	6 249.6	-
6. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE	11 467.5	-	86.7	222.4	-	23.5	7.2	2 992.6	14 799.9	-
1976-77	11 467.5	-	86.7	222.4	-	23.5	7.2	2 992.6	14 799.9	-
1978-79	12 890.4	-	46.7	225.6	-	24.3	9.2	3 344.0	16 540.2	-
7. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE	9 030.8	33.3	91.7	244.6	-	99.4	7.2	3 650.0	13 157.6	-
1976-77	9 030.8	33.3	91.7	244.6	-	99.4	7.2	3 650.0	13 157.6	-
1978-79	11 469.9	-	56.7	284.2	-	99.2	4.2	4 721.3	16 040.5	-
8. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE	10 848.6	56.9	477.6	253.7	-	48.4	7.2	3 931.2	15 625.6	25.8
1976-77	10 848.6	56.9	477.6	253.7	-	48.4	7.2	3 931.2	15 625.6	25.8
1978-79	14 161.0	148.3	208.7	253.1	-	49.2	9.2	5 667.7	20 502.2	-
9. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE	10 689.2	196.3	893.0	168.4	-	35.3	7.2	4 095.1	16 064.5	14.7
1976-77	10 689.2	196.3	893.0	168.4	-	35.3	7.2	4 095.1	16 064.5	14.7
1978-79	14 998.7	235.4	400.5	201.1	-	48.0	9.2	5 993.9	21 886.6	-

Frais de voyage		Frais généraux de fonctionnement											Total
Personnel envoyé à des sessions	Personnel en mission	Travaux contractuels d'imprimerie	Autres services contractuels	Location et entretien des locaux	Location et entretien du mobilier et du matériel	Communications	Dépenses de représentation	Dépenses diverses	Fournitures et accessoires	Achat de mobilier et de matériel	Amélioration des locaux et locaux nouveaux	Activités financées en commun	Total
891.9 98.8	1 635.6 1 711.2	1 092.9 726.7	96.7 34.4	907.8 871.6	1 564.6 1 662.0	154.3 147.6	18.9 8.4	1 851.4 637.6	445.9 521.6	1 006.3 1 240.3	5.0 -	160.0 160.0	48 331.9 50 559.3
108.6 98.8	11.5 5.0	613.4 625.2	- -	- -	- -	- -	- -	- -	0.8 0.8	- -	- -	- -	983.9 698.4
716.4 -	96.3 36.8	363.2 1.0	80.7 -	158.6 84.5	29.2 10.1	35.2 15.8	11.3 -	58.4 1.2	19.0 8.1	42.7 1.3	5.0 -	- -	4 789.5 1 208.0
11.3 -	81.6 103.3	116.3 99.9	16.0 34.4	- -	- -	- -	1.0 1.1	- -	- -	- -	- -	160.0 160.0	7 481.6 8 493.0
55.6 -	1 449.2 1 566.1	- -	- -	749.2 789.7	1 585.8 1 657.9	119.1 131.8	6.6 7.3	1 793.0 636.4	426.1 512.7	963.6 1 239.0	- -	- -	26 259.2 31 471.1
- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	6 617.7 8 088.8
261.2 251.0	332.4 345.0	148.5 177.0	- -	96.2 80.7	22.7 24.3	11.4 14.5	3.4 4.1	8.7 8.0	50.8 65.4	50.0 11.2	16.0 6.0	649.6 1.2	8 160.0 8 213.9
260.8 251.0	214.2 240.4	15.8 17.6	- -	19.1 12.0	1.0 1.2	6.0 6.7	1.0 -	4.2 7.9	- -	- -	- -	2.0 1.2	900.3 911.2
- -	32.0 35.5	83.0 91.7	- -	- -	- -	- -	1.0 1.1	- -	31.4 34.9	- -	- -	- -	3 849.7 4 169.4
0.4 -	81.3 63.6	26.5 41.9	- -	77.1 68.7	21.7 23.1	5.4 7.8	1.4 3.0	4.5 0.1	19.4 30.5	50.0 11.2	16.0 6.0	547.6 -	2 228.6 1 839.2
- -	4.9 5.5	23.2 25.8	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	100.0 -	1 181.4 1 294.1
757.5 468.9	28.5 478.9	417.3 381.7	174.6 696.7	40.0 78.8	4.2 1.5	10.5 33.6	6.5 7.2	65.0 -	53.3 10.6	40.7 5.4	4.3 -	- -	3 288.9 5 357.6
664.2 445.3	- -	306.7 381.7	1.5 -	- -	4.2 -	- -	4.0 -	65.0 -	15.0 -	- -	- -	- -	1 382.0 1 858.4
93.3 23.6	28.5 478.9	110.6 -	173.1 696.7	40.0 78.8	- 1.5	10.5 33.6	2.5 7.2	- -	38.3 10.6	40.7 5.4	4.3 -	- -	1 906.9 3 499.2
4.9 -	505.8 513.5	1 308.2 1 430.7	51.9 56.9	- -	- -	- -	2.5 2.8	- -	2.6 3.3	- 18.4	- -	114.0 114.0	41 514.5 46 966.3
- -	150.4 298.8	46.0 99.0	- -	- -	- -	- -	4.0 4.4	- -	- 21.5	- -	- -	- -	2 993.8 6 673.5
17.1 23.3	155.4 164.3	322.5 241.7	- -	- -	- -	- -	5.0 5.4	- -	- 13.1	- -	- -	- -	15 299.9 16 988.0
142.2 216.2	236.9 306.1	169.7 214.8	- -	623.9 976.4	248.7 335.1	258.2 318.7	5.0 6.0	65.5 91.0	219.7 324.5	109.1 282.8	- -	2.0 2.4	15 238.5 19 714.5
110.1 197.6	241.8 305.4	132.2 160.1	144.0 187.7	657.3 804.2	222.5 243.2	456.4 555.4	5.0 6.0	126.2 157.3	435.9 522.0	128.0 334.4	27.4 32.9	- -	18 336.2 24 008.4
168.9 220.6	282.4 327.6	94.3 113.3	- -	319.7 381.7	214.1 229.4	416.5 499.6	5.0 6.0	122.9 147.5	517.4 620.6	735.1 138.8	- -	- -	18 975.5 24 571.9

ANNEXE III (suite)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Traitements et dépenses communes de personnel

Chapitres des dépenses		Postes permanents	Personnel temporaire pour les réunions	Personnel temporaire affecté à des tâches générales	Consultants, groupes d'experts	Autres émoluments	Heures supplémentaires et sur-salaire de nuit	Indemnités de représentation	Autres dépenses communes de personnel	Total partiel	Représentants
10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE	1976-77	5 497.0	61.7	124.1	127.4	-	7.1	7.2	3 052.0	3 670.3	-
	1978-79	6 366.1	59.1	37.6	108.7	-	6.4	9.2	2 516.5	11 103.6	-
11A. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT ..	1976-77	16 303.8	30.0	1 124.1	1 272.8	-	103.2	24.8	5 455.5	26 354.2	22.0
	1978-79	22 122.1	32.9	1 140.0	1 208.5	-	130.9	32.0	5 989.6	30 656.0	-
11B. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ..	1976-77	24 401.2	1 442.7	552.0	3 639.3	100.0	297.9	20.0	4 670.3	39 563.4	-
	1978-79	32 449.4	2 422.7	620.7	4 556.1	124.6	350.5	20.0	11 287.4	51 831.4	-
13. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT	1976-77	2 400.6	924.3	709.6	225.6	-	36.1	23.6	1 315.9	6 035.7	92.0
	1978-79	3 570.4	967.3	94.8	224.2	-	36.0	23.6	1 663.4	6 579.7	83.0
14. CONTROLE INTERNATIONAL DES DROGUES	1976-77	2 842.0	-	25.6	25.6	-	2.4	1.2	789.9	3 727.5	309.2
	1978-79	3 095.0	-	26.9	42.6	-	2.5	1.2	602.5	3 970.7	330.5
15. PROGRAMME ORDINAIRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	1976-77	10 679.2	-	157.7	189.2	-	33.4	10.4	3 302.8	13 772.7	-
	1978-79	11 772.7	-	184.0	216.9	-	39.7	15.2	3 422.0	16 050.5	-
17. BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE	1976-77	415.0	-	33.8	11.4	-	16.3	9.2	221.2	1 106.9	-
	1978-79	1 111.8	-	51.2	22.5	-	17.1	9.2	392.2	2 004.0	-
18. DROITS DE L'HOMME	1976-77	3 742.0	72.9	313.7	172.4	-	15.5	1.2	1 055.0	5 372.7	645.1
	1978-79	4 157.9	-	213.5	99.3	-	23.3	1.2	1 078.3	5 573.5	569.0
19. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE ..	1976-77	1 441.6	-	255.2	-	-	11.8	7.2	1 140.3	2 946.3	-
	1978-79	1 674.6	-	423.7	-	-	14.6	7.2	1 433.5	3 753.4	-
20. ACTIVITES JURIDIQUES	1976-77	3 670.5	-	61.8	79.0	-	7.6	10.4	1 216.4	5 240.1	406.1
	1978-79	4 358.0	-	18.4	70.8	-	12.9	10.4	1 393.2	6 260.3	365.5
A. Organes directeurs	1976-77	47.7	-	8.0	-	-	-	-	27.7	133.4	406.1
	1978-79	103.2	-	8.8	-	-	-	-	33.0	145.0	465.5
B. Réunions et conférences spéciales	1976-77	-	-	-	4.9	-	-	-	-	4.9	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C. Service juridique	1976-77	3 772.4	-	53.8	74.1	-	7.6	10.4	1 189.1	5 107.8	-
	1978-79	4 254.6	-	5.6	70.4	-	13.9	10.4	1 360.2	5 715.5	-
21. INFORMATION	1976-77	16 638.3	-	302.4	47.1	24.2	134.8	10.8	5 312.2	22 470.0	-
	1978-79	20 762.5	-	246.4	52.4	26.9	149.5	12.8	6 575.6	27 426.1	-
A. Service de l'information (New York)	1976-77	9 432.2	-	237.2	47.1	24.2	92.2	10.8	3 017.4	12 860.5	-
	1978-79	10 898.3	-	173.6	52.4	26.9	102.4	12.8	3 476.5	14 769.3	-
B. Service d'information (Genève)	1976-77	1 726.4	-	9.7	-	-	9.7	-	449.8	2 176.2	-
	1978-79	1 858.7	-	10.2	-	-	10.2	-	481.8	2 340.5	-
C. Centres d'information	1976-77	5 479.7	-	55.7	-	-	32.9	-	1 845.0	7 413.3	-
	1978-79	8 005.5	-	62.6	-	-	36.9	-	2 617.3	10 722.3	-
22. ADMINISTRATION, GESTION ET SERVICES GENERAUX	1976-77	56 209.5	101.2	5 229.6	576.2	388.4	2 518.4	42.3	19 041.8	84 187.9	141.0
	1978-79	66 150.1	209.1	4 589.0	536.9	435.3	2 400.7	52.4	22 218.1	96 982.7	156.1
A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion	1976-77	332.0	-	10.0	0.3	-	2.0	8.0	106.2	458.5	-
	1978-79	367.7	-	11.2	-	-	4.3	8.0	117.5	508.7	-
B. Bureau des services financiers (New York)	1976-77	5 197.4	-	150.7	11.9	-	54.0	10.8	1 700.6	7 125.4	-
	1978-79	6 061.9	-	41.8	-	-	73.1	10.8	1 936.7	8 124.3	-

Frais de voyage

Frais généraux de fonctionnement

Personnel envoyés à des sessions	Personnel en mission	Travaux contractuels d'imprimerie	Autres services contractuels	Location et entretien des locaux	Location et entretien du mobilier et du matériel	Communi- cations	Dépenses de repré- sentation	Dépenses diverses	Fourni- tures et accés- soires	Achat de mobilier et de matériel	Amélio- ration des locaux et locaux nouveaux	Activités financées en commun	Total
2.0	122.4	70.5	-	365.7	39.4	59.0	5.0	113.1	87.3	75.5	10.0	-	9 826.2
-	124.9	68.5	-	52.2	38.5	50.6	4.8	27.3	122.1	71.9	9.7	-	11 674.1
57.9	704.3	790.0	-	596.9	230.0	-	12.0	34.3	787.7	63.6	-	-	29 652.9
63.7	754.8	455.4	-	662.5	258.8	-	12.7	31.8	674.8	67.2	-	-	33 657.7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 169.2	5 169.2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 968.0	5 968.0
4.1	1 340.0	425.0	49.5	1 073.1	372.0	1 252.2	25.8	68.0	787.0	112.0	-	1 015.0	46 087.1
-	1 800.3	527.5	21.1	1 417.9	457.7	1 020.9	31.6	78.4	954.9	165.2	-	1 247.7	60 214.6
-	233.0	155.7	47.9	85.8	135.7	340.1	3.5	62.8	208.8	102.4	264.8	-	7 768.2
-	244.1	105.1	23.1	104.4	168.8	381.5	4.1	50.2	259.1	137.3	181.2	-	8 321.6
89.2	-	156.9	30.0	-	-	-	1.3	-	47.8	-	-	-	4 361.9
93.9	-	200.3	30.0	-	-	-	1.3	-	55.2	16.0	-	-	4 697.9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 092.9 g/	20 092.9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 846.5 g/	22 846.5
-	653	200.5	93.1	951.0	-	-	32.1	-	-	-	-	243.0	15 945.4
-	778.1	213.6	98.9	1 173.0	-	-	39.8	-	-	-	-	294.3	18 648.2
-	43.1	0.5	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	400.0	1 551.0
-	513.7	5.8	-	15.7	-	-	0.5	-	-	-	-	400.0	2 539.7
131.8	52.9	121.5	41.8	52.2	2.4	-	1.0	-	-	-	-	1.0	6 422.0
41.9	38.3	128.3	39.0	1.2	-	-	1.0	-	-	-	-	-	6 333.2
-	42.5	157.6	1 658.2	288.1	-	-	1.0	-	80.8	15.2	-	-	5 179.7
-	51.7	192.9	1 755.7	337.7	-	-	1.1	-	103.6	29.4	-	-	6 225.7
192.8	77.1	1 850.4	81.5	-	-	-	1.0	-	-	-	-	176.0	8 031.0
145.2	68.9	1 870.4	83.0	-	-	-	1.1	16.2	-	-	-	194.0	8 704.6
163.0	-	512.5	81.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 296.5
145.2	-	537.3	83.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 376.0
29.8	24.8	189.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	249.0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	52.3	1 148.4	-	-	-	-	1.0	-	-	-	-	176.0	6 485.5
-	68.9	1 333.1	-	-	-	-	1.1	16.2	-	-	-	194.0	7 328.6
63.6	419.9	667.8	3 455.4	500.3	139.1	1 011.1	56.2	111.6	815.1	672.9	-	75.0	30 458.0
83.6	460.8	795.1	3 742.1	594.0	155.2	1 138.3	65.1	124.9	883.0	774.4	-	75.0	36 717.6
63.6	294.8	667.8	3 038.7	-	-	634.8	3.0	-	628.8	406.4	-	75.0	19 074.0
83.6	321.3	795.1	3 720.3	-	-	718.1	3.4	-	666.2	538.2	-	75.0	21 664.1
-	9.7	-	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	2 205.8
-	10.2	-	3.2	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	2 374.8
-	115.4	-	16.7	500.3	139.1	376.3	52.7	111.6	186.3	266.5	-	-	9 178.2
-	129.3	-	18.6	594.0	155.2	420.2	61.2	124.9	216.8	236.2	-	-	12 678.7
31.0	538.6	133.5	618.3	27 311.4	3 335.8	6 728.7	5.9	3 232.1	2 654.9	2 501.6	-	3 311.2	134 727.9
38.0	767.0	184.0	817.2	32 578.3	4 471.4	7 782.0	7.5	3 511.4	3 078.1	2 695.8	-	2 604.5	155 594.0
-	11.7	-	-	-	-	-	0.2	-	-	-	-	-	470.4
-	13.0	-	-	-	-	-	0.6	-	-	-	-	-	522.3
4.0	62.7	22.0	-	-	3.4	-	-	-	-	24.5	-	-	7 242.0
7.6	88.3	24.5	-	-	17.2	-	-	-	-	0.6	-	-	8 262.5

g/ Dons et contributions.

ANNEXE III (suite)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Traitements et dépenses communes de personnel

Chapitres des dépenses		Traitements et dépenses communes de personnel									
		Postes permanents	Personnel temporaire pour les réunions	Personnel temporaire affecté à des tâches générales	Consultants, groupes d'experts	Autres documents	Heures supplémentaires et sur-salaire de nuit	Indemnités de représentation	Autres dépenses communes de personnel	Total partiel	Représentants
C. Bureau des services du personnel (New York)	1976-77	4 635.5	-	376.5	152.0	-	21.9	10.8	1 578.5	6 775.2	-
	1978-79	5 559.2	-	421.7	33.4	-	27.6	10.8	1 839.4	7 891.1	-
D. Bureau des services généraux (New York)	1976-77	20 288.7	6.2	699.7	28.4	-	1 871.1	9.6	6 443.4	29 347.1	-
	1978-79	23 860.5	-	428.5	76.5	-	2 078.5	9.6	7 624.7	34 078.3	-
E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion	1976-77	2 620.8	-	240.1	95.3	-	2.0	1.2	802.9	3 762.3	-
	1978-79	2 965.4	-	38.6	105.9	-	2.3	1.2	902.2	4 015.6	-
F. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques	1976-77	1 928.1	-	148.0	4.7	-	57.6	1.2	620.9	2 760.5	-
	1978-79	2 277.2	-	318.6	5.4	-	64.6	1.2	727.7	3 394.7	-
G. Services administratifs et financiers (Genève)	1976-77	5 020.0	-	296.0	7.4	-	38.1	1.2	1 988.7	7 351.4	-
	1978-79	5 324.8	-	331.6	7.8	-	24.8	1.2	2 073.5	7 763.7	-
H. Division des services généraux (Genève)	1976-77	12 449.2	-	2 409.4	-	-	460.9	-	3 192.2	18 511.7	-
	1978-79	13 963.3	-	1 999.1	-	-	513.5	-	3 610.1	20 086.0	-
I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)	1976-77	1 335.7	-	4.0	-	-	-	-	383.0	1 722.7	-
	1978-79	1 466.7	10.5	4.2	-	-	-	-	439.8	1 920.8	-
J. Formation du personnel (New York, Genève, etc.)	1976-77	1 194.2	-	853.2	65.2	388.4	8.8	-	548.6	3 058.4	-
	1978-79	1 397.6	-	907.3	73.0	435.4	9.8	-	575.1	3 397.7	-
K. Dépenses diverses	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	1 300.8	1 300.8	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	1 524.1	1 524.1	-
L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun :	1976-77	1 207.9	175.0	42.0	211.0	-	2.0	-	376.0	2 013.9	141.0
	1978-79	<u>2 905.8</u>	<u>193.6</u>	<u>46.4</u>	<u>234.9</u>	-	<u>2.2</u>	<u>2.6</u>	<u>844.7</u>	<u>4 237.2</u>	<u>156.1</u>
1) Commission de la fonction publique internationale	1976-77	1 207.9	175.0	42.0	211.0	-	2.0	-	376.0	2 013.9	141.0
	1978-79	1 511.3	193.6	46.4	234.9	-	2.2	-	482.6	2 471.0	156.1
2) Corps commun d'inspection ..	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-79	1 394.5	-	-	-	-	-	9.6	362.1	1 766.2	-
3) Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
23. SERVICES DE CONFÉRENCES ET BIBLIOTHÈQUES	1976-77	78 008.6	14 107.3	562.7	60.0	-	1 430.8	15.2	23 038.3	117 222.9	-
	1978-79	<u>91 553.3</u>	<u>12 389.4</u>	<u>614.8</u>	-	-	<u>1 554.5</u>	<u>15.2</u>	<u>27 209.5</u>	<u>133 336.7</u>	-
A. Département des conférences (New York)	1976-77	42 698.9	3 382.1	361.3	35.0	-	1 268.1	12.3	13 752.0	61 510.2	-
	1978-79	52 051.0	5 434.5	402.1	-	-	1 411.0	12.8	16 646.5	75 957.9	-
B. Service des conférences (Genève)	1976-77	28 604.1	10 725.2	107.1	-	-	155.7	1.2	7 242.4	46 875.7	-
	1978-79	31 947.7	6 954.9	155.1	-	-	135.7	1.2	8 277.7	47 472.3	-
C. Bibliothèque (New York)	1976-77	4 696.8	-	5.2	25.0	-	7.0	1.2	1 520.6	6 255.8	-
	1978-79	5 416.6	-	5.8	-	-	7.8	1.2	1 731.4	7 162.8	-
D. Bibliothèque (Genève)	1976-77	2 008.8	-	49.1	-	-	-	-	523.3	2 581.2	-
	1978-79	2 138.0	-	51.8	-	-	-	-	553.9	2 743.7	-
24. OBLIGATIONS ÉMISSES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	-	108 570.9	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	145 126.0	-
26. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION ET AMÉLIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN	1976-77	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1978-79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1976-77	324 439.2	20 089.1	14 448.8	10 440.2	5 871.9	5 348.7	421.2	114 560.7	604 190.7	5 404.1
	1978-79	396 349.3	17 664.1	12 054.6	11 423.0	7 122.0	5 809.0	461.8	135 374.6	731 384.4	5 769.2

Frais de voyage		Frais généraux de fonctionnement											Total
Personnel envoyé à des sessions	Personnel en mission	Travaux contractuels d'imprimerie	Autres services contractuels	Location et entretien des locaux	Location et entre-jen du mobilier et du matériel	Communica-tions	Dépenses de repré-sentation	Dépenses d.versees	Fourni-tures et acces-soires	Achat de mobilier et de matériel	Amélio-ration des locaux et locaux nouveaux	Activités financées en commun	Total
-	120.0	16.7	52.7	-	-	-	1.0	-	40.0	15.0	-	-	7 022.6
-	121.1	29.9	60.5	-	-	-	1.1	-	46.9	9.6	-	-	8 151.0
-	21.7	23.6	-	21 437.7	513.2	8 221.7	1.0	2 206.4	1 345.2	1 254.1	-	-	60 371.7
-	30.2	26.2	-	25 604.9	535.7	5 100.6	1.1	2 297.6	1 571.2	1 498.6	-	-	70 794.8
-	100.6	24.2	-	-	-	-	1.1	-	-	0.2	-	-	3 088.4
-	110.3	26.9	-	-	-	-	1.1	-	-	-	-	-	4 153.9
-	16.4	-	73.0	-	2 214.7	-	0.6	-	276.1	-	-	2 255.4	7 596.7
-	18.2	-	94.3	-	3 218.3	-	0.6	-	339.3	-	-	2 359.1	9 074.5
-	36.4	-	-	-	91.0	-	1.0	-	30.0	-	-	-	7 589.8
-	29.6	-	-	-	95.1	-	1.0	-	31.3	-	-	-	7 920.7
-	2.0	-	-	5 680.7	505.5	2 507.0	0.5	730.7	928.3	1 143.0	-	-	30 089.4
-	3.1	-	-	6 751.3	594.7	2 681.4	0.5	816.0	1 064.2	1 185.6	-	-	33 102.8
-	86.8	-	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	1 810.8
-	92.5	-	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	2 013.8
-	62.3	8.0	299.9	-	8.0	-	-	23.0	14.3	59.8	-	94.0	3 627.7
-	72.6	4.3	363.5	-	10.4	-	-	24.2	2.1	75.9	-	98.5	4 049.7
-	-	-	-	-	-	-	-	267.0	-	-	-	-	1 567.8
-	-	-	-	-	-	-	-	368.1	-	-	-	-	1 892.2
27.0	18.0	37.0	188.7	193.0	-	-	-	5.0	21.0	5.0	-	961.8	3 611.4
30.4	188.1	41.2	289.1	222.1	-	-	1.0	5.5	23.1	5.5	-	146.9	5 306.2
27.0	18.0	37.0	188.7	193.0	-	-	-	5.0	21.0	5.0	-	-	2 649.6
30.4	19.8	41.2	200.8	214.8	-	-	-	5.5	23.1	5.5	-	-	3 168.2
-	168.3	-	48.3	7.3	-	-	1.0	-	-	-	-	822.9	822.9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 991.1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	138.9	138.9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	146.9	146.9
378.7	67.1	84.6	1 302.2	-	231.9	-	2.5	-	5 046.5	752.8	-	-	124 889.2
428.3	131.1	192.1	1 307.2	-	275.8	-	2.6	-	5 687.4	761.1	-	-	132 122.3
285.7	42.7	44.0	616.8	-	111.9	-	1.0	-	3 058.5	302.7	-	-	65 973.5
428.3	90.6	65.3	795.0	-	124.5	-	1.1	-	3 456.8	412.7	-	-	81 332.2
93.0	14.0	16.3	237.5	-	120.0	-	0.5	-	1 450.1	306.5	-	-	49 113.6
-	26.2	85.0	236.3	-	151.3	-	0.5	-	1 414.7	348.4	-	-	49 734.7
-	7.1	-	247.9	-	-	-	0.5	-	417.9	-	-	-	6 929.2
-	9.1	-	275.9	-	-	-	0.5	-	521.5	-	-	-	7 969.8
-	3.3	29.3	-	-	-	-	0.5	-	120.0	143.6	-	-	2 872.9
-	5.2	41.8	-	-	-	-	0.5	-	294.4	-	-	-	3 085.6
-	-	-	-	-	-	-	-	17 199.0	-	-	-	-	17 199.0
-	-	-	-	-	-	-	-	16 817.0	-	-	-	-	16 817.0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	108 570.9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	145 126.0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18 047.2	-	18 047.2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33 041.4	-	33 041.4
3 330.1	8 496.4	10 062.8	8 456.6	33 955.4	6 763.1	10 746.7	298.3	23 066.5	12 302.0	6 442.6	18 374.7	32 042.9	783 932.9
2 390.7	10 480.1	10 131.6	9 794.8	40 251.0	8 321.7	12 606.3	348.2	21 700.9	14 029.3	6 759.3	33 271.2	34 463.0	941 701.7

ANNEXE IV

Eléments du montant nécessaire pour le maintien des programmes en 1978-1979

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Capitres des dépenses	(A)	(B) Dépenses supplémentaires à faire pour maintenir les programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)						(C)	
		(1)		(2)		(3)		(4)	(5)
		Traitements et salaires		Autres objets de dépenses					
		(a)	(b)	(a)	(b)			Total (2)+(3)+(4)-(1)	Total (A)+(B)
	Crédits ouverts pour 1976-1977	Dépenses non renou- velables de 1976-1977	Effet différé de l'accrois- sement (nouveaux postes) de 1976-1977	Ajustement des normes de calcul du coût des traitements (autres postes)	Décisions de l'Assemblée générale (trente et unième session)	Fluctuations monétaires et inflation (1977)	Ajustements spéciaux		
1. POLITIQUES, DIRECTION ET COORDINATION									
D'ENSEMBLE	17 614	(1 118.4)	415.2	280	12	230	0.2	(181)	17 633
A. Organes directeurs	8 450.3	(560.2)	324.1	13.3	-	199.1	70	46.3	8 496.6
1) Assemblée générale	3 991.3	-	-	-	-	143.6	-	143.6	4 134.9
2) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	699.3	-	-	4.8	-	10.5	-	15.3	714.6
3) Comité des contributions	65.8	-	-	-	-	2.7	-	2.7	68.5
4) Comité des commissaires aux comptes de l'ONU	1 053.7	-	-	(0.4)	-	26.2	-	25.8	1 079.5
5) Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	462.4	-	-	-	-	16.1	70 ^{a/}	86.1	548.5
6) Fonds spécial des Nations Unies ..	121.2	(121.2)	-	-	-	-	-	(121.2)	-
7) Conseil mondial de l'alimentation	1 617.6	-	324.1	8.9	-	-	-	333	1 950.6
8) Comité spécial de la restructu- ration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	11.8	(11.8)	-	-	-	-	-	(11.8)	-
9) Fonds international de dévelop- pement agricole	427.2	(427.2)	-	-	-	-	-	(427.2)	-
B. Direction exécutive et administration	9 363.7	(558.2)	91.1	266.7	12	30.9	(69.8)	(227.3)	9 136.4
1) Le Secrétaire général	475.7	(15.1)	-	4.4	12 ^{b/}	9.9	-	11.2	490.9
2) Cabinet du Secrétaire général	2 796.7	-	11.5	98.6	-	11.2	274.2 ^{c/}	395.5	3 192.2
3) Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	1 273.7	(109.9)	27.6	35.5	-	1.9	(80.6) ^{d/}	(125.5)	1 148.2
4) Cabinet des Secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales	1 037.8	-	-	29	-	1.2	(67.2) ^{e/}	(37)	1 000.8
5) Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales	842	(433.2)	-	7.7	-	4.1	(18.9) ^{f/}	(440.3)	401.7
6) Bureau des affaires inter- organisations et de la coordination	1 361.8	-	27.6	35.8	-	1.8	(67.1) ^{g/}	(1.9)	1 159.9
7) Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève	1 772	-	24.4	55.7	-	0.8	(110.2) ^{h/}	(29.3)	1 742.7
2. AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX	46 331.9	(8 308.5)	343.8	4 010.4	-	319.3	-	(3 635)	44 096.9
A. Organes directeurs	963.9	(18.8)	-	-	-	2.6 ^{i/}	-	-16.2	967.7

ANNEXE IV (suite)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres des dépenses	(A)	(B) Dépenses supplémentaires à faire pour maintenir les programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977) (C)							
	Crédits ouverts pour 1976-1977	(1)	(2)		(3)		(4)	(5)	
		Dépenses non renouvelables de 1976-1977	Traitements et salaires		Autres objets de dépenses		Total (2)+(3)+(4)-(1)	Total (A)+(B)	
			(a)	(b)	(a)	(b)			
		Effet différé de l'accroissement (nouveaux postes) de 1976-1977	Ajustement des normes de calcul du coût des traitements (autres postes)	Décisions de l'Assemblée générale (trente et unième session)	Fluctuations monétaires et inflation (1977)	Ajustements spéciaux			
B. Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	4 789.5	(4 789.5)	-	-	-	-	(4 789.5)	-	
C. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité ..	7 481.6	(192.3)	343.8	109.6	-	52.9	-	314	7 795.6
D. Missions spéciales	26 259.2	(1 371.4)	-	3 593.2 ^{1/2}	-	263.8	-	2 485.6	28 744.8
F. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	6 817.7	(1 936.5)	-	307.6	-	-	-	(1 628.9)	7 188.8 ¹
3. AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION	8 160	(882.3)	231.2	48	23.4	54.6	-	(525.1)	7 634.9
A. Organes directeurs	900.3	(82)	-	-	-	39.2	-	(42.6)	857.5
B. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	3 849.7	-	-	128.3	-	5.6	-	133.9	3 983.6
C. Namibie	2 228.6	(700.3)	116.9	(87.3)	23.4	7.8	-	(639.5)	1 589.1
D. Centre contre l'apartheid	1 181.4	(100)	114.3	7	-	2	-	23.3	1 204.7
4. ORGANES DIRECTEURS (ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES)	3 286.9	(2 037.5)	-	-	138.8	37.2	-	(1 861.5)	1 427.4
A. Conseil économique et social, ses commissions techniques, etc.	1 382	(130.6)	-	-	138.8	37.2	-	45.4	1 427.4
B. Conférences spéciales	1 906.9	(1 906.9)	-	-	-	-	-	(1 906.9)	-
5A. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES	41 514.5	(269)	525.4	1 054.3	-	190.9	435.1^{1/2}	1 936.7	43 451.2
5B. SOCIETES TRANSNATIONALES	2 993.8	(49.1)	1 268.8	-	1 231.6	3.2	-	2 454.5	5 448.3
6. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE	15 259.9	(102.8)	277.7	1 090.6	-	6.8	-	1 272.3	16 572.2
7. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE	15 238.5	(70.2)	362.2	728.8	-	120.1	535 ²	1 675.9	16 914.4
8. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE	18 336.2	(162.9)	576.1	1 123.2	-	124.4	555.7 ^{1/2}	2 216.5	20 552.7
9. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE	10 975.5	(664.6)	1 399.4	677.6	-	72.4	611.5 ^{3/4}	2 096.3	21 071.8
10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE	9 826.2	(2 042.7)	707.9	(774.7)	-	(78.5)	2 092.4 ^{2/3}	(95.6)	9 730.6
11A. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT	29 652.9	(740.8)	1 624.4	834.6	22	45.2	792.9 ^{2/3}	2 628.3	32 261.2
11B. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL	5 169.2	-	-	-	-	141.8 ^{2/3}	-	741.8	5 311
12. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	40 067.1	(864)	1 842.4	4 402.1	-	1 327.6	-	6 708.1	52 795.2
13. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT	7 768.2	(1 176.9)	-	142.5	-	79.7	-	(954.7)	6 613.5

ANNEXE IV (suite)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

(A)	(B) Dépenses supplémentaires à faire pour maintenir les programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977) (C)								
	(1)	(2)		(3)		(4)	(5)	(6)	(7)
		Traitements et salaires		Autres objets de dépenses					
		(a)	(b)	(a)	(b)				
Chapitres des dépenses	Crédits ouverts pour 1976-1977	Dépenses non renouvelables de 1976-1977	Effet différé de l'accroissement (nouveaux postes) de traitements (autres postes) 1976-1977	Ajustement des normes de coût des traitements (autres postes)	Décisions de l'Assemblée générale (tranche et unités session)	Fluctuations monétaires et inflation (1977)	Ajustements spéciaux	Total (2)+(3)+(4)-(1)	Total (A)+(B)
14. CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES	4 361.9	-	40.2	87.9	33.5	5.2	-	100.8	4 528.7
15. PROGRAMME ORDINAIRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE	20 092.9	-	-	-	-	680	-	680	20 772.9
16. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	15 945.4	-	-	449.4	-	63.7	-	513.1	16 458.5
17. BUREAU DE COORDONNEMENT DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE	1 551	-	-	67	-	0.6	42.7 ^{3/}	110.3	1 661.3
18. DROITS DE L'HOMME	6 422	(669.9)	190.8	76.9	79.5	5	39 ^{3/}	(278.7)	6 143.3
19. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	5 179.7	(37)	9.5	375.7 ^{3/}	-	85	120.2 ^{3/}	553.4	5 733.1
20. ACTIVITES JURIDIQUES	6 031	(249)	46.7	136.1	-	74.6	-	8.4	6 039.4
A. Organes directeurs	1 296.5	-	-	2.9	-	32.9	-	35.8	1 332.3
B. Réunions et conférences spéciales ..	249	(249)	-	-	-	-	-	(249)	-
C. Service juridique	6 485.5	-	46.7	133.2	-	41.7	-	221.6	6 707.1
21. INFORMATION	30 458	(621)	380.9	2 152	-	287.8	-	2 199.7	32 657.7
A. Service d'information (New York) ..	19 074	(566)	171.3	350.3	-	183.8	-	139.4	19 213.4
B. Service d'information (Genève)	2 205.8	-	53.4	59.4	-	0.3	-	113.1	2 318.9
C. Centres d'information	9 178.2	(55)	156.2	1 742.3 ^{3/}	-	103.7	-	1 947.2	11 125.4
22. ADMINISTRATION, GESTION ET SERVICES GENERAUX	134 727.9	(1 098)	1 036.8	1 725.8	986.8	1 982.1	4 788.6	9 422.1	144 150
A. Cabinet du Secrétaire général adjoint l'administration et à la gestion	470.4	-	-	13.8	-	0.8	-	14.6	485
B. Bureau des services financiers (New York)	7 242	-	152.5	(30.9)	0.9	255.5	(63.1)	314.9	7 556.9
C. Bureau des services du personnel (New York)	7 022.6	-	123.1	38.5	15.6	254.2	34.4	465.8	7 483.4
D. Bureau des services généraux (New York)	60 371.7	(580.5)	97.3	999.7	-	1 084.4	1 500.1 ^{3/}	3 201	63 572.7
E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion	3 600.4	-	-	123.3	-	14	-	137.3	4 025.7
F. Service de traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques	7 596.7	(18.8)	178.8	51.8	970.3	89.7	-	1 271.8	8 868.5
G. Services administratifs et financiers (Genève)	7 509.8	-	142.6	129.2	-	8.6	-	260.4	7 790.2
H. Division des services généraux (Genève)	30 009.4	(498.7)	108.5	329.1	-	105.2	1 961.1 ^{3/}	2 005.2	32 014.6
I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)	1 810	-	-	-	-	59.2	-	59.2	1 869.2

ANNEXE IV (suite)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

(A)	(B) Dépenses supplémentaires à faire pour maintenir les programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977) (C)									
	(1)		(2)		(3)		(4)		(5)	
			Traitements et salaires		Autres objets de dépenses					
			(a)	(b)	(a)	(b)				
Chapitres des dépenses	Crédits ouverts pour 1976-1977	Dépenses non recouvrables de 1976-1977	Effet différé de l'accroissement (nouveaux postes) de 1976-1977	Ajustement des normes de coût des traitements (autres postes)	Décisions de l'Assemblée générale (trente et un sessions)	Fluctuations monétaires et inflation (1977)	Ajustements spéciaux	Total (2)+(3)+(4)-(1)	Total (A)+(B)	
J. Formation du personnel (New York, Genève, etc.)	3 627.7	-	31.3	-	-	12.9	-	44.2	3 671.9	
K. Dépenses diverses	1 567.6	-	-	-	-	54.5	128.2	182.7	1 750.5	
L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun :	3 611.4	-	202.7	71.3	-	43.1	1 127.9	1 445	5 056.4	
1) Commission de la fonction publique internationale	2 649.6	-	202.7	71.3	-	33.7	-	307.7	2 957.3	
2) Corps commun d'inspection	822.9	-	-	-	-	7.8	1 127.9 ^{g/}	1 135.7	1 958.6	
3) Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives	138.9	-	-	-	-	1.6	-	1.6	140.5	
23. SERVICES DE CONFERENCES ET BIBLIOTHEQUES	124 869.2	(2 702.7)	2 582.3	7 617.9	148.8	330.4	1 462.2	9 438.9	134 328.1	
A. Département des conférences (New York)	65 973.5	(43)	1 776.1	5 724.9 ^{h/}	120.3	202.1	1 462.2 ^{h/}	9 242.6	75 216.1	
B. Service des conférences (Genève) .	45 113.6	(2 516.1)	728.3	1 477.9 ^{ab/}	28.5	31.3	-	(250.1)	48 863.5	
C. Bibliothèque (New York)	6 929.2	-	77.9	304.9 ^{bb/}	-	75.2	-	456	7 367.2	
D. Bibliothèque (Genève)	2 872.9	(143.6)	-	110.2	-	21.8	-	(11.6)	2 661.3	
24. OBLIGATIONS EMISES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	17 199	-	-	-	-	-	-	-	17 199	
25. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL	108 570.9	(1 979.5)	3 809	23 256.1	-	-	2 770.9 ^{cc/}	27 856.5	136 427.4	
F. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSPORTATION ET AMELIORATION D'EDIFICES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN	18 047.2	(6 826)	-	-	-	68.6	40.6	(6 716.8)	11 330.4	
TOTAL GENERAL	783 932.9	32 972.8	17 670.7	49 612.2	2 676.4	6 257.7	14 287	57 831.2	841 764.1	

^a Compte tenu des estimations les plus récentes soumises par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies en ce qui concerne la part nette des dépenses de la Caisse (1976-1977) qui est à la charge de l'ONU.

^b Compte tenu de l'augmentation (à compter du 1er janvier 1977) des émoluments du Secrétaire général, de la pension d'anciens secrétaires généraux ou de conjoints survivants.

^c Rétablissement de la somme correspondant à la réduction qui a été opérée lors de l'ouverture de crédits révisés pour 1976-1977 pour tenir compte d'un nombre de postes vacants supérieur à la moyenne et du prêt temporaire de postes.

^d Annule l'augmentation que le montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977 accusait du fait de l'emprunt temporaire d'un poste.

^e *Ibid.*

^f Annule l'augmentation que le montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977 accusait du fait que le coût des traitements et dépenses communes de personnel était supérieur aux coûts standards.

^g *Ibid.*

^h *Ibid.*

ⁱ 828 000 dollars correspondent au crédit nécessaire pour 20 postes d'agent du Service mobile dont le coût n'était pas inclus dans le montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977; le reste de la somme est dû à des augmentations des coûts standards prévus pour les traitements.

^j Ajustement apporté au montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977 qui correspondait à un nombre de postes vacants supérieur à la moyenne.

^k Rétablissement de la somme correspondant à l'abattement supplémentaire de 5 p. 100 pour mouvements de personnel qui avait été appliqué à titre exceptionnel au coût des postes en 1976-1977 parce que le nombre des postes vacants était supérieur à la moyenne en 1975.

^l *Ibid.*

^m *Ibid.*

ⁿ Rétablissement de la somme correspondant à la réduction qui a été opérée lors de l'ouverture de crédits révisés pour 1976-1977 pour tenir compte du nombre exceptionnel de postes vacants du fait des événements survenus à Beyrouth.

ANNEXE IV (suite)

o Compte tenu des dépenses supplémentaires dues au fait qu'une partie de l'ancien bureau de la CNUCED à New York a été transféré à Genève.

p Compte tenu de l'établissement de nouveaux taux pour calculer le coût des traitements en 1977.

q Rétablissement de la somme correspondant à la réduction qui a été opérée lors de l'ouverture de crédits révisés pour 1976-1977 pour tenir compte d'un nombre de postes vacants supérieur à la moyenne.

r Correspond aux honoraires des membres du Comité des droits de l'homme, pour lesquels un crédit sera demandé pour 1976-1977 à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale.

s Compte tenu de l'augmentation récente du nombre des juges, ou de conjoints survivants, qui reçoivent une pension.

t Rétablissement de la somme correspondant à la réduction qui a été opérée lors de l'ouverture de crédits révisés pour 1976-1977 au titre du personnel temporaire du fait que le nombre d'affaires était inférieur à la normale.

u Rectification de la situation due au fait que les dépenses de personnel relatives aux agents locaux avaient été sous-estimées lors de l'ouverture de crédits révisés pour 1976-1977 faute de renseignements adéquats.

v Correspond principalement aux dépenses qu'entraînera, pour tout l'exercice biennal 1978-1979, la location de locaux supplémentaires dans le bâtiment de la United Nations Development Corporation qui a été approuvée à dater de 1977.

w Correspond aux dépenses qu'entraînera, pour tout l'exercice

biennal 1978-1979, l'utilisation du Centre William Rappard et de la Villa Le Bocage que l'ONU a progressivement occupés en 1977.

x Correspond aux dépenses totales du Corps commun d'inspection pour l'exercice biennal 1978-1979; le crédit prévu lors de l'ouverture de crédits révisés pour 1976-1977 ne couvrirait que la part des dites dépenses qui est à la charge de l'ONU.

y Correspond aux dépenses qu'entraîneront, pour tout l'exercice biennal 1978-1979, les services linguistiques arabes qui ont été financés en 1976 par des fonds extra-budgétaires ainsi qu'à l'augmentation de crédit approuvée pour 1977 pour du personnel temporaire affecté à des tâches générales.

z Rétablissement de la somme correspondant à la réduction opérée lors de l'ouverture de crédits révisés pour 1976-1977 pour tenir compte d'un nombre de postes vacants supérieur à la moyenne.

aa Correspond aux dépenses qu'entraîneront, pour tout l'exercice biennal 1978-1979, les services linguistiques arabes qui ont été financés en 1976 par des fonds extra-budgétaires.

bb *Ibid.*

cc Compte tenu : i) de l'augmentation à demander pour 1976-1977 dans le rapport final sur l'exécution du budget du fait des engagements qui ont effectivement été pris; ii) du rétablissement de la somme correspondant à l'abattement supplémentaire de 5 p. 100 pour mouvements de personnel qui avait été appliqué à titre exceptionnel au coût des postes de la CEA, de la CEPAL et de la CESAP en 1976-1977 parce que le nombre des postes vacants était supérieur à la moyenne en 1975; et iii) des dépenses supplémentaires dues au fait qu'une partie de l'ancien bureau de la CNUCED à New York a été transférée à Genève.

ANNEXE V

Analyse des taux relatifs d'accroissement des ressources qui sont proposés, par rapport aux directives données par le Comité du programme et de la coordination

Observations générales

1. Le Comité du programme et de la coordination (CPC), après avoir examiné à fond les programmes du Plan à moyen terme pour la période 1978-1981^a, a recommandé^b la série de taux relatifs de croissance réelle qui sont reproduits plus loin dans le tableau 1. Ultérieurement, le Conseil économique et social, au paragraphe 1 du dispositif de sa résolution 2019 (LXI) du 3 août 1976, a fait siennes les conclusions et recommandations auxquelles le CPC avait abouti. L'Assemblée générale, au paragraphe 4 du dispositif de sa résolution 31/93, a également fait siennes les recommandations du CPC.

2. Le CPC avait formulé ses recommandations concernant les taux relatifs de croissance réelle en utilisant les catégories de grands programmes employées dans le Plan à moyen terme pour la période 1978-1981. Comme ces catégories diffèrent de celles qui sont utilisées dans le budget-programme, il faut reconvertir les données du budget selon les catégories du plan pour voir si ces données sont conformes aux recommandations du CPC.

3. Le CPC, en formulant ces recommandations selon les catégories de grands programmes employées dans le plan, a constaté qu'il travaillait avec un "instrument grossier et qu'il fallait affiner considérablement les techniques adoptées"^c. En conséquence, il n'est pas inutile d'examiner ici la nature et les limites de cet instrument grossier et des perfectionnements qu'il faudrait y apporter.

4. Un "grand programme" comprend tous les travaux effectués dans un secteur donné à l'Organisation des Nations Unies. Le grand programme "statistiques", par exemple, comprend les travaux effectués par :

- a) La Commission de statistique;
- b) Le Bureau de statistique du Département des affaires économiques et sociales;
- c) Les services statistiques de chacune des commissions régionales.

5. Le coût global d'un grand programme se décompose donc comme suit :

- a) Coûts directs (budget ordinaire) des organes directeurs spécialisés;
- b) Coûts directs (budget ordinaire) des services centraux du Secrétariat;
- c) Coûts directs (budget ordinaire) des services des commissions régionales;
- d) Dépenses financées par des fonds extra-budgétaires;
- e) Coûts indirects répartis (qui sont imputés sur le total des crédits ouverts au budget ordinaire pour les coûts directs et des fonds extra-budgétaires prévus pour les coûts directs, et répartis entre eux).

Ambiguïtés théoriques

6. Les instructions du CPC ne s'appliquent qu'au budget ordinaire. Mais l'intention du CPC quant à ces instructions est ambiguë à trois égards :

- a) Ces instructions s'appliquent-elles aux organes directeurs comme aux services du Secrétariat ?
- b) Ces instructions s'appliquent-elles aux coûts directs seulement ou aux coûts globaux (coûts directs et coûts indirects répartis) ?
- c) Dans le cas des éléments régionaux, comment peut-on concilier le taux relatif unique de croissance prévu pour l'ensemble d'un grand programme avec l'initiative des commissions régionales et leurs responsabilités en matière de programmation ?

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 6A (A/31/61/Add.1 et Add.1/Corr.1 à 5).

^b *Ibid.*, Supplément No 38 (A/31/38), par. 22.

^c *Ibid.*, par. 88.

Difficultés pratiques

7. A ses trois ambiguïtés correspondent trois difficultés pratiques :

a) Faute d'instructions précises concernant les organes directeurs spécialisés, le Bureau des services financiers n'a pas prévu, pour les ressources de ces organes, les taux relatifs de croissance recommandés par le CPC. En fait, dans la majorité des cas, le taux de croissance réelle pour les organes directeurs était nul, de sorte que cette question n'a pas posé de problème;

b) Même s'il n'y avait pas d'ambiguïté théorique quant à la question de savoir s'il fallait appliquer les taux relatifs de croissance prévus par le CPC aux coûts directs ou aux coûts globaux, il n'aurait pas été possible de les appliquer aux coûts globaux, pour la bonne raison que la répartition des coûts indirects est une opération faite après coup, une fois qu'il a été décidé du montant des crédits à demander à chaque chapitre du budget. Pour pouvoir appliquer une série prédéterminée de taux relatifs de croissance aux coûts globaux de chaque grand programme, il faudrait établir le budget en deux phases, la première consistant à établir le budget de la manière dont il est actuellement conçu, et la seconde consistant à réajuster les chiffres compte tenu de la répartition des coûts indirects. Cela alourdirait considérablement et compliquerait une tâche déjà difficile et retarderait l'établissement du budget d'un mois au moins et probablement de deux mois;

c) Faute d'instructions détaillées quant aux taux de croissance des éléments régionaux de chaque grand programme, un problème semblable se pose pour le traitement des éléments régionaux. Le Bureau des services financiers contrôle le budget de chaque commission en ce qui concerne l'accroissement global des ressources, mais il présume que les commissions sont libres d'établir entre les programmes leur propre ordre de priorité dans les limites de cette croissance globale. En conséquence, le total des coûts directs d'un grand programme ayant des éléments régionaux ne pourrait être effectivement contrôlé par le Bureau des services financiers que si l'une ou l'autre des conditions suivantes était remplie :

- i) Si un taux de croissance uniforme était appliqué aux programmes régionaux, de sorte que les ressources pour les travaux statistiques, par exemple, seraient obligées d'augmenter au même taux maximum dans toutes les commissions régionales, ce qui réduirait considérablement les responsabilités des commissions régionales en matière de programmation et ne serait pas souhaitable; ou
- ii) Si le CPC donnait des instructions détaillées quant aux taux relatifs de croissance des éléments régionaux (ces instructions pourraient être fondées sur des projections établies par les directeurs de programme qui seraient présentées dans le prochain plan à moyen terme); ou
- iii) Si le pouvoir de fixer des taux relatifs de croissance pour les éléments régionaux était donné au Bureau des services financiers.

8. Dans les remarques qui précèdent le tableau où figurent les recommandations du CPC sur les taux relatifs de croissance réelle^d, le CPC non seulement faisait observer "qu'il ne faudrait pas interpréter trop strictement les taux indiqués", mais encore mentionnait deux sortes de cas dans lesquels il serait permis de s'écarter de ses recommandations :

a) *Programmes relatifs aux politiques et aux affaires politiques.* Pour les grands programmes relatifs aux politiques et aux affaires politiques (c'est-à-dire les programmes 1 à 4 et 6 du tableau 1 ci-après), "un taux "inférieur à la moyenne" s'expliquait par l'impossibilité de prédire les événements, étant entendu que les programmes en question n'en étaient pas moins hautement prioritaires et que, si les événements l'exigeaient, des crédits additionnels seraient demandés". En conséquence, il est entendu que les grands programmes 1 à 4 et 6 sont conformes aux recommandations du CPC;

b) *Croissance non justifiée.* "Il était entendu que le budget serait examiné comme d'habitude et que les programmes auxquels le

^d *Ibid.*, par. 86 à 88.

Comité avait accordé un taux de croissance réelle "supérieur à la moyenne" ne se verraient pas attribuer ce taux de croissance si les crédits demandés pour eux ne le justifiaient pas". En d'autres termes, le taux recommandé par le CPC devait être considéré comme un maximum. Cela signifiait, a-t-on estimé, que si les crédits demandés pour un grand programme correspondaient à un taux de croissance réelle inférieur à celui que le CPC avait recommandé, cela n'était pas contraire à la recommandation du CPC. En outre, "il était entendu [pour le Comité] que, pour certains programmes, le taux de croissance réelle pourrait être nul, voire négatif".

9. Il y a deux autres causes générales qui font que l'on s'est écarté des recommandations du CPC :

a) *Inscription au budget ordinaire de postes antérieurement financés par des fonds extra-budgétaires.* On a tenu compte de l'inscription de tels postes au budget ordinaire dans les chiffres relatifs à l'accroissement réel des ressources qui sont donnés dans le budget, conformément à la méthode adoptée, bien que l'inscription desdits postes au budget ne représente pas une expansion du programme considéré. Il s'agit, dans ce cas, de cinq services centraux. Comme le montrent les chiffres indiqués ci-après, si l'on ne tient pas compte de l'inscription desdits postes au budget, l'accroissement réel des ressources de ces services centraux est conforme dans tous les cas, sauf pour le Service de l'information, aux taux de croissance prévus par le CPC.

	<i>Taux ajusté de croissance réelle, compte tenu de l'inscription desdits postes au budget</i>	<i>Taux ajusté de croissance réelle, compte non tenu de l'inscription desdits postes au budget</i>
Programme des Nations Unies pour l'environnement	8,4	0,4
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	50,9	0
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	5,3	0,3

	<i>Taux ajusté de croissance réelle, compte tenu de l'inscription desdits postes au budget</i>	<i>Taux ajusté de croissance réelle, compte non tenu de l'inscription desdits postes au budget</i>
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ...	3,3	2,7
Service de l'information ..	2,0	1,2

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ...
Service de l'information ..

b) *Organes directeurs et priorités régionales.* En raison des ambiguïtés théoriques et des difficultés pratiques exposées plus haut, on présume qu'un grand programme est conforme aux recommandations du CPC si les taux de croissance réelle des services centraux du Secrétariat sont conformes auxdites recommandations.

Les résultats

10. Le taux moyen ajusté de croissance réelle pour l'ensemble du projet de budget-programme pour 1978-1979 est de 2,2 p. 100. Si l'on tient compte des quatre sortes d'exceptions susmentionnées, tous les grands programmes sont essentiellement conformes aux recommandations du CPC, sauf les suivants :

	<i>Taux ajusté de croissance réelle</i>	<i>Cote donnée par le CPC</i>
Droits de l'homme ...	2,4	Inférieur à la moyenne
Contrôle international des drogues		
Service de l'information (compte non tenu de l'inscription au budget ordinaire de postes antérieurement financés par des fonds extra-budgétaires)	2,8	Inférieur à la moyenne
Développement social et affaires humanitaires	1,2	Bien inférieur à la moyenne
	3,6	Moyen

TABLEAU I

*Budget ordinaire (coûts directs) : taux ajustés de croissance réelle (par rapport à la base "maintien des programmes")
proposés pour les grands programmes du Plan à moyen terme pour 1978-1981*

Grands programmes	Services organiques centraux uniquement	Organes directeurs, services organiques centraux et régionaux	Taux coté par le CPC, par rapport à la moyenne pour l'ensemble du budget (2,2 p. 100)
	(Pourcentage)	(Pourcentage)	
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	4,9	3,3	Inférieur
2. Activités économiques et sociales : politiques; direction exécutive	(2,2)	27,2	Inférieur
3. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité	1,0	0,2	Inférieur
4. Affaires politiques spéciales et missions spéciales	1,5	1,5	Bien inférieur
5. Justice internationale et droit international	2,3	1,8	Inférieur
6. Tutelle et décolonisation ...	0,1	(0,2)	Bien inférieur
7. Planification, projections et politiques relatives au développement	(2,9)	(5,5)	Inférieur
8. Secours en cas de catastrophe	50,9	50,9	Moyen
9. Environnement	7,9	9,4	Bien inférieur
10. Alimentation et agriculture .	-	4,8	Inférieur
11. Droits de l'homme	2,4	2,4	Inférieur
12. Etablissements humains	(0,4)	(0,3)	Moyen
13. Développement industriel	3,0	3,0	Supérieur
14. Contrôle international des drogues	2,8	2,8	Inférieur
15. Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés	5,3	5,3	Bien inférieur
16. Commerce international	3,4	4,6	Supérieur
17. Ressources naturelles : énergie, eau et ressources minérales, et cartographie	14,1	7,4	Supérieur
18. Economie et technologie des océans	13,1	13,1	Supérieur
19. Population	2,3	7,3	Moyen
20. Administration et finances publiques	0,2	(8,7)	Bien inférieur
21. Information	2,0	2,1	Bien inférieur
22. Science et technique	1,4	4,1	Moyen
23. Développement social et affaires humanitaires	3,6	6,0	Moyen
24. Statistiques	4,1	(0,7)	Supérieur
25. Sociétés transnationales	19,3	19,0	Bien supérieur
26. Transports	(35,1)	(6,9)	Bien inférieur
27. Grands programmes propres aux commissions régionales	-	15,2 ^{a/}	-
Pourcentage du total du budget pour 1978-1979	30,3	40,9	

^{a/} Education, formation et gestion de la main-d'oeuvre, uniquement.

TABLEAU 2

Crédits demandés au budget pour 1978-1979 : taux ajustés de croissance réelle (par rapport à la base "maintien des programmes de 1976-1977") pour les grands programmes du Plan à moyen terme pour 1978-1981. Analyse détaillée à l'échelon des programmes

Grands programmes et programmes	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux de 1977)	Croissance réelle ajustée (aux taux de 1977)	Taux de croissance réelle
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)		(Pourcentage)
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble			
a) Organes directeurs	6 546,0	89,0 <u>a/</u>	1,4
b) Secrétariat	7 733,9	379,6	4,9
Total partiel	14 279,9	468,6	3,3
2. Activités économiques et sociales : politiques; direction exécutive et administration			
a) Organes directeurs	1 043,2	350,5	33,6
b) Département des affaires économiques et sociales	1 330,1	(30,1)	(2,2)
c) Commission économique pour l'Afrique	737,6	1 181,2	160,1
d) Commission économique pour l'Europe	1 003,6	19,0	1,8
e) Commission économique pour l'Amérique latine .	1 277,2	217,0	16,9
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	863,4	85,6	9,9
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	911,1	125,0	13,7
Total partiel	7 166,2	1 948,2	27,2
3. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité			
a) Organes directeurs	967,7	(126,2) <u>b/</u>	(13,0)
b) Secrétariat	15 386,1	159,6	1,0
Total partiel	16 353,8	33,4	0,2
4. Affaires politiques spéciale et missions spéciales			
a) Secrétariat	1 000,8	18,4	2,8
b) Missions spéciales	28 744,8	417,5	1,4
Total partiel	29 745,6	435,9	1,5
5. Justice internationale et droit international			
a) Organes directeurs	7 065,4	94,9 <u>c/</u>	1,3
b) Secrétariat	6 707,1	156,6	2,3
Total partiel	13 772,5	251,5	1,8
6. Tutelle et décolonisation			
a) Organes directeurs	1 349,5	(10,9)	(0,1)
b) Secrétariat	6 265,4	(8,0) <u>d/</u>	(0,1)
Total partiel	7 614,9	(18,9)	(0,2)

a/ Non compris 14 500 dollars de dépenses non renouvelables.

b/ Non compris 1 150 300 dollars de dépenses non renouvelables.

c/ Non compris 10 000 dollars de dépenses non renouvelables.

d/ Non compris 125 000 dollars de dépenses non renouvelables.

TABLEAU 2 (suite)

Grands programmes	Programmes	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux de 1977)	Croissance réelle ajustée (aux taux de 1977)	Taux de croissance réelle
		(En milliers de dollars des Etats-Unis)		(Pourcentage)
7.	Planification, projections et politiques relatives au développement			
a)	Organes directeurs	234,0	- e/	-
b)	Département des affaires économiques et sociales	6 492,7	(189,3)	(2,9)
c)	Commission économique pour l'Afrique	2 469,2	(693,6)	(28,0)
d)	Commission économique pour l'Europe	3 408,2	50,6	1,4
e)	Commission économique pour l'Amérique latine .	3 493,6	(126,6)	(3,6)
f)	Commission économique pour l'Asie occidentale	879,9	(171,4)	(19,4)
g)	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	1 322,1	124,6	9,4
	Total partiel	18 299,7	(1 005,7)	(5,5)
8.	Secours en cas de catastrophe			
a)	Organes directeurs	-	-	-
b)	Secrétariat	1 661,3	846,0 f/	50,9
9.	Environnement			
a)	Organes directeurs	648,5	83,0	12,7
b)	Programme des Nations Unies pour l'environnement	6 164,6	488,6	7,9
c)	Commission économique pour l'Afrique	-	-	-
d)	Commission économique pour l'Europe	834,3	87,6	10,5
e)	Commission économique pour l'Amérique latine .	220,6	3,0	1,3
f)	Commission économique pour l'Asie occidentale	-	-	-
g)	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	-	80,6	Nouveau
	Total partiel	7 868,5	742,8	9,4
10.	Alimentation et agriculture			
a)	Organes directeurs	1 950,6	163,4	10,5
b)	Département des affaires économiques et sociales	-	-	-
c)	Commission économique pour l'Afrique	844,6	(176,6)	(20,9)
d)	Commission économique pour l'Europe	921,3	-	-
e)	Commission économique pour l'Amérique latine .	415,7	51,4	12,4
f)	Commission économique pour l'Asie occidentale	541,4	-	-
g)	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	361,4	202,3	55,9
	Total partiel	5 035,0	240,5	4,8

e/ Non compris 392 000 dollars de dépenses non renouvelables.

f/ Non compris 3 000 dollars de dépenses non renouvelables.

TABLEAU 2 (suite)

Grands programmes et programmes	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux de 1977)	Croissance réelle ajustée (aux taux de 1977)	Taux de croissance réelle
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)		(Pourcentage)
11. Droits de l'homme			
a) Organes directeurs	574,9	- g/	-
b) Secrétariat	5 568,4	147,6	2,6
Total partiel	6 143,3	147,6	2,4
12. Etablissements humains			
a) Organes directeurs	15,7	-	-
b) Département des affaires économiques et sociales	3 014,2	(14,0)	(0,4)
c) Commission économique pour l'Afrique	258,4	-	-
d) Commission économique pour l'Europe	758,9	-	-
e) Commission économique pour l'Amérique latine .	-	-	-
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	404,4	-	-
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	230,5	-	-
Total partiel	4 682,1	(14,0)	(0,3)
13. Développement industriel			
a) Organes directeurs	1 121,7	(3,9) h/	(0,3)
b) Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	51 673,5	1 580,3	3,0
c) Commission économique pour l'Afrique	1 138,9	100,2	8,7
d) Commission économique pour l'Europe	1 583,6	15,2	0,9
e) Commission économique pour l'Amérique latine .	740,7	164,0	22,1
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	646,3	-	-
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	1 172,5	(117,1)	(9,9)
Total partiel	58 077,2	1 738,7	3,0
14. Contrôle international des drogues			
a) Organes directeurs	2 009,3	19,2	0,9
b) Secrétariat	2 519,4	107,3 i/	4,2
Total partiel	4 528,7	126,5	2,8
15. Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés			
a) Organes directeurs	19,3	-	-
b) Secrétariat	16 439,2	867,8	5,2
Total partiel	16 458,5	867,8	5,2

g/ Non compris 11 500 dollars de dépenses non renouvelables.

h/ Non compris 1 026 000 dollars de dépenses non renouvelables.

i/ Non compris 15 500 dollars de dépenses non renouvelables.

TABLEAU 2 (suite)

Grands programmes et programmes	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux de 1977)	Croissance réelle ajustée (aux taux de 1977)	Taux de croissance réelle
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)		(Pourcentage)
16. Commerce international			
a) Organes directeurs	22,2	(22,2)	-
b) Centre du commerce international	5 311,0	175,0 j/	3,3
c) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	32 259,0	1 103,8 k/	3,4
d) Commission économique pour l'Afrique	715,4	436,2	60,9
e) Commission économique pour l'Europe	842,6	-	-
f) Commission économique pour l'Amérique latine .	1 668,7	(81,6)	(4,8)
g) Commission économique pour l'Asie occidentale	202,3	-	-
h) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique l/	1 055,7	311,8	29,5
Total partiel	42 076,9	1 925,0	4,6
17. Ressources naturelles : énergie, eau et ressources minérales, et cartographie			
a) Organes directeurs	10,8	-	-
b) Département des affaires économiques et sociales m/	3 048,7	377,3	14,1
c) Commission économique pour l'Afrique	1 110,4	38,6	3,4
d) Commission économique pour l'Europe	1 820,4	47,8	2,7
e) Commission économique pour l'Amérique latine .	561,7	218,3	38,9
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	959,2	-	-
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	1 654,8	(5,3)	(0,3)
Total partiel	9 166,6	676,7	7,4
18. Economie et technologie des océans			
a) Organes directeurs	-	-	-
b) Secrétariat	824,7	108,4	13,1

j/ Non compris 308 500 dollars de dépenses non renouvelables.

k/ Non compris 177 000 dollars de dépenses non renouvelables.

l/ Y compris le programme "Transports maritimes, ports et voies fluviales".

m/ Crédits alloués au Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports pour ses activités autres que les transports.

TABLEAU 2 (suite)

Grands programmes et programmes	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux de 1977)	Croissance réelle ajustée (aux taux de 1977)	Taux de croissance réelle
	(En milliers de dollars des États-Unis)		(Pourcentage)
19. Population			
a) Organes directeurs	48,1	-	-
b) Département des affaires économiques et sociales	2 711,8	63,2	2,3
c) Commission économique pour l'Afrique	157,4	100,2	63,6
d) Commission économique pour l'Europe	-	-	-
e) Commission économique pour l'Amérique latine .	-	-	-
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	240,6	183,4	76,2
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	424,1	(83,6)	(19,7)
Total partiel	3 582,0	263,2	7,3
20. Administration et finances publiques			
a) Organes directeurs	-	-	-
b) Département des affaires économiques et sociales	2 353,3	6,3	0,2
c) Commission économique pour l'Afrique	762,8	(302,8)	(39,6)
d) Commission économique pour l'Europe	-	-	-
e) Commission économique pour l'Amérique latine .	-	-	-
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	-	110,6	nouveau
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	93,4	(93,4)	(100)
Total partiel	3 209,5	(279,3)	(8,7)
21. Information			
a) Organes directeurs	-	-	-
b) Service de l'information	32 657,7	651,5 n/	2,0
c) CEPAL (Relations extérieures/Service d'information)	143,6	31,5	21,9
Total partiel	32 801,3	683,0	2,1
22. Science et technique			
a) Organes directeurs	146,1	- o/	-
b) Département des affaires économiques et sociales	1 396,5	19,8	1,4
c) Commission économique pour l'Afrique	412,0	(78,4)	(19,0)
d) Commission économique pour l'Europe	621,1	-	-
e) Commission économique pour l'Amérique latine .	49,0	98,5	201,0
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	211,1	92,2	43,6
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	83,6	(11,2)	(13,3)
Total partiel	2 919,4	120,9	4,1

n/ Non compris 507 400 dollars de dépenses non renouvelables.

o/ Non compris 3 185 000 dollars de dépenses non renouvelables.

TABLEAU 2 (suite)

Grands programmes et programmes	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux de 1977)	Croissance réelle ajustée (aux taux de 1977)	Taux de croissance réelle
	(En milliers de dollars des États-Unis)		(Pourcentage)
23. Développement social et affaires humanitaires			
a) Organes directeurs	143,2	-	-
b) Département des affaires économiques et sociales	5 395,1	194,8	3,6
c) Commission économique pour l'Afrique	668,9	255,0	38,1
d) Commission économique pour l'Europe	-	-	-
e) Commission économique pour l'Amérique latine .	732,0	208,0	28,4
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	378,7	-	-
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	664,1	(180,5)	(27,1)
Total partiel	7 982,0	477,3	6,0
24. Statistiques			
a) Organes directeurs	47,0	-	-
b) Département des affaires économiques et sociales	8 051,1	333,6	4,1
c) Commission économique pour l'Afrique	1 414,5	(266,2)	(18,9)
d) Commission économique pour l'Europe	2 174,1	-	-
e) Commission économique pour l'Amérique latine .	1 740,7	(558,9)	(32,1)
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	-	394,4	nouveau
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	1 136,2	(5,9)	(0,5)
Total partiel	14 563,6	(105,0)	(0,7)
25. Sociétés transnationales			
a) Organes directeurs	287,8	-	-
b) Centre sur les sociétés transnationales	4 307,2	833,4	19,3
c) Service commun (Centre/CEA			
d) Service commun (Centre/CEE			
e) Service commun (Centre/CEPAL	1 141,1	257,0	22,5
f) Service commun (Centre/CEAO			
g) Service commun (Centre/CESAP			
Total partiel	5 736,1	1 090,4	19,0
26. Transports			
a) Organes directeurs	-	-	-
b) Département des affaires économiques et sociales	783,3	(274,6)	(35,1)
c) Commission économique pour l'Afrique	1 009,0	(81,5)	(8,0)
d) Commission économique pour l'Europe	1 585,6	(2,8)	(0,1)

TABLEAU 2 (suite)

Grands programmes et programmes (suite)	Coût total du maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux de 1977)	Croissance réelle ajustée (aux taux de 1977)	Taux de croissance réelle
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)		(Pourcentage)
e) Commission économique pour l'Amérique latine	424,7	137,5	32,4
f) Commission économique pour l'Asie occidentale	339,8	74,4	21,8
g) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	914,1	(201,2)	(22,0)
Total partiel	5 056,5	(348,2)	(6,9)
27. Grands programmes propres aux commissions régionales			
a) Organes directeurs	-	-	-
b) Commission économique pour l'Afrique	516,3	(12,0)	2,3
c) Commission économique pour l'Asie occidentale	-	90,3	nouveau
Total partiel	516,3	78,3	15,2
Total, activités de fond	339 764,1	11 507,0	3,4
Activités autres que de fond			
1. Appui aux programmes			
a) Département des affaires économiques et sociales	8 427,0	271,0	3,2
b) CEA	8 673,8	102,3	1,2
c) CEE	1 018,5	122,3	12,0
d) CEPAL	8 936,2	62,4 p/	0,7
e) CEAO	4 028,7	30,0 g/	1,2
f) CESAP	6 718,0	510,9 r/	7,6
Total partiel	37 792,2	1 098,9	2,9
2. Chapitre 15	20 772,9	-	0
3. Chapitre 22	144 150,0	2 333,4 g/	1,6
4. Chapitre 23	134 328,1	365,2 t/	0,2
5. Chapitre 24	17 199,0	(382,0)	(2,2)
6. Chapitre 25	136 427,4	3 657,4 u/	2,6
7. Chapitre 26	11 330,4	(214,0) v/	(1,9)
Total partiel	464 207,8	5 760,0	1,2
Total, activités autres que de fond	502 000,0	6 858,9	1,4
Total du budget	841 764,1	18 365,9	2,2

p/ Non compris 173 000 dollars de dépenses non renouvelables.

g/ Non compris 42 000 dollars de dépenses non renouvelables.

t/ Non compris 117 500 dollars de dépenses non renouvelables.

u/ Non compris 517 200 dollars de dépenses non renouvelables.

v/ Non compris 439 900 dollars de dépenses non renouvelables.

r/ Non compris 963 500 dollars de dépenses non renouvelables.

x/ Non compris 21 665 600 dollars de dépenses non renouvelables.

ANNEXE VI

Projections des taux de change et des taux annuels moyens d'inflation
pour 1977, 1978 et 1979, par principaux lieux d'affectation

Principaux lieux d'affectation	Taux de change		Taux annuels moyens d'inflation			
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977	Crédits demandés pour 1978-1979	1977 (montant révisé des crédits ouverts pour 1976-1977)	1977 (crédits demandés pour 1978-1979)	1978	1979
New York	-	-	7	6	5	5
Genève	2,51 francs suisses	2,51 francs suisses	2	2	3	3
Vienne	18,45 schillings	17 schillings	8	7	7	7
La Haye	2,725 florins	2,52 florins	8	6	6	6
Beyrouth	2,35 livres libanaises	2,90 livres libanaises	8	8	10	10
Addis-Abeba	2,0545 birr	2,0545 birr	8	8	10	10
Bangkok	20,15 baht	20,15 baht	8	8	10	10
Nairobi	8,37 shillings	8,31 shillings	8	8	10	10
Santiago*	-	-	8	8	10	10
Mexico*	-	-	8	8	10	10

* Du fait de la fluctuation constante de ces monnaies, on n'a pas utilisé de taux de change fixe pour ces lieux d'affectation, et les taux annuels moyens d'inflation représentent, en fait, l'effet combiné de l'inflation et de la dévaluation monétaire.

ANNEXE VII (suite)

	Fonds (en milliers de dollars des Etats-Unis)	RESSOURCES EN PERSONNEL															
		I. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							II. Agents des services généraux et autres catégories								
		SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total I	libre classe	Autres classes	Agents du service de sécurité	Agents du service mobile	Travail- leurs manuels	Agents locaux	Total II	Total général
10 Commission économique pour l'Asie occidentale		-	-	3	6	16	5	3	33	-	-	-	-	-	17	17	50
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	411,7																
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	1 065,8																
Autres fonds extra- budgétaires	1 518																
11A Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement																	
Compte "Frais généraux" de la CNUCED	1 600	-	-	-	1	5	4	-	10	-	15	-	-	-	-	15	25
12 Organisation des Nations Unies pour le développement industriel																	
Compte "Frais généraux" de l'ONUDI	9 965	-	-	-	9	21	26	11	67	7	215	-	-	-	-	222	289
Fonds pour les services industriels spéciaux	959	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds général d'affectation spéciale	241	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées	251	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	576	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Programme de coopération ONUDI/BIIRD	990	-	1	2	2	2	-	-	7	-	6	-	-	-	-	6	13
13 Programme des Nations Unies pour l'environnement																	
Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement	15 009,2	1	5	10	15	19	37	7	94	1	-	-	-	-	124	125	219
14 Contrôle international des drogues																	
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	1 900	1	-	3	2	3	4	4	17	1	13	-	-	-	-	14	21
16 Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés																	
Contributions volontaires (programme annuel)	5 161	-	1	2	6	6	8	25	48	4	33	-	-	-	19	56	104
Fonds d'affectation spéciale	1 450																
17 Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe																	
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	1 851,4	-	-	1	2	4	-	3	10	2	10	-	2	-	-	14	28
18 Droits de l'homme																	
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	234	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20 Activités juridiques																	
Compte "Frais généraux" de l'ONU	100,5	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Subvention du FNUD	22,7	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	1	2
21 Information																	
Centres d'information	458	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	11	11
Fonds d'affectation spéciale pour l'information écono- mique et sociale	126,2	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	2
22 Administration, gestion et services généraux																	
Bureau des services financiers (New York)																	
Compte "Frais généraux" de l'ONU	2 453,3	-	-	-	2	5	7	6	18	8	24	-	-	-	-	32	90
Subvention du FNUD	407,9	-	-	-	-	1	1	-	2	1	7	-	-	-	-	2	10
Caisse commune des pensions du personnel	405,6	-	-	-	1	1	1	-	3	1	4	-	-	-	-	5	8

ANNEXE VII (suite)

Fonds (en milliers de dollars des Etats-Unis)	RESSOURCES EN PERSONNEL															
	I. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							II. Agents des services généraux et autres catégories								
	SSO	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total I	libre classe	Autres classes	Agents du service de sécurité	Agents du service mobile	Travail- leurs manuels	Agents locaux	Total II	Total général
Bureau des services du personnel (New York)																
Compte "Frais généraux" de l'ONU	115,2	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	1	2
Subvention du FRUD	62,5	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	2
Compte du FRUD	64,5	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	1
Compte "Dispensaire commun" FRUD/FISE	42,7	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1
Bureau des services généraux (New York)																
Compte "Frais généraux" de l'ONU	2 193,3	-	-	1	1	7	1	-	10	-	30	-	-	-	30	40
Subvention du FRUD	174,7	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	1	-	6	6
Fonds général de l'UNITAR	75,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	2
Compte du FISE	56,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	1
Compte "Dépenses d'administration" du FRUAP	37,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	1
Fonds d'affectation spéciale pour le Service allemand de traduction	75,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion																
Compte "Frais généraux" de l'ONU	448,5	-	-	1	-	2	-	-	3	-	3	-	-	-	3	6
Compte "Frais généraux" de l'ONUDI	107,4	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques																
Subvention du FRUD	62,4	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	2
Caisse commune des pensions du personnel	31,2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1
Services administratifs et financier (Genève)																
Compte "Frais généraux" de l'ONU	44,8	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1
Compte "Frais généraux" de l'ONUDI	44,8	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1
Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)																
Compte "Frais généraux" de l'ONU	1 817,2	-	-	-	3	3	6	1	13	2	22	-	-	-	24	37
Compte "Frais généraux" de l'ONUDI	478,8	-	-	-	-	3	-	-	3	1	4	-	-	-	5	8
23 Services de conférence et Biblio- thèques, Département des conférences (New York)																
Fonds d'affectation spéciale pour le Service allemand de traduction	938,3	-	-	-	1	2	2	2	7	-	6	-	-	-	6	13
Bibliothèque (New York)																
Compte "Frais généraux" de l'ONU	237,8	-	-	-	-	-	1	1	2	1	2	-	-	-	3	5
Fonds d'affectation spéciale pour le Service allemand de traduction	106,8	-	-	-	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	1	2
Bibliothèque (Genève)																
Fonds de dotation de la Bibliothèque	38	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL :	86 220,3	2	9	71	113	169	171	89	626	53	548	4	2	1	251	869 1 485

ANNEXE VII (suite)

B. Fonds extra-budgétaires : tableau récapitulatif, par chapitre et selon l'origine des fonds, des montants estimatifs qui seront disponibles en 1978-1979 pour les projets opérationnels

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres	Programme des Nations Unies pour le développement	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	Programme des Nations Unies pour l'environnement	Autres fonds	Total
2. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix	-	-	-	323 000 ^{a/}	323 000
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation	-	-	-	11 347,8 ^{b/}	11 347,8
5A. Département des affaires économiques et sociales	128 848	29 520	1 584	17 085	177 037
7. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	4 025,7	310,6	-	3 377	7 713,3
8. Commission économique pour l'Amérique latine	616	3 408	784	584	5 392
9. Commission économique pour l'Afrique	4 100	3 250	-	3 000	10 350
10. Commission économique pour l'Asie occidentale	900	281,6	-	200	1 381,6
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	13 000	-	-	2 000	15 000
12. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	74 500	-	-	15 970 ^{c/}	90 470
13. Programme des Nations Unies pour l'environnement	-	-	57 361,7	-	57 361,7
14. Contrôle international des drogues	-	-	-	19 200	19 200
16. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	-	-	-	34 960 ^{d/}	34 960
17. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	1 170	-	390	1 890 ^{e/}	3 450
21. Information	-	-	-	2 973,8	2 973,8
TOTAL	227 159,7	36 770,2	60 119,7	435 587,6	759 637,2

a/ A savoir : 8 millions de dollars pour l'assistance des Nations Unies à l'Indochine et 315 millions de dollars pour l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

b/ A savoir : 2,5 millions de dollars pour le Fonds des Nations Unies pour la Namibie, 6 768 800 dollars pour le Fonds de l'Institut pour la Namibie et 2 079 000 dollars pour le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud.

c/ Dont 10 millions de dollars pour le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel.

d/ Dont 27 350 000 dollars de contributions volontaires (programme annuel), mais non compris les opérations humanitaires spéciales.

e/ Dont 1 440 000 dollars pour le Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophes.

f/ Dont 773 800 dollars pour le Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale.

ANNEXE VIII

Tableau récapitulatif des coûts indirects répartis
pour l'exercice biennal 1978-1979

NOTE EXPLICATIVE

Le principe qui régit la répartition des coûts indirects est le suivant : tous les travaux effectués et toutes les dépenses engagées dans les secteurs des services communs, de la direction exécutive et de l'administration, et de l'appui aux programmes sont, en dernière analyse, accomplis et faits pour permettre l'exécution des programmes de fond. En répartissant les coûts indirects, on s'efforce de relier les dépenses engagées dans les secteurs d'appui aux secteurs de fond auxquels elles se rapportent. On effectue cette opération non seulement pour les dépenses inscrites au budget ordinaire, mais aussi pour celles qui sont financées par des fonds extra-budgétaires.

Dans la présente annexe, on trouvera un tableau récapitulatif des coûts indirects répartis dans lequel les divers éléments des grands programmes de services communs (chapitres 22 et 23) sont répartis entre les autres chapitres du budget. Ce tableau récapitulatif révèle aussi quelques cas dans lesquels un programme de fond inscrit à un chapitre du budget fournit des services administratifs à un autre programme inscrit à un autre chapitre.

Au début de chaque chapitre du budget (sauf au début des chapitres 15, 24, 25 et 26), on trouve un tableau récapitulatif indiquant la répartition des coûts relatifs aux services communs entre les programmes inscrits au chapitre considéré. Ce tableau récapitulatif indique aussi la répartition, à l'intérieur du chapitre, des coûts relatifs à la direction exécutive et à l'administration ainsi qu'aux activités d'appui aux programmes.

Enfin, dans les tableaux qui, dans chaque chapitre du budget, concernent les divers programmes, on trouve, pour chaque programme, un chiffre unique indiquant le résultat de la répartition des coûts indirects.

Au début du chapitre 22, le tableau 22.4 indique l'effet réciproque des services fournis à l'intérieur même du secteur des services communs : dans bien des cas, en effet, un programme du secteur des services communs non seulement fournit des services à d'autres programmes du même secteur mais aussi en reçoit des services. C'est ainsi que le Centre de calcul de New York, qui fournit des services assez importants au Bureau des services financiers (traitement des données relatives aux états de paie et aux comptes) et au Bureau des services du personnel (statistiques relatives au personnel), reçoit aussi des services de ces deux bureaux et du Bureau des services généraux (éclairage, chauffage, énergie et eau, et attribution de locaux). Les opérations mathématiques que les calculs des coûts impliquent dans ces cas-là sont compliquées, et il a fallu utiliser un programme-machine pour s'assurer que l'effet total de ces services réciproques était bien calculé. Les coûts nets imputés aux programmes de fond ont été calculés compte tenu de l'effet qu'ont sur les coûts les services que les programmes de services communs se fournissent les uns aux autres.

Dans les notes qui suivent, on explique sur quelle base les coûts indirects correspondant à chacune des grandes activités de service ont été répartis :

Chapitre 22. - Administration, gestion et services communs

A. - Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion

Les coûts sont répartis sur tout le budget, sur la base du nombre des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs.

B. - Bureau des services financiers (New York)

Les coûts sont répartis sur la base des estimations des heures de travail et du volume de travail qui sont établies par les fonctionnaires de la Division du budget, de la Division de la comptabilité et de la Trésorerie.

C. - Bureau des services du personnel (New York)

Les coûts sont répartis sur la base du nombre de fonctionnaires pour chaque programme, des coefficients de pondération appropriés étant appliqués pour tenir compte, entre autres, des fonctions décentralisées qui sont désormais confiées aux bureaux extérieurs.

D. - Bureau des services généraux (New York)

a) Les coûts relatifs aux bâtiments du Siège sont répartis généralement sur la base de chiffres estimatifs quant à l'occupation des locaux. Des coefficients de pondération (réductions) sont appliqués pour certains locaux (sous-sols, entrepôts, etc.) où le nombre de fonctionnaires est inférieur aux normes. Les coûts relatifs aux locaux à usage de bureaux sont répartis sur la base de l'utilisation desdits locaux. Les coûts relatifs aux salles de conférence sont imputés d'abord à la Division d'interprétation et des séances, puis font l'objet d'une répartition plus poussée sur la base de l'utilisation des salles de conférence;

b) Service de la sécurité et de la sûreté : les coûts sont répartis sur la base d'estimations quant à l'affectation des fonctionnaires du service;

c) Service des communications, Service des archives et des dossiers, Service des missions, Service des achats et des transports : les coûts sont répartis sur la base d'estimations quant au volume de travail des services en question.

E. - Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion

Les coûts sont répartis sur tout le budget, sur la base du total des coûts directs (à l'exclusion du coût des projets opérationnels).

F. - Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques

Les coûts correspondant aux dépenses engagées à New York (Centre de calcul New York) et à Genève (Centre international de calcul) sont répartis entre les utilisateurs, sur la base des statistiques établies.

G. - Services administratifs et financiers (Genève)

a) Services financiers : les coûts sont répartis sur la base d'estimations établies par les Services administratifs et financiers (Genève);

b) Services d'administration du personnel : les coûts sont répartis sur la base du nombre des fonctionnaires en poste à Genève, y compris ceux du Centre du commerce international; des coefficients de pondération appropriés sont appliqués pour tenir compte du faible coût de l'administration de certains services généraux et du personnel hors siège du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

H. - Division des services généraux (Genève)

Les coûts sont généralement répartis sur la base de l'utilisation des locaux; certains ajustements sont apportés à la répartition des coûts relatifs aux services communs pour tenir compte des dépenses qui sont directement inscrites au budget des utilisateurs (coûts relatifs aux fournitures et aux communications inscrits au chapitre 11A, par exemple).

I. - Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)

Les coûts sont répartis sur la base du coût du programme opérationnel (non compris ceux du PNUÉ et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés).

J. - Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)

a) Les coûts sont répartis sur la base du tableau d'effectifs à New York et à Genève, un coefficient de pondération (réduction) étant appliqué aux agents des services généraux; le coût de la formation du personnel des services linguistiques est imputé au Département des conférences;

b) Les coûts relatifs à la formation du personnel dans les commissions régionales sont imputés au programme "Services administratifs et services communs" de chaque commission.

K. - Dépenses diverses

Elles sont réparties sur la base du tableau d'effectifs global de l'Organisation.

L. – *Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun*

Les coûts sont répartis entre les programmes au prorata des coûts directs (à l'exclusion du coût des projets opérationnels) prévus pour chaque programme. Dans le cas du Corps commun d'inspection et de la Commission de la fonction publique internationale, 36 p. 100 seulement du total des coûts sont répartis entre les programmes; les 64 p. 100 restants sont portés en recettes au chapitre des recettes générales, car ils représentent la part des dites dépenses que les autres organisations du système des Nations Unies remboursent à l'ONU.

Chapitre 23. – Services de conférence et bibliothèques

1) Direction exécutive et administration, et Service administratif : les coûts sont répartis à l'intérieur du chapitre (pour New York comme pour Genève) au prorata des coûts directs relatifs aux divers services qui y sont inscrits.

2) Services d'interprétation et des séances : les coûts sont répartis sur la base du nombre des périodes de travail d'interprète à New York et à Genève en 1976.

3) Services de traduction, d'édition et de dactylographie : les coûts sont répartis sur la base du nombre de pages tirées (travaux de traduction, d'édition des documents officiels et de dactylographie effectués en 1976).

4) Services des publications et de documentation : les coûts sont répartis sur la base des statistiques du volume de travail établies à New York et à Genève en 1976.

5) Services de bibliothèque : les coûts sont répartis principalement sur la base du nombre des administrateurs s'occupant des programmes de fond.

Autres chapitres

A l'intérieur de la plupart des chapitres du budget concernant des programmes de fond, on trouve une répartition plus poussée des coûts indirects, indiquant comment se répartissent entre les programmes les dépenses qu'entraînent la direction exécutive et l'administration, d'une part, et l'appui aux programmes, d'autre part. En général, cette répartition est opérée sur les bases suivantes :

a) *Direction exécutive et administration*. Ces coûts sont imputés en partie aux organes directeurs pertinents et en partie aux programmes inscrits au chapitre considéré, au prorata des dépenses (autres que pour les projets opérationnels) engagées pour chaque programme;

b) *Gestion des activités de coopération technique*. Ces coûts sont répartis entre les programmes inscrits à chaque chapitre, sur la base du coût des activités opérationnelles de chacun des programmes;

c) *Services administratifs et services communs*. Ces coûts sont répartis entre les programmes au prorata du total des coûts directs (à l'exclusion du coût des projets opérationnels) indiqués pour les autres programmes inscrits au même chapitre. Il arrive que ces services administratifs et services communs intéressent deux chapitres au moins du budget, comme dans le cas des chapitres 11 A et 11 B;

d) *Services de conférence*. Sauf dans les cas où il existe des statistiques indiquant que les services de conférence concernent un programme particulier, la totalité du coût des services de conférence est répartie entre les organes directeurs.

Pour conclure, il faut ajouter que la répartition des coûts indirects doit être considérée comme une opération faite à titre purement indicatif, et non comme constituant un système complet de comptabilité analytique d'exploitation. Toutefois, bien qu'il puisse y avoir des inexactitudes de détails, l'ensemble de l'opération est raisonnablement cohérent.

Comme cela arrive fréquemment dans les tableaux statistiques, il est possible que les chiffres de certaines rangées ne s'additionnent pas exactement parce que certains chiffres ont été arrondis.

Tableau récapitulatif des coûts indirects répartis pour l'exercice biennal 1978-1979
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitre 22	Chapitre 23	Chapitre 24	Chapitre 25	Chapitre 26	Chapitre 27	Chapitre 28	Chapitre 29	Chapitre 30	Chapitre 31	Chapitre 32	Chapitre 33	Chapitre 34
A	529,3	690,8	12,7	119,6	38,4	36,9	44,8	26,9	46,6	-	86,3	27,5
B	1207,9	1207,9	84,3	118,9	232,9	182,7	282,6	26,0	411,2	-	630,2	271,2
C	1739,7	1807,6	169,1	118,9	172,6	122,5	209,2	266,0	211,6	-	359,8	140,6
D	7139,7	4229,2	1249,7	2106,4	870,9	128,5	190,4	103,4	143,7	-	173,0	227,8
E	4109,8	3708,5	571,7	506,4	48,2	128,5	190,4	103,4	247,9	-	514,6	163,7
F	9268,0	6889,1	220,8	2729,1	292,6	87,2	26,8	6,1	701,3	-	2,6	-
G	8010,3	7259,3	108,5	866,3	1164,9	1164,9	47,6	6,1	1843,0	-	99,1	20,6
H	31102,8	19438,6	347,9	9031,6	2991,8	35,5	26,8	47,6	3630,3	-	446,7	80,6
I	4309,8	5844,1	62,7	9031,6	86,3	86,3	47,6	47,6	148,4	-	812,3	7,7
J	4049,7	5877,5	49,7	374,2	37,2	37,2	147,0	147,0	170,7	-	170,7	53,0
K	1892,2	2280,5	21,1	174,4	37,2	37,2	102,8	102,8	294,6	-	294,6	79,0
L	5306,2	6980,8	26,3	293,4	21,8	21,8	199,8	199,7	102,0	-	-	-
Total, chapitre 22	16792,6	112966,0	6029,8	1940,9	490,7	3982,3	1955,5	1051,6	7749,6	180,3	3096,1	1487,8
Chapitre 23	(1) 17928,1	32756,4	2271,3	6195,1	5038,3	-	-	-	965,4	-	-	97,1
(2) 20434,1	29194,6	2109,8	12738,8	1099,7	9413,8	-	-	-	6690,7	-	-	187,8
(3) 67271,8	9265,0	1746,7	326,8	1602,2	4263,1	-	-	-	3739,3	-	-	2,2
(4) 26202,2	19428,8	917,9	7009,1	617,3	997,0	-	-	-	1366,7	-	-	-
(5) 11438,0	19289,8	6010,4	19289,8	2578,1	9704,0	623,0	19672,2	971,8	17433,1	617,3	2,2	502,4
Total, chapitre 23	14344,2	19289,8	6010,4	19289,8	2578,1	9704,0	19672,2	971,8	17433,1	617,3	2,2	502,4
Total, chapitres 22 et 23	30829,8	30829,8	6029,8	1940,9	490,7	3982,3	1955,5	1051,6	7749,6	180,3	3096,1	1487,8
Autres services fournis entre programmes inscrits à des chapitres différents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	30829,8	30829,8	6029,8	1940,9	490,7	3982,3	1955,5	1051,6	7749,6	180,3	3096,1	1487,8

Signe des lettres et chiffres de la première colonne :

Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux

Chapitre 23. Services de conférence et bibliothèques (New York et Genève)

Chapitre 24. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion

Chapitre 25. Services de conférence et bibliothèques (New York et Genève)

Chapitre 26. Direction exécutive et administration

Chapitre 27. Services de l'interprétation et des séances

Chapitre 28. Traduction, édition et dactylographie

Chapitre 29. Publications et documentation

Chapitre 30. Bibliothèques

Chapitre 31. Division des services généraux (Genève)

Chapitre 32. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)

Chapitre 33. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)

Chapitre 34. Dépenses diverses

Chapitre 35. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun

5/ Les coûts directs représentent le total des coûts directs (ajoutés aux le budget ordinaire et sur des fonds extra-budgétaires) inscrits aux chapitres 22 et 23.

6/ Les coûts nets à répartir représentent les coûts prévus aux chapitres 22 et 23 moins le total des coûts nets à répartir qui ont été affectés dans le tableau 22.4.

7/ Les ajustements à opérer de ce fait sont indiqués de façon détaillée dans le tableau 22.4.

8/ Représente le coût des services que le Département des affaires économiques et sociales fournit aux organes directeurs (activités économiques et sociales); comprend le coût du secrétariat du Conseil économique et social.

9/ Représente le coût de l'appui administratif que les commissions régionales fournissent aux services communs du Centre sur les sociétés transnationales et des commissions régionales.

10/ Représente le coût des services que l'ONUDI fournit au Centre du commerce international.

11/ Représente le coût des services que l'ONUDI fournit au Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants.

A. — PREVISIONS DE DEPENSES

TITRE PREMIER
POLITIQUES, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

CHAPITRE PREMIER. – POLITIQUES, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

TABLEAU 1.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
17 814	Dollars (181)	% (1)	Dollars 393,7	% 2,2	Dollars 1 371,5	% 7,7	Dollars 1 584,2	% 8,9	19 398,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) <u>Moins</u> : dépenses non renouvelables	(4) <u>Plus</u> : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
17 633	393,7	14,5	271,2	650,4	3,7 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	19 398,2
----------------------	----------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

65 606,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	85 004,8
--	----------

TABLEAU 1.2. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues										Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %	
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale						
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			
A. Organes directeurs :														
1. Assemblée Générale	3 991,3	143,6	3,6	-	-	315,6	7,9	459,2	11,5	459,2	11,5	4 450,5	-	
2. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (et son secrétariat)	699,3	15,3	2,1	(21,9)	(3,1)	47,2	6,7	40,6	5,8	40,6	5,8	739,9	3,2	
3. Comité des contributions	65,8	2,7	4,1	23,9	36,3	7,1	10,7	33,7	51,2	33,7	51,2	99,5	34,8	
4. Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat)	1 053,7	25,8	2,4	-	-	82,6	7,8	108,4	10,2	108,4	10,2	1 162,1	-	
5. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (y compris la participation de l'ONU aux dépenses du secrétariat de la Caisse)	462,4	86,1	18,6	-	-	41,8	9	127,9	27,6	127,9	27,6	590,3	-	
6. Fonds spécial des Nations Unies	121,2	(121,2)	(100)	-	-	-	-	(121,2)	(100)	(121,2)	(100)	-	-	
7. Conseil mondial de l'alimentation	1 617,6	333	20,5	163,4	10,1	300	18,5	796,4	49,2	796,4	49,2	2 414	10,5	
8. Fonds international de développement agricole	427,2	(427,2)	(100)	-	-	-	-	(427,2)	(100)	(427,2)	(100)	-	-	
9. Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	11,8	(11,8)	(100)	-	-	-	-	(11,8)	(100)	(11,8)	(100)	-	-	

TABLEAU 1.2 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale			
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%		
B. Direction exécutive et administration :											
1. Le Secrétaire général	479,7	11,2	2,3	29,9	6,2	32,6	6,7	73,7	15,4	553,4	3,1
2. Cabinet du Secrétaire général	2 796,7	395,5	14,1	81,6	2,9	246,6	8,8	723,7	25,8	3 520,4	4,6
3. Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	1 273,7	(125,5)	(9,8)	69,8	5,4	88,4	6,9	32,7	2,5	1 306,4	14,4
4. Cabinet des Secrétares généraux adjoints aux affaires politiques spéciales	1 037,8	(37)	(3,6)	18,4	1,7	73,7	7,1	55,1	5,3	1 092,9	2,8
5. Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales	408,8	(7,1)	(1,7)	-	-	29,7	7,2	22,6	5,5	431,4	-
Assistance à la Zambie	168,2	(168,2)	(100)	-	-	-	-	(168,2)	(100)	-	-
Assistance au Mozambique	265	(265)	(100)	-	-	-	-	(265)	(100)	-	-
6. Bureau des affaires interorganisations et de la coordination	1 161,8	(1,9)	(0,1)	26,6	2,2	85,6	7,3	110,3	9,4	1 272,1	3,1
7. Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève	1 772	(29,3)	(1,6)	2	0,1	20,6	1,2	(6,7)	(0,4)	1 765,3	0,1
Total	17 814 a/	(181)	(1)	393,7	2,2	1 371,5	7,7	1 584,2	8,9	19 398,2	3,7

a/ Non compris un montant de 2 453 200 dollars désormais inscrit au chapitre 23A [Département des conférences (New York)], un montant de 150 000 dollars désormais inscrit au chapitre 22 H [Division des services généraux (Genève)], et un montant de 763 700 dollars désormais inscrit au chapitre 13 (Programme des Nations Unies pour l'environnement).

TABLEAU 1.3. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : politiques, direction et coordination d'ensemble

1976-1977		1978-1979	
A. Organes directeurs :			
Fonds spécial des Nations Unies	121,2		
Fonds international de développement agricole	427,2		
Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	11,8		
B. Direction exécutive et administration			
Le Secrétaire général	15,1	Le Secrétaire général :	
Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale		Gros travaux de réparation dans la résidence du Secrétaire général	14,5
Secrétariat du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	109,9		
Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales			
Assistance à la Zambie	168,2		
Assistance au Mozambique	265		
	1118,4		14,5

TABLEAU 1.4. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre premier																
		A									B							
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	1	2	3	4	5	6	7	
Chapitre 22.																		
A	18,9	-	0,8	-	0,4	-	-	3,5	-	-	0,2	5,1	2,5	1,4	0,4	2,3	2,3	
B	306,3	61,2	13,3	9,0	16,9	613,9	-	62,6	-	-	12,6	32,4	17,6	16,2	11,1	17,6	21,2	
C	326,8	-	13,6	-	10,2	32,3	-	59,4	-	-	1,7	98,7	33,9	27,2	8,5	32,2	11,1	
D	3275,5	-	109,9	-	78,3	391,3	-	181,1	-	-	62,7	1081,6	488,7	340,7	120,3	420,8	-	
E	135,4	31,3	3,2	0,7	8,2	4,2	-	17,0	-	-	3,9	24,8	9,2	7,7	3,0	8,9	12,4	
F	220,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
G	102,5	-	-	-	-	220,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	102,5	
H	347,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	347,9	
I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
J	92,2	-	4,1	-	3,0	-	-	17,7	-	-	0,5	28,9	10,1	8,1	2,5	9,6	7,6	
K	30,1	-	1,3	-	1,0	-	-	5,6	-	-	0,2	9,8	3,2	2,6	0,8	3,0	3,5	
L	44,8	-	1,9	-	1,4	-	-	8,3	-	-	0,2	13,5	4,8	3,8	1,2	4,5	5,2	
Chapitre 23.																		
(2)	20360,3	17825,4	1796,7	375,7	101,1	249,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,1	-	
(3)	29196,9	28341,9	-	250,4	-	152,7	-	-	-	-	-	89,2	317,7	33,6	-	4,1	7,2	
(4)	9265,3	8848,0	-	4,5	-	135,8	-	-	-	-	-	204,5	47,3	6,6	-	18,7	-	
(5)	1281,9	-	63,3	-	31,7	-	-	269,0	-	-	15,8	395,6	183,9	110,8	31,7	174,1	-	
REPARTITION DES COÛTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL, COÛTS INDIRECTS REPARTIS	65606,6	55107,8	2010,1	640,2	252,1	1800,1	-	624,2	-	-	97,8	1982,4	1124,8	558,7	179,5	708,0	520,9	
COÛTS DIRECTS	19398,2	4450,5	739,9	59,5	1162,1	590,3	-	2414,0	-	-	553,4	3520,4	1306,4	1092,9	431,4	1272,1	1765,3	
TOTAL, COÛTS DIRECTS ET COÛTS INDIRECTS REPARTIS	85004,8	59558,3	2750,0	739,7	1414,2	2390,4	-	3038,2	-	-	651,2	5502,8	2431,2	1651,6	610,9	1980,1	2286,2	

Sens des lettres et chiffres de la première colonne :

Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux

- A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion
- B. Bureau des services financiers (New York)
- C. Bureau des services du personnel (New York)
- D. Bureau des services généraux (New York)
- E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion
- F. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- G. Services administratifs et financiers (Genève)
- H. Division des services généraux (Genève)
- I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)
- J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- K. Dépenses diverses
- L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun

Chapitre 23. Services de conférence et bibliothèques (New York et Genève)

- (2) Services de l'interprétation et des séances
- (3) Traduction, édition et dactylographie
- (4) Publications et documentation
- (5) Bibliothèques

Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

A. Organes directeurs

- 1. Assemblée générale
- 2. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (et son secrétariat)
- 3. Comité des contributions
- 4. Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat)
- 5. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (y compris la participation de l'ONU aux dépenses du secrétariat de la Caisse)
- 6. Fonds spécial des Nations Unies
- 7. Conseil mondial de l'alimentation
- 8. Fonds international de développement agricole
- 9. Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

B. Direction exécutive et administration

- 1. Le Secrétaire général
- 2. Cabinet du Secrétaire général
- 3. Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale
- 4. Cabinet des Secrétaire généraux adjoints aux affaires politiques spéciales
- 5. Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales
- 6. Bureau des affaires interorganisations et de la coordination
- 7. Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève

A. - Organes directeurs

TABLEAU 1.5. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
8 450,3	46,3	0,5	165,4	1,9	794,3	9,3	1 006	11,9	9 456,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 496,6	165,4	-	87	252,4	2,9 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	9 456,3
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

60 434,5

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	69 890,8
--	----------

TABLEAU 1.6. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %		
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			Dollars	%
Organes directeurs :											
1. Assemblée générale	3 991,3 ^{a/}	143,6	3,6	-	-	315,6	7,9	459,2	11,5	4 450,5	-
2. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (et son secrétariat)	699,3	15,3	2,1	(21,9)	(3,1)	47,2	6,7	40,6	5,8	739,9	3,2
3. Comité des contributions	65,8	2,7	4,1	23,9	36,3	7,1	10,7	33,7	51,2	99,5	34,8
4. Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat)	1 053,7	25,8	2,4	-	-	82,6	7,8	108,4	10,2	1 162,1	-
5. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (y compris la participation de l'ONU aux dépenses du secrétariat de la Caisse)	462,4	86,1	18,6	-	-	41,8	9	127,9	27,6	590,3	-
6. Fonds spécial des Nations Unies	121,2	(121,2)	(100)	-	-	-	-	(121,2)	(100)	-	-
7. Conseil mondial de l'alimentation	1 617,6	333	20,5	163,4	10,1	300	18,5	796,4	49,2	2 414	10,5
8. Fonds international de développement agricole	427,2	(427,2)	(100)	-	-	-	-	(427,2)	(100)	-	-
9. Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	11,8	(11,8)	(100)	-	-	-	-	(11,8)	(100)	-	-
Total	8 450,3	46,3	0,5	165,4	1,9	794,3	9,3	1 006	11,9	9 456,3	2,9

^{a/} Non compris un montant de 2 453 200 dollars désormais inscrit au chapitre 23A /Département des conférences (New York) et un montant de 763 700 dollars désormais inscrit au chapitre 13 (Programme des Nations Unies pour l'environnement).

TABLEAU 1.7. — DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : organes directeurs

1976-1977		1978-1979	
Fonds spécial des Nations Unies	121,2	Néant	
Fonds international de développement agricole	427,2		
Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	11,8		
	560,2		

A. — Organes directeurs

1.1 Le programme de travail et les demandes de crédit qui font l'objet du présent chapitre concernent les sessions de l'Assemblée générale et de ceux de ses organes subsidiaires dont le mandat a trait : a) à des questions qui présentent un intérêt général pour les activités de toute l'Organisation [c'est le cas du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (y compris son secrétariat), du Comité des contributions, du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (y compris son secrétariat) et du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (y compris la participation de l'ONU aux dépenses du secrétariat de la Caisse)], ou b) à des questions spéciales [c'est le cas du Fonds spécial des Nations Unies, du Conseil mondial de l'alimentation, du Fonds international de développement agricole et du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies]. Le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, qui était précédemment inscrit à ce chapitre, est inscrit maintenant au chapitre 13.

1. - ASSEMBLEE GENERALE

TABLEAU 1.8. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Personnel temporaire pour les réunions	607,5	29,1	-	48,8	77,9	685,4
Frais de voyage des représentants	1 855,1	62,7	-	146,2	208,9	2 064
Imprimerie	1 491,7	50,5	-	117,6	168,1	1 659,8
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	35	1,2	-	2,8	4	39
Divers	2	0,1	-	0,2	0,3	2,3
Total	3 991,3^{a/}	143,6	-	315,6	459,2	4 450,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 134,9	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgetaires

Total, coûts directs	4 450,5
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	55 107,8
--	----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	59 558,3
--	----------

^{a/} Non compris un montant de 2 453 200 dollars désormais inscrit au chapitre 23A (Département des conférences (New York)).

1. - ASSEMBLEE GENERALE

Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)

1.2 Le crédit demandé à la présente rubrique doit permettre de couvrir le coût des trente-troisième et trente-quatrième sessions de l'Assemblée générale.

1.3 Les crédits demandés au titre des dépenses de personnel pour le prochain exercice biennal doivent permettre de recruter du personnel temporaire pour le Cabinet du Secrétaire général, le Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, le Bureau des services du personnel, le Service de l'information et le Bureau des services généraux, afin qu'ils puissent assurer le service des sessions susmentionnées. Les demandes de crédit pour le Département des conférences et la Bibliothèque, qui étaient inscrites auparavant au présent chapitre, figurent maintenant au chapitre 23.

1.4 Il n'est pas prévu d'accroissement des ressources proprement dit. Les crédits mentionnés ci-après correspondent au montant des dépenses effectives, compte tenu du coût plus élevé du maintien des programmes (aux taux révisés de 1977) et des effets de l'inflation en 1978 et 1979.

Personnel temporaire pour les réunions

1.5 L'effectif du personnel temporaire pour lequel des crédits sont demandés sera, en gros, le même que pour le service de la trente et unième session de l'Assemblée générale (1976). En conséquence, l'augmentation des crédits demandés pour 1978 et 1979 ne correspond qu'au montant estimatif de l'augmentation des traitements et de

l'indemnité de subsistance du personnel engagé pour des périodes de courte durée.

Frais de voyage des représentants

1.6 Conformément au paragraphe 3, a i), de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1962, l'Organisation paie les frais de voyage, mais non des indemnités de subsistance, pour cinq représentants de chaque Etat Membre assistant aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale. Eu égard au nombre actuel d'Etats Membres (147 Etats Membres, soit 735 représentants), les crédits nécessaires à ce titre pour les trente-troisième et trente-quatrième sessions de l'Assemblée générale, à raison d'un voyage en première classe et de quatre voyages en classe économique par avion pour chaque délégation, s'élevaient à 2 750 000 dollars. Toutefois, compte tenu des dépenses des années précédentes et du fait que les Etats

Membres n'exerceront peut-être pas tous entièrement leur droit au remboursement des frais de voyage, il n'est demandé qu'un crédit de 2 064 000 dollars; le crédit ouvert à ce titre pour l'exercice biennal 1976-1977 s'élevait à 1 855 100 dollars.

Imprimerie

1.7 Le programme d'impression concerne les suppléments en six langues, les comptes rendus de séances, les annexes et les résolutions, la documentation à publier avant et pendant la session de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions, ainsi que les comptes rendus analytiques provisoires. Le crédit de 1 659 800 dollars qui est demandé ne concerne que le coût des travaux qui seront confiés à des imprimeries commerciales et il est du même ordre que le crédit ouvert pour l'exercice biennal 1976-1977, lequel était de 1 491 700 dollars.

2. - COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES (ET SON SECRETARIAT)

TABLEAU 1.9. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

A. COUTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	249,3	8,1	43,2	22,5	73,8	323,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2	0,1	-	0,2	0,3	2,3
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	4	0,1	-	0,3	0,4	4,4
Dépenses communes de personnel	85,8	(3,4)	13,8	7,1	17,5	103,3
Frais de voyage des représentants	282,6	9,5	(70,8)	15,8	(45,5)	237,1
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	25,6	0,9	(8,1)	1,3	(5,9)	19,7
Honoraires	50	-	-	-	-	50
Total	699,3	15,3	(21,9)	47,2	40,6	739,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
714,6	(21,9)	-	44,8	22,9	3,2 %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	739,9
	2 010,1
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 750

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 1.10. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Total	3	4	-	-	3	4
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	2	3	-	-	2	3
Total	3	4	-	-	3	4
TOTAL GENERAL	6	8	-	-	6	8

2. – COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES (ET SON SECRETARIAT)

1.8 Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, organe subsidiaire de l'Assemblée générale, est composé de 13 membres nommés à titre personnel par l'Assemblée générale. Les fonctions et responsabilités du Comité, ainsi que sa composition, sont régies par les dispositions de la résolution 14 (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, et par les articles 155, 156 et 157 du règlement intérieur de l'Assemblée générale. Ces fonctions et responsabilités sont exposées en détail dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 1.8 et 1.9).

1.9 Les crédits demandés à la présente rubrique doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du Président et des membres du Comité lorsqu'ils assistent à ses sessions, conformément aux dispositions de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1962, les honoraires versés au Président du Comité, les traitements et les dépenses communes de personnel du secrétariat du Comité ainsi que les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des fonctionnaires des services organiques et des services linguistiques qui assurent le service des réunions du Comité tenues hors du Siège.

1.10 A sa 107^e séance plénière, le 22 décembre 1976, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de revoir, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exer-

cice biennal 1978-1979, le montant des honoraires versés au Président du Comité consultatif et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale. La réponse du Secrétaire général à cette demande sera présentée dans un document distinct.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Postes nouveaux

1.11 Deux postes nouveaux (1 poste P-4 et 1 poste G-4/1) sont demandés pour renforcer le personnel du secrétariat du Comité consultatif, compte tenu de l'augmentation du volume et de la complexité des travaux du Comité résultant de l'adoption de la budgétisation par programmes à l'Organisation des Nations Unies et du fait que le Comité a assumé la responsabilité d'examiner les budgets administratifs des programmes financés par des contributions volontaires. L'effectif actuel d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur du secrétariat du Comité n'a pas changé depuis 1964.

Frais de voyage

1.12 Les prévisions provisoires, établies en attendant que le Comité consultatif ait arrêté son programme de travail détaillé, indiquent une diminution de 70 800 dollars au titre des frais de voyage et des indemnités de subsistance des membres du Comité consultatif et une diminution de 8 100 dollars au titre des frais de voyage des fonctionnaires du secrétariat du Comité envoyés à des sessions hors Siège.

3. - COMITE DES CONTRIBUTIONS

TABLEAU 1.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	65,8	2,7	23,9	7,1	33,7	99,5
Total	65,8	2,7	23,9	7,1	33,7	99,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
68,5	23,9	-	-	23,9	34,8 %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	99,5
	640,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	739,7

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

3. - COMITE DES CONTRIBUTIONS

1.13 Les fonctions du Comité des contributions, sa nature, sa composition et la durée du mandat de ses membres sont exposées en détail dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 1.12 et 1.13). Par sa résolution 31/96 du 14 décembre 1976, l'Assemblée générale a porté le nombre des membres du Comité de 13 à 18, à compter du 1er janvier 1977.

1.14 Les crédits demandés pour l'exercice biennal 1978-1979 doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres du Comité, ainsi que les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de son

président pendant une période de deux semaines au cours de chaque session de l'Assemblée générale.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Frais de voyage des représentants

1.15 Le crédit demandé a été calculé en fonction d'une session de deux semaines en 1978 et d'une session d'un mois en 1979; 13 des membres du Comité ne résident pas à New York. L'augmentation de crédit de 23 900 dollars qui est demandée est entièrement imputable à l'élargissement de la composition du Comité et à l'augmentation du nombre des membres qui ne résident pas à New York.

4. - COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'ONU
(ET SON SECRETARIAT)

TABLEAU 1.12. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

A. COÛTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	191,7	6,7	-	15,6	22,3	214
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	15,4	0,5	-	1,2	1,7	17,1
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	6,5	0,2	-	0,5	0,7	7,2
Dépenses communes de personnel	71,4	(7,6)	-	4,6	(3)	68,4
Frais de voyage du personnel	3,2	0,1	-	0,3	0,4	3,6
Vérification extérieure des comptes	765,5	25,9	-	60,4	86,3	851,8
Total	1 053,7	25,8	-	82,6	108,4	1 162,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 079,5	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 162,1
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	252,1
	1 414,2

TABLEAU 1.13. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : secrétariat du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Total	2	2	-	-	2	2
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	4	4	-	-	4	4
Total	4	4	-	-	4	4
TOTAL GENERAL	6	6	-	-	6	6

4. - COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'ONU (ET SON SECRETARIAT)

1.16 Les fonctions du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU, sa composition, son mandat et la durée du mandat de ses membres sont exposés en détail dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 1.17 et 1.18).

1.17 Le crédit demandé pour l'exercice biennal doit permettre de couvrir les dépenses du secrétariat du Comité, les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des trois membres du Comité, ainsi que les traitements, les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des fonctionnaires nationaux qui les aident dans leur tâche. Les crédits demandés, à l'exclusion de ceux qui correspondent aux

dépenses du secrétariat, sont calculés par le Comité sur la base des vérifications qu'il doit faire pendant chacune des années de l'exercice biennal, avec l'approbation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Les crédits demandés à la présente rubrique ne concernent que les dépenses à faire pour la vérification de tous les comptes relatifs au budget ordinaire (à l'exception de ceux de la Cour internationale de Justice, pour laquelle les crédits nécessaires sont demandés au chapitre 19).

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

1.18 Il n'est pas prévu d'accroissement du volume d'activité pour l'exercice biennal 1978-1979.

5. - COMITE MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES (Y COMPRIS LA PARTICIPATION DE L'ONU AUX DEPENSES DU SECRETARIAT DE LA CAISSE)

TABLEAU 1.14. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	28,4	4	-	2,5	6,5	34,9
Cotisations à la Caisse commune des pensions	434	82,1	-	39,3	121,4	555,4
Total	462,4	86,1	-	41,8	127,9	590,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
548,5	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	590,3
	1 800,1
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 390,4

5. - COMITE MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES (Y COMPRIS LA PARTICIPATION DE L'ONU AUX DEPENSES DU SECRETARIAT DE LA CAISSE)

1.19 Les fonctions et responsabilités du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies; ainsi que sa composition, sont exposées en détail dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 1.21, 1.22 et 1.16).

1.20 Les crédits demandés doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des six membres désignés par le Comité des pensions du personnel de l'ONU qui participeront à la session du Comité mixte et de son comité permanent, et la part nette des dépenses de la Caisse des pensions que l'Organisation des Nations Unies prend à sa charge, en compensation des services que le secrétariat de la Caisse fournit au Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

1.21 Les crédits demandés pour l'exercice biennal 1978-1979 ont été calculés sur la base des prévisions de dépenses préliminaires du Comité mixte pour 1978 et 1979, qui seront soumises à l'approbation du Comité au milieu de 1977 et au milieu de 1978, respectivement.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

1.22 Etant donné que l'accroissement éventuel du volume d'activité au titre du programme ne peut être prévu à ce stade, il n'est pas demandé de crédits à cette fin.

6. - FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES

1.23 L'Assemblée générale, au paragraphe 5 du dispositif de sa résolution 3460 (XXX), en date du 11 décembre 1975, a décidé que, pour le moment, les dépenses d'administration du Fonds spécial des Nations Unies seraient imputées sur le budget ordinaire. Un crédit de 121 200 dollars a été ouvert pour l'exercice biennal 1976-1977 pour permettre de couvrir les dépenses administratives du Fonds jusqu'au 30 avril 1977. Au moment où le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979 a été établi, ni la conférence d'annonces de contributions envisagée pour le Fonds ni la cinquième session de son conseil des gouverneurs (prévue du 28 mars au 8 avril 1977) n'avaient encore eu lieu. En conséquence, le Secrétaire général ne demande pas de crédits pour couvrir les dépenses administratives du Fonds pour 1978-1979, en attendant que l'Assemblée générale prenne une décision sur la future orientation de celui-ci, à sa trente-deuxième session.

7. - CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

TABLEAU 1.15. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	593,9	38,1	506	154,6	698,7	1 292,6
Personnel temporaire pour les réunions	293,3	1,5	-	45,7	47,2	340,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	254,8	315,7	(563,5)	1	(246,8)	8
Consultants	41,5	0,2	8,3	7,8	16,3	57,8
Heures supplémentaires	2,4	0,1	2,5	0,8	3,4	5,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	6,6	0,6	-	-	0,6	7,2
Autres dépenses communes de personnel	190,8	(20,4)	136,6	42,8	159	349,8
Frais de voyage des représentants	29,3	0,3	-	4,6	4,9	34,2
Frais de voyage du personnel	121,9	(0,5)	13,6	20,9	34	155,9
Frais généraux de fonctionnement	8	(0,3)	-	1,2	0,9	8,9
Communications	34	(0,9)	21,9	8,6	29,6	63,6
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	2,2	(0,5)	-	0,2	(0,3)	1,9
Fournitures et accessoires	38,9	(0,9)	38	11,8	48,9	87,8
Total	1 617,6	333	163,4	300	796,4	2 414

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 950,6	163,4	-	42,2	205,6	10,5 % ^{a/}

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	2 414
	624,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	3 038,2

a/ Si l'on faisait abstraction des éléments de croissance dus au fait que des dépenses précédemment couvertes par la FAO et la Banque mondiale sont désormais imputées sur le budget ordinaire de l'ONU, le taux d'accroissement des ressources serait de 5,1 p. 100.

TABLEAU 1.16. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Conseil mondial de l'alimentation

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	-	1	2	1	2	2
Administrateur général (D-1)	-	1	1	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	6	-	-	4	6
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	7	3	-	6	7
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Total	9	17	6	1	15	18
Agents des services généraux :						
1ère classe	3	4	1	-	4	4
Autres classes	7	14	4	-	11	14
Total	10	18	5	-	15	18
TOTAL GENERAL	19	35	11	1	30	36

7. - CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

1.24 Le sous-programme, les éléments de programme et les produits prévus par le Conseil pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme. Coordination de l'action internationale visant à lutter contre la faim

a) Pourcentage des ressources du programme : 100.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 488, 490 à 492, 496 à 500.

c) Eléments de programme :

i) Services de secrétariat.

Produit : Elaboration d'études, de rapports et de documents; service des sessions annuelles du Conseil mondial de l'alimentation.

ii) Coordination des politiques.

1.25 A sa première session, en juin 1975, le Conseil mondial de l'alimentation a convenu qu'il aurait pour principales fonctions : "a) d'observer de façon continue la situation alimentaire mondiale sous tous ses aspects, y compris l'action qu'exercent les organismes internationaux et les gouvernements pour mettre au point des solutions à long et à court terme aux problèmes alimentaires; b) de considérer l'ensemble de la situation alimentaire et de

déterminer, en vertu de son rôle de coordonnateur, si la stratégie alimentaire mondiale était globalement saine; c) de déceler les grippages, les lacunes et les secteurs névralgiques; d) enfin, d'utiliser de son influence morale par voie de persuasion pour faire opérer les améliorations nécessaires"¹.

1.26 A sa deuxième session, en juillet 1976, le Conseil a réexaminé son programme de travail et, outre les problèmes de fond rappelés au paragraphe 1.25 ci-dessus, a ajouté à son programme de travail deux autres éléments de la stratégie esquissée à la Conférence mondiale de l'alimentation, à savoir la nutrition et le commerce des denrées alimentaires, et a également décidé de procéder à une évaluation destinée à établir s'il était possible d'éliminer la faim et la malnutrition en 10 ans et à déterminer les incidences d'une telle entreprise. Le Conseil a évoqué en outre la nécessité pour le secrétariat de suivre de plus près l'évolution de la situation relative aux facteurs de production agricoles.

1.27 On pense qu'à sa troisième session, en juin 1977, le Conseil recommandera de nouvelles initiatives qui devraient aboutir à des progrès notables dans les domaines de la nutrition, de l'aide alimentaire, de la sécurité alimentaire, de la production alimentaire et du commerce de denrées alimentaires, ainsi qu'à l'adoption d'une vaste stratégie pour

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément No 19 (A/10019), p. 18.

l'élimination de la faim et de la malnutrition. Le Conseil doit également adopter des recommandations aux fins de la réalisation d'objectifs précis au cours du présent exercice biennal, y compris un objectif d'un million de tonnes pour l'aide alimentaire, la constitution de la réserve d'urgence de céréales alimentaires (500 000 tonnes) proposée par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire et une augmentation substantielle des apports extérieurs en vue de l'accroissement de la production alimentaire dans les pays en développement.

1.28 Pour s'acquitter de ce mandat, le Conseil mondial de l'alimentation a besoin d'un secrétariat capable d'effectuer des analyses et d'en tirer des conclusions judicieuses, et qui puisse ainsi observer de façon continue et évaluer avec précision les progrès éventuellement accomplis par les organismes des Nations Unies ou les gouvernements en vue de la solution des problèmes alimentaires ou de la réalisation de l'un ou l'autre des objectifs susmentionnés. Pour que le Conseil soit en mesure d'établir les analyses et recommandations efficaces que l'on attend de lui, son secrétariat doit pouvoir compter sur les services de personnel compétent spécialisé dans chacun des principaux aspects des problèmes alimentaires signalés par le Conseil.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Transformation en postes permanents de postes antérieurement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire

1.29 Dans le premier rapport sur l'exécution du budget et du programme pour l'exercice biennal 1976-1977, le Secrétaire général a indiqué que, du fait de la décision prise par le Conseil de la FAO en juin 1976 de cesser de fournir un appui administratif et financier au Conseil mondial de l'alimentation à la date du 31 décembre 1976, il fallait ouvrir des crédits au budget ordinaire pour couvrir le coût de 9 postes antérieurement financés par la FAO (un poste D-2, un poste D-1, 2 postes P-4 et 5 postes d'agent des services généraux, dont un poste d'agent de 1re classe). Un crédit était aussi demandé pour couvrir le coût d'un poste P-4 financé exceptionnellement en 1976 par la Banque mondiale. Il était également demandé d'ajouter 6 postes (2 postes P-5, un poste P-4 et 3 postes d'agent des services généraux) à l'effectif du personnel du Conseil mondial de l'alimentation. Ces postes étaient nécessaires pour permettre au Conseil d'exécuter le programme de travail qu'il avait arrêté lors de ses deux premières sessions.

1.30 L'Assemblée générale, sur l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, a approuvé l'inscription au budget ordinaire des 10 postes précédemment financés par la FAO et la Banque mondiale et l'ouverture d'un crédit pour recruter du personnel temporaire (2 P-5 et un agent des services généraux). Le Secrétaire général demande que ces 13 postes soient transformés en postes permanents, car ils correspondent à des besoins permanents.

Postes nouveaux

1.31 On demande également que soit approuvée la création de 3 nouveaux postes (un P-4 et 2 postes d'agent des services généraux) qui avaient déjà été demandés dans le

rapport sur l'exécution du budget et du programme et qui sont nécessaires pour doter le Conseil mondial de l'alimentation de personnel spécialisé et de secrétaires supplémentaires.

1.32 On compte que la Banque mondiale maintiendra son appui administratif et financier au Conseil mondial de l'alimentation (prêt d'un poste D-2 financé par la Banque pour le Sous-Directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation).

Autres dépenses

1.33 Le Conseil doit entretenir des relations de travail étroites avec les organisations et les gouvernements et doit participer aux grandes conférences et réunions internationales se rapportant directement aux problèmes alimentaires. Il devra de temps à autre faire appel aux services de consultants de haut niveau, selon la complexité et l'importance des questions en jeu lorsque, du fait des effectifs limités de son secrétariat, il s'avérera qu'il ne dispose pas des compétences spécialisées qui seraient nécessaires. En conséquence, il est prévu d'augmenter de 13 600 dollars et 8 300 dollars respectivement le montant des crédits au titre des frais de voyage et des services de consultant.

1.34 Par suite de la décision de la FAO mentionnée au paragraphe 1.29 ci-dessus, des augmentations de crédit sont également demandées au titre des communications (21 900 dollars) ainsi que des fournitures et accessoires (38 000 dollars). Aucun crédit n'est actuellement demandé pour la location de locaux; on attend en effet de connaître le résultat des entretiens qui étaient en cours entre l'ONU et la FAO au moment de l'établissement des présentes propositions relatives au budget-programme.

8. — FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

1.35 En application de la résolution 3348 (XXIX) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a convoqué en 1975 une réunion des pays qui s'intéressaient à la création d'un fonds international de développement agricole, réunion au cours de laquelle a été constitué un groupe de travail *ad hoc* chargé d'étudier un projet d'articles pour un accord sur la création du fonds et de faire rapport sur la question.

1.36 A sa trentième session, l'Assemblée générale a ouvert un crédit de 376 700 dollars aux fins suivantes : troisième réunion des pays intéressés par la création du fonds, tenue du 28 janvier au 6 février 1976 (88 100 dollars); Conférence de plénipotentiaires sur la création du Fonds international de développement agricole, tenue du 10 au 13 juin 1976 (22 000 dollars) et Commission préparatoire du Fonds (266 600 dollars). Ces deux derniers montants étaient considérés comme des avances consenties au Fonds, qui seraient remboursées à l'Organisation des Nations Unies dès que le Fonds commencerait à fonctionner et disposerait de ressources suffisantes à cette fin.

1.37 Un crédit additionnel de 52 000 dollars a été demandé à l'Assemblée générale à sa trente et unième session pour couvrir un dépassement de crédit imputable au fait que la Conférence de plénipotentiaires avait duré plus longtemps qu'on ne le prévoyait. Bien que l'Assemblée

générale n'ait pas expressément approuvé cette demande, le Secrétaire général a viré au budget de la Commission préparatoire un montant de 50 500 dollars prélevé sur d'autres crédits ouverts au chapitre premier, de façon à compenser en partie le dépassement de crédit mentionné plus haut.

1.38 Le Fonds n'a pas encore commencé à fonctionner, mais l'objectif d'un milliard de dollars fixé pour les annonces de contributions et dont la réalisation était considérée comme nécessaire à l'institution du Fonds a été dépassé et les articles de l'accord relatif à sa création officielle sont actuellement ouverts à la ratification. En

conséquence, il n'est pas demandé de crédits au budget ordinaire pour ce programme pour l'exercice biennal 1978-1979.

9. - COMITE SPECIAL DE LA RESTRUCTURATION DES SECTEURS ECONOMIQUE ET SOCIAL DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

1.39 Un crédit de 11 800 dollars a été ouvert pour ce comité pour l'exercice biennal en cours. Un crédit sera demandé en temps utile pour l'exercice 1978-1979 s'il est décidé de proroger le mandat du Comité au-delà de 1977.

B. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 1.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1976-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
9 363,7	(227,3)	(2,4)	228,3	2,4	577,2	6,2	578,2	6,2	9 941,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 136,4	228,3	14,5	184,2	398	4,4 %

2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 9 941,9

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

5 172,1

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 15 114

TABLEAU 1.18. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977		Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %			
			Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			Dollars	%	
Direction exécutive et administration :													
1. Le Secrétaire général	479,7	2,3	11,4	6,2	29,9	6,7	32,6	6,7	73,7	15,4	553,4	3,1	
2. Cabinet du Secrétaire général	2 796,7	14,1	395,5	2,9	81,6	8,8	246,6	8,8	723,7	25,8	3 520,4	4,6	
3. Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	1 273,7	(9,8)	(125,5)	5,4	69,8	6,9	88,4	6,9	32,7	2,5	1 306,4	14,4	
4. Cabinet des Secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales	1 037,8	(3,6)	(37)	1,7	18,4	7,1	73,7	7,1	55,1	5,3	1 092,9	2,8	
5. Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales	408,8	(1,7)	(7,1)	-	-	29,7	7,2	22,6	22,6	5,5	431,4	-	
Assistance à la Zambie	168,2	(100)	(168,2)	-	-	-	-	(168,2)	(100)	-	-	-	
Assistance au Mozambique	265	(100)	(265)	-	-	-	-	(265)	(100)	-	-	-	
6. Bureau des affaires interorganisations et de la coordination	1 161,8	(1,9)	(1,9)	2,2	26,6	7,3	85,6	7,3	110,3	9,4	1 272,1	3,1	
7. Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève	1 772 ^{a/}	(1,6)	(29,3)	0,1	2	1,2	20,6	1,2	(6,7)	(0,4)	1 765,3	0,1	
Total	9 363,7	(27,3)	(24,4)	2,4	228,3	6,2	577,2	6,2	578,2	6,2	9 941,9	4,4	

^{a/} Non compris 158 000 dollars désormais inscrits au chapitre 22 H [Division des services généraux (Genève)].

TABEAU 1.19. - DEPENSES NON RENOUVELABLES
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : Direction exécutive et administration

1976-1977		1978-1979	
Le Secrétaire général Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale :	15,1	Le Secrétaire général : Gros travaux de réparation dans la résidence du Secrétaire général	14,5
Secrétariat du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	109,9		
Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales :			
Assistance à la Zambie	168,2		
Assistance au Mozambique	265		
	558,2		14,5

1. - LE SECRETAIRE GENERAL

TABEAU 1.20. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	123,7	8,4	-	10,1	18,5	142,2
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	45	-	-	-	-	45
Autres dépenses communes de personnel	1,2	(1,2)	-	-	(1,2)	-
Versements à titre gracieux	3,9	(3,9)	-	-	(3,9)	-
Prestations de survivant à verser aux personnes qui étaient à la charge de l'ancien Secrétaire général	46,9	8	-	-	8	54,9
Frais de voyage du personnel	120,6	4,3	-	9,5	13,8	134,4
Location en entretien des locaux	68	2,4	14,5	6,9	23,8	91,8
Résidence du Secrétaire général	10	(10)	-	-	(10)	-
Dépenses de représentation	52	2,6	15,4	5,4	23,4	75,4
Mobilier et matériel	8,4	0,6	-	0,7	1,3	9,7
Total	479,7	11,2	29,9	32,6	73,7	553,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
490,9	29,9	14,5	-	15,4	3,1 %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	553,4
----------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	651,2
--	-------

TABLEAU 1.21. — DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : le Secrétaire général

1976-1977		1978-1979	
Versements à titre gracieux	3,9	Gros travaux de réparation dans la résidence du Secrétaire général	14,5
Remise à neuf de la résidence du Secrétaire général	10		
Dépenses communes de personnel	1,2		
	15,1		14,5

1. — LE SECRETAIRE GENERAL

1.40 Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation, et la Charte lui confère une large gamme de responsabilités. Dans le cadre de son mandat, le Secrétaire général prend des décisions de sa propre initiative. Il s'acquitte également des fonctions dont il est chargé par les organes principaux autres que le Secrétariat. Il donne aux départements, services et autres unités administratives du Secrétariat des directives sur la politique à suivre dans l'exécution de leurs tâches, définit les orientations des programmes et autres éléments de l'Organisation et en assure la coordination. En outre, en tant que président du Comité administratif de coordination, il joue un rôle de coordination au sein du système des Nations Unies. Les services relevant directement du Secrétaire général dont il est question dans le présent chapitre l'aident à s'acquitter de ses responsabilités dans leurs domaines de compétence respectifs.

1.41 Les crédits demandés à la présente rubrique correspondent au traitement et aux indemnités du Secrétaire général, tels qu'ils ont été fixés par l'Assemblée générale dans sa résolution 31/208 du 22 décembre 1976, au coût de ses voyages officiels, aux dépenses relatives à sa résidence officielle, aux dépenses de représentation qu'il est appelé à engager à l'occasion des visites que lui rendent les chefs d'Etat, et aux frais de remplacement de sa voiture officielle.

1.42 Conformément à la résolution 31/208 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1976, le traitement brut du Secrétaire général a été porté à 110 650 dollars, à compter du 1er janvier 1977.

1.43 En outre, conformément aux dispositions de la résolution 31/208 de l'Assemblée générale concernant le montant maximal de la pension de retraite du Secrétaire général, les prestations de survivant payables pendant l'exercice biennal aux personnes qui étaient à la charge de l'ancien Secrétaire général ont été portées à 54 900 dollars.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Location et entretien des locaux

1.44 Une augmentation de crédit de 14 500 dollars est demandée pour effectuer de gros travaux de réparation dans la résidence du Secrétaire général.

Dépenses de représentation

1.45 Une augmentation de crédit de 15 400 dollars est demandée pour les dépenses de représentation qu'occasionnent les visites de chefs d'Etat au Siège de l'Organisation. Cette augmentation est imputable à l'accroissement considérable du nombre de ces visites depuis 1976.

2. - CABINET DU SECRETAIRE GENERAL

TABLEAU 1.22. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 855,8	283,6	62	168,2	513,8	2 369,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2,3	-	-	0,2	0,2	2,5
Consultants	16,8	0,4	-	1,3	1,7	18,5
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	107,4	3,7	-	8,5	12,2	119,6
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	10,8	-	-	-	-	10,8
Autres dépenses communes de personnel	585,5	100,7	19,6	51,2	171,5	757
Frais de voyage du personnel	175,7	5,8	-	13,8	19,6	195,3
Imprimerie et reliure	23	0,7	-	1,8	2,5	25,5
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1	-	-	0,1	0,1	1,1
Fournitures et accessoires	18,4	0,6	-	1,5	2,1	20,5
Total	2 796,7	395,5	81,6	246,6	723,7	3 520,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 192,2	81,6	-	67,4	149	4,6 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs

3 520,4

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

1 982,4

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

5 502,8

TABLEAU 1.23. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Cabinet du Secrétaire général

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	4	4	-	-	4	4
Administrateur général (D-1)	4	4	-	-	4	4
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	5	-	-	3	5
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	4	4	-	-	4	4
Total	23	25	-	-	23	25
Agents des services généraux :						
1ère classe	6	6	-	-	6	6
Autres classes	23	24	-	-	23	24
Total	29	30	-	-	29	30
Autres catégories :						
Travailleurs manuels	1	1	-	-	1	1
Service de sécurité	1	1	-	-	1	1
Total	2	2	-	-	2	2
TOTAL GENERAL	54	57	-	-	54	57

2. - CABINET DU SECRETAIRE GENERAL

1.46 Les fonctionnaires du Cabinet du Secrétaire général aident ce dernier à définir la politique générale et à assurer la direction exécutive, la coordination et l'exécution des travaux du Secrétariat, et le secondent dans ses relations avec les gouvernements, les délégations, la presse et le public. Le Cabinet du Secrétaire général comprend aussi la Section du protocole et de la liaison.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux

1.47 Le volume de travail du Cabinet du Secrétaire général s'est considérablement accru au cours des deux dernières années, en particulier pour ce qui est du volume de la correspondance, des contacts avec les divers départe-

tements du Secrétariat à propos de questions de fond, et du nombre des réunions intergouvernementales et non gouvernementales auxquelles le Cabinet doit être représenté. Pour remédier dans une certaine mesure à cet état de choses et pour permettre un examen plus approfondi des questions dont s'occupent les collaborateurs immédiats du Secrétaire général, un nouveau poste P-3 est demandé.

1.48 La Section du protocole et de la liaison a, depuis sa création - époque à laquelle l'Organisation ne comptait que 55 Etats Membres - le même tableau d'effectifs. Le volume de travail général de la Section a presque triplé depuis, du fait du nombre accru des conférences, sessions extraordinaires et autres réunions internationales qui, d'un bout de l'année à l'autre, sont organisées au Siège. Il est donc demandé de renforcer le personnel de la Section en créant un nouveau poste d'attaché de liaison (P-3) et un nouveau poste d'agent des services généraux (G-2).

3. - CABINET DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES ET AUX AFFAIRES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

TABLEAU 1.24. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	855,4	(38,3)	52,8	64	78	933,4
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	88,7	(82,5)	-	0,5	(82)	6,7
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	37,9	0,7	-	3	3,7	41,6
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2
Autres dépenses communes de personnel	267,2	(5,4)	17	19,7	31,3	298,5
Frais de voyage du personnel	12,8	0,4	-	1	1,4	14,2
Imprimerie et reliure	2	0,1	-	0,2	0,3	2,3
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,5	-	-	-	-	0,5
Total	1 273,7	(125,5)	69,8	88,4	32,7	1 306,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 148,2	69,8	-	96,4	166,2	14,4 %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	1 306,4

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	1 124,8
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 431,2

TABLEAU 1.25. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	3	-	-	1	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	1	-	-	2	1
Total	11	12	-	-	11	12
Agents des services généraux :						
1ère classe	2	3	-	-	2	3
Autres classes	5	5	-	-	5	5
Total	7	8	-	-	7	8
TOTAL GENERAL	18	20	-	-	18	20

TABLEAU 1.26. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale

1976-1977		1978-1979	
Secrétariat du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien		Néant	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	82,7		
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	0,5		
Dépenses communes de personnel	26,7		
	109,9		-

3. — CABINET DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES ET AUX AFFAIRES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

1.49 Le Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale est chargé de la direction exécutive et de l'administration de toutes les activités relatives à l'organisation et au déroulement des sessions de l'Assemblée générale, ainsi que de l'exécution des tâches politiques ou autres que peut lui confier le Secrétaire général. Les fonctions et responsabilités du Cabinet sont exposées en détail dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 1.47 et 1.48).

1.50 Le Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale est également chargé d'assurer le secrétariat du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et un crédit de 109 900 dollars, réparti comme suit, a été ouvert à cette fin pour l'exercice biennal 1976-1977 : 82 700 dollars pour le personnel temporaire, 500 dollars pour les heures supplémentaires et 26 700 dollars pour les dépenses communes de personnel. Les crédits qui pourraient s'avérer nécessaires pour permettre au Cabinet de s'acquitter de cette tâche en 1978-1979 seront demandés à l'Assemblée générale lors de sa trente-deuxième session, conformément à la procédure établie.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Postes nouveaux

1.51 Il est demandé de créer trois postes nouveaux (deux

postes P-5 et un poste G-5). En revanche un poste P-2 serait supprimé.

1.52 Les travaux qu'entraîne la liste des orateurs à l'Assemblée générale et dans les grandes commissions ont jusqu'ici été assurés, selon les besoins, par des administrateurs possédant les connaissances linguistiques nécessaires, détachés temporairement d'autres services pendant les périodes de pointe. Le volume de travail s'est considérablement accru par suite de l'augmentation du nombre des membres, des questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et des séances plénières. Il est demandé de créer un nouveau poste P-5 pour assurer la supervision continue et efficace des travaux relatifs à la liste des orateurs ainsi que le bon déroulement du débat général et des autres débats en séance plénière. Le poste d'agent des services généraux nécessaire pour un(e) secrétaire serait prélevé sur les postes dont le Cabinet du Secrétaire général adjoint dispose.

1.53 La Section de la planification et de l'édition des documents est chargée d'éditer toute la documentation de l'Assemblée générale (exception faite des documents de travail des grandes commissions), y compris le rapport annuel du Secrétaire général et les rapports présentés à l'Assemblée par tous les organes principaux et subsidiaires. Afin d'assurer le bon fonctionnement de la Section et, de ce fait, la publication en temps voulu des documents de l'Assemblée générale, et pour que la structure de la Section corresponde à celle des autres sections d'édition du Secrétariat, il est demandé de créer un poste P-5 supplémentaire. En outre, étant donné l'augmentation notable du volume de travail et pour décharger les éditeurs de certaines tâches de commis dont ils doivent actuellement s'acquitter, il est demandé de créer un poste G-5 supplémentaire pour un assistant d'édition.

4. - CABINET DES SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS AUX AFFAIRES POLITIQUES SPECIALES

TABLEAU 1.27. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	763,4	(48,4)	14	54,1	19,7	783,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2,3	-	-	0,2	0,2	2,5
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	15,4	0,5	-	1,2	1,7	17,1
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	18	(0,8)	-	-	(0,8)	17,2
Autres dépenses communes de personnel	218,2	11	4,4	16,6	32	250,2
Frais de voyage du personnel	20	0,7	-	1,6	2,3	22,3
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,5	-	-	-	-	0,5
Total	1 037,8	(37)	18,4	73,7	55,1	1 092,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 000,8	18,4	-	10,2	28,6	2,8 %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	1 092,9
	558,7
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 651,6

TABLEAU 1.28. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Cabinet des Secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	2	2	-	-	2	2
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	7	7	-	-	7	7
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	5	6	-	-	5	6
Total	8	9	-	-	8	9
TOTAL GENERAL	15	16	-	-	15	16

4. – CABINET DES SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS AUX AFFAIRES POLITIQUES SPECIALES

1.54 Les attributions de ce cabinet consistent à exécuter toutes tâches spéciales, principalement dans le domaine politique, que peut lui confier le Secrétaire général, soit en application de résolutions du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, soit dans l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu de la Charte. Au moment où le présent projet a été établi, ces tâches comprenaient la supervision de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, de la Force d'urgence des Nations Unies, de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant, de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan. Le Cabinet s'occupe aussi des activités

visant à favoriser un règlement pacifique des problèmes au Moyen-Orient et à Chypre, notamment de la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient et de la mission de bons offices du Secrétaire général pour Chypre.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux

1.55 On s'attend que les événements de 1977 obligeront presque certainement à revoir, avec l'aide du Service de gestion administrative, la structure générale du Cabinet des Secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales. Le Secrétaire général ne demande donc à ce stade qu'un poste supplémentaire d'agent des services généraux (G-2) pour un(e) secrétaire, mais il se peut qu'il ait à présenter plus tard en 1977 des propositions nouvelles et de portée plus vaste.

5. - CABINET DU SOUS-SECRETAIRE GENERAL
AUX QUESTIONS POLITIQUES SPECIALES

TABLEAU 1.29. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	191,7	5,9	-	15,1	21	212,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	97	3,1	-	7,6	10,7	107,7
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	3,5	0,1	-	0,3	0,4	3,9
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2
Autres dépenses communes de personnel	80,5	(17,1)	-	4,6	(12,5)	68
Frais de voyage du personnel	26,4	0,9	-	2,1	3	29,4
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,5	-	-	-	-	0,5
Total	408,8^{a/}	(7,1)	-	29,7	22,6	431,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
401,7	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	431,4
	179,5
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	610,9

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

a/ Non compris les crédits ouverts pour les programmes d'assistance des Nations Unies à la Zambie et au Mozambique (voir par. 1.58 ci-après).

TABLEAU 1.30. - POSTES PERMANENTS NECESAIRES

Unité administrative : Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2ème classe (F-3)	1	1	-	-	1	1
Total	2	2	-	-	2	2
Agents des services généraux :						
1ère classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	2	2	-	-	2	2
Total	3	3	-	-	3	3
TOTAL GENERAL	5	5	-	-	5	5

5. - CABINET DU SOUS-SECRETARE GENERAL
AUX QUESTIONS POLITIQUES SPECIALES

1.56 Le Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales a pour tâches d'aider à conseiller le Secrétaire général au sujet de certaines questions politiques et de s'acquitter de missions diplomatiques et autres tâches au nom du Secrétaire général, selon que de besoin. Les attributions précises du Cabinet sont exposées en détail dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 1.57).

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

1.57 Il n'est pas prévu d'augmentation de crédit à ce titre.

1.58 Le Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales assume également des responsabilités concernant la coordination des activités du programme d'assistance des Nations Unies à la Zambie et du programme d'assistance des Nations Unies au Mozambique, pour lesquels des crédits de 168 200 dollars et 265 000 dollars, respectivement, ont été ouverts pour 1976-1977. Ces crédits sont considérés comme correspondant à des dépenses non renouvelables et ne sont pas inclus dans le montant total des crédits ouverts figurant plus haut dans le tableau 1.29. Tous autres crédits qui pourraient devenir nécessaires pour ces programmes seront demandés à l'Assemblée générale, lors de sa trente-deuxième session.

6. - BUREAU DES AFFAIRES INTERORGANISATIONS
ET DE LA COORDINATION

TABLEAU 1.31. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	808,6	28,2	20,2	62,7	111,1	919,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	18,1	0,7	-	1,4	2,1	20,2
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	4,5	0,2	-	0,3	0,5	5
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2
Autres dépenses communes de personnel	300,1	(31,9)	6,4	19,6	(5,9)	294,2
Frais de voyage du personnel	20,8	0,9	-	1,6	2,5	25,3
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,5	-	-	-	-	0,5
Total	1 161,8	(1,9)	26,6	85,6	110,3	1 272,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 159,9	26,6	-	10,2	36,8	3,1 %

2) Fonds extra-budgetaires

Total, coûts directs	1 272,1
----------------------	---------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	708
--	-----

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 980,1
--	---------

TABLEAU 1.32. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Bureau des affaires interorganisations et de la coordination

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	2	-	-	1	2
Administrateur hors classe (P-5)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	11	11	-	-	11	11
Agents des services généraux :						
1ère classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	5	6	-	-	5	6
Total	7	8	-	-	7	8
TOTAL GENERAL	18	19	-	-	18	19

6. - BUREAU DES AFFAIRES INTERORGANISATIONS ET DE LA COORDINATION

1.59 Les attributions, responsabilités et objectifs du Bureau des affaires interorganisations et de la coordination demeurent, pour l'essentiel, ceux qui étaient indiqués dans le projet de budget-programme pour l'exercice 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 1.60 et 1.61).

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Postes nouveaux

1.60 Outre l'établissement de toute la documentation nécessaire au Comité administratif de coordination (CAC), la plupart des travaux découlant des réunions périodiques dudit comité, les conférences internationales dont le Bureau doit assurer le service, ainsi que des tâches spéciales, entraînent pour les administrateurs un travail de rédaction considérable. Le rapport actuel entre le nombre d'administrateurs et de secrétaires est de 11:6. Pour remédier à cette situation, il faudrait un poste de secrétaire (G-2) de plus.

Reclassement de postes

1.61 Il est proposé de reclasser un poste d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1), compte tenu d'une évaluation des attributions qui s'attachent à ce poste et des nouvelles tâches spéciales qui viennent d'être assignées à son titulaire. Celui-ci, qui relève directement du Secrétaire général adjoint, s'est vu confier des responsabilités importantes du point de vue de la coordination interorganisations, en particulier dans le domaine du développement économique et des institutions. Il doit notamment fournir un appui de fond aux organes intergouvernementaux de l'ONU pour les aider à formuler les décisions touchant le développement et les institutions qui visent l'ensemble du système, et il doit également assurer la liaison entre ces organes et les organisations du système des Nations Unies qui doivent donner effet aux directives de politique générale émanant d'entre eux. Durant l'exercice biennal 1976-1977, dans le cadre de ces responsabilités, le titulaire de ce poste a notamment été secrétaire d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, et il a fourni un appui de fond aux efforts de restructuration des Nations Unies et lors de la négociation de l'accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole.

7. - CABINET DU DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE
 DES NATIONS UNIES A GENEVE

TABLEAU 1.33. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En millions de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 329,2	(8,8)	-	14	5,2	1 334,4
Personnel temporaire pour les réunions	9,7	0,1	-	0,4	0,5	10,2
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	2,5	0,2	-	-	0,2	2,7
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	10,4	-	-	-	-	10,4
Autres dépenses communes de personnel	363,9	(21,3)	-	3,5	(17,8)	346,1
Frais de voyage du personnel	53,3	0,5	-	2,4	2,9	56,2
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	3	-	2	0,3	2,3	5,3
Total	1 772^{a/}	(29,3)	2	20,6	(6,7)	1 765,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 742,7	2	-	-	2	0,1 %

 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 765,3
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	520,9
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 286,2
--	---------

a/ Non compris 158 000 dollars désormais inscrits au chapitre 22 N / Division des services généraux (Genève)

TABLEAU 1.34. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	2	2	-	-	2	2
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	11	11	-	-	11	11
Agents des services généraux :						
1ère classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	8	8	-	-	8	8
Total	11^{a/}	11	-	-	11	11
TOTAL GENERAL	22	22	-	-	22	22

a/ Non compris 3 postes d'agent des services généraux désormais inscrits au chapitre 22 H.

7. - CABINET DU DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE

1.62 Les objectifs de ce cabinet demeurent, pour l'essentiel, les mêmes que pour l'exercice biennal précédent et que ceux indiqués dans le manuel sur l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, Section S). Le Secrétaire général adjoint, directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, représente le Secrétaire général dans les relations avec les autorités fédérales, cantonales et municipales suisses, les missions permanentes et d'autres services officiels installés à Genève, ainsi que les autres organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales ayant leur siège en Europe; il assure des fonctions de liaison au nom du Secrétaire général; il s'acquitte des tâches politiques spéciales qui lui sont confiées; il assure l'administration du Palais des Nations et la direction d'ensemble de l'Office des Nations Unies à Genève.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)

1.63 Une augmentation de crédit de 2 000 dollars est prévue pour couvrir les dépenses de représentation supplémentaires résultant des responsabilités (liaison, protocole et coordination) des fonctionnaires de rang supérieur qui ne perçoivent pas d'indemnités de représentation.

Transfert de postes

1.64 Bien que le Groupe des télécommunications relève du Cabinet du Directeur général sur le plan administratif, les crédits demandés pour le Groupe seront dorénavant, conformément aux principes de la budgétisation par programmes, inclus dans le budget de la Division des services généraux. En conséquence, des crédits d'un montant total de 158 000 dollars, comprenant 133 000 dollars pour les traitements et dépenses communes de personnel correspondant à 3 postes d'agent des services généraux et 25 000 dollars pour les heures supplémentaires, sont désormais inscrits au chapitre 22 H.

TITRE II

AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX

CHAPITRE 2. – AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX

TABLEAU 2.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
48 331,9 ^{a/}	(3 635)	(7,5)	1 682,3	3,4	4 180,1	8,6	2 227,4	4,6	50 559,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
44 696,9	1 682,3	1 275,8	44,4	450,9	1 %

2) Fonds extra-budgétaires

<p>a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u></p> <p>Assistance des Nations Unies à l'Indochine (traitements, dépenses communes de personnel, frais de voyage, frais généraux de fonctionnement et matériel)</p> <p style="text-align: right;">Total a)</p>	<p>Fonds prévus pour 1978-1979</p> <p style="text-align: center;">322</p> <p style="text-align: center;">322</p>	
<p>b) <u>Projets opérationnels</u></p> <p>Assistance des Nations Unies à l'Indochine</p> <p>Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (secours, services sanitaires, enseignement et autres dépenses)</p> <p style="text-align: right;">Total b)</p> <p style="text-align: right;">Total, a) et b)</p>	<p style="text-align: center;">8 000</p> <p style="text-align: center;">315 000</p> <p style="text-align: center;">323 000</p> <p style="text-align: center;">323 322</p>	
<p>Total, coûts directs</p>		<p>373 881,3</p>
<p>B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS</p>		<p>21 638,5</p>
<p>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</p>		<p>395 519,8</p>

^{a/} Aux fins de comparaison, comprend un crédit de 1 245 500 dollars précédemment inscrit au chapitre 22D [Bureau des services généraux (New York)].

TABLEAU 2.2. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale			
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%		
A. Organes directeurs	983,9	(16,2)	(1,6)	(126,2)	(12,8)	56,9	5,7	(95,5)	(8,6)	898,4	(13)
B. Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	4 789,5		-	1 150,3	24	57,7	1,2	(3 581,5)	(74,7)	1 208	-
C. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	7 481,6	314	4,1	135,2	1,8	562,2	7,5	1 011,4	13,5	8 493	1,9
D. Missions spéciales	26 259,2	2 485,6	9,4	512,2	1,9	2 614,1	9,9	5 611,9	21,3	31 871,1	1,4
E. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	8 817,7	(1 628,9)	(18,4)	10,8	0,1	889,2	10	(728,9)	(8,2)	8 088,8	0,1
Total	48 331,9	(3 635)	(7,5)	1 682,3	3,4	4 180,1	8,6	2 227,4	4,6	50 559,3	1

TABLEAU 2.3. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix

1976-1977		1978-1979	
Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer :		Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (secrétariat, 1978)	1 208
Secrétariat	1 936,2		
Quatrième session	824,3		
Cinquième session	950		
Sixième session	1 079	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan :	
Groupe d'experts chargé d'étudier la réduction des budgets militaires	113,7	Remplacement de mobilier de bureau et de matériel	95,8
Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences de la course aux armements	78,6	Programme quinquennal de remplacement des véhicules	29,7
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan :			
Indemnisation de la perte de deux avions appartenant à un contingent	1 213,4		
Question de la Côte française des Somalis	80		
Entretiens entre les deux communautés de Chypre	14		
Représentant spécial du Secrétaire général au Timor oriental	30		
Consultations du Secrétaire général au sujet du Sahara espagnol	34		
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient :			
Cotisations à la Caisse des pensions	999,8		
Frais de réinstallation	936,7		
	8 289,7		1 333,5

TABLEAU 2.4. - TABLEAU RECAPITULATIF DES COUTS INDIRECTS REPARTIS
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects provenant de	Coûts indirects imputés au chapitre 2																
	A			B			C						D			E	
	1	2	3	1	2	3	1	2	(a)	2	(a)	2	(a)	2	3		4
Chapitre 22.																	
Total	34,3																
A	594,0																
B	29,0	14,5	4,1														
C	129,9																
D	189,6																
E	59,9																
F																	
G																	
H																	
I																	
J																	
K																	
L																	
Chapitre 23.																	
Total	508,8	189,7	844,5														
A	175,8																
B	219,8																
C	1208,0																
D																	
E																	
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE 23.																	
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	21698,5	9330,3	20444,2	2673,7													
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	375881,3 ^{a/}	625,2	251,4	21,8													
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	3959519,8 ^{a/}	9795,5	2099,6	26995,5													

Sous des lettres et chiffres de la première colonne :

- Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux
- Chapitre 23. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion
- Bureau des services financiers (New York)
- Bureau des services de presse (New York)
- Bureau des services de planification intérieure des comptes
- Service d'application de la gestion
- Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
- Services administratifs et financiers (Genève)
- Division des services généraux (Genève)
- Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)
- Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
- Commissions diverses
- Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun

Sous des lettres et chiffres des lignes de colonne :

- Organes directeurs
1. Conférence de sécurité, ses comités et commissions
2. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
3. Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
4. Provisoire Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
- B. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité
- C. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité
1. Direction exécutive et administration
2. Programmes d'activités
- a) Centre des Nations Unies pour le désarmement
- b) Division des affaires politiques
- c) Division des affaires politiques
- d) Division des affaires politiques
- e) Division des affaires politiques
- f) Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales
- g) Programme d'experts chargé d'étudier la réduction des budgets militaires
- h) Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences de la course aux armements
- i) Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences de la course aux armements
- D. Missions spéciales
1. Organisation des Nations Unies chargée de la surveillance de la trêve en Palestine (Genève)
2. Groupe d'experts chargé de l'enquête sur les réfugiés de Palestine (Genève)
3. Service des Nations Unies chargé des communications (Genève)
4. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

^{a/} Dont 8 322 000 dollars au titre de l'assistance des Nations Unies à l'Indonésie.

Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix

2.1 Les parties A, B et C du présent chapitre correspondent au programme "Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité" du chapitre II du plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, vol. I, par. 140 à 188), dans lequel les objectifs globaux du programme ainsi que les stratégies, les produits et les effets probables de ses cinq sous-programmes sont également décrits. La partie D est mentionnée au chapitre III du plan (*ibid.*, par. 189). La plupart des activités décrites dans le présent chapitre sont de caractère continu. Les modifications apportées aux éléments de programme, le cas échéant, sont indiquées sous les unités administratives chargées d'exécuter les différentes activités du programme.

A. - Organes directeurs
TABLEAU 2.5. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
983,9	(16,2)	(1,6)	(126,2)	(12,8)	56,9	5,7	(85,5)	(8,6)	898,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
967,7	(126,2)	-	-	(126,2)	(13) %

 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	898,4
----------------------	-------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

13 848,2

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	14 746,6
--	----------

TABLEAU 2.6. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale			
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%		
1. Le Conseil de sécurité, ses comités et commissions	613,4	20,7	3,3	(53,3)	(8,6)	44,4	7,2	11,8	1,9	625,2	(8,4)
2. Conférence du Comité du désarmement	327,1	(19)	(5,8)	(68,2)	(20,8)	11,5	4,8	(75,7)	(23,1)	251,4	(22,1)
3. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	24,6	0,9	3,6	(4,7)	(19,1)	1	4	(2,8)	(11,4)	21,8	(18,4)
Sous-Comité du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	11,8	(11,8)	-	-	-	-	-	(11,8)	-	-	-
Groupe de travail des Nations Unies chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	7	(7)	-	-	-	-	-	(7)	-	-	-
Total	983,9	(16,2)	(1,6)	(126,2)	(12,8)	56,9	5,7	(85,5)	(8,6)	898,4	(13)

A. - Organes directeurs

2.2 Le programme de travail et les prévisions budgétaires figurant dans cette partie du présent chapitre ont trait aux organes qui sont chargés de formuler la politique à suivre en ce qui concerne les questions politiques et le maintien de la paix.

2.3 Le soin de fournir les services fonctionnels nécessaires à ces organes incombe au Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, pour lequel des crédits sont demandés dans la partie C du présent chapitre. Les crédits à prévoir pour assurer les services de conférence nécessaires à New York et à Genève sont inclus dans le total des crédits demandés au chapitre 23 A et B.

2.4 Outre les services à fournir aux organes énumérés dans les tableaux 2.7, 2.8 et 2.9 ci-dessous, il faudra peut-être assurer le service des organes suivants dans les limites des ressources totales disponibles :

a) Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail (reconfirmé par la résolution 31/105 de l'Assemblée générale);

b) Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud;

c) Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation pour l'Afrique australe;

d) Commission du désarmement;

e) Comité spécial de l'océan Indien;

f) Comité *ad hoc* pour la Conférence mondiale du désarmement;

g) Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;

h) Commission d'observation pour la paix [reconfirmée par une décision prise par l'Assemblée générale à sa trentième session (A/PV.2430, p. 68)];

i) Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (reconfirmé par la résolution 31/15 C de l'Assemblée générale);

j) Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

1. - LE CONSEIL DE SECURITE, SES COMITES ET COMMISSIONS

TABLEAU 2.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépenses	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Imprimerie et reliure	613,4	20,7	(53,3)	44,4	11,8	625,2
Total	613,4	20,7	(53,3)	44,4	11,8	625,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
634,1	(53,3)	-	-	(53,3)	(8,4) %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	625,2
	9 130,3
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	9 755,5

1. - LE CONSEIL DE SECURITE, SES COMITES ET COMMISSIONS

2.5 Le Conseil de sécurité, l'un des organes principaux de l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'Article 7 de la Charte des Nations Unies, assume, aux termes de l'Article 24 de la Charte, la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité. Aux termes de l'Article 28, il est organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence et peut tenir des réunions à tous endroits autres que le Siège de l'Organisation qu'il juge les plus propres à faciliter sa tâche.

2.6 En vertu de l'Article 29, le Conseil de sécurité peut également créer les organes subsidiaires qu'il juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Ces organes, auxquels le Conseil a assigné un mandat d'une durée déterminée ou indéterminée, sont notamment :

- a) Le Comité d'experts créé par le Conseil de sécurité (décision du 17 janvier 1946);
 b) Le Comité d'admission de nouveaux membres, créé par le Conseil aux termes de l'article 59 de son règlement intérieur provisoire;
 c) Le Comité du Conseil de sécurité, créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud;

d) Le Comité d'experts des "micro-Etats" (décision du Conseil de sécurité du 29 août 1969);

e) Le Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie, créé en application de la résolution 283 (1970) du 29 juillet 1970;

f) Le Comité pour les réunions hors Siège du Conseil (décision du Conseil du 11 janvier 1972).

2.7 Le Comité d'état-major a été créé conformément à l'Article 47 de la Charte. Il se compose des chefs d'état-major des membres permanents du Conseil de sécurité ou de leurs représentants.

2.8 Le Comité pour les réunions hors Siège du Conseil n'a pas encore élaboré de directives générales qu'on puisse appliquer aux futures réunions du Conseil hors du Siège. Ce comité doit toutefois se réunir spécialement chaque fois que le Conseil de sécurité est saisi de propositions dans ce sens.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

2.9 Les crédits demandés au présent chapitre pour le prochain exercice biennal doivent permettre de couvrir le coût de l'impression par des entreprises commerciales des documents officiels du Conseil et de ses organes subsidiaires. Une diminution de dépenses de 53 300 dollars est prévue.

2. - CONFERENCE DU COMITE DU DESARMEMENT

TABLEAU 2.8. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	244,9	(20,2)	(68,2)	7,1	(81,3)	163,6
Frais de voyage : Personnel envoyé à des sessions	82,2	1,2	-	4,4	5,6	87,8
Total	327,1	(19)	(68,2)	11,5	(75,7)	251,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
308,1	(68,2)	-	-	(68,2)	(22,1) %
					-

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	251,4
	2 044,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 295,6

3. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

2. – CONFERENCE DU COMITE DU DESARMEMENT

2.10 La Conférence du Comité du désarmement est un organe permanent, composé de 31 Etats membres. Sa composition a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1722 (XVI) du 20 décembre 1961 et a ensuite été élargie par les résolutions 2602 B (XXIV) et 3261 B (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1969 et du 9 décembre 1974.

2.11 La Conférence a pour mandat d'entreprendre des négociations en vue d'aboutir à un accord en matière de désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

2.12 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a demandé à la Conférence de continuer à s'efforcer de parvenir à un accord sur l'interdiction totale des essais nucléaires et l'interdiction des armes chimiques (résolutions 31/66 et 31/65 du 10 décembre 1976, respectivement), et elle a également assigné à la Conférence un certain nombre d'autres tâches (résolutions 31/68, 31/72 et 31/74 du 10 décembre 1976).

2.13 En présumant que la Conférence poursuivra ses travaux en 1978 et en 1979 avec le même volume d'activité qu'en 1976 et 1977, le Secrétaire général demande pour les deux années à venir les crédits nécessaires pour que la Conférence se réunisse en tout six mois par an à Genève; il s'agit de couvrir les dépenses suivantes : *a*) coût du maintien du poste de représentant spécial du Secrétaire général à la Conférence (financé par des crédits prévus pour le personnel temporaire); et *b*) frais de voyage et indemnité de subsistance de quatre fonctionnaires des services organiques du Siège. Un crédit est prévu au chapitre 23 B [Service des conférences (Genève)] pour recruter du personnel temporaire pour assurer le service des réunions.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

2.14 Il est proposé de transformer en poste permanent le poste d'agent de 1ère classe des services généraux (G-5) actuellement financé par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, afin d'affecter un(e) secrétaire au fonctionnaire (P-4) du Centre pour le désarmement détaché du Siège à Genève pour assurer le service du Comité du désarmement. Si cette proposition est approuvée, ce poste serait inscrit au tableau d'effectifs du Centre pour le désarmement (voir plus loin, tableau 2.19).

3. - COMITE DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

TABEAU 2.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Heures supplémentaires	2,9	0,1	-	0,1	0,2	3,1
Frais de voyage des représentants	1,8	-	-	0,1	0,1	1,9
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	14,6	0,6	(4,7)	0,5	(3,6)	11
Autres voyages autorisés du personnel	4,5	0,2	-	0,3	0,5	5
Fournitures et accessoires	0,8	-	-	-	-	0,8
Total	24,6	0,9	(4,7)	1	2,8	21,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
25,5	(4,7)	-	-	(4,7)	18,4 %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	21,8
----------------------	------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	2 673,7
--	---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 695,5
--	---------

3. - COMITE DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

2.15 Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a été créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1472 A (XIV) du 18 décembre 1959, et son mandat demeure celui qui était indiqué dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 2.14).

2.16 Dans le cadre de son mandat tel qu'il a été complété par des résolutions ultérieures de l'Assemblée générale, le

Comité a créé un sous-comité scientifique et technique et un sous-comité juridique, ainsi que divers groupes de travail. Le soin de fournir les services fonctionnels nécessaires au Comité incombe, d'une part, au Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité (en ce qui concerne le Comité et ses organes subsidiaires scientifiques et techniques) et, d'autre part, au Service juridique (en ce qui concerne le Sous-Comité juridique). Les crédits nécessaires pour assurer le secrétariat de ces divers organes sont prévus, respectivement, aux chapitres 2C et 20C du présent projet de budget-programme.

2.17 A sa treizième session, en mai 1974, le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a achevé ses travaux sur un projet de convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique. Les autres questions actuellement inscrites à l'ordre du jour du Sous-Comité sont l'élaboration d'un projet de traité concernant la Lune, l'élaboration de principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe, les incidences juridiques de la télé-observation des ressources terrestres par satellites de télédétection et la définition ou la délimitation de l'espace extra-atmosphérique et des activités spatiales.

Accroissement des ressources

(aux taux révisés de 1977)

2.18 Jusqu'à présent, le Sous-Comité juridique s'est réuni alternativement à New York et à Genève. Si l'Assemblée générale accepte la recommandation du Sous-Comité visant à tenir désormais toutes ses réunions à New York, il ne sera plus nécessaire de prévoir à ce titre un crédit pour des frais de voyage. Les crédits nécessaires pour assurer le service des réunions au Siège sont inclus dans le total des crédits demandés pour le Département des conférences au chapitre 23A.

B. - Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

TABLEAU 2.10. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Secrétariat de la Conférence						
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	1 204,3	(1 204,3)	715,3	35,8	(453,2)	751,1
Consultants	74	(74)	50	2,5	21,5	52,5
Heures supplémentaires	12,1	(12,1)	6,4	0,3	(5,4)	6,7
Dépenses communes de personnel	381,3	(381,3)	228,9	11,4	(141)	240,3
Frais de voyage du personnel	59,5	(59,5)	35	1,8	(22,7)	36,8
Imprimerie	1,5	(1,5)	1,5	0,1	0,1	1,6
Location et entretien des locaux	148,7	(148,7)	78,6	3,9	(66,2)	82,5
Location et entretien du matériel	18,6	(18,6)	9,6	0,5	(8,5)	10,1
Communications	17,7	(17,7)	15	0,8	(1,9)	15,8
Services divers	2,1	(2,1)	1,1	0,1	(0,9)	1,2
Fournitures et accessoires	4,4	(4,4)	4,5	0,2	0,3	4,7
Papeterie et fournitures de bureau	4,5	(4,5)	-	-	(4,5)	-
Ouvrages et fournitures de bibliothèque	3,2	(3,2)	3,2	0,2	0,2	3,4
Mobilier et matériel	4,3	(4,3)	1,2	0,1	(3)	1,3
Total partiel	1 936,2	(1 936,2)	1 150,3	57,7	(728,2)	1 208
Sessions de la Conférence	2 853,3	(2 853,3)	-	-	(2 853,3)	-
Total	4 789,5	(4 789,5)	1 150,3	57,7	(3 581,5)	1 208

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	1 150,3	1 150,3	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 208
----------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	219,8
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 427,8

TABLEAU 2.11. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
 DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %		
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			Dollars	%
Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	1 936,2	-	1 150,3	59,4	57,7	2,9	(728,2)	(37,6)	1 208	-	
Secrétariat	824,3	-	-	-	-	-	(824,3)	-	-	-	
Quatrième session, mars-mai 1976, New York	950	-	-	-	-	-	(950)	-	-	-	
Cinquième session, août-septembre 1976, New York	1 079	-	-	-	-	-	(1 079)	-	-	-	
Sixième session, mai 1977, New York											
Total	4 789,5	(4 789,5)	-	1 150,3	24	57,7	1,2	(3 581,5)	(74,7)	1 208	-

TABLEAU 2.12. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

1976-1977		1978-1979	
Secrétariat	1 936,2	Secrétariat	1 208
Quatrième session	824,3		
Cinquième session	950		
Sixième session	1 079		
	4 789,5		1 208

B. - Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

2.19 Par sa résolution 31/63 du 10 décembre 1976, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à continuer de prendre les dispositions nécessaires qui ont été prévues au paragraphe 9 de la résolution 3067 (XXVIII) de l'Assemblée pour assurer de manière efficace et continue le service de la Conférence en 1977, ainsi que les activités ultérieures dont elle pourra décider, et à prendre les mesures propres à garantir la stabilité et la continuité du personnel recruté pour assurer le secrétariat de la Conférence, actuellement financé par des crédits ouverts pour du personnel temporaire.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

2.20 Les dépenses qu'entraînera le maintien du secrétariat de la Conférence en 1978 sont estimées à 1 150 300 dollars, pour les objets suivants :

a) Traitements (715 300 dollars) et dépenses communes de personnel (228 900 dollars) pour le secrétariat actuel, qui comprend un secrétaire général adjoint, un directeur (D-2), 2 administrateurs généraux (D-1), 3 P-5, 3 P-4, 4 P-3, 4 P-2/1, 3 G-5 et 9 G-4/1.

b) Services de consultants (environ 15 mois de travail), pour fournir éventuellement les connaissances spécialisées n'existant pas au secrétariat de la Conférence ni dans d'autres services du Secrétariat de l'ONU (50 000 dollars);

c) Heures supplémentaires, l'expérience passée ayant prouvé qu'elles sont nécessaires pour assurer efficacement le service de la Conférence (6 400 dollars);

d) Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions intersessions, à des consultations officielles et à d'autres réunions intéressant directement la Conférence, y compris celles d'autres organes du système des Nations Unies (35 000 dollars);

e) Autres dépenses diverses, représentant un total de 114 700 dollars et se répartissant comme suit : imprimerie (1 500 dollars), location et entretien des locaux (78 600 dollars), location et entretien du matériel (9 600 dollars), communications (15 000 dollars), services divers (1 100 dollars), fournitures (4 500 dollars), ouvrages et fournitures de bibliothèque (3 200 dollars) et mobilier et matériel (1 200 dollars).

2.21 En attendant que l'Assemblée générale examine les résultats de la sixième session et activités ultérieures éventuelles de la Conférence, il n'est pas demandé de crédits pour de nouvelles activités à ce titre.

**C. - Département des affaires politiques
et des affaires du Conseil de sécurité**

TABLEAU 2.13. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
7 481,6	314	4,1	135,2	1,8	562,2	7,5	1 011,4	13,5	8 493

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
7 795,6	135,2	-	13,6	148,8	1,9 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 8 492,7

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

4 497,3

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 12 990

TABLEAU 2.14. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %		
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			Dollars	%
1. Direction exécutive et administration	1 062,6	29,9	2,8	23,2	2,1	83,9	7,8	137	12,8	1 199,6	2,1
2. Programme d'activité :											
a) Centre des Nations Unies pour le désarmement	1 435	409	28,5	79,1	5,5	135,6	9,4	623,9	43,5	2 058,9	5,5
b) Division de l'espace extra-atmosphérique	1 010,6	(15,5)	(1,5)	58,1	5,7	76,7	7,5	119,3	11,8	1 129,9	7,2
c) Section des mers et des océans	374,4	122,2	32,6	(21,6)	(5,7)	34,7	9,2	135,3	36,1	509,7	(4,3)
d) Division des affaires politiques	939,5	(3)	(0,3)	14,4	1,5	67,6	7,1	79	8,4	1 018,5	1,5
e) Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques	2 274	(37,5)	(1,6)	(18,2)	0,8	161	7	105,3	4,6	2 379,3	(0,8)
f) Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales	193,2	1,2	0,6	-	-	2,7	1,3	3,9	2	197,1	-
g) Groupe d'experts chargé d'étudier la réduction des budgets militaires	113,7	(113,7)	-	-	-	-	-	(113,7)	-	-	-
h) Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences de la course aux armements	78,6	(78,6)	-	-	-	-	-	(78,6)	-	-	-
	7 481,6	314	4,1	135,2	1,8	562,2	7,5	1 011,4	13,5	8 493	1,9

TABLEAU 2.15. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	3	3	-	-	3	3
Administrateur général (D-1)	9	11	-	-	9	11
Administrateur hors classe (P-5)	17	16	-	-	17	16
Administrateur de 1ère classe (P-4)	24	24	-	-	24	24
Administrateur de 2ème classe (P-3)	14	14	-	-	14	14
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	7	7	-	-	7	7
Total	76	77	-	-	76	77
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	9	10	-	-	9	10
Autres classes	35	37	-	-	35	37
Total	44	47	-	-	44	47
TOTAL GENERAL	120	124	-	-	120	124

I. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

TABLEAU 2.16. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	741,2	25,6	21,6	60,4	107,6	848,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	11,8	0,4	(6,8)	0,4	(6)	5,8
Consultants	7,7	0,3	-	0,6	0,9	8,6
Heures supplémentaires	28	0,9	-	2,2	3,1	31,1
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	9,2	9,2
Autres dépenses communes de personnel	243,8	2	7	18,5	27,5	271,3
Frais de voyage du personnel	19,9	0,7	-	1,6	2,3	22,2
Imprimerie	-	-	1,4	0,1	1,5	1,5
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1	-	-	0,1	0,1	1,1
Total	1 062,6	29,9	23,2	83,9	137	1 199,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 092,5	23,2	-	-	23,2	2,1

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 199,6
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(1 199,6)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 2.17. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	9	9	-	-	9	9
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	4	4	-	-	4	4
Autres classes	5	6	-	-	5	6
Total	9	10	-	-	9	10
TOTAL GENERAL	18	19	-	-	18	19

1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

2.22 Le Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité assure la direction exécutive et l'administration de l'ensemble du Département.

2.23 Les objectifs du Cabinet, ainsi que son organisation et ses attributions demeurent ceux qui étaient indiqués dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, par. 2.24 à 2.29).

2.24 A la suite d'une étude réalisée en 1975 et 1976 par un consultant sur les moyens d'améliorer et de développer les informations politiques émanant du Département, le Groupe de la coordination et de l'information politique établit chaque mois une bibliographie des revues hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)
Transformation de certains postes en postes permanents

2.25 Le Secrétaire général demande la transformation en

poste permanent d'un poste G-4/1 actuellement financé par des crédits ouverts pour du personnel temporaire. Jusqu'à la création de ce poste, le Secrétaire général adjoint et les trois administrateurs qui le secondent n'avaient à leur disposition que deux agents des services généraux (secrétaire et commis).

Personnel temporaire affecté à des tâches générales

2.26 La diminution de 12 200 dollars qui apparaît à cette rubrique du fait de la transformation proposée ci-dessus est en partie contrebalancée par une augmentation de crédit de 5 400 dollars demandée pour un(e) secrétaire pendant la durée de l'Assemblée générale pour s'occuper de la documentation de la Première Commission et aider son secrétaire.

Imprimerie et reliure

2.27 Le Secrétaire général demande un crédit de 1 400 dollars pour l'impression de cartes d'invitation officielles et de cartes de visite pour le Secrétaire général adjoint.

2. - PROGRAMMES D'ACTIVITE

a) CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LE DESARMEMENT

TABLEAU 2.18. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	945,2	365,4	41,8	95,4	502,6	1 447,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	0,3	(0,3)	-	-	(0,3)	-
Consultants	115,6	(101,3)	-	1,1	(100,2)	15,4
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	6	-	6	7,2
Autres dépenses communes de personnel	286,7	133,1	11,2	30	174,3	461
Frais de voyage du personnel	8,7	(0,6)	10	1,4	10,8	19,5
Travaux contractuels de traduction	16	16	-	2,4	18,4	34,4
Imprimerie	61,3	(3,3)	10,3	5,3	12,3	73,6
Total	1 435	409	79,3	135,6	623,9	2 058,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 844	79,3	-	-	79,3	4,3

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	2 058,9
	1 490,9
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	3 549,8

B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

TABLEAU 2.19. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Centre des Nations Unies pour le désarmement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	2	-	-	1	2
Administrateur hors classe (P-5)	6	5	-	-	6	5
Administrateur de 1ère classe (P-4)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	18	18	-	-	18	18
Agents des services généraux :						
1ère classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	6	7	-	-	6	7
Total	9	10	-	-	9	10
TOTAL GENERAL	27	28	-	-	27	28

a) CENTRE DES NATIONS UNIES
POUR LE DESARMEMENT

2.28 En application de la résolution 31/90 de l'Assemblée générale, adoptée le 21 décembre 1976, la Division des affaires concernant le désarmement est devenue, avec effet au 1er janvier 1977, le Centre des Nations Unies pour le désarmement, dirigé par un sous-secrétaire général. Le Centre s'est vu confier de nouvelles tâches, à savoir le service de comités et de conférences, des études sur les questions relatives au désarmement, la compilation et la diffusion d'informations et le contrôle de l'application des résolutions et accords en matière de désarmement, conformément aux recommandations du Comité spécial pour l'étude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement (A/31/36). En particulier, l'Assemblée générale a décidé que le Centre pour le désarmement publierait annuellement, dans toutes les langues de travail de l'Assemblée générale, un annuaire de l'ONU sur le désarmement. L'Assemblée a également envisagé de faire plus largement usage, à titre spécial, d'études approfondies sur la course aux armements, le désarmement et des questions connexes. L'Assemblée générale a en outre formulé des recommandations concernant l'assistance que le Centre pourrait fournir, à la demande des Etats parties intéressés, dans les négociations multilatérales sur le désar-

ment. Elle a également formulé des recommandations concernant les fonctions qui incombent au Secrétaire général en tant que dépositaire des conventions et traités multilatéraux en matière de désarmement.

2.29 A sa trente et unième session, par sa résolution 31/189 B, l'Assemblée générale a également décidé de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui se tiendra à New York en mai/juin 1978. On prévoit que cette session extraordinaire viendra encore accroître le volume de travail du Centre.

2.30 Le programme général d'activités de la Division des affaires concernant le désarmement est décrit dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, vol. I, par. 148 à 156). Les nouveaux éléments du programme à ajouter à ceux qui sont prévus dans le plan sont les suivants :

a) Le service du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale et celui de la session extraordinaire proprement dite;

b) La rédaction de l'*Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, du *Bulletin du désarmement* et de résumés trimestriels des écrits relatifs au désarmement, ainsi que la diffusion de ces publications et d'autres documents.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transformation de certains postes en postes permanents

2.31 Le tableau d'effectifs proposé pour le Centre compte un poste supplémentaire d'agent des services généraux qui jusqu'ici était préposé au service de la Conférence du Comité du désarmement. Ce poste, qui depuis plusieurs années est financé par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, serait transformé en poste permanent. La transformation est prévue plus haut au paragraphe 2.14 et il en est tenu compte dans les crédits demandés pour la Conférence du Comité du désarmement (tableau 2.8).

Reclassement de postes

2.32 Il est proposé de reclasser d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1) le poste de chef de la Section des problèmes particuliers, compte tenu des responsabilités accrues de la Section dans le domaine des négociations multilatérales en matière de désarmement et

en ce qui concerne le contrôle de l'application des accords relatifs au désarmement.

Indemnités de représentation

2.33 Une augmentation de crédit de 6 000 dollars est demandée pour couvrir l'indemnité de représentation du Sous-Secrétaire général, qui avait été omise par inadvertance des crédits ouverts pour l'exercice biennal en cours.

Frais de voyage du personnel

2.34 Une augmentation de crédit de 10 000 dollars est demandée pour couvrir les frais de voyage du personnel qui devra préparer la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement, y participer, et donner suite aux recommandations du Comité spécial pour l'étude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement.

Imprimerie

2.35 Une augmentation de crédit de 10 300 dollars est demandée, principalement pour l'impression de l'*Annuaire du désarmement*.

b) DIVISION DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

TABEAU 2.20. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	677,1	(6,3)	91,8	55,9	141,4	818,5
Consultants	93,4	2,7	(64,1)	2,4	(59,0)	34,4
Dépenses communes de personnel	227,5	(12,3)	29,4	17,3	34,4	261,9
Frais de voyage du personnel	12,6	0,4	1	1,1	2,5	15,1
Total	1 010,6	(15,5)	58,1	76,7	119,3	1 129,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
995,1	58,1	-	13,6	71,7	7,2 %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 129,9
	904,8
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 034,7

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 2.21. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de l'espace extra-atmosphérique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	2	3	-	-	2	3
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	10	11	-	-	10	11
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	1	-	-	-	1
Autres classes	6	6	-	-	6	6
Total	6	7	-	-	6	7
TOTAL GENERAL	16	18	-	-	16	18

b) DIVISION DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

2.36 Le programme général dont relèvent les activités de la Division de l'espace extra-atmosphérique a été présenté dans ses grandes lignes dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, vol. 1, par. 157 à 167). La Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique est entrée en vigueur en 1976. Les autres activités relatives aux services à fournir au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique se poursuivront comme il était indiqué dans le plan à moyen terme et dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977.

2.37 Pendant l'exercice biennal 1978-1979, les activités de la Division comprendront notamment :

a) Le service des sessions annuelles du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de son sous-comité scientifique et technique, ainsi que des autres réunions connexes qui pourraient être convoquées pendant l'exercice biennal, et l'établissement de rapports et d'études techniques dont plusieurs pourraient porter sur la télé-détection par satellites et la production d'énergie solaire grâce aux techniques spatiales;

b) L'établissement des projets de rapports du Secrétaire général sur les activités spatiales et de la section du *Yearbook of the United Nations (Annuaire des Nations Unies)* relative à ces activités;

c) La tenue d'un registre où sont consignés les renseignements concernant le lancement d'objets dans l'espace extra-atmosphérique, conformément à la résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale et à la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique qui est entrée en vigueur en 1976;

d) La liaison avec le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique ainsi qu'avec les institutions spécialisées en ce qui concerne les travaux du Comité et de son sous-comité scientifique et technique, et le secrétariat permanent du Sous-Comité du CAC pour les activités spatiales.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*
Postes nouveaux

2.38 Un nouveau poste G-5 est demandé pour faire face à l'accroissement du volume de travail résultant de l'entrée en vigueur de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique. Le titulaire aiderait par ailleurs à améliorer le système de documentation et à assurer le bon fonctionnement de la bibliothèque de la Division.

Transformation d'un poste en poste permanent

2.39 Il est proposé de transformer en poste permanent le

poste d'administrateur général (D-1) prévu pour le spécialiste des applications des techniques spatiales qui est financé depuis 1974 par les crédits ouverts au titre des services de consultants. En effet, le spécialiste a également exercé les fonctions de chef de la Section des applications des techniques spatiales.

Frais de voyage du personnel

2.40 Une augmentation de crédit de 1 000 dollars est prévue pour permettre au personnel de la Division de participer selon qu'il convient aux tables rondes, séminaires et journées de travail mentionnés plus loin au paragraphe 2.58.

c) SECTION DES MERS ET DES OCEANS

TABLEAU 2.22. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	275,3	80,0	(17,2)	25,5	98,2	373,5
Consultants	7,5	0,3	-	0,6	0,9	8,4
Dépenses communes de personnel	85,2	31,8	(5,4)	8	34,4	119,6
Frais de voyage du personnel	6,4	0,2	1	0,6	1,8	8,2
Total	374,4	122,2	(21,6)	34,7	135,3	509,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
496,6	(21,6)	-	-	(21,6)	(4,3) %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	509,7
	453,3
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	963

TABLEAU 2.23. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Section des mers et des océans

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</u>						
Administrateur général (D-1)	1	-	-	-	1	-
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	2	-	-	1	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	6	6	-	-	6	6
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	2	2	-	-	2	2
Total	2	2	-	-	2	2
TOTAL GENERAL	8	8	-	-	8	8

c) SECTION DES MERS ET DES OCEANS

 Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)

2.41 Le programme général dont relèvent les activités de la Section des mers et des océans a été exposé dans ses grandes lignes dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Rev.1, vol. I, par. 184 à 188).

2.42 Il est prévu qu'au cours de l'exercice biennal 1978-1979 le volume des activités de la Section augmentera sensiblement. Un effort important sera fait pour renforcer les relations de travail avec les institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales, régionales et nationales, qui s'occupent des aspects des activités relatives à la mer qui intéressent la politique ou la sécurité. Les travaux des institutions internationales et nationales qui s'occupent d'activités analogues seront suivis de près. Le but est de fournir au Secrétaire général adjoint tous les éléments nécessaires pour faire le point des négociations politiques en cours à l'échelon régional et international ainsi que des théories et des recherches actuelles concernant les mers et les océans.

Echange de postes entre des services du Département

2.43 La Section des mers et des océans, la Division des affaires politiques et la Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques sont convenues au cours du présent exercice biennal d'échanger les trois postes suivants afin de permettre aux trois services intéressés de mieux répondre à leurs besoins : un poste d'administrateur général (D-1) a été transféré de la Section des mers et des océans à la Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques, un poste d'administrateur hors classe (P-5) de cette division à la Division des affaires politiques et un poste d'administrateur de 1ère classe (P-4) de cette dernière à la Section des mers et des océans.

Frais de voyage du personnel

2.44 Un certain nombre de fonctionnaires seront appelés à voyager pour participer à des réunions, conférences et séminaires internationaux et à rédiger les rapports y relatifs. Une augmentation de crédit de 1 000 dollars est prévue à cette fin.

d) DIVISION DES AFFAIRES POLITIQUES

TABLEAU 2.24. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	734,3	(31,9)	11	50,8	29,9	764,2
Consultants	5,7	0,2	-	0,5	0,7	6,6
Dépenses communes de personnel	196,4	28,6	3,4	16,0	4,8	244,4
Frais de voyage du personnel	2,9	0,1	-	0,3	0,4	3,3
Total	939,5	(3,0)	14,4	67,6	70	1 018,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
936,5	14,4	-	-	14,4	1,5 %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	1 018,5
	838,6
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 857,1

TABLEAU 2.25. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division des affaires politiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	4	5	-	-	4	5
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	10	10	-	-	10	10
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	5	5	-	-	5	5
Total	5	5	-	-	5	5
TOTAL GENERAL	15	15	-	-	15	15

d) DIVISION DES AFFAIRES POLITIQUES

2.45 Depuis que le dernier budget-programme a été présenté, la Division des affaires politiques a été réorganisée afin de mieux s'acquitter de ses responsabilités; elle comprend maintenant les trois sections suivantes :

a) La Section des affaires régionales;

b) La Section des études politiques et des services consultatifs;

c) La Section du règlement pacifique et de l'évaluation politique.

Les trois sections continuent à relever du Cabinet du Directeur et, pour ce qui est de leurs travaux de fond et des services qu'elles sont appelées à fournir, leurs objectifs sont

exposés dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, vol. I, par. 143 à 147).

2.46 En 1978-1979, le volume d'activités devrait rester à peu près le même qu'en 1976-1977, encore que cela dépende du volume des activités internationales.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

2.47 Aucune augmentation de ressources n'est nécessaire, abstraction faite de celles qui résultent de l'échange triangulaire de postes mentionné plus haut au paragraphe 2.43 à propos de la Section des mers et des océans.

e) DIVISION DU CONSEIL DE SECURITE ET DES COMMISSIONS POLITIQUES

TABLEAU 2.26. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 724,2	(22,2)	6,2	121	45	1 769,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	9,7	(6,3)	(3,4)	0,1	(9,6)	0,1
Consultants	11,6	0,4	-	0,9	1,3	12,9
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	479,4	47,4	2	36,8	86,2	565,6
Frais de voyage du personnel	4,9	0,2	-	0,4	0,6	5,5
Imprimerie et reliure	43	3	(23,0)	1,8	(18,2)	24,8
Total	2 274	(37,5)	(18,2)	161	105,3	2 379,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 236,5	(18,2)	-	-	18,2	(0,8) %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs

2 379,3

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

1 937,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

4 316,9

TABLEAU 2.27. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	4	-	-	3	4
Administrateur hors classe (P-5)	4	3	-	-	4	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	11	11	-	-	11	11
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	23	23	-	-	23	23
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	11	11	-	-	11	11
Total	13	13	-	-	13	13
TOTAL GENERAL	36	36	-	-	36	36

e) DIVISION DU CONSEIL DE SECURITE
ET DES COMMISSIONS POLITIQUES

2.48 Les objectifs et attributions de la Division sont exposés dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, vol. I, par. 143 à 147).

2.49 Les produits consistent essentiellement en réunions et missions à l'occasion desquelles la Division fournit des services fonctionnels, établit divers types de documents et assure des services de liaison à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies.

2.50 Compte tenu des variations qui résultent de l'évolution de la situation politique et d'une certaine augmentation globale, proportionnelle à l'accroissement régulier des activités de l'Organisation des Nations Unies et au développement des relations internationales, les chiffres indiqués ci-après pour le nombre de réunions ayant nécessité des services fonctionnels en 1975 et 1976 permettent de se faire une idée du volume des activités analogues pour l'exercice bien que 1978-1979 :

	1975	1976
Conseil de sécurité	57	113
Comité d'état-major	26	26
Comité d'admission de nouveaux membres (Conseil de sécurité)	6	8
Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil concernant la question de la Rhodésie du Sud	37	20
Première Commission de l'Assemblée générale ...	64	58
Commission politique spéciale de l'Assemblée générale	44	36
Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	6	6
Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail	17	14
Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	1	1

2.51 Outre leurs sessions officielles, certains des organes ci-dessus ont tenu des réunions officieuses à l'occasion desquelles la Division a fourni des services fonction-

nels. Dans le cas du Conseil de sécurité en particulier, les consultations ont été presque aussi nombreuses que les sessions officielles.

2.52 En ce qui concerne la documentation, la production a été volumineuse en 1975-1976, et l'on s'attend qu'elle soit au moins aussi importante en 1978-1979. On trouvera ci-après une liste représentative, mais qui ne saurait être considérée comme exhaustive, des documents produits aux fins de diffusion à l'extérieur en 1976 : rapport annuel du Conseil de sécurité (1975-1976) - 80 pages imprimées; textes à insérer dans le rapport annuel du Secrétaire général (1975-1976) - 130 pages dactylographiées; *Yearbook of the United Nations* (Annuaire des Nations Unies) - de 600 à 700 pages dactylographiées; *Répertoire de la pratique suivie par le Conseil de sécurité* - de 1 500 à 2 000 pages dactylographiées ou imprimées (le Supplément pour 1969-1971 doit être publié en 1978) et le Supplément pour 1972-1974 en 1979); documents du Comité des sanctions - environ 1 500 pages dactylographiées et 380 pages imprimées.

2.53 La Division est également chargée de coordonner le programme de stages du Département et la formation de plusieurs stagiaires chaque année, ainsi que les discours, les réunions d'information et les autres contacts avec le public.

2.54 Les activités du Comité des sanctions constituent le seul élément qui, pour autant qu'on puisse le prévoir, pourrait prendre fin ou être modifié au cours de l'exercice biennal, sous l'effet de l'évolution politique en Rhodésie du Sud.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

2.55 Les dépenses prévues pour les traitements et les dépenses communes de personnel se trouvent modifiées du fait de l'échange triangulaire de postes décrit plus haut au paragraphe 2.43. Sont également prévues une diminution de crédit de 3 400 dollars au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales et une autre diminution de 23 000 dollars au titre des travaux contractuels d'imprimerie et de reliure.

**f) PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES APPLICATIONS
DES TECHNIQUES SPATIALES**

TABLEAU 2.28. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Consultants	7	-	-	0,6	7,6
Frais de voyage du personnel	26,2	1,2	-	2,1	29,5
Bourses et subventions	160	-	-	-	160
Total	193,2	1,2	-	2,7	197,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
194,4	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	197,1
	71,7
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	268,8

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

f) PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES APPLICATIONS DES TECHNIQUES SPATIALES

2.56 Les objectifs de ce programme sont décrits dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, par. 157 à 167). Il est exécuté par la Section des applications des techniques spatiales, dont l'effectif est indiqué plus haut, à la rubrique *b*.

2.57 Au cours de l'exercice biennal, la Section des applications des techniques spatiales continuera à organiser des tables rondes, des séminaires et des journées d'études techniques sur des applications précises des techniques spatiales, à administrer des programmes de bourses dans le domaine des techniques spatiales, et à organiser des visites d'experts dans les pays en développement pour aider ces derniers à mieux prendre conscience des possibilités qu'offrent les techniques spatiales pour le développement et pour promouvoir la coopération internationale dans ce domaine.

2.58 Les tables rondes, séminaires et journées d'études prévus pour l'exercice biennal 1978-1979 comprennent notamment :

a) Un cours international de formation sur les applications de la télédétection aux ressources renouvelables, qui aura lieu au siège de la FAO à Rome;

b) Un séminaire de formation sur les applications de la télédétection, axé sur l'agriculture, la sylviculture, l'utilisation des sols, la cartographie et les levés des ressources naturelles terrestres, au profit des Etats Membres de la région de la CEA, qui se tiendra dans un pays africain, probablement au Kenya ou en Tanzanie;

c) Des journées d'études régionales consacrées aux applications de la télédétection aux ressources renouvelables et non renouvelables, au profit des Etats Membres de la région de la CESAP et de la CEAO, qui seront sans doute organisées en Inde;

d) Un séminaire de formation consacré aux applications des données de télédétection pour la prévention des catastrophes, la planification préalable et les opérations de secours dans la région de la CEPAL, organisé en coopération avec le PNUE et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, qui ont manifesté leur intérêt dans ce domaine;

e) Des journées d'études ONU/OMM sur l'analyse et l'interprétation des données des satellites météorologiques et leur utilisation dans les régions tropicales, au profit des Etats Membres de la région de la CESAP.

g) GROUPE D'EXPERTS CHARGE D'ETUDIER LA REDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES

TABLEAU 2.29. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Consultants	7,8	(7,8)	-	-	(7,8)	-
Groupes spéciaux d'experts	82,6	(82,6)	-	-	(82,6)	-
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	11,3	(11,3)	-	-	(11,3)	-
Imprimerie	12	(12,0)	-	-	(12,0)	-
Total	113,7	(113,7)	-	-	(113,7)	-

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	-
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-

g) GROUPE D'EXPERTS CHARGE D'ETUDIER LA REDUCTION
DES BUDGETS MILITAIRES

2.59 Ce groupe d'experts a été créé par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 31/87. Le Groupe a été prié de présenter son rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-deuxième session, car on présumait qu'il aurait d'ici-là terminé ses travaux. Néanmoins, il n'est pas exclu que l'Assemblée décide de proroger le mandat du groupe pour des activités complémentaires.

h) GROUPE D'EXPERTS CHARGE D'ETUDIER LES CONSEQUENCES
DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

TABLEAU 2.30. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Consultants	12	(12)	-	-	(12)	-
Groupes spéciaux d'experts	66,6	(66,6)	-	-	(66,6)	-
Total	78,6	(78,6)	-	-	(78,6)	-

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

h) GROUPE D'EXPERTS CHARGE D'ETUDIER LES CONSEQUENCES
DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

2.60 Ce groupe d'experts a été créé par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 3462 (XXX). Le groupe a été prié de présenter son rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-deuxième session, car on présumait qu'il aurait d'ici-là terminé ses travaux. Toutefois, il n'est pas exclu que l'Assemblée décide de proroger le mandat du groupe pour des activités complémentaires.

D. - Missions spéciales

TABLEAU 2.31. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
26 259,2 ^{a/}	2 485,6	9,4	512,2	1,9	2 614,1	9,9	5 611,9	21,3	31 871,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
28 744,8	512,2	125,5	30,8	417,5	1,4 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Assistance des Nations Unies à l'Indochine (traitements, dépenses communes de personnel, frais de voyage, frais généraux de fonctionnement et matériel)	322
Total a)	322
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Assistance des Nations Unies à l'Indochine	8 000
Total b)	8 000
Total, a) et b)	8 322

Total, coûts directs	40 193,1
	2 760,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	42 953,3

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

^{a/} Aux fins de comparaison, comprend un crédit de 1 245 500 dollars précédemment inscrit au chapitre 22D (Bureau des services généraux) (voir plus loin, par. 2.62).

TABLEAU 2.32. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %		
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%				Dollars
1. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST)	19 465	3 370,3	17,3	135,4	0,6	2 275,4	11,6	5 781,1	29,7	25 246,1	0,5
2. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	4 996,5	(944,5)	18,9	165,5	3,3	222,4	4,4	(556,6)	11,4	4 439,9	1,7
3. Dépôt de l'ONU à Pise	394,2	31	7,8	29,7	7,5	53,4	13,5	114,1	28,9	508,3	6,9
4. Service des missions (personnel des communications)	1 245,5	186,8	14,9	181,6	14,5	62,9	5	431,3	34,6	1 676,8	14,8
Question de la Côte française des Somalis	80	(80)	-	-	-	-	-	(80)	-	-	-
Entretiens entre les deux communautés de Chypre	14	(14)	-	-	-	-	-	(14)	-	-	-
Représentant spécial du Secrétaire général au Timor oriental	30	(30)	-	-	-	-	-	(30)	-	-	-
Consultations du Secrétaire général concernant le Sahara espagnol	34	(34)	-	-	-	-	-	(34)	-	-	-
Total	26 259,2	2 485,6	9,4	512,2	1,9	2 614,1	9,9	5 611,9	21,3	31 871,1	1,4

a/ Crédit précédemment inscrit au chapitre 22D (Bureau des services généraux).

TABLEAU 2.33. – DEPENSES NON RENOUELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : missions spéciales

1976-1977		1978-1979	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan : indemnisation de la perte de deux avions appartenant à un contingent	1 213,4	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan :	
		Remplacement de mobilier et matériel de bureau	95,8
Question de la Côte française des Somalis	80	Programme quinquennal de remplacement des véhicules	29,7
Entretien entre les deux communautés de Chypre	14		
Représentant spécial du Secrétaire général au Timor oriental	30		
Consultations du Secrétaire général concernant le Sahara espagnol	34		
	1 371,4		125,5

D. – Missions spéciales

2.61 Les crédits demandés dans cette partie du présent chapitre concernent l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST), le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan ainsi que le Dépôt de l'ONU à Pise, qui sert de dépôt central pour le matériel et les fournitures.

2.62 La direction administrative et la gestion centrales de ces missions, et celles de toutes autres missions spéciales qui pourront être instituées de temps à autre, sont assurées au Siège par le Service des missions. Les crédits nécessaires à ce titre sont demandés au chapitre 22 D dans le cadre du total des crédits demandés pour le Bureau des services généraux, à l'exception toutefois du montant nécessaire pour le personnel chargé d'assurer le service du réseau de communications, pour lequel des crédits sont prévus au présent chapitre.

2.63 Le Secrétaire général a calculé le montant des crédits demandés dans cette partie du chapitre en partant de l'hypothèse que l'ONUST et le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan continueront d'exister pendant tout l'exercice biennal 1978-1979 et auront le même volume d'activité que pendant l'exercice en cours.

1. - ORGANISME DES NATIONS UNIES CHARGE DE LA SURVEILLANCE DE LA TREVE EN PALESTINE (ONUST)

TABLEAU 2.34. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Traitements :						
Postes permanents	5 218,8	2 096,2	158,4	149,3	2 403,9	7 622,7
Observateurs militaires (indemnités)	4 554,8	-	-	1 076	1 076	5 630,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	6	-	-	-	-	6
Indemnité mensuelle (mission)	1 351,3	42,7	-	397,6	440,3	1 791,6
Autres dépenses communes de personnel	3 880,5	1 059,3	93,6	162,2	1 315,1	5 195,6
Frais de voyage :						
Frais de voyage du personnel	38,9	1,7	(32,6)	0,6	(30,3)	8,6
Frais de voyage des observateurs militaires	914,9	31,9	-	146,8	178,7	1 093,6
Frais généraux de fonctionnement :						
Location et entretien des locaux	496	102,2	(109,8)	47,9	40,3	536,3
Eclairage, chauffage, énergie et eau	157,8	5,4	(12,6)	11,5	4,3	162,1
Location et entretien du matériel	1 172,9	(27,7)	-	87,3	59,6	1 232,5
Communications	75	3,2	-	5,8	9	84
Dépenses de représentations (D-1 et au-dessous)	3	0,1	-	0,2	0,3	3,3
Services divers	464,1	15,7	-	31,1	46,8	510,9
Fournitures et accessoires	305,9	11,2	-	60,4	71,6	377,5
Achat de mobilier et de matériel	825,1	28,4	38,4	98,7	165,5	990,6
Total	19 465	3 370,3	135,4	2 275,4	5 781,1	25 246,1a/

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
22 835,3	135,4	-	-	135,4	0,5 %

2) Fonds extra-budgetaires

-	
Total, coûts directs	25 246,1
	2 124,9
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 737

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

a/ Non compris les crédits nécessaires pour 32 postes d'agent du Service mobile prêtés à la FURU/PNUOD.

TABLEAU 2.35. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Total	6	6	-	-	6	6
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	4	4	-	-	4	4
Total	5	5	-	-	5	5
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	176	194	-	-	176	194
Service mobile	236 a/	236	-	-	236	236
Observateurs militaires	298	298	-	-	298	298
Total	710	728	-	-	710	728
TOTAL GENERAL	721	739	-	-	721	739

a/ Dont 32 postes prêtés à la FUNU/FNUOD.

1. - ORGANISME DES NATIONS UNIES CHARGE DE LA SURVEILLANCE DE LA TREVE EN PALESTINE (ONUST)

2.64 L'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST) a été créé par le Conseil de sécurité aux termes de ses résolutions 50 (1948), du 29 mai 1948 et 73 (1949) du 11 août 1949. L'Organisme continue de remplir son mandat relatif à l'observation du cessez-le-feu dans le secteur Israël-Liban, opération instituée conformément au consensus auquel les membres du Conseil de sécurité ont abouti le 19 avril 1972 (S/10611). Les opérations d'observation de l'ONUST dans les secteurs Egypte-Israël et Israël-Syrie se sont terminées respectivement en octobre 1973 et mai 1974, à la suite de la création de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) et de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégellement (FNUOD), mais l'Organisme s'est vu confier de

nouvelles responsabilités dans ces deux secteurs. Conformément à la résolution 341 (1973) du Conseil de sécurité, en date du 27 octobre 1973, les observateurs militaires de l'ONUST assistent la FUNU et collaborent avec elle dans l'accomplissement de ses fonctions. Conformément à la décision prise par le Conseil de sécurité le 31 mai 1974 à sa 1774e séance, à la suite de l'adoption de sa résolution 350 (1974), 90 observateurs militaires de l'ONUST ont été détachés auprès de la FNUOD et font partie des effectifs de cette force. En outre, l'ONUST maintient en place le mécanisme institué conformément à la résolution 73 (1949) du Conseil de sécurité pour surveiller l'application des Conventions d'armistice général de 1949, y compris les commissions mixtes d'armistice. Etant donné les responsabilités dont l'ONUST demeure chargé, le Secrétaire général propose que ses effectifs et ses installations soient maintenus en 1978-1979 à leur niveau actuel, sous réserve des ajustements prévus dans les paragraphes suivants.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux

2.65 Le Secrétaire général demande la création de 18 postes d'agent local pour des travailleurs qui étaient jusqu'à présent payés à la journée. Le Secrétaire général propose que ces travailleurs, dont certains sont au service de l'ONUST depuis 20 ans, soient maintenant nommés à titre permanent et régis par les dispositions 101.1 à 112.8 du Règlement du personnel.

Frais de voyage du personnel

2.66 Précédemment, les crédits nécessaires pour les frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers, au titre de l'indemnité pour frais d'étude et lors des mutations de personnel étaient prévus à tort sous cette rubrique au lieu de la rubrique "dépenses communes de personnel". En conséquence, un crédit de 32 600 dollars est désormais inscrit à cette dernière rubrique.

Location et entretien des locaux

2.67 Une diminution de crédit de 14 400 dollars est prévue au titre des fournitures destinées à l'entretien des locaux car certains postes d'observation ne seront sans doute pas maintenus. D'autre part, le crédit nécessaire pour les services d'entretien divers accuse une diminution de 95 400 dollars, du fait de la création de 18 postes pour les travailleurs payés à la journée qui sont mentionnés plus haut au paragraphe 2.65.

Eclairage, chauffage, énergie et eau

2.68 Une diminution de crédit de 12 600 dollars est prévue, sur la base des dépenses de l'exercice biennal en cours.

Achat de mobilier et de matériel

2.69 Le crédit de 38 400 dollars demandé à cette rubrique doit permettre d'augmenter le nombre des véhicules à acheter en 1978-1979, par rapport à 1976-1977, conformément à un cycle quinquennal de remplacement visant à maintenir en bon état les 262 véhicules qui constituent le parc automobile de l'ONUST. Il est prévu de remplacer 98 véhicules au total, 45 en 1978 et 53 en 1979.

2. - GROUPE D'OBSERVATEURS MILITAIRES DES NATIONS UNIES
DANS L'INDE ET LE PAKISTAN

TABLEAU 2.36. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	886,4	220,4	33	24,5	277,9	1 164,3
Observateurs militaires (indemnité)	671	-	-	51,1	51,1	722,1
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	6	-	-	-	-	6
Indemnité mensuelle (mission)	184	5,8	-	14,6	20,4	204,4
Autres dépenses communes de personnel	804,8	-	73,8	33,3	107,1	911,9
Frais de voyage :						
Frais de voyage du personnel	2,2	0,1	-	0,2	0,3	2,5
Frais de voyage des observateurs militaires	415,2	13,5	-	32,7	46,2	461,4
Frais généraux de fonctionnement :						
Location et entretien des locaux	46,2	1,7	(14,7)	2,5	(10,5)	35,7
Eclairage, chauffage, énergie et eau	38	1,4	-	2,9	4,3	42,3
Location et entretien du matériel	356,2	12,6	14,7	29,2	56,5	412,7
Communications	27,7	0,8	-	2,2	3	30,7
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,2	-	-	-	-	1,2
Indemnisation de la perte de matériel appartenant à un contingent	1 213,4	(1 213,4)	-	-	(1 213,4)	-
Services divers	98	3,4	-	7,7	11,1	109,1
Fournitures et accessoires	107,7	4,3	-	8,5	12,8	120,5
Achat et remplacement de matériel	138,5	4,9	58,7	13	76,6	215,1
Total	4 996,5	(944,5)	165,5	222,4	(556,6)	4 439,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 052	165,5	95,8	-	69,7	1,7 %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	4 439,9
	424,9
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	4 864,8

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 2.37. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Total	3	3	-	-	3	3
Autres catégories :						
Agents locaux	34	45	-	-	34	45
Service mobile	32	32	-	-	32	32
Observateurs militaires - équipages d'avion	57	57	-	-	57	57
Total	123	134	-	-	123	134
TOTAL GENERAL	126	137	-	-	126	137

TABLEAU 2.38. - DEPENSES NON RENOUEVABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

1976-1977		1978-1979	
Indemnisation de la perte de deux avions appartenant à un continent	1 213,4	Remplacement de mobilier et machines de bureau	95,8
	1 213,4		95,8

2. — GROUPE D'OBSERVATEURS MILITAIRES DES NATIONS UNIES DANS L'INDE ET LE PAKISTAN

2.70 Le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan a été créé en application des résolutions 39 (1948), 91 (1951) et 307 (1971) du Conseil de sécurité ainsi qu'en application d'une résolution adoptée par la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (S/1100, annexe 25). Le Groupe comprend des observateurs militaires, stationnés le long de la ligne du cessez-le-feu entre les armées indiennes et pakistanaïses dans l'Etat du Jammu et Cachemire et le long de la frontière qui sépare ce dernier Etat du Pakistan, et des fonctionnaires internationaux de l'ONU qui lui fournissent l'appui administratif et logistique nécessaire.

2.71 Le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan a pour objectifs de surveiller l'application par l'Inde et le Pakistan de l'Accord signé à Karachi en juillet 1949 et d'autres accords connexes, d'enquêter sur les plaintes concernant des violations de l'Accord et de proposer ses bons offices pour aider les deux parties à aboutir à une interprétation commune des accords.

2.72 Sauf exceptions, mentionnées ci-dessous, les crédits demandés pour cette mission doivent permettre de couvrir en 1978-1979 le coût d'un volume d'activités égal à celui qui a été approuvé pour l'exercice 1976-1977.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Postes nouveaux

2.73 Le Secrétaire général demande que des travailleurs payés jusqu'à présent à la journée soient désormais nommés

agents locaux à titre permanent et régis par les dispositions 101.1 à 112.8 du Règlement du personnel. Un crédit est donc demandé pour la création de 11 postes d'agent local.

Frais généraux de fonctionnement

2.74 Une diminution de crédit d'un montant net de 14 700 dollars est prévue pour la location et l'entretien des locaux. Elle résulte d'une diminution des crédits à prévoir pour les services d'entretien divers, due à la création des postes permanents mentionnés plus haut au paragraphe 2.73, diminution en partie contrebalancée par une augmentation des crédits prévus pour la location des locaux et les fournitures destinées à l'entretien des locaux. Une augmentation de 14 700 dollars est prévue à la rubrique "location et entretien du matériel", au titre de l'assurance sur corps et risques de guerre pour les avions, des pièces de rechange, du combustible et des lubrifiants.

Achat et remplacement de matériel

2.75 Un certain nombre d'articles de gros équipement doivent être remplacés au cours de l'exercice biennal 1978-1979, ce qui explique une augmentation de crédit de 58 700 dollars. Sur le montant total de 202 100 dollars prévu à cette rubrique (aux taux révisés de 1977), 95 800 dollars, demandés pour du matériel de télécommunications, notamment des émetteurs, peuvent être considérés comme correspondant à des dépenses non renouvelables.

3. - DEPOT DE L'ONU A PISE

TABLEAU 2.39. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	199	68,2	-	29	97,2	296,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	4	(4)	-	-	(4)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité mensuelle (mission)	38	(13,1)	-	3,6	(9,5)	28,5
Autres dépenses communes de personnel	93,5	(21,1)	-	7,5	(13,6)	79,9
Frais généraux de fonctionnement :						
Location et entretien des locaux	10,7	0,2	-	1,8	2	12,7
Location et entretien du matériel	5,7	0,1	-	0,9	1	6,7
Communications	14,4	0,3	-	2,4	2,7	17,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	2,4	-	-	0,4	0,4	2,8
Services divers	14	0,2	-	2,2	2,4	16,4
Fournitures et accessoires	12,5	0,2	-	2	2,2	14,7
Matériel de transport	-	-	29,7	3,6	33,3	33,3
Total	394,2	31	29,7	53,4	114,1	508,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
425,2	29,7	29,7	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	508,3
	70,8
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	579,1

TABLEAU 2.40. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Dépôt de l'ONU à Pise

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Total	1	1	-	-	1	1
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	8	8	-	-	8	
Service mobile	3	3	-	-	3	3
Total	11	11	-	-	11	11
TOTAL GENERAL	12	12	-	-	12	12

TABLEAU 2.41. – DEPENSES NON RENOUELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Dépôt de l'ONU à Pise

1976-1977		1978-1979	
Néant	-	Programme quinquennal de remplacement des véhicules	29,7
	-		29,7

3. – DEPOT DE L'ONU A PISE

2.76 Le dépôt de l'ONU à Pise, qui est en service depuis novembre 1956, sert de dépôt central pour des articles comme le matériel radio et les pièces détachées, les uniformes, les emblèmes et drapeaux des Nations Unies, les véhicules et pièces détachées, les groupes électrogènes et les machines de bureau. Son objectif est d'assurer, selon les besoins, la livraison rapide d'approvisionnements et de matériel aux missions et aux centres d'information existants et nouvellement créés. En conservant le stock optimal de ces approvisionnements au dépôt, on peut réduire au minimum les délais de livraison et rapprocher le centre de distribution du lieu des opérations.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

2.77 Une augmentation de crédit de 29 700 dollars est demandée au titre du programme quinquennal de remplacement des véhicules. Trois véhicules seront achetés en 1978, et un en 1979.

4. - SERVICE DES MISSIONS (PERSONNEL CHARGE DES COMMUNICATIONS)

TABLEAU 2.42. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	431,2	140,8	138	-	278,8	710
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	46	46	(92)	-	(46)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité mensuelle (mission)	-	287,9	36,3	50,2	374,4	374,4
Autres dépenses communes de personnel	768,3	(287,9)	99,3	12,7	(175,9)	592,4
Total	1 245,5^{a/}	186,8	181,6	62,9	431,3	1 676,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 432,3	181,6	-	30,8	212,4	14,8 %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 676,8
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

139,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 816,4
--	---------

^{a/} Précédemment inscrits au chapitre 22D (Bureau des services généraux).

TABLEAU 2.43. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Service des missions (personnel chargé des communications)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Agents du Service mobile	22 ^{a/}	28	-	-	22	28

^{a/} Postes précédemment inscrits au chapitre 22D (Bureau des services généraux).

4. – SERVICE DES MISSIONS (PERSONNEL CHARGÉ DES COMMUNICATIONS)

2.78 Le personnel affecté à ce programme, inscrit précédemment au chapitre 22D (Bureau des Services généraux), comprend actuellement 22 agents du Service mobile qui font fonctionner le réseau de communications qui appuie les opérations des missions politiques, des missions de maintien de la paix et autres missions hors siège.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Postes nouveaux

2.79 Deux nouveaux postes d'agent du Service mobile (FS-4/1) sont demandés pour augmenter le personnel chargé des communications à la Commission économique pour l'Afrique et au Programme des Nations Unies pour l'environnement.

2.80 Ces deux dernières années, la station de radio des Nations Unies à la Commission économique pour l'Afrique, à Addis-Abéba, a enregistré une augmentation de 100 p. 100 du trafic télégraphique, sans augmentation de personnel. Le tableau d'effectifs de la station qui n'a pas changé depuis 1969 comprend un chef de transmissions (FS-6), un fonctionnaire de la radio (FS-5) et un opérateur radio (FS-4). Le poste supplémentaire actuellement demandé pour 1978-1979 devait à l'origine être occupé par un

agent recruté sur le plan local mais il s'est avéré impossible de trouver sur place un opérateur radio qualifié.

2.81 La station de radio des Nations Unies au Programme des Nations Unies pour l'environnement à Nairobi est entrée en service le 3 janvier 1977. Elle dessert tous les organismes des Nations Unies dans la région. On prévoit de développer ses opérations de manière qu'elle puisse transmettre des données et des fac-similés. Actuellement la station fonctionne avec trois opérateurs radio rémunérés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire. Deux opérateurs de plus sont demandés en raison de l'accroissement du trafic prévu en 1978-1979 du fait que la station transmettra désormais des données et des fac-similés. Toutefois, ces nouvelles opérations devant être mises en route progressivement, un seul de ces deux postes est demandé pour le moment. Il est prévu d'utiliser la station 13 heures par jour, six jours par semaine, ce qui nécessitera deux équipes d'opérateurs. Il apparaît impossible de réaffecter différemment le personnel actuel.

Transformation de certains postes en postes permanents

2.82 Comme le Secrétaire général l'avait demandé dans le premier rapport sur l'exécution du programme et du budget pour l'exercice biennal 1976-1977, des crédits ont été ouverts au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales pour financer en 1977 4 nouveaux postes d'agent du Service mobile (3 pour le PNUE et un pour la CESAP). Il est maintenant proposé de transformer ces 4 postes en postes permanents.

**E. - Office de secours et de travaux des Nations Unies pour
les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient**

TABLEAU 2.44. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	4 897,7	227,3	7,6	641,9	876,8	5 774,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	10	-	-	0,8	0,8	10,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	8,4	-	-	-	-	8,4
Autres dépenses communes de personnel	2 901,8	(856,4)	3,2	246,5	(606,7)	2 295,1
Cotisations à la Caisse des pensions	999,8	(999,8)	-	-	(999,8)	-
Total	8 817,7	(1 628,9)	10,8	889,2	(728,9)	8 088,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
7 188,8	10,8	-	-	10,8	0,1 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	-
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Services de secours	114 500
Services de santé	35 900
Services d'enseignement	155 400
Autres dépenses ^{a/}	9 200
Total b)	315 000 ^{b/}
TOTAL GENERAL	315 000

Total, coûts directs 323 088,8

312,8

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et
coûts indirects répartis 323 401,6

^{a/} Dépenses non renouvelables qu'on ne peut imputer à des programmes déterminés.

^{b/} Montant estimatif provisoire des dépenses de l'Office pour 1978-1979. Non compris les fonds nécessaires pour les abris ou les installations destinées aux réfugiés déplacés du fait des récents combats au Liban.

TABLEAU 2.45. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires ^{a/}		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	2	2	-	-	2	2
Administrateur général (D-1)	10	10	2	2	12	12
Administrateur hors classe (P-5)	16	16	9	9	25	25
Administrateur de 1ère classe (P-4)	34	36	15	15	49	51
Administrateur de 2ème classe (P-3)	16	14	-	-	16	14
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	5	5	6	6
Total	80	80	31	31	111	111
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	9	9	-	-	9	9
Total	9	9	-	-	9	9
TOTAL GENERAL	89	89	31	31	120	120

a/ L'UNESCO fournit gracieusement un poste D-1, 7 postes P-5, 12 postes P-4 et 5 postes P-2/1, l'OMS un poste D-1, 2 postes P-5 et 2 postes P-4. Un poste P-4 est financé au moyen d'une contribution non gouvernementale spéciale.

TABLEAU 2.46. - DEPENSES NON RENOUELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

1976-1977		1978-1979	
Cotisations à la Caisse des pensions (A/C.5/1709 et A/C.5/31/37, par. 2.42)	999,8	Néant	-
Frais de réinstallation (A/C.5/31/37, par. 2.43)	936,7		
	1 936,5		-

E. — Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

2.83 L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a été créé par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 302 (IV) du 8 décembre 1949; le mandat actuel de l'Office a été prorogé jusqu'au 30 juin 1978 par la résolution 3331 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1974. Par cette dernière résolution, l'Assemblée a, notamment, décidé que les dépenses à engager au titre des traitements du personnel international au service de l'Office qui auraient été financées par des contributions volontaires seraient imputées à compter du 1er janvier 1975 sur le budget ordinaire de l'ONU pour la durée du mandat de l'Office. Etant donné qu'au moment de l'établissement du présent projet de budget aucun règlement politique n'était encore intervenu au sujet des réfugiés, on a présumé que le programme serait maintenu; en conséquence, un crédit est demandé pour l'exercice biennal 1978-1979.

2.84 L'Office fournit aux réfugiés de Palestine reconnus comme tels des services essentiels de secours, de santé et d'enseignement. Dans la mesure de ses moyens, il fournit aussi de tels services à toutes autres personnes se trouvant dans une situation particulièrement critique parce qu'elles ont été déplacées du fait des hostilités de juin 1967 au Proche-Orient.

2.85 Le programme de l'Office comprend des services de secours, de santé et d'enseignement et de formation. Le programme actuel de secours comprend la distribution de rations alimentaires de base, l'installation d'abris (réservés actuellement aux cas individuels les plus dramatiques ou aux personnes se trouvant dans une situation particulière) et des services d'aide et d'assistance sociale destinés aux réfugiés de Palestine immatriculés auprès de l'Office et à certaines autres catégories de réfugiés et de personnes déplacées relevant du mandat de l'Office.

2.86 Dans le cadre du programme général de services de santé fournis aux réfugiés y ayant droit, l'Office assure des services de médecine préventive, curative et de rééducation, fournit une alimentation d'appoint aux groupes les plus vulnérables et s'occupe de l'assainissement des camps de réfugiés.

2.87 Le programme d'enseignement de l'Office et de l'UNESCO comprend un enseignement général aux niveaux primaire et primaire supérieur, la formation professionnelle et pédagogique, les activités de l'Institut pédagogique

et un programme de bourses d'études universitaires.

2.88 Conformément aux dispositions de la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale, l'UNESCO et l'OMS ont conclu avec l'Office un accord qui prévoit que ces deux institutions prennent à leur charge les aspects techniques des programmes d'enseignement et de santé de l'Office. L'UNESCO pourvoit toujours gracieusement le poste de directeur des services d'enseignement de l'Office et fournit les services de 19 autres spécialistes; de son côté, l'OMS pourvoit dans les mêmes conditions le poste de directeur des services de santé de l'Office et fournit quatre autres de ses spécialistes. L'UNESCO offre également les services d'un nombre variable de spécialistes associés (une dizaine), qui sont financés à l'aide des contributions spéciales qu'elle reçoit. L'Office emploie également un grand nombre d'agents locaux (environ 16 000) qui continueront d'être rémunérés à l'aide des contributions volontaires dont l'Office dispose pour ses activités opérationnelles.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Reclassement de postes

2.89 Il est proposé de reclasser deux postes P-3 à P-4 pour un juriste et un fonctionnaire d'administration et des finances.

2.90 Eh ce qui concerne le poste de juriste, il s'est avéré impossible de trouver un candidat pour occuper un poste P-3. Vu le caractère temporaire de l'Office, on ne peut offrir aux candidats ni sécurité de l'emploi ni possibilités d'avancement. En conséquence, il est proposé de reclasser le poste pour attirer des candidats qualifiés.

2.91 Pour remédier aux difficultés résultant, d'une part, de l'absence prolongée de fonctionnaires internationaux qui sont en congé dans les foyers et, d'autre part, des vacances de postes dues à des démissions, l'Office a créé il y a quelques années 2 postes P-4 pour des fonctionnaires d'administration et des finances. Il a récemment créé un troisième poste de ce genre, essentiellement pour la même raison et avec les mêmes attributions, en transférant temporairement un poste P-3 de l'un de ses bureaux extérieurs. Pour régulariser la situation sans augmenter le nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international, il est maintenant proposé de reclasser ce troisième poste de fonctionnaire d'administration et des finances.

TITRE III

AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION

CHAPITRE 3. – AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION

TABLEAU 3.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

A. COÛTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
8 160	Dollars (525,1)	% (6,4)	Dollars (18,9)	% (0,2)	Dollars 597,9	% 7,3	Dollars 53,9	% 0,6	8 213,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
7 634,9	(18,9)	-	-	(18,9)	(0,2) %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Fonds des Nations Unies pour la Namibie	2 500
Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut des Nations Unies pour la Namibie	6 768,8
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	2 079
Total b)	11 347,8
Total, a) et b)	11 347,8

Total, coûts directs	19 561,7
-----------------------------	----------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

8 362,7

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	27 924,4
---	----------

TABLEAU 3.2. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale			
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%		
A. Organes directeurs	900,3	(42,8)	(4,7)	(10,9)	(1,2)	64,6	7,1	10,9	1,2	911,2	(1,2)
B. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	3 849,7	133,9	3,4	(100)	(2,5)	285,8	7,4	319,7	8,3	4 169,4	(2,5)
C. Namibie	2 228,6	(639,5)	(28,6)	92	4,1	158,1	7	(389,4)	(17,4)	1 839,2	5,7
D. Centre contre l' <u>apartheid</u>	1 181,4	23,3	1,9	-	-	89,4	7,5	112,7	9,5	1 294,1	-
Total	8 160	(525,1)	(6,4)	(18,9)	(0,2)	597,9	7,3	53,9	0,6	8 213,9	(0,2)

TABLEAU 3.3. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : affaires politiques, tutelle et décolonisation

1976-1977	Dollars	1978-1979	Dollars
Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie (A/C.5/31/96)	82	Néant	-
Consultants chargés de la question du Décret pour la protection des ressources naturelles	80		
Frais de voyage du personnel	7,3		
Achat de mobilier et de matériel	50		
Amélioration des locaux	15,4		
Bourses, subventions et contributions	647,6		
	882,3		-

TABLEAU 3.4. - COUTS INDIRECTS REPARTIS
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Outils indirects répartis provenant de	Coûts indirects imputés au chapitre 3											
	A			B			C			D		
	1	2	3	1	2	3	4	1	2 (a)	2 (b)	2 (c)	3
Chapitre 22.												
Total												
A	12,7			1,6	3,1	1,4	1,6		1,4	0,4	0,4	2,7
B	248,4			13,5	10,9	9,2	9,2		40,7	42,8	38,5	5,4
C	169,1			20,9	44,1	17,9	20,4		20,4	2,4	2,4	35,6
D	1249,7			219,9	315,2	187,6	188,8		131,5	1,5	1,5	231,7
E	57,7			8,9	10,5	4,7	5,2		3,7	2,0	1,5	9,1
F												
G	9,6											9,6
H												
I				8,6	13,2	5,1	6,1		6,1			10,7
J	49,7			2,7	4,1	1,6	1,9		1,9	1,3	0,8	3,3
K	117,7			4,0	6,2	2,4	2,9		2,9	1,9	1,2	5,0
L	26,3											
Chapitre 23.												
(2)	237,5			66,4				586,8				
(3)	2719,8			10,9				309,1				
(4)	586,8			126,6	237,4	110,8	126,6	29,4				
(5)	917,9								110,8			205,7
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU C. 23.												
B.1				(1799,9)	907,7	405,2	447,0					
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	8962,1											
COUTS INDIRECTS	19561,2 ^{a/}			(2267,9)	1796,4	719,9	809,6	1051,6	323,4	46,2	43,8	522,7
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	27934,4 ^{b/}			1267,9	1496,5	668,1	796,9	530,1	805,8	285,2	218,1	3375,1

Sous des lettres et chiffres de la première colonne :

- Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux
- A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion
 - B. Bureau des services financiers (New York)
 - C. Bureau des services du personnel (New York)
 - D. Bureau des services généraux (New York)
 - E. Service de vérification indépendante des comptes et d'ambulation de la gestion
 - F. Service de traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
 - G. Services administratifs et financiers (Genève)
 - H. Direction des services généraux (Genève)
 - I. Services techniques (New York et Genève)
 - J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
 - K. Dépenses diverses
 - L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun

Sous des lettres et chiffres des têtes de colonnes :

- Chapitre 23. Services de conférences et bibliothèques (New York et Genève)
- (2) Services de l'interprétation et des séances
 - (3) Traduction, édition et dactylographie
 - (4) Publications et documentation
 - (5) Bibliothèques
- REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE 23 :
- B.1 Direction exécutive et administration
 - 1. Direction exécutive et administration
 - 2. Division des services de secrétariat
 - 3. Division de l'Afrique
 - 4. Division des Caraïbes de l'Asie et du Pacifique
 - C. Conseil des Nations Unies pour la Namibie (y compris le bureau de la South West Africa People's Organization)
 - 1. Commissaire des Nations Unies pour la Namibie
 - a) New York
 - b) Inshak
 - c) Botswana
 - 2. Assistance aux Membres
 - 3. Centre contre l'apartheid

a/ Dont 2 500 000 dollars au titre du Fonds des Nations Unies pour la Namibie et 6 768 800 dollars au titre de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie.

A. - Organes directeurs

TABLEAU 3.5. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
900,3	Dollars (42,8)	% (4,7)	Dollars (10,9)	% (1,2)	Dollars 64,6	% 7,1	Dollars 10,9	% 1,2	911,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
857,5	(10,9)	-	-	(10,9)	(1,2) %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 911,2

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

4 557

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 5 468,2

TABLEAU 3.6. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale			
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
A. <u>Organes directeurs</u>									
1. Conseil de tutelle	80,2	2,3	(10,9)	5,4	6,7	(3,2)	77	(13,2)	
2. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	469,8	19,8	-	37,4	7,9	57,2	527	-	
3. Comité spécial contre l' <u>apartheid</u>	268,3	17,1	-	21,8	8,1	38,9	307,2	-	
4. Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie	82	(82)	-	-	-	(82)	-	-	
Total A	900,3	(42,6)	(10,9)	(1,2)	7,1	10,9	911,2	(1,2)	

TABLEAU 3.7. - DEPENSES NON RENOUEVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : organes directeurs

1976-1977	Dollars	1978-1979	Dollars
Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie (A/C.5/31/96)	82	Néant	-
	82		-

1. - CONSEIL DE TUTELLE

TABLEAU 3.8. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS
1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage :						
Frais de voyage des représentants	35,4	0,6	(5,6)	2,3	(2,7)	32,7
Frais de voyage du personnel	24,5	0,9	(5,3)	1,5	(2,9)	21,6
Imprimerie	15,8	0,6	-	1,2	1,8	17,6
Frais généraux de fonctionnement :						
Location et entretien des véhicules	1	0,1	-	0,1	0,2	1,2
Communications	1	-	-	0,1	0,1	1,1
Services divers	2,5	0,1	-	0,2	0,3	2,8
Total	80,2	2,3	(10,9)	5,4	(3,2)	77

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
82,5	(10,9)	-	-	(10,9)	(13,2) %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	77
	1 059,4
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 136,4

1. - CONSEIL DE TUTELLE

a) *Objectifs*

3.1 Les objectifs du Conseil demeurent ceux qui étaient indiqués dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 3.1 à 3.3).

b) *Elément de programme*

3.2 Il est prévu qu'en 1979 une mission de visite se rendra dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, le seul territoire encore placé sous le régime de tutelle, pour étudier les progrès réalisés depuis la mission de 1976 dans les domaines économique, politique et social, et faire rapport à ce sujet.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

3.3 Etant donné qu'une seule mission est envisagée pour l'exercice biennal 1978-1979, les dépenses prévues au titre des frais de voyage des représentants et du personnel ont été diminuées respectivement de 5 600 et de 5 300 dollars.

2. COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

TABLEAU 3.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	4	2	-	0,4	2,4	6,4
Frais de voyage :						
Frais de voyage des représentants	260,1	4,4	-	20,2	24,6	284,7
Frais de voyage du personnel	195	8,2	-	15,5	23,7	218,7
Frais généraux de fonctionnement :						
Communications	5	0,2	-	0,4	0,6	5,6
Services divers	5,7	5	-	0,9	5,9	11,6
Total	469,8	19,8	-	37,4	57,2	527

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total au maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
489,6	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	527
	3 094,9
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	3 621,9

2. - COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

a) Objectifs

3.4 Les objectifs du Comité spécial demeurent ceux qui étaient indiqués dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 3.7 et 3.8).

b) Eléments de programme

3.5 Trente et un territoires n'ont pas encore été décolonisés. Le programme de travail relatif à cette question est établi sur une base annuelle.

Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)

3.6 Au moment où les présentes prévisions ont été élaborées, le Comité n'avait pas encore arrêté ses plans pour 1978. Les crédits demandés pour 1978-1979 ont été calculés à titre provisoire, d'après les principales activités périodiques pour lesquelles des crédits sont actuellement ouverts pour 1976-1977, et ils pourront être révisés en fonction des décisions qui seront prises par le Comité spécial à propos de son programme de travail pour l'exercice biennal 1978-1979.

3. - COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID

TABLEAU 3.10. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Personnel temporaire pour les réunions	3	1	-	0,3	4,3
Frais de voyage :					
Frais de voyage des représentants	176,7	6,9	-	14,1	197,7
Frais de voyage du personnel	81,5	10	-	7	98,5
Frais généraux de fonctionnement	5,1	-	-	0,4	5,5
Subventions	2	(0,8)	-	-	1,2
Total	268,3	17,1	-	21,8	307,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
285,4	-	-	-	-	%

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs 307,2

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

402,7

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 709,9

3. - COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID

a) Objectifs

3.7 Les objectifs du Comité spécial demeurent ceux qui étaient indiqués dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006, vol. I, par. 3.15 et 3.16).

b) Eléments de programme

3.8 Le programme de travail est établi sur une base annuelle.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

3.9 Au moment où ces prévisions ont été établies, le Comité n'avait pas encore arrêté ses plans pour 1978. Les crédits demandés au titre du présent programme ont été calculés à titre provisoire d'après le volume des activités pour lesquelles des crédits sont actuellement ouverts pour 1976-1977.

B. - Département des affaires politiques,
de la tutelle et de la décolonisation

TABLEAU 3.11. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
3 849,7	133,9	3,4	(100)	(2,5)	285,8	7,4	319,7	8,3	4 169,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 983,6	(100)	-	-	(100)	(2,5) %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	4 169,4
----------------------	---------

1 818

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	5 987,4
--	---------

TABLEAU 3.12. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEFENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale			
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%		
1. Direction exécutive et administration	1 183,8	56,8	4,7	(60,2)	(5)	87,5	7,3	84,1	7,1	1 267,9	(4,8)
2. Division des services de secrétariat	1 294,1	90,1	6,9	8,2	0,6	104,1	8	202,4	15,6	1 496,5	0,5
3. Division de l'Afrique	676,3	(4,7)	(0,6)	(48)	(7)	44,5	6,5	(8,2)	(1,2)	668,1	(7,1)
4. Division des Caraïbes, de l'Asie et du Pacifique	695,5	(8,3)	(1,1)	-	-	49,7	7,1	41,4	5,9	736,9	-
Total	3 849,7	133,9	3,4	(100)	(2,5)	285,8	7,4	319,7	8,3	4 169,4	(2,5)

TABLEAU 3.13. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	3	4	-	-	3	4
Administrateur hors classe (P-5)	10	9	-	-	10	9
Administrateur de 1ère classe (P-4)	9	9	-	-	9	9
Administrateur de 2ème classe (P-3)	9	8	-	-	9	8
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	7	6	-	-	7	6
Total	40	38	-	-	40	38
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	5	5	-	-	5	5
Autres classes	22	22	-	-	22	22
Total	27	27	-	-	27	27
TOTAL GENERAL	67	65	-	-	67	65

1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

TABLEAU 3.14. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	749,9	21,7	(45,6)	54,8	30,9	780,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	24	0,5	-	1,9	2,4	26,4
Consultants	20	0,4	-	1,5	1,9	21,9
Heures supplémentaires	15,2	0,5	-	1,2	1,7	16,9
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2
Autres dépenses communes de personnel	218,1	29,5	(14,6)	16,5	31,4	249,5
Frais de voyage du personnel	32	1	-	2,5	3,5	35,5
Imprimerie	83	2,2	-	6,5	8,7	91,7
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1	-	-	0,1	0,1	1,1
Fournitures et accessoires	31,4	1	-	2,5	3,5	34,9
Total	1 183,8	56,8	(60,2)	87,5	84,1	1 267,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 240,6	(60,2)	-	-	(60,2)	(4,8) %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 267,9
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	(1 267,9)
--	-----------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 3.15. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	-	-	-	1	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	9	8	-	-	9	8
Agents des services généraux :						
1ère classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	7	7	-	-	7	7
Total	9	9	-	-	9	9
TOTAL GENERAL	18	17	-	-	18	17

1. - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

3.10 Les objectifs du présent programme et les produits prévus à ce titre pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

a) Objectifs :

- i) Seconder en permanence le Secrétaire général dans l'exercice des responsabilités d'ordre politique qui lui incombent en ce qui concerne l'autodétermination des peuples, en vertu de la Charte, et la décolonisation, comme suite aux résolutions d'organes de l'ONU, et pour les questions de politique générale concernant la décolonisation et les problèmes de développement connexes revêtant une importance politique du point de vue de la paix et de la sécurité internationales;
- ii) Coordonner les travaux du Département afin d'en assurer le bon fonctionnement.

b) Référence : ST/SGB/Organizatio, section J, pages 1 et 2.

c) Produits :

- i) Aide à coordonner les activités des organismes des Nations Unies visant à appuyer et mettre en œuvre la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
- ii) Assure la liaison avec l'OUA, d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que les mouvements de libération nationale des territoires coloniaux pour les questions se rapportant à la décolonisation;
- iii) Collabore avec le Service de l'information et avec les organisations non gouvernementales internationales et nationales intéressées pour assurer une plus large publicité aux questions coloniales;
- iv) Aide à assurer le service du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance et établit son rapport sur l'information et l'assistance;
- v) Reçoit, classe et répertorie toute la documentation se rapportant aux territoires non autonomes, y compris les renseignements communiqués en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, et passe en revue,

- pour le compte du Département, les informations publiées ou diffusées par les moyens d'information;
- vi) Publie chaque mois un *Bulletin de la décolonisation*;
 - vii) Expose chaque année au Siège et à Genève, pendant la semaine de l'Afrique, des documents relatifs à la décolonisation; organise également, avec le concours du Service de l'information, des expositions photographiques dans les divers centres d'information des Nations Unies;
 - viii) Confie à des experts le soin d'écrire des articles qui seront publiés dans le *Bulletin de la décolonisation*,

qui paraîtra chaque mois en anglais, en espagnol et en français;

- ix) Poursuit ses travaux sur le *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies* pour la période allant de 1970 à 1975.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes permanents

- 3.11 On propose de supprimer un poste d'administrateur (P-3) resté vacant pendant une longue période.

2. - DIVISION DES SERVICES DE SECRETARIAT

TABLEAU 3.16. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 022,3	26,1	6,2	79,4	111,7	1 134
Dépenses communes de personnel	271,8	64	2	24,7	90,7	362,5
Total	1 294,1	90,1	8,2	104,1	202,4	1 496,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 384,2	8,2	-	-	8,2	0,5 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 496,5

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

1 556,4

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 3 052,9

TABLEAU 3.17. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division des services de secrétariat

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	2	-	-	1	2
Administrateur hors classe (P-5)	4	3	-	-	4	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	4	4	-	-	4	4
Total	15	15	-	-	15	15
Agents des services généraux :						
1ère classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	8	8	-	-	8	8
Total	11	11	-	-	11	11
TOTAL GENERAL	26	26	-	-	26	26

2. - DIVISION DES SERVICES DE SECRETARIAT

3.12 L'objectif de ce programme et les produits prévus à ce titre pour l'exercice biennal sont exposés ci-après.

a) Objectif : l'objectif de la Division est de fournir au Conseil de tutelle, au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (Comité spécial des Vingt-Quatre) et au Conseil des Nations Unies pour la Namibie ainsi qu'à leurs huit groupes de travail ou sous-comités l'assistance nécessaire à l'exécution de leur mandat respectif.

b) Produits :

i) La Division continuera à aider les organes directeurs cités plus haut dans la partie A, leurs comités et sous-comités et les missions de visite à s'acquitter de leurs tâches respectives. Cette assistance englobera entre autres l'organisation et la coordination des travaux de ces organes, ainsi que l'élaboration, l'édition et la traduction des rapports annuels, publications et autre documentation établis par le Département. On estime que plus de 16 000 pages de documentation seront éditées au cours de l'exercice biennal 1978-1979. Le volume de travail de la Division dépendra d'une manière générale des besoins des organes directeurs et de leurs comités, compte tenu de leurs programmes de travail;

ii) Le Conseil pour la Namibie a confié de nouvelles tâches à la Division lorsqu'il a décidé de procéder à un examen annuel de la situation intérieure et internationale qui influe sur la lutte des Namibiens pour l'autodétermination et l'indépendance. Dans cette optique, le Conseil a demandé en 1976 au Secrétariat d'établir à son intention quatre rapports annuels supplémentaires sur l'évolution de la situation dans des domaines donnés. Le Conseil dans son rapport et l'Assemblée générale dans sa résolution 31/147 concernant le programme de travail du Conseil ont demandé que le secrétariat du Conseil soit renforcé.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Reclassement de postes

3.13 Le Secrétaire général demande le reclassement à administrateur général (D-1) d'un poste d'administrateur hors classe (P-5) pour pouvoir donner au Secrétaire du Comité spécial des Vingt-Quatre un rang qui soit plus en rapport avec ses fonctions. Le Comité spécial est le principal organe directeur créé par l'Assemblée générale pour étudier de façon permanente les questions de décolonisation. Il a pour fonctions non seulement de soumettre des recommandations d'action à l'Assemblée et à d'autres

organes de l'Organisation des Nations Unies, mais également de faire des suggestions au Conseil de sécurité lorsque des événements qui surviennent dans les territoires coloniaux risquent de menacer la paix et la sécurité internationales. L'évolution récente de la situation du point de vue de la décolonisation en Afrique australe et ailleurs a accentué de plus en plus le rôle directeur du Comité; ainsi, en 1976, le Comité a envoyé en Afrique une mission composée de

personnalités de haut rang chargée de mener des consultations entre autres avec les chefs de gouvernement des Etats de la ligne de front. En tant que chef du secrétariat du Comité, accompagnant des missions de ce genre, le Secrétaire est appelé à régler des questions de fond à un niveau de plus en plus élevé. En outre, il supervise les travaux des secrétaires des sous-comités, qui sont des administrateurs hors classe (P-5).

3. - DIVISION DE L'AFRIQUE

TABLEAU 3.18. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	486,3	22,3	(36,4)	33,9	19,8	506,1
Dépenses communes de personnel	190	(27)	(11,6)	10,6	(28)	162
Total	676,3	(4,7)	(48)	44,5	(8,2)	668,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
671,6	(48)	-	-	(48)	(7,1) %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	668,1
----------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	719,9
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 388
--	-------

TABLEAU 3.19. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division de l'Afrique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	-	-	-	1	-
Total	8	7	-	-	8	7
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	3	3	-	-	3	3
Total	3	3	-	-	3	3
TOTAL GENERAL	11	10	-	-	11	10

3. - DIVISION DE L'AFRIQUE

3.14 Les objectifs de ce programme et les produits prévus à ce titre pour l'exercice biennal sont exposés ci-après.

a) Objectifs : les objectifs du programme sont de suivre la situation politique, économique et sociale dans les territoires coloniaux d'Afrique, y compris la Namibie, ainsi que le jeu des relations en Afrique australe afin qu'on puisse mieux évaluer la façon dont ces territoires progressent vers l'indépendance, et de fournir des renseignements sur les questions politiques relatives à leur décolonisation.

b) Produits :

- i) Le Cabinet du chef de la Division continuera à planifier, organiser et coordonner tous les éléments du programme et à fournir un appui aux programmes connexes;
- ii) La Section I de l'Afrique continuera à établir, à l'intention du Comité spécial des Vingt-Quatre et d'autres organes, les documents de travail sur la situation politique, économique, sociale et militaire

en Côte française des Somalis, à Gibraltar, en Namibie, à Sainte-Hélène et en Rhodésie du Sud, ainsi qu'à fournir un appui fonctionnel aux missions envoyées en Afrique;

- iii) La Section II de l'Afrique continuera à établir des documents de travail sur Timor pour le Comité spécial des Vingt-Quatre; à suivre l'évolution politique générale, du point de vue de la décolonisation, en Afrique australe, en accordant une attention particulière aux relations qui font obstacle à la décolonisation dans cette région; à établir les documents de travail et les études que demande le Conseil pour la Namibie et à fournir un appui fonctionnel aux missions.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes permanents

3.15 Un poste de la catégorie des administrateurs (P-2/1), resté longtemps vacant, est éliminé du tableau d'effectifs.

4. - DIVISION DES CARAIBES, DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

TABLEAU 3.20. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	509,9	10,5	-	37,8	48,3	558,2
Dépenses communes de personnel	185,6	(18,8)	-	11,9	(6,9)	178,7
Total	695,5	(8,3)	-	49,7	41,4	736,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
687,2	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	736,9
----------------------	-------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

809,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 546,5
--	---------

TABLEAU 3.21. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Division des Caraïbes, de l'Asie et du Pacifique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	8	8	-	-	8	8
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	4	4	-	-	4	4
Total	4	4	-	-	4	4
TOTAL GENERAL	12	12	-	-	12	12

4. - DIVISION DES CARAIBES, DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

3.16 Les objectifs de ce programme et les produits prévus à ce titre pour l'exercice biennal sont exposés ci-après.

a) Objectifs : les objectifs du programme sont de suivre la situation politique, économique et sociale dans les territoires coloniaux des Caraïbes et du Pacifique; d'aider à la décolonisation de ces territoires et de fournir des renseignements sur les questions relatives à leur décolonisation. Ce programme comprend le rassemblement, l'analyse et le traitement de données sur la situation politique, économique et sociale régnant dans les territoires coloniaux, l'établissement de documents de travail demandés par l'Assemblée générale, la Quatrième Commission et le Comité spécial des Vingt-Quatre, et la coordination avec le secrétariat du Comité spécial pour la rédaction des rapports sur ces territoires.

b) Produits :

- i) Le Cabinet du chef de la Division continuera à recevoir et examiner les demandes de bourses déposées principalement par des étudiants sud-rhodésiens. On estime qu'il y aura 1 500 demandes de ce genre au cours de l'exercice biennal 1978-1979;

- ii) La Section des Caraïbes continuera à établir les documents de travail sur la situation politique, sociale, militaire et économique régnant dans une quinzaine de territoires des Caraïbes, à assurer le service du Sous-Comité des petits territoires, à fournir le personnel pour les missions demandées par le Comité spécial des Vingt-Quatre et à établir les rapports de mission. Cette section travaille aussi en coopération étroite avec des organisations régionales telles que la CARICOM;

- iii) La Section de l'Asie et du Pacifique remplira des fonctions analogues à celles de la Section des Caraïbes en ce qui concerne les 10 territoires non autonomes du Pacifique ainsi que le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Elle travaille en coopération étroite avec la Commission du Pacifique sud et le Forum du Pacifique sud;

- iv) Plusieurs missions de visite, qui seront décidées par le Comité spécial, se rendront probablement dans les Caraïbes et le Pacifique pendant chacune des deux années de l'exercice biennal 1978-1979.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

3.17 Il n'est pas prévu d'accroissement des ressources pour ce programme.

C. - Namibie

TABLEAU 3.22. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
2 228,6	(639,5)	(28,6)	92	4,1	158,1	7	(389,4)	(17,4)	1 839,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				(5) Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 589,1	92	-	-	92	5,7 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Fonds des Nations Unies pour la Namibie	2 500
Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut des Nations Unies pour la Namibie	6 768,8
- Total b)	9 268,8
Total, a) et b)	9 268,8

Total, coûts directs	11 108
----------------------	--------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

1 465

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	12 573
--	--------

TABLEAU 3.23. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %		
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			Dollars	%
1. Conseil des Nations Unies pour la Namibie (y compris le bureau de la SWAPO)	514,3	(22,5)	(4,3)	-	-	38,3	7,4	15,8	3	530,1	-
2. Commissaire des Nations Unies pour la Namibie :											
a) New York	607,6	(130,7)	(21,5)	273,3	44,9	55,6	9,1	198,2	32,6	805,8	57,3
b) Lusaka	511,7	(81,9)	(16)	(181,3)	(35,4)	36,7	7,1	(226,5)	44,2	285,2	(42,1)
c) Botswana	95	95,6	100,6	-	-	27,5	28,9	123,1	129,5	218,1	-
3. Assistance aux Namibiens	500	(500)	(100)	-	-	-	-	(500)	(100)	-	-
Total	2 228,6	(639,5)	(28,6)	92	4,1	158,1	7	(389,4)	(17,4)	1 839,2	5,7

TABLEAU 3.24. - DEPENSES NON RENOUEVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Namibie

1976-1977	Dollars	1978-1979	Dollars
Conseil des Nations Unies pour la Namibie :		-	-
Frais de voyage du personnel A/C.5/31/81 - Question de Namibie	7,3		
Contribution à verser à l'Organisation mondiale de la santé dont la Namibie est membre associé (1974 à 1977)	47,6		
Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (New York) :			
Consultants chargés de la question du décret pour la protection des ressources naturelles	80		
Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (Lusaka) :			
Achat de mobilier et de matériel	34		
Amélioration des locaux	15,4		
Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (Botswana) :			
Achat de mobilier et de matériel	16		
Assistance aux Namibiens : bourses et subventions	500		
	700,3		-

1. - CONSEIL DES NATIONS UNIES POUR LA NAMIBIE
(y compris le bureau de la SWAPO)

TABLEAU 3.25. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Personnel temporaire pour les réunions	-	-	6	0,5	6,5	6,5
Frais de voyage	295,8	2,3	(6)	22,3	18,6	314,4
Imprimerie	17,2	-	-	1,5	4,4	21,6
Frais généraux de fonctionnement	4,9	0,1	-	0,4	0,5	5,4
Contributions	47,6	(47,6)	-	-	(47,6)	-
Bureau de la SWAPO à New York	148,8	19,8	-	13,6	33,4	182,2
Total	514,3	(22,5)	-	38,3	15,8	530,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
491,8	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	530,1
----------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	1 051,6
--	---------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 581,7
--	---------

TABLEAU 3.26. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Conseil des Nations Unies pour la Namibie (y compris le bureau de la SWAPO)

1976-1977	Dollars	1978-1979	Dollars
Frais de voyage du personnel (A/C.5/31/81)	7,3	-	-
Contribution à verser à l'Organisation mondiale de la santé dont la Namibie est membre associé (1974 à 1977)	47,6		
	54,9		-

i. - CONSEIL DES NATIONS UNIES
POUR LA NAMIBIE
(y compris le bureau de la SWAPO)

3.18 Etant donné les nombreuses initiatives politiques qui sont prises en ce moment concernant les questions d'Afrique australe, il n'est pas possible de prévoir avec précision les activités qu'entreprendra le Conseil conformément à son mandat afin de contribuer au retrait de l'Afrique du Sud de Namibie et d'administrer le Territoire jusqu'à l'indépendance. Comme les crédits ouverts par l'Assemblée générale pour le Conseil sont alloués en fonction de son programme de travail qui est déterminé par la situation politique de la

Namibie, le projet de budget-programme du Conseil pour l'exercice 1978-1979 suivra approximativement le schéma des dépenses approuvé pour l'exercice 1976-1977.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

3.19 Le Secrétaire général demande, pour pouvoir recruter du personnel temporaire pour les réunions (afin de remplacer du personnel en mission) un crédit de 6 000 dollars, qui était précédemment prévu pour couvrir les frais de voyage de représentants.

2 a) COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LA NAMIBIE (NEW YORK)

TABLEAU 3.27. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	348,6	(17)	179,8	38,2	201	549,6
Consultants	80	(80)	7	0,6	(72,4)	7,6
Heures supplémentaires	-	-	3	0,3	3,3	3,3
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	6	-	-	-	-	6
Autres dépenses communes de personnel	109,5	(3,3)	57,6	11,8	66,1	175,6
Frais de voyage du personnel	51,4	(18,9)	15,5	3,7	0,7	52,1
Frais généraux de fonctionnement :						
Dépenses de représentation (D-1) et au-dessous	0,6	-	-	-	-	0,6
Divers	9,5	(9,5)	-	-	(9,5)	-
Fournitures et accessoires	2	(2)	10	1	9	11
Total	607,6	(130,7)	273,3	55,6	198,2	805,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
476,9	273,3	-	-	273,3	57,3 %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	805,8
	323,4
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 129,2

TABLEAU 3.28. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	-	-	-	-	-	-
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	3	-	-	2	3
Total	4	7	-	-	4	7
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	3	4	-	-	3	4
Total	4	5	-	-	4	5
Total						
TOTAL GENERAL	8	12 ^{a/}	-	-	8	12 ^{a/}

a/ Y compris un P-5, un P-4, un P-2/1 et un poste d'agent des services généraux, transférés du Bureau de Lusaka.

TABLEAU 3.29. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (New York)

1976-1977	Dollars	1978-1979	Dollars
Consultants chargés de la question du décret pour la protection des ressources naturelles	80	-	-
	80		-

2 a) BUREAU DU COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LA NAMIBIE (NEW YORK)

3.20 Les objectifs de ce programme ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

a) Objectifs : les objectifs de ce sous-programme sont de confirmer l'autorité de l'Organisation des Nations Unies comme seule autorité administrante légale de la Namibie, d'obtenir le retrait de l'administration illégale sud-africaine du Territoire de la Namibie et de créer aussi rapidement que possible les conditions nécessaires à la transmission des pouvoirs aux représentants du peuple namibien. Pour réaliser les objectifs ci-dessus, le Commissaire exerce diverses activités qui visent à atteindre les objectifs intermédiaires suivants :

- i) Parvenir à ce que des négociations s'ouvrent, sous les auspices de l'ONU, entre le Gouvernement sud-africain et la South West Africa People's Organization (SWAPO), dans le but d'assurer la transmission des pouvoirs du régime d'occupation au peuple namibien;
- ii) Dispenser aux Namibiens l'enseignement et la formation qui leur permettront de prendre part à l'administration de leur pays après l'indépendance.

b) Eléments du programme :

1. Rassemblement et analyse systématique de renseignements, afin de permettre au Conseil pour la Namibie et autres organes intéressés de l'ONU de prendre des mesures appropriées.

Produits :

- i) Elaboration, poursuite et mise à jour d'études et d'analyses de la situation politique, militaire, économique et sociale du Territoire;
- ii) Poursuite de l'enquête sur les sociétés transnationales opérant en Namibie.

2. Mobilisation des soutiens politiques nécessaires pour exiger le retrait de l'Afrique du Sud du Territoire namibien.

Produits :

- i) Publication de quatre numéros par an du *Bulletin de la Namibie* en anglais, espagnol, français et allemand;
- ii) Collaboration avec la SWAPO et le Service de l'information pour la réalisation de programmes

publicitaires, de publications, de conférences, de communiqués de presse, de programmes de radio et de télévision, de films, etc.;

iii) Assistance pour la célébration internationale d'une semaine annuelle de solidarité avec le peuple namibien;

iv) Coopération étroite avec les organisations non gouvernementales pour les activités ci-dessus et d'autres activités connexes (on estime que 50 à 100 groupes nationaux et locaux qui, bien souvent, ne sont pas des organisations non gouvernementales immatriculées et des particuliers sont en contact avec le bureau du Commissaire pour des renseignements, des conseils, des échanges d'idées, etc., au sujet de la Namibie); et

v) Activités visant à contrer la propagande internationale sud-africaine.

3. Assistance aux Namibiens qui se trouvent hors du Territoire, pour les réinstaller en attendant leur retour et leur donner une formation leur permettant d'entrer dans l'administration et la fonction publique lorsqu'ils reviendront en Namibie.

Produits :

- i) Administrer, exécuter et développer les activités du Fonds des Nations Unies pour la Namibie;
 - ii) Fournir des possibilités de formation et des bourses aux étudiants namibiens, principalement en Afrique et leur offrir assistance et conseils.
4. Représentation des intérêts namibiens.

Produits :

- i) Représentation des intérêts namibiens selon que de besoin à des conférences, réunions, etc., et lors de la négociation de nouveaux accords relatifs aux documents de voyage, au droit de retour, etc.;
- ii) Consultations avec les gouvernements, ainsi qu'avec des institutions spécialisées des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et d'autres organisations internationales, sur les problèmes namibiens;
- iii) Poursuite de consultations et de travaux de recherche en vue de l'application du décret no 1 pour

la protection des ressources naturelles de la Namibie, notamment audition de témoignages (de deux à quatre semaines selon les estimations) sur l'exploitation et l'exportation de l'uranium namibien, et publication d'actes et de conclusions;

- iv) Entretien et supervision d'un bureau régional à Lusaka et création, entretien et supervision d'un bureau régional au Botswana; du fait de la détérioration de la situation à la frontière angolaise, il se peut qu'un représentant du Commissaire doive passer beaucoup de temps en Angola, pour aider la SWAPO et le Gouvernement angolais à s'occuper des Namubiens qui se trouvent en Angola;
- v) Soutien des activités de la SWAPO, mouvement de libération nationale namibien qui est reconnu par l'ONU comme le représentant authentique du peuple namibien;
- vi) Collecte de fonds tant pour le Fonds pour la Namibie que pour l'Institut pour la Namibie (le montant prévu pour le Fonds est de 1 million de dollars pour 1978 et de 1 500 000 dollars pour 1979; le montant approuvé dans le budget pour l'Institut pour la Namibie est de 3 168 440 dollars pour 1978 et de 3 600 350 dollars pour 1979);
- vii) Application des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil pour la Namibie (dont le Commissaire est le chef de l'exécutif), et autres activités rendues nécessaires par les événements.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes permanents

3.21 Quatre postes permanents (un P-5, un P-4, un P-2/1 et un poste d'agent des services généraux) sont transférés du Bureau de Lusaka à celui de New York pour faire face aux besoins du programme.

Consultants

3.22 Un crédit de 7 000 dollars est demandé sous cette rubrique pour l'établissement d'études sur la bande de Caprivi et autres sujets connexes.

Heures supplémentaires

3.23 Un crédit de 3 000 dollars est demandé sous cette rubrique pour faire face aux besoins prévus, essentiellement pour l'élaboration du *Bulletin de la Namibie*.

Frais de voyage du personnel

3.24 Un crédit de 15 900 dollars est demandé pour couvrir les frais de voyage prévus du Commissaire et de ses collaborateurs, en liaison avec la collecte de fonds pour l'Institut pour la Namibie. Un crédit de 10 000 dollars au titre du Bureau de Lusaka est annulé.

Fournitures et accessoires

3.25 La diffusion de renseignements sur la Namibie étant l'une des fonctions essentielles de ce programme, il convient de prévoir des abonnements à divers journaux, revues et magazines que la Bibliothèque ne peut pas. Un montant de 10 000 dollars est demandé à cette fin.

2 b) COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LA NAMIBIE (LUSAKA)

TABLEAU 3.30. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Postes permanents	273,8	(21,2)	(134,2)	16,8	(138,6)	135,2
Dépenses communes de personnel	74,0	(1,2)	(38,8)	5	(35)	39
Frais de voyage du personnel	23	(3)	(10)	1,5	(11,5)	11,5
Frais généraux de fonctionnement :						
Location et entretien des locaux	46,8	(5,1)	(12)	4,6	(12,5)	34,3
Eclairage, chauffage, énergie et eau	7,6	(0,1)	-	1,2	1,1	8,7
Location et entretien du matériel	18,1	(0,3)	-	2,8	2,5	20,5
Communications	4	(0,1)	-	0,6	0,5	4,5
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	-	1	-	0,2	1,2	1,2
Fournitures et accessoires	15	(2,5)	-	1,9	(0,6)	14,4
Mobilier et matériel	34	(34)	9,7	1,5	(22,8)	11,2
Locaux nouveaux et agrandissements	15,4	(15,4)	4	0,6	(10,8)	4,6
Total	511,7	(81,9)	(181,3)	36,7	(226,5)	285,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
429,8	(181,3)	-	-	(181,3)	(42,1) %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	285,2
	46,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	331,4

TABLEAU 3.31. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (Bureau de Lusaka)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs						
Administrateur hors classe (P-5)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	-	-	-	1	-
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	1	-	-	2	1
Total	5	2	-	-	5	2
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	4	-	-	-	4	-
Total	4	-	-	-	4	-
Autres catégories :						
Agents locaux	3	6 ^{a/}	-	-	3	6 ^{a/}
TOTAL GENERAL	12	8 ^{b/}	-	-	12	8 ^{b/}

a/ Dont 3 postes d'agent des services généraux transformés en postes d'agent local.

b/ Non compris un poste P-5, un poste P-4, un poste P-2/1 et un poste d'agent des services généraux transférés au Bureau de New York.

TABLEAU 3.32. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (Bureau de Lusaka)

1976-1977	Dollars	1978-1979	Dollars
Mobilier et matériel	34	Néant	-
Transformation de locaux	15,4		
	49,4		-

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes permanents

3.26 Quatre postes (1 P-5, 1 P-4, 1 P-2/1, 1 SG) ont été transférés de Lusaka à New York. Etant donné l'évolution politique récente à la frontière nord de la Namibie et l'évolution actuellement prévisible, et en application de la résolution 31/147 de l'Assemblée générale, le Commissaire ouvrira un bureau régional à Gaborone (Botswana). En conséquence, malgré l'accroissement probable du nombre total des réfugiés (accroissement qui risque d'être très marqué), le volume de travail du Bureau de Lusaka à toutes chances de décroître et ce bureau pourra s'occuper de manière plus régulière des nombreux Namibiens qui sont depuis quelque temps en Zambie. Par ailleurs, si des postes ont été transférés à New York, c'est que certaines activités particulières ont pris fin à Lusaka, notamment la prestation officieuse de services par le Bureau de Lusaka à l'Institut pour la Namibie, et aussi que le nouveau Commissaire pour la Namibie a introduit des priorités et un mode de fonctionnement différents.

3.27 Il est proposé en outre de transformer trois postes d'agent des services généraux en postes d'agents locaux, ce qui n'entraînera aucune dépense supplémentaire.

Frais de voyage du personnel

3.28 Les crédits nécessaires à la présente rubrique accusent une diminution de 10 000 dollars.

Location et entretien de locaux

3.29 Etant donné que le Commissaire compte maintenir son siège à New York, les crédits pour frais de logement à Lusaka accusent une diminution de 12 000 dollars, du fait de la résiliation du bail de l'une des villas actuellement louées.

Mobilier et matériel

3.30 Au titre du programme de remplacement étalé sur cinq ans, un crédit de 9 700 dollars est demandé, ce qui inclurait l'acquisition en 1979 d'un véhicule nouveau d'un prix de 7 000 dollars.

Transformation de locaux

3.31 Des dépenses supplémentaires de 4 000 dollars sont prévues pour des transformations de locaux.

2 c) COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LA NAMIBIE (BOTSWANA)

TABLEAU 3.33. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	36,6	75	-	15,6	90,6	127,2
Dépenses communes de personnel	17,8	14,4	-	4,5	18,9	36,7
Frais de voyage du personnel	9,3	8,3	-	2,7	11	20,3
Frais généraux de fonctionnement :						
Location et entretien des locaux	7,8	7	-	2,4	9,4	17,2
Eclairage, chauffage, énergie et eau	1,4	1,2	-	0,4	1,6	3
Location et entretien du matériel	1,2	1	-	0,3	1,3	2,5
Communications	1,4	1,4	-	0,5	1,9	3,3
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,5	0,5	-	0,2	0,7	1,2
Fournitures et accessoires	2,4	2,2	-	0,7	2,9	5,3
Mobilier et matériel	16	(16)	-	-	(16)	-
Nouveaux locaux et agrandissements	0,6	0,6	-	0,2	0,8	1,4
Total	95	95,6	-	27,5	123,1	218,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
190,6	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	218,1
----------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

43,8

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	261,9
--	-------

TABLEAU 3.34. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (Botswana)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	2	2	-	-	2	2
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	1	1	-	-	1	1
Total	1	1	-	-	1	1
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	2	2	-	-	2	2
TOTAL GENERAL	5	5	-	-	5	5

TABLEAU 3.35. - DEPENSES NON RENOUEVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (Botswana)

1976-1977	Dollars	1978-1979	Dollars
Mobilier et machines de bureau	9	Néant	-
Véhicules	7		
	16		-

3. - ASSISTANCE AUX NAMIBIENS

3.32 Par sa résolution 2679 (XXV) du 9 décembre 1970, l'Assemblée générale, ayant examiné la demande faite par le Conseil de sécurité, dans sa résolution 283 (1970) du 29 juillet 1970, de créer un fonds des Nations Unies afin de porter assistance aux Namibiens, a décidé de créer un fonds des Nations Unies pour la Namibie de caractère général, et a prié le Secrétaire général de procéder à une étude détaillée sur l'élaboration, la planification, l'exécution et l'administration d'un programme général d'assistance aux Namibiens dans divers domaines.

3.33 Le rapport que le Secrétaire général (A/8473) a présenté à l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session, contenait des recommandations précises à cet égard.

3.34 Dans sa résolution 2872 (XXVI) du 20 décembre 1971, l'Assemblée générale a pris note des recommandations énoncées dans le rapport du Secrétaire général et réaffirmé sa décision antérieure de créer un fonds des Nations Unies pour la Namibie. L'Assemblée a en outre

autorisé le Secrétaire général à adresser un appel aux gouvernements pour qu'ils versent des contributions volontaires au Fonds et à prendre les mesures à court et moyen terme décrites dans son rapport dès que les fonds nécessaires seraient disponibles.

3.35 Par ses résolutions 2872 (XXVI) du 20 décembre 1971, 3030 (XXVII) du 18 décembre 1972, 3112 (XXVIII) du 12 décembre 1973, 3296 (XXIX) du 13 décembre 1974, 3400 (XXX) du 26 novembre 1975 et 31/151 du 20 décembre 1976, l'Assemblée générale a décidé d'affecter au Fonds des sommes dont le montant total a atteint 950 000 dollars à ce jour, le crédit le plus récent ouvert à ce titre s'élevant à 500 000 dollars pour l'exercice biennal 1976-1977. En outre, les contributions volontaires en espèces reçues pour la période allant de 1972 au 31 décembre 1976 se sont élevées à 1 015 650 dollars. Les recettes en espèces du Fonds s'élevaient au total à 1 965 650 dollars au 31 décembre 1976.

3.36 Le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale un rapport annuel sur le fonctionnement du Fonds.

D. - Centre contre l'apartheid

TABLEAU 3.36. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	776,6	83,8	-	64,4	148,2	924,8
Consultants	38,2	1	-	3	4	42,2
Dépenses communes de personnel	238,5	37,5	-	19,8	57,3	295,8
Frais de voyage du personnel	4,9	0,2	-	0,4	0,6	5,5
Imprimerie	23,2	0,8	-	1,8	2,6	25,8
Bourses et subventions	100	(100)	-	-	(100)	-
Total	1 181,4	23,3	-	89,4	112,7	1 294,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 204,7	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	2 079
Total b)	2 079
TOTAL GENERAL	2 079

Total, coûts directs	3 373,1
	522,7
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	3 895,8

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 3.37. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Centre contre l'apartheid

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
Total	13	13	-	-	13	13
Agents des services généraux :						
1ère classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	7	7	-	-	7	7
Total	8	8	-	-	8	8
TOTAL GENERAL	21	21	-	-	21	21

TABLEAU 3.38. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Centre contre l'apartheid

1976-1977	Dollars	1978-1979	Dollars
Bourses et subventions	100	Néant	-
	100		-

D. - Centre contre l'apartheid

3.37 Les objectifs du Centre contre l'apartheid demeurent ceux qui étaient indiqués dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, volume I, paragraphes 170 à 183).

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

3.38 Il n'est pas prévu d'accroissement des ressources.

FONDS D'AFFECTIONATION SPECIALE

DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE DU SUD

3.39 Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, qui est financé par des contributions volontaires versées par des gouvernements, des organisations et des particuliers, a été constitué par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 2054 (XX) en date du 15 décembre 1965, pour permettre de consentir des dons à des organisations bénévoles et autres organismes appropriés, aux fins ci-après :

a) Fournir une assistance juridique aux personnes persécutées en vertu des lois répressives et discriminatoires de l'Afrique du Sud;

b) Secourir ces personnes et celles qui sont à leur charge;

c) Subventionner l'éducation de ces personnes et de celles qui sont à leur charge;

d) Secourir les réfugiés venus d'Afrique du Sud.

3.40 Le mandat du Fonds a été élargi en 1970.

3.41 Un conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, nommé conformément aux dispositions de la résolution 2054 B (XX) de l'Assemblée générale, décide des fins auxquelles sont utilisées les ressources du Fonds.

3.42 Les contributions en espèces reçues pour le Fonds d'affectation spéciale au cours de l'exercice biennal 1974-1975 et en 1976 se sont élevées respectivement à 1 459 701 dollars et 801 755 dollars.

TITRE IV

ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES ET HUMANITAIRES

CHAPITRE 4. -- ORGANES DIRECTEURS (ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES)

TABLEAU 4.1. -- ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
3 288,9 a/	(1 861,5)	(56,5)	3 536,3	107,5	393,9	11,9	2 068,7	62,8	5 357,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 427,4	3 536,3	(3 366,2)	-	170,1	11,9 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	5 357,6
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

27 075,8

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	32 433,4
--	----------

a/ Pour faciliter les comparaisons, on a exclu de ce montant un crédit de 175 200 dollars ouvert pour les services de conférence à fournir à la Commission des sociétés transnationales, le crédit correspondant étant désormais inscrit au chapitre 23 A.

TABLEAU 4.2 (suite)

	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédits demandés 1978-1979	Taux de croissance réelle
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale			
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%		
A. Conseil économique et social, ses commissions et comités techniques (suite)											
12. Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance	35,4	2,5	7	-	-	1,9	5,3	4,4	12,4	39,8	-
13. Commission de statistique	44	3	6,8	-	-	2,4	5,4	5,4	12,2	49,4	-
14. Commission des sociétés transnationales	148,6	139,2	93,6	-	-	22	14,8	161,2	108,4	309,8	-
Conférences cartographiques	9,8	(9,8)	-	-	-	-	-	(9,8)	-	-	-
Total, A	1 382	45,4	3,2	303,2	21,9	127,8	9,2	476,4	34,4	1 958,4	11,9
B. Conférences spéciales											
1. Conférence sur la science et la technique au service du développement	232	(232)	-	2 829,6	1219,6	246,2	106,1	2 843,8	1225,7	3 075,8	-
2. Conférence sur la coopération technique entre pays en développement	414	(414)	-	392	94,6	19,6	4,7	(2,4)	(0,5)	411,6	-
3. Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	-	-	-	11,5	-	0,3	-	11,8	-	11,8	-
Conférences tenues en 1976-1977	1 260,9	(1 260,9)	-	-	-	-	-	(1 260,9)	-	-	-
Total, B	1 906,9	(1 906,9)	-	3 233,1	169,5	266,1	13,9	1 592,3	83,5	3 499,2	-
Total général	3 288,9	(1 861,5)	56,5	3 536,3	107,5	393,9	11,9	2 068,7	62,8	5 357,6	11,9

TABLEAU 4.3. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars de: Etats-Unis)

Programme : organes directeurs (activités économiques et sociales)

1976-1977		1978-1979	
Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	105	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	133,1
Conférences cartographiques	9,8	Conférence sur la science et la technique au service du développement	2 829,6
Conférence sur la science et la technique au service du développement (activités préparatoires)	232	Conférence sur la coopération technique entre pays en développement	392
Conférence sur la coopération technique entre pays en développement (activités préparatoires)	414	Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	11,5
Conférence sur l'eau	676,9		
Comité des ressources naturelles (Comité préparatoire de la Conférence sur l'eau)	19,9		
Conférence sur la désertification	352		
Conférence mondiale de l'alimentation	145,9		
Frais de voyage du Comité des ressources naturelles, qui s'est réuni à Genève au lieu de New York pour faire place à la Conférence sur le droit de la mer	15,8		
Frais de voyage du personnel du FISE envoyé à la réunion du Conseil d'administration du FISE qui s'est tenue à Genève au lieu de New York pour faire place à la Conférence sur le droit de la mer	66,2		
	2 037,5		3 366,2

TABLEAU 4.4. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 4																
		A													B			
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	1	2	3
Chapitre 22.																		
A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B	220,0	7,7	5,6	4,1	6,3	4,8	4,1	4,1	4,8	6,3	4,1	4,8	4,1	4,1	5,3	100,6	48,2	-
C	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
D	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
E	37,7	3,3	1,6	0,1	1,8	0,4	0,1	0,1	0,4	2,0	0,1	0,4	0,3	0,4	2,2	21,6	2,9	0,1
F	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
G	233,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	233,0
H	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
J	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
K	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre 23.																		
(2)	6195,1	2131,2	664,6	-	158,9	474,6	-	130,0	-	56,3	361,2	-	305,4	-	86,7	993,3	361,2	473,6
(3)	12758,8	4935,4	538,5	-	169,1	1196,0	-	258,7	219,0	13,4	369,4	501,9	188,7	1162,3	611,6	1087,0	531,4	962,5
(4)	3624,2	1958,7	62,3	1,2	6,7	251,1	-	51,1	44,4	5,8	106,1	92,0	25,4	302,0	175,5	213,1	98,6	236,2
(5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre 5A.	4007,0	344,7	166,6	11,0	184,0	38,7	12,6	8,7	38,9	206,1	103,8	44,2	29,1	36,0	226,2	2247,0	300,7	8,7
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	27075,8	9381,0	1459,2	16,5	526,8	1965,7	16,9	452,7	307,5	289,9	944,6	643,4	544,9	1504,8	1108,5	4662,5	1343,0	1907,9
COUTS DIRECTS	5357,6	471,9	228,2	15,1	251,9	53,0	17,3	12,0	53,1	282,2	14,2	60,6	39,8	49,4	309,8	3075,8	411,6	11,8
TOTAL, COUTS DIRECTS ET COUTS INDIRECTS REPARTIS	32433,4	9852,9	1687,4	31,6	778,6	2018,7	34,2	464,7	360,6	572,1	958,8	704,0	584,7	1554,2	1418,3	7738,3	1754,6	1919,7

Sens des lettres et chiffres de la première colonne :

- Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux
- A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion
 - B. Bureau des services financiers (New York)
 - C. Bureau des services du personnel (New York)
 - D. Bureau des services généraux (New York)
 - E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion
 - F. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
 - G. Services administratifs et financiers (Genève)
 - H. Division des services généraux (Genève)
 - I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)
 - J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
 - K. Dépenses diverses
 - L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun
- Chapitre 23. Services de conférence et bibliothèques (New York et Genève)
- (2) Services de l'interprétation et des séances
 - (3) Traduction, édition et dactylographie
 - (4) Publications et documentation
 - (5) Bibliothèques

REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE :

(Chapitre 5A. Département des affaires économiques et sociales
Administration et services communs

Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

- A. Conseil économique et social, ses commissions et comités techniques et autres réunions périodiques
 - 1. Conseil économique et social
 - 2. Comité du programme et de la coordination
 - 3. Comité de l'examen et de l'évaluation
 - 4. Comité de la planification du développement
 - 5. Commission de la condition de la femme
 - 6. Comité de l'habitation, de la construction et de la planification
 - 7. Comité des ressources naturelles
 - 8. Commission de la population
 - 9. Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement
 - 10. Comité de la science et de la technique au service du développement
 - 11. Commission du développement social
 - 12. Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance
 - 13. Commission de statistique
 - 14. Commission des sociétés transnationales
- B. Conférences spéciales
 - 1. Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement
 - 2. Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement
 - 3. Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

A. - Conseil économique et social, ses commissions et comités techniques et autres réunions périodiques

4.1 Le mandat du Conseil économique et social et de ses commissions et comités techniques est défini dans le document E/5453/Rev.1, intitulé "Rationalisation des travaux du Conseil - Examen du mandat des organes subsidiaires du Conseil". Les crédits demandés ont été calculés compte tenu des décisions prises jusqu'à présent par les organes délibérants quant à la fréquence des réunions de ces organes et organes subsidiaires, à leur composition et aux conditions de voyage et/ou taux de l'indemnité de subsistance auxquels les représentants desdits organes ont droit dans certains cas. Comme le calendrier des conférences pour 1978-1979 n'avait pas

encore été approuvé lorsque le présent projet de budget-programme a été établi, on est parti de l'hypothèse que le lieu et la durée des réunions seraient les mêmes que pendant l'exercice biennal 1976-1977.

4.2 Conformément à la pratique consistant à inscrire à un seul et même chapitre du budget tous les services de conférence à fournir pour les réunions au Siège et à Genève, les crédits correspondants sont demandés dans les parties A et B du chapitre 23 intitulées respectivement "Département des conférences (New York)" et "Service des conférences (Genève)". Dans chaque cas, ces crédits sont inclus dans les coûts indirects répartis. Pour les conférences spéciales inscrites dans la partie B du présent chapitre, ces coûts sont également indiqués à titre d'information dans chacun des commentaires pertinents.

1. - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

TABLEAU 4.5. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	165,9	5,7	-	12,1	18,8	184,7
Imprimerie et reliure	258,1	8,7	-	20,4	29,1	287,2
Total	424	14,4	-	33,5	47,9	471,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
438,4	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	471,9
	9 381
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	9 852,9

1. - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

4.3 Le Conseil, qui se compose de 54 représentants d'Etats Membres, tient trois sessions par an : une session d'organisation en janvier, à New York; une session de printemps en avril-mai, à New York; et une session d'été en juillet-août, à Genève.

4.4 Tout récemment, 32 fonctionnaires du Département des affaires économiques et sociales, du Bureau des services financiers et du Bureau des affaires interorganisations ont été envoyés à la session de Genève. En outre, le Département des conférences a dû envoyer à Genève des interprètes pour renforcer la Section chinoise d'interprétation de l'Office des Nations Unies à Genève.

4.5 Est également inscrit au présent chapitre le coût

estimatif des travaux contractuels d'imprimerie et de reliure pour les rapports finals du Conseil économique et social et de ses commissions et comités techniques.

4.6 Le montant total du crédit demandé pour les soixante-quatrième, soixante-cinquième, soixante-sixième et soixante-septième sessions du Conseil se décompose comme suit :

	1978 (dollars)	1979 (dollars)	Total (dollars)
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel envoyé aux sessions	90 100	94 600	184 700
Imprimerie et reliure	140 100	147 100	287 200
TOTAL	230 200	241 700	471 900

2. - COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

TABLEAU 4.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	-	-	158,1	11,5	169,6	169,6
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	41,2	1,4	10	4	17,4	58,6
Total	41,2	1,4	170,1	15,5	187	228,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
42,6	170,1	-	-	170,1	399,2 %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	228,2
	1 459,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 687,4

2. - COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

4.7 Jusqu'à la trente et unième session de l'Assemblée générale, le Comité du programme et de la coordination (CPC) se réunissait chaque année à New York pendant deux semaines. Les 21 membres du Comité, en leur qualité de représentants d'Etats Membres, voyageaient aux frais de leur gouvernement. Aux termes du paragraphe 12 de sa résolution 31/93 du 14 décembre 1976, l'Assemblée générale a décidé que l'Organisation prendrait à sa charge à partir de 1978, pour une période d'essai et sous réserve d'examen par l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session - à titre d'exception spéciale aux principes fondamentaux énoncés au paragraphe 2 de sa résolution 1798 (XVII) en date du 11 décembre 1962 - les frais de voyage (en classe économique) et l'indemnité de subsistance (au taux normalement applicable aux membres du Secrétariat, majoré de 15 p. 100) des membres du Comité. Dans la même résolution, l'Assemblée a en outre décidé que les réunions du Comité dureraient désormais six semaines l'année où est présenté le plan et quatre semaines l'année où est présenté le budget.

4.8 Un crédit est également demandé à ce titre pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de

a) 5 fonctionnaires des commissions régionales qui seront envoyés aux réunions du Comité du programme et de la coordination et b) 4 fonctionnaires du Bureau des affaires interorganisations et de la coordination qui seront envoyés aux réunions du Comité administratif de coordination et de son comité préparatoire, qui devraient avoir lieu à Genève en mars-avril de chacune des années de l'exercice biennal.

4.9 Le crédit total demandé pour l'exercice biennal 1978-1979, dont 170 000 dollars correspondent à l'accroissement des ressources aux taux révisés de 1977, se décompose comme suit :

	1978 (dollars)	1979 (dollars)	Total (dollars)
<i>Frais de voyage et indemnité de subsistance</i>			
Membres du Comité du programme et de la coordination	94 600	75 000	169 600
Personnel des commissions régionales	19 800	16 200	36 000
Personnel du Bureau des affaires interorganisations et de la coordination	10 900	11 700	22 600
TOTAL	125 300	102 900	228 200

3. - COMITE DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION

TABLEAU 4.7. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	13,7	-	-	1,4	1,4	15,1
Total	13,7	-	-	1,4	1,4	15,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
13,7	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	15,1
	16,5
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	31,6

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

3. - COMITE DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION

4.10 La cinquième session du Comité de l'examen et de l'évaluation aura lieu à New York en 1979 et durera quatre semaines. Y participeront 54 représentants d'Etats Membres, voyageant aux frais de leur gouvernement. Le crédit demandé à la présente rubrique doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 5 fonctionnaires des commissions régionales.

4. - COMITE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

TABLEAU 4.8. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	199,2	5,5	-	15,6	21,1	220,3
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	28,5	0,8	-	2,2	3	31,5
Total	227,7	6,3	-	17,8	24,1	251,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
234	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 251,8

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

526,8

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 778,6

4. - COMITE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

4.11 Le Comité, qui se réunit chaque année pendant deux semaines, se compose de 24 membres. Ses quatorzième et quinzième sessions doivent avoir lieu à New York en 1978 et 1979. Les représentants qui participent à ces sessions sont autorisés à voyager en première classe aux frais de l'Organisation des Nations Unies et ont droit à une indemnité de subsistance. Le crédit demandé doit également permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 5 fonctionnaires des commissions régionales.

4.12 En outre, trois groupes de travail doivent se réunir chacun une fois par an, en 1978 et en 1979, les Groupes de travail I et III à New York et le Groupe de travail II à Genève. Chacun de ces groupes est composé de 5 membres, qui sont autorisés à voyager aux frais de l'Organisation des Nations Unies et ont droit à une indemnité de subsistance pendant une période estimative d'une semaine pour chaque réunion. Le crédit demandé doit aussi permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 2 fonctionnaires du Siège qui seront envoyés aux réunions du Groupe de travail II.

4.13 Enfin, un crédit est demandé à ce titre pour le Groupe spécial d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement. Le Groupe spécial est un organe permanent créé par le Conseil économique et social en 1973, qui se réunit tous les deux ans et se compose de 20 experts. Sa prochaine session doit avoir lieu à Genève en 1979 et durer deux semaines. Les membres du Groupe siègent à titre individuel et sont donc autorisés à voyager aux frais de l'Organisation des Nations Unies et à percevoir une indemnité de subsistance. Le crédit demandé doit également permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance de 2 fonctionnaires du Siège qui seront envoyés à cette session.

4.14 Le montant total du crédit demandé à ce titre pour l'exercice biennal se décompose comme suit :

	1978 (dollars)	1979 (dollars)	Total (dollars)
Frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants	107 500	112 800	220 300
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel envoyé aux sessions	15 400	16 100	31 500
TOTAL	122 900	128 900	251 800

5. - COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

TABLEAU 4.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Frais de voyage des représentants	28,4	2,1	-	1,6	3,7	32,1
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	18,6	1,3	-	1	2,3	20,9
Total	47	3,4	-	2,6	6	53

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
50,4	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	53
----------------------	----

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

1 965,7

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 018,7
--	---------

5. - COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

4.15 La vingt-septième session de la Commission doit avoir lieu à Genève en 1978 et durer trois semaines. Y participeront 32 représentants d'Etats Membres, qui sont autorisés à voyager aux frais de l'Organisation des Nations Unies. Comme les années précédentes, 5 fonctionnaires des services organiques du Siège et un fonctionnaire de chacune des commissions régionales devront assister à la session.

6. - COMITE DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

TABLEAU 4.10. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	15,7	-	-	1,6	1,6	17,3
Total	15,7	-	-	1,6	1,6	17,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
15,7	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	17,3
	16,9
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	34,2

6. - COMITE DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

4.16 Le Comité qui se compose de 27 représentants d'Etats Membres, tiendra sa onzième session à Genève en 1979, pendant deux semaines. Le crédit demandé à ce titre doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 5 fonctionnaires du Siège et d'un fonctionnaire de chaque commission régionale.

7. - COMITE DES RESSOURCES NATURELLES

TABLEAU 4.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	26,6	(15,8)	-	1,2	(14,6)	12
Total	26,6	(15,8)	-	1,2	(14,6)	12

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
10,8	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	12
	452,7
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	464,7

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

7. - COMITE DES RESSOURCES NATURELLES

4.17 La sixième session du Comité doit avoir lieu à New York en 1979 et durer deux semaines. Les 54 représentants d'Etats Membres qui siègent au Comité voyageront aux frais de leur gouvernement. Le crédit demandé doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 5 fonctionnaires des services organiques des commissions régionales.

8. - COMMISSION DE LA POPULATION

TABEAU 4.12. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	32,4	-	-	3,4	3,4	35,8
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	15,7	-	-	1,6	1,6	17,3
Total	48,1	-	-	5	5	53,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
48,1	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 53,1

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

307,5

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 360,6

8. - COMMISSION DE LA POPULATION

4.18 La vingtième session de la Commission doit avoir lieu à Genève en 1979 et durer deux semaines. L'Organisation des Nations Unies paie les frais de voyage des 27 représentants qui siègent à la Commission. En outre, un fonctionnaire de chaque commission régionale participera à la session.

9. - COMITE CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DEVELOPPEMENT

TABLEAU 4.13. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	211,2	(90,9)	120,9	15,1	45,1	256,3
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	21,4	(9,2)	12,2	1,5	4,5	25,9
Total	232,6	(100,1)	133,1	16,6	49,6	282,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
132,5	133,1	133,1	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	282,2
-----------------------------	--------------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

289,9

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	572,1
---	--------------

9. - COMITE CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DEVELOPPEMENT

4.19 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale, conformément à la résolution 2033 (LXI) du Conseil économique et social, a décidé que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, ainsi que ses groupes régionaux et ses groupes de travail spéciaux se réuniraient une fois par an, au lieu d'une fois tous les deux ans, durant l'exercice biennal 1978-1979, afin d'aider aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, qui doit avoir lieu à Genève en 1979.

4.20 Le crédit demandé doit notamment permettre de couvrir les frais de voyage (en première classe) et l'indemnité de subsistance de 24 membres du Comité consultatif qui assisteront à ses deux sessions annuelles, ainsi que les frais de voyage (en classe économique) et l'indemnité de

subsistance de trois fonctionnaires du Siège qui, comme il est d'usage, compléteront le personnel chargé d'assurer le service de ces réunions.

4.21 De plus, un crédit est demandé pour les cinq groupes régionaux qui se réuniront au siège des commissions régionales en 1978 et 1979. La composition, la durée et les dates de ces réunions sont indiquées ci-après :

- CEA : quatre membres, trois jours en 1978 et 1979;
- CEAO : deux membres, trois jours en 1978 et 1979;
- CEE : six membres, trois jours en 1978 et 1979;
- CEPAL : quatre membres, trois jours en 1978 et 1979;
- CESAP : huit membres, trois jours en 1978 et 1979.

Comme les membres du Comité consultatif eux-mêmes, les membres des groupes régionaux sont autorisés à voyager en première classe aux frais de l'Organisation des Nations Unies et ont droit à une indemnité de subsistance pendant la durée de ces réunions. De plus, un fonctionnaire des services organiques du Siège assistera à chacune des réunions des groupes régionaux.

4.22 Enfin, il est prévu que les groupes de travail spéciaux se réuniront comme suit en 1978 et 1979 :

Groupe de travail spécial I : six membres, trois jours à Genève;

Groupe de travail spécial II : six membres, trois jours à Genève;

Groupe de travail spécial III : six membres, une semaine à New York.

Deux fonctionnaires du Siège devront assister aux réunions des groupes de travail spéciaux à Genève. Les membres des groupes de travail sont autorisés à voyager en première classe et ont droit à une indemnité de subsistance.

4.23 Le crédit total demandé pour l'exercice biennal, l'accroissement des ressources représentant 133 100 dollars aux taux révisés de 1977, se décompose comme suit :

	1978 (dollars)	1979 (dollars)	Total (dollars)
Frais de voyage et indemnité de subsistance des membres	128 100	128 200	256 300
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	12 900	13 000	25 900
TOTAL	141 000	141 200	282 200

10. - COMITE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

TABLEAU 4.14. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	12,7	0,9	-	0,6	1,5	14,2
Total	12,7	0,9	-	0,6	1,5	14,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
13,6	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	14,2
	944,6
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	958,8

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

10. - COMITE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

4.24 La quatrième session ordinaire du Comité doit avoir lieu à New York en 1978. Est prévue également une session de trois semaines du Comité, agissant en qualité de comité préparatoire de la Conférence sur la science et la technique au service du développement, à laquelle participeront des représentants de 54 Etats Membres; les frais des participants seront payés par leur gouvernement. Toutefois, le crédit prévu pour cette session est compris dans les crédits demandés plus loin pour la Conférence dans le tableau 4.19. Un crédit est demandé à la présente rubrique pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance d'un fonctionnaire de chacune des commissions régionales.

11. – COMMISSION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

TABLEAU 4.15. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Frais de voyage des représentants	32,4	-	-	3,4	35,8
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	22,5	-	-	2,3	24,8
Total	54,9	-	-	5,7	60,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
54,9	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	60,6
	643,4
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	704

11. – COMMISSION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

4.25 La vingt-sixième session de la Commission doit avoir lieu à Genève en 1979 et durer trois semaines. Les 32 membres de la Commission sont autorisés à voyager aux frais de l'Organisation des Nations Unies. En outre, un crédit est demandé pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 7 fonctionnaires du Siège et de 4 fonctionnaires des commissions régionales.

12. – COMITE POUR LA PREVENTION DU CRIME
ET LA LUTTE CONTRE LA DELINQUANCE

TABLEAU 4.16. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	35,4	2,5	-	1,9	4,4	39,8
Total	35,4	2,5	-	1,9	4,4	39,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
37,9	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	39,8
----------------------	------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

544,9

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	584,7
--	-------

12. – COMITE POUR LA PREVENTION DU CRIME
ET LA LUTTE CONTRE LA DELINQUANCE

4.26 Le Comité se compose de 15 experts de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance. Etant donné qu'ils siègent à titre individuel, ces experts sont autorisés à voyager aux frais de l'Organisation des Nations Unies et ont droit à une indemnité de subsistance pendant la durée des réunions. La cinquième session du Comité aura lieu à New York en 1978 et durera deux semaines.

13. - COMMISSION DE STATISTIQUE

TABLEAU 4.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Frais de voyage des représentants	23,5	1,7	-	1,2	26,4
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	20,5	1,3	-	1,2	23
Total	44	3	-	2,4	49,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
47	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	49,4
----------------------	------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

1 504,8

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 554,2
--	---------

13. - COMMISSION DE STATISTIQUE

4.27 Le crédit demandé doit permettre de couvrir a) les frais de voyage de 24 représentants, b) les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 7 fonctionnaires du Siège et de 4 fonctionnaires des commissions régionales qui seront envoyés à la vingtième session de la Commission, qui aura lieu à Genève en 1978, et c) les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 2 fonctionnaires du Siège qui seront envoyés à la réunion d'un groupe de travail, qui doit avoir lieu à Genève pendant quatre jours en 1979.

	1978 (dollars)	1979 (dollars)	Total (dollars)
Frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants	26 400	-	26 400
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel envoyé aux sessions	20 900	2 100	23 000
TOTAL	47 300	2 100	49 400

14. - COMMISSION DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

TABLEAU 4.18. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage des représentants	100	100	-	15,3	115,3	215,3
Imprimerie et reliure	48,6	39,2	-	6,7	45,9	94,5
Total	148,6	139,2	-	22	161,2	309,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
287,8	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	309,8
	1 108,5
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 418,3

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

14. - COMMISSION DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

4.28 La Commission est un organe consultatif du Conseil économique et social, composé de 48 membres élus par le Conseil. Les quatrième et cinquième sessions de la Commission auront lieu à New York en 1978 et en 1979 respectivement. Les membres de la Commission voyagent aux frais de leur gouvernement.

4.29 La résolution 1913 (LVII) du Conseil économique et social prévoit que "la Commission choisira des personnes, selon son programme de travail et en consultation avec le Secrétaire général, en se fondant sur leur expérience pratique, en particulier dans les syndicats, les milieux d'affaires, les groupes d'intérêt public et les universités, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, lesquelles, à titre personnel et consultatif,

aideront la Commission et participeront à ses délibérations dans les conditions qu'elle aura fixées". On prévoit que 15 de ces personnes assisteront aux deux sessions du Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite ainsi qu'aux sessions de la Commission elle-même.

4.30 Le montant total du crédit demandé à ce titre se décompose comme suit :

	1978 (dollars)	1979 (dollars)	Total (dollars)
Frais de voyage et indemnité de subsistance des personnes participant aux sessions à titre personnel et consultatif ...	105 000	110 300	215 300
Imprimerie et reliure	46 100	48 400	94 500
TOTAL	151 100	158 700	309 800

B. - Conférences spéciales

4.31 Les crédits demandés à ce titre concernent les grandes conférences consacrées à des sujets précis. Ces conférences sont généralement précédées d'une période préparatoire, et les activités connexes avant, pendant et après la conférence peuvent s'étendre sur plus de deux ans. Pendant la période qui précède la conférence, il arrive souvent qu'une commission ou un comité du Conseil économique et social soit chargé de jouer le rôle de comité préparatoire de la conférence. Dans ce cas, le montant des dépenses supplémentaires qu'entraîne la session spéciale du

comité ou de la commission ordinaire est compris dans les crédits demandés pour la conférence spéciale. Les conférences spéciales entraînent aussi des dépenses supplémentaires non renouvelables pour d'autres unités administratives qui leur fournissent des services d'appui, comme par exemple les dépenses relatives à des réunions tenues au siège des commissions régionales. Ces dépenses seront désormais également inscrites au budget de chaque conférence spéciale. Dans les deux cas, la part du crédit demandé qui correspond au coût des services de conférence est incluse dans les crédits demandés au chapitre 23, dans les parties A ou B selon qu'il convient, pour les raisons exposées plus haut au paragraphe 4.2.

1. - CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

TABLEAU 4.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	163	(163)	1 374,8	112,1	1 323,9	1 486,9
Consultants	-	-	321,1	38,3	359,4	359,4
Frais de voyage des représentants	-	-	26,7	1,3	28	28
Groupes spéciaux d'experts	27	(27)	-	-	(27)	-
Frais de voyage du personnel	12	(12)	375,7	38,7	402,4	414,4
Location et entretien des locaux	13,5	(13,5)	73,2	5,6	65,3	78,8
Communications	-	-	21	1,6	22,6	22,6
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,5	(1,5)	3	0,3	1,8	3,3
Fournitures et accessoires	-	-	9,1	0,6	9,7	9,7
Mobilier et matériel	15	(15)	5	0,4	(9,6)	5,4
Contrats (information)	-	-	620	47,3	667,3	667,3
Total	232	(232)	2 829,6	246,2	2 843,8	3 075,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	2 829,6	2 829,6	-	-	%

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	3 075,8
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

4 662,5

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	7 138,3
--	---------

1. - CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

4.32 Par sa résolution 31/84 du 21 décembre 1976, l'Assemblée générale a décidé de convoquer en 1979 la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement. Dans cette résolution, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était prié de désigner dans les plus brefs délais un secrétaire général de la Conférence qui aurait rang de secrétaire général adjoint. Le Comité de la science et de la technique au service du développement a été désigné comme comité préparatoire de la Conférence et a été autorisé à ce titre à tenir sa première session au début de 1977.

4.33 Lors de l'examen de cette résolution, l'Assemblée générale a été saisie d'un état d'incidences financières (A/C.5/31/89) dans lequel figuraient une estimation provisoire du coût des activités préparatoires en 1977 et une estimation globale pour l'exercice biennal 1978-1979. Etant donné que le Comité préparatoire ne devait pas se réunir avant le début de 1977 pour approuver un programme de travail, ces estimations étaient présentées à titre indicatif.

4.34 L'Assemblée générale a par la suite ouvert un crédit de 232 000 dollars au chapitre 4 du budget pour couvrir les dépenses à engager au cours des cinq premiers mois de 1977, à savoir 163 000 dollars au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales [un secrétaire général adjoint, un administrateur général (D-1), deux agents des services généraux (G-5)], 12 000 dollars au titre des frais de voyage du personnel, 30 000 dollars au titre des services communs correspondants et 27 000 dollars pour organiser une réunion d'un groupe d'experts sur la science et la technique. Un crédit total de 40 000 dollars pour les services de consultants et de 51 000 dollars pour les frais de voyage a été ouvert aux chapitres relatifs aux commissions régionales. En même temps, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été autorisé à engager des dépenses pour couvrir les besoins supplémentaires qui apparaîtraient au cours des sept derniers mois de 1977, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, en vertu des dispositions de la résolution 3540 (XXX) de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1976-1977.

4.35 Quand le présent chapitre du projet de budget-programme a été achevé, le Secrétaire général de la Conférence était en train d'établir une demande de crédits correspondant aux dépenses des sept derniers mois de 1977, en tenant compte des délibérations du Comité préparatoire de la Conférence à sa première session extraordinaire. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies devait présenter cette demande au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à sa session de printemps.

4.36 En l'absence de prévisions définitives pour l'exercice biennal 1978-1979, les montants demandés ici pour l'instant sont ceux qui figuraient dans l'état d'incidences financières initial (A/C.5/31/89), modifiés compte tenu des nouvelles normes appliquées pour calculer le coût des traitements. Ces montants ne comprennent pas les crédits

prévus par les institutions spécialisées à titre de participation aux frais de la Conférence. Les estimations préliminaires montrent que cette participation est importante et qu'elle augmentera vraisemblablement à mesure qu'on avancera dans la phase préparatoire.

4.37 Sous réserve des considérations évoquées ci-dessus, les crédits demandés au présent chapitre pour 1978-1979 se décomposent comme suit :

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>Total</u>
	<i>En milliers de dollars des Etats-Unis</i>		
New York			
Traitements et dépenses communes de personnel :			
Secrétariat de la Conférence (un secrétaire général adjoint, un D-1, 4 P-5, 2 P-4, un P-3, 2 G-5 et 5 G-4) ..	554,6	498,5	1 053,1
Consultants	54,4	29,4	83,8
Frais de voyage du personnel	80,4	49,5	129,9
Frais de voyage d'un groupe de scientifiques et d'experts spécialistes des questions relatives à la science, la technique et l'avenir	28	-	28
Location et entretien des locaux	38,4	40,4	78,8
Communications	11,7	10,9	22,6
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,6	1,7	3,3
Fournitures et accessoires ..	5	4,7	9,7
Mobilier et matériel	2,6	2,8	5,4
Programme d'information ..	<u>325,5</u>	<u>341,8</u>	<u>667,3</u>
	1 102,2	979,7	2 081,9
CESAP			
Personnel temporaire affecté à des tâches générales (un P-4, un G-4 et un conseiller général) ..	95,7	-	95,7
Consultants	44,8	23,7	68,5
Frais de voyage du personnel	<u>62,7</u>	<u>15,4</u>	<u>78,1</u>
	203,2	39,1	242,3
CEPAL			
Personnel temporaire affecté à des tâches générales (un P-4, un G-4 et un conseiller général) ..	107,1	-	107,1
Consultants	44,8	23,7	68,5
Frais de voyage du personnel	<u>52</u>	<u>12,2</u>	<u>64,2</u>
	203,9	35,9	239,8
CEA			
Personnel temporaire affecté à des tâches générales (un P-4, un G-4 et un conseiller régional) ..	112,9	-	112,9
Consultants	44,8	23,7	68,5
Frais de voyage du personnel	<u>62,7</u>	<u>15,2</u>	<u>77,9</u>
	220,4	38,9	259,3

	1978	1979	Total
	En milliers de dollars des		
	Etats-Unis		
CEAO			
Personnel temporaire affecté à des tâches générales (un P-4, un G-4 et un conseiller régional)	118,1	-	118,1
Consultants	45,4	24,7	70,1
Frais de voyage du personnel	52	12,3	64,3
	<u>215,5</u>	<u>37</u>	<u>252,5</u>
TOTAL	<u>1 945,2</u>	<u>1 130,6</u>	<u>3 075,8</u>

4.38 Comme indiqué plus haut dans le paragraphe 4.2, les crédits nécessaires pour les services de conférence à fournir pour toutes les réunions et conférences qui se tiendront au Siège et à Genève sont inscrits séparément dans les parties A et B du chapitre 23. Dans l'état d'incidences financières initial (A/C.5/31/89), le coût des services à fournir à la Conférence sur la science et la technique au service du développement était estimé à 1 032 000 dollars. Au cas où des montants supplémentaires seraient nécessaires, des demandes de crédits révisées seront présentées au titre du chapitre 23. On trouvera ci-après, pour information, un tableau récapitulatif des crédits nécessaires pour les services de conférence, selon les prévisions établies dans le document A/C.5/31/89:

	1978	1979	Total
	En milliers de dollars des		
	Etats-Unis		
a) Réunions intergouvernementales régionales	393,2	-	393,2
b) Réunions de groupes d'experts	40,4	-	40,4
c) Réunions du Comité préparatoire	67,2	80,2	147,4
d) Conférence	-	451	451
	<u>500,8</u>	<u>531,2</u>	<u>1 032</u>
TOTAL	<u>500,8</u>	<u>531,2</u>	<u>1 032</u>

4.39 Le montant supplémentaire de 147 400 dollars pour le Comité préparatoire qui est indiqué à la rubrique c du tableau figurant au paragraphe 4.38 ci-dessus a été calculé sur la base des hypothèses suivantes :

a) Le Comité se réunira pendant 10 jours ouvrables;

b) Le Comité tiendra deux séances par jour, une le matin et une l'après-midi, pour lesquelles des services seront fournis dans quatre langues (anglais, espagnol, français et russe), comme pour les sessions ordinaires du Comité de la science et de la technique au service du développement;

c) La documentation établie après la session sera publiée en cinq langues, dont le chinois, comme pour les sessions ordinaires du Comité de la science et de la technique au service du développement;

d) Le volume de la documentation de la session sera le suivant : documentation à établir avant la session, 80 pages; documentation à établir pendant la session, 75 pages; documentation à établir après la session, 45 pages;

e) Il n'y aura pas de comptes rendus analytiques des séances mais simplement des enregistrements sur bandes magnétiques.

4.40 Compte tenu de ces hypothèses, le coût de la session se décompose comme suit :

	1978	1979
	En milliers de dollars des Etats-Unis	
<i>Documentation à établir avant la session</i>		
Traduction	4,6	5,5
Révision	1,5	1,8
Dactylographie	1,3	1,5
Reproduction et distribution	4,9	5,8
<i>Services à assurer pendant la session</i>		
Interprétation	19,2	22,9
Traduction	5	6
Révision	1,5	1,8
Dactylographie	1,1	1,3
Reproduction et distribution	1,9	2,2
Personnel des services de conférence	0,5	0,6
Frais de voyage du personnel non recruté sur place (interprètes et traducteurs)	15,7	18,7
Fournitures diverses	1	1,2
<i>Documentation à établir après la session</i>		
Traduction	3,5	4,2
Révision	1,1	1,3
Dactylographie	0,9	1
Reproduction et distribution	3,5	4,4
	<u>67,2</u>	<u>80,2</u>
TOTAL	<u>67,2</u>	<u>80,2</u>

4.41 L'estimation relative au coût de la Conférence proprement dite qui est indiquée à la rubrique d du tableau figurant au paragraphe 4.38 ci-dessus a été calculée sur la base des hypothèses suivantes :

i) La Conférence se réunira pendant 12 jours ouvrables;

ii) La Conférence tiendra trois séances le matin et trois l'après-midi, pour lesquelles des services seront fournis dans cinq langues (anglais, chinois, espagnol, français et russe);

iii) La documentation établie après la session sera publiée en cinq langues;

iv) Le volume de la documentation de la Conférence sera le suivant : documentation à établir avant la Conférence, 700 pages; documentation à établir pendant la Conférence, 200 pages; documentation à établir après la Conférence, 400 pages.

4.42 Compte tenu de ces hypothèses, le coût de la Conférence se décompose comme suit :

	En milliers de dollars des Etats-Unis
<i>Documentation à établir avant la Conférence</i>	
Traduction	60,8
Révision	22,6
Dactylographie	36,9
<i>Services à assurer pendant la Conférence</i>	
Interprétation	83,4
Traduction	17,4
Révision	6,4
Dactylographie	5,4
Fonctionnaires des services de conférence (7)	3,1
<i>Documentation à établir après la Conférence</i>	
Traduction	17,4
Révision	6,4
Dactylographie	5,4
Reproduction et distribution	52,4
Documents d'information	133,4
	<u>451</u>
TOTAL	<u>451</u>

2. - CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

TABLEAU 4.20. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	281,6	(281,6)	231,1	11,6	(38,9)	243,6
Consultants	68	(68)	24,6	1,2	(42,2)	25,9
Heures supplémentaires	3	(3)	2,8	0,1	(0,1)	2,9
Frais de voyage des représentants	-	-	16,4	0,8	17,2	17,2
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	2,5	(2,5)	-	-	(2,5)	-
Autres frais de voyage du personnel	16,5	(16,5)	72,6	3,7	59,8	75,3
Contrats (information)	-	-	28	1,4	29,4	29,4
Location et entretien des locaux	-	-	1,4	0,1	1,5	1,5
Communications	10,5	(10,5)	10,5	0,5	0,5	11
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessus)	1	(1)	3,7	0,2	2,9	3,9
Dépenses accessoires	6,8	(6,8)	-	-	(6,8)	-
Fournitures et accessoires	4,6	(4,6)	0,9	-	(3,7)	0,9
Mobilier et matériel	19,5	(19,5)	-	-	(19,5)	-
Total	414	(414)	392	19,6	(2,4)	411,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	392	392	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	411,6
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 343
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 754,6

2. - CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

4.43 Par sa résolution 2023 (LXI) du 4 août 1976, le Conseil économique et social a approuvé une décision du Conseil d'administration du PNUD tendant à recommander à l'Assemblée générale, à sa trente et unième session, de convoquer la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement et a prié le Secrétaire général et l'Administrateur du PNUD de déterminer les meilleurs moyens de fournir à la Conférence des services adéquats.

4.44 Par sa résolution 31/179 du 21 décembre 1976, l'Assemblée générale a approuvé l'acceptation, par le Conseil économique et social, de l'offre du Gouvernement argentin d'accueillir la Conférence à Buenos Aires du 27 mars au 7 avril 1978 et la désignation du Comité de session du Conseil d'administration du PNUD chargé de la coopération technique entre pays en développement comme comité préparatoire de la Conférence. Le Comité préparatoire a tenu sa première réunion en janvier 1977.

4.45 Lorsque l'Assemblée générale a examiné la question de la convocation de la Conférence, elle a été saisie d'un état d'incidences financières (A/C.5/31/93), donnant des estimations provisoires du coût des activités préparatoires et de la Conférence proprement dite. Comme ces estimations avaient été établies avant que le Comité préparatoire ne se réunisse, l'Assemblée générale a approuvé une recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à ce que l'Assemblée générale ouvre un crédit de 352 000 dollars à titre provisoire pour les activités de 1977 et à ce qu'elle autorise le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à engager, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, en vertu des dispositions de la résolution 3540 (XXX) de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1976-1977, les dépenses supplémentaires qui s'avèreraient nécessaires.

4.46 Quand le présent chapitre du projet de budget-programme a été achevé, les prévisions révisées pour 1977 étaient en cours d'élaboration et devaient être présentées au Comité consultatif à sa session de printemps.

4.47 Les présentes prévisions pour 1978 reflètent les vues du Comité préparatoire, telles qu'elles figurent dans le rapport sur sa première session (A/32/42). Le cas échéant, le Secrétaire général présentera une demande de crédits révisés à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session.

4.48 Le crédit total de 411 600 dollars demandé au présent chapitre se décompose comme suit :

	<i>En milliers de dollars des Etats-Unis</i>	
<i>Personnel temporaire affecté à des tâches générales</i>		
Secrétariat de la Conférence :		
Un SSG (6 mois de travail)	35,4	
Un D-1 (6 mois de travail)	26,8	
Un P-4 (6 mois de travail)	20,5	
Un P-3 (6 mois de travail)	16,9	
Quatre agents des services généraux (un G-5, trois G-4) 24 mois de travail	32,6	132,2
Secrétariat du Conseil économique et social :		
Un P-5 (6 mois de travail)	16,3	
Un agent des services généraux (6 mois de travail)	4,9	21,2
Personnel chargé de la documentation :		
Deux P-5/4 (12 mois de travail)	41	
Secrétaires (22 mois de travail)	27,2	68,2
Programme d'information :		
Rencontres régionales :		
Un directeur d'atelier P-4 (1 mois de travail)	3	
Un G-4 (1 mois de travail)	1,3	4,3
Programme d'information préalable à la Conférence :		
Un P-4 (1 mois de travail)		10
Programme d'information pendant la Conférence - personnel de remplacement :		
Deux rédacteurs de communiqués de presse, un éditeur, un fonctionnaire de la radio et un fonctionnaire de la télévision et du cinéma ..		7,7
Consultants (y compris frais de voyage) :		
Personnel chargé d'établir la documentation en consultation avec les gouvernements, les institutions spécialisées, les commissions régionales et d'autres institutions		25,9
Heures supplémentaires (secrétariat de la Conférence)		2,9
Frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants :		
Représentants des organisations qui ont reçu une invitation permanente de l'Assemblée générale	2,5	
Représentants des mouvements de libération nationale	14,7	17,2
Frais de voyage du personnel :		
Secrétariat de la Conférence pour les préparatifs de la Conférence	34,6	
Rencontres régionales :		
Frais de voyage et indemnité de subsistance de 20 journalistes	37,7	
Programme d'information préalable à la Conférence	3	75,3
Contrats (information) :		
Production des éléments à exposer lors de la Conférence		29,4
Location et entretien du matériel		1,5
Communications		11
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)		3,9
Fournitures et accessoires		0,9
TOTAL		411,6

4.49 Le coût des services de conférence à fournir, pour lesquels des crédits sont demandés au chapitre 23, est actuellement estimé à 20 800 dollars pour la réunion du Comité préparatoire et à 328 500 dollars pour la Conférence proprement dite, crédits dont on trouvera le détail ci-après. Au cas où des montants supplémentaires seraient nécessaires, des demandes de crédits révisées seront présentées au titre du chapitre 23.

Le Comité préparatoire

4.50 Le coût estimatif des travaux du Comité préparatoire, dans l'hypothèse où celui-ci se réunirait à New York pendant cinq jours et où les services nécessaires lui seraient fournis en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, se décompose comme suit :

	<i>En milliers de dollars des Etats-Unis</i>
Interprétation (deux séances par jour)	10,2
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel non recruté sur place	2,2
Reproduction (50 pages avant, pendant et après la session)	<u>10,5</u>
	22,9
<i>A déduire</i> : réduction recommandée en 1976 par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	<u>(2,1)</u>
TOTAL	<u>20,8</u>

La Conférence

4.51 Les prévisions de dépenses pour la Conférence, qui figuraient dans l'état d'incidences financières initial, avaient été calculées sur la base des hypothèses suivantes :

a) La Conférence tiendrait deux séances le matin et deux l'après-midi;

b) La Conférence se réunirait pendant 12 jours ouvrables;

c) Les services nécessaires seraient assurés dans six langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe);

d) Le volume de la documentation s'établirait comme suit : documentation à établir avant la session, 1 000 pages; documentation à établir pendant la session, 300 pages; documentation à établir après la session, 100 pages.

4.52 Compte tenu de ces hypothèses, le coût total estimatif de 328 500 dollars se décompose comme suit :

	<i>En milliers de dollars des Etats-Unis</i>	
<i>Documentation à établir avant la session</i>		
Traduction	85	
Dactylographie	<u>10</u>	95
<i>Services à assurer pendant la session</i>		
Interprétation	68	
Traduction	31,8	
Révision	16,6	
Dactylographie	<u>10,5</u>	126,9
<i>Documentation à établir après la session</i>		
Traduction	8,5	
Dactylographie	<u>1</u>	9,5
Reproduction et distribution		64,8
Frais de voyage du personnel non recruté sur place		59,1
Fonctionnaires des services de conférence (7 G-4/3 recrutés sur le plan local)		<u>3,2</u>
		<u>358,5</u>

A déduire : réduction recommandée en 1976 par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (30)

TOTAL 328,5

3. CONFERENCE MONDIALE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

TABLEAU 4.21. ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Frais de voyage du personnel envoyés à des sessions	-	-	11,5	0,3	11,8	11,8
Total	-	-	11,5	0,3	11,8	11,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	11,5	11,5	-	-	%

2) Fonds extra-budgetaires

Total, coûts directs 11,8

B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

1 907,9

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 1 919,7

3. CONFERENCE MONDIALE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

4.53 Par sa résolution 3178 du 13 décembre 1976, l'Assemblée générale a décidé que cette conférence se tiendrait en 1978. Au cours de ses délibérations, l'Assemblée générale a été saisie d'un état d'incidences financières (A/C.5/31/61), indiquant quels seraient les coûts à prévoir, d'une part, si la Conférence se tenait au lieu normal de réunion, à savoir Genève, et d'autre part si elle se tenait à Accra où l'on envisageait alors de convoquer la Conférence, sur l'invitation du Gouvernement ghanéen. Cette invitation ayant par la suite été retirée, les prévisions qui figurent ci-après ont été établies uniquement sur la base des dépenses à prévoir dans le cas de Genève.

4.54 Dans ces conditions, le coût estimatif total de la Conférence se chiffre à 451 400 dollars, dont 11 800 dollars sont demandés au présent chapitre pour les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de six membres de mouvements de libération nationale, et le reste, soit 439 600 dollars, au chapitre 23, pour couvrir des services de conférence.

4.55 Le crédit demandé au chapitre 23, qui a été calculé sur la base de l'hypothèse que les langues de la Conférence seraient l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe, doit permettre de couvrir les dépenses ci-après :

	Dollars
<i>Services de conférence</i>	
Interprétation	85 720
Traduction	34 840
Révision	19 400
Sténodactylographie	19 440
Reproduction	15 300
Autres services de conférence	25 500
	200 200
<i>Documentation</i>	
Documentation à établir avant la session	
Traduction	52 350
Révision	29 140
Sténodactylographie	29 210
Reproduction	23 000
	133 700
Documentation à établir après la session	
Traduction	21 850
Révision	12 160
Sténodactylographie	12 190
Reproduction	11 400
Impression du rapport final	45 100
	105 700

TOTAL 439 600

*Sixième Congrès pour la prévention du crime et le traitement
des délinquants (phase préparatoire)*

4.56 Le sixième Congrès doit avoir lieu en 1980 à Sidney (Australie). Le texte portant autorisation de cette conférence est la résolution 415 (V) de l'Assemblée générale.

Une fois que les décisions que le Conseil économique et social pourrait prendre à sa soixante-deuxième ou à sa soixante-troisième session seront connues, des prévisions de dépenses concernant les activités préparatoires à entreprendre au cours de l'exercice biennal 1978-1979 seront établies pour être présentées à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session.

CHAPITRE 5A. - DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES

TABLEAU 5A.1. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
41 514,5	1 936,7	4,6	367,4	0,8	3 147,7	7,5	5 451,8	13,1	46 966,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
43 451,2	367,4	-	499	866,4	2 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Compte "Frais généraux" de l'ONU	17 285,4
FNUAP	1 633,6
Fonds d'affectation spéciale pour la planification, les projections et les politiques relatives au développement	1 096,9
PAM	831,2
Fonds de contributions volontaires (Décennie des Nations Unies pour la femme)	544,3
Fonds autorenewable pour l'exploration des ressources naturelles	480,7
PNUE	193,3
FISE	143,3
Total a)	22 208,7
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	128 848
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP)	29 520
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	1 584
Autres fonds	17 085
Total b)	177 037
Total, a) et b)	199 245,7

Total, coûts directs	246 212
-----------------------------	----------------

B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

41 499,3

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	287 711,3
---	------------------

TABLEAU 5A.2. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
 DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %		
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			Dollars	%
A. Direction exécutive et administration	1 298	32,1	2,4	(30,1)	(2,3)	94,1	7,2	96,1	7,4	1 394,1	(2,2)
B. Programmes d'activité :											
1. Planification, projections et politiques relatives au développement	6 003,2	489,5	8,1	(189,3)	(3,1)	464,7	7,7	764,9	12,7	6 768,1	(2,9)
2. Etablissements humains	2 895,9	118,3	4	(14)	(0,4)	222,9	7,6	327,2	11,2	3 223,1	(0,4)
3. Ressources naturelles, énergie et transports	3 312,6	142,1	4,2	22,7	0,6	251	7,5	415,8	12,5	3 728,4	2,9
4. Economie et technologie des océans	802,8	21,9	2,7	60,2	7,4	66	8,2	148,1	18,4	950,9	13,1
5. Population	2 549,1	162,7	6,3	28,6	1,1	200,8	7,8	392,1	15,3	2 941,2	2,3
6. Administration et finances publiques	2 124,8	28,5	10,7	6,3	0,2	175	8,2	409,8	19,2	2 534,6	0,2
7. Science et technique	1 379,2	17,3	1,2	(13)	(0,9)	87	6,3	91,3	6,6	1 470,5	1,4
8. Développement social et affaires humanitaires ^{a/}	5 282,9	112,2	2,1	108,6	2,1	337,6	6,4	558,4	10,6	5 841,3	3,6
9. Statistiques	7 559,2	491,9	6,5	216,8	2,8	585,1	7,7	1 293,8	17,1	8 853	4,1
C. Appui aux programmes :											
1. Gestion des activités de coopération technique	3 780	58,4	1,5	-	-	297,4	7,8	355,8	9,4	4 135,8	-
2. Administration et services communs	4 526,8	61,8	1,3	170,6	3,7	366,1	8	598,5	13,2	5 125,3	5,9
TOTAL	41 514,5	1 936,7	4,6	367,4	0,8	3 147,7	7,5	5 451,8	13,1	46 966,3	2,0

^{a/} Les ressources de ce programme sont réparties entre le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires (New York) et la Division des affaires sociales (Genève), comme il est indiqué dans les tableaux 5A.29, 5A.30, 5A.32 et 5A.33.

TABLEAU 5A. 3. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Département des affaires économiques et sociales

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	2	2	-	-	2	2
Directeur (D-2)	13	13	5	2	18	15
Administrateur général (D-1)	31	33	51	43	82	76
Administrateur hors classe (P-5)	70	74	46	42	116	116
Administrateur de 1ère classe (P-4)	119	123	39	37	158	160
Administrateur de 2ème classe (P-3)	96	99	38	35	134	134
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	66	64	20	14	86	78
Total	398	409	199	173	597	582
Agents des services généraux :						
1ère classe	59	61	21	22	80	83
Autres classes	281	288	144	136	425	424
Total	340	349^{a/}	165	158	505	507^{a/}
TOTAL GENERAL	738	758	364	331	1 102	1 089

a/ Dont un poste (G-4/1) d'agent des services généraux transféré du Bureau des services du personnel au programme "Administration et services communs" (en application des dispositions concernant la délégation de pouvoirs).

TABLEAU 5A. 4. - DEPENSES NON RENOUEVABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Département des affaires économiques et sociales

	1976-1977	1978-1979
Personnel temporaire (Conférence sur la coopération économique internationale; A/C.5/31/37, par. 5A.63) a/	11	Néant
Consultants (Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés; A/31/284, A/C.5/1759)	66,9	
Consultants (Etude des définitions et de la terminologie utilisées dans le domaine des ressources naturelles; A/10008/Add.6, par. 8-9)	9,8	
Frais de voyage du personnel (Conférence sur la coopération économique internationale; A/C.5/31/37, par. 5A.64) a/	75	
Personnel temporaire (Intégration des femmes au processus du développement; A/10491)	9,8	

a/ Il n'est pas prévu de crédits à cette fin pour 1978-1979, en attendant les décisions que l'Assemblée générale prendra.

TABLEAU 5A.4 (suite)

1976-1977		1978-1979	
Personnel temporaire (Participation des femmes au renforcement de la paix mondiale; A/C.5/1754)	9,8		
Frais de voyage (Quatrième réunion d'experts chargée d'examiner le programme d'administration publique de l'Organisation des Nations Unies; A/10008/Add.6, par. 12)	39,3		
Consultants et frais de voyage (Rôle du secteur public dans les pays en développement; (A/C.5/1756, A/10491)	14,7		
Groupe spécial d'experts et frais de voyage du personnel (Transfert des techniques, A/C.5/1758, A/10492)	29,7		
Frais de voyage et services contractuels (Sources d'énergie non classiques, A/31/8/Add.15, par. 34-35)	3		
	269		-

TABLEAU 5A. 5. - COUTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Coûts indirects imputés au chapitre 5A													
	Total	A		B								C		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	1	2	
Chapitre 22.														
A	119,6	2,7	16,9	8,8	13,4	2,1	9,7	5,8	2,5	11,9	1,4	19,3	17,3	8,0
B	3749,3	11,5	69,3	36,0	53,3	7,9	158,8	23,7	10,8	60,4	7,2	81,3	2578,9	656,2
C	2106,4	37,3	225,7	117,1	176,5	28,9	132,4	78,1	33,9	164,6	5,6	312,2	629,7	164,6
D	1842,3	200,6	1986,9	1058,8	1702,2	204,9	1106,6	598,6	293,6	1405,0	-	2275,3	6422,5	1166,3
E	506,4	11,3	61,6	34,8	52,4	7,5	34,7	23,0	10,3	42,8	7,2	79,6	95,4	45,7
F	3759,1	-	400,4	0,9	22,8	83,2	283,0	-	-	-	-	2502,8	466,1	-
G	866,3	-	122,2	80,0	303,5	4,8	57,5	79,0	0,7	26,6	65,2	130,8	-	-
H	260,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	260,9	-	-	-
I	5031,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5031,6	-
J	549,8	11,2	67,4	35,0	52,7	8,6	39,5	23,3	10,1	49,2	4,8	93,3	105,5	49,2
K	173,2	3,5	21,2	11,0	16,5	2,7	12,4	7,3	3,2	15,4	2,2	29,3	33,1	15,4
L	258,4	5,2	31,6	16,4	24,7	4,0	18,5	10,9	4,8	23,0	3,3	43,7	49,4	23,0
Chapitre 23.														
(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(3)	1099,7	83,9	173,4	29,0	62,3	27,9	175,7	23,2	7,4	72,3	189,8	151,7	103,3	-
(4)	1601,2	4,4	65,0	77,1	167,1	41,8	39,2	52,5	16,0	170,7	68,0	844,3	55,2	-
(5)	7003,1	-	1297,7	680,5	1028,6	158,3	743,8	443,1	189,9	917,9	55,8	1487,6	-	-
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE														
A.	-	(2106,0)	273,1	154,3	272,2	33,3	153,7	102,1	45,8	189,6	32,0	353,0	334,2	202,6
C.1	-	-	4189,4	2740,1	10402,0	165,5	1971,0	2569,1	23,6	910,2	-	4483,3	(27454,2)	-
C.2	(4007,0)	121,8	662,2	374,1	651,0	80,8	372,5	247,4	111,1	459,6	77,6	855,6	310,0	(8830,8)
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	41499,3	(1612,5)	9657,8	5453,7	14961,6	862,2	5308,8	4283,2	763,7	4519,1	781,3	13743,0	(10722,2)	(6499,7)
COUTS DIRECTS	24622,2	1612,5	35342,0	22336,6	73445,3	2118,8	17435,1	19575,3	1620,5	11858,1	1027,6	39768,3	10722,2	6499,7
TOTAL, COUTS DIRECTS ET COUTS INDIRECTS REPARTIS	287711,3	-	44999,8	27790,3	88406,9	2981,0	22743,9	23858,5	2384,2	16377,2	1808,9	53511,3	-	-

Sens des lettres et chiffres de la première colonne :

Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux

A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion

B. Bureau des services financiers (New York)

C. Bureau des services du personnel (New York)

D. Bureau des services généraux (New York)

E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion

F. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques

G. Services administratifs et financiers (Genève)

H. Division des services généraux (Genève)

I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)

J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)

K. Dépenses diverses

L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun

Chapitre 23. Services de conférence et bibliothèques (New York et Genève)

(2) Services de l'interprétation et des séances

(3) Traduction, édition et dactylographie

(4) Publications et documentation

(5) Bibliothèques

REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE :

A. Direction exécutive et administration

C.1 Gestion de la coopération technique

C.2 Administration et services communs

Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

A. Direction exécutive et administration

B. Programmes d'activités

1. Planification, projections et politiques relatives au développement
2. Etablissements humains
3. Ressources naturelles, énergie et transports
4. Economie et technologie des océans
5. Population
6. Administration et finances publiques
7. Science et technique
8. Développement social et affaires humanitaires (New York)
9. Développement social et affaires humanitaires (Genève)
10. Statistiques

C. Appui aux programmes

1. Gestion de la coopération technique
2. Administration et services communs

a/ Représente le coût des services fournis par le Département des affaires économiques et sociales aux organes directeurs (activités économiques et sociales). Comprend le coût du secrétariat du Conseil économique et social.

b/ Dont 2 850 000 dollars prévus pour la gestion de la coopération technique sous la rubrique "projets opérationnels". Ce montant n'est pas compris dans les coûts indirects répartis.

Département des affaires économiques et sociales

5A. 1 Le nombre total de postes demandés pour le Département des affaires économiques et sociales est de 19, dont 11 postes d'administrateur et 8 postes d'agent des services généraux. De plus, comme il est indiqué à la rubrique "Accroissement des ressources" pour le programme "Administration et services communs", une augmentation de crédit est demandée pour transférer au Département un poste d'agent des services généraux du Bureau des services du personnel, augmentation qui est compensée par l'économie correspondante réalisée au chapitre 22C. Le Département compte réduire ses dépenses

pour les consultants de 354 000 dollars (26,9 p. 100), aux taux révisés de 1977, par rapport aux dépenses de l'exercice biennal précédent. Il compte y parvenir en utilisant davantage, pour exécuter le programme de travail de 1978-1979, les services du personnel disponible au Secrétariat. Les services de consultants ne seront utilisés que de manière hautement sélective. Le Département compte également réaliser des économies, tout en améliorant la qualité des produits, en engageant plus souvent des consultants dans les divers pays et régions (notamment dans les pays en développement) pour les activités qui doivent être entreprises dans ces pays ou régions.

5A. 2 Si le total des crédits demandés pour les frais de

voyage du personnel accuse une augmentation de 56 800 dollars (17 p. 100), c'est précisément parce que l'on prévoit d'utiliser davantage les services du personnel du Secrétariat, de préférence à des consultants. Le personnel sera appelé à voyager davantage pour bien assurer la liaison avec les organisations intéressées et pour participer à la préparation d'un certain nombre de séminaires, réunions et conférences. Le nombre de voyages augmentera aussi en raison des relations de travail étroites à maintenir entre le Département et les commissions régionales. A cet égard, il faut signaler que, si des crédits additionnels pour les frais de

voyage du personnel ont déjà été ouverts par l'Assemblée générale à sa trente et unième session, ces crédits ne suffiront probablement pas pour couvrir tous les besoins du Département pour l'exercice biennal en cours.

5A. 3 Le programme de travail de 1978-1979 entraînera également une diminution des dépenses totales au titre des groupes spéciaux d'experts (21 900 dollars, soit 5,1 p. 100) et des frais d'imprimerie et de brochage (21 200 dollars, soit 1,5 p. 100).

A. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 5A. 6. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	807,4	90,8	-	65,5	156,3	963,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	11,0	(11,0)	-	-	(11)	-
Consultants	140,4	(60,0)	(40,4)	3,0	(97,4)	43,0
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	8,0	1,2	-	-	1,2	9,2
Autres dépenses communes de personnel	257,5	30,1	-	20,7	50,8	308,3
Frais de voyage du personnel	67,8	(19,2)	16,4	4,9	2,1	69,9
Imprimerie	5,9	0,2	(6,1)	-	(5,9)	-
Total	1 298,0	32,1	(30,1)	94,1	96,1	1 394,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 330,1	(30,1)	-	-	(30,1)	(2,2) %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
Compte "Frais généraux" de l'ONU	218,4
Total a)	218,4
b) <u>Projets opérationnels</u>	-
Total b)	-
TOTAL GENERAL	218,4

Total, coûts directs	1 612,5
B. COUTS INDIRECTS REPARTIS	(1 612,5)
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-

TABLEAU 5A. 7. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	1	1	5	5
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	1	1	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	11^{a/}	11	2	2	13	13
Agents des services généraux :						
1ère classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	5	5	1	1	6	6
Total	8^{a/}	8	1	1	9	9
TOTAL GENERAL	19^{a/}	19	3	3	22	22

a/ Dont 9 postes transférés de l'ancien Service de la planification des ressources et du programme (un poste D-2, un poste D-1, un poste P-5, un poste P-4 et un poste P-3, un poste G-5 et 5 postes G-4/1), pour lesquels des crédits étaient précédemment prévus au titre du programme "Administration et services communs".

TABLEAU 5A. 8. - DEPENSES NON RENOUEVABLES

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programme : direction exécutive et administration

1976-1977		1978-1979	
Personnel temporaire pour la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale (A/C.5/31/37, par. 5A.63) a/	11,0	Néant	-
Consultants pour l'établissement du rapport final relatif à la souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés (A/31/284; A/C.5/1759)	66,9		
Frais de voyage pour la Conférence sur la coopération économique internationale (A/C.5/31/37, par. 5A.64) a/	21		
	98,9		-

a/ Il n'est pas prévu de crédits à cette fin pour 1978-1979, en attendant les décisions que l'Assemblée générale prendra.

A. — Direction exécutive et administration

Organisation

5A. 4 Dans le projet de budget-programme pour 1976-1977, le programme "Direction exécutive et administration" du Département des affaires économiques et sociales comprenait essentiellement les fonctions dont s'acquittent le Secrétaire général adjoint et ses collaborateurs immédiats. Le soin de planifier les programmes et de déterminer les ressources nécessaires incombait, au titre du programme "Administration et services communs", à l'ancien Service de la planification des ressources et du programme. Après consultations avec le Service de gestion administrative, lesdites fonctions ont été transférées au programme "Direction exécutive et administration" et confiées au Cabinet du Secrétaire général adjoint dont l'effectif a été augmenté. Les nouvelles attributions de ce cabinet, qui sont exposées de manière plus détaillée dans le manuel intitulé "Organisation du Secrétariat" (ST/SGB/Organisation, section K), comprennent la coordination de tous les programmes exécutés par les divers services du Département, la planification, à l'échelon central, des ressources et des programmes du Département, les relations et la coordination interinstitutions et le soin de représenter le Département aux conférences et réunions.

5A. 5 Il a été tenu compte des effets de cette réorganisation dans le premier rapport sur l'exécution du budget et du programme pour l'exercice biennal 1976-1977, et les crédits correspondants font partie, dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979, des montants nécessaires au maintien du programme "Direction exécutive et administration".

Développement rural

5A. 6 Des programmes de développement rural n'ont été entrepris que dans deux des commissions régionales, comme il est dit dans le Plan à moyen terme (A/31/6/Add.1, vol. I, par. 2207 à 2212). Le développement rural n'en est pas moins un élément important des activités entreprises au titre de nombreux programmes du Département des affaires économiques et sociales, qui viennent compléter les travaux relatifs au développement rural effectués dans les commissions régionales. De plus, vu la création, en application de la décision 175 (LXI) du Conseil économique et social, d'une équipe de travail spéciale du CAC sur le développement rural, et les plans relatifs à une conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural en 1979, aux préparatifs de laquelle l'Organisation des Nations Unies, aux

termes de la résolution 1967 (LIX) du Conseil économique et social, doit coopérer activement, le Département des affaires économiques et sociales est chargé de responsabilités particulières dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la coordination avec les commissions régionales et la participation aux travaux de l'équipe de travail spéciale du CAC.

5A. 7 Les travaux du Département relatifs au développement rural ont cinq objectifs :

a) Politiques et planification relatives au développement rural : définir un ensemble de notions qui puissent servir de cadre aux politiques et aux stratégies globales de développement, et rédiger des documents sur les problèmes et les méthodes de la planification du développement rural;

b) Arrangements institutionnels et gestion du développement rural : aider les gouvernements à créer les institutions et les services administratifs nécessaires pour bien exécuter les programmes de développement rural, notamment ceux qui concernent les groupes à faible revenu, en fournissant des services efficaces et en utilisant les institutions locales qui stimulent une participation plus large de la population;

c) Mobilisation des ressources pour le développement rural : mobiliser les ressources humaines, naturelles et financières de la manière la plus efficace pour exécuter les programmes de développement rural, y compris la création d'institutions adéquates, en insistant notamment sur la pleine intégration des femmes des zones rurales aux efforts de développement;

d) Techniques de développement rural : aider les gouvernements à fournir des techniques adéquates aux ruraux, notamment aux groupes à faible revenu, pour qu'ils puissent améliorer leur productivité, leur revenu et, d'une manière générale, la qualité de leur vie en utilisant les techniques modernes applicables dans les conditions locales, y compris les techniques de recherche scientifique appliquée qui permettent de retrouver et développer les techniques indigènes connues dans ces régions;

e) Etablissements ruraux et infrastructure rurale : aider les gouvernements des pays en développement à formuler et exécuter efficacement des politiques et des programmes visant à fournir aux pauvres des zones rurales, dans le cadre même des établissements humains, les installations et services de base nécessaires pour leur permettre d'obtenir et de conserver un niveau de vie minimum.

5A. 8 On trouvera dans le tableau 5A. 9 des estimations des mois de travail nécessaires pendant l'exercice 1978-1979 pour les activités qui seront entreprises par le Département dans le cadre de travaux intégrés.

TABLEAU 5A.9. - ACTIVITES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT RURAL

Objectifs et éléments de programme	Mois de travail	Unité administrative ^{a/}	Eléments de programme
	1978-79		des unités administratives
1. Politiques et planification relatives au développement rural			
1.1 Politiques de rechange pour le développement rural dans le cadre des stratégies nationales et internationales	66 3 3	CPPFD CHCP CDSA	2,2 1,1 1,1
1.2 Planification du développement rural	6 3 3 60 8 3 4	CPPFD CPPFD CPPFD CDSA CHCP CHCP CHCP	6,1 6,2 6,4 1,4 1,3 2,1 2,3
	<u>159</u>		
2. Arrangements institutionnels et gestion du développement rural			
2.1 Les services sociaux et le développement rural	46	CDSA	2,1
2.2 Les institutions locales et le développement rural	72 <u>118</u>	CDSA	1,2
3. Mobilisation des ressources pour le développement rural			
3.1 Mobilisation des ressources humaines : intégration des femmes au processus de développement	24	CDSA	4,2
3.2 Ressources en eaux souterraines des pays en développement	12 <u>36</u>	CRNET	4,5
4. Techniques de développement rural			
4.1 Politiques pour l'application de la science et de la technique au développement rural	2	BST	1,1
4.2 Les diverses sources d'énergie dans les zones rurales	14 <u>16</u>	CRNET	4,2
5. Etablissements ruraux et infrastructure rurale			
5.1 Le logement dans les zones rurales	2 2 6 2	CHCP CHCP CHCP CHCP	3,1 3,4 3,5 5,2
5.2 Les transports dans les zones rurales	10 <u>22</u>	CRNET	7,2
Total	<u>351</u>		

a/ On trouvera ci-après l'explication des signes utilisés :

CPPFD	Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement
CHCP	Centre de l'habitation, de la construction et de la planification
CDSA	Centre pour le développement social et les affaires humanitaires
CRNET	Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports
BST	Bureau de la science et de la technique.

*Coopération économique entre pays
en développement*

5A. 9 Pour ce qui est de la coopération économique entre pays en développement, l'Assemblée générale, par sa résolution 3442 (XXX), a demandé "l'inclusion, dans le plan à moyen terme et le budget-programme de l'Organisation des Nations Unies, d'une présentation intersectorielle de la totalité des mesures et activités prévues dans le plan et inscrites au programme en vue de l'application des résolutions pertinentes relatives à la coopération économique entre pays en développement". Si la plupart des activités du Département des affaires économiques et sociales ont des incidences sur la promotion de la coopération économique entre pays en développement, un certain nombre d'entre elles visent expressément cet objectif; ces dernières activités sont énumérées ci-après pour information et afin de faciliter leur coordination, leur contrôle et leur examen. Ces activités figurent dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981, tel qu'il a été modifié après avoir été examiné par le Comité du programme et de la coordination à sa seizième session (A/31/6/Add.1/Corr.4, par. 2226-2340). Le rôle joué par le Département des affaires économiques et sociales est exposé dans les paragraphes 2231 à 2248.

5A. 10 Les diverses activités sont exécutées dans le cadre des programmes et sous-programmes du Département des affaires économiques et sociales, la coordination relevant du programme "Direction exécutive et administration".

5A. 11 Les activités du Département en matière de

coopération économique entre pays en développement seront exécutées en coopération étroite avec les commissions régionales et viseront trois objectifs :

a) La promotion d'échanges systématiques entre pays en développement : favoriser l'échange systématique de connaissances, d'expériences, de compétences et de techniques entre pays en développement, les éléments de programmes concernant l'harmonisation des plans entre pays en développement, les moyens d'institutionnaliser l'échange de renseignements et d'expériences entre ces pays et de démontrer la viabilité et l'utilité de programmes et projets relatifs à la promotion de la coopération économique entre pays en développement;

b) L'étude de domaines d'intérêt commun pour les pays en développement : déterminer et étudier les intérêts communs et la complémentarité des pays en développement, les éléments de programmes concernant la promotion de la coopération interrégionale, de la coopération entre plans d'intégration sous-régionale dans les différentes régions, ou la planification et la programmation communes de diverses questions entre pays en développement;

c) La création et le renforcement d'institutions visant à promouvoir la coopération économique entre pays en développement : aider à créer et à renforcer des institutions et mécanismes visant à promouvoir la coopération économique entre pays en développement.

5A. 12 Les éléments de programmes mentionnés ci-dessus sont inclus dans les textes explicatifs et les prévisions budgétaires des programmes sectoriels du Département, comme il est indiqué dans le tableau 5A. 10.

TABLEAU 5A. 10. — ACTIVITES RELATIVES A LA COOPERATION ECONOMIQUE
ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

<u>Objectifs et éléments de programme</u>	<u>Unité administrative^{a/}</u>	<u>Eléments de programme des unités admi- nistratives</u>
1. <u>Promotion d'échanges systématiques entre pays en développement :</u>		
1.1 Analyse et évaluation de la coopération économique entre pays en développement dans l'Etude sur l'économie mondiale et l'Enquête mondiale sur le logement, et définition de la portée de cette coopération économique dans le cadre de la nouvelle stratégie internationale du développement	CPPPD CHCP	1,1 6,2
1.2 Mise au point et diffusion de systèmes de surveillance et d'évaluation du développement rural par l'intermédiaire d'un réseau d'institutions régionales et nationales	CDSA H	1,4
1.3 Création de réseaux d'échange systématique d'informations sur la population, les techniques, les projets opérationnels, de protection sociale et de la planification de la famille, les établissements humains et les méthodes d'évaluation des besoins et aspirations de la jeunesse	Division de la population BST CHCP CDSA H	5,2 4,1 6,1 1,6, 2,5

TABLEAU 5A. 10 (suite)

<u>Objectifs et éléments de programme</u>	<u>Unité administrative^{a/}</u>	<u>Éléments de programme des unités administratives</u>
1.4 Compilation et diffusion de statistiques (démographiques et sociales, économiques, y compris les comptes et bilans nationaux, statistiques du commerce international, statistiques de l'énergie, statistiques industrielles, préparation de programmes d'enquête sur les ménages et traitement des données)	Bureau de statistique	1,1, 1,3,1,5, 2,5, 4,1, 4,3, 5,2
2. <u>Etudes de domaines d'intérêt commun pour les pays en développement</u>		
2.1 Etude sur l'harmonisation des plans de développement	CFPPD	6,3
2.2 Détermination des domaines de coopération économique entre pays en développement en vue de l'intégration des femmes au développement	CDSA	4,6
2.3 Exécution du Plan d'action mondial et des plans d'action régionaux pour l'application de la science et de la technique au développement, recherche-développement dans le domaine des sources d'énergie non classiques, et suite à donner à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique en ce qui concerne la coopération économique entre pays en développement	BST	1,1,1,2, 2,1
2.4 Application des principaux impôts dans les pays en développement, dans le contexte du nouvel ordre économique international, en vue d'harmoniser les politiques grâce à la coopération économique entre pays en développement	Division de l'administration et des finances publiques	4,4
2.5 Développement en commun du tourisme dans les pays en développement	CHCP	2,4
2.6 Rapport sur les possibilités d'élargir la coopération entre pays en développement dans le domaine de la recherche et de la mise en valeur des sources d'énergie	CRNET	3,1
2.7 Etude des perspectives quant à la création de centrales hydro-électriques et à la transmission d'énergie entre pays en développement voisins	CRNET	3,2
2.8 Etude des aspects financiers et techniques de la coopération entre pays en développement en ce qui concerne les projets de prospection de ressources minérales	CRNET	3,3
2.9 Rapport visant à déterminer les possibilités et les besoins actuels en matière de coopération technique entre pays en développement dans le domaine des ressources en eau	CRNET	3,4
2.10 Coopération en matière de gestion et d'utilisation de ressources en eau communes (fleuves, lacs, eaux souterraines)	CRNET	3,5

TABLEAU 5A. 10 (suite)

Objectifs et éléments de programme	Unité administrative ^{a/}	Éléments de programme des unités administratives
2.11 Etudes des ressources en eaux souterraines dans la région de l'Asie et du Pacifique et au Moyen-Orient	CRNET	4,6
2.12 Détermination des domaines prioritaires de coopération technique entre pays en développement et de coopération régionale et inter-régionale en matière de développement des transports	CRNET	6,2
2.13 Etudes régionales de base sur le développement intégré des régions côtières dans les Caraïbes, en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est	Bureau pour l'économie et la technologie des océans	1,2

a/ On trouvera l'explication des sigles utilisés dans la note qui suit le tableau 5A.9.

5A. 13 La promotion de la coopération technique entre pays en développement par l'échange de connaissances et de techniques pour accroître la productivité est considérée comme faisant partie intégrante de la coopération économique entre pays en développement. Le Département fera un effort conscient et systématique pour promouvoir la coopération technique entre pays en développement dans le cadre de ses activités durant le prochain exercice biennal et pour accroître l'apport de connaissances et de techniques des pays en développement aux fins de l'exécution de ces activités, notamment en recourant davantage aux instituts de recherche situés dans ces pays, soit directement, soit par l'intermédiaire des associations régionales d'instituts de recherche en matière de développement qui existent en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Outre qu'il favorisera l'échange d'informations et de données d'expérience entre pays en développement dans divers domaines, le Département s'attachera à étudier de nouvelles formes de coopération technique entre pays en développement, notamment en incitant ces pays à mettre en commun leurs ressources pour atteindre des objectifs communs, en recourant à des accords de jumelage et à une programmation commune. L'accent mis sur la promotion de la coopération technique entre pays en développement est particulièrement net dans les activités opérationnelles du Département, dont une petite partie seulement est financée par des crédits inscrits au budget ordinaire. Les activités opérationnelles en cours sont les suivantes :

a) Assistance à l'Organisation de mise en valeur du bassin du Sénégal (programme ordinaire);

b) Assistance en vue de la formulation du programme d'action en matière de coopération économique entre pays non alignés (projets financés par des fonds d'affectation spéciale);

c) Assistance en vue de la formulation et de l'exécution de programmes régionaux d'intégration des femmes au développement : assistance aux institutions régionales (projets financés par des fonds d'affectation spéciale);

d) Développement rural intégré en Asie (programme ordinaire);

e) Assistance aux centres régionaux pour l'habitation dans les zones à climat humide et sec (budget ordinaire);

f) Développement des services statistiques dans les Caraïbes (projets financés par des fonds d'affectation spéciale et par le PNUD);

g) Centre de recherche d'Asie du Sud-Est pour la transformation de l'étain (financé par le PNUD).

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Consultants

5A. 14 Pour les raisons indiquées au paragraphe 5A. 1 ci-dessus, le crédit prévu pour les consultants accuse une diminution de 40 400 dollars.

Frais de voyage du personnel

5A. 15 Outre les raisons indiquées au paragraphe 5A. 2 ci-dessus, l'augmentation de 16 400 dollars prévue est due à la nécessité de participer à la préparation et d'assister aux séances de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, qui aura lieu en 1979, de l'équipe de travail spéciale du CAC sur le développement rural et de ses groupes de travail, des réunions relatives à la coopération économique entre pays en développement, y compris les sessions du Comité de la CNUCED chargé de la coopération économique entre pays en développement. Il faudra aussi assister à trois réunions — au lieu d'une — d'organes essentiels du Programme des Nations Unies pour l'environnement et à des réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales, une session ayant lieu chaque année au siège d'une des commissions régionales.

Imprimerie

5A. 16 Le crédit nécessaire à cette rubrique accuse une diminution de 6 100 dollars.

B. - Programmes d'activité

I. - PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES
AU DEVELOPPEMENT

TABLEAU 5A. 11. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

A. COUTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	4 105,9	424,7	-	338,2	762,9	4 868,8
Consultants	172,7	4	(53,7)	8,6	(41,1)	131,6
Groupes spéciaux d'experts	18,6	-	(18,6)	-	(18,6)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	1 370,1	83,5	-	103,5	187	1 557,1
Frais de voyage du personnel	77,6	(32,3)	(1,8)	2,9	(31,2)	46,4
Imprimerie	257,1	9,6	(115,2)	11,5	(94,1)	163
Total	6 003,2	489,5	(189,3)	464,7	764,9	6 768,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
6 492,7	(189,3)	-	-	(189,3)	(2,9) %

TABLEAU 5A. 11 (suite)

 2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) Appui fonctionnel et administratif		
Compte "Frais généraux" de l'ONU (traitements et dépenses communes de personnel)		1 718,1
Fonds d'affectation spéciale pour la planification, les projections et les politiques relatives au développement (traitements, dépenses communes de personnel, consultants, groupes spéciaux d'experts)		175,3
PAM (traitements et dépenses communes de personnel)		100,5
Total a)		1 993,9
b) Projets opérationnels		
PNUD		24 835
Autres fonds		1 745
Total b)		26 580
TOTAL GENERAL		26 573,9

Total, coûts directs	35 342
-----------------------------	---------------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

9 657,8

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	44 999,8
---	-----------------

TABLEAU 5A. 12. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : planification, projections et politiques relatives au développement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Directeur (D-2)	1	1	2	-	3	1
Administrateur général (D-1)	7	7	3	1	10	8
Administrateur hors classe (P-5)	9	9	12	12	21	21
Administrateur de 1ère classe (P-4)	24	24	2	3	26	27
Administrateur de 2ème classe (P-3)	18	18	1	1	19	19
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	6	6	-	-	6	6
Total	65	65	20	17	85	82
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	6	6	1	1	7	7
Autres classes	37	37	8	7	45	44
Total	43	43	9	8	52	51
TOTAL GENERAL	108	108	29	25	137	133

TABLEAU 5A. 13. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : planification, projections et politiques relatives au développement

1976-1977		1978-1979	
Consultants pour une étude sur le rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement (A/C.5/1756, A/10491)	11,7	Néant	-
Frais de voyage du personnel aux fins de l'étude susmentionnée	3		
Frais de voyage du personnel pour la Conférence sur la coopération économique internationale (A/C.5/31/37, par. 5A.64) a/	31		
	45,7		-

a/ Il n'est pas prévu de crédits à cette fin pour 1978-1979, en attendant les décisions que l'Assemblée générale prendra.

1. - PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

5A. 17 Ce programme est exécuté par le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement (ST/SGB/Organization, sect. K, p. 4).

5A. 18 Les neuf sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Examen et évaluation des progrès économiques et sociaux

a) Pourcentage des ressources du programme : 33,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 221-228; Corr.4, par. 2244.

c) Eléments de programme :

1.1 Etude sur l'économie mondiale.

Produits : rapports (en 1978 et 1979) sur la situation économique dans le monde à l'intention du Conseil économique et social.

1.2 Opération biennale d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et travaux préparatoires pour la formulation d'une nouvelle stratégie internationale du développement.

Produits : rapport (en 1979) sur les progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, qui sera soumis au Comité de la planification du développement, au Comité de l'examen et de l'évaluation, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. Rapports (en 1978 et 1979) sur les travaux préparatoires pour la formulation d'une nouvelle stratégie internationale du

développement, qui seront soumis au Comité de la planification du développement, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale.

1.3 Etude des conditions et des politiques sociales.

Produits : rapport sur la situation sociale dans le monde (1978), qui sera soumis à la Commission du développement social et à l'Assemblée générale en 1979; rapport sur les progrès réalisés par les pays quant aux transformations économiques et sociales de grande portée, qui sera soumis à l'Assemblée générale en 1978; et rapport sur l'application de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social (1969-1979), qui sera soumis à la Commission du développement social et à l'Assemblée générale en 1979.

Sous-programme 2. Développement et ressources humaines

a) Pourcentage des ressources du programme : 11,4.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 229-236; Corr.1, chap. VI (Programme 1).

c) Eléments de programme :

2.1 Etude des politiques sociales et de la répartition des avantages sociaux et économiques dans le cadre de l'expansion et de la diversification de l'économie.

Produits : rapport sur la distribution du revenu national, qui sera soumis au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale en 1978; rapport sur l'inflation et les groupes à faible revenu, qui sera soumis à la Commission du développement social en 1979; rapport sur les politiques économiques et sociales visant à réduire la pauvreté, rapport établi en prévision de l'établissement d'une nouvelle stratégie internationale du développement en 1979.

2.2 Etude des rapports entre les programmes de développement rural et les stratégies globales de développement économique et social.

Produit : rapport qui sera soumis en 1979 à la Commis-

sion du développement social et au Conseil économique et social.

2.3 Utilisation de mesures quantitatives pour déterminer les groupes à atteindre et analyser l'effet des politiques économiques et sociales.

Produit : rapport à soumettre en 1979 à la Commission du développement social et au Conseil économique et social. Les données serviront en outre d'apports pour les éléments de programme 2.1 et 2.2.

Sous-programme 3. Développement et ressources physiques — Perspectives à long terme¹

a) Pourcentage des ressources du programme : 4,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 52-58, 237.

c) Élément de programme :

3.1 Perspectives à long terme de l'économie mondiale sous ses aspects intersectoriels et interrégionaux.

Produits : perspectives établies en coopération avec d'autres divisions du Département des affaires économiques et sociales, et en liaison avec d'autres organisations et diverses personnalités, à l'intention du Comité de la planification du développement, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, pour que ces organes les utilisent en examinant les rapports entre ces perspectives et l'évolution à long terme dans les domaines de l'alimentation et l'agriculture, de l'énergie, de l'extraction minière, de la production industrielle et des techniques, de la population et de l'environnement.

Sous-programme 4. Développement et ressources financières

a) Pourcentage des ressources du programme : 10.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 238-245; Corr.4, par. 2245.

c) Éléments de programme :

4.1 Principes directeurs en matière de fiscalité.

Produits : septième rapport du Groupe d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en développement; un rapport sur les principes directeurs à suivre pour imposer les entreprises agricoles, comme suite à l'examen du projet de principes directeurs par un groupe d'experts de la réforme fiscale en 1979; et un rapport (1979) sur l'imposition forfaitaire comme moyen d'éviter l'évasion fiscale nationale dans les pays en développement.

4.2 Accroissement et mobilisation de l'épargne privée.

Produit : rapport sur les politiques et les techniques permettant de mobiliser l'épargne individuelle dans les pays en développement, en particulier dans les pays africains, comme suite à un atelier interrégional sur la question qui se tiendra en Afrique en 1978.

4.3 Augmentation des investissements étrangers directs et des placements en valeurs de portefeuille.

Produit : rapport sur l'accès des pays en développement aux marchés financiers et sur les principes directeurs à suivre pour évaluer les propositions des investisseurs étrangers et y donner suite, rapport établi après l'examen de ces questions par un atelier interrégional en 1979.

Sous-programme 5. Projections économiques et sociales

a) Pourcentage des ressources du programme : 13,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 246-252.

c) Éléments de programme :

5.1 Préparation des données;

5.2 Projections à moyen terme de divers schémas de développement possibles.

Produits : rapport sur les tendances à moyen terme et divers schémas de développement possibles pour l'économie mondiale.

5.3 Analyse économétrique des fluctuations à court terme.

Produits : projections établies à l'aide des modèles LINK, qui seront utilisées par les gouvernements et aux fins de l'examen et de l'évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement.

Sous-programme 6. Planification intégrée du développement²

a) Pourcentage des ressources du programme : 13,9.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 253-260; Corr.4, par. 2246.

c) Éléments de programme :

6.1 Analyse de l'évolution des priorités dans la planification du développement.

Produits : renseignements normalisés à communiquer aux planificateurs nationaux et au public dans le *Journal de la planification du développement*; et un rapport sur l'évolution des priorités dans la planification du développement qui sera soumis au Comité de la planification du développement et au Conseil économique et social en 1980.

6.2 Etude de l'expérience des pays dans l'exécution des plans de développement.

Produits : un rapport (1978) fondé sur les travaux préparatoires effectués pour dix ateliers et réunions d'évaluation organisés dans des régions en développement durant la période 1973-1977 et sur les conclusions de ces ateliers et réunions, rapport qui sera soumis au Comité de la planification du développement et au Comité de l'examen et de l'évaluation; un rapport (fin 1979) sur divers aspects de l'exécution des plans de développement qui sera soumis au Comité de la planification du développement et au Conseil économique et social.

6.3 Etude des problèmes que pose l'harmonisation des plans de développement en vue de promouvoir l'intégration et la coopération économiques entre pays en développement.

Produit : un rapport sur les résultats de cette étude qui sera soumis en 1979 au Comité de la planification du développement et au Comité de l'examen et de l'évaluation.

6.4 Formation à la planification et à l'exécution des plans.

Produits : conférences et documents, représentant la contribution du Département aux cours de formation de planificateurs nationaux organisés par les instituts de planification régionaux.

¹ Intitulé "Prévisions à long terme (projet 2000)" dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981.

² Intitulé "Planification économique et sociale intégrée" dans le Plan à moyen terme pour la période 1978-1981.

Sous-programme 7. Etudes techniques établies pour le Comité de la planification du développement

- a) Pourcentage des ressources du programme : 7,1.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 261-270; Corr.4, par. 2247.
 c) Eléments de programme :
- 7.1 Etudes sur des questions qui seront examinées par le Comité de la planification du développement et ses trois groupes de travail.

Produits : mémoires techniques établis en 1978 et 1979 (le sujet et le nombre des mémoires seront déterminés en fonction des décisions que le Comité prendra à ses prochaines sessions).

7.2 *Journal de la planification du développement.*

Produits : deux numéros en 1978 et deux en 1979.

Sous-programme 8. Appui à la coopération technique³

- a) Pourcentage des ressources du programme : 3,7⁴.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 271-277; Corr.4, par. 2248.
 c) Eléments de programme :
- 8.1 Apport de connaissances techniques en vue de la formulation, de l'exécution et de l'évaluation de programmes nationaux et multinationaux et de divers projets.

³ Intitulé "Services consultatifs de planification du développement" dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981.

⁴ Plus 100 p. 100 des fonds pour frais généraux de l'ONU affectés à ce programme.

- 8.2 Services consultatifs directs à fournir aux gouvernements.

Sous-programme 9. Appui au programme

- a) Pourcentage des ressources du programme : 3.
 b) Eléments de programme :
- 9.1 Formulation et gestion du programme;
 9.2 Coordination du programme;
 9.3 Services fonctionnels à fournir aux organes autres que le Comité de la planification du développement.

*Accroissement des ressources
 (aux taux révisés de 1977)*

Consultants, groupes spéciaux d'experts, frais de voyage du personnel et imprimerie

5A. 19 Pour les raisons exposées ci-dessus au paragraphe 5A. 1 les crédits demandés pour les consultants et les groupes spéciaux d'experts accusent une diminution de 53 700 dollars et de 18 600 dollars, respectivement. En outre, les frais de voyage du personnel diminueront de 1 800 dollars et les dépenses d'imprimerie de 115 200 dollars. La diminution du crédit demandé pour l'imprimerie est imputable au fait que l'Etude sur l'économie mondiale et le rapport sur l'opération biennale d'examen et d'évaluation des progrès effectués dans la réalisation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement seront reproduits en offset au lieu d'être imprimés. On a constaté que l'impression de ces documents en retardait indûment la publication.

2. - ETABLISSEMENTS HUMAINS

TABLEAU 5A. 14. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 897,5	90,1	-	148,5	238,6	2 136,1
Consultants	202,5	18,2	(10,7)	15,6	23,1	225,6
Groupes spéciaux d'experts	81,5	2,8	(4,2)	5,7	4,3	85,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	634	3,4	-	46	49,4	683,4
Frais de voyage du personnel	50	1,9	(0,1)	3,8	5,6	55,6
Imprimerie	29,2	1,9	1	3,3	6,2	35,4
Total	2 895,9	118,3	(14)	222,9	327,2	3 223,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 014,2	(14)	-	-	(14)	(0,4)

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) Appui fonctionnel et administratif	
Compte "Frais généraux" de l'ONU (traitements et dépenses communes de personnel)	1 361,2
PAM (traitements, dépenses communes de personnel et frais de voyage du personnel)	174
PNUE (traitements et dépenses communes de personnel, consultants, frais de voyage du personnel, groupes spéciaux d'experts, matériel et rapports)	193,3
Total a)	1 728,5
b) Projets opérationnels	
PNUD	15 130
PNUE	275
Autres fonds	1 980
Total b)	17 385
TOTAL GENERAL	19 113,5

Total, coûts directs	22 336,6
----------------------	----------

5 453,7

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	27 790,3
--	----------

TABLEAU 5A. 15. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : établissements humains

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	4	4	5	5
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	7	7	12	12
Administrateur de 1ère classe (P-4)	9	9	2	2	11	11
Administrateur de 2ème classe (P-3)	9	9	1	-	10	9
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	5	5	-	-	5	5
Total	30	30	14	13	44	43
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	15	15	9	8	24	23
Total	18	18	9	8	27	26
TOTAL GENERAL	48	48	23	21	71	69

2. - ETABLISSEMENTS HUMAINS

5A. 20 Ce programme est exécuté, au sein du Département des affaires économiques et sociales, par le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification (ST/SGB/Organisation, sect. K, p. 13). L'objet général du programme est d'améliorer les éléments qui permettent d'arrêter les politiques et les décisions en matière d'établissements humains, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international. Le programme comprend surtout des mesures visant à guider la croissance des établissements humains de façon qu'elle corresponde aux buts du développement général et contribue à leur réalisation, et à remédier à certains des problèmes critiques qui se posent aux pays en développement dans ce domaine. Dans ce cadre général, l'accent est mis sur l'amélioration de la qualité de la vie dans les établissements tant ruraux qu'urbains, en accordant une attention particulière aux besoins des couches de population les plus pauvres. Le programme porte sur les domaines d'activité et les tâches prioritaires qui ont fait l'objet des recommandations d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains. L'action internationale visera essentiellement : a) à compléter, au moyen de programmes de coopération internationale, les activités entreprises dans les secteurs où les pays sont incapables de mener à bien par eux-mêmes des programmes efficaces; b) à échanger des renseignements et des données d'expérience; c) à lancer des activités d'enseignement, de

formation et de recherche appliquée pouvant avoir une application étendue dans nombre de pays; et d) à transférer des techniques. Le programme fait également une place de plus en plus large aux activités de recherche entreprises par les gouvernements, les commissions régionales et les organisations non gouvernementales.

5A. 21 Les huit sous-programmes qui constituent ce programme s'écartent du plan à moyen terme pour la période 1978-1981 dans la mesure où il est tenu compte des recommandations de la Conférence Habitat, telles que l'Assemblée générale les a adoptées dans sa résolution 31/116.

Sous-programme 1. Politiques et stratégies des établissements humains

a) Pourcentage des ressources du programme : 7.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 677 à 692; résolutions 31/109 et 31/116 de l'Assemblée générale.

c) Eléments de programme :

1.1 Formulation de politiques et de stratégies nationales relatives au développement des établissements humains.

Produits : directives relatives à la formulation de politiques nationales en matière d'établissements humains, appui aux programmes nationaux de recherche, journées d'étude et tenue d'un séminaire interrégional.

***1.2 Politiques foncières et mesures de contrôle de l'utilisation des terres.**

Produit : un rapport relatif à une étude fondée sur les activités de recherche concernant la récupération de la plus-value des terres.

***1.3 Etablissement de rapports périodiques sur la situation des établissements humains.**

Produits : un document (en décembre 1979) contenant un projet de recommandations à soumettre au Conseil économique et social par l'intermédiaire du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification; plusieurs projets, rapports et études nationaux de recherche et d'assistance technique.

Sous-programme 2. Planification des établissements humains

a) Pourcentage des ressources du programme : 12.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 693 à 707; résolutions 31/109 et 31/116 de l'Assemblée générale.

c) Eléments de programme :

2.1 Intégration de la planification des établissements humains à la planification générale du développement social et économique.

Produits : un rapport contenant des principes directeurs; journées d'étude et programmes de formation à caractère régional et intergouvernemental.

***2.2 Le rôle des régions métropolitaines dans le développement national.**

Produits : réunion d'un groupe d'experts; un document destiné à la Conférence internationale sur le rôle des régions métropolitaines dans le développement national, qui aura lieu à Nagoya (Japon) en décembre 1978, et un rapport présentant un résumé des conclusions de la Conférence applicables aux pays en développement.

2.3 Normes de planification physique pour les établissements humains : critères et méthodes.

Produit : version finale d'un rapport (en 1979).

2.4 Planification du développement de zone, en ce qui concerne le tourisme en particulier.

Produits : directives finales (en 1979).

***2.5 Incidences du tourisme sur les établissements humains.**

Produit : le document de base de l'Organisation des Nations Unies destiné à la Conférence mondiale du tourisme, en coordination avec les commissions régionales et les institutions intéressées du système des Nations Unies.

Sous-programme 3. Logement et amélioration des taudis, colonies de squatters et établissements ruraux

a) Pourcentage des ressources du programme : 16,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 708 à 718. Pour l'élément de programme 3.5, voir aussi la résolution 31/116 de l'Assemblée générale.

c) Eléments de programme :

3.1 Promotion du recours aux ressources locales pour l'amélioration des taudis urbains et des colonies de squatters.

Produit : un rapport (en 1978) relatif aux méthodes utilisées avec succès pour améliorer les taudis et les colonies de squatters grâce à des ressources locales.

* Nouvel élément de programme.

3.2 Directives relatives aux politiques et aux mesures proposées pour améliorer les colonies de squatters.

Produit : publication de directives en 1978.

3.3 Etude mondiale des tendances en matière de logement, notamment en ce qui concerne les taudis, les colonies de squatters et les établissements ruraux.

Produits : rapport et contribution à l'Enquête mondiale sur les établissements humains, en 1979.

3.4 Projets pilotes en vue d'améliorer les taudis, les colonies de squatters et les établissements ruraux.

Produits : projets pilotes en Asie, en Amérique latine et en Afrique, un système de contrôle et d'évaluation, stages de formation locale et présentation audio-visuelle.

***3.5 Programme mondial de formation dans le domaine du logement.**

Produits : stages de formation, réunion d'un groupe d'experts en 1978. Deux ou plusieurs manuels de formation relatifs au logement dans les zones rurales et urbaines et aux programmes d'action visant à améliorer les taudis et les colonies de squatters, en 1979.

Sous-programme 4. Développement du secteur de la construction

a) Pourcentage des ressources du programme : 9,4.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 719 à 728.

c) Eléments de programme :

4.1 Tendances des politiques actuelles dans le secteur de la construction.

Produits : quatre monographies relatives au secteur de la construction et réunion d'un groupe spécial d'experts.

4.2 Mesures législatives en matière de construction.

Produit : Une publication (en décembre 1979) relative aux mesures à prendre en matière législative.

Sous-programme 5. Institutions et gestion

a) Pourcentage des ressources du programme : 6,7.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 729 à 735. Résolutions 31/109 et 31/116 de l'Assemblée générale.

c) Eléments de programme :

*5.1 Cadre juridique et institutionnel pour le développement des établissements humains.

Produits : une étude comparée des législations en vigueur relatives à la planification, des processus de prise des décisions, des structures et procédures administratives en matière de planification des établissements humains; directives visant à aider les gouvernements à adopter les procédures administratives et législatives nécessaires pour planifier et exécuter les programmes relatifs aux établissements humains; et réunion d'un groupe spécial d'experts.

*5.2 La prise de décisions en matière de programmation du logement.

Produits : un séminaire interrégional et un rapport sur le processus de prise des décisions en matière de programmation du logement en décembre 1979.

Sous-programme 6. Echange de renseignements

a) Pourcentage des ressources du programme : 16,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 736 à 746. Pour l'élément de programme 6.1, voir aussi les résolutions

31/109 et 31/116 de l'Assemblée générale.

c) Éléments de programme :

6.1 Amélioration des capacités des systèmes d'information existant en matière d'établissements humains et étude de plans et de propositions en vue d'un système international d'échange de renseignements.

Produits : répertoire des établissements de recherche et de formation ainsi que des spécialistes dans le domaine des établissements humains, et répertoire des sources de renseignements sur les établissements humains.

6.2 Enquête mondiale sur les établissements humains.

Produit : publication de l'Enquête mondiale sur les établissements humains, tous les cinq ans.

6.3 Renseignements techniques relatifs aux activités du système des Nations Unies en matière d'établissements humains.

Produits : bulletin trimestriel sur les établissements humains; publications techniques relatives aux établissements humains et bulletin d'information sur les activités de recherche et les activités opérationnelles.

Sous-programme 7. Appui à la coopération technique

a) Pourcentage des ressources du programme : 15¹.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 677 à 746.

c) Éléments de programme :

7.1 Fourniture de services techniques aux fins de la formulation, de l'exécution et de l'évaluation de

programmes par pays et de programmes multinationaux, ainsi que de projets particuliers;

7.2 Fourniture directe de services consultatifs aux gouvernements;

7.3 Mise au point de matériel pédagogique; appui aux établissements de formation et activités de formation directe;

7.4 Publications visant directement à améliorer l'exécution des activités de coopération technique.

Sous-programme 8. Appui aux programmes

a) Pourcentage des ressources du programme : 17,2.

b) Éléments de programme :

8.1 Formulation et gestion des programmes;

8.2 Coordination des programmes;

8.3 Fourniture de services fonctionnels aux organes compétents.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Consultants, groupes spéciaux d'experts, frais de voyage du personnel et imprimerie

5A. 22 Pour les raisons données au paragraphe 5A. 1 ci-dessus, les crédits demandés pour les consultants et les groupes spéciaux d'experts accusent une diminution de 10 700 dollars et de 4 200 dollars, respectivement. Par ailleurs, les crédits demandés au titre des frais de voyage du personnel et de l'imprimerie accusent des changements mineurs.

¹ Plus 100 p. 100 des fonds pour frais généraux de l'ONU affectés à ce programme.

3. - RESSOURCES NATURELLES, ENERGIE ET TRANSPORTS

TABLEAU 5A. 16. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	2 210,8	136	67,4	178,1	381,5	2 592,3
Consultants	216,9	11,1	(75)	10	(53,9)	163
Groupes spéciaux d'experts	71,7	3,1	(21,4)	2,7	(15,6)	56,1
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	740	13	21,6	54,6	89,2	829,2
Frais de voyage du personnel	52,4	(21,8)	12,3	3,2	(6,3)	46,1
Imprimerie	19,6	0,7	0,3	1,5	2,5	24,1
Mobilier et matériel	-	-	17,5	0,9	18,4	18,4
Total	3 312,6	142,1	22,7	251	415,8	3 728,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 454,7	22,7	-	80	102,7	2,9 %

TABLEAU 5A.16 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Compte "Frais généraux" de l'ONU (traitements et dépenses communes de personnel)		3 239,2
Fonds autorenewable pour l'exploration des ressources naturelles (traitements et dépenses communes de personnel)		480,7
Total a)		3 719,9
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUD		59 963
PNUE		759
Autres fonds		5 275
Total b)		65 997
TOTAL GENERAL		69 716,9
Total, coûts directs		73 445,3
		14 961,6
Total, coûts directs et coûts indirects répartis		88 406,9

B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

TABLEAU 5A.17. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : ressources naturelles, énergie et transports

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Directeur (D-2)	1	1	2	-	3	1
Administrateur général (D-1)	3	4	24	18	27	22
Administrateur hors classe (P-5)	6	6	10	8	16	14
Administrateur de 1ère classe (P-4)	13	14	3	3	16	17
Administrateur de 2ème classe (P-3)	9	9	2	-	11	9
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	1	-	3	2
Total	34	36	42	29	76	65
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	2	2	4	4	6	6
Autres classes	18	18	20	15	38	33
Total	20	20	24	19	44	39
TOTAL GENERAL	54	56	66	48	120	104

TABLEAU 5A. 18. - DEPENSES NON RENOUEVABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : ressources naturelles, énergie et transports

1976-1977		1978-1979	
Consultants chargés d'étudier les définitions et la terminologie utilisées dans le domaine des ressources naturelles (résolution 1954 (LIX) du Conseil économique et social; A/10008/Add.6, par. 8 et 9)	9,8	Néant	-
Frais de voyage du personnel envoyé à la Conférence sur la coopération économique internationale à Paris (A/C.5/31/37, par. 5A.64) a/	23		
	32,8		-

a/ Il n'est pas demandé de crédit à ce titre en 1978-1979, sous réserve de décision ultérieure de l'Assemblée générale.

3. - RESSOURCES NATURELLES, ENERGIE ET TRANSPORTS

5A. 23 Ce programme est exécuté par le Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports (ST/SCGB/ Organization, sect. K, p. 18 et 19). Aux fins de l'organisation et de la présentation du budget, le programme "Transports" et les deux sous-programmes connexes sont inclus dans le programme "Ressources naturelles, énergie et transports".

5A. 24 Le programme relatif aux ressources naturelles, tel qu'il est décrit dans le plan à moyen terme (A/31/6/Add.1, vol. I, par. 1196 à 1242), demeure essentiellement le même que le programme prévu dans le plan à moyen terme pour la période 1976-1979. Toutefois, comme il est indiqué ci-dessus aux paragraphes 5A. 9 à 5A. 13, le Département a accordé une attention particulière à la coopération entre pays en développement.

5A. 25 Les neuf sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Renseignements et projections dans le domaine des ressources naturelles

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20,1.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1197 à 1207.
- c) Eléments de programme :

1.1 Publication trimestrielle de la *Tribune des ressources naturelles*.

Produits : huit numéros pour l'exercice biennal 1978-1979.

1.2 Publication tous les deux mois de la *Natural Resources and Energy Newsletter*.

Produits : douze numéros pour l'exercice biennal 1978-1979.

*1.3 Documents d'information périodiques sur l'évolution économique concernant certaines ressources minérales et énergétiques.

Produits : quatre documents d'information en 1978 et cinq en 1979.

*1.4 Etudes portant sur les tendances futures dans certaines industries de métaux non ferreux et mise au point d'un modèle pour l'ensemble des métaux.

Produits : une étude (en 1979) sur les tendances au sein d'une industrie de métal non ferreux choisie par le Comité des ressources naturelles.

*1.5 Rapport sur l'évolution technologique enregistrée dans les domaines de l'énergie et des ressources minérales intéressant particulièrement les besoins des pays en développement.

Produits : trois rapports en 1978 et quatre en 1979.

*1.6 Assistance en vue de l'application de méthodes appropriées permettant d'établir des prévisions et des projections nationales de l'offre et de la demande des ressources minérales et énergétiques.

Produits : fourniture de services consultatifs aux gouvernements qui en font la demande à propos des méthodes adaptées à la satisfaction des besoins des pays en développement.

1.7 Rapport sur les définitions et la terminologie utilisées dans le domaine des ressources minérales en ce qui concerne les réserves, la production et la consommation.

Produits : un rapport (en mars 1979) recommandant une série de définitions et de termes pouvant être utilisés par tous les pays pour communiquer des renseignements sur les ressources minérales.

* Nouvel élément de programme.

- *1.8 Etude sur les perspectives de l'utilisation du gaz naturel en tant que source d'énergie primaire.

Produits : une étude (en avril 1979) visant à évaluer les perspectives de l'utilisation du gaz naturel en tant que source d'énergie primaire, y compris une analyse des ressources disponibles et de la demande, de la prospection, de la production, du transport, de la politique des prix et de l'utilisation du gaz naturel.

Sous-programme 2. Gestion et administration des ressources naturelles

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1208 à 1214.

- c) Eléments de programme :

2.1 Evaluation des besoins financiers et des stratégies d'investissement aux fins de la prospection et de la mise en valeur des ressources énergétiques.

Produits : une étude (en novembre 1979).

2.2 Rapport sur la conservation de l'énergie.

Produits : un rapport (en février 1979) sur les domaines se prêtant à la conservation de l'énergie dans l'industrie, les transports, la production d'électricité, la transformation, la conversion et l'utilisation de l'énergie.

2.3 Planification de l'énergie.

Produits : une étude (en mai 1979) sur les stratégies de planification en matière énergétique.

2.4 Besoins en matière d'investissements et diverses méthodes de financement possibles aux fins de la prospection et de la mise en valeur des ressources minérales.

Produits : une étude (en mai 1979).

- *2.5 Facteurs affectant l'implantation des installations de traitement des ressources minérales et la structure de certaines industries des produits minéraux.

Produits : une étude (en septembre 1979) sur l'implantation des installations de traitement de minéraux dans les pays en développement.

- *2.6 Examen des tendances de la législation minière et des accords de prospection de minéraux.

Produits : un rapport (en décembre 1979) analysant la législation minière et les accords de prospection de minéraux dans les pays en développement.

- *2.7 Rapport sur les incidences des activités d'extraction minière sur l'environnement.

Produits : un rapport (en mars 1979).

- *2.8 Arrangements institutionnels concernant la planification et la gestion des ressources en eau.

Produits : des études comparatives (en décembre 1979).

2.9 Critères et principes directeurs concernant l'affectation et l'utilisation efficaces des ressources en eau sur la base de la fixation du prix de l'eau et du coût du traitement des effluents.

Produits : une étude (en mars 1978).

- *2.10 Etude sur l'efficacité de certaines approches législatives aux fins de l'utilisation et de la mise en valeur efficaces des ressources en eau.

Produits : une étude (en octobre 1979).

- *2.11 Gestion de l'eau dans les situations de crise.

Produits : une étude (en octobre 1979).

Sous-programme 3. Coopération entre pays en développement

- a) Pourcentage des ressources du programme : 6,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1215 à 1223.

- c) Eléments de programme :

3.1 Rapport sur les possibilités de promouvoir la coopération entre pays en développement dans le domaine de la prospection et de la mise en valeur des ressources énergétiques.

Produits : un rapport (en avril 1979).

- *3.2 Etude des perspectives de développement des centrales hydro-électriques et du transport de l'énergie entre pays en développement limitrophes.

Produits : un rapport (en mai 1979) évaluant les aspects financiers, techniques, administratifs et institutionnels de la coopération touchant l'utilisation de l'énergie hydro-électrique, y compris une analyse des possibilités de coopération technique et économique entre pays en développement.

- *3.3 Aspects financiers et techniques de la coopération entre pays en développement dans le cadre de projets de prospection de minéraux.

Produits : une étude (en avril 1979).

3.4 Identification des capacités existantes et des possibilités de coopération technique entre pays en développement dans le domaine des ressources en eau.

Produits : un rapport passant en revue l'expérience acquise à ce jour à l'intention de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, et organisation éventuelle de projets pilotes.

- *3.5 Coopération aux fins de la gestion et de l'utilisation des ressources en eau partagées.

Produits : une étude (en mai 1979).

Sous-programme 4. Elargissement de la base de ressources dans les pays en développement

- a) Pourcentage des ressources du programme : 8,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1224 à 1232.

- c) Eléments de programme :

- *4.1 Mise en place d'un service d'interprétation des données obtenues par téléobservation.

Produits : mise en place au Siège des moyens nécessaires pour interpréter les données obtenues par téléobservation; fourniture de services consultatifs aux Etats Membres, en particulier aux pays en développement, surtout en ce qui concerne les techniques susceptibles d'être appliquées efficacement et à brève échéance; et organisation (en 1980) d'ateliers de formation destinés aux usagers, aux gestionnaires et aux responsables de la prise de décisions dans les pays en développement.

4.2 Energie dans les zones rurales des pays en développement.

Produits : un rapport (en août 1979) analysant les perspectives qui s'offrent aux sources traditionnelles et non traditionnelles d'énergie dans les zones rurales.

4.3 Examen des perspectives concernant le charbon.

Produits : un rapport (en mars 1979) analysant les besoins des entreprises d'extraction de charbon.

4.4 Notions et méthodes nouvelles en matière de prospection pétrolière, y compris les tendances caractérisant les accords de prospection.

Produits : un rapport (en septembre 1979).

4.5 Ressources en eaux souterraines dans les pays en développement.

Produits : une étude sur les eaux souterraines en Asie et dans les pays du Pacifique (en 1978) et une étude sur les eaux souterraines au Moyen-Orient (en 1979).

Sous-programme 5. Etablissement de levés et de cartes et coopération internationale dans le domaine de la cartographie

a) Pourcentage des ressources du programme : 7,8.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1); vol. I, par. 1233 à 1242.

c) Eléments de programme :

5.1 Carte internationale du monde au millionième (CIM).

Produit : rapport annuel.

5.2 Cartographie mondiale.

Produit : deux livraisons de la publication intitulée *La cartographie mondiale* (vol. XVI et XVII).

*5.3 Etude sur les moyens d'enseignement et de formation en matière d'établissement de levés et de cartes.

Produit : un rapport qui paraîtra en mars 1979 dans la publication intitulée *La cartographie mondiale*.

*5.4 Etat d'avancement de l'établissement de levés et de cartes cadastraux à une échelle internationale.

Produits : un rapport sur l'état d'avancement de l'établissement de levés cadastraux, qui paraîtra en 1978 dans la publication intitulée *La cartographie mondiale*; un séminaire et un rapport en 1979.

*5.5 Etat d'avancement de l'établissement de levés hydrographiques et de cartes nautiques.

Produits : un rapport qui paraîtra en septembre 1978 dans la publication intitulée *La cartographie mondiale*; une réunion d'un groupe spécial d'experts et un rapport, en 1979.

5.6 Deuxième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique.

Produits : rapport, travaux de la Conférence et application des recommandations en 1979.

5.7 Préparation de la neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique.

5.8 Suite donnée aux recommandations de la troisième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques.

Produit : application des recommandations de la Conférence.

5.9 Huitième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.

Produits : rapport et application des recommandations en 1979.

Sous-programme 6. Institutions, économie et techniques des transports

a) Pourcentage des ressources du programme : 10,1.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2017 à 2029.

c) Eléments de programme :

*6.1 Questions critiques qui se poseront dans les années 80 dans le secteur des transports.

Produit : un rapport (en 1979) où l'on dégagera les questions critiques qui se poseront au cours de la décennie 1980-1990 dans le secteur des transports, en insistant particulièrement sur les besoins des pays en développement.

*6.2 Détermination des secteurs prioritaires de coopération technique entre pays en développement et de coopération régionale et interrégionale pour le développement des transports.

Produit : rapport faisant le point sur la façon dont on a jusqu'ici envisagé la coopération en matière de développement des transports dans les pays en développement, y compris une analyse des aspects institutionnels, techniques, économiques, administratifs et politiques de cette coopération et un exposé des mesures à prendre pour l'accroître.

*6.3 Rapport sur les systèmes de transports en commun et les nouvelles méthodes permettant de faire face à la croissance rapide des besoins en transports urbains, en insistant particulièrement sur la protection de l'environnement.

Produit : rapport sur les caractéristiques, les résultats éventuels, les coûts et avantages économiques et sociaux de nouveaux systèmes de transports en commun capables de répondre aux besoins des pays en développement dans le secteur des transports urbains, et insistant particulièrement sur les nouvelles techniques visant à conserver l'énergie et sur la protection de l'environnement.

*6.4 Construction de routes peu coûteuses dans les zones arides.

Produit : rapport sur l'utilisation de matériaux et d'équipements appropriés pour la construction de routes dans les zones arides.

Sous-programme 7. Planification intégrée des transports

a) Pourcentage des ressources du programme : 4,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2030 à 2037 et Corr.4, par. 2229 d.

c) Eléments de programme :

*7.1 Rapport sur l'intégration des transports et les mesures visant à en promouvoir l'utilisation efficace dans les pays en développement.

Produit : un rapport (en 1979) sur la situation actuelle de l'intégration des transports dans les pays en développement (difficultés rencontrées et mesures prises pour renforcer les moyens régionaux et nationaux dans ce domaine).

*7.2 Transports ruraux dans les pays en développement.

Produit : un rapport (en 1979) évaluant les besoins en transports ruraux et les moyens éventuels d'établir des systèmes efficaces de transports ruraux.

*7.3 Etudes sur l'utilisation des voies navigables, le cabotage et les services de transports maritimes sur de courtes distances.

Produit : une publication destinée à la vente (en 1979).

* Nouvel élément de programme.

Sous-programme 8. Appui à la coopération technique

- a) Pourcentage des ressources du programme : 10,6¹.
 b) Eléments de programme :
- 8.1 Services d'experts pour formuler, exécuter et évaluer des programmes nationaux et multinationaux et divers projets;
 - 8.2 Services consultatifs directement fournis aux gouvernements;
 - 8.3 Mise au point de matériel de formation; appui aux établissements de formation;
 - 8.4 Publications traitant spécifiquement des moyens d'améliorer l'exécution des activités de coopération technique.

Sous-programme 9. Appui au programme

- a) Pourcentage des ressources du programme : 12,8.
 b) Eléments de programme :
- 9.1 Formulation et gestion du programme;
 - 9.2 Coordination du programme;
 - 9.3 Services fonctionnels à fournir aux divers organes compétents.

*Accroissement des ressources
 (aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux

5A. 26 Un nouveau poste d'administrateur général (D-1) et un nouveau poste P-4 sont demandés. Le poste d'administrateur général (D-1) est demandé pour le Chef du Service des politiques et des projections (Division des ressources et des transports). Depuis la création, en 1974, du Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports, ce service est, comme tous les autres services du Centre, dirigé par un administrateur général (D-1), dont le poste a été emprunté au Bureau pour l'économie et la

¹ Plus 100 p. 100 des fonds pour frais généraux de l'ONU affectés à ce programme.

technologie des océans. Ce poste doit être restitué audit bureau au cours du prochain exercice biennal. Le poste P-4 est destiné à un spécialiste qui dirigera le service d'interprétation des données obtenues par téléobservation, qui sera créé en 1978 (élément de programme 4.1). Ce fonctionnaire sera chargé d'organiser le service, de déterminer le matériel spécialisé qui sera nécessaire et de coordonner les travaux avec ceux des commissions régionales, des organisations intéressées (faisant partie ou non des Nations Unies) et des experts internationaux dans ce domaine. Il s'occupera de fournir des services consultatifs aux Etats Membres et d'organiser et diriger des ateliers de formation.

Consultants et groupes spéciaux d'experts

5A. 27 Pour les raisons exposées au paragraphe 5A. 1 plus haut, les crédits demandés pour les services de consultants et les groupes spéciaux d'experts accusent une diminution de 75 000 dollars et de 21 400 dollars respectivement.

Frais de voyage du personnel

5A. 28 Outre les raisons exposées au paragraphe 5A. 2 plus haut, l'augmentation de 12 300 dollars qui apparaît à ce titre est imputable aux voyages plus nombreux qu'exigera l'intensification des travaux dans le domaine de l'énergie, des ressources en eau, de la télédétection, des métaux non ferreux et de la mise au point d'un modèle intégré pour les métaux.

Mobilier et matériel

5A. 29 L'augmentation de crédit de 17 500 dollars prévue à ce titre doit permettre d'acheter du matériel spécialisé pour l'interprétation et l'analyse des données obtenues par télédétection (nouvel élément de programme 4.1). Il s'agit du matériel ou mobilier suivant : stéréoscopes, un transféroscope, une imprimante/processeur, de mobilier pour services techniques et de divers autres articles.

4. - ECONOMIE ET TECHNOLOGIE DES OCEANS

TABLEAU 5A. 19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	518,9	10,9	48,4	43,7	103	621,9
Consultants	74,6	7,1	(27,7)	3,4	(17,2)	57,4
Groupes spéciaux d'experts	16,7	1,2	(1,2)	0,9	0,9	17,6
Dépenses communes de personnel	168	1,8	15,6	13,5	30,9	198,9
Frais de voyage du personnel	24,6	0,9	(0,1)	1,9	2,7	27,3
Imprimerie	-	-	25,2	2,6	27,8	27,8
Total	802,8	21,9	60,2	66	148,1	950,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
824,7	60,2	-	48,2	108,4	13,1 %

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Compte "Frais généraux" de l'ONU (traitements et dépenses communes de personnel)		117,9
Total a)		117,9
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUD		500
PNUE		550
Total b)		1 050
TOTAL GENERAL		1 167,9

Total, coûts directs	2 118,6
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

862,2

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 981
--	-------

TABLEAU 5A. 20. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : économie et technologie des océans

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	3	-	1	2	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	8	9	-	1	8	10
Agents des services généraux :						
1ère classe	1	2	-	-	1	2
Autres classes	4	4	-	1	4	5
Total	5	6	-	1	5	7
TOTAL GENERAL	13	15	-	2	13	17

4. - ECONOMIE ET TECHNOLOGIE DES OCEANS

5A. 30 Comme il est dit dans le Plan à moyen terme, ce programme n'a pas d'organe directeur spécialisé qui lui soit propre. Toutefois, le Bureau pour l'économie et la technologie des océans (ST/SGB/Organisation, sect. K, p. 19 et 20) assure le secrétariat du Sous-Comité de la mer, organe du CAC (ancien Sous-Comité des sciences de la mer et de leurs applications).

5A. 31 Les cinq sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Mise en valeur rationnelle des zones côtières

a) Pourcentage des ressources du programme : 27,8.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1415 à 1427.

c) Eléments de programme :

1.1 Aspects administratifs et législatifs de la mise en valeur des zones côtières.

Produit : un recueil de normes (en 1978) propres à assurer les meilleures conditions administratives et législatives pour la mise en valeur rationnelle des zones côtières (complétant le recueil sur la mise en valeur des zones

côtières achevé en 1977); et une brochure (en 1979) présentant une législation modèle pour deux activités de mise en valeur des zones côtières ou pour des problèmes de gestion.

1.2 Critères économiques et écologiques applicables aux problèmes de la mise en valeur des zones côtières dans diverses régions.

Produit : un recueil de directives (complétant le recueil sur la mise en valeur des zones côtières achevé en 1977), en 1979.

1.3 Etudes sur les conditions régionales.

Produit : trois ou quatre études régionales donnant des directives techniques pour des activités ou des problèmes particuliers relatifs à la mise en valeur rationnelle des zones côtières.

1.4 Etablissement de cartes donnant des renseignements utiles pour la gestion de l'environnement marin et des zones côtières.

Produit : cartes modèles de zones côtières représentatives (en commençant par la région des Caraïbes), démontrant les possibilités des techniques cartographiques pour la mise en valeur rationnelle des zones côtières.

Sous-programme 2. Techniques de la mer et des zones côtières

a) Pourcentage des ressources du programme : 22,6.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1428 à 1436.

c) Eléments de programme :

2.1 Service d'information sur les techniques de la mer et des zones côtières.

Produit : un guide (en 1979) indiquant les sources d'information disponibles à l'ONU sur les techniques de la mer et des zones côtières, et des résumés d'informations (publiés deux fois par an) sur les techniques de la mer et des zones côtières qui ne sont pas étudiées dans le cadre de programmes du système des Nations Unies.

*2.2 Coopération technique entre pays en développement.

Produit : un rapport d'activité, qui sera présenté à la Conférence sur la coopération technique entre pays en développement, en 1978; et un rapport (vers la fin de 1979) sur les résultats et l'analyse d'une enquête sur les moyens (laboratoires, industries, universités, consultants ou experts, programmes et installations) de coopération technique entre pays en développement dans le domaine de l'océanologie.

*2.3 Application et adaptation des techniques de la mer et des zones côtières.

Produit : des études techniques (deux ou trois en 1978-1979) et un recueil de directives, au début de 1980.

Sous-programme 3. Diffusion des informations

a) Pourcentage des ressources du programme : 28,1.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1437 à 1441.

c) Eléments de programme :

3.1 Ressources minérales marines.

i) Ressources proches des côtes et au large des côtes (à l'exclusion des hydrocarbures).

Produit : une étude, en 1979.

ii) Ressources minérales du fond des mers.

Produit : une analyse économique (en 1978 et 1979) relative aux ressources minérales du fond des mers, conçue pour enrichir et développer le modèle mondial de l'ONU sur l'avenir de l'économie mondiale.

3.2 Utilisations de la mer.

Produit : une étude, en 1979.

3.3 Documents d'information spécialisés.

Produits : bibliographies (1-2), communiqués de presse (1-2), notes documentaires (4-6), notes d'information (1-2), articles aux fins de publication dans certains périodiques (8-10), en 1978-1979.

*Sous-programme 4. Appui fonctionnel pour la coopération technique*a) Pourcentage des ressources du programme : 2,4¹.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I par. 1422 à 1426.

c) Eléments de programme :

4.1 Services d'experts pour la formulation, l'exécution et l'évaluation de programmes nationaux et multinationaux et de divers projets;

4.2 Services consultatifs fournis directement aux gouvernements;

4.3 Mise au point de matériel et de cours de formation; appui à des établissements de formation.

Sous-programme 5. Appui au programme

a) Pourcentage des ressources du programme : 19,1.

b) Eléments de programme :

5.1 Formulation et gestion du programme;

5.2 Coordination du programme, grâce au Sous-Comité des sciences de la mer, organe du CAC, (ancien Sous-Comité des sciences de la mer et de leurs applications) et dans le cadre du Comité intersecrétariats des programmes scientifiques relatifs à l'océanographie;

5.3 Services fonctionnels à fournir aux organes compétents (troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)**Postes nouveaux*

5A. 32 Un nouveau poste P-4 est demandé pour un fonctionnaire qui ferait des travaux de recherche sur le sous-programme 3.1 du Bureau, relatif aux ressources minérales du fond des mers. Ce fonctionnaire a) rassemblerait et analyserait les études économiques sur les ressources minérales du fond des mers, b) élaborerait et mettrait à jour, compte tenu des progrès techniques récents, des hypothèses de travail et des modèles à utiliser pour des projections de l'offre et de la demande, et c) intégrerait les résultats de ces études au modèle mondial des Nations Unies sur l'avenir de l'économie mondiale. Un nouveau poste G-5 est demandé pour fournir l'appui nécessaire (travaux de recherche, travaux administratifs et de commis) au secrétariat du Sous-Comité des sciences de la mer, organe du CAC, qui est maintenant rattaché au Bureau pour l'économie et la technologie des océans, conformément au nouveau mandat adopté par le Sous-Comité à sa dix-septième session. Ce fonctionnaire préparerait la documentation, mettrait à jour les dossiers et s'occuperait de la correspondance nécessaires pour les sessions du Sous-Comité.

Consultants et groupes spéciaux d'experts

5A. 33 Pour les raisons indiquées au paragraphe 5A. 1 ci-dessus, les crédits demandés pour les consultants et les groupes spéciaux d'experts accusent une diminution de 27 500 dollars et de 1 200 dollars respectivement.

Imprimerie

5A. 34 La publication d'un recueil de directives sur la mise en valeur des zones côtières et d'un guide indiquant les sources d'information sur les industries de la mer entraînera des frais d'imprimerie de 25 200 dollars.

* Nouvel élément de programme.

¹ Plus 100 p. 100 des fonds pour frais généraux de l'ONU affectés à ce programme.

5. - POPULATION

TABLEAU 5A. 21. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 804,1	137,7	29,2	145,4	312,3	2 116,4
Consultants	34,4	3,4	(10,8)	2	(5,4)	29
Groupes spéciaux d'experts	18,6	1,3	-	1,5	2,8	21,4
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	604,6	18,2	9,4	45	72,6	677,2
Frais de voyage du personnel	29,4	1,1	(1,8)	2,3	1,6	31
Imprimerie	56,8	1	2,6	4,6	8,2	65
Total	2 549,1	162,7	28,6	200,8	392,1	2 941,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 711,8	28,6	-	34,6	63,2	2,3%

TABLEAU 5A. 21 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
	Compte "Frais généraux" de l'ONU (Traitements et dépenses communes de personnel)	777,5
	FNUAP (Traitements, dépenses communes de personnel et consultants)	1 211,4
	Total a)	1 988,9
b) <u>Projets opérationnels</u>		
	FNUAP	12 505
	Total b)	12 505
	TOTAL GENERAL	14 493,9

Total, coûts directs	17 435,1
-----------------------------	-----------------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

5 308,8

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	22 743,9
---	-----------------

TABLEAU 5A. 22. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : population

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	3	4	5	6
Administrateur hors classe (P-5)	6	6	2	2	8	8
Administrateur de 1ère classe (P-4)	7	8	8	7	15	15
Administrateur de 2ème classe (P-3)	9	9	2	2	11	11
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	4	4	2	2	6	6
Total	29	30	17	17	46	47
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	1	1	1	1	2	2
Autres classes	16	16	13	13	29	29
Total	17	17	14	14	31	31
TOTAL GENERAL	46	47	31	31	77	78

5. — POPULATION

5A. 35 Le programme "Population" du Département des affaires économiques et sociales, qui est exécuté par la Division de la population (ST/SGB/Organisation, sect. K, p. 15), a été réorienté, comme il est indiqué dans le Plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (vol. I, par. 1443-1450), afin de tenir compte des interactions complexes entre les variables démographiques et les variables économiques et sociales et d'accorder une attention particulière aux facteurs influant sur la procréation et sur l'élaboration des politiques démographiques. Ces modifications ont été opérées comme suite aux résolutions et recommandations de la Conférence mondiale de la population, qui s'est tenue à Bucarest en 1974. La coopération technique a aussi été réorientée afin de mettre l'accent sur les rapports entre la population et le développement et la nécessité d'arrêter une politique en matière de population. Le programme permet aussi de suivre en permanence l'évolution démographique grâce à l'observation biennale des tendances et politiques démographiques, ainsi qu'à l'examen et à l'évaluation (qui seront entrepris en 1979) des progrès accomplis dans l'application du Plan d'action mondial sur la population.

5A. 36 Plusieurs sous-programmes du Département en matière de population pour 1978-1979 sont liés à des sous-programmes exécutés par plusieurs divisions, comme le sous-programme relatif aux prévisions à long terme (projet 2000).

5A. 37 La Division de la population continuera d'avoir des rapports étroits avec le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, qui offre un appui extra-budgétaire important pour les sous-programmes en question. Réciproquement, la Division de la population donnera des conseils techniques pour la gestion du Fonds, en ce qui concerne les aspects fonctionnels de son programme.

5A. 38 Les huit sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Analyse démographique

a) Pourcentage des ressources du programme : 18,4.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1451 à 1457.

c) Eléments de programme :

1.1 Analyse de la mortalité.

Produits : un projet de rapport sur les taux et les tendances de la mortalité; une série de tables de mortalité modèles avec mise à jour des données et des estimations relatives à la mortalité;

1.2 Aspects démographiques de l'urbanisation.

Produits : un rapport et une étude sur des modèles d'urbanisation.

1.3 Aspects démographiques des migrations internes et internationales.

Produits : étude des caractéristiques sociales et économiques des migrants internationaux; analyse des aspects

démographiques des migrations internes et de leurs conséquences sociales et économiques.

1.4 Rapports sur la situation démographique mondiale.

Produits : rapport sur la situation démographique mondiale; courts rapports sur divers aspects de la structure de la population et des tendances démographiques.

Sous-programme 2. Projections démographiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 13.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1458 à 1466.

c) Eléments de programme :

2.1 Collecte et évaluation de données démographiques de base aux fins de l'établissement de projections.

Produits : rapport (en 1979) sur les perspectives démographiques mondiales évaluées en 1978, et manuel (en 1980) sur les méthodes d'estimation des mesures démographiques fondamentales pour les pays en développement.

2.2 Estimations et projections de la population totale par sexe et par âge dans divers pays.

Produit : rapport (en 1979) sur les perspectives démographiques mondiales évaluées en 1978.

2.3 Projections du nombre de ménages et de familles par pays.

Produits : un document de travail analysant les aspects démographiques de la constitution des ménages, en particulier la structure, par âge, du groupe des chefs de ménage, et projections connexes.

2.4 Etablissement de modèles démographiques aux fins de l'établissement de projections.

Produit : rapport (en 1978) sur l'établissement de modèles de simulation du mouvement de la population, aux fins de l'évaluation des politiques et de l'établissement de projections.

2.5 Etude des rapports entre diverses projections démographiques.

Produit : un rapport (en 1981) sur des projections démographiques détaillées.

Sous-programme 3. Facteurs influant sur les schémas de procréation

a) Pourcentage des ressources du programme : 13.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1467 à 1472.

c) Eléments de programme :

3.1 Conditions et tendances de la fécondité dans le monde.

Produits : mémoires.

3.2 Réaction de la famille aux conditions démographiques, économiques et sociales dans lesquelles elle se trouve.

Produits : mémoire sur les perspectives d'évolution du processus de décision qui préside au plan familial, aux échelons micro-démographique et macro-démographique.

3.3 Facteurs influant sur l'acceptation des programmes de planification de la famille.

Produits : mémoires relatifs à diverses enquêtes sur la fécondité et sur les connaissances, les attitudes et les pratiques (enquêtes CAP) en matière de planification de la famille, après achèvement des diverses phases de l'analyse secondaire des données.

3.4 Etudes visant à mesurer l'efficacité des programmes de planification de la famille.

Produits : rapports méthodologiques.

3.5 Appui à l'Enquête mondiale sur la fécondité.

Produits : rapports de pays dans le cadre de l'Enquête mondiale sur la fécondité.

3.6 Rapports entre les conditions démographiques, sociales et autres lors du passage d'un taux de fécondité élevé à un taux faible.

Produit : un mémoire.

3.7 Services consultatifs à fournir dans le domaine de la fécondité et de la planification de la famille.

Sous-programme 4. Population et développement

a) Pourcentage des ressources du programme : 11,6.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1473 à 1479.

c) Eléments de programme :

4.1 Etudes des effets de l'évolution sociale et économique sur les tendances démographiques.

Produits : rapport sur cette question et analyses de monographies nationales.

*4.2 Evaluation des effets de divers types de tendances démographiques sur le développement économique et social et autres perspectives.

Produits : mémoires et un rapport visant à aider, grâce aussi aux contributions de l'UNESCO, de l'OIT et de la FAO, à déterminer des mesures adéquates du développement compte tenu de structures démographiques différentes.

4.3 Analyse des rapports entre les tendances démographiques et la structure et la répartition du revenu.

Produit : un rapport, au milieu de 1979.

4.4 Evaluation des aspects démographiques, économiques et sociaux de la population, des ressources et de l'environnement, eu égard en particulier au développement agricole et à la production d'aliments.

Produit : un rapport.

4.5 Examen, évaluation et élaboration de modèles de population et de développement.

Produits : mémoires et rapports.

4.6 Aspects démographiques, sociaux et économiques de la jeunesse, de la population âgée et d'autres groupes vulnérables de la population.

Produits : mémoires sur les aspects sectoriels, et rapport final.

4.7 Critères applicables aux services démographiques nécessaires pour l'administration publique.

Produits : mémoires et un rapport d'enquête, en 1978.

4.8 Etudes démographiques nécessaires pour la planification du développement.

Produits : Etude sur la population, les migrations et la planification régionale, et mémoires et rapports relatifs à la réunion d'un groupe spécial d'experts qui aura lieu durant le second semestre de 1978.

4.9 Etude des tendances et des conditions démographiques ainsi que des besoins en matière de services et aménagements sociaux.

Produits : mémoires relatifs aux méthodes et aux conclusions; rapport sur diverses monographies qui figurera dans un rapport final sur les tendances démographiques et les services sociaux.

4.10 Services consultatifs sur les aspects méthodologiques de l'intégration des questions de population et de développement.

Sous-programme 5. Politiques démographiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 5,4.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1480 à 1485.

c) Eléments de programme :

5.1 Quatrième et cinquième enquêtes auprès des gouvernements.

Produits : rapports à la Commission de la population, en 1979 et 1981.

5.2 Banque de données démographiques relatives aux politiques démographiques, et diffusion de rapports nationaux concis sur ces politiques.

Produits : environ 160 rapports nationaux concis.

5.3 Traduction des politiques démographiques en mesures et programmes.

Produits : rapports.

*5.4 Procédures institutionnelles et politiques démographiques.

Produit : un rapport comprenant les textes établis par les commissions régionales sur les problèmes rencontrés par les gouvernements en matière de procédures institutionnelles et de politiques démographiques.

*5.5 Promotion de la formation en matière de politique démographique.

Produits : cours de formation (en anglais et en français) dans les centres démographiques régionaux, et publication d'un manuel destiné aux instituts de formation.

*5.6 Analyse de l'évolution de la notion de politique démographique.

Produit : un rapport (en 1979), comprenant les textes établis par les commissions régionales et des institutions spécialisées.

Sous-programme 6. Examen et évaluation

a) Pourcentage des ressources du programme : 15.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1486 à 1492.

c) Elément de programme :

6.1 Observation, examen et évaluation du Plan d'action mondial sur la population.

Produits : rapports sur l'observation des tendances et politiques démographiques, et rapports d'examen et d'évaluation.

Sous-programme 7. Appui à la coopération technique

a) Pourcentage des ressources du programme : 5,4¹.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1) vol. I, par. 1493 à 1502.

c) Eléments de programme :

7.1 Assistance aux gouvernements pour les aider à accroître leurs moyens de résoudre des problèmes

* Nouvel élément de programme.

¹ Plus 100 p. 100 des fonds pour frais généraux de l'ONU affectés à ce programme.

démographiques, tels que l'analyse des données, à formuler leurs politiques démographiques dans le contexte des programmes de planification de la famille, et à former des démographes;

- 7.2 Planification et coordination du programme biennal des Nations Unies relatif aux activités mondiales, régionales et interrégionales en matière de population financées par le FNUAP, et assistance pour en surveiller l'exécution;
- 7.3 Appui technique au FNUAP, comme suite au paragraphe 1 a) de la résolution 1763 (LVI) du Conseil économique et social, pour l'aider à exécuter son programme d'activités en matière de population.

Sous-programme 8. Appui au programme

- a) Pourcentage des ressources du programme : 18,2.
- b) Eléments de programme :
- 8.1 Formulation et gestion du programme;
- 8.2 Coordination du programme;
- 8.3 Services fonctionnels à fournir aux organes compétents.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Nouveaux postes

5A. 39 Un nouveau poste P-4 est demandé pour un fonctionnaire qui coordonnerait les apports de divers sous-programmes au sein de la Division, les programmes des

commissions régionales et des institutions spécialisées en ce qui concerne l'observation, l'examen et l'évaluation du Plan d'action mondial sur la population. Comme il était indiqué dans le premier rapport sur l'exécution du budget et du programme pour 1976-1977², l'établissement du premier rapport sur l'observation des tendances et des politiques démographiques a exigé un redéploiement des effectifs, ce qui a entraîné des ajournements ou des retards dans l'exécution d'un certain nombre d'activités continues. Durant l'exercice biennal 1978-1979, il faudra entreprendre des travaux supplémentaires pour coordonner les divers apports de la Division à l'examen et à l'évaluation du Plan d'action mondial sur la population et pour intégrer les conclusions de l'examen et de l'évaluation à la stratégie générale du développement à formuler pour la prochaine décennie.

Consultants

5A. 40 Pour les raisons indiquées au paragraphe 5A. 1 ci-dessus, le crédit demandé pour les consultants accuse une diminution de 10 800 dollars.

Frais de voyage du personnel et imprimerie

5A. 41 Si les crédits demandés au titre des frais de voyage diminuent de 1 800 dollars, une augmentation de crédit de 2 600 dollars est prévue pour les frais d'imprimerie.

² A/C.5/31/37 et Corr.1 et Add.1.

6. - ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES

TABLEAU 5A. 23. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Postes permanents	1 369,1	214,1	-	117,5	331,6	1 700,7
Consultants	81,4	8	(0,9)	6,9	14	95,4
Groupes spéciaux d'experts	49	1	5,8	4,6	11,4	60,4
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	464,2	43,4	-	36,4	79,8	544
Frais de voyage des représentants	34,4	(34,4)	-	-	(34,4)	-
Personnel envoyé à des sessions	4,9	(4,9)	-	-	(4,9)	-
Autres voyages du personnel	20,6	0,7	0,1	1,6	2,4	23
Imprimerie	100	0,6	1,3	8	9,9	109,9
Total	2 124,8	228,5	6,3	175	409,8	2 534,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 353,3	6,3	-	-	6,3	0,2%

TABLEAU 5A. 23 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Compte: "Frais généraux" de l'ONU (Traitements et dépenses communes de personnel)		740,7
Total a)		740,7
b) <u>Projets opérationnels</u>		
FNUD		15 120
Autres fonds		1 180
Total b)		16 300
TOTAL GENERAL		17 040,7

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	19 575,3
	4 283,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	23 858,5

TABLEAU 5A. 24. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : administration et finances publiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	4	4	6	6
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	3	2	8	7
Administrateur de 1ère classe (P-4)	6	6	1	-	7	6
Administrateur de 2ème classe (P-3)	6	6	1	-	7	6
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/i)	2	2	-	-	2	2
Total	22	22	9	6	31	28
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	12	12	4	3	16	15
Total	15	15	4	3	19	18
TOTAL GENERAL	37	37	13	9	50	46

TABLEAU 5A. 25. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programme : administration et finances publiques

1976-1977		1978-1979	
Quatrième réunion d'experts chargée d'examiner le programme d'administration et de finances publiques de l'ONU (A/100C8/Add.6, par. 12) :		Néant	-
Frais de voyage des représentants	34,4		
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	4,9		
	39,3		-

6. – ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES

5A. 42 Ce programme est exécuté par la Division de l'administration et des finances publiques (ST/SGB/Organization, sect. K, p. 14).

5A. 43 Les huit sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Tendances et évolution

a) Pourcentage des ressources du programme : 13,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1560 à 1563A, tels qu'ils ont été modifiés dans les documents A/31/6/Add.1/Corr.3 et Corr.4 (chap. XIX, programme 1, sous-programme 1).

c) Éléments de programme :

1.1 Etude de l'administration et des finances publiques.

Produit : une étude (en 1979).

1.2 *Bulletin de l'administration et des finances publiques.*

Produits : quatre bulletins trimestriels par an.

Sous-programme 2. Réforme de la fonction publique et amélioration de la gestion

a) Pourcentage des ressources du programme : 17,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1564 à 1571A, tels qu'ils ont été modifiés dans les documents A/31/6/Add.1/Corr.3 et Corr.4 (chap. XIX, programme 1, sous-programme 2).

2.1 Création d'établissements pour la formation de personnel de gestion.

Produits : un rapport sur la création d'établissements pour la formation de personnel de gestion dans les pays en développement et réunion d'un groupe d'experts, en 1978.

*2.2 Réformes structurelles de la fonction publique.

Produits : directives relatives aux réformes structurelles de la fonction publique en Afrique et en Amérique du Sud, en 1979.

*2.3 Stratégies pour la formation d'administrateurs de rang supérieur et de spécialistes de l'organisation et des méthodes.

Produit : un rapport (en 1979).

Sous-programme 3. Techniques institutionnelles et de gestion

a) Pourcentage des ressources du programme : 22,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1) vol. I, par. 1572 à 1575A, tels qu'ils ont été modifiés dans les documents A/31/6/Add.1/Corr.3 et Corr.4 (chap. XIX, programme 1, sous-programme 3).

c) Éléments de programme :

3.1 Rôle joué par les organismes et instituts nationaux pour améliorer l'administration locale dans les régions urbaines et rurales.

Produit : un rapport (en 1978).

*3.2 Méthodes d'analyse et de formulation des politiques.

Produits : réunion d'un groupe spécial d'experts et rapport, en 1979.

*3.3 Réforme institutionnelle en vue d'un développement planifié.

Produit : un rapport (en 1979).

*3.4 Techniques de gestion pour des projets et organisations de grande ampleur.

Produit : un rapport (en 1979).

Sous-programme 4. Gestion budgétaire et financière

a) Pourcentage des ressources du programme : 8,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1) vol. I, par. 1576 à 1581A, tels

* Nouvel élément de programme.

qu'ils ont été modifiés dans les documents A/31/6/Add.1/Corr.3 et Corr.4 (chap. XIX, programme 1, sous-programme 4).

c) *Eléments de programme :*

*4.1 Amélioration des organismes budgétaires et des systèmes de planification des pays en développement dans le cadre du nouvel ordre économique international.

Produit : un rapport (en 1978).

*4.2 Comptabilité pour la gestion du développement.

Produit : un rapport (en 1979).

*4.3 Vérification des comptes de l'Etat en vue d'un développement planifié.

Produit : un rapport (en 1978).

*4.4 Administration des principaux impôts dans les pays en développement dans le cadre du nouvel ordre économique international.

Produit : un premier rapport (en 1979).

Sous-programme 5. Mobilisation des ressources financières

a) Pourcentage des ressources du programme : 7,3.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1582 à 1585A, tels qu'ils ont été modifiés dans les documents A/31/6/Add.1/Corr.3 et Corr.4 (chap. XIX, programme 1, sous-programme 5).

c) *Eléments de programme :*

*5.1 Arrangements financiers permettant d'absorber les nouvelles ressources et les ressources supplémentaires transférées de l'étranger dans le cadre du nouvel ordre économique international.

Produit : un rapport (en 1978).

*5.2 Examen de l'efficacité des institutions financières nationales existantes compte tenu de l'évolution des objectifs et des priorités au niveau national.

Produit : un rapport (en 1979), y compris des propositions en matière de structures financières "intermédiaires" applicables à divers pays.

Sous-programme 6. Entreprise publique

a) Pourcentage des ressources du programme : 5,3.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1586 à 1592A, tels qu'ils ont été modifiés dans les documents A/31/6/Add.1/

Corr.3 et Corr.4 (chap. XIX, programme 1, sous-programme 6).

*6.1 Participation des entreprises publiques à des opérations conjointes avec des entreprises étrangères.

Produits : réunion d'un groupe spécial d'experts et rapport sur l'utilisation des ressources et des techniques financières étrangères par les entreprises publiques des pays en développement.

Sous-programme 7. Appui à la coopération technique

a) Pourcentage des ressources du programme : 12,8¹.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1593 à 1599A, tels qu'ils ont été modifiés dans les documents A/31/6/Add.1/Corr.3 et Corr.4 (chap. XIX, programme 1, sous-programme 7).

7.1 Fourniture d'un appui fonctionnel pour des projets de coopération technique nationaux, sous-régionaux ou interrégionaux.

7.2 Mise au point de matériel pédagogique et appui aux établissements de formation.

7.3 Evaluation, organisation et programmation des bourses.

7.4 Fourniture directe de services consultatifs aux gouvernements.

Sous-programme 8. Appui aux programmes

a) Pourcentage des ressources du programme : 12,9.

b) *Eléments de programme :*

8.1 Formulation et administration des programmes;

8.2 Coordination des programmes;

8.3 Fourniture de services fonctionnels aux organes compétents.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Consultants, groupes spéciaux d'experts, frais de voyage du personnel et imprimerie

5A. 44 Les crédits demandés pour les consultants et les groupes spéciaux d'experts accusent une augmentation nette de 4 900 dollars, pour les frais de voyage du personnel une légère baisse et pour l'imprimerie une augmentation de 1 300 dollars.

¹ Plus 100 p. 100 des fonds pour frais généraux de l'ONU affectés à ce programme.

* Nouvel élément de programme.

7. - SCIENCE ET TECHNIQUE

TABLEAU 5A. 26. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1976-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	798,5	45,7	33,2	56,8	135,7	934,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	-	-	12	0,9	12,9	12,9
Consultants	111,9	10,3	(41,2)	6,3	(24,6)	87,3
Groupes spéciaux d'experts	82,6	(8,5)	(39)	2,8	(44,7)	37,9
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	272,7	(9,3)	10,6	17,7	19	291,7
Frais de voyage du personnel	44,7	(20,3)	(0,4)	1,9	(18,8)	25,9
Services contractuels	0,6	(0,6)	-	-	(0,6)	-
Imprimerie	-	-	11,8	0,6	12,4	12,4
Subventions et bourses	67	-	-	-	-	67
Total	1 379,2	17,3	(13)	87	91,3	1 470,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 396,5	(13)	-	32,8	19,8	1,4 %

TABLEAU 5A. 26 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Néant		-
	Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUD		150
	Total b)	150
	TOTAL GENERAL	150

Total, coûts directs	1 620,5
----------------------	---------

763,7

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 384,2
---	---------

TABLEAU 5A. 27. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : science et technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	2	-	-	1	2
Total	11	12	-	-	11	12
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	6	7	-	-	6	7
Total	7	8	-	-	7	8
TOTAL GENERAL	18	20	-	-	18	20

TABLEAU 5A. 28. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : science et technique

1976-1977		1978-1979	
Arrangements institutionnels en matière de transfert des techniques (A/C.5/1758, A/10492)		Néant	-
Groupe spécial d'experts	11		
Frais de voyage du personnel	18,7		
Activités de recherche-développement en cours dans le domaine des sources d'énergie non classiques (A/31/8/Add.15, par. 34-35)			
Frais de voyage du personnel	2,4		
Services contractuels	0,6		
	32,7		-

7. – SCIENCE ET TECHNIQUE

5A. 45 Ce programme est exécuté par le Bureau de la science et de la technique et il fait suite aux activités de base indiquées dans le Plan à moyen terme pour la période 1976-1979. En outre, comme il est indiqué dans le Plan à moyen terme pour la période 1978-1981, ce programme porte sur les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, qui doit avoir lieu en 1979.

5A. 46 Les résolutions 2028 (LXI) et 2035 (LXI) du Conseil économique et social, auxquelles l'Assemblée générale a souscrit dans sa résolution 31/184, ont fixé un cadre pour la Conférence, notamment en ce qui concerne son ordre du jour, les activités à mener au cours de la période préparatoire et le rôle que les services de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées devraient jouer dans les préparatifs de la Conférence.

5A. 47 Au paragraphe 5 de sa résolution 2028 (LXI) le Conseil a demandé également que le secrétariat de la Conférence bénéficie de la participation du Bureau de la science et de la technique du Département des affaires économiques et sociales, et que ce bureau soit renforcé. Les attributions du Bureau de la science et de la technique en ce qui concerne la Conférence évolueront au fur et à mesure que les activités de la période préparatoire de la Conférence seront élaborées de façon plus détaillée.

5A. 48 Les six sous-programmes qui constituent ce programme "science et technique" ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Plans d'action mondial et régionaux

- a) Pourcentage des ressources du programme : 9,7.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1635 à 1639, tels

qu'ils ont été modifiés dans le document A/31/6/Add.1/Corr.3 (chap. XXI sous-programme 1).

c) Eléments de programme :

- 1.1 Etablissement de suppléments au Plan d'action mondial.

Produits : réunion d'un groupe d'experts en 1978 et établissement de suppléments en 1979, sur six questions qui seront choisies par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement parmi les 18 domaines recommandés par le Comité dans son douzième rapport (E/C.8/30, annexe III).

- 1.2 Participation à la révision des plans d'action régionaux et assistance aux commissions régionales à cette fin.

Sous-programme 2. Coordination des programmes scientifiques et techniques du système des Nations Unies

- a) Pourcentage des ressources du programme : 13,6.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), volume I, paragraphes 1640 à 1644, tels qu'ils ont été modifiés dans le document A/31/6/Add.1/Corr.3 (chap. XXI, sous-programme 2).

c) Eléments de programme :

- 2.1 Exécution d'enquêtes sélectives sur les activités du système des Nations Unies et communication des résultats aux Etats Membres.

Produits : un rapport établi pour chaque session ordinaire du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et du Comité de la science et de la technique au service du développement sur les travaux entrepris par les divers organes du système des Nations Unies s'occupant de la science et de la technique.

- 2.2 Intégration progressive des plans et programmes pertinents en une politique de la science et de la technique à l'intention du système des Nations Unies.

Produits : un rapport au Comité de la science et de la technique au service du développement.

Sous-programme 3. Examen des tendances et des derniers développements

a) Pourcentage des ressources du programme : 23,3.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), volume I, paragraphes 1645 à 1649, tels qu'ils ont été modifiés dans le document A/31/6/Add.1/Corr.3 (chap. XXI, sous-programme 3).

c) Eléments de programme :

3.1 Examen des activités scientifiques et techniques menées par des institutions nationales, régionales, internationales et non gouvernementales dans certains domaines touchant le développement.

Produits : deux enquêtes portant sur des domaines sélectionnés qui seront entreprises tous les deux ans en vue d'achever sur une période de quatre à cinq ans les enquêtes consacrées aux principaux domaines, et un rapport sur ces deux enquêtes au Comité de la science et de la technique au service du développement.

3.2 Etudes spéciales de caractère exploratoire sur les tendances et les derniers développements.

Produits :

a) Des rapports au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et au Comité de la science et de la technique au service du développement ainsi que des recommandations sur les activités consécutives à ces rapports à mener dans le cadre du système des Nations Unies, à propos des questions suivantes :

Recherches sur les sources d'énergie non classiques et non polluantes, en 1979;

Recherches sur les techniques appropriées, en 1979;

Mise au point de techniques de recyclage des déchets, en 1979;

Recherches sur les produits agricoles non alimentaires.

b) Réunions d'un groupe d'experts en 1978 et 1979.

Sous-programme 4. Information scientifique et technique

a) Pourcentage des ressources du programme : 5,4.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), volume I, paragraphes 1650 à 1658, tels qu'ils ont été modifiés dans le document A/31/6/Add.1/Corr.3 (chap. XXI, sous-programme 4); résolution 31/183 de l'Assemblée générale.

c) Eléments de programme :

4.1 Mise en place d'un réseau pour l'échange de renseignements techniques.

Produits : des rapports qui seront présentés au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale en 1978.

4.2 Application de renseignements scientifiques et techniques au développement.

Produits : des rapports qui seront utilisés par le Sous-Comité de la science et de la technique du Comité administratif de coordination et qui seront soumis au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement en 1979, et au Comité de la science et de la technique au service du développement en 1980.

Sous-programme 5. Application des techniques de gestion au développement

a) Pourcentage des ressources du programme : 11,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), volume I, paragraphes 1659 à 1663, tels qu'ils ont été modifiés dans le document A/31/6/Add.1/Corr.3 (chap. XXI sous-programme 5).

c) Eléments de programme :

5.1 Application des techniques de gestion à l'intégration de la science et de la technique aux méthodes de planification du développement.

Produits : un rapport qui sera soumis au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et au Comité de la science et de la technique au service du développement en 1979; réunion d'un groupe spécial d'experts.

5.2 Application des techniques informatiques au développement.

Produits : un rapport, qui sera soumis au Comité de la science et de la technique au service du développement et au Conseil économique et social, définissant quatre domaines pour de nouvelles études et activités d'application des techniques informatiques au développement qui seront entreprises par le système des Nations Unies en 1978; un rapport au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement déterminant deux domaines supplémentaires, en 1979.

Sous-programme 6. Appui aux programmes

a) Pourcentage des ressources du programme : 36,8.

b) Eléments de programme :

6.1 Formulation et gestion des programmes;

6.2 Coordination générale des programmes;

6.3 Fourniture de services fonctionnels aux organes compétents (Comité de la science et de la technique au service du développement, Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, trois groupes de travail et cinq groupes régionaux du Comité consultatif);

6.4 Appui technique pour la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Postes nouveaux

5A. 49 Le Conseil économique et social, au paragraphe 5 de sa résolution 2028 (LXI), à laquelle l'Assemblée générale a souscrit dans sa résolution 31/184, a indiqué qu'il conviendrait de renforcer le Bureau de la science et de la technique de manière qu'il réponde pleinement aux exigences fondamentales du développement.

5A. 50 Un nouveau poste d'administrateur (P-2/1) et un nouveau poste d'agent des services généraux sont demandés. Le poste P-2 est nécessaire pour exécuter les éléments de programme 2.1 et 3.2. Le titulaire de ce poste : a) aidera à préparer les évaluations des activités du système des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique; b) préparera des documents d'information sur des sujets donnés, notamment dans les domaines de la chimie et de la recherche appliquée, et il aidera à l'élaboration de documents de travail à l'intention du Comité de la science et

de la technique au service du développement et du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement dans les domaines de la chimie, de l'environnement, des ressources en eau et de l'agriculture; c) et aidera à l'examen des tendances et des derniers développements en ce qui concerne les activités mondiales scientifiques et techniques dans les domaines susmentionnés en vue de leur application éventuelle dans les pays en développement. Le nouveau poste d'agent des services généraux sera nécessaire pour des travaux de secrétariat dans l'ensemble du Bureau, lequel ne dispose actuellement que de 7 postes d'agent des services généraux, dont un poste de commis principal et un poste de commis de recherche, alors qu'il dispose au total de 11 postes d'administrateur, y compris celui du directeur et du directeur adjoint.

Personnel temporaire affecté à des tâches générales

5A. 51 Le crédit de 12 000 dollars demandé au titre du personnel temporaire n'empiète que dans une faible mesure sur la réduction proposée de 41 200 dollars au titre des consultants. Il faudrait disposer de personnel temporaire pour un total de quatre mois de travail pour entreprendre, sans faire appel à des consultants, les travaux suivants de

caractère technique au titre de l'élément de programme 5.1 :

a) Etablissement d'un rapport relatif à l'application de l'analyse fonctionnelle aux problèmes de développement, dans le cadre de la documentation destinée à la réunion d'un groupe de travail spécial qui doit avoir lieu en 1979;

b) Elaboration d'un projet de directives sur l'utilisation des méthodes d'évaluation technique et de prévision technique, en tant que document de fond pour la réunion du Groupe de travail spécial du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.

Consultants et groupes spéciaux d'experts

5A. 52 Pour les raisons énoncées au paragraphe 5A. 1 ci-dessus, les crédits demandés au titre des consultants et des groupes spéciaux d'experts accusent une diminution de 41 200 dollars et 39 000 dollars, respectivement.

Frais de voyage du personnel et imprimerie

5A. 53 Bien qu'une légère réduction soit prévue en ce qui concerne les frais de voyage du personnel, la publication de *Planning Science and Technology for the Third Development Decade* entraînera des dépenses supplémentaires de 11 800 dollars au titre de l'imprimerie.

8. - DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES (NEW YORK)

TABLEAU 5A. 29. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	2 985,5	103,5	78,2	236,5	418,2	3 403,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	19,6	(19,6)	-	-	(19,6)	-
Consultants	106,4	10,1	(43)	4,2	(28,7)	77,7
Groupes spéciaux d'experts	27,4	0,6	38,5	4,5	43,6	71
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	7,2	-	-	-	-	7,2
Autres dépenses communes de personnel	985,8	5,2	25	72,2	102,4	1 088,2
Frais de voyage du personnel	48,1	1,6	15,9	4,9	22,4	70,5
Imprimerie	45,8	2	(3,2)	3,3	2,1	47,9
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,5	-	-	-	-	0,5
Subventions et bourses	47	-	-	-	-	47
Total	4 273,3	103,4	111,4	325,6	540,4	4 813,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 376,7	111,4	-	86,2	197,6	4,5 %

TABLEAU 5A. 29 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		Fonds prévus pour 1978-1979
Compte "Frais généraux" de l'ONU (traitements et dépenses communes de personnel)		481,1
FNUAP (traitements et dépenses communes de personnel, frais de voyage du personnel, groupes spéciaux d'experts)		244
Fonds de contributions volontaires (Décennie des Nations Unies pour la femme) (traitements, dépenses communes de personnel, et frais de voyage du personnel)		544,3
Total a)		1 269,4
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUD		3 000
Autres fonds		2 775
Total b)		5 775
TOTAL GENERAL		7 044,4

Total, coûts directs	11 858,1
-----------------------------	-----------------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

4 519,1

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	16 377,2
---	-----------------

TABLEAU 5A. 30. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : développement social et affaires humanitaires (New York)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	1	1	2	2
Administrateur général (D-1)	4	4	1	1	5	5
Administrateur hors classe (P-5)	6	7	-	-	6	7
Administrateur de 1ère classe (P-4)	16	17	2	2	18	19
Administrateur de 2ème classe (P-3)	8	8	3	7	11	15
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	9	9	1	-	10	9
Total	45	47	8	11	53	58
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	3	3	1	1	4	4
Autres classes	26	27	4	8	30	35
Total	29	30	5	9	34	39
TOTAL GENERAL	74	77	13	20	87	97

TABLEAU 5A. 31. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : développement social et affaires humanitaires (New York)

1976-1977		1978-1979	
Personnel temporaire nécessaire pour établir un rapport sur l'intégration des femmes au processus de développement (A/C.5/1757 et Corr.1, A/10491)	9,8	Néant	-
Personnel temporaire nécessaire pour établir un rapport sur la participation des femmes au renforcement de la paix mondiale, etc. (A/C.5/1754)	9,8		
	19,6		-

8. - DEVELOPPEMENT SOCIAL
ET AFFAIRES HUMANITAIRES (NEW YORK)

SA. 54 Le programme "Développement social et affaires humanitaires" est exécuté par le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires à New York (ST/SGB/Organisation, sect. K, p. 8 à 10) et par la Division des affaires sociales à Genève (ST/SGB/Organisation, sect. K, p. 22). Aux fins de la présentation du projet de budget, ces activités sont considérées comme deux programmes distincts du chapitre 5A, étant donné qu'elles font l'objet de demandes et d'ouvertures de crédits séparées.

SA. 55 Le programme du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires vise à favoriser des réformes institutionnelles et une participation plus large de la population au développement, en mettant l'accent sur les ressources locales, l'intégration sociale des groupes vulnérables et marginaux, la réduction de la criminalité grâce à des programmes efficaces mais humains, et l'intégration des femmes au développement. Ce dernier aspect du programme découle des mandats adoptés par l'Assemblée générale comme suite à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico en 1975.

SA. 56 Les huit sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Participation de la population et développement des institutions

a) Pourcentage des ressources du programme : 26.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1735 à 1749, tels qu'ils ont été modifiés par le rectificatif Corr.3 (chap. XXII, sous-programme 1).

c) Eléments de programme :

1.1 Principes directeurs et recommandations visant à renforcer la participation populaire au développement.

Produits : réunion d'un groupe d'experts chargé d'étudier les mesures de politique générale de nature à favoriser la participation populaire au développement (1978); rapport de politique générale destiné à la Commission du développement social et aux autres organes chargés de formuler une stratégie internationale du développement (1979); rapport analytique sur l'expérience de divers pays, qui sera communiqué aux gouvernements; deux bulletins bibliographiques sur des méthodes novatrices en matière de participation populaire (1978 et 1979).

1.2 Communication de renseignements aux gouvernements et aux organismes intergouvernementaux concernant le rôle des organisations locales de développement rural.

Produits : rapport de politique générale et social et à l'Assemblée générale sur l'expérience des divers pays quant à la promotion du mouvement coopératif et sur les résultats de la coopération internationale dans ce domaine (1978); rapport de politique générale quant au rôle des organisations rurales locales dans le développement rural; rapports (analyse politique et recommandations) destinés à la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural et à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique concernant les arrangements institutionnels permettant de faire participer les organisations locales à la réforme agraire et au développement rural, ainsi qu'à la mise au point et au transfert des techniques (1979); rapport sur le rôle joué par les organisations locales dans la réforme agraire (1978); étude des méthodes permettant d'intégrer le développement des zones rurales (1978); deux bulletins bibliographiques sur le développement rural intégré (1978 et 1979).

1.3 Formation en vue de la participation populaire et du développement local.

Produits : deux programmes de formation et des suppléments à un manuel et à un guide pour l'utilisation des ressources concernant la formation en vue de la participation populaire (1979).

1.4 Surveillance et évaluation des programmes de développement rural.

Produits : rapport sur l'expérience de certains pays destiné à la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (1978); manuel méthodologique (1979).

1.5 Intégration de la jeunesse aux activités de développement.

Produits : rapport sur l'expérience de divers pays (1979); étude des activités de développement d'organisations nationales de jeunesse (1979); réunion d'un groupe d'experts et principes directeurs pour la mise au point de programmes de formation d'animateurs chargés de faire participer les jeunes aux activités de développement.

1.6 Évaluation des besoins et des aspirations des jeunes.

Produits : listes annotées des activités des centres de recherche sur la jeunesse (1978 et 1979); rapport intérimaire destiné à la Commission du développement social concernant l'instauration d'une coopération entre les centres de recherche et d'information sur la jeunesse (1979); publication trimestrielle du *Youth Information Bulletin* (1978 et 1979); deux numéros de la Revue annuelle des activités des organismes des Nations Unies en faveur de la jeunesse.

Sous-programme 2. Services d'intégration et de protection sociales

a) Pourcentage des ressources du programme : 13,6.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1750 à 1763, tels qu'ils ont été modifiés par le rectificatif Corr.3 (chap. XXII, sous-programme 2).

c) Éléments de programme :

2.1 Etudes sur des méthodes plus efficaces pour dispenser les services sociaux, en particulier dans le contexte du développement rural intégré.

Produits : principes directeurs pour mettre en place et dispenser des services sociaux dans le contexte du développement rural et pour former du personnel à cette fin (1979).

2.2 Série d'études sur les problèmes spéciaux résultant de l'évolution des conditions économiques et sociales et affectant le bien-être de la famille.

Produits : réunion d'un groupe d'experts sur les programmes de protection sociale visant à permettre aux couches les plus pauvres de participer à l'activité économique (1978); établissement d'un rapport destiné à la Commission du développement social (1978) concernant l'adoption et le placement familial; rapport destiné à la Commission du développement social concernant la protection des travailleurs migrants et de leurs familles; deux rapports (1979) sur l'évolution du rôle de la femme et sur la protection de la famille et de l'enfant, dans le cadre de l'Année internationale de l'enfant (1979) et de la Conférence mondiale de 1980 sur la Décennie des Nations Unies pour la femme.

2.3 Méthodes diverses permettant d'intégrer les handicapés à la vie communautaire.

Produits : principes directeurs à l'intention des gouvernements touchant l'élaboration de programmes nationaux de réadaptation (1979); deux numéros de la publication annuelle intitulée "Summary of information on projects and activities in the field of rehabilitation of the disabled".

2.4 Etude et diffusion d'informations sur les politiques et les programmes nationaux en faveur des personnes âgées.

Produits : principes directeurs à l'intention des gouvernements concernant la formulation de politiques et de programmes en faveur des personnes âgées dans les zones rurales (1978); quatre numéros (semestriels) du *Bulletin on Aging* et du *Country Index on Aging*.

2.5 Approches novatrices face aux aspects d'aide sociale de la planification de la famille qui influe sur la mise en œuvre des politiques démographiques nationales.

Produits : principes directeurs à l'intention des gouvernements concernant le rôle des services sociaux dans les projets de planification de la famille (1979).

Sous-programme 3. Prévention du crime et lutte contre la délinquance

a) Pourcentage des ressources du programme : 17,4.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1764 à 1776, tels qu'ils ont été modifiés par le rectificatif Corr.3 (chap. XXII, sous-programme 3).

c) Éléments de programme :

3.1 Réunion du sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants à Sydney (Australie), d'août à septembre 1980.

Produits : préparation et convocation (en 1978) de réunions préparatoires régionales en Europe, dans les États arabes, en Afrique, en Amérique latine et en Asie en prévision du sixième Congrès qui se tiendra en 1980; cinq documents de travail relatifs aux cinq questions inscrites à l'ordre du jour du sixième Congrès (1979); assistance au gouvernement hôte pour l'organisation du sixième Congrès.

3.2 Diffusion d'informations et rapports sur les activités sectorielles.

Produits : deux numéros de la *Revue internationale de politique criminelle*; quatre numéros du *Bulletin*; rapports d'activité au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (1978), concernant : a) les préparatifs du sixième Congrès et b) l'exécution des activités entreprises au titre du programme entre juillet 1976 et juin 1978 dans le domaine de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance; rapports sur l'application des Règles minima pour le traitement des prisonniers et sur la peine capitale (1979).

3.3 Surveillance des tendances de la criminalité mondiale et des politiques de prévention du crime dans le monde.

Produit : premier rapport au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (1978).

3.4 Prévention de la violence et lutte contre la violence.

Produits : principes directeurs à l'intention du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (1979).

Sous-programme 4. Intégration des femmes au développement

a) Pourcentage des ressources du programme : 20,3.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1777 à 1790.

c) Eléments de programme :

4.1 Activités de recherche et de formation propres à favoriser une plus large participation des femmes au développement.

Produits : rapport au Conseil économique et social, lors de sa soixante-quatrième session, sur l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion des femmes; rapport au Conseil économique et social, lors de sa soixante-quatrième session, sur les recherches entreprises par les organismes des Nations Unies en ce qui concerne le rôle et la place des femmes dans le développement; étude sur la recherche consacrée aux femmes, tant par les organismes des Nations Unies que par d'autres organismes (1979).

4.2 Amélioration du fond de données relatif à la mobilisation efficace des femmes aux fins du développement.

Produits : rapports à l'Assemblée générale lors de ses trente-troisième et trente-quatrième sessions sur la mobilisation efficace des femmes aux fins du développement; mémoire sur les femmes et la science et la technique (1978); rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session sur l'intégration des femmes des zones rurales au développement.

4.3 Politiques et programmes relatifs aux femmes, à la population et au développement.

Produits : rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session sur les femmes, les migrations et le développement; rapport à la Commission de la condition de la femme lors de sa vingt-huitième session sur les tendances démographiques et le rôle des femmes dans la famille et la société (1979).

4.4 Méthodes pour aider les gouvernements à formuler des politiques relatives à l'intégration des femmes au développement.

Produits : rapport sur les méthodes de planification aux fins de l'intégration des femmes au développement (1978); réunion de planificateurs et rapport connexe (1979).

4.5 Planification, supervision et rapports concernant le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

Produit : rapport à l'Assemblée générale lors de ses trente-troisième et trente-quatrième sessions.

4.6 Examen et évaluation des progrès réalisés dans l'application du Plan d'action mondial.

Produit : rapport à la Commission de la condition de la femme lors de sa vingt-huitième session sur l'application du Plan d'action mondial et de la stratégie pour les années 80 (1979); ce rapport sera également présenté à la Conférence mondiale.

4.7 Planification et coordination de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

Produits : rapports à la Commission de la condition de la femme lors de ses vingt-septième et vingt-huitième sessions sur les préparatifs de la Conférence mondiale et sur le programme de la deuxième moitié de la décennie.

4.8 Activités d'information et d'éducation à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

Produits : bulletins de la Décennie de la femme (trois numéros par an, publiés en janvier, mai et septembre).

*4.9 Amélioration de la condition et du rôle des femmes dans l'éducation.

Produits : premier rapport (1978), établi en coopération avec l'OIT et l'UNESCO, qui sera présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session et qui servira également de document de travail pour la Conférence mondiale de 1980; étude sur les femmes et l'éducation (1979).

4.10 Les femmes et les moyens d'information de masse.

Produit : rapport à la Commission de la condition de la femme lors de sa vingt-huitième session (1979).

Sous-programme 5. Instruments internationaux relatifs à la condition de la femme

a) Pourcentage des ressources du programme : 1,8.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1791 à 1797.

c) Eléments de programme : examen et application de normes et instruments internationaux relatifs à l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe.

Produits : étude sur la situation juridique de la femme mariée (1978); réunion d'un groupe d'experts sur la situation juridique de la femme mariée et rapport connexe (décembre 1978); rapport à l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session sur l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe; listes de communications confidentielles et non confidentielles sur les droits de la femme, à l'intention de la Commission de la condition de la femme à sa vingt-huitième session (décembre 1979).

Sous-programme 6. Participation des femmes à la coopération internationale et au maintien de la paix

a) Pourcentage des ressources du programme : 1,1.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1798 à 1803, tels qu'ils ont été modifiés par le rectificatif Corr.3 (chap. XXII, sous-programme 6).

c) Elément de programme : les femmes, la paix et la coopération internationale.

Produit : étude sur la participation des femmes à la vie publique, à la coopération et à la paix internationales (décembre 1978).

Sous-programme 7. Appui aux activités de coopération technique¹

a) Pourcentage des ressources du programme : 5,4².

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1804 à 1808, tels qu'ils ont été modifiés par le rectificatif Corr.3 (chap. XXII, sous-programme 7).

c) Eléments de programme :

7.1 Services de spécialistes pour la formulation, l'exécution et l'évaluation de programmes nationaux et multinationaux et de projets spécifiques;

7.2 Services consultatifs directs aux gouvernements;

7.3 Mise au point de matériel pédagogique et appui aux instituts de formation;

7.4 Publications portant spécifiquement sur l'amélioration de l'exécution d'activités de coopération technique;

¹ Intitulé "Appui aux activités de coopération technique dans le domaine du développement social" dans le Plan à moyen terme pour la période 1978-1981.

² Plus 100 p. 100 des fonds pour frais généraux de l'ONU affectés à ce programme.

- 7.5 Elaboration de plans et de programmes nationaux et régionaux visant à intégrer les femmes au développement.

Sous-programme 8. Appui au programme

- a) Pourcentage des ressources du programme : 14,4.
 b) Eléments de programme :
 8.1 Formulation et gestion du programme;
 8.2 Coordination du programme, y compris la coordination interorganisations touchant la Décennie des Nations Unies pour la femme, l'Année internationale des personnes handicapées, l'Année internationale de l'enfant, le Groupe consultatif des questions de nutrition et l'Equipe opérationnelle de développement rural;
 8.3 Services fonctionnels à fournir aux organes compétents.

*Accroissement des ressources
 (aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux

5A. 57 Un nouveau poste P-5, un nouveau poste P-4 et un nouveau poste G-4/1 sont demandés pour permettre au Service de la promotion de l'égalité de l'homme et de la femme d'exécuter le Programme de la Décennie de la femme, conformément, entre autres, aux résolutions 3520 (XXX) et 31/136 de l'Assemblée générale. Le titulaire du poste P-5 sera chargé de planifier et de coordonner le Programme de la Décennie de la femme (élément de programme 4.7). Il devra notamment préparer la Conférence mondiale de 1980, préparer quant au fond les réunions interorganisations du CAC consacrées au Programme de la Décennie et à celui de la Conférence mondiale, superviser et coordonner l'établissement de la documentation qui sera présentée à la Conférence, et organiser les activités parallèles. Le poste P-4 est demandé pour l'examen et l'évaluation de l'application du Plan d'action mondial (élément de programme 4.6) à l'échelle du système, et pour l'amélioration du fond de données relatif à la mobilisation des femmes aux fins du développement (élément de programme 4.2). Son titulaire devra a) mettre au point deux questionnaires, l'un sur l'application du Plan d'action mondial et l'autre sur l'examen et l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, analyser les réponses reçues et organiser les opérations consécutives;

b) présenter à la Commission de la condition de la femme un rapport sur l'application du Plan d'action mondial et de la stratégie pour les années 80 et c) rédiger un rapport sur l'examen des programmes visant l'intégration des femmes des zones rurales au développement. Le poste d'agent des services généraux est demandé pour fournir des services de secrétariat aux titulaires des deux nouveaux postes d'administrateur.

Consultants et groupes spéciaux d'experts

5A. 58 Pour les raisons exposées plus haut au paragraphe 5A. 1, le crédit demandé pour les services de consultants accuse une diminution de 43 000 dollars. Par contre, une augmentation de crédit de 37 500 dollars est prévue pour les groupes spéciaux d'experts. Au cours de l'exercice biennal 1976-1977, très peu de réunions de groupes d'experts ont été convoquées au titre de ce programme car les travaux en étaient alors à un stade où l'on avait surtout besoin de consultants. Inversement, on a prévu que pendant la période 1978-1979 les travaux en arriveront à un stade où l'on aura besoin de groupes d'experts pour achever la mise au point des principes directeurs concernant le renforcement de la participation populaire au développement (élément de programme 1.1), la formation d'animateurs (élément de programme 1.5), les programmes de protection sociale visant à permettre aux groupes les plus pauvres de participer à l'activité économique (élément de programme 2.2), les méthodes à suivre par les planificateurs pour assurer l'intégration des femmes au développement (élément de programme 4.4) et la formulation de normes précises dans le domaine du droit de la famille (sous-programme 5). En conséquence, les crédits nécessaires pour les services de consultant pendant la période 1978-1979 sont beaucoup moins élevés que pour la période 1976-1977.

Frais de voyage du personnel

5A. 59 L'augmentation de 15 900 dollars prévue à la présente rubrique est imputable aux raisons mentionnées plus haut au paragraphe 5A. 1 et au fait que le Centre a un programme de voyages très chargé, compte tenu des préparatifs de la Conférence de la Décennie des Nations Unies pour la femme et du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.

Imprimerie

5A. 60 Cette rubrique accuse une diminution de 3 200 dollars.

9. - DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES (GENEVE)

A. COUTS DIRECTS

TABLEAU 5A. 32. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

1) Budget ordinaire

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1976-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	767,5	15,7	-	8,2	23,9	791,4
Consultants	18,4	3	(2,8)	0,9	1,1	19,5
Dépenses communes de personnel	212,8	(10)	-	2,4	(7,6)	205,2
Frais de voyage du personnel	10,9	0,1	-	0,5	0,6	11,5
Total	1 009,6	8,8	(2,8)	12	18	1 027,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 018,4	(2,8)	-	-	(2,8)	(0,2) %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 027,6
----------------------	---------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

781,3

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 808,9
--	---------

TABLEAU 5A. 33. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : développement social et affaires humanitaires (Genève)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	7	7	-	-	7	7
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	5	5	-	-	5	5
Total	7	7	-	-	7	7
TOTAL GENERAL	14	14	-	-	14	14

9. – DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES (GENEVE)

5A. 61 Les cinq sous-programmes qui constituent le programme de la Division des affaires sociales de Genève (ST/SGB/Organisation, sect. S, p. 22), ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Participation de la population et développement des institutions

a) Pourcentage des ressources du programme : 34,7.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1732 et 1735 à 1749, tels qu'ils ont été modifiés par le rectificatif Corr.3 (chap. XXII, sous-programme 1).

c) Eléments de programme :

1.1 Participation des jeunes au développement.

Produits : publication du *Youth Information Bulletin* (quatre numéros par an); réunions non officielles d'organisations internationales non gouvernementales de jeunes (deux réunions par an) et contributions techniques à des rapports et études sur la jeunesse, dans le cadre du sous-programme 1 du programme "Développement social et affaires humanitaires".

1.2 Développement rural.

Produits : contributions techniques à des rapports et études sur le développement rural, dans le cadre du sous-programme 1 du programme "Développement social et affaires humanitaires".

Sous-programme 2. Services d'intégration et de protection sociales

a) Pourcentage des ressources du programme : 7,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1732 et 1750 à 1763, tels qu'ils ont été modifiés par le rectificatif Corr.3 (chap. XXII, sous-programme 3).

c) Eléments de programme :

2.1 Politiques et programmes relatifs aux personnes âgées.

Produits : rapports annuels sur les tendances et les programmes concernant les personnes âgées en Europe.

2.2 Protection des travailleurs migrants et de leurs familles.

Produits : rapport à la Commission du développement social (établi en coopération avec la Division du développement social) sur les progrès accomplis pour renforcer les programmes visant à améliorer le bien-être des travailleurs migrants (1978); rapport à la Commission du développement social présentant les principes directeurs relatifs aux travailleurs migrants et à leurs familles qui sont déjà énoncés dans des instruments internationaux (1978); services fonctionnels au groupe de travail spécial du CAC sur les travailleurs migrants.

Sous-programme 3. Planification, projections et politiques relatives au développement

a) Pourcentage des ressources du programme : 17,9.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 221, 225, 227, 229, 234, 253 et 257, tels qu'ils ont été modifiés par le

rectificatif Corr.3 (chap. VI, programme 1, sous-programme 2).

c) Eléments de programme :

3.1 Examen et évaluation des progrès sociaux.

Produit : contribution technique aux rapports sur la situation sociale dans le monde et sur l'application de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, dans le cadre du sous-programme 1 du programme "Planification, projections et politiques relatives au développement".

3.2 Développement et ressources humaines.

Produit : contribution technique à des rapports et études sur les politiques sociales et la répartition des avantages socio-économiques dans le cadre de l'expansion et de la diversification de l'économie, au titre du sous-programme 2 du programme "Planification, projections et politiques relatives au développement".

3.3 Planification économique et sociale intégrée.

Produit : contribution technique à des rapports et études sur la planification économique et sociale intégrée, dans le cadre du sous-programme 6 du programme "Planification, projections et politiques relatives au développement".

Sous-programme 4. Appui aux activités de coopération technique

a) Pourcentage des ressources du programme : 35,1.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1732.

c) Eléments de programme :

4.1 Exécution du Programme européen de développement social, notamment préparation et convocation de dix réunions régionales sur divers aspects des politiques et des problèmes sociaux, services consultatifs directs aux gouvernements et à diverses organisations nationales et internationales, et possibilités de formation pour 200 spécialistes environ, sous la forme de voyages d'études;

4.2 Appui technique au Centre européen pour la formation et la recherche en matière de promotion sociale.

Sous-programme 5. Appui au programme

a) Pourcentage des ressources du programme : 4,8.

b) Eléments de programme :

5.1 Formulation et gestion du programme;

5.2 Coordination du programme, y compris pour l'exécution des projets (études et séminaires) ayant trait aux aspects sociaux de la planification du développement, pour l'exécution du programme de travail de la Commission économique pour l'Europe et pour la participation à des activités du bureau régional de l'OMS pour l'Europe sur des questions générales de politique sanitaire;

5.3 Services fonctionnels à fournir aux organes compétents.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Consultants

5A. 62 Pour les raisons exposées plus haut au paragraphe 5A. 1, le crédit demandé pour les services de consultants accuse une diminution de 2 800 dollars.

10. - STATISTIQUES

TABLEAU 5A. 34. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	4 827,1	447,1	128,2	380,1	955,4	5 782,5
Consultants	127,6	13,2	(47,8)	6,5	(28,1)	99,5
Groupes spéciaux d'experts	57,9	0,8	18,2	5,7	24,7	82,6
Dépenses communes de personnel :						
Indemnité de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres dépenses communes de personnel	1 658,3	3,3	40,8	116,3	160,4	1 818,7
Frais de voyage du personnel	39,2	1,4	16,3	4,2	21,9	61,1
Services contractuels	51,3	1,6	-	4	5,6	56,9
Imprimerie	793,8	24,3	61,1	68	153,4	947,2
Fournitures et accessoires	2,8	0,2	-	0,3	0,5	3,3
Total	7 559,2	491,9	216,8	585,1	1 293,8	8 853

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 051,1	216,8	-	116,8	333,6	4,1 %

TABLEAU 5A.34 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Compte "Frais généraux" de l'ONU (traitements et dépenses communes de personnel)	1 227,2
Fonds d'affectation spéciale pour la planification, les projections et les politiques relatives au développement (traitements et dépenses communes de personnel)	921,6
FNUAP (traitements, dépenses communes de personnel, traitement électronique des données, fournitures, location, frais de voyage du personnel, imprimerie)	178,2
FISE (traitements et dépenses communes de personnel)	143,3
Total a)	2 470,3
b) <u>Projets opérationnels</u>	
PNUD	10 150
FNUAP	17 015
Autres fonds	1 280
Total b)	28 445
TOTAL GENERAL	30 915,3

Total, coûts directs	39 768,3
-----------------------------	-----------------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

13 743

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	53 511,3
---	-----------------

TABLEAU 5A. 35. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : statistiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	5	5	5	5	10	10
Administrateur hors classe (P-5)	9	12	6	6	15	18
Administrateur de 1ère classe (P-4)	15	14	2	4	17	18
Administrateur de 2ème classe (P-3)	19	19	6	6	25	25
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	20	20	2	2	22	22
Total	69	71	21	23	90	94
Agents des services généraux :						
1ère classe	11	12	1	2	12	14
Autres classes	61	63	12	13	73	76
Total	72	75	13	15	85	90
TOTAL GENERAL	141	146	34	38	175	184

10. - STATISTIQUES

5A. 63 Le programme de base de statistique est exécuté par le Bureau de statistique (ST/SGB/Organization, sect. K, p. 5) au titre de la poursuite des activités énoncées dans le plan à moyen terme pour la période 1976-1979.

5A. 64 Les huit sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Commerce international, industrie, ressources naturelles et ressources énergétiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 22,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1881 à 1886.

c) Eléments de programme :

1.1 Statistiques de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics et de la distribution : publications périodiques.

Produits : statistiques de l'industrie dans le *Yearbook of Industrial Statistics* (vol. 1 consacré aux statistiques industrielles générales et vol. 2 à la production des produits

industriels) et sur le bâtiment dans le *Yearbook of Construction Statistics*; indices de la production industrielle, de l'emploi et autres données dans l'*Annuaire statistique* et le *Bulletin mensuel de statistique*.

1.2 Normes et méthodes d'établissement des statistiques de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics et de la distribution.

Produits : recommandations internationales révisées sur les statistiques industrielles (1979); rapport préliminaire sur le programme mondial de statistiques industrielles de 1983 (1979); rapport sur les pratiques nationales en matière de statistiques de la distribution (1979); bibliographie de la distribution, de l'industrie et du bâtiment et des travaux publics (1979).

1.3 Statistiques du commerce international : publications périodiques.

Produits : statistiques détaillées du commerce international, indices des valeurs unitaires et des quantités, matrices et agrégats concernant les échanges aux échelons mondial, régional et sous-régional dans *Commodity Trade Statistics*, *Yearbook of International Trade Statistics*, *World Trade Annual* et des tableaux supplémentaires pour l'*Annuaire statistique* et le *Bulletin mensuel de statistique*, et des tableaux spéciaux sur demande.

1.4 Statistiques du commerce international : normes, méthodes d'établissement et classification.

Produits : publication des index révisés de la *Classification type pour le commerce international* (CTCI, Rev.2) en 1979; rapport sur l'amélioration et la mise à jour des méthodes, concepts, définitions et classifications des statistiques du commerce international (1979).

1.5 Statistiques de l'énergie : publications périodiques et normes, méthodes et classifications.

Produits : publication de statistiques de l'énergie dans *World Energy Supplies*, l'*Annuaire statistique* et le *Bulletin mensuel de statistique* ainsi que de tableaux spéciaux; bilans nationaux détaillés contenant des statistiques de la production, des exportations, des importations, des stocks et de la consommation apparente des produits énergétiques; en 1979, premier rapport à la Commission de statistique sur des directives internationales relatives aux méthodes, concepts et classifications devant servir à l'établissement de statistiques complètes et intégrées de l'énergie (1978).

1.6 Statistiques des transports.

Produits : en 1979, rapports intérimaires à la Commission de statistique sur l'élargissement et la publication de statistiques du commerce extérieur par moyen de transport, en particulier maritime, et révision des définitions internationales types des statistiques des transports.

Sous-programme 2. Statistiques de la comptabilité nationale, de la répartition du revenu et statistiques connexes

a) Pourcentage des ressources du programme : 16,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1887 à 1896.

c) Eléments de programme :

2.1 Révision et mise à jour des systèmes de comptabilité nationale.

Produits : rapport présentant les résultats d'études portant sur un système de comptabilité nationale et les expériences des pays quant à son application, eu égard notamment aux besoins des pays en développement pour ce qui est tant des données qu'ils ont besoin d'y trouver que de la clarté et de l'intelligibilité des résultats considérés comme documents de référence (1979). Publication d'un *Manuel de comptabilité nationale* en 1979.

2.2 Elargissement de l'étendue des systèmes de comptabilité nationale.

Produits : publication de directives ou de manuels fondés sur des études et pratiques nationales : a) manuel sur les comptes d'opérations financières (1979); b) rapport intérimaire à la Commission de statistique sur le manuel relatif aux comptes de patrimoine et aux comptes d'accumulation nationaux (1979).

2.3 Normes relatives aux comptes sectoriels dans le cadre général des comptes et bilans nationaux.

Produits :

i) Secteur public : manuels sur les concepts, les sources et les méthodes, y compris une description des rapports qui existent entre les données nécessaires aux opérations des administrations publiques et les données nécessaires à la planification et à la politique économique et sociale (1978);

ii) Secteur des entreprises : rapport sur les pratiques nationales en matière d'enquêtes économiques (1979);

iii) Secteur des ménages : manuel sur les concepts, les définitions, les classifications, les sources et les méthodes pour les statistiques de la répartition du revenu, de la consommation et de l'accumulation; rapport sur les pratiques nationales (1979);

iv) Secteur étranger : rapport sur les relations existant entre les données nécessaires pour la comptabilité nationale et les données nécessaires pour l'analyse des balances des paiements et du commerce international (1979).

2.4 Rapports entre le Système de comptabilité nationale (SCN) et le Système de comptabilité du produit matériel (CPM).

Produits : rapports techniques visant à déterminer des liens structurels et à établir des agrégats communs appropriés afin d'élucider davantage les rapports entre le SCN et le CPM. Rapports définitifs ou intérimaires sur a) des méthodes simples permettant de comparer les systèmes de comptabilité nationale des pays à économie planifiée et ceux des pays à économie de marché; b) études comparatives des deux systèmes pour ce qui est i) du traitement théorique de la consommation totale de la population (1979); ii) des opérations financières; iii) des concepts relatifs aux revenus; iv) de la participation à la formation de capital (1979).

2.5 Formulation, mise à jour et harmonisation des classifications internationales types.

Produits :

i) Document de travail destiné à être utilisé aux échelons national et international, contenant la Classification internationale type de tous les biens et services et les index connexes (1979);

ii) Rapport sur la classification des dépenses des branches d'activité par objet (1978);

iii) Classification des dépenses publiques par objet (1979);

iv) Premier rapport à la Commission de statistique sur la révision de la classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique (1979) et harmonisation des systèmes de classification internationale.

2.6 Collecte, compilation et diffusion de statistiques de la comptabilité nationale.

Produits : publication périodique de données et d'estimations relatives à la comptabilité nationale dans l'*Annuaire de statistiques des comptabilités nationales* et l'*Annuaire statistique*, le *Bulletin mensuel de statistique*, le *Recueil de statistiques de l'habitation*, le *Recueil de statistiques sociales*, ainsi qu'en réponse à des demandes spéciales; études sur les sources et méthodes d'établissement des données relatives aux comptabilités nationales et leur évaluation à l'échelon national; publication de tableaux des finances publiques pour l'*Annuaire statistique*.

2.7 Statistiques de la répartition du revenu, de la consommation et de l'accumulation.

Produits : rapport intérimaire en 1979, et publication ultérieure de statistiques sur la répartition des revenus, de la consommation et de l'accumulation dans les ménages.

Sous-programme 3. Statistiques des prix et statistiques connexes

a) Pourcentage des ressources du programme : 6,0.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1897 à 1906.

c) Eléments de programme :

3.1 Projet de comparaison internationale du revenu réel (PCI)¹.

Produits : rapport (en collaboration avec la Banque mondiale) contenant des comparaisons et des analyses détaillées du produit national et du pouvoir d'achat de 30 pays (1978); création d'un système de comparaison du produit national et du pouvoir d'achat : a) élargissement de la couverture des informations à un plus grand nombre de pays; b) mise au point et application d'une méthode d'information réduite pour étendre le système à l'échelle mondiale; c) mise au point et utilisation de méthodes d'extrapolation permettant de procéder à des estimations annuelles, afin de créer un système mondial de comparaisons annuelles du produit national et du pouvoir d'achat; amélioration de la qualité des évaluations du coût de la vie, pour la fonction publique internationale, sur la base de l'expérience acquise dans le cadre du projet de comparaison, et amélioration du projet de comparaison internationale sur la base de l'expérience acquise au cours de l'élaboration d'indices internationaux du coût de la vie.

3.2 Statistiques des prix des biens et services entrant sur le marché international.

Produit : diffusion de renseignements sur les prix et les indices des biens et services entrant sur le marché international, par la voie de contributions à des publications périodiques et en réponse à des demandes spéciales.

3.3 Méthodologie des statistiques des prix et des statistiques connexes et coordination des activités internationales connexes.

Produits : manuels sur les prix à la production et les prix sur le marché international (1979); amélioration de l'étendue, du champ et de la cohérence des statistiques des prix à l'échelon international.

Sous-programme 4. Statistiques sociales et démographiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 17,6.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1907 à 1923.

c) Eléments de programme :

4.1 Intégration et amélioration des statistiques sociales et démographiques.

Produits : projet de manuel des méthodes d'enquêtes sur les ménages et réunion d'un groupe d'experts (1979); rapport technique sur les méthodes et procédés d'intégration et d'amélioration des statistiques sociales et démographiques (1978); premier rapport à la Commission de statistique (1979) sur a) la mise au point de classifications statistiques pour servir à l'établissement des statistiques sociales et démographiques; b) la mise au point de méthodes permettant de raccorder les statistiques sociales et démographiques aux statistiques économiques connexes; c) l'étude des pratiques nationales en matière de coordi-

nation, d'organisation et de diffusion des statistiques sociales et démographiques (1979)

4.2 Elaboration et utilisation des statistiques pour les services en faveur de l'enfance.

Produits : rapport technique, en collaboration avec le FISE, fournissant des directives aux utilisateurs actuels et potentiels des statistiques sociales et démographiques et des statistiques économiques connexes dans les pays en développement; premier rapport à la Commission de statistique sur les résultats d'un programme pilote d'activités nationales dans un certain nombre de pays en développement, ayant pour objet d'améliorer la disponibilité, les délais de publication et la qualité des statistiques sociales, compte tenu en particulier des besoins de l'enfance (1979).

4.3 Méthodes d'élaboration des statistiques démographiques.

Produits : recommandations en vue du programme de recensement de 1980 [population] (1979); manuel sur les méthodes de recensement et documentation technique connexe [population] (1978-1979) et manuel de statistiques de l'état civil (1979); documents techniques qui seront utilisés au cours de stages de formation aux méthodes de recensement [population] (1978-1979), pour aider les pays à appliquer les recommandations relatives aux statistiques des migrations internationales et à supprimer, dans les concepts, définitions et tableaux utilisés dans les recensements, de la population et les activités statistiques connexes, les stéréotypes fondés sur des considérations de sexe (1978); Réunion d'un groupe d'experts des statistiques des migrations internationales (1979).

4.4 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques démographiques.

Produits : *Annuaire démographique* (annuel); *Population and Vital Statistics Report* (trimestriel); supplément spécial à l'*Annuaire démographique* pour 1978, présentant des séries chronologiques de données sur les tendances des statistiques démographiques (1979); tableaux spéciaux en réponse à des demandes spéciales.

4.5 Méthodologie des statistiques de l'habitation.

Produits : recommandations relatives au programme de recensement de 1980 [habitation] (1979); manuel sur les méthodes de recensement et documentation technique connexe [habitation] (1978-1979); documents techniques à utiliser au cours des stages de formation aux méthodes de recensement [habitation] (1978-1979).

4.6 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques sociales et des statistiques de l'habitation.

Produits : recueil de statistiques de l'habitation (1978) et premier rapport (1979) sur le *Recueil de statistiques sociales* (quatrième édition).

4.7 Statistiques de l'environnement².

Produits : rapports sur les besoins des pays en matière de statistiques de l'environnement naturel et artificiel et étude des statistiques disponibles; rapports sur les concepts, les classifications, la méthodologie et le contenu des statistiques de l'environnement naturel et artificiel, et études par pays; tableaux spéciaux des statistiques disponibles dans les recueils statistiques et collecte internationale de nouvelles statistiques sur l'environnement naturel et artificiel.

¹ Dans son rapport sur sa dix-neuvième session, la Commission de statistique a fermement approuvé la poursuite et l'expansion du projet de comparaison internationale (PCI) ainsi que la proposition de le transformer, le moment venu, en une activité périodique de collecte et d'évaluation.

² La plupart des activités et produits de cet élément de programme ne seront réalisés que si on obtient des fonds du PNUE.

Sous-programme 5. Amélioration de la diffusion des statistiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 26,3.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1924 à 1929.

c) Eléments de programme :

5.1 Recueils de statistiques économiques et sociales.

Produits : publication périodique de l'*Annuaire statistique*, du *Bulletin mensuel de statistique* et de l'*Annuaire statistique de poche*; supplément pour 1977 au *Bulletin mensuel de statistique* et à l'*Annuaire statistique* (1978).

5.2 Amélioration de la diffusion des statistiques.

Produits : infrastructure de programmes d'ordinateur et de systèmes informatiques permettant de diffuser les statistiques économiques et sociales par la voie de publications et création d'un système de stockage et de recherche des données pour faciliter a) l'élaboration de réponses à des demandes spéciales de renseignements émanant des utilisateurs et b) l'échange et l'utilisation en commun de données lisibles sur machine avec des organismes internationaux et nationaux; tenue et mise à jour d'une série de systèmes de codage informatique.

5.3 Examen et coordination des publications statistiques et évaluation de la cohérence et de la qualité des données.

Sous-programme 6. Coordination des programmes de statistiques internationales

a) Pourcentage des ressources du programme : 8,6.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1930 à 1934.

c) Eléments de programme :

6.1 Coordination des programmes de statistiques des Nations Unies.

Produits : services fonctionnels fournis aux organes tels que la Commission de statistique, son groupe de travail sur les programmes de statistiques internationales et la coordination, et le Sous-Comité des activités statistiques (organe du Comité administratif de coordination); publication et mise à jour d'une nomenclature type des pays à des fins statistiques et publication périodique d'un rapport statistique international interorganisations.

6.2 Catalogues de statistiques économiques et sociales.

Produits : mise à jour du *Répertoire de statistiques internationales*, et établissement d'un inventaire, de classifications et de listes des statistiques économiques et sociales disponibles dans le cadre du système des Nations Unies et auprès des organismes statistiques internationaux n'appartenant pas à ce système.

*6.3 Amélioration de l'organisation statistique.

Produits :

- i) Un certain nombre de brochures sur des questions d'organisation comme les dispositions à prendre pour identifier et évaluer les besoins des utilisateurs, diffuser efficacement les données, réduire la charge imposée aux enquêtes, préserver le caractère confidentiel des renseignements recueillis;
- ii) Etudes analytiques des besoins de divers pays, en particulier des pays en développement, en ce qui

concerne l'organisation, y compris l'organisation sur le terrain pour la collecte des statistiques et l'utilisation efficace de l'informatique;

iii) Etude de l'efficacité de divers systèmes nationaux d'organisation, eu égard notamment au degré de centralisation et de coordination des services statistiques nationaux et aux relations entre les services statistiques centraux et locaux.

6.4 Services statistiques fournis aux organes de l'Assemblée générale et à d'autres organes qui en font la demande.

Produits :

- i) Communication au Comité des contributions de données sur le revenu national, les taux de change, la population et d'autres questions;
- ii) Fourniture de services techniques et de conseils statistiques à divers services du Secrétariat et à d'autres organes des Nations Unies sur leur demande.

Sous-programme 7. Appui à la coopération technique³

a) Pourcentage des ressources du programme : 0,9⁴.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1935 à 1939.

c) Eléments de programme :

- 7.1 Fourniture de conseils techniques sur la formulation, l'exécution et l'évaluation de programmes nationaux et multinationaux et de projets déterminés;
- 7.2 Assistance consultative directe aux gouvernements;
- 7.3 Elaboration de moyens de formation; appui aux organismes de formation;
- 7.4 Publications intéressant directement l'amélioration de l'exécution des activités de coopération technique.

Sous-programme 8. Appui aux programmes

a) Pourcentage des ressources du programme : 1,9.

b) Eléments de programme :

- 8.1 Formulation et gestion des programmes.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux

5A. 65 Il est demandé cinq postes nouveaux (2 postes d'administrateur hors classe [P-5], un poste G-5 d'agent des services généraux et 2 postes G-4/1 d'agent des services généraux).

5A. 66 Un poste d'administrateur hors classe (P-5) et un poste d'agent des services généraux (G-5) sont demandés pour des fonctionnaires chargés de l'exécution de l'élément de programme 6.3 (Amélioration de l'organisation statistique). Conformément à la décision prise par la Commission de statistique à sa dix-neuvième session⁵, l'administrateur

³ Intitulé "Sous-programme 7. Développement des services statistiques des pays en développement" dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981.

⁴ Plus 100 p. 100 des fonds pour frais généraux dont l'ONU dispose pour ce programme.

⁵ E/5910, chap. VI, par. 142.

* Nouvel élément de programme.

hors classe (P-5) sera chargé : a) d'étudier les moyens permettant de surmonter les difficultés en matière de coordination statistique aux échelons international, national, régional et local; b) d'examiner des modes d'approche de nature à renforcer les liaisons entre les autorités nationales et les autorités régionales ou locales participant à la collecte et à l'exploitation des statistiques; c) d'établir un certain nombre de brochures sur des problèmes de l'organisation statistique. Le titulaire du poste d'agent des services généraux (G-5) sera un commis statisticien qui sera chargé, entre autres fonctions d'appui, de tenir les dossiers de recherche et de compiler les données en vue de leur analyse et de l'établissement de rapports. Un poste d'administrateur hors classe (P-5) et un poste d'agent des services généraux (G-4) sont demandés pour des fonctionnaires chargés de l'exécution du programme du Bureau de statistique dans le domaine des comparaisons internationales (élément de programme 3.1). L'administrateur hors classe (P-5) sera chargé : a) de mettre sur pied un système général de comparaison annuelle du produit brut et du pouvoir d'achat; b) de coordonner les efforts internationaux, à l'intérieur et à l'extérieur du Bureau de statistique, dans le domaine des comparaisons internationales; c) de rédiger des manuels et des documents techniques sur les aspects méthodologiques et autres de cette question; d) d'assurer la gestion et la supervision des activités connexes du personnel et de représenter le Bureau à des réunions techniques. Le titulaire du poste d'agent des services généraux (G-4) accomplira des travaux de secrétariat sous les formes suivantes : a) fichage et mise en tableaux des données à la main; b) dépouillement des publications; c) traitement informatique.

5A. 67 Un nouveau poste d'agent des services généraux (G-4) est demandé au titre de l'élément de programme 2.5 (Classifications internationales) pour un commis statisticien aux classifications du Service des systèmes et des normes. Le titulaire de ce poste sera chargé : a) de vérifier l'exactitude des textes rédigés par le Service des systèmes et des normes; b) de rédiger des projets de lettres pour la correspondance ordinaire et de tenir les dossiers de recherche; c) d'analyser les titres et les codes des index des classifications et les symboles de correspondance; d) de compiler les données numériques; e) d'effectuer des recherches documentaires ordinaires.

Reclassement de postes

5A. 68 Le Secrétaire général demande le reclassement d'administrateur de 1re classe (P-4) à administrateur hors classe (P-5) du poste de chef de la Section des statistiques de l'énergie. Les attributions de ce fonctionnaire se sont

considérablement accrues par suite de l'augmentation du volume, de la portée et de la complexité des questions relatives aux statistiques de l'énergie. Il a fallu, entre autres, mettre sur pied un nouveau système informatique et un nouveau système de bilans énergétiques par pays, et créer et maintenir des moyens de communication avec les commissions régionales, les organisations internationales et d'autres organismes. Des travaux statistiques ont également été entrepris sur les aspects mésologiques de l'extraction, de la production et de l'utilisation de l'énergie. En 1977, le chef de la Section avait le concours de 9 fonctionnaires (dont 3 administrateurs) au lieu d'un agent des services généraux en 1972.

Consultants et groupes spéciaux d'experts

5A. 69 Pour les raisons indiquées au paragraphe 5A. 1 plus haut, les crédits demandés pour les consultants accusent une diminution de 47 800 dollars. Cependant, une augmentation de crédits de 18 200 dollars est prévue pour les groupes spéciaux d'experts par suite des demandes spéciales formulées par la Commission de statistique à sa dernière session, compte tenu du fait que les travaux relatifs aux statistiques de l'énergie (élément de programme 1.5), aux statistiques des migrations internationales (élément de programme 4.2), à l'intégration des statistiques sociales et démographiques (élément de programme 4.1) et à l'organisation d'enquêtes permanentes sur les ménages (élément de programme 4.1), en particulier, ont atteint un stade où il est nécessaire d'avoir des consultations plus étroites avec des spécialistes nationaux et de s'assurer leur collaboration.

Frais de voyage du personnel

5A. 70 L'augmentation de 16 300 dollars demandée à ce titre est imputable aux raisons indiquées dans le paragraphe 5A. 2 plus haut, à l'augmentation du nombre des séminaires et des groupes de travail qui découleront probablement du programme de travail pour 1978-1979 et à la nécessité d'intensifier la coordination entre le Département et le Conseil de coopération douanière.

Imprimerie

5A. 71 Une augmentation de crédits de 61 100 dollars est nécessaire à ce titre. Cette augmentation peut être attribuée à l'impression a) d'un nombre important de publications méthodologiques sur les statistiques de la comptabilité nationale et les statistiques connexes et sur les recommandations relatives au programme de recensement de la population et de l'habitation de 1980, et b) de nouvelles publications (par exemple, *International Statistical Reporter; Aspects of Statistical Organization*).

C. - Appui aux programmes

1. - GESTION DE LA COOPERATION TECHNIQUE

A. COUTS DIRECTS

TABLEAU 5A.36. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

1) Budget ordinaire

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	2 824,8	60,4	-	228,4	288,8	3 113,6
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	7,2	-	-	-	-	7,2
Autres dépenses communes de personnel	929,4	(2,6)	-	67,5	64,9	994,3
Frais de voyage du personnel	18,6	0,6	-	1,5	2,1	20,7
Total	3 780	58,4	-	297,4	355,8	4 135,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 838,4	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
Compte "Frais généraux" de l'ONU (traitements et dépenses communes de personnel)	6 187,7
PAM (traitements et dépenses communes de personnel)	398,7
Total a)	6 586,4
b) <u>Projets opérationnels</u> ^{a/}	
Programme spécial d'enseignement et de formation pour l'Afrique australe	2 850 ^{b/}
Total b)	2 850
TOTAL GENERAL	9 436,4

Total, coûts directs	13 572,2
-----------------------------	-----------------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

(1 072,2)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 850
---	--------------

a/ Outre les projets opérationnels indiqués ci-après, le Bureau de la coopération technique fournit un appui en matière de gestion aux projets opérationnels indiqués sous cette rubrique, le cas échéant, dans les tableaux correspondants relatifs aux divers programmes d'activité mentionnés plus haut.

b/ Montant non réparti.

TABLEAU 5A. 37. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : gestion de la coopération technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977 ^{a/}	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	1	1	-	1	1	2
Administrateur général (D-1)	-	-	7	6	7	6
Administrateur hors classe (P-5)	7	7	5	4	12	11
Administrateur de 1ère classe (P-4)	9	9	18	14	27	23
Administrateur de 2ème classe (P-3)	6	6	21	18	27	24
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	9	9	13	8	22	17
Total	33	33	64	51	97	84
Agents des services généraux :						
1ère classe	6	6	10	10	16	16
Autres classes	45	45	71	63	116	108
Total	51	51	81	73	132	124
TOTAL GENERAL	84	84	145	124	229	208

^{a/} Dont 6 postes d'administrateur et 7 postes d'agent des services généraux financés par le Fonds des Nations Unies pour les rapports finals.

1. - GESTION DE LA COOPERATION TECHNIQUE

5A. 72 Ce programme du Département des affaires économiques et sociales concerne essentiellement l'exécution par le Département et les commissions régionales de projets du Programme des Nations Unies pour le développement dont l'ONU est l'agent d'exécution, l'exécution de projets prévus au chapitre 15 du budget ordinaire (Programme ordinaire d'assistance technique) et l'exécution d'un grand nombre de projets financés au moyen de contributions volontaires versées par des gouvernements et d'autres donateurs. Ce programme est géré par le Bureau de la coopération technique, sous la direction du Commissaire à la coopération technique (ST/SGB/Organization, sect. K, p. 11).

5A. 73 Comme il était indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur les services fournis par l'Organisation des Nations Unies pour des activités financées par des fonds extra-budgétaires (A/C.5/31/33), l'Assemblée générale n'a pas pris de décision ferme sur la question de savoir quels sont les éléments des activités exécutées par le Bureau de la coopération technique et d'autres services du Secrétariat pour appuyer des activités financées par des fonds extra-

budgétaires qui devraient être imputés sur le budget ordinaire. A l'heure actuelle, 37 p. 100 des ressources en personnel du Bureau de la coopération technique sont inscrits au budget ordinaire et 63 p. 100 sont financés par les fonds pour frais généraux versés par le PNUD ou provenant d'autres sources. En attendant que l'Assemblée générale prenne une décision qui modifie cette situation, il est proposé de continuer d'inscrire au budget ordinaire les postes approuvés pour l'exercice biennal 1976-1977. Toutefois, le nombre des postes à financer à l'aide de fonds extra-budgétaires a été réduit du fait que l'on prévoit une baisse du taux d'exécution des programmes.

5A. 74 Les trois sous-programmes constituant ce programme qui sont prévus pour l'exercice biennal sont indiqués ci-après.

Sous-programme 1. Formulation des politiques et direction, et coordination générale des programmes

a) Pourcentage des ressources du programme : 15,7.

b) Référence : projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006), vol. II. par. 5.51, objectifs à moyen terme 1 et 4.

Sous-programme 2. *Elaboration et gestion des programmes*

Sous-programme 3. *Services d'appui aux projets de coopération technique*

a) Pourcentage des ressources du programme : 57,2.

b) Référence : projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006), vol. II, par. 5.51, objectif à moyen terme 2.

a) Pourcentage des ressources du programme : 27,1.

b) Référence : projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/10006), vol. II, par. 5.51, objectif à moyen terme 3.

2. – ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 5A. 38. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977.	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	3 028	93,6	144,6	254,6	492,8	3 520,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	296,6	10,8	-	23,5	34,3	330,9
Heures supplémentaires	126,4	4	(20,4)	8,5	(7,9)	118,5
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	4,8	(1,2)	-	-	(1,2)	3,6
Autres dépenses communes de personnel	1 047,1	(46,3)	46,4	77,5	77,6	1 124,7
Frais de voyage	21,9	0,8	-	1,8	2,6	24,5
Dépenses de représentation	2	0,1	-	0,2	0,3	2,3
Total	4 526,8	61,8	170,6 a/	366,1	598,5	5 125,3 a/

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 588,6	170,6	-	100,4	271	5,9 %

a/ Y compris le transfert d'un poste G-4/1 de la Division de l'administration du personnel (Bureau des services du personnel), en application des dispositions concernant la délégation de pouvoirs.

TABLEAU 5A. 38 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		Fonds prévus pour 1978-1979
Compte "Frais généraux" de l'ONU (traitements et dépenses communes de personnel, frais de voyage, personnel temporaire, heures supplémentaires, location de locaux, mobilier et matériel, subventions); PAM (frais de voyage et communications)		1 216,4 158
b) <u>Projets opérationnels</u>	Total a)	1 374,4
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	1 374,4

Total, coûts directs	6 499,7
-----------------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(6 499,7)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 5A. 39. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : administration et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Directeur (D-2)	3	3	-	-	3	3
Administrateur général (D-1)	3	4	-	-	3	4
Administrateur hors classe (P-5)	7	7	-	-	7	7
Administrateur de 1ère classe (P-4)	11	12	-	-	11	12
Administrateur de 2ème classe (P-3)	6	9	1	1	7	10
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	4	1	1	2	5	3
Total	34	36	2	3	36	39
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	17	17	3	3	20	20
Autres classes	31	34	2	4	33	38
Total	48	51 <u>a/</u>	5	7	53	58 <u>a/</u>
TOTAL GENERAL	82	87 <u>a/</u>	7	10	89	97 <u>a/</u>

a/ Dont un poste G-4/1 transféré de la Division de l'administration du personnel (Bureau des services du personnel).

2. – ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS

5A. 75 Comme il est indiqué plus haut dans le paragraphe 5A. 4, les fonctions relatives à la planification des ressources et du programme ont été transférées du présent programme au programme "Direction exécutive et administration". Le Service de la planification des ressources et du programme a été supprimé et ses ressources en personnel transférées au Cabinet du Secrétaire général adjoint.

5A. 76 Les deux sous-programmes qui constituent le présent programme sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Service administratif et financier

a) Pourcentage des ressources du programme : 30,1.

b) Eléments de programme :

- 1.1 Assurer la liaison avec les unités administratives qui fournissent des services d'appui, aider à formuler les politiques et procédures administratives et assurer l'administration courante du Département;
- 1.2 Aider à établir la composition des effectifs, mettre au point des systèmes pour l'affectation et la réaffectation des fonctionnaires et pour assurer un roulement dans l'occupation des postes, aider à contrôler et apprécier la valeur professionnelle des fonctionnaires, allouer, selon les besoins des divisions, les fonds gérés centralement qui sont prévus pour le personnel temporaire et les heures supplémentaires;
- 1.3 Tirer le parti maximal de l'utilisation des ressources financières, quelle que soit leur origine, dont le Département dispose pour ses activités opérationnelles et autres.

Sous-programme 2. Réunions, documentation, liaison et projets spéciaux

a) Pourcentage des ressources du programme : 69,9.

b) Eléments de programme :

- 2.1 Mettre au point le programme de travail annuel du Conseil économique et social pour le présenter au Conseil lors de sa session d'organisation qui a lieu en janvier chaque année; assurer le secrétariat du Comité du programme et de la coordination, organe subsidiaire de l'Assemblée générale et du Conseil, dont le mandat a été récemment élargi et qui est désormais chargé d'examiner le programme de travail de tous les organismes du système des Nations Unies; assurer le secrétariat du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale et du Comité plénier lors des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale consacrées aux questions économiques, ainsi que le secrétariat de certaines conférences spéciales convoquées par le Conseil ou l'Assemblée générale et celui d'un certain nombre de conférences d'annonces de contributions; établir le calendrier des conférences et des réunions pour l'ensemble du Département, et le coordonner avec le Département des conférences; assurer le secrétariat des organes spéciaux et organes subsidiaires de l'Assemblée générale dans les secteurs économique et social, comme le Comité

spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies;

- 2.2 Assurer la liaison et la coordination des travaux entre le Département des affaires économiques et sociales et les secrétariats des commissions régionales, notamment représenter le Département aux sessions annuelles ou biennales des commissions régionales, aider à harmoniser les programmes mondiaux du Département avec les programmes régionaux des commissions et assurer le service des réunions des Secrétaires exécutifs des commissions régionales, qui ont lieu deux fois par an;
- 2.3 Appliquer les dispositions prévues pour les consultations avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social;
- 2.4 Gérer et contrôler pour le Département le système de quotas institué pour la documentation, et assurer le contrôle de la rédaction de tous les documents et de toutes les publications établis par le Département et pour lui.

5A. 77 Le sous-programme 1 ci-dessus est exécuté par le Service administratif et financier, dont le Directeur relève directement du Secrétaire général adjoint. Les fonctions relatives au sous-programme 2 sont confiées au Cabinet de l'adjoint du Secrétaire général adjoint, qui compte les subdivisions suivantes :

Secrétariat du Conseil économique et social – Groupe de l'édition;

Section des organisations non gouvernementales;

Section des commissions régionales (ST/SGB/Organization, sect. K, p. 3).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

5A. 78 Du fait de la délégation de pouvoirs au Service d'administration du personnel de la Division de l'administration du personnel (Bureau des services du personnel) et de la réorganisation consécutive des travaux dans ce service, comme l'avait recommandé le Service de gestion administrative, il a fallu transférer un poste d'agent des services généraux du Service d'administration du personnel au présent programme. Aux fins de la présentation des demandes de crédits, les dépenses relatives au poste ainsi transféré sont incluses sous la rubrique "Accroissement des ressources".

Postes nouveaux

5A. 79 Quatre postes nouveaux (1 D-1, 1 P-4 et 2 G-4/1) sont demandés.

5A. 80 Le poste d'administrateur général (D-1) est nécessaire pour un adjoint au Secrétaire du Conseil économique et social. Les fonctions qui s'attachent à ce poste étaient assumées jusqu'à présent par l'administrateur hors classe (P-5) chargé du contrôle des documents du secrétariat du Conseil économique et social. Toutefois, comme suite à l'élargissement, en 1976, du mandat du Comité du programme et de la coordination, qui est devenu le principal organe subsidiaire de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social en matière de planification, de

programmation et de coordination, le service de ce comité est devenu une tâche plus complexe, qui implique que le Département prête son concours toute l'année aux services organiques et à la Division du budget (Bureau des services financiers) et assure la liaison avec les délégations. En outre, la tâche du secrétariat du Conseil économique et social, y compris l'établissement de la documentation pour les réunions et la rédaction des publications, s'est sensiblement accrue du fait de l'augmentation du nombre des réunions à desservir (57 semaines, selon les estimations, en 1977 contre 24 en 1972, sans compter les réunions de la Deuxième Commission). En conséquence, il faudrait un poste supplémentaire d'administrateur général (D-1) pour un secrétaire adjoint du Conseil qui aiderait à superviser tous les travaux du secrétariat du Conseil et aurait pour tâche principale de fournir les services nécessaires au Comité du programme et de la coordination. Ainsi, l'administrateur hors classe (P-5) pourrait se consacrer entièrement au contrôle des documents, comme il le faudrait.

5A. 81 Le nouveau poste P-4 est demandé en raison de l'augmentation du volume de travail de la Section des commissions régionales. Comme suite à la décentralisation accrue des activités économiques et sociales, cette section renforcera son rôle de centre d'échange d'informations pour les commissions régionales. Elle surveillera, en outre, les activités des commissions régionales dans le domaine de la coopération économique entre pays en développement et les coordonnera avec les travaux effectués par le Département dans ce domaine.

5A. 82 Les deux nouveaux postes (G-4/1) d'agent des services généraux sont demandés pour permettre de faire face à l'augmentation du volume de travail du secrétariat du Conseil économique et social. Avec deux secrétaires de plus, ce secrétariat pourrait adopter un système de roulement qui permettrait de réduire le nombre d'heures supplémentaires qui, en 1976, a été de 1 174 heures (sans compter juillet et août).

Reclassement de postes

5A. 83 Le reclassement à P-3 de trois postes P-2 au Groupe de l'édition du Cabinet de l'adjoint du Secrétaire général adjoint est demandé pour permettre au Département de maintenir des normes élevées en matière d'édition et pour que les postes de ce groupe soient classés comme ceux des autres services d'édition du Secrétariat. Le Groupe de l'édition, contrairement à d'autres services d'édition, édite principalement des études théoriques et des travaux de recherche et, étant donné le niveau des travaux effectués, compte un trop grand nombre de postes P-2, lesquels devraient être réservés aux stagiaires. Les reclassements proposés permettraient de faire progresser la carrière des éditeurs qualifiés.

Heures supplémentaires

5A. 84 Une diminution de crédit de 20 400 dollars est prévue à ce titre en raison des efforts déployés pour améliorer l'efficacité des travaux et les organiser de façon systématique.

CHAPITRE 5B. – SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

TABLEAU 5B.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
2 993,8	2 454,5	81,9	714,6	23,8	510,6	17	3 679,7	122,9	6 673,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 448,3	714,6	-	395,8	1 090,4	20 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u> Service commun Centre/CEPAL	186
Total a)	186
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Total b)	-
Total, a) et b)	-

Total, coûts directs	6 859,5
-----------------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

2 951,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	9 811,1
---	---------

TABLEAU 5B.2. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS): TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES
POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %		
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Augmentation totale					
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%				
A. Centre sur les sociétés transnationales	2 520,8	1 786,4	70,9	505,2	20	357,4	14,2	2 649	105,1	5 169,8	19,3
B. Services communs du Centre sur les sociétés transnationales et des commissions régionales :											
1. Service commun Centre/CEA	113	156,8	138,7	51,2	45,3	46,3	40,9	254,3	225	367,3	20,6
2. Service commun Centre/CEE	56	112,4	200,7	33,7	59,2	2,7	4,8	148,3	264,8	204,3	40,1
3. Service commun Centre/CEPAL	113	146,3	129,4	52,6	46,5	41,5	36,7	240,4	212,7	353,4	22,2
4. Service commun Centre/CEAO	78	122	156,4	22	28,2	29,6	37,9	173,6	222,5	251,6	11
5. Service commun Centre/CEESAP	113	130,6	115,5	50,4	44,6	33,1	29,2	214,1	189,4	327,1	22,2
Total	2 993,8	2 454,5	81,9	714,6	23,8	510,6	17	3 679,7	122,9	6 673,5	20

TABLEAU 5B.3. – DEPENSES NON RENOUELVABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : sociétés transnationales (Centre sur les sociétés transnationales et services communs du Centre et des commissions régionales)

1976-1977		1978-1979	
Groupes spéciaux d'experts (E/5655/Add.1)	49,1	Néant	-
	49,1		-

TABLEAU 5B.4. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : sociétés transnationales (Centre sur les sociétés transnationales et services communs du Centre et des commissions régionales)

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979 ^{a/}	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	2	2	-	-	2	2
Administrateur général (D-1)	4	5	-	-	4	5
Administrateur hors classe (P-5)	5	12	1	1	6	13
Administrateur de 1ère classe (P-4)	8	14	1	1	9	15
Administrateur de 2ème classe (P-3)	6	12	1	1	7	13
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	4	5	-	-	4	5
Total	30	51	3	3	33	54
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	7	7	-	-	7	7
Autres classes	18	24	-	-	18	24
Total	25	31	-	-	25	31
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	-	7	-	-	-	7
TOTAL GENERAL	55	89	3	3	58	92

^{a/} Pour 1978 seulement.

TABLEAU 5B.5. - COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Total	Coûts indirects imputés au chapitre 5B					
		A	B				
			1	2	3	4	5
Chapitre 22.							
A	11,1	7,8	0,6	0,4	1,2	0,4	0,6
B	128,9	107,4	2,9	1,4	3,6	1,4	2,2
C	127,9	115,4	2,8	1,4	5,6	1,4	1,4
D	870,9	570,9	-	-	-	-	-
E	48,2	36,4	2,6	1,4	3,8	1,8	2,3
F	292,6	292,6	-	-	-	-	-
G	14,0	-	-	14,0	-	-	-
H	-	-	-	-	-	-	-
I	-	-	-	-	-	-	-
J	35,5	34,5	-	1,0	-	-	-
K	14,6	10,8	0,8	0,5	1,3	0,5	0,8
L	21,8	16,1	1,2	0,7	1,9	0,7	1,2
Chapitre 23.							
(2)	-	-	-	-	-	-	-
(3)	-	-	-	-	-	-	-
(4)	5,7	5,6	-	-	-	-	-
(5)	617,3	601,4	-	15,9	-	-	-
Commissions économiques régionales	775,1 ^{a/}	-	191,4	48,9	300,4	81,4	150,9
REPARTITION DES COÛTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL, COÛTS INDIRECTS REPARTIS	2951,6	2099,0	202,3	85,9	317,8	87,6	159,4
COÛTS DIRECTS	6859,5	5169,8	367,3	204,3	539,4	251,6	327,1
TOTAL, COÛTS DIRECTS ET COÛTS INDIRECTS REPARTIS	9811,1	7268,8	569,6	290,2	857,2	339,2	486,5

Sens des lettres et chiffres de la première colonne :

Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux

- A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion
 B. Bureau des services financiers (New York)
 C. Bureau des services du personnel (New York)
 D. Bureau des services généraux (New York)
 E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion
 F. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
 G. Services administratifs et financiers (Genève)
 H. Division des services généraux (Genève)
 I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)
 J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
 K. Dépenses diverses
 L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun

Chapitre 23. Services de conférence et bibliothèques (New York et Genève)

- (2) Services de l'interprétation et des séances
 (3) Traduction, édition et dactylographie
 (4) Publications et documentation
 (5) Bibliothèques

Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

- A. Centre sur les sociétés transnationales
 B. Services communs du Centre sur les sociétés transnationales et des commissions régionales
 1. Service commun Centre/CBA
 2. Service commun Centre/CES
 3. Service commun Centre/CEPAL
 4. Service commun Centre/CEAO
 5. Service commun Centre/CEBAP

^{a/} Représente le coût de l'appui administratif que les commissions régionales fournissent aux services communs du Centre sur les sociétés transnationales et des commissions régionales.

A. - Centre sur les sociétés transnationales

TABLEAU 5B.6. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 390,6	940,4	303,8	197,5	1 441,7	2 832,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	30	30	-	4,6	34,6	64,6
Consultants	465,9	402,2	83,4	70,1	555,7	1 021,6
Heures supplémentaires	21,8	21,8	-	3,3	25,1	46,9
Groupes spéciaux d'experts	49,1	(49,1)	-	-	(49,1)	-
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	7,2	-	1,2	-	1,2	8,4
Autres dépenses communes de personnel	418,3	328,9	96,8	61,3	487,0	905,3
Frais de voyage du personnel	87,9	66,1	-	11,8	77,9	165,8
Imprimerie	46	46	-	7	53	99
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	4	0,1	-	0,3	0,4	4,4
Fournitures et accessoires	-	-	20,0	1,5	21,5	21,5
Total	2 520,8	1 786,4	505,2	357,4	2 649	5 169,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 307,2	505,2	-	328,2	833,4	19,3 %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	5 169,8

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	2 099
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	7 268,8
---	----------------

TABLEAU 5B.7. - DEPENSES NON RENOUEVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Centre sur les sociétés transnationales

1976-1977		1978-1979	
Groupe spéciaux d'experts (E/5655/Add.1)	49,1	Néant	-
	49,1		-

TABLEAU 5B.8. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Centre sur les sociétés transnationales

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	1	1
Directeur (D-2)	2	2	-	-	2	2
Administrateur général (D-1)	4	5	-	-	4	5
Administrateur hors classe (P-5)	5	7	-	-	5	7
Administrateur de 1ère classe (P-4)	8	10	-	-	8	10
Administrateur de 2ème classe (P-3)	6	8	-	-	6	8
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	4	5	-	-	4	5
Total	30	38	-	-	30	38
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	7	7	-	-	7	7
Autres classes	18	23	-	-	18	23
Total	25	30	-	-	25	30
TOTAL GENERAL	55	68	-	-	55	68

A. – Centre sur les sociétés transnationales

5B.1 Les quatre sous-programmes dont s'occupe le Centre, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Recherche

a) Pourcentage des ressources du programme : 36.

b) Références : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1987 à 1992, tels qu'ils ont été modifiés par le Corr.3, chap. XXIV; et par. 51, 53 à 55 et 57 du document A/C.5/31/25.

c) Eléments de programme :

1.1 Etude générale intégrée.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission des sociétés transnationales en 1978 à sa quatrième session.

1.2 Etude de l'état des recherches sur les sociétés transnationales.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1977, puis tous les deux ans.

1.3 Bibliographie annotée.

Produits : des annotations seront publiées régulièrement dans l'étude périodique (voir élément 2.7).

1.4 Effet des activités des sociétés transnationales sur la balance des paiements.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1980.

Coordination : CNUCED, FMI.

1.5 Activités bancaires transnationales.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : CNUCED, FAO.

1.6 Sociétés d'assurances transnationales.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1980.

Coordination : CNUCED.

1.7 Sociétés transnationales de transport maritime.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1980.

Coordination : CNUCED.

1.8 Sociétés transnationales de consultants.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : ONUDI, Centre CNUCED/GATT du commerce international.

1.9 Sociétés transnationales de publicité.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : UNESCO.

1.10 Sociétés transnationales de moyens d'information.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : UNESCO.

1.11 Sociétés transnationales de tourisme.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : Département des affaires économiques et sociales.

1.12 Effets des sociétés transnationales sur l'emploi.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1980.

Coordination : OIT.

1.13 Sociétés transnationales et rapports avec les entreprises nationales.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : ONUDI, CNUCED, OIT, FAO.

1.14 Sociétés transnationales dans les industries extractives.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1980.

Coordination : Département des affaires économiques et sociales, CNUCED, ONUDI, OIT.

1.15 Sociétés transnationales dans les industries alimentaires et les industries de fabrication des boissons.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : FAO, ONUDI, CNUCED, Centre CNUCED/GATT du commerce international.

1.16 Sociétés transnationales dans l'industrie pharmaceutique.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : OMS, CNUCED, OMPI, ONUDI, FAO.

1.17 Obstacles qui empêchent les gouvernements de renforcer leur position de négociation.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1980.

Coordination : ONUDI, CNUCED, OIT.

1.18 Mesures adoptées par les gouvernements pour renforcer leur position de négociation.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1980.

Coordination : ONUDI, CNUCED, OIT.

1.19 Mesures adoptées pour renforcer la compétitivité des sociétés nationales.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1980.

Coordination : CNUCED.

1.20 Définition des caractéristiques des sociétés transnationales.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1980.

Sous-programme 2. Système d'information complet

a) Pourcentage des ressources du programme : 40.

b) Références : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), par. 1993 à 1998; et par. 27, 33 à 39, 41, 43 et 44 document A/C.5/31/25.

c) Eléments de programme :

2.1 Inventaire des renseignements sur les sociétés transnationales.

Produits : des rapports seront présentés à la Commission en 1978 et 1979.

2.2 Normes internationales de comptabilité et d'établissement des rapports.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1978 et 1979.

2.3 Informations relatives à des sociétés.

2.4 Etude des règlements nationaux, régionaux et internationaux pertinents.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1978 et 1979.

2.5 Rassemblement de renseignements sur les contrats et accords.

2.6 Répertoire des sources de renseignements.

Produit : le répertoire sera publié pour la première fois en 1978, puis tous les deux ans.

2.7 Etude périodique.

Produit : l'étude sera publiée trois ou quatre fois par an.

2.8 Information relative aux pratiques et politiques financières des sociétés transnationales.

Produit : un rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : Groupe d'experts des conventions fiscales, FMI, CNUCED.

2.9 Information relative aux pratiques et politiques structurelles des sociétés transnationales.

Produit : un premier rapport sera présenté à la Commission en 1978.

Coordination : CNUCED.

2.10 Information relative à l'influence sociopolitique des sociétés transnationales.

Produit : un premier rapport sera présenté à la Commission en 1979.

Coordination : OIT, UNESCO.

2.11 Information relative aux sociétés transnationales et à la technologie.

Produit : un premier rapport sera présenté à la Commission en 1978.

Coordination : Département des affaires économiques et sociales, CNUCED, OMPI, ONUDI.

2.12 Information relative aux tendances des investissements.

Coordination : CNUCED.

Sous-programme 3. Formulation d'un code de conduite

a) Pourcentage des ressources du programme : 4.

b) Références : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), par. 1999 à 2005, tels qu'ils ont été modifiés par le Corr.3, chap. XXIV; et par. 21 du document A/C.5/31/25.

c) Elément de programme : service du Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite.

Produit : le code de conduite doit être présenté à la Commission en 1978.

Sous-programme 4. Amélioration de l'aptitude des gouvernements à traiter avec les sociétés transnationales

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Références : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), par. 2006 à 2011; par. 58 et 59 du document A/C.5/31/25.

c) Elément de programme : amélioration de l'aptitude des gouvernements à traiter avec les sociétés transnationales.

Produits : des rapports seront présentés à la Commission en 1978 et 1979.

Coordination : PNUD, Département des affaires économiques et sociales, CNUCED, ONUDI, FAO, OIT.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Postes nouveaux

5B.2 Treize postes nouveaux (huit postes d'administra-

teur et cinq postes d'agent des services généraux) sont demandés comme décrit ci-après.

Division de l'analyse des politiques

5B.3 Outre qu'elle assure le service de deux groupes de travail intergouvernementaux (l'un chargé de formuler un code de conduite et l'autre un accord sur les pratiques de corruption) et de la Commission, la Division de l'analyse des politiques exécute 18 projets de recherche. Ces projets comprennent chacun, en moyenne, trois monographies par pays exécutées par des équipes de recherche dont il faut coordonner et superviser les travaux. Un spécialiste de la recherche, ayant rang d'administrateur général (D-1), est nécessaire pour s'occuper de ces projets.

5B.4 Compte tenu de l'avancement des travaux concernant la question des pratiques de corruption, il s'avère nécessaire de recruter un juriste, qui occuperait un poste de P-4. Ce juriste devra également s'occuper des activités consécutives à l'accord sur les pratiques de corruption et à la formulation du code de conduite ainsi que des aspects juridiques des projets de recherche de la Division.

5B.5 Les travaux relatifs à la Bibliographie annotée, la définition des sociétés transnationales et le répertoire des sources de renseignements, y compris la publication trimestrielle du Centre, nécessitent la création d'un poste P-2.

Division de l'analyse des renseignements

5B.6 L'établissement et la mise à jour permanente des profils de centaines de sociétés transnationales, ainsi que la mise en tableau et l'analyse de ces renseignements en vue d'établir des profils d'industries à l'échelle mondiale, nécessiteront les services de deux administrateurs (un P-4 et un P-3). L'administrateur de 1ère classe (P-4) devra avoir de solides connaissances en matière d'analyse financière ou de comptabilité et pouvoir communiquer avec les fonctionnaires supérieurs qui s'occupent du traitement électronique de l'information. L'administrateur de 2ème classe (P-3) devra avoir reçu une formation en économie internationale et pouvoir s'occuper des aspects non financiers des rapports de sociétés.

5B.7 Le rassemblement de renseignements sur la législation au niveau national, régional et international et sur les contrats et accords conclus entre des sociétés transnationales et des organismes publics et entreprises des pays hôtes, continuera à être intensifié, comme la Commission l'a demandé. Le Centre compte étendre l'enquête sur la législation relative aux sociétés transnationales à tous les Etats Membres et recueillir un échantillon aussi large et complet que possible des contrats et accords transnationaux. Ces renseignements seront analysés en vue d'identifier les tendances et les secteurs qui préoccupent particulièrement les gouvernements et seront utilisés aux fins d'activités d'assistance technique et pour les études approfondies que le Centre compte entreprendre dans divers domaines tels que le renforcement de la position de négociation des gouvernements. Il faudra deux administrateurs supplémentaires (un P-5 et un P-3) pour mener à bien cette tâche.

Services consultatifs

5B.8 Compte tenu du nombre croissant de demandes émanant des gouvernements concernant des services consultatifs et des services de formation touchant les sociétés transnationales, il faut un administrateur hors classe (P-5) de plus pour mener à bien les tâches décrites au paragraphe 59 du document A/C.5/31/25.

5B.9 Il faudrait cinq postes supplémentaires (G-4/1) de secrétaire et commis dont les titulaires seconderaient les huit administrateurs demandés ci-dessus.

Consultants

5B.10 Une augmentation de crédit de 83 400 dollars est demandée à ce titre; elle serait répartie à peu près également entre les services de consultant nécessaires pour la mise en place du système d'information complet, la recherche et les services consultatifs.

Indemnité de représentation

5B.11 L'indemnité de représentation correspondant au deuxième poste de directeur (D-2) approuvé pour 1977 a été omise par inadvertance du document A/C.5/31/25. Une augmentation de crédit de 1 200 dollars est donc demandée à ce titre pour 1978-1979.

Fournitures et accessoires

5B.12 Une augmentation de crédit de 20 000 dollars est demandée pour l'achat de livres, de périodiques et de rapports de sociétés.

B. - Services communs du Centre sur les sociétés transnationales et des commissions régionales

5B.13 Les services communs ont été établis conformément à la résolution 1961 (LIX) du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1975; les paragraphes pertinents de cette résolution sont ainsi conçus :

"1. *Prie* le Secrétaire général d'établir, dans chacune des commissions régionales, lors du démarrage des opérations du Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales et sur la base de consultations entre le Centre et les secrétaires exécutifs des commissions régionales, des services communs de liaison et d'appui dont le financement sera assuré en commun par le Centre et les commissions régionales intéressées;

"2. *Décide* que les programmes de travail au niveau régional devront être élaborés par ledit Centre et les secrétariats des commissions régionales dans le cadre du programme de travail arrêté par la Commission des sociétés transnationales et le Conseil économique et social."

Comme il est expliqué au paragraphe 60 du document A/C.5/31/25, les accords portant création des services communs n'ont été conclus qu'au cours du deuxième semestre de 1976, de telle sorte qu'à l'exception du service Centre/CEPAL, le passage pertinent du plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, vol. I, par. 2012-2016) ne les mentionne pas.

5B.14 Les renseignements que rassembleront les services communs et les résultats de leurs recherches constitueront

la partie des rapports du Centre consacrée aux activités régionales et figurent parmi les produits du Centre. Un produit n'est indiqué dans les textes explicatifs concernant tel ou tel service commun que lorsqu'il ne figure pas dans ceux du Centre. Dans certains cas, les renseignements et résultats destinés principalement à être inclus dans les rapports publiés par le Centre figureront aussi dans les rapports à soumettre aux commissions régionales intéressées. En pareil cas, ces renseignements et résultats ne sont pas considérés comme un produit final indépendant, et il n'en est pas question dans les textes explicatifs.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transformation de certains postes en postes permanents

5B.15 Dans le document A/C.5/31/25 (par. 60 à 65), des crédits étaient demandés pour permettre de recruter du personnel temporaire afin de faire démarrer les services communs. Comme il est indiqué à la page 4 de l'annexe V de ce document, ces crédits avaient été calculés sur la base de 30 000 dollars en moyenne pour 12 mois de travail d'administrateur et de 8 000 dollars pour 12 mois de travail d'agent des services généraux. Par inadvertance, le montant nécessaire pour les dépenses communes de personnel avait été omis de ce crédit et a donc été inclus dans le montant prévu pour le maintien des programmes. Le nombre de mois de travail prévus pour chaque service commun pour 1977, selon les indications figurant à l'annexe V du document A/C.5/31/25, s'établit comme suit :

<i>Services communs</i>	<i>Administrateurs</i>	<i>Agents locaux</i>
Centre/CEA	36	12
Centre/CEE	18	6
Centre/CEPAL	36	12
Centre/CEAO	24	12
Centre/CESAP	36	12

5B.16 Il était entendu alors que les crédits ainsi prévus pour recruter du personnel temporaire seraient remplacés dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979 par les crédits demandés pour des postes permanents, dont les titulaires constitueraient le noyau du personnel des services communs. Il avait été convenu également que le chef de chaque service serait un administrateur hors classe (P-5) et que les autres administrateurs occuperaient des postes P-4 et P-3. En conséquence, les postes permanents ci-après sont demandés, au lieu de crédits pour du personnel temporaire, dans le présent projet de budget :

<i>Services communs</i>	<i>Administrateurs</i>	<i>Agents locaux</i>
Centre/CEA	1 P-5; 1 P-4; 1 P-3	1
Centre/CEE	1 P-5	1 G-4/1
Centre/CEPAL	1 P-5; 1 P-4; 1 P-3	1
Centre/CEAO	1 P-5; 1 P-4	1
Centre/CESAP	1 P-5; 1 P-4; 1 P-3	1

Postes nouveaux

5B.17 En outre, les nouveaux postes suivants sont demandés :

<i>Services communs</i>	<i>Administrateurs</i>	<i>Agents locaux</i>
Centre/CEA	-	1
Centre/CEE	1 P-3	-
Centre/CEPAL	-	1
Centre/CEAO	-	-
Centre/CESAP	-	1

Une partie du coût du poste P-3 demandé pour le Service commun Centre/CEE correspond en fait à une partie du crédit qui avait été ouvert pour du personnel temporaire, 18 mois de travail de personnel temporaire ayant été alloués à la CEE, et le noyau d'un Service commun Centre/CEE a besoin à la fois du poste P-5 financé précédemment par les crédits ouverts pour du personnel temporaire et du poste P-3 supplémentaire demandé. Le poste nouveau d'agent local demandé pour chacun des services communs de la CEA, de la CEPAL et de la CESAP doit permettre d'affecter des secrétaires aux trois administrateurs de chacun de ces services.

Consultants

5B.18 Les crédits suivants sont demandés à ce titre :

	<i>Dollars</i>
Centre/CEA	43 000
Centre/CEPAL	43 000
Centre/CEAO	26 000
Centre/CESAP	43 000
TOTAL	155 000

1.- SERVICE COMMUN CENTRE/CEA

TABLEAU 5B.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	177,2	25,1	202,3	202,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	98	144,8	(237,8)	-	(98)	-
Consultants	-	-	43	6,5	49,5	49,5
Dépenses communes de personnel	-	-	70,8	10	80,8	80,8
Frais de voyage du personnel	15	15	-	4,7	19,7	34,7
Total	113	156,8	51,2	46,3	254,3	367,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
269,8	51,2	-	4,4	55,6	20,6 %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

-	
Total, coûts directs	367,3
	202,3
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	569,6

TABLEAU 5B.10. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : service commun Centre/CEA

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	1	-	-	-	1
Total	-	3	-	-	-	3
Autres catégories :						
Agents locaux	-	2	-	-	-	2
TOTAL GENERAL	-	5	-	-	-	5

1. - SERVICE COMMUN CENTRE/CEA

5B.19 Les trois sous-programmes dont s'occupe le Service commun Centre/CEA, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Recherche

- a) Pourcentage des ressources du programme : 40.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1987 à 1992.
 c) Eléments de programme :
- 1.1 Le rôle des sociétés transnationales dans le commerce intra-africain et la coopération économique en Afrique;
 - 1.2 Position de négociation des gouvernements africains vis-à-vis des sociétés transnationales;
 - 1.3 Sociétés transnationales et rapports avec les entreprises nationales;
 - 1.4 Sociétés transnationales dans les industries extractives;
 - 1.5 Sociétés transnationales dans les industries alimentaires et les industries de fabrication des boissons.

Sous-programme 2. Système d'information complet

- a) Pourcentage des ressources du programme : 55.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1993 à 1998.
 c) Elément de programme : présence et effet des sociétés transnationales dans les pays africains.

Sous-programme 3. Amélioration de l'aptitude des gouvernements à traiter avec les sociétés transnationales

- a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2006 à 2011.
 c) Elément de programme : coopération technique.
 Produits : les activités relevant de cet élément de programme consisteront essentiellement à déterminer les besoins en matière de formation des fonctionnaires des pays de la CEA qui s'occupent des transactions avec les sociétés transnationales et, en collaboration avec le Centre, à mettre au point des programmes de formation et à fournir des services consultatifs sur diverses questions se rapportant aux activités desdites sociétés.

2. - SERVICE COMMUN CENTRE/CEE

TABLEAU 5B.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	152,2	1,7	153,9	153,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	48,5	104,9	(153,4)	-	(48,5)	-
Dépenses communes de personnel	-	-	39,4	0,6	40	40
Frais de voyage du personnel	7,5	7,5	(5)	0,4	2,9	10,4
Total	56	112,4	33,2	2,7	148,3	204,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
168,4	33,2	-	34,4	67,6	40,1 %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	204,3
	85,9
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	290,2

TABLEAU 5B.12. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : service commun Centre/CEE

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 2 ^{ème} classe (P-3)	-	1	-	-	-	1
Total	-	2	-	-	-	2
Agents des services généraux :						
1 ^{ère} classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	-	1	-	-	-	1
Total	-	1	-	-	-	1
TOTAL GENERAL	-	3	-	-	-	3

2. - SERVICE COMMUN CENTRE/CEE

5B.20 Les deux sous-programmes dont s'occupe le Service commun Centre/CEE, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Recherche

- a) Pourcentage des ressources du programme : 45.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1.87 à 1992.
- c) Elément de programme : expérience de pays ayant

des systèmes économiques et sociaux différents où sont implantées des sociétés transnationales.

Sous-programme 2. Système d'information complet

- a) Pourcentage des ressources du programme : 55.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1993 à 1998.
- c) Eléments de programme :
 - 2.1 Etude des lois et règlements nationaux concernant les sociétés transnationales.
 - 2.2 Informations relatives à des sociétés transnationales.

3. - SERVICE COMMUN CENTRE/CEPAL

TABLEAU 5B.13. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	170,2	21,8	192	192
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	98	131,3	(229,3)	-	(98)	-
Consultants	-	-	43	6,5	49,5	49,5
Dépenses communes de personnel	-	-	68,7	8,5	77,2	77,2
Frais de voyage du personnel	15	15	-	4,7	19,7	34,7
Total	113	146,3	52,6	41,5	240,4	353,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
259,3	52,6	-	5	57,6	22,2 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Contribution bilatérale	186
Total a)	186
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Total b)	-
TOTAL GENERAL	186

Total, coûts directs	539,4
-----------------------------	--------------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

317,8

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	857,2
---	--------------

TABLEAU 5B.14. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : service commun Centre/CEPAL

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	1	1	1	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	1	1	1	1	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	1	1	1	1	2
Total	-	3	3	3	3	6
Autres catégories :						
Agents locaux	-	2	-	-	-	2
TOTAL GENERAL	-	5	3	3	3	8

a/ Pour 1978 seulement.

3. - SERVICE COMMUN CENTRE/CEPAL

5B.21 Les trois sous-programmes dont s'occupe le Service commun Centre/CEPAL, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Recherche sur les sociétés transnationales en Amérique latine

- a) Pourcentage des ressources du programme : 65.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1987 à 1992 et par. 2012 à 2016.
 c) Eléments de programme :
- 1.1 Sociétés transnationales et intégration de l'Amérique latine;
 - 1.2 Sociétés transnationales, commerce et balance des paiements;
 - 1.3 Activités bancaires transnationales;
 - 1.4 Sociétés transnationales dans les industries extractives et autres industries primaires;
 - 1.5 Sociétés transnationales dans les industries de transformation.

Sous-programme 2. Système d'information complet

- a) Pourcentage des ressources du programme : 30.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1993 à 1998 et par. 2012 à 2016.
 c) Elément de programme : système d'information complet.

Sous-programme 3. Amélioration de l'aptitude du gouvernement à traiter avec les sociétés transnationales

- a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2006 à 2016.
 c) Elément de programme : coopération technique.
 Produit : le Service commun a des contacts avec les organisations gouvernementales latino-américaines et suit leurs activités afin d'évaluer leurs besoins dans ce domaine et de les indiquer au Centre. Le Service commun, en coopération avec le Centre et conjointement avec l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, organisera des séminaires, des réunions et des ateliers de formation en Amérique latine sur les questions se rapportant aux sociétés transnationales.

4. - SERVICE COMMUN CENTRE/CEAO

TABLEAU 5B.15. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Postes permanents	-	-	138,4	17,9	156,3	156,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	68	112	(180)	-	(68)	-
Consultants	-	-	26	3,8	29,8	29,8
Dépenses communes de personnel	-	-	41,6	5,4	47	47
Frais de voyage du personnel	10	10	(4)	2,5	8,5	18,5
Total	78,0	122	22	29,6	173,6	251,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
200	22	-	-	22	11 %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	251,6
	87,6
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	339,2

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 5B.16. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : service commun Centre/CEAO

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	1	-	-	-	1
Total	-	2	-	-	-	2
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	-	1	-	-	-	1
TOTAL GENERAL	-	3	-	-	-	3

4. - SERVICE COMMUN CENTRE/CEAO

5B.22 Les trois sous-programmes dont s'occupe le Service commun Centre/CEAO, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Recherche

- a) Pourcentage des ressources du programme : 60.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1987 à 1992.
- c) Eléments de programme :
 - 1.1 L'effet des sociétés transnationales sur la balance des paiements;
 - 1.2 Activités bancaires et sociétés d'assurances transnationales;
 - 1.3 Sociétés transnationales de transport maritime.

Sous-programme 2. Système d'information complet

- a) Pourcentage des ressources du programme : 40.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1993 à 1998.
- c) Eléments de programme :

- 2.1 Inventaire des renseignements sur les sociétés transnationales;
- 2.2 Information relative aux pratiques et politiques financières des sociétés transnationales;
- 2.3 Normes internationales de comptabilité et d'établissement des rapports.

Sous-programme 3. Amélioration de l'aptitude des gouvernements à traiter avec les sociétés transnationales

- a) Pourcentage des ressources du programme : néant.
 - b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2006 à 2011.
 - c) Elément de programme : coopération technique.
- Produit* : les activités relevant de cet élément de programme consisteront essentiellement à déterminer les besoins en matière de formation des fonctionnaires des pays de la CEAO qui s'occupent des transactions avec les sociétés transnationales et, en coopération avec le Centre, à mettre au point des programmes de formation et à fournir des services consultatifs sur diverses questions se rapportant aux activités desdites sociétés. Le coût des services du conseiller régional en matière de sociétés transnationales sera financé par des fonds extra-budgétaires.

5. - SERVICE COMMUN CENTRE/CESAP

TABLEAU 5B.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	156,8	15,3	172,1	172,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	98	115,6	(213,6)	-	(98)	-
Consultants	-	-	43	6,5	49,5	49,5
Dépenses communes de personnel	-	-	64,2	6,6	70,8	70,8
Frais de voyage du personnel	15	15	-	4,7	19,7	34,7
Total	113	130,6	50,4	33,1	214,1	327,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
243,6	50,4	-	3,8	54,2	22,2 %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	327,1
	159,4
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	486,5

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 5B.18. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : service commun Centre/CESAP

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	1	-	-	-	1
Total	-	3	-	-	-	3
Autres catégories :						
Agents locaux	-	2	-	-	-	2
TOTAL GENERAL	-	5	-	-	-	5

5. - SERVICE COMMUN CENTRE/CESAP

5B.23 Les trois sous-programmes dont s'occupe le Service commun Centre/CESAP, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Recherche

- a) Pourcentage des ressources du programme : 60.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1987 à 1992.
 c) Eléments de programme :
- 1.1 Activités bancaires et sociétés d'assurances transnationales;
 - 1.2 Sociétés transnationales de consultants;
 - 1.3 Sociétés transnationales de tourisme;
 - 1.4 Sociétés transnationales dans les industries extractives;
 - 1.5 Sociétés transnationales dans les industries alimentaires et les industries de fabrication des boissons;
 - 1.6 Politiques des gouvernements vis-à-vis des sociétés transnationales.

Sous-programme 2. Système d'information complet

- a) Pourcentage des ressources du programme : 35.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1993 à 1998.
 c) Eléments de programme :
- 2.1 Identification des instituts et des particuliers qui s'occupent de recherche et d'information et liaison avec eux;
 - 2.2 Information sur les sociétés transnationales et le développement dans la région de la CESAP;
 - 2.3 Informations relatives à des sociétés;
 - 2.4 Etude des règlements nationaux et régionaux pertinents.

Sous-programme 3. Amélioration de la position de négociation des pays d'accueil

- a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2006 à 2011.
 c) Elément de programme : amélioration de la position de négociation des pays d'accueil.

CHAPITRE 6. – COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

TABLEAU 6.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
15 299,9 a/	1 272,3	8,3	217,5	1,4	198,3	1,2	1 688,1	11	16 988

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	Montant ajusté	
16 572,2	217,5	-	122,2	339,7	2 %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
FAO	820,3
FNUAP	365,5
Fonds d'affectation spéciale pour l'harmonisation des règlements techniques concernant la construction	90,6
Fonds d'affectation spéciale pour la recherche sur l'aménagement urbain et régional	19
Total a)	1 295,4
Total b)	0
Total, a) et b)	1 295,4

Total, coûts directs	18 283,4
-----------------------------	-----------------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

23 926,2

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	42 209,6
---	-----------------

a/ Comprend un crédit de 97 800 dollars déjà ouvert au chapitre 22 G, au titre des Services administratifs et financiers (Genève).

**TABEAU 6.2. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME**
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle		
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			Dollars	%
<u>Direction exécutive et administration.</u>	947	56,6	5,9	19	2	15,1	1,5	90,7	9,5	1 037,7	1,8
<u>Programmes d'activité</u>											
1. Agriculture et produits forestiers	789,2	132,1	16,7	-	-	6,8	0,8	138,9	17,6	928,1	-
2. Planification, projections et politiques relatives au développement	3 184,5	223,7	7	33	1	46,1	1,4	302,8	9,5	3 487,3	1,4
3. Environnement	986,5	(152,2)	(5,4)	46,2	4,6	12,8	1,3	(93,2)	(9,4)	893,3	10,5
4. Etablissements humains	698,1	60,8	8,7	-	-	10,3	1,4	71,1	10,1	769,2	-
5. Développement industriel	1 488,3	95,3	6,4	15,2	1	20,5	1,3	131	8,8	1 619,3	0,9
6. Commerce international	764,6	78	10,2	-	-	12,2	1,5	90,2	11,7	854,8	-
7. Ressources naturelles	1 438,3	382,1	26,5	30,2	2	21,7	1,5	434	30,1	1 872,3	2,7
8. Science et technique	579,7	41,4	7,1	-	-	8	1,3	49,4	8,5	629,1	-
9. Statistiques	1 990,7	183,4	9,2	-	-	19,9	0,9	203,3	10,2	2 194	-
10. Transports	1 519,5	66,1	4,3	(2,6)	(0,1)	17,8	1,1	81,1	5,3	1 600,6	(0,1)
<u>Appui aux programmes</u>											
Services administratifs et services communs	913,5 a/	105	11,4	76,7	8,3	7,1	0,7	188,8	20,6	1 102,3	12
Total	15 299,9 a/	1 272,3	8,3	217,5	1,4	198,3	1,2	1 688,1	11	16 988	2

a/ Ce chiffre comprend un crédit de 97 800 dollars précédemment ouvert au chapitre 22 G /Services administratifs et financiers (Genève)].

TABLEAU 6.3. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Commission économique pour l'Europe

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	11	11	1	1	13	13
Administrateur hors classe (P-5)	23 a/	24	1	1	24 a/	25
Administrateur de 1ère classe (P-4)	29	31	2	2	32	34
Administrateur de 2ème classe (P-3)	32	32	2	2	34	34
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	20	21	1	1	22	23
Total	117 a/	121	7	7	127 a/	131
Agents des services généraux :						
1ère classe	8	8	-	-	8	8
Autres classes	103	106	3	3	108	111
Total	111	114	3	3	116	119
TOTAL GENERAL	228 a/	235	10	10	243 a/	250

a/ Ce chiffre comprend un poste précédemment inscrit au chapitre 22 G [Services administratifs et financiers (Genève)].

TABLEAU 6.4. - DEPENSES NON RENOUELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Commission économique pour l'Europe

1976-1977		1978-1979	
Transports :		Néant	-
Recommandations du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses	102,8		
	102,8		-

TABLEAU 6.5. - COUTS INDIRECTS REPARTIS
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Coûts indirects imputés au chapitre 6												
	Total	A			B						C		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
Chapitre 22.													
A	26,9	1,2	2,5	6,4	1,6	1,2	2,5	1,4	2,7	1,2	2,9	2,3	1,0
B	192,7	7,2	12,2	27,3	6,5	6,5	11,5	6,5	13,7	4,3	15,8	11,5	69,7
C	122,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	122,5
D	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,8
E	128,5	7,3	12,2	27,1	6,3	6,2	11,4	6,0	13,2	4,4	15,4	11,2	16,6
F	87,2	-	1,9	35,2	1,9	-	13,0	-	-	-	16,7	-	88,5
G	1164,9	51,2	121,2	235,0	55,9	46,6	102,5	46,6	121,2	41,9	159,8	102,5	2391,8
H	2391,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,6
J	86,3	3,8	9,0	17,2	4,1	3,4	7,6	3,4	9,0	3,1	11,4	7,6	3,0
K	39,8	1,8	4,1	8,0	3,9	1,6	3,5	1,6	4,1	1,4	5,2	3,5	4,5
L	59,3	2,6	6,2	11,9	2,8	2,4	5,2	2,4	6,2	2,1	7,8	5,2	-
Chapitre 23.													
(2)	5098,3	-	604,3	151,2	302,4	453,6	151,2	302,4	1007,7	151,2	302,4	1611,9	-
(3)	9413,8	-	1129,7	282,4	564,7	847,3	282,4	564,7	1882,8	282,4	564,7	3012,5	-
(4)	4265,1	12,7	510,0	127,5	255,0	382,5	127,5	255,0	850,4	127,5	255,0	1360,2	-
(5)	957,0	-	95,7	24,2	62,8	47,8	95,7	54,8	103,7	47,8	111,6	87,7	-
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE													
A.	-	(1358,6)	137,3	305,6	70,4	69,3	127,6	67,4	147,6	49,6	172,9	126,1	86,9
C.	(45,9) ^{a)}	233,1	391,2	865,3	200,6	197,4	363,7	192,0	420,5	141,3	492,8	359,5	(3903,1)
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	23926,2	(1037,7)	3097,2	2343,3	1538,0	2065,8	1305,2	1505,2	4582,4	858,6	2128,5	6701,9	(1102,3)
COUTS DIRECTS	18283,4	1037,7	1748,4	3852,8	893,3	878,8	1619,3	854,8	1872,3	629,1	2194,0	1600,6	1102,3
TOTAL, COUTS DIRECTS ET COUTS INDIRECTS REPARTIS	42209,6	-	4765,6	6196,1	2431,3	2944,6	2924,5	2360,0	6454,7	1487,7	4322,5	8302,5	-

Sens des lettres et chiffres de la première colonne :

- Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux
- A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion
 - B. Bureau des services financiers (New York)
 - C. Bureau des services de personnel (New York)
 - D. Bureau des services généraux (New York)
 - E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion
 - F. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
 - G. Services administratifs et financiers (Genève)
 - H. Division des services généraux (Genève)
 - I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)
 - J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
 - K. Dépenses diverses
 - L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun

Chapitre 23. Services de conférence et bibliothèques (New York et Genève)

- (2) Services de l'interprétation et des séances
- (3) Traduction, édition et dactylographie
- (4) Publications et documentation
- (5) Bibliothèques

REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE :

- A. Direction exécutive et administration
- C. Services administratifs et services communs

Sens des lettres et chiffres des têtes de colonne :

- A. Direction exécutive et administration
- B. Programmes d'activité
 - 1. Agriculture et produits forestiers
 - 2. Planification, projections et politiques relatives au développement
 - 3. Environnement
 - 4. Etablissements humains
 - 5. Développement industriel
 - 6. Commerce international
 - 7. Ressources naturelles
 - 8. Science et technique
 - 9. Statistiques
 - 10. Transports
- C. Appui aux programmes : Services administratifs et services communs

a/ Représente le coût de l'appui administratif fourni au Service commun Centre sur les sociétés transnationales/CEE.

Commission économique pour l'Europe

6.1 Le taux de croissance budgétaire global pour la Commission économique pour l'Europe (CEE) est de 2 p. 100. Le surcroît de ressources demandé doit servir à financer la création de trois nouveaux postes d'administrateur (P-4) pour les programmes "Environnement", "Ressources naturelles" et "Transports", d'un poste d'administrateur (P-1) supplémentaire pour les services administratifs et les services de conférence, et de trois postes d'agents des services généraux. Deux des postes P-4 avaient été demandés à l'origine dans le rapport sur l'exécution du budget

de 1976-1977 et avaient été accordés par l'Assemblée générale à condition d'être financés en 1977 par des crédits ouverts pour du personnel temporaire. En outre, comme il l'avait déjà fait à la trente et unième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général demande de reclasser de Sous-Secrétaire général à Secrétaire général adjoint le poste de secrétaire exécutif de la Commission. Il demande, en outre, de reclasser un autre poste d'administrateur de 1re classe (P-4) à administrateur hors classe (P-5), pour le programme "Développement industriel". Enfin, une petite augmentation est demandée pour les fournitures et accessoires.

A. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 6.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Traitements :						
Postes permanents	682,5	38,5	7	8,6	54,1	736,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	18,1	0,2	3	1	4,2	22,3
Consultants	25,1	0,2	-	1,2	1,4	26,5
Heures supplémentaires	2,4	-	-	0,1	0,1	2,5
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	7,2	-	2	-	2	9,2
Autres dépenses communes de personnel	169,8	17,4	2	2	21,4	191,2
Frais de voyage du personnel :						
Personnel envoyé à des sessions	17,1	0,2	5	1	6,2	23,3
Autres voyages autorisés du personnel	19,6	0,2	-	0,9	1,1	20,7
Services contractuels :						
Imprimerie et brochage	0,2	(0,2)	-	-	(0,2)	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	5	0,1	-	0,3	0,4	5,4
Total	947,0	56,6	19	15,1	90,7	1 037,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 003,6	19,0	-	-	19,0	18 %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs

1 037,7

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(1 037,7)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

TABLEAU 6.7. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	6	6	-	-	6	6
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	5	5	-	-	5	5
Total	5	5	-	-	5	5
TOTAL GENERAL	11	11	-	-	11	11

A. - Direction exécutive et administration

6.2 Ce programme comprend les activités du Secrétaire exécutif et de ses collaborateurs immédiats, qui consistent à arrêter les politiques générales nécessaires pour exécuter les programmes qui sont du ressort de la Commission économique pour l'Europe ainsi qu'à gérer et à diriger ces programmes.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Reclassement de postes

6.3 Etant donné les responsabilités accrues qui incombent aux commissions régionales par suite des décisions des organes délibérants et des autres mesures visant à décentraliser certaines fonctions pour en charger les commissions économiques régionales et à renforcer leurs programmes, le Secrétaire général estime opportun de proposer de reclasser le poste de Secrétaire exécutif afin que le rang de ce fonctionnaire soit mieux en rapport avec ses responsabilités sensiblement accrues. Cette demande avait été présentée à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session¹,

¹ A/C.5/31/95.

mais la Cinquième Commission, sur les conseils du Comité consultatif, a recommandé que le Secrétaire général présente cette proposition dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979.

Personnel temporaire

6.4 L'expérience passée a montré qu'une légère augmentation (3 000 dollars) des crédits prévus pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales serait souhaitable. Cette augmentation est demandée afin de faire face aux besoins en personnel lors des périodes de pointe qui se produisent avant les sessions annuelles de la Commission; le volume de travail ne cesse de croître, parallèlement aux besoins de la Commission.

Frais de voyage

6.5 Un crédit plus élevé (5 000 dollars) est demandé au titre des frais de voyage du personnel pour assurer d'une part le service des réunions communes CEE/RID à Berne (service dont la Commission demeure chargée), et d'autre part la représentation de la Commission aux réunions consacrées à la coordination des programmes, notamment aux réunions préparatoires pour les grandes conférences.

B. - Programmes d'activité

1. - AGRICULTURE ET PRODUITS FORESTIERS

TABLEAU 6.8. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	603	107,4	-	4,3	111,7	714,7
Consultants	16,7	0,1	-	0,8	0,9	17,6
Dépenses communes de personnel	159,5	24,5	-	1,2	25,7	185,2
Frais de voyage du personnel en mission	10	0,1	-	0,5	0,6	10,6
Total	789,2	132,1	-	6,8	138,9	928,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
921,3	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
FAO	
Traitements	651
Dépenses communes de personnel	169,3
Total a)	820,3
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Total b)	-
TOTAL GENERAL	820,3

Total, coûts directs	1 748,4
----------------------	---------

3 037,2

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	4 785,6
--	---------

TABLEAU 6.9. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : agriculture et produits financiers

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	-	-	1	1	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	1	1	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	2	2	3	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	2	2	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	3	1	1	4	4
Total	5	5	7	7	12	12
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	11	11	3	3	14	14
Total	11	11	3	3	14	14
TOTAL GENERAL	16	16	10	10	26	26

1. - AGRICULTURE ET PRODUITS FORESTIERS

6.6 Ce programme est exécuté par la Division CEE/FAO de l'agriculture et la Division CEE/FAO du bois sous l'égide du Comité des problèmes agricoles et de ses organes subsidiaires. Les activités sont entreprises en coordination avec le PNUE, la FAO et la Conférence des statisticiens européens ainsi qu'avec d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales.

6.7 Les deux sous-programmes qui composent le programme ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Agriculture

a) Pourcentage des ressources du programme : 75.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 522-526.

c) Eléments de programme :

1.1 Examen des tendances à long terme de l'agriculture.

Produit : rapport analytique sur les tendances de la production, des investissements, des dépenses d'exploitation et des revenus agricoles établi par le Secrétariat à des intervalles de trois ou quatre ans.

1.2 Contributions régionales aux études mondiales (FAO) sur le développement de l'alimentation et de l'agriculture.

Produits : études analytiques de l'agriculture et des politiques agricoles en Europe établies par le Secrétariat dans le cadre de l'étude annuelle de la FAO sur la situation

mondiale dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture et d'études spéciales (en général semestrielles) ayant pour objet de déterminer le rôle que joue la région dans l'évolution de la situation agricole mondiale.

1.3 Examen de l'évolution actuelle de l'agriculture et du commerce des produits agricoles.

Produits : rapports annuels sur : i) l'évolution actuelle de l'agriculture et de la politique agricole, ii) le commerce des produits agricoles et iii) les prix des produits agricoles.

1.4 Examen de la situation du marché et des perspectives à court et à moyen terme de certains produits.

Produits : quatre rapports à produire annuellement par le Secrétariat.

1.5 Les problèmes d'ordre économique que posent certains produits et qui intéressent particulièrement les pays de la région de la CEE (y compris les pays insulaires).

Produit : rapport sur un produit déterminé à établir par le Secrétariat tous les deux ans.

1.6 Normalisation des produits périssables.

Produits : élaboration de normes nouvelles et révision des normes en vigueur applicables à certains produits. Travaux exécutés chaque année par le Groupe de travail de la normalisation des produits périssables.

1.7 Usages du commerce international des produits agricoles.

Produits : élaboration de règles d'arbitrage et harmonisation de conditions générales de vente des produits agricoles en vigueur à la CEE. Travaux exécutés par le Groupe d'experts des usages du commerce international sous les

auspices du Groupe de travail de la normalisation des produits périssables.

1.8 Problèmes de commercialisation de certains produits agricoles.

Produit : un colloque sur les méthodes et les problèmes de commercialisation de la viande de boucherie, à organiser en 1979.

1.9 Progrès techniques, concentration, coopération et spécialisation dans le domaine de l'agriculture et leurs effets sur la structure agraire.

Produits : six études de cas à réaliser par des rapporteurs nationaux, avec l'assistance du secrétariat, à examiner lors de la session de 1979 du Groupe de travail FAO/CEE sur les structures agraires et la rationalisation des exploitations agricoles.

1.10 Rentabilité des principales catégories d'exploitations et entreprises agricoles dans les pays de la CEE.

Produits : six études de cas à réaliser par des rapporteurs nationaux, avec l'assistance du secrétariat, à examiner lors de la session de 1979 du Groupe de travail FAO/CEE sur les structures agraires et la rationalisation des exploitations agricoles.

1.11 Problèmes que pose le développement de l'agriculture dans les régions moins favorisées des pays de la CEE.

Produit : colloque à organiser en 1978.

1.12 Etudes sur les aspects météorologiques de la mécanisation.

Produits : trois études à établir par des rapporteurs nationaux, avec l'assistance du secrétariat, à examiner (à titre provisoire) lors des sessions de 1977 et 1978 du Groupe de travail FAO/CEE de la mécanisation de l'agriculture.

1.13 Etudes sur les problèmes d'énergie liés à la mécanisation.

Produits : trois études à établir par des rapporteurs nationaux, avec l'assistance du secrétariat, à examiner lors des sessions de 1977 et 1978 du Groupe de travail FAO/CEE de la mécanisation de l'agriculture.

1.14 Etudes sur les aspects ergonomiques de la mécanisation.

Produits : deux études à établir par des rapporteurs nationaux, avec l'assistance du secrétariat, à examiner lors des sessions de 1977 et 1978 du Groupe de travail FAO/CEE de la mécanisation de l'agriculture.

1.15 Aspects économiques et techniques de la production de betteraves sucrières.

Produit : colloque à organiser en 1978.

1.16 Application des découvertes faites en chimie et en biologie.

Produit : colloque prévu pour 1979, mais sujet à préciser par le Comité des problèmes agricoles lors de sa session de 1977.

1.17 Aspects économiques et techniques de la production de viande de porc.

Produit : rapport à établir par des rapporteurs nationaux, avec l'assistance du secrétariat, pour la session de 1978 du Comité.

1.18 Aspects économiques et techniques de la déshydratation des fourrages verts.

Produit : rapport à établir par des rapporteurs nationaux, avec l'assistance du secrétariat, pour la session de 1978 du Comité.

1.19 La situation actuelle en ce qui concerne le triticale.

Produit : rapport à établir (en attendant une décision finale du Comité) par des rapporteurs nationaux, avec l'assistance du secrétariat, pour la session 1979 du Comité.

1.20 Situation technique et économique des grandes exploitations d'élevage de bovins, de porcins et d'ovins.

Produit : rapport à établir (en attendant une décision définitive du Comité) par des rapporteurs nationaux, avec l'assistance du secrétariat, pour la session 1979 du Comité.

1.21 Effets de la pollution sur la végétation (cultures et forêts).

Produit : colloque à organiser en 1978 en Pologne, sous les auspices du Comité du bois et de la FAO, avec l'assistance des conseillers pour les problèmes de l'environnement et du PNUE.

1.22 Harmonisation et amélioration des statistiques alimentaires et agricoles.

Produits : recommandations concrètes aux gouvernements des Etats Membres.

Sous-programme 2. Quelques problèmes du secteur de la sylviculture

a) Pourcentage des ressources du programme : 25.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1975-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 527-531.

c) Eléments de programme :

2.1 Techniques de travail en forêt et formation des ouvriers forestiers.

Produits : séminaires, stages de formation, études, échanges périodiques de renseignements sur certaines questions relatives aux méthodes et à l'organisation, à la formation professionnelle, la prévention des accidents et à la mécanisation.

2.2 Utilisation des bois durs tropicaux.

Produits : étude sur le commerce et l'utilisation des bois durs tropicaux; séminaire sur l'utilisation des bois durs tropicaux et publication éventuelle des études présentées (1979).

2.3 Evolution économique et technique de l'industrie du meuble.

Produits : colloque sur la question, publication éventuelle des études présentées (1979).

2.4 Investissements et besoins d'investissements dans le secteur de la sylviculture et de la transformation du bois.

Produits : exposé au Comité, suivi d'une étude ou d'un colloque sur la question (1979).

2.5 Examen des progrès réalisés en ce qui concerne le traitement chimique du bois (à des fins autres que la pâte à papier et le papier) et les possibilités d'utiliser le bois pour la fabrication de produits chimiques.

Produit : étude sur la question.

*2.6 Modernisation de l'industrie des panneaux dérivés du bois.

Produit : colloque.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

6.8 Il n'est pas demandé de ressources supplémentaires pour ce programme pour 1978-1979.

* Nouvel élément de programme.

2. - PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

TABLEAU 6.10. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	2 407,5	180,3	26,2	31,4	237,9	2 645,4
Consultants	34,5	0,4	-	1,6	2	36,5
Dépenses communes de personnel	629,5	42,1	6,8	8	56,9	686,4
Frais de voyage du personnel	17,1	0,2	-	0,8	1	18,1
Imprimerie et brochage	95,9	0,7	-	4,3	5	100,9
Total	3 184,5	223,7	33	46,1	302,8	3 487,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 408,2	33	-	17,6	50,6	1,4 %

 2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
FNUAP	
Traitements	275
Dépenses communes de personnel	71
Frais de voyage	19,5
Total a)	365,5
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Total b)	-
TOTAL GENERAL	365,5

Total, coûts directs	3 852,8
-----------------------------	----------------

2 343,3

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	6 196,1
---	----------------

TABLEAU 6.11. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : planification, projections et politiques relatives au développement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	3	3	-	-	3	3
Administrateur hors classe (P-5)	7	7	-	-	7	7
Administrateur de 1ère classe (P-4)	7	7	-	-	7	7
Administrateur de 2ème classe (P-3)	8	8	-	-	8	8
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
Total	28	28	-	-	28	28
Agents des services généraux :						
1ère classe	1	1	-	-	1	1
Autres classes	15	16	-	-	15	16
Total	16	17	-	-	16	17
TOTAL GENERAL	44	45	-	-	44	45

2. - PLANIFICATION, PROJECTIONS

ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

6.9 Le programme de travail concernant la planification, les projections et les politiques relatives au développement est exécuté par la Division des études économiques générales et par la Division des projections et de la programmation. Les activités seront coordonnées avec la CNUCED, le FNUAP, l'OIT, la Division de la population et le Bureau de statistique du Département des affaires économiques et sociales, les Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE et différentes organisations gouvernementales et non gouvernementales.

6.10 Les sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Plans, programmes et perspectives économiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 100.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 295-300.

c) Eléments de programme :

1.1 Echange d'informations et d'opinions au sujet de la préparation et de l'exécution des plans et programmes à moyen et à long terme.

Produit : examen par les Conseillers économiques des gouvernements au cours de leur session annuelle.

1.2 Mise au point d'une perspective économique générale pour la région de la CEE.

Produit : étude sur les perspectives jusqu'en 1990, qui doit être publiée en 1978, puis mise au point de nouvelles perspectives jusqu'en 1995.

1.3 Problèmes à long terme concernant les produits de base et l'énergie.

Produit : une série de rapports d'activité sur les programmes et les projections concernant la conservation de l'énergie dans la région.

1.4 Facteurs internationaux intervenant dans l'expansion à long terme, les politiques en matière d'investissement et la coopération internationale.

Produit : un séminaire.

1.5 Quelques problèmes à long terme, comme les investissements d'infrastructure, l'aménagement régional, la main-d'œuvre et les dépenses du secteur public.

Produits : études du Secrétariat.

1.6 Echange d'informations sur les instruments et méthodes d'élaboration des plans, des programmes et des projections au niveau national.

Produit : un séminaire sur la méthodologie de la modélisation et les systèmes de modèles en Europe.

*1.7 Identification des projets de développement à long terme et de la manière dont ils pourraient contribuer au développement à long terme dans la région de la CEE.

Produits : une étude annuelle par les conseillers économiques des gouvernements.

1.8 Etude des aspects démographiques des schémas de migration en Europe, à exécuter en 1978 (financée par le FNUAP).

Produit : un rapport publié.

1.9 Etudes sur les tendances de la fécondité en Europe (financée par le FNUAP).

Produits : études liées à l'Enquête mondiale sur la fécondité.

* Nouvel élément de programme.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Poste nouveau (33 000 dollars)

6.11 Un poste d'agent des services généraux est demandé pour un assistant de recherche (informatique) qui aiderait les administrateurs chargés de la mise au point des projections et perspectives à long terme et participerait aux

travaux connexes d'analyse. Ce fonctionnaire aiderait également aux essais de modèles de simulation, rédigerait et adapterait des programmes machine pour des procédures d'estimations économiques.

6.12 On compte que le FNUAP fournira des fonds extra-budgétaires à ce programme pour faire des études démographiques sur les migrations, la fécondité et la planification de la famille.

3. - ENVIRONNEMENT

TABLEAU 6.12. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	732,6	(121,6)	36,6	8	(77)	655,6
Consultants	21	0,2	-	0,9	1,1	22,1
Dépenses communes de personnel	189,9	(31,3)	9,6	1,9	(19,8)	170,1
Frais de voyage du personnel	17,1	0,2	-	0,8	1	18,1
Imprimerie et brochage	25,9	0,3	-	1,2	1,5	27,4
Total	986,5	(152,2)	46,2	12,8	(93,2)	893,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
834,3	46,2	-	41,4	87,6	10,5 %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs	893,3
	1 538
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 431,3

TABLEAU 6.13. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : environnement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	1 <u>a/</u>	-	-	2	1 <u>a/</u>
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	2	-	-	1	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	2 <u>a/</u>	-	-	3	2 <u>a/</u>
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	9	8	-	-	9	8
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	5	4 <u>a/</u>	-	-	5	4 <u>a/</u>
Total	5	4	-	-	5	4
TOTAL GENERAL	14	12 <u>a/</u>	-	-	14	12

a/ Compte tenu du fait que pour 1978-1979 le sous-programme de l'eau est rattaché au programme des ressources naturelles et non à celui de l'environnement (la différence portant sur un poste P-5, un poste P-3 et un poste d'agent des services généraux).

3. - ENVIRONNEMENT

6.13 Ce programme se déroule sous les auspices des Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement, du Groupe de travail de la CEE pour les problèmes de la pollution de l'air et du Comité des problèmes de l'eau. Il est exécuté par une partie de la Division de l'environnement et des établissements humains et la coordination sera poursuivie avec le PNUE et l'OMS, ainsi qu'avec d'autres divisions de la CEE.

6.14 Afin de mieux harmoniser ce programme avec le plan à moyen terme, le sous-programme relatif à l'eau est maintenant rattaché au programme des ressources naturelles au lieu de figurer dans le programme de l'environnement comme c'était le cas dans le budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977.

6.15 Les trois sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Information, tendances et politiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 55.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 473 et 474.

c) Eléments de programme :

- 1.1 Planification intégrée de la protection de l'environnement (1979);
- 1.2 Coopération avec les Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE pour la mise au point de la perspective économique générale pour la région de la CEE jusqu'en 1990;
- 1.3 Echanges de renseignements et d'opinions sur les politiques et les stratégies en matière d'environnement dans les pays de la CEE;
- 1.4 Etude de la nature et des résultats obtenus de l'action entreprise par les gouvernements en vue d'améliorer les moyens dont disposent leurs pays pour prévoir utilement les effets des activités économiques et des progrès techniques sur l'environnement (1979);
- 1.5 Méthodes et modèles d'évaluation des incidences des activités de l'homme sur l'environnement (1978);
- 1.6 Information du public sur les incidences du progrès technique sur l'environnement (1978);
- 1.7 Evaluation économique des dommages causés par l'environnement (1979);
- 1.8 Problèmes de coordination et d'intégration des plans d'occupation des sols pour la protection et l'amélioration de l'environnement;

- 1.9 Quelques problèmes écologiques liés au tourisme;
- 1.10 Problèmes écologiques intéressant des régions étendues et ayant des incidences internationales;
- 1.11 Développement des statistiques de l'environnement;
- 1.12 Indicateurs pour l'évaluation de la qualité de l'environnement (1979);
- 1.13 Harmonisation des critères et normes de protection de l'environnement;
- *1.14 Etude des stimulants économiques pour les politiques de l'environnement;
- *1.15 Echange de renseignements sur les plans d'intervention visant à parer aux urgences en matière d'environnement.

Produits : au nombre des produits des éléments de programme énumérés ci-dessus, on peut indiquer des sessions annuelles ordinaires de l'organe directeur, des réunions préparatoires pour des séminaires, des réunions d'experts et des publications. On compte qu'il paraîtrait six publications; que deux réunions de l'organe directeur seront tenues; et que deux réunions préparatoires pour des séminaires et cinq réunions d'experts seront organisées.

Sous-programme 2. Problèmes des ressources et des déchets

- a) Pourcentage des ressources du programme : 25.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 475 et 476.
- c) Eléments de programme :
 - 2.1 Ramassage, évacuation, traitement et recyclage des déchets solides;
 - 2.2 Techniques de production avec peu de déchets ou sans déchets (1978);
 - 2.3 Lutte contre les rejets de substances chimiques toxiques et de déchets toxiques (1978);
 - 2.4 Problèmes concernant le remplacement des substances non biodégradables (1978);
 - 2.5 Aspects écologiques des programmes visant à économiser et à conserver l'énergie (1978);
 - 2.6 Aspects écologiques de la production et de l'utilisation de l'énergie (1978);
 - *2.7 Remise en valeur des terres à l'abandon.

Produits : les produits de ce sous-programme seront deux sessions ordinaires de l'organe directeur, quatre réunions préparatoires pour des séminaires, deux réunions d'experts et quatre publications.

Sous-programme 3. Pollution

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 477-478.
- c) Eléments de programme :
 - 3.1 Elaboration grâce à la coopération internationale d'un grand programme de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques, qui portera au départ sur l'anhydride sulfureux et s'étendra éventuellement à d'autres polluants;

- *3.2 Elaboration de directives concernant les moyens de lutte contre les émissions dans certaines industries, et notamment les industries des métaux non ferreux (1979) et l'industrie chimique non organique;
- 3.3 Etude du problème des particules fines (1978);
- 3.4 Mise au point d'un guide des polluants atmosphériques industriels (en coopération avec l'OMS) [1979];
- 3.5 Etude du problème des odeurs;
- 3.6 Protection du milieu marin de la Méditerranée contre les polluants de source tellurique (1979);
- 3.7 Protection du milieu marin des mers continentales;
- 3.8 Problèmes du bruit (1979);
- 3.9 Séminaire sur les problèmes de pollution atmosphérique causés par l'industrie du ciment;
- *3.10 Troisième séminaire sur la désulfuration des combustibles et des gaz de combustion;
- *3.11 Utilisation des normes d'émission et d'immission dans la lutte contre la pollution (en coopération avec le PNUD).

Produits : parmi les produits du sous-programme, on peut citer les sessions ordinaires des conseillers des gouvernements, deux sessions ordinaires du Groupe de travail, deux réunions préparatoires pour des séminaires, six réunions d'experts et trois publications.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Poste nouveau (46 200 dollars)

6.16 Un nouveau poste P-4 est demandé pour ce programme; ce poste correspond à un nouveau domaine du programme de travail des Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement, qui a été approuvé par la Commission à sa trente et unième session. Il s'agit de l'évaluation des incidences des activités de l'homme sur l'environnement; le point de départ en est une disposition de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui prévoit que, dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies, devra être entreprise une étude des procédures appliquées par les gouvernements et des résultats des activités qu'ils mènent en vue d'améliorer les moyens dont disposent leurs pays pour prévoir adéquatement les effets des activités économiques et des progrès techniques sur l'environnement. Etant donné que le personnel actuel du programme de l'environnement s'occupe essentiellement de tâches techniques relatives à la gestion des ressources et des déchets et aux problèmes particuliers de pollution, on considère qu'il faudrait un poste permanent, dont le titulaire aurait les qualifications voulues pour étudier les activités gouvernementales dans le domaine mésologique, notamment pour ce qui est des aspects institutionnels des problèmes mésologiques, en particulier pour l'évaluation des incidences.

* Nouvel élément de programme.

4. - ETABLISSEMENTS HUMAINS

TABLEAU 6.14. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	518,7	47,7	-	6,6	54,3	573
Consultants	10,5	0,1	-	0,5	0,6	11,1
Dépenses communes de personnel	134,5	12,5	-	1,6	14,1	148,6
Frais de voyage du personnel	6,2	0,1	-	0,3	0,4	6,6
Imprimerie et brochage	28,2	0,4	-	1,3	1,7	29,9
Total	698,1	60,8	-	10,3	71,1	769,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
758,9	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		Fonds prévus pour 1978-1979
Fonds d'affectation spéciale pour l'harmonisation des éléments techniques des règlements relatifs à la construction		
Personnel temporaire affecté à des tâches générales		54
Frais de voyage		25,8
Frais généraux de fonctionnement		10,8
		<u>90,6</u>
Fonds d'affectation spéciale pour la recherche sur l'aménagement urbain et régional		
Personnel temporaire affecté à des tâches générales		11,5
Frais de voyage		3,6
Frais généraux de fonctionnement		3,9
		<u>19</u>
Total (a)		<u>109,6</u>
b) <u>Projets opérationnels</u>		
Total b)		
TOTAL GENERAL		<u>109,6</u>
Total, coûts directs		878,8
		2 065,8
Total, coûts directs et coûts indirects répartis		2 944,6

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 6.15. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : établissements humains

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	6	6	-	-	6	6
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	4	4	-	-	4	4
Total	4	4	-	-	4	4
TOTAL GENERAL	10	10	-	-	10	10

4. – ETABLISSEMENTS HUMAINS

6.17 Ce programme est exécuté par une section de la Division de l'environnement et des établissements humains, sous les auspices du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. La coordination sera assurée avec le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification de l'ONU, le PNUE et la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains.

6.18. Les cinq sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Perspectives et planification à long terme

- a) Pourcentage des ressources du programme : 16.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 765 et 766.
- c) Eléments de programme :
 - 1.1 Grandes tendances à long terme de la politique du logement (1978);
 - 1.2 Coopération avec les Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE à l'élaboration de la perspective économique générale pour la région de la CEE jusqu'en 1990;
 - 1.3 Perspectives et politiques à long terme dans le secteur de la construction;
 - 1.4 Planification et politiques d'utilisation des sols pour les établissements humains (1978);
 - 1.5 Relations entre le logement et l'économie nationale (1979);
 - 1.6 Incidence des problèmes énergétiques à long terme sur les politiques d'habitat, surtout en ce qui concerne l'économie d'énergie (1978);

1.7 Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction;

1.8 Développement des statistiques du logement, de la construction et de la planification, notamment des méthodes de comparaison internationales dans le domaine de la construction.

Produits : les produits de ce sous-programme comprendront des publications, des sessions ordinaires de l'organe directeur, des séminaires et d'autres réunions d'experts. On prévoit de publier sept documents, de tenir deux sessions ordinaires de l'organe directeur et trois séminaires et d'organiser quatre autres réunions d'experts.

Sous-programme 2. Etude de divers problèmes socio-économiques liés au logement

- a) Pourcentage des ressources du programme : 18.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 767 et 768.
- c) Eléments de programme :
 - 2.1 Examen des tendances et des politiques;
 - 2.2 Besoins spéciaux en matière de logement, notamment pour les travailleurs migrants (1978);
 - *2.3 Financement du logement;
 - 2.4 Problèmes de gestion des logements;
 - 2.5 Prévision et programmation en matière de logement.

Produits : les produits de ce sous-programme comprendront des publications, des sessions ordinaires de l'organe directeur, des séminaires et d'autres réunions d'experts. On prévoit de publier cinq documents, de tenir une session ordinaire de l'organe directeur et d'organiser trois autres réunions d'experts.

* Nouvel élément de programme.

Sous-programme 3. Etude de divers problèmes concernant les matériaux de construction et la construction

- a) Pourcentage des ressources du programme : 19.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période de 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 769 et 770.
 c) Eléments de programme :
- 3.1 Examen des tendances et des politiques actuelles;
 - *3.2 Problèmes écologiques résultant des activités de construction;
 - 3.3 Mécanisation du transport, de la manutention et du montage des éléments de construction (1978);
 - 3.4 Politiques de recherche sur le bâtiment (1978);
 - 3.5 Utilisation d'ordinateurs dans l'industrie du bâtiment;
 - *3.6 Quelques problèmes de production et d'utilisation des matériaux et éléments de construction.

Produits : les produits de ce sous-programme comprendront des publications, des sessions ordinaires de l'organe directeur, des séminaires et d'autres réunions d'experts. On prévoit de publier six documents, de tenir une session ordinaire de l'organe directeur et deux séminaires et d'organiser trois autres réunions d'experts.

Sous-programme 4. Promotion du commerce des matériaux de construction et de la diffusion des techniques sur le plan international

- a) Pourcentage des ressources du programme : 16.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 771 et 772.
 c) Eléments de programme :
- 4.1 Harmonisation internationale des éléments techniques des règlements de construction;
 - 4.2 Unification des systèmes de présentation et de formulation des règlements de construction, notamment de normes de référence (1979);
 - 4.3 Index des règlements nationaux de construction et répertoire des règlements de construction unifiés au niveau international;
 - 4.4 Unification des règlements applicables à la sécurité des ossatures, à la protection contre les incendies, à l'aération et au chauffage des locaux, aux paramètres de conception et à l'économie d'énergie;
 - 4.5 Annuaire donnant la liste des centres d'information, des services délivrant des permis ou des certificats de conformité et d'autres organismes s'occupant des règlements de construction;
 - 4.6 Normalisation des méthodes d'évaluation de la qualité, d'essai, de contrôle et d'approbation des matériaux de construction;
 - 4.7 Examen des tendances et des obstacles dans le domaine du commerce des matériaux de construction et de la diffusion des techniques;
 - 4.8 Catalogues de systèmes d'ossature et d'éléments de construction (1978);
 - 4.9 Glossaires et dictionnaires multilingues.

Produits : les produits de ce sous-programme comprendront des publications, des sessions ordinaires de l'organe directeur, des séminaires et d'autres réunions d'experts. On prévoit de publier six documents et d'organiser quatre réunions d'experts.

Sous-programme 5. Aménagement et développement intégrés des établissements humains

- a) Pourcentage des ressources du programme : 31.
 b) Référence : ce sous-programme ne figurait pas dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981. Il a pour objectif d'aider les gouvernements à étudier les problèmes liés à l'aménagement et au développement urbain et régional.

- c) Eléments de programme :
- 5.1 Examen des tendances et des politiques actuelles;
 - 5.2 Promotion de la coopération internationale dans le domaine de la recherche sur l'aménagement urbain et régional;
 - 5.3 Politique et organisation de la recherche sur l'aménagement urbain et régional;
 - 5.4 Répertoire des organismes nationaux s'occupant de la recherche sur l'aménagement urbain et régional;
 - 5.5 La qualité de la vie dans les établissements urbains;
 - 5.6 Echange de renseignements sur les programmes nationaux de recherche;
 - 5.7 Quelques aspects des problèmes et des politiques de rénovation urbaine;
 - 5.8 Planification de l'infrastructure des établissements humains;
 - *5.9 Rôle des transports dans l'aménagement, le développement et l'environnement urbains (1979);
 - 5.10 Urbanisme, écologie et progrès technique (1979);
 - 5.11 Problèmes et politiques en matière d'établissements humains propres aux pays d'Europe méridionale;
 - 5.12 Contribution aux travaux faisant suite à Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains;
 - 5.13 Politique intégrée d'aménagement du territoire, de planification socio-économique et de planification de l'environnement (1979);
 - *5.14 Planification intégrée des zones de tourisme et de loisirs.

Produits : les produits de ce sous-programme comprendront des publications, des sessions ordinaires de l'organe directeur, des séminaires et d'autres réunions d'experts. On prévoit de publier onze documents, de tenir une session ordinaire de l'organe directeur et un séminaire et d'organiser six autres réunions d'experts.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

- 6.19 Il n'est pas demandé de ressources supplémentaires pour ce programme au budget ordinaire. Des fonds extra-budgétaires sont fournis par le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour l'harmonisation des éléments techniques des règlements relatifs à la construction et par le Fonds d'affectation spéciale pour la recherche sur l'aménagement urbain et régional.

* Nouvel élément de programme.

5. - DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

TABLEAU 6.16. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 108,5	78,3	12	13,2	103,5	1,212
Consultants	21	0,2	-	0,9	1,1	22,1
Dépenses communes de personnel	291,7	16,1	3,2	3,3	22,6	314,3
Frais de voyage du personnel	10,9	0,1	-	0,5	0,6	11,5
Imprimerie et brochage	56,2	0,6	-	2,6	3,2	59,4
Total	1 488,3	95,3	15,2	20,5	131	1 619,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 583,6	15,2	-	-	15,2	0,9 %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	1 619,3
	1 305,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 924,5

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 6.17. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : développement industriel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	2	-	-	1	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	3	-	-	4	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	5	5	-	-	5	5
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	12	12	-	-	12	12
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	10	10	-	-	10	10
Total	10	10	-	-	10	10
TOTAL GENERAL	22	22	-	-	22	22

5. - DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

6.20 Ce programme est exécuté par la Division de l'industrie sous la direction du Comité de l'acier, du Comité de l'industrie chimique, des réunions spéciales d'experts des industries mécaniques et du Groupe de travail de l'automatisation. Ce programme se déroule en coordination avec la CNUCED, l'ONUDI et d'autres commissions régionales.

6.21 Les six sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Planification à moyen et à long terme

a) Pourcentage des ressources du programme : 14.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 895 et 896.

c) Eléments de programme :

1.1 Conservation de l'énergie dans l'industrie chimique.

Produits : deux réunions spéciales (1978, 1979) et une étude qui sera publiée en 1979.

1.2 Coopération avec les Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE à l'élaboration de la perspective économique générale pour la région de la CEE jusqu'en 1990.

Produits : établissement de la documentation pertinente en ce qui concerne les produits chimiques et l'acier en 1978.

1.3 Perspectives à long terme de la production, de la consommation et du commerce international des produits des industries mécaniques et électriques.

Produits : mise à jour régulière de l'étude intitulée "Aspects particuliers des tendances et des perspectives du marché dans certaines branches des industries mécaniques et électriques" et examen détaillé de divers problèmes au moyen de réunions spéciales d'experts.

1.4 Coopération avec les Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE à l'élaboration de la perspective économique générale pour le développement des industries mécaniques et électriques dans la région de la CEE jusqu'en 1990.

Produits : établissement de la documentation pertinente sur les industries mécaniques et électriques en 1978.

*1.5 Systèmes de programmation et de planification à long terme du développement de l'industrie chimique.

Produits : une réunion en 1978, en préparation d'un séminaire qui se tiendra en 1979.

Sous-programme 2. Echange de renseignements

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 897 et 898.

c) Eléments de programme :

2.1 Revue périodique de l'industrie chimique.

Produits : publication de la revue annuelle de l'industrie chimique.

2.2 Tendances et perspectives du marché de certains produits chimiques.

Produits : une enquête périodique quinquennale sera publiée en 1978.

2.3 Bulletin des importations et des exportations de produits chimiques.

Produits : publication d'un bulletin commercial annuel.

2.4 Mise au point de statistiques internationalement comparables et classification statistique.

Produits : réunions conjointes spéciales avec la Conférence des statisticiens européens.

2.5 Tendances et problèmes à court terme de l'industrie sidérurgique et du marché de l'acier.

Produits : publication d'une étude annuelle du marché de l'acier, établie chaque année par une réunion officielle et un groupe de travail.

2.6 Statistiques de l'acier.

Produits :

i) Un groupe de travail sur les statistiques de l'acier, en coopération avec la Conférence des statisticiens européens;

ii) Publication de bulletins de statistiques de l'acier.

2.7 Tendances et problèmes à court terme dans les industries mécaniques et électriques, y compris le commerce international.

Produits : mise à jour de l'étude intitulée "Le rôle et la place des industries mécaniques et électriques dans les économies nationales et dans l'économie mondiale".

2.8 Statistiques des industries mécaniques et électriques.

Produits :

i) Publication de renseignements statistiques sous diverses formes concernant les industries mécaniques et électriques;

ii) Une réunion conjointe spéciale avec la Conférence des statisticiens européens.

Sous-programme 3. Etude de divers problèmes

a) Pourcentage des ressources du programme : 38.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 899 et 900.

c) Eléments de programme :

3.1 L'utilisation de produits chimiques dans la construction de logements et d'installations industrielles.

Produits : deux réunions spéciales (1978 et 1979) et publication d'une étude à la fin de 1979.

3.2 Utilisation croissante des procédés en continu dans l'industrie sidérurgique.

Produits : une réunion spéciale d'experts (1978) et une étude qui sera publiée à la fin de 1978.

3.3 Aspects économiques et techniques de l'emploi de l'ordinateur dans la fabrication de la fonte et de l'acier.

Produit : un séminaire qui se tiendra en 1978 (en Tchécoslovaquie).

3.4 Problèmes technico-économiques de l'utilisation de la ferraille dans l'industrie sidérurgique.

Produits : une réunion spéciale en 1978 et une étude qui sera publiée dans le courant de l'année.

3.5 Utilisation de minerais de fer pauvres.

Produits : deux réunions spéciales (1978 et 1979), suivies de la publication d'une étude.

3.6 Problèmes économiques liés à la création d'usines sidérurgiques utilisant le procédé de réduction directe.

Produits : une réunion spéciale d'experts et une étude fondée sur les recommandations formulées lors du séminaire tenu à Bucarest en 1976.

3.7 Instruments de précision.

Produit : une réunion spéciale d'experts qui évaluera la situation sur les plans technique et économique et les tendances futures.

***3.8 Utilisation de profilés légers dans la construction.**

Produit : une réunion spéciale d'experts en 1979 pour lancer une étude.

***3.9 Utilisation de l'acier dans les travaux publics, les équipements collectifs et le bâtiment.**

Produits : une réunion préparatoire et un séminaire qui se tiendront au Luxembourg en 1979.

***3.10 Aspects techniques et économiques du développement des industries mécaniques et électriques à forte intensité de main-d'œuvre.**

Produit : une réunion spéciale organisée en 1979 pour lancer une étude.

Sous-programme 4. Problèmes relatifs à l'environnement et à l'économie des ressources

a) Pourcentage des ressources du programme : 15.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 901 et 902.

c) Eléments de programme :

4.1 L'utilisation des déchets des produits à base de hauts polymères, particulièrement des matières plastiques et des fibres synthétiques comme matières premières secondaires.

Produits : une réunion préparatoire et un séminaire qui se tiendront en République démocratique allemande en 1978.

4.2 Utilisation et élimination des déchets dans l'industrie chimique.

Produits : deux réunions spéciales en 1978 et 1979, suivies de la publication d'une étude.

4.3 Techniques peu génératrices de déchets ou sans déchets dans l'industrie sidérurgique.

Produit : participation à l'élaboration de la section pertinente de l'étude actuellement entreprise par les Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement (1979).

***4.4 Mesures à prendre pour économiser les matières premières dans les industries mécaniques et électriques.**

Produits : une réunion préparatoire et un séminaire qui se tiendront en 1979.

4.5 Protection des produits des industries mécaniques et électriques fonctionnant dans des conditions climatiques difficiles (en particulier les machines et le matériel électriques).

Produits : une réunion préparatoire et un séminaire qui se tiendront en 1978.

Sous-programme 5. Coopération industrielle

a) Pourcentage des ressources du programme : 3.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période

1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 903 et 904.

c) Eléments de programme :

***5.1 Spécialisation des produits, notamment la normalisation dans l'industrie sidérurgique.**

Produit : une réunion spéciale en 1979 pour lancer une étude.

Sous-programme 6. Automatisation

a) Pourcentage des ressources du programme : 10.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 905 et 906.

c) Eléments de programme :

6.1 Effets probables, à moyen et à long terme, de l'automatisation sur l'économie dans son ensemble et sur des branches industrielles particulières.

Produit : une enquête en collaboration avec les Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour la science et la technique et les conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE.

6.2 Perspectives techniques de l'automatisation, examen de l'automatisation, y compris le commerce international, examen des activités de recherche sur l'automatisation et mise au point de statistiques de l'automatisation internationalement comparables.

Produit : examen périodique de ces aspects du développement de l'automatisation dans le secteur industriel, probablement selon un cycle biennal.

6.3 Rôle de l'automatisation dans une exploitation optimale des ressources, en coopération avec les Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement.

Produits : une réunion préparatoire et un séminaire qui se tiendront en 1978.

***6.4 Recours à l'automatisation dans les pays de la CEE en développement du point de vue économique.**

Produits : une réunion préparatoire et un séminaire qui se tiendront en 1979.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Reclassement de postes (15 200 dollars)

6.22 Le Secrétaire général demande le reclassement d'administrateur de 1ère classe (P-4) à administrateur hors classe (P-5) du poste de l'économiste qui s'occupe de l'industrie chimique. Le secteur des produits chimiques a vu son importance relative s'accroître et constitue maintenant l'un des principaux domaines d'activité de la Commission dans le domaine industriel. Le Comité de l'industrie chimique a demandé que tous les travaux soient intensifiés dans ce domaine, et il est nécessaire de développer la coordination au secrétariat de la CEE pour répondre à ces besoins.

* Nouvel élément de programme.

6. - COMMERCE INTERNATIONAL

TABLEAU 6.18. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	588,8	63,2	-	8,7	71,9	660,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	0,1	(0,1)	-	-	(0,1)	-
Consultants	10,5	0,1	-	0,5	0,6	11,1
Dépenses communes de personnel	154,3	14,7	-	2,5	17,2	171,5
Frais de voyage du personnel	10,9	0,1	-	0,5	0,6	11,5
Total	764,6	78	-	12,2	90,2	854,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
842,6	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	854,8
-----------------------------	--------------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

1 505,2

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 360
---	--------------

TABLEAU 6.19. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : commerce international

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	7	7	-	-	7	7
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	3	3	-	-	3	3
Total	3	3	-	-	3	3
TOTAL GENERAL	10	10	-	-	10	10

6. - COMMERCE INTERNATIONAL

6.23 Ce programme est exécuté par une section de la Division du transfert des techniques sous les auspices du Comité pour le développement du commerce.

6.24 Les trois sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Expansion et facilitation du commerce

a) Pourcentage des ressources du programme : 50.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1108 à 1112.

1.1 Analyse et examen des tendances, politiques et problèmes récents et futurs du commerce dans la région de la CEE.

Examen des tendances, perspectives et politiques commerciales à court et à long terme.

Produits : sessions annuelles du Comité pour le développement du commerce; préparation du *Bulletin économique pour l'Europe*.

Examen des accords de coopération commerciale et économique.

Produit : examen annuel.

Examen de l'évolution des groupements économiques sous-régionaux intéressant le commerce intra-régional.

Produit : une étude entreprise en 1977, qui doit être achevée en 1980.

Examen des échanges interrégionaux, eu égard en particulier à l'expansion du commerce avec les pays en développement.

Produits : études que le Comité décidera d'effectuer.

Coopération avec les Conseillers économiques des gouvernements de la CEE à l'élaboration de la perspective économique générale pour la région de la CEE jusqu'en 1990.

Produit : une étude entreprise en 1976, qui doit être achevée en 1978.

Tenue à jour d'un répertoire des accords conclus entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents dans le domaine de la coopération commerciale, économique, industrielle et technique.

Produit : mise à jour annuelle du répertoire des accords de longue durée.

Etude des possibilités de créer un système multilatéral de notification des lois et règlements relatifs au commerce extérieur ainsi que des modifications qui leur sont apportées.

Produits : réunions et études spéciales.

1.2 Identification des obstacles de toutes sortes au développement du commerce entre les pays membres de la CEE, notamment du commerce Est-Ouest, et efforts visant à les réduire ou à les éliminer progressivement, compte dûment tenu des mesures visant à promouvoir ce commerce et à en diversifier la composition.

Tenue à jour d'un inventaire des obstacles de toutes sortes au développement du commerce.

Produit : un inventaire des obstacles commerciaux sera tenu à jour par le secrétariat sur la base des renseignements fournis par les gouvernements.

Identification des obstacles de toutes sortes au commerce et examen des mesures à prendre dans le cadre de la CEE pour réduire ou éliminer progressivement ces obstacles.

Produits : examens réguliers.

Elaboration de propositions et de recommandations relatives à des mesures visant à promouvoir le commerce et à diversifier la composition.

Produit : élaboration de recommandations sur la base de propositions émanant des gouvernements.

Encouragement de la collecte et de la diffusion de renseignements économiques et commerciaux et de renseignements administratifs pertinents.

Produits : examens annuels sur la base des réponses reçues des gouvernements.

1.3 Développement de l'information relative aux marchés et des techniques de commercialisation, et amélioration des contacts d'affaires.

Coopération internationale dans le domaine de la promotion des échanges, y compris la commercialisation.

Produits : entretiens et études annuels.

Organisation de séminaires sur la promotion des échanges, la commercialisation et les contacts d'affaires entre l'Est et l'Ouest.

Produits : séminaires organisés à intervalles réguliers.

Publication et diffusion d'informations de nature à aider les hommes d'affaires dans leurs contacts commerciaux.

Produit : publication de listes d'annuaires.

1.4 Promotion du développement du commerce, par l'amélioration des procédures du commerce international, des pratiques en matière de contrats, des pratiques commerciales de normalisation et de l'arbitrage commercial.

Facilitation des procédures du commerce international.

Produits : réunions d'un groupe de travail et de groupes d'experts; établissement de recommandations.

Elaboration et révision périodique de guides et de conditions générales applicables aux contrats relatifs à des transactions commerciales internationales.

Produits : réunions d'un groupe d'experts, publication de guides, etc.

Examen des aspects commerciaux de la normalisation internationale et des procédures de certification.

Produits : réunions et études; établissement de recommandations.

Elaboration d'un manuel sur les procédures en matière de licences et sur les aspects connexes du transfert des techniques.

Produit : élaboration d'un manuel.

Elaboration de recommandations sur les clauses d'arbitrage.

Produit : établissement de documents d'information, y compris des recommandations.

Sous-programme 2. Coopération industrielle

a) Pourcentage des ressources du programme : 30.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1113 à 1117.

c) Éléments de programme :

2.1 Analyse des tendances et des perspectives de la coopération industrielle à court et à long terme.

Produits : sessions annuelles du Comité pour le développement du commerce, études effectuées par le secrétariat.

2.2 Examen des propositions et recommandations visant à créer des conditions favorables à la coopération industrielle.

Produits : examens annuels, réunions spéciales, études, établissement de recommandations.

2.3 Examen des moyens d'améliorer la diffusion aux intéressés d'informations sur les conditions générales de la coopération industrielle et directives sur la rédaction des contrats dans ce domaine.

Produits : examens annuels, réunions spéciales, études, établissement de recommandations.

2.4 Collecte et diffusion de renseignements relatifs à la coopération industrielle, en particulier aux lois et règlements, y compris la réglementation des changes, les orientations générales des plans et programmes économiques nationaux, ainsi que les priorités de programmes et les conditions économiques du marché.

Produits : examens annuels fondés sur des études effectuées par le secrétariat.

2.5 Elaboration d'un guide pour la rédaction des contrats internationaux entre parties décidant de s'associer dans le but d'exécuter un projet particulier.

Produits : réunions d'un groupe d'experts, publication d'un guide.

2.6 Colloques de la CEE aux foires commerciales internationales.

Produits : organisation de colloques de la CEE lors des foires commerciales internationales.

Sous-programme 3. Exportations des pays les moins développés de la région

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1118 à 1122.

c) Eléments de programme :

3.1 Examen des échanges intra-régionaux, eu égard en particulier à l'expansion du commerce avec les pays membres de la CEE qui sont en développement du point de vue économique.

Produits : sessions annuelles du Comité pour le développement du commerce; Bulletin économique pour l'Europe.

3.2 Identification et examen des problèmes commerciaux particuliers aux pays membres de la CEE qui sont en développement du point de vue économique, et étude des solutions qu'il serait possible d'apporter à ces problèmes.

Produits : examens annuels fondés sur des études.

3.3 Mesures propres à appuyer les efforts de promotion du commerce des pays membres de la CEE qui sont en développement du point de vue économique.

Produits : examens annuels fondés sur des études.

3.4 Etude des possibilités de resserrer la coopération commerciale et industrielle entre les pays membres de la CEE qui sont en développement du point de vue économique.

Produit : Une étude entreprise en 1977, qui doit être achevée en 1980.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

6.25 Il n'est pas demandé de ressources supplémentaires pour ce programme.

7. - RESSOURCES NATURELLES

TABLEAU 6.20. -- ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 073,7	252,1	95,8	15,1	363	1 436,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	26,5	67,9	(90,4)	0,1	(22,4)	4,1
Consultants	30,7	0,3	-	1,4	1,7	32,4
Dépenses communes de personnel	282,3	61,5	24,8	4	90,3	372,6
Frais de voyage du personnel	17,1	0,2	-	0,8	1	18,1
Imprimerie et brochage	8	0,1	-	0,3	0,4	8,4
Total	1 438,3	382,1	30,2	21,7	434	1 872,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total au maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 758,8	30,2	-	17,6	48,8	2,7 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 872,3

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

4 582,4

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 6 454,7

TABLEAU 6.21. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : ressources naturelles

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	3 a/	-	-	2	3 a/
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	5	-	-	4	5
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	4 a/	-	-	3	4 a/
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	10	13	-	-	10	13
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	11	13 a/	-	-	11	13 a/
Total	11	13	-	-	11	13
TOTAL GENERAL	21	26 a/	-	-	21	26 a/

a/ Une partie de l'accroissement des effectifs (un P-5, un P-3 et un agent des services généraux) provient du fait qu'en 1978-1979, le sous-programme concernant l'eau relève du programme "Ressources naturelles" et non plus du programme "Environnement".

7. - RESSOURCES NATURELLES

6.26 Ce programme est exécuté par la Division de l'énergie sous la direction du Comité du charbon, du Comité de l'énergie électrique, du Comité du gaz et de la Commission elle-même. Compte tenu du classement opéré dans le plan à moyen terme, le programme comprendra également, en 1978-1979, les activités de la Commission dans le domaine de l'eau (exécutées par la Division de l'environnement et des établissements humains) et certaines activités dans le domaine du bois (exécutées par la Division CEE/FAO du bois). La coordination est assurée avec le Centre des Nations Unies pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports, la CNUCED, l'ONUUDI, le PNUE et diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales.

6.27 Les six sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Problèmes généraux de l'énergie

a) Pourcentage de ressources du programme : 15.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1286 à 1293.

c) Eléments de programme :

- 1.1 Tendances à moyen et à long terme;
- 1.2 Evolution actuelle et perspectives;
- 1.3 Efficacité de l'utilisation de l'énergie et économies d'énergie;
- 1.4 Quelques problèmes économiques, méthodologiques et statistiques.

Produits : études, séminaires, réunions spéciales, bulletins statistiques et colloques.

Sous-programme 2. Gaz

a) Pourcentage des ressources du programme : 15.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1294 à 1300.

c) Eléments de programme :

- 2.1 Rôle du gaz dans la satisfaction des besoins d'énergie de la région
 - i) Marchés du gaz naturel, disponibilités en gaz et possibilités d'importation de gaz durant la période 1980-2000 (1978);
 - ii) Coopération avec les Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE à l'élaboration de la perspective économique générale pour la région de la CEE jusqu'en 1990 (1978).

Produits : une étude et un colloque.

2.2 Analyse de la situation concernant le gaz :

- i) Perspectives des marchés du gaz naturel dans la région de la CEE;
- ii) Evolution et perspectives du commerce intrarégional du gaz.

Produits : enquêtes et réunions.

2.3 Utilisation du gaz :

- i) Aspects économiques et techniques de l'utilisation du gaz dans divers secteurs de consommation;
- ii) Utilisation d'installations de gaz naturel liquide pour l'écrêtage des pointes de consommation et pour la desserte des zones éloignées (1979);
- iii) Révision de la carte du réseau de transport du gaz en Europe et de la carte internationale des gisements de gaz naturel en Europe (1980);
- iv) Développement des moyens de stockage souterrain du gaz (1980);
- v) Harmonisation des codes de bonnes pratiques, des réglementations techniques et des normes applicables à l'équipement gazier et aux appareils à gaz;
- vi) Problèmes d'entretien des réseaux de transport du gaz (1978);
- vii) Facteur de charge des réseaux de transport et de distribution (1979);
- viii) Quelques problèmes de recherche et de développement;
- ix) La sécurité dans le stockage du gaz (1980);
- x) Optimisation de l'exploitation des ressources de gaz naturel (y compris l'interconnexion des réseaux de transport du gaz) [1979].

Produits : études et réunions, voyages d'étude, séminaires, rapports, cartes, directives et recommandations.

2.4 Efficacité de l'utilisation du gaz : méthodes de détermination de l'efficacité de l'utilisation du gaz dans diverses branches d'activité industrielle (1979).

Produits : études, enquêtes et réunions officielles.

2.5 Statistiques du gaz :

- i) Bulletin des statistiques du gaz;
- ii) Développement et amélioration de l'information statistique.

Produits : annuaires et études.

Sous-programme 3. Charbon

a) Pourcentage des ressources du programme : 15.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1301 à 1307.

c) Eléments de programme :

3.1 Perspectives à moyen et à long terme.

Produit : une enquête.

3.2 Prévisions relatives aux perspectives de l'industrie charbonnière, y compris des enquêtes portant sur les plans et les politiques des gouvernements.

Produits : enquêtes.

3.3 Quelques problèmes de l'industrie charbonnière :

- i) Mines de charbon souterraines;
- ii) Exploitation à ciel ouvert;
- *iii) Mécanisation et automatisations;
- *iv) Problèmes techniques de sécurité et de danger pour la santé;
- v) Informations sur les activités de recherche et de développement;

vi) Gazéification et liquéfaction du charbon (1979);

vii) Problèmes de la préparation du charbon;

viii) Réduction des déchets (1979).

Produits : études, colloques, voyages d'étude et réunions.

3.4 Coopération industrielle, y compris les renseignements concernant les établissements et les programmes de recherche et de développement.

Produits : études et réunions.

3.5 Statistiques et informations.

Produits : études et rapports.

Sous-programme 4. Energie électrique

a) Pourcentage des ressources du programme : 15.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1308 à 1313.

c) Eléments de programme :

4.1 Perspectives de l'industrie de l'énergie électrique :

- i) Structure optimale future du réseau de transport européen (1978);
- ii) Coopération avec les Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE à l'élaboration de la perspective économique générale pour la région de la CEE jusqu'en 1990 (1978).

Produits : études.

4.2 Problèmes liés à l'énergie électrique :

- i) Analyse de la situation de l'énergie électrique dans la région de la CEE;
- ii) Quelques problèmes d'ordre statistique;
- iii) Préparation d'une terminologie adaptée aux besoins du Comité de l'énergie électrique (1978);
- iv) Quelques problèmes des centrales thermiques classiques à turbines à vapeur et à gaz (1981);
- v) Quelques problèmes liés aux aménagements hydro-électriques (1979);
- vi) Problèmes posés par l'intégration des centrales nucléaires, y compris les réacteurs surrégénérateurs, aux réseaux d'énergie électrique, et caractéristiques économiques de leur utilisation (en coopération avec l'AIEA) (1980);
- vii) Quelques problèmes de distribution d'énergie électrique (1979);
- viii) Problèmes économiques et techniques de l'utilisation de la chaleur résiduelle des centrales électriques, y compris le transport à grande distance (1979);
- ix) Problèmes économiques et techniques liés à l'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique des pays balkaniques (1979);
- x) Problèmes économiques et techniques posés par l'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique des pays d'Europe orientale et occidentale par des lignes à haute tension très longues (1981);
- xi) Etablissement d'une carte des réseaux électriques à haute tension;
- xii) Mesures visant à économiser les combustibles dans la production de chaleur et d'électricité (1978).

Produits : études, réunions spéciales, enquêtes, annuaires, manuels, cartes et séminaires.

4.3 Electricité et environnement :

- i) Quelques problèmes liés aux relations entre l'électricité et l'environnement (1979);

* Nouvel élément de programme.

- ii) Intégration à l'environnement d'installations de production, de transport et de distribution d'électricité (1979);
- iii) Réduction des émissions de dioxyde de soufre des grandes centrales thermiques [en coopération avec les Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement] (1978);
- *iv) Utilisation de l'énergie géothermique pour la production d'énergie électrique et d'énergie thermique.

Produits : études, réunions officielles et colloques.

Sous-programme 5. Problèmes de l'eau

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1314-1321.
- c) *Eléments de programme*¹ :
 - 5.1 Examen et analyse de la situation actuelle et des perspectives de l'utilisation des ressources en eau et de la lutte contre la pollution des eaux dans la région de la CEE;
 - 5.2 Perspectives à long terme de l'utilisation de l'eau et de l'approvisionnement en eau (1979);
 - 5.3 Certains aspects du problème de l'eau dans les îles et les zones côtières, eu égard notamment au dessalement et aux eaux souterraines (1978);
 - 5.4 Rapports entre l'eau et l'énergie (1979);
 - *5.5 Instruments économiques visant à l'utilisation rationnelle des ressources en eau;
 - 5.6 Prévention de la pollution des eaux et lutte contre la pollution, en particulier des cours d'eau qui traversent les frontières et des lacs internationaux;
 - 5.7 Protection de l'environnement marin, en particulier de la mer Méditerranée, contre les polluants émanant de sources situées sur la terre ferme;
 - 5.8 Méthodes unifiées pour l'établissement de normes de la qualité de l'eau (1979);
 - 5.9 Critères et méthodes d'évaluation et de comparaison des dispositions d'ordre technique et économique et de la mesure dans laquelle elles pourront permettre d'assurer à l'eau la qualité requise (1978);
 - *5.10 Méthodes pour estimer les dommages par pollution de l'eau ainsi que les avantages économiques qui découlent des activités de loisirs et des agréments liés à l'utilisation des eaux intérieures;
 - 5.11 Application de la méthode de l'analyse des systèmes à la gestion des ressources en eau (1978);
 - 5.12 Méthodes pour évaluer les ressources en eau douce et l'amélioration de leur utilisation, en particulier par la mise au point de méthodes de production moins polluantes et entraînant une consommation moindre d'eau douce (1979);

* Nouvel élément de programme.

¹ Les mesures à prendre à la suite de la Conférence des Nations Unies sur l'eau pourraient avoir des répercussions sur le contenu de ce sous-programme, soit par l'augmentation du nombre des éléments de programme, soit par des modifications dans leur ordre de priorité.

*5.13 Techniques et moyens de purification des effluents industriels et urbains.

Produits : deux sessions du Comité des problèmes de l'eau; deux séminaires, et réunions préparatoires correspondantes; plusieurs réunions de groupes d'experts; une douzaine de documents (enquêtes, études, actes de séminaires, rapports de réunions, etc.) destinés à la publication, ainsi qu'un certain nombre de documents à établir sous forme de projets à soumettre à l'examen des divers organismes gouvernementaux intéressés.

Sous-programme 6. Bois

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1322 à 1325.
- c) *Eléments de programme* :
 - 6.1 Mise à jour des projections figurant dans l'étude sur les tendances et perspectives du bois en Europe entre 1950 et l'an 2000, compte tenu de l'évolution actuelle.

Produits : étude comparant les tendances jusqu'en 1980 et les projections; des chapitres d'études établies au titre d'autres éléments de programme permettront également de suivre les tendances à long terme.

- 6.2 Tendances de l'utilisation des produits forestiers dans des secteurs particuliers d'utilisations finales.

Produits : études sur l'utilisation des produits forestiers dans le bâtiment, les industries extractives, l'industrie de l'emballage, etc.

- 6.3 Tendances à moyen terme de la structure et de la capacité des industries de transformation du bois.

Produits : études sur la structure et la capacité de l'industrie des panneaux à base de bois (à paraître tous les trois ans) et de l'industrie des scieries.

- 6.4 Tendances à moyen terme des marchés de certains produits forestiers.

Produits : études de marché en ce qui concerne les sciages et les grumes, les panneaux à base de bois ainsi que les bois de papeterie et bois ronds divers (à paraître par roulement tous les trois ans).

- 6.5 Tendances relatives à long terme des prix des produits forestiers et des produits de remplacement.

Produits : étude à ce sujet et examen suivi de la question.

- 6.6 Examen de la production, du commerce, de la consommation et des prix des produits forestiers.

Produits : examen annuel des marchés des produits forestiers et évaluation annuelle, accompagnée de prévisions, par le Comité du bois concernant les tendances dans ce secteur.

- 6.7 Certains problèmes posés par la rationalisation du transport et de la manutention des produits forestiers.

Produits : échange de renseignements, recommandations aux gouvernements et aux entreprises commerciales sur des questions telles que la dimension des emballages.

- 6.8 Certains problèmes de normalisation dans le domaine des produits forestiers, concernant notamment le classement et les définitions.

Produits : normes recommandées par la CEE (par exemple normes relatives au classement des sciages résineux selon la résistance mécanique et aux sciages résineux à entures digitiformes), classement et définition (de l'ensemble du secteur des produits forestiers, d'une part, et des déchets de bois, d'autre part).

6.9 Quantification et évaluation des avantages de la foresterie pour l'environnement.

Produit : échange de renseignements à ce sujet (1979).

6.10 Effets de la pollution sur la végétation.

Produits : colloque à ce sujet et publication des mémoires qui seront présentés (1978).

6.11 Utilisation efficace de l'énergie dans la sylviculture et les industries de transformation du bois.

Produits : colloque à ce sujet et publication des mémoires qui seront présentés (1978).

6.12 Bulletin du bois pour l'Europe.

Produit : publication statistique semestrielle contenant des données sur la production, le commerce et les prix des produits forestiers.

6.13 Certains problèmes d'économie et de statistique dans le domaine de la sylviculture et des produits forestiers.

Produits : études, échange de renseignements et recommandations visant à améliorer la qualité, la disponibilité et la comparabilité des données sur des questions telles que les facteurs de conversion, l'analyse des ressources forestières, les coûts et les prix, la main-d'œuvre, les utilisations finales.

6.14 Diffusion et échange de renseignements de caractère général et de données d'expérience.

Produits : voyages d'étude annuels dans les pays membres.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux

6.28 Dans le premier rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 1976-1977², un poste P-4 supplémentaire était demandé pour ce programme. Ce poste était nécessaire pour assurer l'exécution d'éléments du programme de travail dans le domaine de l'énergie, en particulier pour des travaux en cours au sujet de problèmes techniques liés à l'utilisation des hydrocarbures. L'Assemblée générale, sur l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³, a approuvé ce poste pour 1977, à condition qu'il soit financé par un crédit ouvert pour du personnel temporaire. Comme le poste en question correspond à un besoin permanent de la CEE, le Secrétaire général demande que ledit poste soit créé à titre permanent. L'introduction d'un nouveau domaine d'activités (problèmes d'énergie, d'économie et d'efficacité) a obligé à renforcer la Division de l'énergie en ajoutant au tableau « effectifs » un poste d'agent des services généraux, dont le titulaire assurera des travaux de secrétariat et fournira une assistance sur le plan administratif lors de l'organisation de réunions, colloques et séminaires.

² A/C.5/31/37/Add.1.

³ A/31/8/Add.25.

8. - SCIENCE ET TECHNIQUE

TABLEAU 6.22. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Postes permanents	447	32,6	-	5,9	485,5
Consultants	10,5	0,1	-	0,5	11,1
Heures supplémentaires	0,2	(0,2)	-	-	-
Dépenses communes de personnel	115,8	8,8	-	1,3	125,9
Frais de voyage du personnel	6,2	0,1	-	0,3	6,6
Total	579,7	41,4	-	8	629,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
621,1	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs 629,1

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

858,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 1 487,7

TABLEAU 6.23. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Science et technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	6	6	-	-	6	6
Agents des services généraux :						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	3	3	-	-	3	3
Total	3	3	-	-	3	3
TOTAL GENERAL	9	9	-	-	9	9

8. - SCIENCE ET TECHNIQUE

6.29 Ce programme est exécuté par une section de la Division du commerce et de la technologie, sous les auspices des Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour la science et la technique. La coordination sera maintenue avec la CNUCED et l'UNESCO et, notamment, avec le Bureau de la science et de la technique du Département des affaires économiques et sociales et le secrétariat de la prochaine Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

6.30 Les trois sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal dans chaque cas sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Politiques et priorités dans le domaine de la science et de la technique

a) Pourcentage des ressources du programme : 40.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1679-1683.

c) Eléments de programme :

1.1 Coopération avec les Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE sur la perspective économique générale pour la région de la CEE jusqu'en 1990.

Produits : projets de coopération qui seront achevés en 1980.

1.2 Etude des rapports entre le développement économique et le progrès des techniques.

Produit : une étude qui débutera en 1977 et sera achevée en 1980.

1.3 Tendances de l'évolution des techniques jusqu'en 1990, perspectives dans les principaux secteurs économiques et détermination des problèmes devant faire l'objet d'une attention prioritaire.

Produits : une série d'études.

1.4 Evolution des politiques, priorités et institutions nationales dans le domaine de la science et de la technique, y compris l'orientation et l'administration des politiques de recherche.

Produits : examens biennaux.

1.5 Examen de la coopération internationale bilatérale et multilatérale dans le domaine de la science et de la technique.

Produits : examens biennaux.

Sous-programme 2. Coopération internationale dans le domaine de la science et de la technique

a) Pourcentage des ressources du programme : 30.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1684-1688.

c) Eléments de programme :

2.1 Examen de la recherche scientifique et technique dans certains secteurs où des problèmes se posent.

Produits : des études et examens découlant d'initiatives nationales, de questionnaires et des résultats obtenus dans d'autres domaines du programme de travail.

2.2 Amélioration des techniques énergétiques actuelles et activités de recherche-développement sur les sources nouvelles d'énergie.

Produits : des examens et des études à l'occasion de réunions spéciales d'experts ou de séminaires.

2.3 Etude des possibilités de développement et d'encouragement de la coopération multilatérale.

Produits : des études sur les moyens de stimuler la recherche internationale.

2.4 Contribution aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

Produits : participation à la réunion régionale en 1978 et à la Conférence mondiale en 1979.

2.5 Participation à l'organisation de conférences, de colloques, d'études et de groupes de travail comme

ceux où se rencontrent par exemple de jeunes scientifiques et technologues et des spécialistes éminents dans leur discipline.

Produit : une étude qui doit être achevée en 1979, pour être examinée par des experts nationaux.

Sous-programme 3. Transfert des techniques

a) Pourcentage des ressources du programme : 30.

b) *Référence* : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1689-1692.

c) *Eléments de programme* :

3.1 Echange de renseignements et de données d'expérience sur le transfert des techniques par des voies commerciales et sur les modèles utilisés pour recenser et transférer des réalisations techniques et scientifiques.

Produits : des analyses d'études de cas pour examen par des experts ainsi qu'à l'occasion de séminaires.

3.2 Mesures visant à encourager le transfert des techniques entre les pays membres de la CEE.

Produits : des études sur les facteurs institutionnels, administratifs, économiques et juridiques qui entrent en jeu dans le transfert des techniques dans la région de la CEE et préparation d'un manuel sur les procédures d'octroi de licences et les aspects connexes du transfert de techniques.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

6.31 Il n'est pas demandé de ressources supplémentaires pour ce programme.

9. - STATISTIQUES

TABLEAU 6.24. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 552,6	148,4	-	14,5	162,9	1 715,5
Consultants	10,5	0,1	-	0,5	0,6	11,1
Dépenses communes de personnel	406,6	34,6	-	3,9	38,5	445,1
Frais de voyage du personnel	6,2	0,1	-	0,3	0,4	6,6
Imprimerie et brochage	14,8	0,2	-	0,7	0,9	15,7
Total	1 990,7	183,4	-	19,9	203,3	2 194

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 174,1	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	2 194
	2 128,5
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	4 322,5

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 6.25. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : statistiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	4	4	-	-	4	4
Total	14	14	-	-	14	14
Agent des services généraux :						
1ère classe	3	3	-	-	3	3
Autres classes	16	16	-	-	16	16
Total	19	19	-	-	19	19
TOTAL GENERAL	33	33	-	-	33	33

9. - STATISTIQUES

6.32 Ce programme est exécuté par la Division de statistique, sous la direction de la Conférence des statisticiens européens et de la Commission de statistique de l'ONU. Ce programme exige une coopération et une coordination constantes avec le Département des affaires économiques et sociales, les commissions régionales, la CNUCED, l'ONUDI, le PNUD, l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'OMS et d'autres organismes internationaux et nationaux d'Europe.

6.33 Les deux sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Normes et méthodes

- a) Pourcentage des ressources du programme : 23.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1955-1958.
 c) Eléments de programme :

1.1 Examen des travaux statistiques dans la région de la CEE, y compris les travaux statistiques actuellement en cours à la CEE et les travaux d'autres organismes dans la région de la CEE.

Produits : des rapports annuels qui seront examinés par la Conférence des statisticiens européens, à ses sessions plénières.

1.2 Promotion de la coordination des activités statistiques d'organisations internationales en Europe.

Produits : des consultations entre les secrétariats et des réunions communes avec d'autres organisations (couvertes par d'autres éléments de programme).

1.3 Appui statistique à des études et projets de la CEE.

Produits : des recommandations pour l'établissement de statistiques dans des domaines particuliers (couvertes par d'autres éléments de programme); communication de données pour des études et des projets de la CEE.

1.4 Contribution régionale et appui aux travaux de la Commission de statistique de l'ONU.

Produits : des réunions sur les sujets visés (couvertes par d'autres éléments de programme).

1.5 Problèmes statistiques présentant un intérêt particulier pour les pays membres de la CEE qui se développent d'un point de vue économique.

Produits : appui aux projets régionaux et interrégionaux du PNUD.

1.6 Utilisation des ordinateurs à des fins statistiques et conception et mise au point de systèmes d'informations statistiques.

Produits : des réunions du Groupe de travail du traitement électronique de l'information.

1.7 Méthodes visant à améliorer les techniques opérationnelles de production des statistiques officielles (1978).

Produits : une réunion et un document méthodologique sur les enquêtes auprès des ménages.

1.8 Mise au point du Système de comptabilité nationale (SCN) et du Système de comptabilité du produit matériel (CPM) et de leur concordance (1980).

Produits :

- i) Une réunion;
- ii) Un document sur l'utilisation des comptes et bilans nationaux aux fins de la coordination;

- iii) Des recommandations internationales révisées et développées dans le domaine de la comptabilité nationale.
- 1.9 Tables de concordance entre les classifications types des biens (1980) et des activités économiques (1982) de l'ONU et du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) et entre la Classification type pour le commerce international (CTCI) et la Classification type du commerce extérieur (CTCE).

Produits :

- i) Des réunions des rapporteurs gouvernementaux;
 ii) Elaboration d'une table de concordance entre les classifications pertinentes.

- 1.10 Statistiques des prix à la consommation, du commerce extérieur par pays d'origine et de destination, des activités du secteur public, de l'agriculture, de l'énergie, de la science et de la technique, du tourisme, des activités des entreprises, de la formation de capital fixe et des bénéfices.

Produits : des études méthodologiques, des réunions et des recommandations.

- 1.11 Système de statistiques sociales et démographiques (1980).

Produits :

- i) Des documents méthodologiques sur divers aspects du système, notamment les indicateurs sociaux et le système dans son ensemble.
 ii) Des recommandations relatives aux classifications;
 iii) Des réunions de petits groupes et du Groupe de travail du Système de statistiques sociales et démographiques;
 iv) Etablissement d'une table de concordance entre les classifications de l'ONU et du CAEM.
- 1.12 Statistiques de la main-d'œuvre, de la santé, de l'enseignement, de la culture, du logement, de la criminalité et de la justice; statistiques des migrations et de la fécondité; statistiques démographiques en général.

Produits : des documents méthodologiques, des réunions et des recommandations.

- 1.13 Système de statistiques de l'environnement (1984).

Produits : des documents méthodologiques et des réunions.

Sous-programme 2. Données de recherche et projets

a) Pourcentage des ressources du programme : 77.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1959-1960.

c) Eléments de programme :

- 2.1 Elaboration de statistiques pour des études de recherche.

Produits : selon les besoins, compte tenu du programme de travail de la CEE et de ses principaux organes subsidiaires.

2.2 Publication de bulletins statistiques.

Produits : publication régulière de bulletins statistiques dans les domaines suivants : charbon (annuelle et trimestrielle); énergie électrique (annuelle et semestrielle), gaz (annuelle), énergie en général (annuelle); logements et bâtiments (annuelle); acier (annuelle et trimestrielle); commerce mondial de l'acier (annuelle); accidents de la circulation routière (annuelle); transports (annuelle et trimestrielle); indicateurs statistiques de l'évolution économique à court terme (mensuelle, avec un supplément hebdomadaire); commerce mondial des produits des industries mécaniques et électriques (annuelle).

- 2.3 Appui technique au Centre international de formation à l'informatique de Budapest.

*Accroissement des ressources
 (aux taux révisés de 1977)*

- 6.34 Il n'est pas demandé de ressources supplémentaires pour ce programme.

10. - TRANSPORTS

TABLEAU 6.26. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 060,9	82,3	69,6	12,1	164	1 224,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	23,6	67,8	(90,4)	-	(22,6)	1
Consultants	29,6	(8,4)	-	0,9	(7,5)	22,1
Heures supplémentaires	0,2	(0,2)	-	-	(0,2)	-
Dépenses communes de personnel	279	17,6	18	3,3	38,9	317,9
Autres voyages autorisés	32,9	0,3	-	1,5	1,8	34,7
Imprimerie et brochage	93,3	(93,3)	-	-	(93,3)	-
Total	1 519,5	66,1	(2,8)	17,8	81,1	1 600,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 585,6	(2,8)	-	-	(2,8)	(0,1 %)

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 600,6

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

6 701,9

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 8 302,5

TABLEAU 6.27. - DEPENSES NON RENOUELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : transports

1976-1977	1978-1979
<u>Transport de marchandises dangereuses</u>	Néant
Publication d'une version révisée des recommandations du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses a/ :	
Consultants	8,6
Imprimerie	94,2
	102,8

a/ Crédit supplémentaire ouvert à la suite d'une décision adoptée par le Conseil économique et social à sa cinquante-neuvième session (voir document A/C.5/1682).

TABLEAU 6.28. — POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : transports

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	4	-	-	3	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	10	11	-	-	10	11
<u>Agents des services généraux :</u>						
1ère classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	9	9	-	-	9	9
Total	11	11	-	-	11	11
TOTAL GENERAL	21	22	-	-	21	22

10. — TRANSPORTS

6.35 Ce programme est exécuté par la Division des transports sous les auspices du Comité des transports intérieurs. La coopération et la coordination seront maintenues avec le Département des affaires économiques et sociales, la CNUCED et divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

6.36 Les trois sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Equipement pour les transports intérieurs

a) Pourcentage des ressources du programme : 40.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2064-2068.

c) Eléments de programme :

1.1 Examen des tendances générales pour ce qui concerne le développement des transports et les politiques des transports, y compris les possibilités d'entreprendre des projets d'intérêt commun; perspectives en ce qui concerne certains secteurs des transports intérieurs.

Produits : matériel d'information, études et réunions.

1.2 Coopération avec les Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE pour ce qui concerne l'élaboration d'une perspective économique générale pour la région de la CEE jusqu'en 1990.

1.3 Création en Europe d'un réseau cohérent de voies navigables.

Produits : matériel d'information et études.

1.4 Développement des réseaux routiers.

Produits : rapports techniques, études, matériel d'information et réunions.

1.5 Bulletins de statistiques des transports intérieurs et des accidents de la route.

Produits : publication de données.

1.6 Mise au point, d'un commun accord, de méthodes de collecte, de définition et de termes internationalement comparables, aux fins des statistiques des transports intérieurs et des accidents de la route.

Produits : matériel d'information et recommandations.

1.7 Recensements de la circulation routière.

Produits : réunions et publication périodique de tableaux et de cartes.

1.8 Cartes des voies de navigation intérieure utilisées en trafic international.

Produits : publication périodique de cartes.

Sous-programme 2. Facilitation de la circulation

a) Pourcentage des ressources du programme : 40.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2069-2073.

c) Eléments de programme :

2.1 Examen de l'Accord européen sur les grandes routes de trafic international et amendements à y apporter.

Produits : rédaction d'amendements, études.

2.2 Examen de l'application et révision des Accords européens et des recommandations concernant le transport des marchandises dangereuses.

Produits : réunions, matériel d'information, textes d'amendements et de recommandations.

- 2.3 Simplification et harmonisation des formalités administratives et des procédures douanières relatives aux transports internationaux, pour ce qui concerne en particulier le passage des frontières.

Produits : matériel d'information, rédaction de recommandations, études.

- 2.4 Examen et révision des conventions relatives aux transports intérieurs.

Produits : matériel d'information, rédaction d'amendements.

- 2.5 Convention relative aux transport international intermodal et travaux préparatoires concernant la normalisation des conteneurs (travail de rédaction entrepris en coopération avec la CNUCED).

Produits : études, matériel d'information, rédaction de recommandations.

- 2.6 Unification des prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure et unification des documents de bord.

Produits : matériel d'information, rédaction de recommandations.

- 2.7 Harmonisation des réglementations et des normes concernant les transports internationaux de denrées périssables, y compris l'application de l'Accord relatif aux transports internationaux de denrées périssables.

Produits : études, matériel d'information, rédaction d'amendements.

- 2.8 Elimination des obstacles de caractère technique au commerce international des véhicules à moteur et de leurs équipements.

Produits : matériel d'information, élaboration et révision, le cas échéant, de réglementations internationales devant être annexées à l'Accord de 1958.

- 2.9 Problèmes présentant un intérêt particulier pour les pays membres de la CEE qui se développent d'un point de vue économique.

Produits : matériel d'information et réunions spéciales.

- 2.10 Transport de marchandises dangereuses, y compris le transport international de substances nouvelles dangereuses et l'adoption de techniques et d'équipements de transport de caractère nouveau.

Produits : réunions et rédaction d'amendements aux accords pertinents.

- 2.11 Harmonisation et codification des dispositions administratives et des prescriptions techniques concernant la sécurité des transports par voie navigable, y compris les règles de navigation, les systèmes de signalisation et le certificat de capacité pour les bateliers et les conducteurs de bateaux de plaisance.

Produits : rédaction de recommandations, études, matériel d'information.

- 2.12 Prescription de sécurité en matière de construction, de transport et de manutention des conteneurs.

Produits : matériel d'information, réunions, rédaction d'amendements.

- 2.13 Prescription de sécurité en matière de transports routiers, y compris les normes relatives à la construction et à l'inspection des véhicules à

moteur; règles de circulation routière, signalisation et marques routières, capacité de conducteurs et comportement des autres usagers de la route.

Produits : matériel d'information, rédaction d'amendements et de recommandations.

- 2.14 Dispositions de sécurité relatives aux transports par câble.

Produits : matériel d'information, réunions, rédaction de recommandations.

- 2.15 Prescriptions de sécurité en matière de transport de produits pétroliers par pipeline.

Produit : matériel d'information.

- 2.16 Coopération avec les autres commissions régionales pour leur communiquer les données d'expérience acquises par la CEE dans la promotion de la sécurité des transports.

Produit : matériel d'information.

- 2.17 Prévention de la pollution des eaux et limitation du bruit causés par bateaux de navigation intérieure.

Produits : matériel d'information et rédaction de recommandations.

- 2.18 Certains problèmes relatifs à la réduction de la pollution et du bruit causés par les transports routiers.

Produits : matériel d'information, recommandations et projets de réglementations.

- 2.19 Utilisation plus économique et plus efficace de l'énergie pour les transports.

Produits : études et matériel d'information.

Sous-programme 3. Techniques des transports

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2074-2079.

c) Eléments de programme :

- 3.1 Certains problèmes techniques relatifs au développement et à l'exploitation des transports par voie navigable.

Produits : séminaires éventuels et matériel d'information.

- 3.2 Certains problèmes relatifs aux aspects techniques et économiques des systèmes de transports urbains (en coopération avec les autres principaux organes subsidiaires intéressés).

Produits : matériel d'information, études et éventuellement séminaires.

- 3.3 Attelage automatique ferroviaire.

Produit : matériel d'information.

- *3.4 Réglementations techniques dans des domaines précis en vue de l'homologation globale de véhicules à moteur.

Produits : projets de réglementations internationales et matériel d'information.

- *3.5 Harmonisation des procédures concernant les réglementations en matière de construction des véhicules à moteur.

Produits : projets de réglementations internationales et matériel d'information.

* Nouvel élément de programme.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Nouveau poste

6.37 Dans le premier rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 1976-1977¹, un poste P-4 supplémentaire était demandé pour faire face au surcroît de travail que les décisions adoptées par la Commission, en particulier à la suite des travaux du Groupe d'experts de la construction des véhicules, imposaient au secrétariat. Sur

l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires², l'Assemblée générale a approuvé ce poste, à condition qu'il soit financé en 1977 par un crédit ouvert pour du personnel temporaire. Cette demande de poste supplémentaire reflétant une expansion permanente du volume de travail de la Commission dans le domaine des prescriptions techniques en matière de construction des véhicules à moteur, le Secrétaire général demande que ce poste P-4 soit transformé en poste permanent pour 1978-1979.

¹ A/C.5/31/37.

² A/31/8/Add.25.

C. - Appui aux programmes : services administratifs et services communs

TABLEAU 6.29. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS
1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	691,7	83,5	51	3,6	138,1	829,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	18,4	-	-	0,9	0,9	19,3
Consultants	1,8	-	-	0,1	0,1	1,9
Heures supplémentaires	20,7	0,2	-	0,9	1,1	21,8
Dépenses communes de personnel	179,7	21,3	13,2	1	35,5	215,2
Frais de voyage du personnel	1,2	-	-	-	-	1,2
Fournitures et accessoires	-	-	12,5	0,6	13,1	13,1
Total	913,5 a/	105	76,7	7,1	188,8	1 102,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 018,5	76,7	-	45,6	122,3	12 %

2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	1 102,3

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	(1 102,3)
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-

a/ Y compris un crédit de 97 800 dollars au titre des traitements et des dépenses communes de personnel précédemment inscrit au chapitre 22 G [Services administratifs et financiers (Genève)].

TABLEAU 6.30. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services administratifs et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1 <u>a/</u>	1	-	-	1 <u>a/</u>	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	4	-	-	3	4
Total	4	5	-	-	4	5
Agents des services généraux :						
1ère classe	2	2	-	-	2	2
Autres classes	11	12	-	-	11	12
Total	13	14	-	-	13	14
TOTAL GENERAL	17 <u>a/</u>	19	-	-	17 <u>a/</u>	19

a/ Ce poste était précédemment inscrit au chapitre 22 G [Services administratifs et financiers (Genève)].

C. - Appui aux programmes : services administratifs et services communs

6.38 Ce programme comprend les services centraux suivants :

a) Services administratifs, financiers et budgétaires, services du personnel et services de conférence, en collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève;

b) Services d'information, en collaboration avec les services du Centre d'information de Genève (qui fournit à la CEE un administrateur);

c) Services informatiques, fournis par le Groupe des systèmes de données, qui collabore avec le Groupe mixte CEE/CNUCED du traitement de l'information et lui fournit deux agents des services généraux;

d) Services de référence, en collaboration avec le Groupe mixte CEE/CNUCED de référence (auquel la CEE fournit quatre agents des services généraux);

e) Enregistrement, routage et expédition du courrier.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux (64 200 dollars)

6.39 Deux nouveaux postes (1 P-1/2 et 1 poste d'agent des services généraux) sont demandés pour le Groupe des systèmes de données. Leurs titulaires seront chargés de mettre au point une collection de programmes de base et de fournir un appui constant aux divisions de la CEE dans l'exécution de plusieurs programmes demandés par la Commission depuis 1976. Il s'agit : a) du programme de statistiques dans le cadre duquel sont prévues la publication et la diffusion de renseignements dans les domaines économique et commercial, y compris de données relatives à la production, au revenu national et à la productivité, et la mise au point et l'harmonisation de nomenclatures statistiques, d'après les dispositions de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe; b) du

programme sur le commerce international dans le cadre duquel est prévu un travail supplémentaire de collecte, d'analyse et de préparation des données pour aide : à créer un système multilatéral de notification des lois et règlements applicables au commerce extérieur; c) du programme concernant la planification, les projections et les politiques relatives au développement; les études approfondies décrites dans le programme de travail nécessiteront le traitement d'un grand nombre de données, des analyses de séries chronologiques, des analyses par régression simples et multiples et la compilation d'opérations scientifiques; d) d'un programme relatif à l'environnement pour lequel on aura besoin d'ordinateurs pour fournir une base de données permettant d'évaluer diverses mesures de conservation de l'énergie, en particulier l'aspect "mesologique" de celles-ci. L'administrateur s'occupera des questions d'analyse logique et de programmation et l'agent des services généraux participera aux travaux d'analyse, aidera à établir des graphiques de circulation, à rédiger des programmes machine et à en faire l'essai, à élaborer la documentation de programmation et à contrôler la préparation des données.

6.40 Les ressources nécessaires pour ce programme comprennent également un poste P-5 (celui du Chef du Service administratif de la CEE) qui était inscrit au chapitre 22 G [Services administratifs et financiers (Genève)] du budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977.

Fournitures et accessoires

6.41 Depuis quelques années, la CEE manque, pour exécuter son programme, d'un crédit qui lui permette d'acheter des fournitures et des accessoires, en particulier des livres, des périodiques et autres ouvrages de référence portant sur des domaines d'activités l'intéressant particulièrement. La présente demande est destinée à répondre à ce besoin.

**CHAPITRE 7. – COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE
ET LE PACIFIQUE**

TABLEAU 7.1. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
15 238,5	1 675,9	10,9	692,9	4,5	2 107,2	13,8	4 476	29,3	19 714,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
16 914,4	692,9	117,5	119	694,4	4,1 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Fonds du PNUD pour frais généraux	400
FNUAP	995
Fonds pour frais généraux - Contributions bilatérales	300
Total a)	1 695
b) <u>Projets opérationnels</u>	
PNUD	4 025,7
FNUAP	3 104,2
Contributions bilatérales	3 377
Total b)	10 506,9
Total, a) et b)	12 201,9

Total, coûts directs	31 916,4
-----------------------------	-----------------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

823,3

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	32 739,7
---	-----------------

TABLEAU 7.2 (suite)

	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	Dollars	%		
Programmes		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%		%
D. Appui aux programmes:	1 620	134,9	8,3	(6,9)	(0,4)	216,1	13,3	1 964,1	(0,3)
1. Services de conférence	258,9	30,9	11,9	(32,4)	(12,5)	25,6	9,8	283	(11,1)
2. Gestion des activités de coopération technique	4 159,5	513,8	12,3	600,7	14,4	756,1	18,1	6 030,1	11,7
3. Administration et services communs									
Total	15 238,5	1 675,9	10,9	692,9	4,5	2 107,2	13,8	19 714,5	4,1

TABLEAU 7.3. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	10	11	-	-	10	11
Administrateur hors classe (P-5)	25	25	2	2	27	27
Administrateur de 1ère classe (P-4)	50	50	1	4	51	54
Administrateur de 2ème classe (P-3)	49	50	8	9	57	59
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	32	33	1	1	33	34
Total	168	171	12	16	180	187
Autres catégories :						
Agents locaux	327	352	8	9	335	361
TOTAL GENERAL	495	523	20	25	515	548

TABLEAU 7.4. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

1976-1977		1978-1979	
Organes directeurs		Administration et services communs	
Achat du mobilier nécessaire pour que la Commission puisse se réunir dans les nouveaux locaux	7,1	Achat de mobilier et de matériel pour :	
Planification, projections et politiques relatives au développement		a) l'interprétation	80
Activités préparatoires régionales de la Conférence sur la coopération technique entre pays en développement	24,5	b) la climatisation à commandes autonomes	5
Ressources naturelles		c) la bibliothèque	7,5
Réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'eau (1976)	15,6	d) le laboratoire de langues	25
Science et technique			
Services de consultants et frais de voyage du personnel pour les activités régionales liées à la Conférence sur la science et la technique au service du développement	23		
	70,2		117,5

TABLEAU 7.5. - COUTS INDIRECTS REPARTIS
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Coûts indirects imputés au chapitre 7																
	A				B				C				D				
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	1	2	3
Total	18,4	22,9	172,6	150,5	35,5	32,3	87,2	130,0	78,3	19,5					3,5	1,6	4,9
Chapitre 22.	1,4	3,9	11,5	0,2	0,6	2,7	2,5	1,4	4,3	2,9	0,2	1,2	2,7	1,8	3,5	1,6	4,9
A	1,4	3,9	11,5	0,2	0,6	2,7	2,5	1,4	4,3	2,9	0,2	1,2	2,7	1,8	3,5	1,6	4,9
B	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9
C	1,7	8,0	1,7	0,6	1,8	8,2	6,9	3,5	12,8	9,6	0,6	3,8	0,9	5,5	15,8	4,8	44,5
D	1,7	8,0	1,7	0,6	1,8	8,2	6,9	3,5	12,8	9,6	0,6	3,8	0,9	5,5	15,8	4,8	44,5
E	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
F	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
G	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
H	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
I	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
J	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
K	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
L	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Chapitre 23.	1,8	5,1	7,6	0,3	0,8	1,1	3,3	2,4	5,1	3,8	0,3	1,8	6,4	2,7	12,7	1,9	22,3
(2)	1,8	5,1	7,6	0,3	0,8	1,1	3,3	2,4	5,1	3,8	0,3	1,8	6,4	2,7	12,7	1,9	22,3
(3)	1,8	5,1	7,6	0,3	0,8	1,1	3,3	2,4	5,1	3,8	0,3	1,8	6,4	2,7	12,7	1,9	22,3
(4)	1,8	5,1	7,6	0,3	0,8	1,1	3,3	2,4	5,1	3,8	0,3	1,8	6,4	2,7	12,7	1,9	22,3
(5)	1,8	5,1	7,6	0,3	0,8	1,1	3,3	2,4	5,1	3,8	0,3	1,8	6,4	2,7	12,7	1,9	22,3
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS AU CHAPITRE 23.																	
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	823,3	31916,4	32799,7	4765,5	1189,8	2682,5	132,8	993,3	2581,3	3093,4	2780,6	4605,4	5443,0	119,9	962,2	1882,0	1563,3
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	823,3	31916,4	32799,7	4765,5	1189,8	2682,5	132,8	993,3	2581,3	3093,4	2780,6	4605,4	5443,0	119,9	962,2	1882,0	1563,3

Sous des lettres et chiffres de la première colonne :

Chapitre 22. Administration, Gestion et services généraux

Chapitre 23. Services de conférences et bibliothèques (New York et Genève)

(2) Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion (New York)

(3) Bureau des services financiers (New York)

(4) Bureau des services généraux (New York)

(5) Bureau des services généraux (New York)

REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'EGERER DU CHAPITRE 23 :

A. Direction exécutive et administration

B.1 Services de conférences

B.2 Gestion des activités de coopération technique

B.3 Administration et services communs

C. Direction exécutive et administration

D.1 Services de conférences

D.2 Gestion des activités de coopération technique

D.3 Administration et services communs

Sous des lettres et chiffres des têtes de colonne :

Chapitre 22. Administration, Gestion et services généraux

Chapitre 23. Services de conférences et bibliothèques (New York et Genève)

(2) Services de l'interprétation et des séances

(3) Traductions, édition et dactylographie

(4) Publications et documentation

(5) Bibliothèques

REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'EGERER DU CHAPITRE 23 :

A. Organes directeurs

B. Direction exécutive et administration

C. Programmes d'activités

D.1. Planification, projections et politiques relatives au développement

D.2. Recrutement

D.3. Recrutement

D.4. Recrutement

D.5. Recrutement

D.6. Recrutement

D.7. Recrutement

D.8. Recrutement

D.9. Recrutement

D.10. Recrutement

D.11. Recrutement

D.12. Recrutement

D.13. Recrutement

D.14. Recrutement

D.15. Recrutement

D.16. Recrutement

D.17. Recrutement

D.18. Recrutement

D.19. Recrutement

D.20. Recrutement

D.21. Recrutement

D.22. Recrutement

D.23. Recrutement

D.24. Recrutement

D.25. Recrutement

D.26. Recrutement

D.27. Recrutement

D.28. Recrutement

D.29. Recrutement

D.30. Recrutement

D.31. Recrutement

D.32. Recrutement

D.33. Recrutement

D.34. Recrutement

D.35. Recrutement

D.36. Recrutement

D.37. Recrutement

D.38. Recrutement

D.39. Recrutement

D.40. Recrutement

D.41. Recrutement

D.42. Recrutement

D.43. Recrutement

D.44. Recrutement

D.45. Recrutement

D.46. Recrutement

D.47. Recrutement

D.48. Recrutement

D.49. Recrutement

D.50. Recrutement

D.51. Recrutement

D.52. Recrutement

D.53. Recrutement

D.54. Recrutement

D.55. Recrutement

D.56. Recrutement

D.57. Recrutement

D.58. Recrutement

D.59. Recrutement

D.60. Recrutement

D.61. Recrutement

D.62. Recrutement

D.63. Recrutement

D.64. Recrutement

D.65. Recrutement

D.66. Recrutement

D.67. Recrutement

D.68. Recrutement

D.69. Recrutement

D.70. Recrutement

D.71. Recrutement

D.72. Recrutement

D.73. Recrutement

D.74. Recrutement

D.75. Recrutement

D.76. Recrutement

D.77. Recrutement

D.78. Recrutement

D.79. Recrutement

D.80. Recrutement

D.81. Recrutement

D.82. Recrutement

D.83. Recrutement

D.84. Recrutement

D.85. Recrutement

D.86. Recrutement

D.87. Recrutement

D.88. Recrutement

D.89. Recrutement

D.90. Recrutement

D.91. Recrutement

D.92. Recrutement

D.93. Recrutement

D.94. Recrutement

D.95. Recrutement

D.96. Recrutement

D.97. Recrutement

D.98. Recrutement

D.99. Recrutement

D.100. Recrutement

9/ Représente le coût de l'appui administratif fourni au Service commun Centre par les sociétés transnationales/CSAP.

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

7.1 Les responsabilités de la CESAP en 1978-1979 seront essentiellement les mêmes qu'en 1976-1977. Toutefois, le plan à moyen terme ainsi que les résolutions et décisions des organes délibérants ont mis plus particulièrement l'accent sur certains programmes.

7.2 Ainsi, on donnera un rang de priorité élevé à l'élaboration d'un programme intégré de développement rural. A la demande de la Commission, le Secrétariat de la CESAP a établi un projet de plan régional d'action qui a été examiné par un groupe intergouvernemental d'experts au début de 1979 et présenté à la Commission lors de sa trente-troisième session.

7.3 Le programme de coopération économique entre pays en développement comprend également toute une gamme d'activités nouvelles qui figurent dans le plan à moyen terme telles qu'elles ont été révisées, conformément à la demande formulée par le Comité du programme et de la coordination à sa seizième session (A/31/6/Add.1/Corr.4).

7.4 D'autre part, à ses trente et unième et trente-deuxième sessions, la Commission a décidé d'insister particulièrement sur l'aspect "Transports maritimes, ports et voies navigables" et d'en faire un secteur d'activité distinct. Elle a réorganisé le Comité des transports et des communications en lui assignant deux secteurs d'activité distincts, l'un concernant les transports maritimes, les ports et les voies navigables et l'autre les transports, les communications, le tourisme et la facilitation du trafic international.

7.5 Enfin, afin de mieux intégrer les éléments économique et social du développement, certaines activités du programme qui relevaient jusque-là du programme "Développement social", à savoir le développement, la planification et la recherche dans le domaine social et la mise en valeur des ressources humaines et communautaires, seront transférées au programme "Planification, projections et politiques relatives au développement". Cela permettra à la CESAP de gérer plus efficacement ses activités en matière de développement et de rationaliser ses relations avec le Comité de la planification du développement qu'elle a créé et qui se réunit tous les trois ans.

7.6 Ces modifications des activités de la CESAP ont influé sur son organisation. La Commission a donc consulté à ce propos le Service de gestion administrative et a tiré profit de la visite que le Directeur du Service a faite au siège au début de 1977.

7.7 A l'issue de ces consultations, la Commission a créé une nouvelle division de l'agriculture et du développement rural qui administrera six sous-programmes nouveaux dans le domaine du développement rural en plus des cinq sous-programmes de l'ancien programme agricole.

7.8 L'ancien Bureau du programme et de la coordination renforcé en 1977, dans les limites des ressources existantes, par le transfert d'un poste P-5 et d'un poste P-3, comme il était indiqué dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal de 1976-1977 (A/C.5/31/37), sera encore étoffé de façon à pouvoir en particulier mettre l'accent sur la coopération économique

entre pays en développement, pour répondre aux vœux exprimés à cet égard.

7.9 Les modifications apportées aux programmes "Planification, projections et politiques relatives au développement" et "Développement social" se traduiront entre autres par la suppression de l'actuelle Division du développement social, dont les fonctions seront transférées comme suit à d'autres secteurs du secrétariat :

a) Planification et recherche relatives au développement social et mise en valeur des ressources humaines et communautaires : Division de la planification du développement, et

b) Protection sociale, intégration des femmes et des jeunes au développement et autres activités de l'ancienne Division : Division de la population et des affaires sociales, remplaçant l'ancienne Division de la population.

7.10 Une nouvelle unité administrative sera également créée pour exécuter le programme distinct relatif aux transports maritimes et aux ports. Les ressources nécessaires seront prélevées sur la Division des transports et des communications et sur la Division du commerce international. Ces ressources figurent sous le nouveau programme "Transports maritimes et ports".

7.11 L'organisation de la CESAP, telle qu'elle a été autorisée par le Service de gestion administrative à compter du mois d'octobre 1975, est exposée dans le manuel "Organisation du Secrétariat" [ST/SGB/Organisation, sect. K (II)]. Il sera tenu compte des modifications mentionnées dans le présent projet de budget dans les prochaines versions révisées dudit manuel.

7.12 Comme le Secrétaire général l'indiquait dans son premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1976-1977, la gestion des nouveaux locaux de la CESAP a nécessité de nouveaux services qui n'avaient pas été entièrement prévus dans le projet de budget pour l'exercice biennal en cours. Dans son rapport, le Secrétaire général demandait pour la gestion des nouveaux locaux des crédits additionnels d'un montant de 604 500 dollars pour les frais généraux de fonctionnement ainsi que des crédits additionnels au titre du personnel temporaire et des heures supplémentaires. Il indiquait en même temps que le montant total des crédits additionnels à prévoir figurerait dans le projet de budget pour le prochain exercice biennal. Sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, l'Assemblée générale a approuvé des crédits additionnels de 306 800 dollars seulement pour les frais généraux de fonctionnement. En conséquence, on peut considérer que les ressources demandées pour le maintien des programmes de la CESAP ne correspondent pas entièrement aux dépenses prévues pour 1977. A ce propos, la CESAP a réexaminé avec soin toutes les dépenses relatives à l'administration et aux services communs, pour s'assurer que les crédits demandés pour la gestion des nouveaux locaux étaient absolument obligatoires ou jugés indispensables au bon fonctionnement desdits locaux. Il s'avère tout de même nécessaire de prévoir 308 700 dollars de plus pour les frais généraux de fonctionnement. Ce montant représente à lui seul 1,8 p. 100 de la croissance réelle totale de 4,1 p. 100 proposée pour la CESAP. L'élément croissance des programmes proposé pour la CESAP, mis à part les services d'appui, ne représente ainsi que 2,3 p. 100.

A. - Organes directeurs

TABLEAU 7.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	10,1	-	(10,1)	-	(10,1)	-
Heures supplémentaires	10,1	0,8	(5,5)	0,8	(3,9)	6,1
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	100	3,6	53	24,4	81	181
Location et entretien des locaux	5,5	0,3	-	0,9	1,2	6,7
Location et entretien du matériel	8,2	0,4	-	1,3	1,7	9,9
Communications	11,7	0,5	-	1,9	2,4	14,1
Fournitures et accessoires	18,7	0,9	-	3,1	4	22,7
Mobilier et matériel	7,1	(7,1)	-	-	(7,1)	-
Autres dépenses	2	0,1	-	0,3	0,4	2,4
Total	173,3	(0,5)	37,4	32,7	69,6	242,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
172,8	37,4	-	-	37,4	21,6 %

2) Fonds extra-budgétaires

242,9

Total, coûts directs

-

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

4 522,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

4 765,5

TABLEAU 7.7. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : Organes directeurs

1976-1977		1978-1979	
Achat du mobilier nécessaire pour que la Commission puisse se réunir dans les nouveaux locaux	7,1	Néant	-
	7,1		-

A. – Organes directeurs

7.13 La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique tient une session chaque année. Comme au moment où les présentes prévisions ont été établies on n'avait aucune indication quant au lieu où la Commission se réunirait pour ses trente-quatrième et trente-cinquième sessions (en 1978 et 1979, respectivement), on a présumé que les deux sessions se tiendraient à Bangkok.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Personnel temporaire affecté à des tâches générales et heures supplémentaires

7.14 Les crédits additionnels qui avaient été demandés dans le premier rapport sur l'exécution du programme et du

budget pour 1976-1977 au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales et des heures supplémentaires en vue de renforcer les services de sécurité durant les sessions de la Commission ne seront plus nécessaires puisque 10 agents de sécurité supplémentaires ont été demandés dans le cadre du programme "Administration et services communs" afin de faire face aux besoins accrus dus à l'agrandissement des locaux. Une diminution de 15 600 dollars est donc prévue à ces deux rubriques.

Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions

7.15 Une augmentation de crédit de 53 000 dollars est prévue à cette rubrique pour les interprètes, traducteurs et dactylographes supplémentaires de langues chinoise et russe qui devront être envoyés aux sessions de la Commission afin d'assurer tous les services d'interprétation simultanée et autres services nécessaires.

B. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 7.8. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	532	44,2	78,2	64,2	186,6	718,6
Consultants	7,7	,6	-	1,3	1,9	9,6
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	7,2	-	2	-	2	9,2
Autres dépenses communes de personnel	212,1	23,5	32,4	27,2	83,1	295,2
Frais de voyage du personnel	80,2	3,6	12,4	14,9	30,9	111,1
Total	839,2	71,9	125	107,6	304,5	1 143,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
911,1	125	-	-	125	13,7 %

 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 143,7

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(1 143,7)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

-

TABLEAU 7.9. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	2	-	-	1	2
Administrateur hors classe (P-5)	2	-	-	-	2	-
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	4	-	-	2	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	10	12	-	-	10	12
Autres catégories :						
Agents locaux	7	7	-	-	7	7
Total						
TOTAL GENERAL	17	19	-	-	17	19

B. – Direction exécutive et administration

7.16 Les fonctions de direction exécutive et d'administration demeurent fondamentalement celles qui étaient indiquées dans le projet de budget-programme pour 1976-1977 et qui sont exposées dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. K (II)]. Le Directeur du Service de gestion administrative s'est rendu à la CESAP au début de 1977 et, en collaboration avec le Secrétaire exécutif, il a revu l'organisation de la CESAP compte tenu de son programme de travail. Comme suite aux résolutions 3251 (XXIX) et 3461 (XXX) de l'Assemblée générale relatives à la coopération technique entre pays en développement, la fonction de coordination des programmes sera renforcée. Aux termes de sa résolution 162 (XXXII), la Commission a confié au secrétariat de la CESAP la coordination de la coopération technique entre pays en développement, cette fonction étant assignée au Bureau du programme et de la coordination. D'autre part, en 1974, la Commission a créé un Comité des représentants permanents auprès de la CESAP, et c'est également le Bureau du programme et de la

coordination qui assure la liaison avec ledit comité, tâche dont il s'est acquitté avec un succès croissant. Pour mieux correspondre à ses fonctions véritables, le nom du Bureau a été changé, avec l'accord du Service de gestion administrative, en Bureau de la coordination et du contrôle du programme.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.17 Afin de renforcer le Bureau de la coordination et du contrôle du programme, dont les attributions ont été sensiblement accrues, un poste P-4 du programme "Planification, projections et politiques relatives au développement", un poste P-3 du programme "Développement social" et un poste P-3 du programme "Développement industriel" lui ont été transférés. En même temps, un poste P-5 du programme "Direction exécutive et administration" a été transféré à la nouvelle Division de l'agriculture et du développement rural.

Reclassement de postes

7.18 Vu les responsabilités accrues qui incombent aux commissions régionales du fait de décisions prises par les organes délibérants et d'autres mesures adoptées en vue de décentraliser certaines responsabilités en les confiant aux commissions régionales et de renforcer leurs programmes, le Secrétaire général considère que le moment est venu de reclasser le poste de Secrétaire exécutif compte tenu de cet accroissement considérable des responsabilités du secrétariat de la Commission. Cette proposition a déjà été présentée à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session¹, mais la Cinquième Commission, sur l'avis du Comité consultatif, a recommandé que le Secrétaire général la soumette dans le cadre de son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979.

¹ A/C.5/31/39.

7.19 Vu les responsabilités accrues du Bureau de la coordination et du contrôle du programme et conformément à une recommandation du Service de gestion administrative, il est également proposé de reclasser d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1) le poste de Chef du Bureau.

Frais de voyage du personnel

7.20 Etant donné les tâches supplémentaires qui incombent aux commissions régionales comme suite aux décisions prises par les organes délibérants et à d'autres mesures adoptées en vue de décentraliser certaines responsabilités en les confiant aux commissions régionales, une augmentation de crédit de 12 400 dollars est demandée à cette rubrique.

C. – Programmes d'activité

1. – AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

TABLEAU 7.10. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	181,9	41,5	136,6	35,1	213,2	395,1
Consultants	18,6	0,7	-	3	3,7	22,3
Groupes spéciaux d'experts	15,7	0,6	(16,3)	-	(15,7)	-
Dépenses communes de personnel	76,4	14,8	56	15,1	85,9	162,3
Frais de voyage du personnel	10,8	0,4	-	1,8	2,2	13
Total	303,4	58	176,3	55	289,3	592,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
361,4	176,3	-	26	202,3	55,9 %

TABLEAU 7.10 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		-
	Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u> Contribution bilatérale		280
	Total b)	280
	TOTAL GENERAL	280

Total, coûts directs	872,7
----------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	316,1
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 188,8
---	---------

TABLEAU 7.11. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Agriculture et développement rural

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	-	1	-	-	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	2	-	-	1	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	2	-	-	1	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	4	7	-	-	4	7
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	4	4	-	-	4	4
TOTAL GENERAL	8	11	-	-	8	11

1. – AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

7.21 Dans les budgets-programmes précédents, des fonds étaient alloués à la CESAP pour un programme agricole, qui était exécuté par la Division CESAP/FAO de l'agriculture. Au cours du présent exercice biennal, la FAO a cependant décidé de retirer le personnel affecté à cette division, qui a donc été dissoute et remplacée par une division de l'agriculture, financée par les crédits ouverts antérieurement pour couvrir le coût de la participation de la CESAP aux activités de la Division CESAP/FAO.

7.22 A sa trente-deuxième session, par sa résolution 161 (XXXII), la Commission a prié le Secrétaire exécutif d'élaborer un programme de travail détaillé sur le développement rural et la réforme agraire et de prendre toutes les mesures nécessaires à sa bonne exécution. Il a été tenu compte de cette décision dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, vol. I, par. 2209 à 2212), qui prévoit à la CESAP un programme de développement rural, parmi les grands programmes particuliers aux commissions régionales figurant au chapitre 26 du plan.

7.23 Après que le Service de gestion administrative eut examiné l'application de ces décisions sous l'angle de l'organisation, il a été décidé de créer une division de l'agriculture et du développement rural. Du point de vue du programme, l'agriculture et le développement rural sont si étroitement liés dans la région de la CESAP qu'il paraît indispensable de les administrer comme un programme unique. Pour cette raison, six sous-programmes relatifs au développement rural ont été ajoutés aux cinq sous-programmes de l'ancien programme agricole.

7.24 La FAO continuera à coopérer étroitement au programme de la CESAP et à y contribuer, mais le mandat actuel du Comité du développement agricole de la CESAP devra être modifié pour, d'une part, clarifier la position de la FAO et, d'autre part, incorporer au montant du Comité l'élément développement rural.

7.25 Les 11 sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après. Le développement industriel (ancien sous-programme 3) a été incorporé au sous-programme 10.

Sous-programme 1. Promotion de la coopération agricole régionale

a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 577 à 581.

c) Eléments de programme :

1.1 Programme d'intrants agricoles pour l'Asie et le Pacifique (ARSAP)**.

Produits :

- i) Mise en place d'un service régional d'information et de consultations en matière de commercialisation, de distribution et d'utilisation des produits agro-chimiques;
- ii) Etudes locales sur la commercialisation des engrais au niveau des petites exploitations agricoles;

- iii) Séminaire régional sur la commercialisation et la promotion des engrais aux fins de la production alimentaire dans les petites exploitations, organisé à l'intention de fonctionnaires des gouvernements;
- iv) Réunion d'experts sur la possibilité de transférer à un réseau régional les activités du programme ARSAP/Produits agro-chimiques;
- v) Mise en place d'un réseau régional d'information et de services consultatifs pour la commercialisation, la distribution et l'utilisation des produits agro-chimiques aux fins de la production alimentaire.

Sous-programme 2. Renforcement de la sécurité alimentaire

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 582 à 586

c) Eléments de programme :

2.1 Stabilisation et expansion de l'approvisionnement alimentaire.

Produits :

- i) Création d'un fonds asiatique pour le commerce du riz : mesures complémentaires nécessaires à la mise en œuvre rapide du projet, notamment études sur l'économie rizicole de la région et formulation d'un plan d'opération**;
- ii) Groupe de travail intergouvernemental sur la coopération régionale dans le domaine du riz et sur les problèmes de fonctionnement du Fonds asiatique pour le commerce du riz;
- iii) Contribution régionale à l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale**;
- iv) Etude des perspectives du développement agricole dans la région**;
- v) Consultation d'experts sur l'étude des perspectives du développement agricole dans la région**.

2.2 Diversification de la production agricole et conservation des ressources alimentaires.

Produits :

- i) Etudes et enquêtes régionales sur la répartition des cultures et sur les politiques de commercialisation en vue de promouvoir la production, le commerce et la consommation des céréales secondaires;
- ii) Mise en place d'un mécanisme visant à coordonner l'élaboration d'un programme régional de recherche sur les céréales secondaires, les légumineuses et les racines, et les tubercules**.

Les activités i, ii, iv et v de l'élément de programme 1 seront terminées au cours de l'exercice biennal. Etant donné qu'elles sont financées essentiellement par des fonds extra-budgétaires, leur achèvement ne libérera pas de ressources en personnel.

Sous-programme 3. Amélioration des plans, des programmes et des institutions agricoles

a) Pourcentage des ressources du programme : 10.
b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 592 à 596.

c) Eléments de programme :

3.1 Examen et analyse des plans et des politiques agricoles.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

Produits :

- i) Analyse régionale du développement agricole;
- *ii) Réunion d'experts sur le développement et la planification de l'agriculture (cette activité sera achevée pendant l'exercice biennal);
- *iii) Services consultatifs aux pays membres aux fins de la planification agricole, de l'analyse des politiques et de la mise au point des projets;
- *iv) Séminaire/journées d'étude réunissant des experts nationaux et internationaux et portant sur les méthodes de planification du développement agricole et leurs incidences sur la situation socio-économique (cette activité sera achevée durant l'exercice biennal);
- *v) Organisation de programmes de formation en cours d'emploi dans le domaine de la planification agricole, de l'analyse des projets ou des aspects connexes du développement agricole et rural qui influent sur le développement agro-économique et social.

3.2 Politiques de développement rural visant à améliorer la qualité de la vie dans les zones rurales.

Produits : études/enquêtes régionales et services consultatifs en vue d'accroître la productivité des populations rurales**.

3.3 Utilisation de la main-d'œuvre rurale pour le développement de la production alimentaire et de l'agriculture.

Produits :

- i) Etudes et enquêtes régionales sur les taux et les causes du chômage et du sous-emploi dans les zones rurales**;
- ii) Promotion de programmes d'auto-assistance administrés par des coopératives ou d'autres organismes ruraux.

Sous-programme 4. Diffusion de renseignements sur l'agriculture

- a) Pourcentage des ressources du programme : 10.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 597 à 601.
- c) Eléments de programme :

4.1 Mise au point de programmes d'information agricole pour la région.

Produits :

- i) Etablissement d'une étude sur la situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture dans la région de la CESAP**.
- ii) Mise en place d'un système permettant de diffuser des informations sur les produits agricoles et communication de données plus complètes au Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture;
- iii) Séminaire sur la prévision des récoltes et des rendements, notamment sur l'utilisation éventuelle de la télédétection à cette fin (1978);
- iv) Services consultatifs aux pays membres en vue de

l'amélioration des systèmes d'information nationaux concernant l'alimentation et l'agriculture.

Sous-programme 5. Plans et stratégies de développement rural intégré

- a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2209 à 2212.
- c) Eléments de programme :

*5.1 Planification du développement rural**.

Produits : inventaires des ressources indispensables au développement rural; monographies sur le développement rural et la lutte contre la misère, suivies d'une réunion des planificateurs.

**5.2 Mise au point de techniques pour l'élaboration de projets de développement rural dans certains pays en développement.

Produits : assistance aux pays membres qui en font la demande.

*5.3 Planification du contrôle des programmes de développement rural.

Produits : étude, suivie de journées d'étude.

*5.4 Contribution régionale au développement rural dans le contexte de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement**.

Produits : étude et réunion.

*5.5 Planification régionale en vue du développement équilibré des établissements ruraux.

Produits :

- i) Séminaire itinérant sur l'utilisation du manuel relatif à l'aménagement des centres ruraux;
- ii) Séminaire sur l'organisation et les fonctions des services régionaux de développement, à l'intention des pays en développement de la région de la CESAP;
- iii) Réunion d'experts sur le rôle des facteurs démographiques dans la planification des programmes de développement communautaire;
- *iv) Etude comparée du rôle des facteurs démographiques dans la planification et l'exécution des programmes de développement communautaire.

Sous-programme 6. Conservation et accroissement des ressources agricoles naturelles

a) Ce sous-programme, ancien sous-programme 3 du programme 6 dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, vol. I), a été incorporé au programme de développement rural intégré.

b) Pourcentage des ressources du programme : 5.

c) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 587 à 591.

d) Eléments de programme :

6.1 Conception régionale coordonnée de la conservation des ressources.

Produits :

- i) Inventaire des ressources forestières, hydrauliques et halieutiques;
- ii) Séminaires et journées d'étude sur les politiques de conservation des ressources;
- iii) Assistance technique et services consultatifs régionaux.

* Nouvel élément de programme

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

Sous-programme 7. Cadre institutionnel du développement rural intégré

- a) Pourcentage des ressources du programme : 15.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2209 à 2212.

c) Eléments de programme :

- *7.1 Structures communautaires, institutions rurales au service des petits cultivateurs et organisations en faveur des groupes démunis.

Produits :

- i) Etude et évaluation de l'efficacité des institutions;
 - ii) Missions sur le terrain et réunions de groupes;
 - iii) Assistance aux pays membres qui en font la demande.
- *7.2 Problèmes que pose la décentralisation de la gestion administrative du développement rural : monographies et journées d'étude**.
 - 7.3 Participation de la population (en particulier des organismes féminins et des organisations de jeunesse) au développement rural et gestion des institutions au niveau local.

Produits :

- i) Promotion de programmes de formation mobiles destinés aux pays en développement sans littoral et insulaires et portant sur les domaines suivants : protection sociale, développement communautaire, coopératives, administration locale et formation des femmes et des jeunes;
- ii) Réunion régionale consécutive à l'activité susmentionnée et visant à examiner les méthodes pratiques de diagnostic local permettant de définir des stratégies de développement local plus réalistes;
- iii) Atelier de formation aux méthodes et aux techniques visant à faire participer la population au développement local (en particulier grâce à la formation de volontaires).

Coordination : tous les organismes des Nations Unies s'intéressant au développement rural et les organisations non gouvernementales intéressées, en particulier l'Institut asiatique de développement, le Centre asiatique d'administration du développement et le Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires.

Sous-programme 8. Mobilisation des ressources autres que les ressources humaines aux fins du développement rural intégré

- a) Pourcentage des ressources du programme : 7.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2209 à 2212.
- c) Eléments de programme :

- *8.1 Mobilisation des ressources fiscales aux fins du développement rural et échange de renseignements**.

Produits : études.

- 8.2 Exploitation des sources d'énergie non classiques**.

Produits :

- i) Assistance pour l'utilisation des techniques d'exploitation des gaz de fermentation;

- ii) Appui à un programme régional de recherche-développement touchant l'exploitation des gaz de fermentation;
- iii) Assistance pour l'utilisation des techniques d'exploitation de l'énergie solaire et éolienne;
- iv) Appui aux activités régionales de recherche-développement touchant l'exploitation de l'énergie solaire et éolienne.

- 8.3 Mise en valeur, utilisation et gestion des ressources en eau aux fins du développement rural.

Produits :

- i) Suite à donner aux recommandations de la réunion régionale préparatoire et de la Conférence des Nations Unies sur l'eau;
 - ii) Mesures destinées à améliorer l'efficacité des projets d'irrigation;
 - iii) Groupe d'experts sur la sécheresse.
- *8.4 Aménagement et utilisation des ressources en eau pour le réseau des voies navigables intérieures (transports)**.

Produits : études, séminaires, assistance technique et échange de renseignements en vue de la mobilisation et de l'utilisation plus efficace des ressources autres que les ressources humaines.

Coordination : tous les organismes des Nations Unies s'intéressant au développement rural, en particulier la FAO, l'ONUDI et le Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports.

Sous-programme 9. Infrastructure matérielle du développement rural intégré

- a) Pourcentage des ressources du programme : 7.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2209 à 2212.

c) Eléments de programme :

- 9.1 Développement intégré des transports et des communications dans les zones rurales**.

Produits :

- i) Amélioration des charrettes à traction animale, des véhicules à traction humaine et des moyens de transport par voie navigable dans les zones rurales : recherches et études sur les aspects techniques, suivies de journées d'étude, de réunions d'experts, de cours de formation et d'une assistance aux pays membres qui en font la demande;
- ii) Développement des transports routiers et ferroviaires multimodaux les plus appropriés pour le transport des produits agricoles et la distribution des marchandises de première nécessité dans les zones rurales : études et enquêtes, suivies de journées d'étude/séminaires et d'une assistance aux pays membres;
- iii) Aménagement et amélioration des voies navigables intérieures, des flottes de cabotage et de transport entre îles, des ports et des installations connexes.

- 9.2 Logements et équipements collectifs dans les zones rurales.

Produits :

- i) Groupe consultatif sur l'amélioration des établissements ruraux;

* Nouvel élément de programme.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

- ii) Séminaire sur l'organisation et les attributions des organismes nationaux s'occupant des logements ruraux et des équipements collectifs dans les zones rurales en Asie et dans le Pacifique.

Sous-programme 10. Productivité et technologie dans le cadre du développement rural intégré

- a) Pourcentage des ressources du programme : 11.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 959 à 963 et 2209 à 2212.

c) Eléments de programme :

- 10.1 Mise au point d'un programme intégré d'agro-industries et d'industries rurales dans la région de la CESAP.
 10.2 Mise au point de techniques adaptées aux zones rurales, et en particulier aux petites exploitations.

Produits :

- i) Consultations intergouvernementales sur les principaux problèmes que pose le développement rural intégré, suivies d'un atelier sur les techniques appropriées:

- ii) Assistance aux gouvernements des pays membres qui en font la demande**.

- 10.3 Production de biens de consommation courante afin de répondre aux besoins fondamentaux des groupes démunis des zones rurales, en particulier possibilités de coopération technique entre pays en développement aux fins d'accroître cette production.

Produits : étude régionale, suivie d'une réunion régionale et de journées d'étude**.

Sous-programme 11. Centre d'échange de renseignements pour le développement rural intégré

- a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2209 à 2212.

c) Eléments de programme :

- 11.1 Collecte et diffusion d'informations sur le développement rural et assistance aux pays membres.
 11.2 Assistance technique en vue de la mise en place de réseaux d'information et de centres nationaux d'échange de renseignements sur la population**.

*Accroissement des ressources
 (aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.26 Afin de renforcer la Division de l'agriculture et du développement rural et pour qu'elle soit dotée du personnel d'encadrement nécessaire, un poste d'administrateur général (D-1) de la Division de la population et un poste d'administrateur hors classe (P-5) du Cabinet du Secrétaire exécutif lui seront transférés.

Poste nouveau

7.27 A sa trente-deuxième session, la Commission a adopté la résolution 161 (XXXII) relative au programme intégré de développement rural. Conformément au mandat qui lui a été confié en vertu de cette résolution et étant donné que le développement rural a été classé parmi les activités prioritaires de la CESAP, le secrétariat a défini dans ce nouveau domaine les grandes lignes d'un programme de travail, qui comprend les éléments suivants : a) plans et stratégies; b) cadre institutionnel; c) mobilisation et utilisation des ressources autres que les ressources humaines et d) infrastructure matérielle du développement rural intégré. Il est donc proposé de renforcer le programme "Agriculture et développement rural" en y affectant un nouveau poste P-3, dont le titulaire s'acquitterait des tâches suivantes :

- i) Etudier la conjoncture socio-économique actuelle, en particulier en ce qui concerne le développement rural, évaluer les stratégies de développement, et faire des études analytiques sur les principaux problèmes socio-économiques qui se posent dans la région;
- ii) Aider à favoriser et à mettre au point des programmes et des projets de développement rural;
- iii) Aider à coordonner les activités de développement rural exécutées dans d'autres secteurs du programme à l'échelle du secrétariat;
- iv) Appuyer l'action menée par les gouvernements des pays de la région pour encourager ou améliorer le développement des zones rurales;
- v) Maintenir la liaison avec les services de l'ONU, les institutions spécialisées, les institutions régionales et sous-régionales, et les organismes nationaux et autres qui s'intéressent au développement rural.

Groupes spéciaux d'experts

7.28 Sur le crédit de 16 300 dollars qui avait été ouvert à ce titre pour le présent programme, un montant de 15 000 dollars a été transféré au programme "Développement industriel" et le solde à d'autres programmes.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

2. - PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

TABLEAU 7.12. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	781,2	90,6	73,8	92,6	257	1 038,2
Personnel temporaire pour les réunions	24,5	(24,5)	-	-	(24,5)	-
Consultants	30,7	1,3	-	5	6,3	37
Groupes spéciaux d'experts	-	-	12	1,9	13,9	13,9
Dépenses communes de personnel	306,5	49,3	30	41,6	120,9	427,4
Frais de voyage du personnel	16,5	0,4	2,2	3,1	5,7	22,2
Imprimerie et reliure	44,1	1,5	6,6	8,2	16,3	60,4
Total	1 203,5	118,6	124,6	152,4	395,6	1 599,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 322,1	124,6	-	-	124,6	9,4 %

 2) Fonds extra-budgetaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	-
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Fonds pour assistance bilatérale	279
Total b)	279
TOTAL GENERAL	279

Total, coûts directs	1 878,1
-----------------------------	----------------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

804,2

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 682,3
---	----------------

TABLEAU 7.13. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Planification, projections et politiques relatives au développement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	5	-	-	3	5
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	3	-	-	4	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	5	5	-	-	5	5
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	5	5	-	-	5	5
Total	18	19	-	-	18	19
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	12	13	-	-	12	13
TOTAL GENERAL	30	32	-	-	30	32

TABLEAU 7.14. - DEPENSES NON RENOUEVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : Planification, projections et politiques relatives au développement

1976-1977		1978-1979	
Activités régionales préparatoires à la Conférence sur la coopération technique entre pays en développement	24,5	Néant	-
	24,5		-

2. - PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

7.29 Le présent programme et le programme "Développement social" sont présentés séparément pour l'exercice 1978-1979 comme ils l'étaient dans le budget-programme de l'exercice 1976-1977.

7.30 Néanmoins, pour le prochain exercice, il est proposé de transférer au programme "Planification, projections et politiques relatives au développement" un certain nombre des activités qui relevaient du programme "Développement social", ce qui permettra d'appliquer une conception plus unifiée du développement, comme prévu dans les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. En changeant de nom et en modifiant le titre de l'étude qu'elle publie tous les ans, la Commission a fait un pas dans cette direction; elle en a fait un second en rationalisant son organisation en ce qui concerne les conférences et en créant un comité de la planification du développement qui doit se réunir une fois tous les trois ans. L'intégration matérielle et fonctionnelle des activités pertinentes de la Division du développement social à celles de la Division de la planification du développement et de la Division de la population constituera une troisième étape. Cette proposition a été examinée par le Service de gestion administrative. Plus précisément, le sous-programme 2 du programme "Développement social" (référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981, vol. 1, par. 1865-1868, "Identification des tendances sociales") a été transféré au sous-programme 1 du programme "Planification, projections et politiques relatives au développement" qui s'intitule "Stratégies, techniques et études du développement". Les autres sous-programmes du programme "Développement social", à savoir "Participation de la population" et "Protection sociale", continuent à faire partie de ce programme. Néanmoins, sur le plan de l'organisation, on a l'intention d'éliminer progressivement la Division du développement social, et les activités qu'elle continue à assurer, y compris la protection sociale, seront transférées à la nouvelle Division de la population et des questions sociales.

7.31 Enfin, le programme "Administration publique", pour lequel des crédits étaient prévus séparément dans le budget de l'exercice 1976-1977, sera intégré au programme "Planification, projections et politiques relatives au développement", en tant que sous-programme intitulé "Systèmes administratifs".

7.32 Les cinq sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Stratégies, techniques et études du développement

a) Pourcentage des ressources du programme : 55.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. 1, par. 341 à 345 et 1865 à 1868.

c) Eléments de programme :

1.1 Examen et évaluation de la Stratégie internationale du développement et étude de l'évolution économique et sociale de la région de la CESAP.

Produits :

- i) *Troisième opération biennale d'examen et d'évaluation;*
- ii) Groupe d'experts des politiques et de la planification du développement (1978);
- iii) Etude : examen de l'évolution récente et des tendances nouvelles, étude d'un sujet particulier (1979);
- iv) Groupe d'experts des politiques et de la planification du développement (1979).

1.2 Formulation au niveau régional d'une stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Produits :

- i) Etude sur les nouvelles structures et stratégies;
- ii) Troisième réunion du Groupe de consultants sur les structures et les stratégies;
- iii) Rapports complémentaires.

Coordination : Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement.

*1.3 Evolution structurelle, tendances et projections à long terme du développement économique et social de la région de la CESAP.

Produits :

- i) Etude de l'évolution de 1950 à 1975;
- ii) Projections à long terme;
- iii) Journées d'étude régionales sur les tendances et les projections.

Coordination : Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

1.4 Analyse des politiques à court terme et à moyen terme visant à résoudre les problèmes économiques et sociaux des pays d'Asie et du Pacifique**.

Produits :

- i) Etude sur la politique fiscale considérée comme un instrument de la planification du développement;
- ii) Etude sur la gestion de l'économie en période d'inflation persistante;
- iii) Etude sur les politiques et la planification du développement social;
- iv) Séminaire de planificateurs principaux sur les problèmes socio-économiques et les politiques à court terme.

Coordination : Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement.

1.5 Analyse des problèmes liés à la pauvreté, de la participation sociale et de la planification axée sur la lutte contre la pauvreté en vue du développement rural dans les pays de l'Asie et du Pacifique**.

* Nouvel élément de programme.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

Produits :

- i) Monographies sur des groupes de villages, documents et études sur la participation sociale;
 - ii) Groupe d'experts de la participation sociale et de la planification axée sur la lutte contre la pauvreté (1978);
 - iii) Autres études sur des questions critiques.
- 1.6 Techniques de planification rurale infranationale et verticale pour le développement social et économique des Etats membres de la CESAP**

Produits :

- i) Etude sur la planification verticale et la participation locale et régionale;
- ii) Etudes complémentaires sur la planification infranationale en vue d'un développement rural intégré;
- iii) Journées d'études de planificateurs principaux sur les stratégies et les techniques applicables au secteur rural.

Coordination : Centre asiatique d'administration du développement, Centre des Nations Unies pour le développement régional.

- 1.7 Projets pilotes dans certaines zones rurales d'Asie afin d'aider à mettre au point un système de comptabilité du revenu national à orientation sociale**.

Produits : enquêtes pilotes, recommandations finales.

Coordination : Instituts nationaux de recherche.

- 1.8 Assistance aux Etats membres pour la mise au point de méthodes et de techniques de planification.

Produits :

- i) Services consultatifs sur les politiques et la planification économiques**;
 - ii) Services consultatifs pour l'amélioration des techniques en vue d'unifier les méthodes.
- 1.9 Programme de publications sur la planification du développement.

Produits :

- i) *Etude de 1977 et Troisième opération biennale d'examen et d'évaluation;*
 - ii) *Economic Bulletin*, publication biennale.
 - iii) Série de monographies publiées de temps à autre dans les *Documents sur le développement*.
- 1.10 Troisième session du Comité de la planification du développement.

Produits : session et rapport (fin 1979).

Sous-programme 2. Coopération économique¹

- a) Pourcentage des ressources du programme : 15.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 346 à 349.
- c) Eléments de programme :

- 2.1 Assistance à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est pour l'harmonisation de la planification et des politiques, l'analyse socio-économique des arrangements de complémentarité et des projets communs et la mise au point de l'infrastructure appropriée**.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

¹ Voir également les activités de coopération économique au titre du programme relatif aux matières premières et aux produits de base.

Produits :

- i) Evaluation des propositions concernant certains secteurs, et services et appui nécessaires;
- ii) Etude sur la coordination des plans et le cadre institutionnel nécessaires pour porter au maximum les avantages économiques de la coopération;
- iii) Journée d'étude sur le secteur public et/ou le secteur privé.

Coordination : Programme des Nations Unies pour le développement, Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

- 2.2 Assistance pour la coopération économique entre le Forum du Pacifique sud et d'autres pays insulaires en développement**.

Produits :

- i) Définition et évaluation socio-économique de propositions concernant l'industrie et le secteur des services;
- ii) Etude sur la coordination des plans et le cadre institutionnel nécessaires pour porter au maximum les avantages économiques de la coopération;
- iii) Journées d'étude et/ou consultations intergouvernementales.

Coordination : Commission du Pacifique sud, Equipe consultative des Nations Unies pour le développement, Bureau de coopération économique du Pacifique sud.

- 2.3 Assistance pour la coordination des plans, la coopération en matière de développement technologique et l'intégration de certaines industries entre groupes de pays sans arrangements sous-régionaux permanents**.

Produits :

- i) Evaluation des possibilités de coopération dans des secteurs stratégiques;
- ii) Etude des aspects économiques de la coopération pour la mise au point, le transfert et l'adaptation de techniques;
- iii) Participation à des services d'information économique sur les engrais pour la région;
- iv) Journées d'étude et/ou consultations intergouvernementales.

Coordination : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Banque asiatique de développement, Centre régional de transfert de technologie, Centre international de développement des engrais.

- 2.4 Services de surveillance et de diffusion pour promouvoir la coopération entre organismes et favoriser les arrangements de coopération économique.

Produits :

- i) Recensement de tous les organismes régionaux et sous-régionaux, et échange d'informations entre eux;
- ii) Etudes sur des cas connus de coopération économique dans les sous-régions de la CESAP et ailleurs.

Coordination : Tous les organismes régionaux et sous-régionaux, tous les groupes économiques sous-régionaux, par exemple, le Groupe andin.

Sous-programme 3. Transferts de ressources financières extérieures

- a) Pourcentage des ressources du programme : 15.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 350 à 355.

c) Eléments de programme :

3.1 Analyse des politiques et des problèmes des Etats membres en matière de balance des paiements**.

Produits :

- i) Etude sur l'évolution de la conjoncture économique internationale et sur les problèmes et mécanismes d'ajustement des Etats membres;
- ii) Journées d'étude sur la balance des paiements, à l'intention de consultants et d'experts;
- iii) Etude sur les effets nets des activités d'exportation, telles que le tourisme, sur le transfert des ressources financières;
- iv) Groupe d'experts sur les transferts de ressources financières extérieures.

Coordination : BIRD, FMI, Banque asiatique de développement, Organisation des pays exportateurs de pétrole, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

3.2 Analyse de l'utilisation de l'aide au développement par les Etats membres, de leurs politiques à cet égard et des stratégies des pays donateurs**.

Produits :

- i) Etude concernant l'utilisation de l'aide au développement et ses effets sur les différents secteurs, en particulier le secteur rural;
- ii) Etude sur les effets des politiques, fiscales entre autres, des gouvernements bénéficiaires;
- iii) Etude sur les stratégies des pays donateurs et les conditions dont sont assortis les programmes d'aide au développement;
- iv) Séminaire sur l'assistance au développement, à l'intention de hauts fonctionnaires chargés de la planification.

Coordination : BIRD, FMI, Banque asiatique de développement, Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Sous-Programme 4. Systèmes administratifs pour le développement

a) Pourcentage des ressources du programme : 5
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 356 à 360.

c) Eléments de programme :

4.1 Formulation de systèmes d'administration, d'information et d'exécution à l'intention des Etats membres**.

Produits :

- i) Systèmes administratifs pour l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté;
- ii) Système de contrôle et d'information au service de la planification du secteur agricole;
- iii) Schéma général d'un système d'exécution des programmes dans un secteur particulier des services sociaux, la santé par exemple.

Coordination : Centre asiatique d'administration du développement, FAO, OMS.

4.2 Programmes et ateliers de formation sur l'administration du développement**.

Produits :

- i) Formation des cadres de l'administration publique;

- ii) Formation à la gestion agricole;
- iii) Atelier nationaux concernant l'appui administratif aux stratégies du développement.

Coordination : Centre asiatique d'administration du développement, FAO.

4.3 Services consultatifs aux Etats membres concernant les aspects de l'exécution des plans nationaux relatifs à l'administration du développement**

Coordination : Centre asiatique d'administration du développement.

Sous-programme 5. Coopération dans le domaine des matières premières et des produits de base

a) Pourcentage des ressources du programme : 10.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2201 à 2206.

c) Eléments de programme :

5.1 Assistance au secrétariat de l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel et aux pays producteurs de caoutchouc naturel**.

Produits :

- i) Etude sur les mécanismes visant à permettre au caoutchouc naturel de mieux soutenir la concurrence avec le caoutchouc synthétique sur les marchés internationaux;
- ii) Etude sur les mécanismes visant à stabiliser et à accroître les recettes d'exportation;
- iii) Etude sur le traitement du caoutchouc et la fabrication de produits en caoutchouc par les pays producteurs eux-mêmes;
- iv) Journées d'étude sur les politiques de coopération.

Coordination : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, FAO, GATT, Association des pays producteurs de caoutchouc naturel.

5.2 Assistance au secrétariat de la Communauté de la noix de coco en Asie et dans le Pacifique et aux pays producteurs de noix de coco en Asie et dans le Pacifique**.

Produits :

- i) Etudes sur la concurrence d'autres huiles et graisses et des produits de remplacement d'autres produits dérivés de la noix de coco;
- ii) Etudes en vue d'élargir la Communauté de la noix de coco et de stabiliser les recettes d'exportation;
- iii) Etudes sur les possibilités d'accroître les opérations de transformation dans les pays producteurs ou au sein de groupes de coopération;
- iv) Journées d'étude sur les politiques de coopération.

Coordination : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, FAO, GATT, Communauté de la noix de coco en Asie et dans le Pacifique.

5.3 Assistance au secrétariat de la Communauté du poivre et aux pays producteurs de poivre de la région**.

Produits :

- i) Etudes sur l'élargissement de la Communauté et sur la stabilisation ou l'accroissement des recettes d'exportation;
- ii) Journée d'étude ou consultations intergouvernementales.

Coordination : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, FAO, GATT, Communauté du poivre.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

5.4 Encouragement à la coopération multinationale ou à la conclusion d'arrangements officiels concernant les produits de base qui posent des problèmes, tels que le thé, le jute et les fibres apparentées, les peaux et les cuirs, l'huile de palme, les feuillus tropicaux, l'étain, d'autres minéraux et leurs dérivés**.

Produits :

- i) Etudes sur la portée des mécanismes de coopération dans les domaines de la production, de la transformation et de la commercialisation;
- ii) Journées d'étude sur des problèmes communs ou consultations intergouvernementales visant à créer de nouvelles communautés de produits.

Coordination : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Association des pays du Sud-Est asiatique producteurs de bois d'œuvre, Centre d'étude et de recherche sur l'étain de l'Asie du Sud-Est.

5.5 Encouragement à la coopération interrégionale et interproduits entre les pays en développement pour favoriser la recherche de solutions concertées aux problèmes des matières premières.

Produits :

- i) Application du programme intégré de la CNUCED pour les produits de base particuliers à la région;
- ii) Encouragement à la coopération entre associations de producteurs pour la fabrication de produits complémentaires et de produits de remplacement.

Coordination : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, toutes les communautés de produits, Programme d'action des Nations Unies pour la coopération économique.

5.6 Etudes sur la coopération régionale dans le domaine de la promotion des échanges de produits agricoles et études de marché sur diverses matières premières dont l'exportation présente un intérêt pour les pays membres de la CESAP**.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

Produits : Environ trois études.

Coordination : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, GATT, FAO.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.33 Le tableau d'effectifs proposé pour la Division de la planification du développement tient compte des transferts de poste ci-après :

- a) Un poste P-5 et un poste P-3 transférés de la Division du développement social (voir plus haut, par. 7.30);
- b) Un poste P-5 et un poste d'agent local transférés de l'ancienne Division de l'administration publique (voir plus haut, par. 7.31);
- c) Un poste d'agent local transféré du programme relatif à la science et à la technique (voir plus loin par. 7.72);
- d) Un poste P-4, un poste P-3 et un poste d'agent local transférés aux programmes "Direction exécutive et administration", "Commerce international" et "Science et technique", respectivement (voir les textes correspondant à ces trois programmes).

Groupes spéciaux d'experts

7.34 Un crédit de 12 000 dollars est demandé à ce titre pour convoquer une réunion d'un groupe spécial d'experts sur le transfert des ressources financières extérieures.

Frais de voyage du personnel

7.35 Une augmentation de crédit de 2 200 dollars est prévue à ce titre, compte tenu des activités accrues.

Impri-merie

7.36 Une augmentation de crédit de 6 600 dollars est demandée à ce titre pour permettre d'élargir le programme de publications.

3. - ENVIRONNEMENT
 TABLEAU 7.15. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	7,3	(7,3)	55,8	5,9	54,4	61,7
Dépenses communes de personnel	2,9	(2,9)	22,8	2,5	22,4	25,3
Frais de voyage du personnel	-	-	2	0,3	2,3	2,3
Total	10,2	(10,2)	80,6	8,7	79,1	89,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	80,6	-	-	80,6	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	89,3
----------------------	------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	43,5
--	------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	132,8
--	-------

TABLEAU 7.16. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Environnement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	-	1	-	-	-	1
Autres catégories :						
Agents locaux	-	1	-	-	-	1
TOTAL GENERAL	-	2	-	-	-	2

3. - ENVIRONNEMENT

7.37 Ce programme est exécuté par la Division de l'industrie, de l'habitation et de la technique.

7.38 Les produits prévus au titre de ce programme pour l'exercice biennal sont indiqués ci-après :

- a) Pourcentage des ressources du programme : 100.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 484 à 487.
- c) Produits :
 - i) Equipe opérationnelle de l'environnement**;
 - ii) Suite à donner à la réunion intergouvernementale sur la législation relative à la protection de l'environnement; notamment rapport sur l'état de la législation de l'environnement dans la région de la CESAP et recommandations quant aux mesures à prendre à l'avenir;
 - iii) Préparatifs d'une conférence régionale sur l'environnement**;
- *iv) Etude des méthodes et des coûts de la lutte contre la pollution dans diverses industries, publication de rap-

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

ports techniques sur les méthodes et les techniques de lutte contre la pollution industrielle et effets des projets de développement sur l'environnement,

- *v) Séminaire sur l'analyse fonctionnelle dans le domaine de l'environnement.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes permanents

Transfert de postes

7.39 Comme il était indiqué dans le premier rapport sur l'exécution du budget et du programme pour l'exercice biennal 1976-1977, un poste P-4 et un poste d'agent local autorisés pour le programme "Environnement" avaient été transférés au Programme "Développement industriel". Vu l'importance croissante accordée aux activités relatives à l'environnement, on considère maintenant que le programme devrait redevenir une entité distincte, et à laquelle seraient retransférés les deux postes susmentionnés.

* Nouvel élément de programme.

4. - ETABLISSEMENTS HUMAINS

TABLEAU 7.17. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	145,9	13,7	-	15,7	29,4	175,3
Dépenses communes de personnel	59,8	5,4	-	6,9	12,3	72,1
Frais de voyage du personnel	5,4	0,3	-	0,9	1,2	6,6
Total	211,1	19,4	-	23,5	42,9	254

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
230,5	-	-	-	-	- %

TABLEAU 7.17 (suite)

 2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1976-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
	Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUD		439
Contribution bilatérale		120
	Total b)	559
	TOTAL GENERAL	559

Total, coûts directs	813
----------------------	-----

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	180,3
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	993,3
--	-------

TABLEAU 7.18. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Etablissements humains

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	3	3	-	-	3	3
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	2	2	-	-	2	2
TOTAL GENERAL	5	5	-	-	5	5

Frais de voyage du personnel

7.40 Outre les postes permanents visés ci-dessus, un crédit de 2 000 dollars prévu à la présente rubrique avait été transféré au programme "Développement industriel". Il est maintenant proposé d'allouer à nouveau le crédit nécessaire à ce titre au programme distinct relatif à l'environnement.

4. – ETABLISSEMENTS HUMAINS

7.41 Ce programme est exécuté par la Division de l'industrie, de l'habitation et de la technique. Outre le programme exposé dans le plan à moyen terme, la CESAP exécutera dans sa région les mandats découlant des décisions prises à Habitat, Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, qui a eu lieu à Vancouver en 1976.

7.42 Les produits prévus au titre de ce programme pour l'exercice biennal sont indiqués ci-après :

a) Pourcentage des ressources du programme : 100.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 782 à 789.

c) *Produits* :

- i) Assistance en vue de renforcer les installations des centres régionaux des Nations Unies pour l'habitation à New Delhi (Inde) et à Bandura (Indonésie), aux fins de l'exécution de leur programme de travail et de l'expansion de leur action régionale, notamment renforcement de la formation concernant divers aspects du logement et des équipements collectifs auxiliaires;
- ii) Programme intégré pour l'amélioration des taudis et des colonies de squatters**;
- iii) Assistance en vue de définir et d'appliquer des politiques et des programmes nationaux dans le domaine des établissements humains**;
- iv) Aide aux pays en développement touchant la formulation et l'exécution de projets de financement de la construction de bâtiments, des infrastructures et des équipements et services liés aux établissements humains**;
- v) Aide aux pays en développement aux fins de l'adoption et de l'utilisation des techniques de normalisation, de la coordination modulaire et d'autres méthodes nouvelles de construction;
- vi) Séminaire itinérant sur la normalisation et la construction par éléments**;
- vii) Réunion d'un groupe d'experts sur les normes applicables aux établissements humains (1979)**;
- viii) Séminaire sur l'organisation et les fonctions des services régionaux chargés du développement dans les pays en développement de la région de la CESAP (1979)**;
- ix) Séminaire sur l'utilisation des terrains urbains et la réglementation des établissements humains (1979)**;
- x) Séminaire sur la gestion des établissements humains (1979)**.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

5. - DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

TABLEAU 7.19. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	711,5	79,1	(86,8)	72	64,3	775,8
Consultants	19,4	0,7	-	3,1	3,8	23,2
Groupes spéciaux d'experts	-	-	15	1,5	16,5	16,5
Dépenses communes de personnel	271,6	51,4	(35,6)	31,6	47,4	319
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	9,8	0,4	(10,2)	-	(9,8)	-
Autres voyages autorisés du personnel	16,9	0,5	-	2,7	3,2	20,1
Imprimerie et reliure	10,8	0,4	0,5	1,9	2,8	13,6
Total	1 040,00	132,5	(117,1)	112,8	128,2	1 168,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 172,5	(117,1)	-	-	(117,1)	(9,9) %

TABLEAU 7.19 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		-
	Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>		646,7
PNUD		120
Contribution bilatérale		
	Total b)	766,7
	TOTAL GENERAL	766,7

Total, coûts directs	1 934,9
----------------------	---------

646,4

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 581,3
---	---------

TABLEAU 7.20. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Développement industriel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	6	5	-	-	6	5
Administrateur de 2ème classe (P-3)	5	4	-	-	5	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	15	13	-	-	15	13
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	13	13	-	-	13	13
TOTAL GENERAL	28	26	-	-	28	26

5. - DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

7.43 Ce programme est exécuté par la Division de l'industrie.

7.44 Comme il est indiqué dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1, vol. I, par. 952), une réunion des ministres de l'industrie de la région doit, en 1979, faire suite à des réunions préparatoires de planificateurs de niveau élevé. L'objectif sera d'examiner les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration de Lima dans la région de la CESAP, en vue de définir un plan permettant de poursuivre et d'accélérer ces progrès.

7.45 Les trois sous-programmes qui constituent ce programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après. L'ancien sous-programme 3, "Projets industriels ruraux", a été transféré au programme "Agriculture et développement rural" en tant que sous-programme 10. D'autre part, deux sous-programmes qui faisaient auparavant partie du programme "Science et technique", à savoir l'ancien sous-programme 2, "Transfert des techniques", et l'ancien sous-programme 3, "Utilisation des techniques", ont été incorporés aux sous-programmes 1, 2 et 3 du présent programme.

Sous-programme 1. Planification et programmation industrielles

a) Pourcentage des ressources du programme : 50.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 949 à 953 et par. 1709 à 1719.

c) Produits :

- i) Examen et évaluation du progrès industriel;
- ii) Etudes et assistance technique pour améliorer les mécanismes de planification, de programmation et d'évaluation des pays membres;
- iii) Etudes sur l'amélioration de l'efficacité des industries du secteur public;
- iv) Etudes sur la création d'usines de ferro-alliages, les textiles, les fibres et matériaux d'emballage, les fibres synthétiques et les articles électroniques;
- v) Publication de l'*Asian Industrial Development News* et du *Bulletin de la petite industrie*;
- vi) Réunion d'un groupe d'experts sur la suite à donner à la Réunion ministérielle des pays asiatiques et préparatifs de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et de la troisième Conférence générale de l'ONUDI**;
- vii) Journées d'étude sur la promotion des exportations de produits industriels et la diversification des exportations, en particulier de produits alimentaires, de textiles et de chaussures**;
- viii) Suite à donner aux journées d'étude consacrées à la petite industrie sidérurgique et à la production de fer spongieux**;
- ix) Suite à donner aux enquêtes industrielles effectuées dans des pays insulaires du Pacifique et assistance pour l'implantation d'une industrie d'amorçage dans les pays sans littoral**;

- x) Formation d'opérateurs, de techniciens, d'ingénieurs et de personnel d'encadrement dans l'industrie de la machine-outil et formation aux méthodes de fonderie;
- xi) Ateliers régionaux itinérants sur l'industrie de la machine-outil;
- xii) Etudes sur les techniques appliquées dans certaines industries de base;
- xiii) Etudes sur les rapports entre le capital et la main-d'œuvre dans les grandes et moyennes entreprises;
- xiv) Etudes, à l'échelon sectoriel, des problèmes que pose le transfert des techniques, y compris les conditions de ce transfert et leurs incidences, et promotion des échanges de données d'expérience entre pays en développement;
- xv) Assistance aux pays membres pour la définition des politiques touchant l'élaboration et l'application d'un code de conduite international pour le transfert des techniques, et pour la révision du système de brevets;
- xvi) Etudes sur la transformation plus poussée de certains produits de base comme l'huile de palme, le jute, le tapioca et les noix de cajous;
- xvii) Assistance technique pour résoudre les problèmes des secteurs industriels grâce à l'utilisation de procédés consommant relativement peu d'énergie**;

Sous-programme 2. Meilleure utilisation des capacités industrielles

a) Pourcentage des ressources du programme : 15.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, paragraphes 954 à 958 et 1709 à 1719.

c) Produits :

- i) Journées d'étude sur une meilleure utilisation des capacités industrielles pour les exportations de produits industriels et la diversification des exportations, notamment de produits alimentaires, de textiles et de chaussures;
- ii) Etude des problèmes de normalisation et de contrôle de la qualité dans les industries d'exportation;
- iii) Réunion d'un groupe d'experts sur la sous-traitance et la réimplantation des industries**;
- iv) Réunions sur la promotion des investissements dans certains groupes d'industries**;
- v) Séminaire sur les investissements étrangers et l'administration fiscale**;
- vi) Assistance technique à certains pays pour l'étude et l'évaluation de l'utilisation des capacités industrielles**.

Sous-programme 3. Coopération industrielle et transfert des techniques

a) Pourcentage des ressources du programme : 35.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 964 à 967 et par. 1709 à 1714.

c) Produits :

- i) Assistance technique pour l'exécution de projets régionaux et sous-régionaux**;

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

- *ii) Consultations entre planificateurs de niveau élevé pour l'exécution de projets régionaux et sous-régionaux;
- *iii) Publication d'un manuel sur les services de consultants et les services techniques dans la région;
- *iv) Réunion d'un groupe d'experts sur la coopération régionale et sous-régionale entre usines de ferro-alliages;
- *v) Réunion d'un groupe d'experts sur les articles électroniques;
- *vi) Organisation d'une exposition industrielle consacrée à certaines techniques industrielles, sur une base régionale et sous-régionale;
- *vii) Assistance pour l'exécution d'enquêtes industrielles dans les pays insulaires du Pacifique;
- *viii) Assistance au réseau régional de machines agricoles;
- *ix) Suite à donner au colloque régional CESAP/ONUDI sur la production et la promotion des pesticides;
 - x) Assistance technique au Centre régional du développement, du transfert et de l'adaptation des techniques et activités complémentaires.

* Nouvel élément de programme.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.46 Comme il est indiqué pour le programme "Environnement", un poste P-4 et un poste d'agent des services généraux du programme "Développement industriel" ont été transférés audit programme. En outre, après un examen approfondi de l'ensemble des ressources en personnel disponibles, il est proposé de transférer un poste P-3 vacant du programme "Développement industriel" au programme "Direction exécutive et administration".

Groupes spéciaux d'experts

7.47 Une augmentation de crédit de 15 000 dollars, précédemment prévue pour d'autres programmes, est demandée pour ce programme afin de réunir un groupe spécial d'experts sur l'analyse de l'environnement industriel au cours du dernier trimestre de 1978.

Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions

7.48 Un crédit de 10 200 dollars, précédemment prévu pour ce programme, est demandé pour d'autres programmes dont les besoins ont augmenté.

Imprimerie et reliure

7.49 La faible augmentation de crédit de 500 dollars demandée à ce titre correspond à un crédit précédemment prévu pour d'autres programmes.

6. - COMMERCE INTERNATIONAL

TABLEAU 7.21. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars en Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	633,2	61,8	(104,6)	59,5	16,7	649,9
Consultants	20,0	0,8	-	3,2	4,0	24,0
Groupes spéciaux d'experts	31,4	1,2	(17,6)	2,3	(14,1)	17,3
Dépenses communes de personnel	245,6	38,4	(42,8)	26,2	21,8	267,4
Frais de voyage du personnel	19,6	0,7	-	3,1	3,8	23,4
Imprimerie et reliure	2,8	0,2	(0,3)	0,5	0,4	3,2
Total	952,6	103,1	(165,3)	94,8	32,6	985,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 055,7	(165,3)	-	-	(165,3)	(15,6) %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u> PNUD	1 430
Total b)	1 430
TOTAL GENERAL	1 430

Total, coûts directs	2 415,2
----------------------	---------

624,2

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	3 039,4
--	---------

TABLEAU 7.22. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Commerce international

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	3	-	-	4	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	5	5	-	-	5	5
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	14	12	-	-	14	12
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	9	9	-	-	9	9
TOTAL GENERAL	23	21	-	-	23	21

6. – COMMERCE INTERNATIONAL

7.50 Ce programme est exécuté par la Division du commerce international de la CESAP. Les éléments transports maritimes et ports ont été transférés à un programme distinct relatif aux transports maritimes, aux ports et voies navigables.

7.51 Les deux sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Commerce international

a) Pourcentage des ressources du programme : 80.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1185 à 1189.

c) Eléments de programme :

1.1 Promotion et développement du commerce**.

Produits :

i) Services d'information commerciale, notamment services consultatifs régionaux en matière d'information commerciale; assistance aux pays membres de la

CESAP grâce à des visites, séminaires, cours de formation et journées d'étude, en vue d'établir, de renforcer ou d'améliorer leurs services d'information nationaux; publications, documentation et réponses aux demandes de renseignements sur le commerce et les marchés;

- ii) Services de perfectionnement des cadres : conseils à l'occasion de missions ou de visites; séminaires, cours de formation et journées d'étude organisés pour aider les pays membres de la CESAP à former des dirigeants et des cadres possédant les qualifications voulues dans le domaine du développement des exportations; élaboration et diffusion de monographies sur la commercialisation des exportations et la promotion du commerce;
- iii) Services consultatifs pour la promotion et le développement du commerce, fournis dans le cadre de cours de formation, de séminaires, de journées d'étude organisés par les offices nationaux de promotion et de développement des exportations des pays membres de la CESAP;
- iv) Enquêtes commerciales ou études de marché et services de promotion de produits : études et publications; séminaires, journées d'étude et cours de formation; services consultatifs aux hommes d'affaires.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

fares et conseils à l'occasion de missions ou de visites.

1.2 Expansion du commerce et coopération monétaire.

Produits :

- i) Analyse des politiques relatives au commerce, aux tarifs douaniers et aux paiements, compte tenu notamment de la situation dans la région; études sur la coopération régionale et sous-régionale entre certains pays;
- ii) Assistance pour organiser des négociations multilatérales dans le cadre de l'Accord de Bangkok, afin de faciliter l'adhésion de tous les pays en développement de la région de la CESAP à cet instrument; mise au point de nouvelles techniques et modalités de négociation en vue d'élargir la portée des négociations entreprises dans le cadre du Programme asiatique d'expansion du commerce; étude des techniques de négociation commerciale aux fins de la coopération dans le domaine de l'industrie et des entreprises en participation; étude des techniques de négociation commerciale aux fins de la coopération dans le domaine des ententes relatives aux produits de base, notamment en ce qui concerne les directives en matière de fixation des prix, le partage des marchés, les contrats d'approvisionnement et d'achat à long terme, la politique régionale en matière d'importation et la création d'un fonds pour les échanges de produits de base portant sur les produits échangés dans la région**;
- iii) Assistance technique pour le fonctionnement d'un système multinational d'assurance-crédit à l'exportation, y compris la réunion d'un groupe d'experts à ce sujet (1978)**;
- iv) Assistance technique pour le fonctionnement de l'Union asiatique de compensation et pour des arrangements sous-régionaux de paiements; études sur la possibilité d'élargir la composition de l'Union asiatique de compensation et de la relier aux mécanismes de compensation et aux accords de paiements existant dans d'autres régions en développement**.
- v) Assistance technique et services consultatifs aux fins de l'établissement et du fonctionnement d'une Banque asiatique de réserve**;
- vi) Suite à donner aux résolutions et décisions de la CNUCED.

1.3 Mesures visant à faciliter le commerce**.

Produits :

- i) Suite à donner aux recommandations de la réunion du Groupe de travail des douanes;
- ii) Assistance aux pays membres pour la simplification et la normalisation des procédures et des documents commerciaux;
- iii) Organisation de réunions ou de journées d'étude à l'intention des représentants de comités nationaux de facilitation du commerce;
- iv) Assistance aux pays membres pour l'uniformisation de la nomenclature douanière, la définition de la valeur en douane et l'élaboration des lois, règlements et procédures douaniers.

1.4 Assurance et réassurance**.

Produits :

- i) Mise à jour des études relatives aux problèmes de l'assurance et de la réassurance; renforcement des marchés et des institutions dans le domaine de l'assurance et de la réassurance; étude du refinancement du crédit à l'exportation;
- ii) Assistance technique pour l'établissement et le fonctionnement d'une entreprise asiatique de réassurance.

Sous-programme 2. Assistance aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral, ainsi qu'aux pays insulaires en développement¹

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1190 à 1195.
- c) Eléments de programme :

2.1 Assistance aux pays en développement les moins avancés**.

Produits : assistance pour l'amélioration des systèmes d'administration et de planification; études sur les principaux problèmes économiques; programmes de perfectionnement des cadres employés dans les secteurs du commerce, de la protection sociale, du développement communautaire, de la coopération et de l'administration locale; formulation et mise en œuvre de plans, de programmes et de politiques dans les domaines agricole et industriel; développement du tourisme.

2.2 Assistance aux pays sans littoral et aux pays de transit voisins**.

Produits : assistance pour l'élaboration d'accords de coopération visant l'amélioration des facilités de transit et de transport aux fins du commerce extérieur des pays en développement sans littoral; enquêtes sur les facilités, procédures et formalités de transit en vigueur dans les pays de transit en vue d'élaborer des plans pour les améliorer et les élargir; réunions de groupes d'experts sur tel ou tel sujet intéressant particulièrement les pays sans littoral, y compris des journées d'étude sur les problèmes des pays sans littoral et les réunions du Groupe spécial pour les pays sans littoral.

2.3 Assistance aux pays insulaires en développement de la région du Pacifique sud**.

Produits : assistance pour la consolidation de l'infrastructure physique et administrative de ces pays; études sur les taux de fret maritime, sur les produits de base présentant un intérêt particulier pour les pays insulaires en développement et sur la promotion du commerce inter-insulaire; programmes de perfectionnement des cadres dans le domaine du commerce international.

¹ Le titre figurant dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 a été modifié. A sa trente-deuxième session, tenue en avril 1976, la CESAP a adopté la résolution 169 (XXXII) relative à des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires, dans laquelle elle a invité les pays membres à "accorder une attention spéciale aux besoins des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires dans le domaine du commerce" et à "fournir l'assistance nécessaire aux pays sans littoral de la région en prenant des mesures pratiques pour leur faciliter le libre accès à la mer et pour réduire leurs difficultés de transit".

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.52 Au moment où l'on a créé un programme distinct pour les transports maritimes, les ports et les voies navigables, trois postes (un P-5, un P-4 et un P-3) ont été transférés du programme "Commerce international" à ce nouveau programme. En outre, un poste P-3 du programme "Planification, projections et politiques relatives au développement", dont le titulaire était chargé d'activités spécifiques relatives aux produits de base et qui, sur le plan

fonctionnel, relevait plutôt du programme "Commerce international", y a été transféré.

Groupe spécial d'experts

7.53 Une partie d'un crédit précédemment prévu pour ce programme (17 600 dollars) est demandée pour d'autres programmes où les activités ont augmenté.

Imprimerie

7.54 Un crédit de 300 dollars, précédemment prévu pour ce programme, est demandé pour d'autres programmes où les activités ont augmenté.

7. - TRANSPORTS MARITIMES, PORTS ET VOIES NAVIGABLES

TABLEAU 7.23. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	307,8	30	337,8	337,8
Consultants	-	-	5	0,7	5,7	5,7
Dépenses communes de personnel	-	-	125,8	12,9	138,7	138,7
Frais de voyage du personnel	-	-	12,5	2	14,5	14,5
Total	-	-	451,1	45,6	496,7	496,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	451,1	-	26	477,1	- %

TABLEAU 7.23 (suite)

 2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
	Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUD		340
Contributions bilatérales		1 515
	Total b)	1 855
	TOTAL GENERAL	1 855

Total, coûts directs	2 351,7
----------------------	---------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	428,9
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 780,6
--	---------

TABLEAU 7.24. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Transports maritimes, ports et voies navigables

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	3	-	-	-	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	2	-	-	-	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	1	-	-	-	1
Total	-	7	-	-	-	7
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	-	2	-	-	-	2
TOTAL GENERAL	-	9	-	-	-	9

7. — TRANSPORTS MARITIMES, PORTS ET VOIES NAVIGABLES

7.55 Il s'agit d'un nouveau programme qui est exécuté par un nouveau service à l'aide de ressources prélevées sur celles de la Division du commerce international et de la Division des transports et des communications. Les deux sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Transports maritimes

a) Pourcentage des ressources du programme : 80.
b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2139 à 2144.

c) Éléments de programme :

1.1 Perfectionnement du personnel.

Produits :

- i) Création de centres régionaux ou sous-régionaux de formation maritime et portuaire (résolution CESAP 108 (XXVI), 1970);
- ii) Organisation de séminaires, de journées d'étude, de cours de formation et de voyages d'étude** :
 - a. Coopération entre chargeurs;
 - b. Gestion et techniques de groupage des chargements et d'affrètement;
 - c. Développement et gestion des flottes;
 - d. Aménagement et gestion des ports;
 - e. Systèmes de conditionnement et de manutention des produits et des cargaisons;
 - f. Mise en place et gestion de services spécialisés et de services connexes;
 - g. Opérations de dragage;
 - h. Voies navigables intérieures et transport fluvial.

1.2 Elaboration de politiques et création de mécanismes institutionnels dans le domaine des transports maritimes.

Produits :

- i) Assistance aux pays membres pour la mise en place et le fonctionnement de services d'étude du fret faisant fonction d'organes directeurs**;
 - ii) Assistance pour l'application d'un système uniforme de rassemblement de statistiques du transport maritime**;
 - iii) Assistance pour la création d'un service d'information sur les transports maritimes**;
 - iv) Assistance aux pays membres pour la création d'organismes chargés d'administrer et de gérer :
 - a) Les flottes marchandes;
 - b) Les activités des chargeurs;
 - v) Assistance aux pays membres pour l'étude et l'application de la Convention internationale relative au transport intermodal ("conteneurisation");
 - vi) Assistance pour la mise au point et la formulation de codes maritimes nationaux et l'application de la législation nationale et internationale;
 - vii) Organisation de réunions sur les questions susmentionnées**.
- 1.3 Développement des marines marchandes et des services maritimes (nationaux et internationaux).

*Produits** :*

- i) Assistance aux pays membres pour les aider à se doter de flottes marchandes modernes (pour leurs services nationaux et internationaux), et réalisation (sur demande) d'études de faisabilité concernant le choix du type optimal de navires et de services pour :
 - a. Le transport en vrac des cargaisons solides et liquides (produits alimentaires, minéraux, huiles, gaz, bois et produits du bois et autres produits);
 - b. Le trafic des lignes régulières (navires ordinaires et mixtes, porte-conteneurs cellulaires, système LASH, navires de transroulage et autres types de navires);
 - c. Les services spécialisés (transport de fruits et de viande, bacs, péniches et remorqueurs, liaison mer-fer, etc.);
 - d. L'expansion des flottes marchandes nationales des pays en développement de la région;
 - ii) a. Assistance pour organiser la mise en commun des ressources et des services maritimes et en assurer la gestion (aux niveaux national, sous-régional, régional et interrégional);
 - b. Etude des possibilités d'intensifier la coopération régionale et interrégionale en vue du développement des transports maritimes;
 - iii) Assistance pour financer l'achat des navires;
 - iv) Assistance aux pays membres pour la création d'un office d'affrètement de navires;
 - v) Assistance aux pays membres pour la création de services d'entretien-nettoyage des navires, d'agences portuaires et d'organismes ou centres d'approvisionnement (activité devant être terminée d'ici la fin de 1979);
 - vi) Assistance aux pays membres pour la mise au point, le fonctionnement et l'entretien des aides à la navigation, ainsi que l'application des conventions sur la sécurité des personnes et des biens en mer;
 - vii) Examens annuels des progrès réalisés dans le domaine des transports maritimes et des ports (rapport annuel).
- 1.4 Aménagement et gestion des ports**.
- #### *Produits :*
- i) Assistance aux pays membres pour l'amélioration et la modernisation des ports et des installations portuaires de façon à répondre aux besoins d'exploitation des navires et de manutention des produits;
 - ii) Assistance aux pays membres dans le domaine de la gestion portuaire et élaboration d'un programme à long terme de formation aux techniques de gestion;
 - iii) Collecte et diffusion de statistiques portuaires et création d'un service de données portuaires;
 - iv) Assistance aux pays membres pour la réalisation d'études sur la planification de ports régionaux (financement et investissements);
 - v) Etude annuelle sur les progrès réalisés en matière d'aménagement de ports régionaux;
 - vi) Etudes sur la structure des tarifs portuaires (droits et taxes).
- 1.5 Organisations de chargeurs et coopération entre chargeurs**.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

Produits :

- i) Assistance pour la création et la gestion de conseils de chargeurs ou d'organismes similaires dans les pays membres;
- ii) Assistance aux pays membres et aux organisations de chargeurs pour le groupage des cargaisons et l'affrètement;
- iii) Assistance pour le fonctionnement d'organisations de transitaires et d'offices d'affrètement.
- iv) Assistance aux pays membres et aux organisations de chargeurs pour l'évaluation des besoins en matière de services maritimes et de navires;
- v) Etude des taux de fret, des diverses surtaxes et autres conditions imposées, en matière de transport maritime, aux principaux produits d'importation et d'exportation;
- vi) Création de centres d'information et de services en vue de la mise en place d'un mécanisme de consultation et de négociation entre les chargeurs et les conférences maritimes.

Sous-programme 2. Réseaux de transport par voies navigables

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2145 à 2149.
- c) Eléments de programme :

Produits :

- i) Inventaire des réseaux et installations de transport par voies navigables (activité devant être terminée d'ici la fin de l'année 1979);
- ii) Assistance aux pays membres pour la mise en place de réseaux et d'installations de navigation intérieure les mieux adaptés à leurs conditions;
- iii) Assistance aux pays membres pour l'amélioration de leurs réseaux de navigation intérieure;
- iv) Assistance technique aux pays membres pour améliorer l'exploitation, la gestion et l'entretien du matériel de dragage.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.56 Le personnel qui s'occupait auparavant des transports maritimes à la Division du commerce international et à la Division des transports et des communications a été affecté au nouveau programme "Transports maritimes, ports et voies navigables". L'effectif correspondant comprend un administrateur hors classe (P-5), un administrateur de 1re classe (P-4) et un administrateur de 2e classe (P-3), transféré de la Division du commerce international, et 2 administrateurs de 1re classe (P-4), un administrateur de 1re ou 2e classe (P-2/1) et deux agents locaux, transférés de la Division des transports et des communications.

Postes nouveaux

7.57 Afin de renforcer ce nouveau programme, un poste supplémentaire d'administrateur de 2e classe (P-3) est demandé pour exécuter les tâches suivantes :

- a) Faire l'inventaire des réseaux et bateaux de navigation intérieure dans la région de la CESAP;
- b) Aider les pays membres à se doter des réseaux et bateaux de navigation intérieure les mieux adaptés à leurs besoins;
- c) Aider les pays membres à améliorer leur réseau navigable intérieur;
- d) Organiser des séminaires et réunions sur les voies navigables intérieures et les questions relatives au transport fluvial.

Consultants

7.58 Une augmentation de crédit de 5 000 dollars est demandée à cette rubrique pour ce nouveau programme.

Frais de voyage du personnel

7.59 Comme on prévoit un accroissement des activités de la Division du commerce international et de la Division des transports et des communications, il n'est pas possible d'utiliser pour couvrir les frais de voyage des crédits demandés à ce titre pour ces divisions, et une augmentation de crédit de 12 500 dollars est demandée pour les frais de voyage du personnel affecté à ce nouveau programme.

8. - RESSOURCES NATURELLES

TABLEAU 7.25. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Postes permanents	972,2	126,8	-	108	234,8	1 207
Personnel temporaire pour les réunions	8,8	0,8	(9,6)	-	(8,8)	-
Consultants	21,6	0,8	-	3,5	4,3	25,9
Dépenses communes de personnel	394,7	54,5	-	46,6	101,1	495,8
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	3,3	0,3	(3,6)	-	(3,3)	-
Autres voyages autorisés	22,7	1,0	-	3,7	4,7	27,4
Imprimerie et reliure	45,9	1,4	7,9	8,7	18,0	63,9
Total	1 469,2	185,6	(5,3)	170,5	350,8	1 820

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 654,8	(5,3)	-	-	(5,3)	(0,3) %

2) Fonds extra-budgetaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	-
PNUD	1 120
Fonds pour assistance bilatérale	608
Total b)	1 728
TOTAL GENERAL	1 728

Total, coûts directs	3 548
----------------------	-------

1 057,4

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	4 605,4
--	---------

TABLEAU 7.26. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Ressources naturelles

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 1ère classe (P-4)	11	11	-	-	11	11
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	21	21	-	-	21	21
Autres catégories :						
Agents locaux	11	11	-	-	11	11
TOTAL GENERAL	32	32	-	-	32	32

TABLEAU 7.27. - DEPENSES NON RENOUELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : Ressources naturelles

1976-1977		1978-1979	
Réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'eau	15,6	Néant	-
	15,6		-

8. – RESSOURCES NATURELLES

7.60 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles, bien que certains éléments du sous-programme "Ressources énergétiques" (ceux qui concernent les statistiques de l'énergie) soient exécutés par la Division de statistique.

7.61 Les quatre sous-programmes qui constituent ce programme ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Ressources énergétiques

- a) Pourcentage des ressources du programme : 30.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1341 à 1351.
- c) Eléments de programme :
 - 1.1 Evaluation des sources d'énergie disponibles et de leur utilisation.

Produits :

- i) Collecte, analyse et diffusion de renseignements sur la production et la distribution d'électricité;
- ii) Rassemblement, exploitation et publication des statistiques de l'énergie :
 - a. *Electric power in Asia and the Pacific*, 1975 et 1976 (publication périodique);
 - b. Travaux du séminaire itinérant sur l'énergie dans les zones rurales (1977);
 - c. Travaux du séminaire sur l'électrification rurale (1977);
 - d. Travaux du séminaire sur les réseaux de transport et de distribution d'électricité (à partir de 1977);
 - e. Rapport du Comité des ressources naturelles sur les travaux de sa cinquième session;
- iii) Journées d'étude sur les statistiques de l'énergie provenant de sources non commerciales**;
- iv) Tenue à jour de statistiques de l'énergie sur ordinateur (séries chronologiques portant sur des périodes d'un an).
- 1.2 Mise en valeur et gestion intégrées des ressources énergétiques.

Produits :

- i) Assistance technique en ce qui concerne :
 - a. Une planification coordonnée pour les ressources énergétiques;
 - b. Certains secteurs de l'énergie;
 - c. La gestion des services de distribution d'énergie;
- ii) Promotion de la coopération internationale pour la mise en valeur des ressources énergétiques.
- 1.3 Solution des problèmes et transfert de technologie**.

Produits :

- *i) Groupe d'experts sur l'évaluation de l'énergie géothermique (deuxième trimestre de 1979);
- *ii) Etude des moyens d'assurer l'utilisation optimale des centrales électriques;
- iii) Etude de l'emploi du gaz naturel liquéfié;
- *iv) Etude sur l'efficacité et la conservation dans la production et l'utilisation de l'énergie (1980).

* Nouvel élément de programme.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

Coordination :

Groupe d'experts mentionné à l'alinéa a ci-dessus : Commission économique pour l'Europe, Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports.

Etude visée à l'alinéa ii ci-dessus : Commission économique pour l'Europe.

Etude visée à l'alinéa iv ci-dessus : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Sous-programme 2. Ressources minérales

- a) Pourcentage des ressources du programme : 30.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1352 à 1362.
- c) Eléments de programme :
 - 2.1 Evaluation des ressources minérales disponibles et de leur utilisation.

Produits :

- i) Publication de deux numéros de la série *Mise en valeur des ressources minérales* :
 - a. Travaux de la réunion régionale du Groupe d'experts de la corrélation stratigraphique entre les bassins sédimentaires de la région de la CESAP (1978);
 - b. Examen triennal de l'évolution des industries extractives dans la région de la CESAP (1979);
- ii) Publication (en 1978 et 1979) des rapports sur les travaux du Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes du Pacifique sud (CCOP/SOPAC) à ses sixième et septième sessions,**;
- iii) Publication (en 1978 et 1979) de deux numéros des bulletins techniques du Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes du Pacifique sud (CCOP/SOPAC);
- iv) Publication semestrielle de bulletins sur la corrélation stratigraphique (1978 et 1979);
- v) Carte des gisements minéraux (troisième édition, 1979);
- vi) Carte gravimétrique (1979);
- vii) Carte du pétrole et du gaz naturel (troisième édition);
- viii) Réunion régionale du Groupe d'experts de la corrélation stratigraphique (1979);
- ix) Septième (1978) et huitième (1979) sessions du Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes du Pacifique sud (CCOP/SOPAC) et de son Groupe consultatif technique**;
- x) Rapports d'enquête sur les propriétés de certaines ressources minérales (1978, 1979);
- xi) Rapports d'enquêtes hydrogéologiques dans certains pays (1978, 1979)
- 2.2 Mise en valeur et gestion intégrées des ressources minérales.

Produits :

- i) Services d'appui administratif fournis au Centre régional de mise en valeur des ressources minérales**;

- ii) Services d'appui administratif fournis au Centre de recherche-développement sur l'étaim pour l'Asie du Sud-Est**;
- iii) Réunion d'experts des dispositions juridiques/institutionnelles concernant la gestion de la prospection et de la mise en valeur des ressources minérales, et publication d'un compte rendu des travaux (1978);
- *iv) Réunion d'experts de l'industrie extractive et de l'environnement, et publication d'un compte rendu des travaux (1979).

2.3 Solution des problèmes et transfert de technologie.

Produits :

- i) Formation;
- ii) Colloque sur la mise en valeur des ressources pétrolières en Asie et dans le Pacifique**.

Sous-programme 3. Ressources en eau

- a) Pourcentage des ressources du programme : 35.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1363 à 1377.
- c) Eléments de programme :
 - 3.1 Evaluation des ressources en eau disponibles et de leur utilisation.
 - 3.2 Mise en valeur et gestion intégrées des ressources en eau.
 - 3.3 Limitation des dégâts causés par les cyclones, les inondations et la sécheresse.
 - 3.4 Solution des problèmes et transfert de technologie.

Produits (éléments de programme 3.1 à 3.4 susmentionnés) :

- i) Services consultatifs aux gouvernements pour améliorer :
 - *a. Les systèmes de données hydrologiques;
 - b. Les systèmes d'information concernant l'utilisation de l'eau;
 - c. Les systèmes de rassemblement et de présentation uniforme des statistiques des ressources en eau;
- *ii) Organisation des réunions d'un groupe d'experts de l'aménagement des fleuves internationaux (1978);
- iii) Etablissement d'études sur :
 - a. Quelques projets hautement prioritaires concernant les bassins fluviaux internationaux (1979);
 - b. Des méthodes appropriées et uniformes d'évaluation des dégâts causés par les inondations (1979);
 - c. Trois aspects déterminés de la mise en valeur des ressources en eau (1979);
- iv) Services d'appui technique et administratif :
 - a. Au Comité des typhons (1978-1979);
 - b. Au Groupe OMM/CESAP des cyclones tropicaux (1978-1979);
- v) Publication :
 - a. De huit numéros de la revue trimestrielle *Water Resources Journal* (1978-1979);

- b. Du rapport du Comité des ressources naturelles sur les travaux de sa quatrième session (1978).

Il est proposé de mettre fin aux éléments de programme suivants qui étaient inscrits au programme de 1976-1977 et qui, en vertu de décisions antérieures, avaient un caractère continu :

- i) Etudes sur l'évaluation de l'approvisionnement et des besoins en eau dans les pays de la région (12 mois de travail);
- ii) Etudes sur la gestion des opérations relatives à la qualité de l'eau (10 mois de travail);
- iii) Assistance technique au Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong (4 mois de travail).

Les mois de travail libérés du fait qu'il sera mis fin à ces éléments de programme seront répartis entre les éléments de programme cités plus haut pour 1978-1979, y compris ceux qui sont énumérés dans le cadre du programme "Développement rural".

Sous-programme 4. Etablissement des levés et des cartes**

- a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1378 à 1384.
- c) Eléments de programme :

4.1 Etablissement des levés et des cartes.

Produits :

- i) Services consultatifs fournis aux pays sur divers aspects de l'établissement des levés et des cartes, y compris l'utilisation des techniques de téléobservation, grâce en particulier aux satellites d'étude des ressources;
- ii) Mise au point, en collaboration avec les autres organismes intéressés, d'un programme de recherches coordonnées portant en particulier sur les possibilités d'utiliser les images transmises par satellite pour surveiller les récoltes et établir les prévisions nécessaires pour la région.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Personnel temporaire pour les réunions

7.62 Le crédit précédemment ouvert à ce titre pour le présent programme était prévu pour des activités non renouvelables; il n'est pas demandé de crédit à ce titre pour l'exercice biennal 1978-1979.

Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions

7.63 Pour les raisons indiquées au paragraphe 7.62 ci-dessus, aucun crédit n'est prévu à ce titre pour 1978-1979.

Imprimerie et reliure

7.64 Une augmentation de crédit de 7 900 dollars est prévue à la présente rubrique en raison de l'accroissement des activités au titre du présent programme.

* Nouvel élément de programme.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

9. - POPULATION

TABLEAU 7.28. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	267,4	30,4	(59,2)	24,9	(3,9)	263,5
Dépenses communes de personnel	109,0	12,6	(24,4)	11,2	(0,6)	108,4
Frais de voyage du personnel	4,6	0,1	-	0,7	0,8	5,4
Total	381	43,1	(83,6)	36,8	(3,7)	377,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
424,1	(83,6)	-	-	(83,6)	(19,7) %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
FNUAP - Infrastructure	
Traitements et dépenses communes de personnel	900
Consultants	95
Total a)	995
b) <u>Projets opérationnels</u>	
FNUAP	3 104,2
Total b)	3 104,2
TOTAL GENERAL	4 099,2

Total, coûts directs	4 476,5
----------------------	---------

966,5

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	5 443
--	-------

TABLEAU 7.29. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Population

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	-	-	-	1	-
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	2	2	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	1	2	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	6	6	7	7
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	6	5	8	9	14	14
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	5	5	5	5	10	10
TOTAL GENERAL	11	11	13	14	24	24

9. – POPULATION

7.65 En 1976-1977, ce programme était exécuté par l'ancienne Division de la population. Comme il est indiqué au paragraphe 7.9 plus haut, l'ancienne Division du développement social a été supprimée et ses attributions dans le domaine de la protection sociale, des femmes et des jeunes et les attributions de la Division de la population ont été regroupées et confiées à une nouvelle Division de la population et du développement social. Le programme "Population" et le programme "Développement social et affaires humanitaires" continuent néanmoins à être présentés séparément.

7.66 Les quatre sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Population et développement***

- a) Pourcentage des ressources du programme : 25.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1536 à 1541.

c) Produits :

- i) Monographies sur la situation démographique dans divers pays : Bangladesh, Birmanie, Inde, Indonésie, Iran, pays insulaires du Pacifique et Pakistan (à raison de deux monographies par an);

- ii) Cours de formation sur les techniques d'intégration des facteurs démographiques à la planification du développement, en particulier grâce à l'utilisation de modèles (juillet 1978);
 iii) Etude du mouvement de la population et des besoins en énergie dans le contexte de la planification du développement (décembre 1978);
 iv) Réunion d'un groupe d'experts sur les problèmes à résoudre pour recueillir des données aux fins de la planification intégrée de la population et du développement (septembre 1978);
 v) Assistance technique fournie aux pays;
 vi) Etude comparative des rapports entre le taux de mortalité et le taux de fécondité dans le contexte de la planification du développement;
 vii) Réunion d'un groupe d'experts chargé de déterminer les indices qui seront utilisés par les planificateurs pour mesurer l'effet des tendances démographiques sur la qualité de la vie (avril 1978);
 viii) Réunion d'un groupe d'experts chargé d'étudier les modèles démographiques en tant qu'éléments de la planification du développement (avril 1979);
 ix) Etude comparative des systèmes de rassemblement et d'analyse des données relatives à la population et à la planification du développement;
 x) Construction d'un modèle démographique à utiliser pour la planification du développement;
 xi) Etude des rapports entre le mouvement de la population et les besoins en matière d'enseignement

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

dans le contexte de la planification du développement;

- xii) Application des modèles économiques et démographiques au processus de planification prospective dans certains pays en développement de la région de la CESAP;
- xiii) Etude comparative des aspects démographiques de la main-d'œuvre : troisième phase;
- xiv) Réunion d'un groupe d'experts chargé d'étudier l'effet des facteurs démographiques sur le niveau et la structure des prix agricoles et industriels (décembre 1979);
- xv) Réunion d'un groupe d'experts chargé d'étudier l'effet des facteurs démographiques sur la planification monétaire et fiscale du développement.

Sous-programme 2. L'exode rural

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1542 à 1546.

c) Produits :

- i) Etude comparative des rapports entre le processus de migration et d'urbanisation et le développement (novembre 1978);
- ii) Etude comparative de la croissance, de la composition et de la répartition de la population dans les zones rurales et urbaines;
- iii) Etude comparative des tendances et des taux de la nuptialité, de la fécondité et de la mortalité dans les zones rurales et urbaines;
- iv) Projections de la population rurale et urbaine par sexe et par âge**;
- v) Réunion d'un groupe d'experts chargé d'étudier les rapports entre le mouvement de la population, l'exode rural et la détérioration de l'environnement (avril 1979);
- vi) Cours sous-régional de formation aux techniques d'analyse démographique en fonction du développement économique et social (août 1979);
- vii) Cours de formation aux techniques permettant d'utiliser les politiques démographiques pour développer les régions d'un pays (septembre 1978);
- viii) Etude sur les rapports entre la distribution du revenu et l'accroissement de la population dans les zones urbaines et rurales;
- ix) Etude comparative sur les motivations et les causes de migrations, y compris les transmigrations;
- x) Réunion d'un groupe d'experts chargé d'examiner les rapports entre la distribution de la richesse et du revenu et l'accroissement de la population dans les zones urbaines et rurales;
- xi) Etude comparative des rapports entre le mouvement de la population et les migrations, d'une part, et les niveaux et la structure des prix agricoles et industriels, d'autre part;
- xii) Stage sous-régional de formation à l'analyse des données sur les migrations pour les pays insulaires en développement.

Sous-programme 3. Politiques démographiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 30.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1547 à 1552.

c) Produits :

- i) Cours de formation à l'intention des administrateurs de programmes de planification de la famille;
- ii) Réunion régionale sur les aspects politiques, organisationnels et de gestion des programmes de planification de la famille (juin 1979);
- iii) Etude multinationale sur l'interaction entre le personnel chargé des programmes de planification de la famille et les personnes qui s'adressent à eux;
- iv) Voyages d'étude à l'intention d'administrateurs de programmes de planification de la famille et d'analystes des politiques dans ce domaine (un voyage de deux semaines chaque année);
- v) Etude expérimentale des principes d'organisation qui déterminent l'efficacité des programmes de planification de la famille;
- vi) Utilisation des divers instituts de développement rural et communautaire pour promouvoir la planification de la famille**;
- vii) Séminaire sur les aspects sociaux et psychologiques du comportement procréateur (juillet 1979);
- viii) Cours de formation aux méthodes des sciences sociales et à leur application aux programmes de planification de la famille;
- ix) Etude des rapports entre le comportement procréateur et la dimension, la structure et le rôle de la famille;
- x) Réunion régionale sur les aspects culturels et anthropologiques du comportement procréateur (juillet 1978);
- xi) Réunion d'un groupe d'experts sur le lien entre les statistiques de planification de la famille et les autres statistiques relatives aux services sociaux (mai 1978);
- xii) Etude sur l'effet des programmes de planification de la famille : analyse à variables multiples de l'influence qu'ont les programmes de planification de la famille sur l'évolution de la fécondité;
- xiii) Etude sur différentes méthodes de planification de la famille;
- xiv) Cours sous-régional de recyclage sur l'évaluation des programmes de planification de la famille;
- xv) Services, consultatifs et formation en vue d'améliorer les systèmes de surveillance des programmes intégrés de planification de la famille**.

Sous-programme 4. Information démographique

a) Pourcentage des ressources du programme : 25.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1553 à 1557.

c) Produits :

- i) Rassemblement, traitement, publication et diffusion d'informations démographiques;
- ii) Identification et rassemblement systématique d'ouvrages démographiques sur l'Asie publiés ailleurs que dans la région;

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

- iii) Assistance technique pour l'établissement du système d'information sur le développement de la région de la CESAP et du système d'information des Nations Unies sur la population mondiale;
- iv) Programmes de traduction : a) recherche sur les problèmes, les ressources, les services disponibles et les domaines d'intérêt; b) assistance technique pour la création de comités nationaux de traduction dans cinq pays au cours de l'exercice biennal; c) coordination des activités régionales de traduction d'ouvrages démographiques;
- v) Journées d'études régionales à l'intention des correspondants gouvernementaux de la CESAP (juillet 1979);
- vi) Programmes spéciaux et formalisés de formation pour créer : a) des centres d'échange d'informations démographiques; b) des centres de documentation;
- vii) Etudes sur les informations et les sujets qui intéressent les correspondants de la CESAP pour les questions démographiques;
- viii) Etudes sur les instituts de recherche, d'enseignement et de formation sur les instituts de recherche, d'enseignement et de formation démographique;
- ix) Publication d'une revue régionale diffusant des informations techniques (à partir de 1978)**;
- x) Journées d'études sous-régionales et régionales sur la publication d'informations démographiques-utiles pour le développement rural intégré;
- xi) Création d'un centre régional d'échange de traductions;
- xii) Journées d'études nationales à l'intention des correspondants de la CESAP pour les questions démographiques (une journée d'études nationale et trois journées d'études infranationales au cours de l'exercice biennal);
- xiii) Renforcement et organisation définitive du réseau de bibliothèques possédant des informations démographiques dans la région de la CESAP**;
- xiv) Création ou renforcement de centres d'échange d'informations démographiques et de centres et réseaux d'information démographique dans sept pays au cours de l'exercice biennal**.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.67 Par suite de la fusion mentionnée au paragraphe 7.65 plus haut, il a été possible de transférer un poste vacant d'administrateur général (D-1) de l'ancienne Division de la population à la nouvelle Division de l'agriculture et du développement rural.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

10. - ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES

TABLEAU 7.30. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	59,1	5,7	(64,8)	-	(59,1)	-
Dépenses communes de personnel	24,7	1,7	(26,4)	-	(24,7)	-
Frais de voyage du personnel	2,2	-	(2,2)	-	(2,2)	-
Total	86,0	7,4	(93,4)	-	(86,0)	-

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
93,4	(93,4)	-	-	(93,4)	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs -

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

-

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 7.31. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Administration et finances publiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	-	-	1	-
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	1	-	-	-	1	-
Autres catégories :						
Agents locaux	1	-	-	-	1	-
TOTAL GENERAL	2	-	-	-	2	-

10. - ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES

7.68 Le programme relatif à l'administration publique, pour lequel des crédits étaient prévus séparément dans le budget-programme de l'exercice biennal 1976-1977, sera désormais incorporé, en tant que sous-programme "Systèmes administratifs", au programme "Planification, projections et politiques relatives au développement".

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

7.69 Pour les raisons indiquées dans le paragraphe qui précède, toutes les dépenses de personnel et autres dépenses connexes sont désormais inscrites au programme "Planification, projections et politiques relatives au développement".

11. - SCIENCE ET TECHNIQUE

TABLEAU 7.32. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	51,7	3,3	(8)	4,9	0,2	51,9
Consultants	17,9	(14,8)	-	0,5	(14,3)	3,6
Dépenses communes de personnel	22,5	0,1	(3,2)	2,2	(1,1)	21,4
Frais de voyage du personnel	10,9	(7,8)	-	0,5	(7,3)	3,6
Total	103,0	(19,4)	(11,2)	8,1	(22,5)	80,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
83,6	(11,2)	-	-	(11,2)	(13,3)

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	80,5
-----------------------------	-------------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

39,4

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	119,9
---	--------------

TABLEAU 7.33. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Science et technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur de 2 ^{ème} classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1 ^{ère} ou de 2 ^{ème} classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	1	1	-	-	1	1
Autres catégories :						
Agents locaux	2	1	-	-	2	1
TOTAL GENERAL	3	2	-	-	3	2

TABLEAU 7.34. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : Science et technique

1976-1977		1978-1979	
Services de consultants et frais de voyage du personnel au titre des activités régionales relatives à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement	23	Néant	-
	23		-

11. - SCIENCE ET TECHNIQUE

7.70 Ce programme est exécuté par la Division de l'industrie, de l'habitation et de la technique. En 1978-1979, viendront s'ajouter aux activités normalement exercées par la CESAP au titre de ce programme les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique, qui doit avoir lieu en 1979. En 1978, une réunion préparatoire régionale pour la Conférence se tiendra dans la région de la CESAP. Des crédits supplémentaires pour les préparatifs de la Conférence ont déjà été approuvés au chapitre 4.

7.71 Le sous-programme qui constitue ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après. L'ancien sous-programme 2 "Transfert des techniques" et l'ancien sous-programme 3 "Utilisation des techniques" ont été incorporés aux sous-programmes 1, 2 et 3 du programme "Développement industriel".

Sous-programme 1. Renforcement des capacités techniques nationales

a) Pourcentage des ressources du programme : 100.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1704 à 1708.

c) Eléments de programme :

- 1.1 Mission consultative pour l'organisation de séminaires nationaux en vue d'appliquer les recommandations contenues dans le Plan d'action mondial et le Plan d'action asiatique pour l'application de la science et de la technique au développement**;

- 1.2 Services consultatifs aux pays intéressés pour la réalisation d'activités de recherche-développement et l'établissement de relations entre les organismes de recherche-développement et les utilisateurs, en vue d'améliorer la conception des produits et des usines**;
- 1.3 Collecte et diffusion de renseignements sur les activités des organismes nationaux de normalisation et des instituts de recherche industrielle de la région;
- 1.4 Assistance pour la mise en place d'institutions nationales aux fins de la mise au point et de l'acquisition de techniques appropriées;
- 1.5 Monographies sur les politiques nationales en matière de science et technique;
- 1.6 Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique**.

Produits :

- i) Collaboration à l'établissement de monographies;
- ii) Réunions interorganisations/séminaires nationaux et sous-régionaux;
- iii) Conférence régionale.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.72 Il est proposé de transférer un poste d'agent local au programme "Planification, projections et politiques relatives au développement".

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

12. - DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES

TABLEAU 7.35. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	397,3	51,1	(134,8)	32,1	(51,6)	345,7
Consultants	15,8	0,6	-	2,5	3,1	18,9
Groupes spéciaux d'experts	-	-	10	2,1	12,1	12,1
Dépenses communes de personnel	158,9	24,5	(55,2)	13,8	(16,9)	142
Frais de voyage du personnel	12,2	0,5	-	1,9	2,4	14,6
Imprimerie et reliure	3,1	0,1	(0,5)			
Total	587,3	76,8	(180,5)	52,9	(50,8)	536,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
664,1	(180,5)	-	-	(180,5)	(27,1) %

 2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	Total a) -
PNUD	50
Contribution bilatérale	100
	Total b) 150
	TOTAL GENERAL 150

Total, coûts directs	686,5
----------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	275,7
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	962,2
--	-------

TABLEAU 7.36. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Développement social et affaires humanitaires

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	-	-	1	-
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	1	-	-	3	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	9	6	-	-	9	6
Autres catégories :						
Agents locaux	5	5	-	-	5	5
TOTAL GENERAL	14	11	-	-	14	11

12. – DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES

7.73 La planification du développement et certains autres éléments de ce programme ont été transférés au programme "Planification, projections et politiques relatives au développement". Les autres fonctions seront exécutées par la nouvelle Division de la population et du développement social.

7.74 Les trois sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après. L'ancien sous-programme 2 "Identification des tendances sociales" a été transféré au sous-programme "Stratégies, techniques et études du développement" relevant du programme "Planification, projections et politiques relatives au développement".

Sous-programme 1. Participation de la population

a) Pourcentage des ressources du programme : 65.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1860 à 1864.

c) Produits :

- i) Réunion régionale sur les programmes communautaires destinés aux populations urbaines à faible revenu (mi-1978)**;
- ii) Deuxième session du Comité du développement social (1978)**;
- iii) Application du programme régional quinquennal prévu dans le Plan d'action asiatique sur l'intégration des femmes au développement national, y compris la planification du Centre de la femme et du développement pour l'Asie et le Pacifique (Téhéran); rapports de réunions, études de recherche et projets pilotes;
- iv) Assistance aux pays membres pour définir des politiques et des programmes nationaux propres à accroître le rôle de la femme dans le développement; rapports de missions dans les pays; participation et appui aux programmes de formation, en particulier à ceux du Centre de Téhéran lorsqu'il sera en service**;

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

- v) Etudes par pays et études régionales sur des aspects particuliers des politiques nationales en faveur de la jeunesse; rapports à distribuer aux pays membres pour faciliter les échanges de renseignements;
- vi) Collecte et diffusion de renseignements sur les problèmes et les programmes relatifs à la jeunesse; rapports, bibliographies, etc., destinés à faciliter les échanges d'information dans la région;
- vii) Ateliers (série de quatre) régionaux et sous-régionaux à l'intention d'agents s'occupant de la jeunesse, portant sur différents sujets et aspects de l'action en faveur des jeunes** :
 - a. Rapports ou manuels de formation pouvant servir de directives pour les pays membres;
 - b. Deux ateliers en 1978 et deux en 1979;
- viii) Réunion d'un groupe consultatif spécial sur les problèmes et les programmes relatifs à la jeunesse (1978)**;
- ix) Série de voyages d'étude de brève durée à l'intention d'animateurs de groupes de jeunes, d'agents et de moniteurs s'occupant de la jeunesse; voyages d'étude (l'un durant le deuxième semestre de 1978 et l'autre durant le dernier trimestre de 1979)**;
- x) Elaboration de manuels pour la formation supérieure des animateurs de groupes de jeunes, des agents et des moniteurs s'occupant de la jeunesse;
- xi) Services consultatifs aux gouvernements pour développer les services bénévoles nationaux et définir une politique nationale de la jeunesse; rapports de missions dans les pays**;
- xii) Organisation de réunions interorganisations sur les programmes de développement social, dans le cadre des activités en cours en matière de coordination interorganisations.

Sous-programme 2. Protection sociale

- a) Pourcentage des ressources du programme : 35.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1869 à 1873.

c) Produits :

- i) Réunion préparatoire d'un groupe d'experts sur les politiques de protection sociale dans le contexte des stratégies de développement social (milieu de 1979); le rapport devra être achevé d'ici à la fin de 1979 et soumis pour examen à la deuxième Conférence asiatique des ministres responsables de la protection sociale et du développement social, qui doit avoir lieu en 1980;
- ii) Etudes par pays sur le réseau de services sociaux et de services de première nécessité dans les zones rurales et sur le réseau de services sociaux dans les zones urbaines, y compris fixation de normes minimales et analyse des problèmes qui empêchent de les atteindre; les études sur les zones rurales, commencées en 1977, seront poursuivies en 1978; les études sur les zones urbaines doivent être entreprises en 1979 et les rapports seront publiés au début de 1980;

- iii) Renforcement de l'apport des services sociaux aux politiques de planification de la famille et aux politiques démographiques** :
 - a. Services consultatifs : rapports de missions dans les pays, participation et appui aux programmes de formation des institutions régionales dans ce domaine;
 - b. Etudes par pays sur la participation des collectivités aux programmes polyvalents liés à la planification de la famille; les études doivent commencer au milieu de 1978, être terminées d'ici le milieu de 1979, et les rapports doivent être publiés au début de 1980;
 - c. Réunion d'un groupe d'experts sur la mise au point de méthodes d'évaluation de l'apport des services sociaux aux programmes de planification de la famille; la réunion doit avoir lieu au cours du premier trimestre de 1979 et un manuel doit être publié pendant le second semestre;
- iv) Appui aux activités du Centre asiatique de formation et de recherche en matière de protection sociale et de développement social (CAFRPSDS), Manille;
- v) Assistance aux pays membres dans le domaine de l'action sociale et de l'éducation en matière de développement communautaire; rapports de missions dans les pays, participation et appui aux programmes de formation, y compris à celui du CAFRPSDS de Manille et au projet de formation itinérant**;
- vi) Cours de formation en groupes pour les moniteurs des services sociaux :
 - a. Action sociale et mouvements sociaux : amélioration des programmes à l'intention des écoles de service social et d'autres établissements de formation de la région (1978);
 - b. Techniques de développement social : amélioration des programmes à l'intention des écoles de service social et d'autres établissements de formation de la région (1979);
- vii) Publication de la *Social Work Education and Development Newsletter*;
- viii) Collaboration à la mise au point de projets sociaux bénéficiant de l'assistance du FISE.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.75 A l'occasion de l'incorporation proposée de certains éléments de programme au programme "Planification, projections et politiques relatives au développement", il est proposé de transférer à ce programme un poste d'administrateur hors classe (P-5) et un poste d'administrateur de 2e classe (P-3). En outre, après examen des besoins en personnel, il est proposé de transférer un poste d'administrateur de 2e classe (P-3) au programme "Direction exécutive et administration".

Groupes spéciaux d'experts

7.76 Une augmentation de crédit de 10 000 dollars précédemment prévue pour d'autres programmes, est de

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

mandée pour ce programme pour permettre de réunir le groupe spécial d'experts sur les politiques de protection sociale dans le contexte des stratégies de développement social, en 1979.

Imprimerie et reliure

7.77 Un crédit de 500 dollars, précédemment prévu pour ce programme, serait utilisé pour d'autres programmes dont les activités se sont accrues.

13. - STATISTIQUES

TABLEAU 7.37. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Postes permanents	668,1	75,5	-	81,4	156,9	825
Consultants	15,5	0,4	-	2,5	2,9	18,4
Dépenses communes de personnel	276,5	25,7	-	37,7	63,4	339,9
Frais de voyage du personnel	12,3	0,5	-	1,9	2,4	14,7
Imprimerie et reliure	59	2,7	(5,9)	8,8	5,6	64,6
Total	1 031,4	104,8	(5,9)	132,3	231,2	1 262,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 136,2	(5,9)	-	-	(5,9)	(0,5) %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 262,6

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

619,4

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 1 882

TABLEAU 7.38. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Statistiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	5	5	-	-	5	5
Total	13	13	-	-	13	13
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	27	27	-	-	27	27
TOTAL GENERAL	40	40	-	-	40	40

13. - STATISTIQUES

7.78 Ce programme est exécuté par la Division de statistique.

7.79 Les deux sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Services de statistique

a) Pourcentage des ressources du programme : 65.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1969 à 1974.

c) Eléments de programme :

1.1 Elaboration et analyse.

Produits :

- i) Collecte, mise au point et tenue à jour des statistiques de base mensuelles, trimestrielles, annuelles ou moins fréquentes sous forme de séries chronologiques comprenant plus de 5 000 séries distinctes représentant les principaux indicateurs démographiques, sociaux et économiques de la région;
- ii) Compilation des statistiques de base obtenues par le secrétariat et diffusion desdites statistiques dans des rapports spéciaux ou des publications périodiques de la CESAP comme l'*Annuaire statistique pour*

l'Asie et le Pacifique, le Quarterly Bulletin of Statistics, les Statistical Indicators in ESCAP Countries, Les statistiques du commerce extérieur de l'Asie et du Pacifique, Le Manuel annuel de statistiques agricoles et ses Suppléments.

1.2 Développement des statistiques.

Produits :

- i) Elaboration et promotion de normes et recommandations statistiques internationales; assistance aux pays pour les aider à établir et exécuter leurs programmes de statistique; observations et rapports sur les résultats obtenus dans le cadre des programmes statistiques nationaux et régionaux de l'ONU, et assistance aux pays pour les aider à établir des demandes d'assistance internationale, organisation et service de la troisième session du Comité de statistique (1978), du Groupe d'experts des statistiques (1979) et du séminaire sous-régional sur l'organisation statistique (1979)**;
- ii) Promotion de l'établissement de la comptabilité nationale dans les pays de la région selon le système révisé de comptabilité nationale, grâce à un programme couvrant tous les niveaux du système (depuis l'établissement des statistiques économiques de base, en passant par les bilans de produits et les

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

- tableaux d'entrées-sorties, jusqu'aux comptes finals) et comprenant la comptabilité régionale ainsi que celle des zones rurales, y compris le rassemblement et l'analyse des données des enquêtes sur les ménages concernant le revenu, la consommation et la distribution des avoirs dans les zones rurales et urbaines des pays de la CESAP, dans le contexte des données nécessaires pour le développement et pour l'amélioration de la qualité de la vie des pauvres**;
- *iii) Développement des statistiques économiques, y compris les statistiques de la petite industrie et de l'artisanat, du secteur de la distribution, des prix à la production et à la consommation, surtout pour les zones rurales, et réunion d'un groupe d'experts des prix à la production et à la consommation**;
 - iv) Promotion du programme régional de statistiques des transports maritimes et des ports;
 - *v) Développement des statistiques des transports et des communications, et journées d'étude sur les statistiques des transports**;
 - *vi) Assistance aux pays pour les aider à organiser et à exécuter leurs recensements industriels et à exploiter les données ainsi obtenues;
 - vii) Développement des statistiques démographiques de base de la région, au moyen de recensements, enquêtes démographiques et études des statistiques de l'état civil, et grâce à la coopération avec d'autres programmes internationaux de recherche sur la fécondité et autres questions démographiques**;
 - viii) Mise au point d'un système intégré de statistiques démographiques, sociales et de la main-d'œuvre, élaboration d'indicateurs sociaux, et réunion d'un groupe de travail sur le système des statistiques sociales et démographiques**;
 - ix) Assistance aux pays pour les aider à organiser et à exécuter leurs recensements de la population et de l'habitation et à exploiter les données ainsi obtenues;
 - x) Etablissement de statistiques sur l'environnement des établissements humains;
 - *xi) Développement des moyens d'enquête sur les ménages dans les pays membres, et publication d'informations sur les enquêtes par sondage en cours;
 - xii) Assistance aux pays pour les aider à organiser des programmes de formation, et appui aux projets régionaux de formation, surtout à ceux de l'Institut asiatique de statistique, et développement de la formation dans les pays où le français peut servir de langue d'enseignement**;
 - xiii) Promotion de la coopération technique entre les pays de la région dans les domaines suivants : programmes de formation statistique, organisation de réunions financées par les gouvernements, et affectation d'experts à titre non remboursable**.
- c) Produits :
- i) Promotion de meilleures techniques de traitement des données et de l'application des techniques d'informatique dans les administrations des pays membres, grâce à l'amélioration de l'utilisation et de l'efficacité du matériel informatique, surtout pour le traitement des données des recensements et des enquêtes**;
 - ii) Organisation de stages régionaux de formation au traitement des données**;
 - iii) Organisation de journées d'étude sur le traitement automatisé des données des recensements et enquêtes et d'autres données statistiques**;
 - iv) Rassemblement et tenue à jour des données sous une forme lisible par l'ordinateur aux fins de la recherche des données, dans le cadre du programme de travail général du secrétariat et surtout en ce qui concerne les données obtenues par sondage à l'occasion des recensements de population et des enquêtes socio-économiques;
 - v) Collecte des statistiques du commerce extérieur et communication desdites statistiques au Bureau de statistique des Nations Unies à Genève; constitution d'une bibliothèque des statistiques du commerce régional établies selon le système de présentation de l'ONU;
 - vi) Services de traitement des données pour la Division administrative (données relatives au personnel, aux états de paye et à la comptabilité générale);
 - vii) Etablissement de statistiques sous forme de séries chronologiques, couvrant les principales séries démographiques, sociales et économiques de la région;
 - viii) Acquisition et traitement de renseignements bibliographiques pour constituer un fichier intégré de tous les documents publiés par la CESAP et les instituts qui en dépendent, afin d'établir des listes de documents par sujet et d'obtenir un moyen de recherche documentaire automatisée par descripteur, avec un système complémentaire pour les périodiques que reçoivent les bibliothèques des organismes des Nations Unies à Bangkok;
 - ix) Service du Comité technique de la CESAP pour la coordination de l'information au secrétariat, et assistance pour développer les activités d'information régionale du secrétariat;
 - x) Appui informatique pour le système d'information agricole de la CESAP (tenue à jour et recherche automatisées des données sur l'alimentation et l'agriculture, et système d'information bibliographique lié au système d'information plus général du secrétariat);
 - *xi) Etablissement et gestion d'une banque de données économiques et commerciales**;
 - *xii) Etablissement d'une banque de données démographiques**.

Sous-programme 2. Services de traitement des données

- a) Pourcentage des ressources du programme : 35.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1975 à 1979.

* Nouvel élément de programme.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Imprimerie et reliure

7.80 Un crédit de 5 900 dollars, précédemment prévu à ce titre pour le présent programme, est demandé pour d'autres programmes comportant un nombre accru d'activités.

14. - TRANSPORTS

TABLEAU 7.39. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	552,6	72,2	(143,6)	4,9	(22,4)	530,2
Consultants	18,3	0,4	-	2,9	3,3	21,6
Dépenses communes de personnel	223,2	32,0	(58,6)	21,3	(5,3)	217,9
Frais de voyage du personnel	10,8	0,4	-	1,8	2,2	13
Imprimerie et reliure	4	0,2	1	0,7	1,9	5,9
Total	808,9	105,2	(201,2)	75,7	(20,3)	788,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
914,1	(201,2)	-	-	(201,2)	(22) %

 2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	-
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Contributions bilatérales	355
Total b)	355
TOTAL GENERAL	355

Total, coûts directs	1 143,6
----------------------	---------

419,7

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 563,3
--	---------

TABLEAU 7.40. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Transports

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	6	4	-	-	6	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	1	-	-	2	1
Total	12	9	-	-	12	9
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	10	8	-	-	10	8
TOTAL GENERAL	22	17	-	-	22	17

14. - TRANSPORTS

7.81 Ce programme est exécuté par la Division des transports et des communications.

7.82 Les quatre sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Développement des transports et des communications

a) Pourcentage des ressources du programme : 70.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2118 à 2126.

c) Eléments de programme :

1.1 Planification générale des transports et facilitation du trafic international.

Produits :

i) Collecte, et diffusion de renseignements techniques sur les transports et les communications : publication du *Transport and communications Bulletin* (quatre numéros);

*ii) Services consultatifs pour la promotion de la recherche sur les transports dans la région;

*iii) Promotion de la formation technique à la planification, à la coordination et à la gestion des

transports et à l'application de la technologie des transports, y compris un séminaire avec stage de formation**;

iv) Des études sur les instruments internationaux applicables à la région seront achevées et de nouvelles études seront établies d'ici à la fin de 1979;

v) Assistance pour la création et le fonctionnement de bureaux nationaux d'assurance automobile dans au moins deux groupes de pays;

vi) Assistance pour la simplification et la normalisation des documents et des procédures relatifs aux transports et aux voyages : des journées d'étude seront organisées pour mettre au point des documents types pour les transports et le commerce**;

vii) Assistance pour l'échange de savoir-faire et de techniques entre les pays de la région dans le domaine des procédures documentaires, de l'assurance automobile et des accords de garantie.

1.2 Routes et transports routiers.

Produits :

i) Collecte et mise à jour de données sur l'état des routes principales;

ii) Mise à jour et publication de cartes et de guides pour faciliter et encourager le trafic international**;

iii) Assistance pour résoudre les problèmes techniques et économiques qui se posent dans le domaine des

* Nouvel élément de programme.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

- routes et des transports routiers, notamment dans les pays sans littoral**;
- iv) Enquêtes et études visant à favoriser le transport routier international dans la zone occidentale de la région de la CESAP : la deuxième zone à étudier sera choisie et la troisième réunion zonale d'experts se tiendra vers la fin de 1979**;
 - v) Etudes sur les réglementations concernant le poids et le gabarit des véhicules en vue de les uniformiser : les possibilités de coopération sous-régionale à cet égard seront examinées lors de la troisième réunion zonale d'experts qui se tiendra vers la fin de 1979;
 - vi) Détermination des besoins en matière de formation et assistance pour l'organisation de cours de formation et de journées d'étude dans les domaines ci-après :
 - a. Techniques d'amélioration des routes rurales et des transports ruraux pour contribuer au développement rural intégré (1979);
 - b. Techniques de planification des transports ruraux intégrés (1979);
 - vii) Etudes sur l'entretien des routes rurales et des routes de desserte (organisation nécessaire et utilisation des ressources humaines et animales)**;
 - viii) Etudes sur l'utilisation des industries locales pour améliorer les dispositifs de traction des véhicules à traction animale, y compris une monographie sur l'Inde**;
 - ix) Evaluation des structures administratives existantes et du rôle des organisations s'occupant des transports urbains : une série de principes directeurs sera élaborée d'ici à la fin de 1979**;
 - x) Etudes sur les possibilités de fournir une assistance pour les programmes de formation consacrés aux études techniques sur la circulation dans les zones urbaines;
 - xi) Coopération intergouvernementale aux fins du développement du réseau et des transports routiers : des directives en vue de faciliter le trafic international seront élaborées d'ici à la fin de 1979**.
- 1.3 Chemins de fer et transport ferroviaire.

Produits :

- i) Assistance à trois pays membres et missions itinérantes d'experts, à la demande des pays intéressés, pour les conseiller sur les problèmes en matière de transport ferroviaire**;
- ii) Séminaires et voyages d'étude régionaux sur** :
 - *a. L'entretien du matériel roulant (Japon, 1978);
 - *b. Le matériel de traction et les opérations modernes (Royaume-Uni, 1978);
 - c. L'augmentation des vitesses commerciales (République fédérale d'Allemagne, 1979);
 - *d. L'optimisation des investissements dans le matériel de traction (France, 1979);
- iii) Assistance pour l'organisation de programmes de formation et la coopération technique entre pays en développement dans le domaine des chemins de fer**;

- iv) Convocation du Groupe intergouvernemental des chemins de fer en 1978**;
- v) Convocation du Groupe de travail d'experts du projet de chemin de fer transasiatique;
- vi) Convocation du Groupe de coordination des recherches ferroviaires;
- *vii) Etudes sur :
 - a. Les nouvelles méthodes de détection des défauts dans les locomotives et le matériel roulant;
 - b. Les nouvelles méthodes de détection des défauts dans les rails;
 - c. Le développement des activités commerciales grâce aux chemins de fer de la région;
- *viii) Chemin de fer transasiatique (deuxième phase) : les transports multimodaux et le développement rural intégré; assistance** dans les domaines ci-après :
 - a. Etude de site en vue de la construction de la nouvelle ligne recommandée : Suphanburi-Tak-Maesod;
 - b. Etudes de prérealisation concernant le projet de ligne Phnom-penh-Ho Chi Minh-Ville (1979);
 - c. Poursuite des études sur le trafic ferroviaire suburbain et les transports ferroviaires publics rapides dans les capitales des pays desservis par le chemin de fer transasiatique;
 - d. Etudes ou enquêtes spécifiques sur les transports multimodaux desservant le secteur rural, à la demande des gouvernements des pays de la région¹;
 - e. Etudes comparées des différentes options qui s'offrent dans le domaine du transport de marchandises entre les pays de la région et l'Europe via la Turquie/Moyen-Orient et l'URSS.

Sous-programme 2. Infrastructure des télécommunications

- a) Pourcentage des ressources du programme : 10.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2127 à 2123.
- c) Produits :
 - i) Etablissement des cahiers des charges, publication d'avis d'adjudication et évaluation des soumissions concernant :
 - a. La liaison radio hyperfréquence Tayyabat-Kandahar-Kaboul;
 - b. La liaison radio hyperfréquence Kaboul-Jalalabad;
 - ii) Etude des liaisons hyperfréquence ci-après et établissement des cahiers des charges :
 - a. Jalalabad-Torkham;
 - b. Lahore-Amritsar;
 - iii) Coordination des travaux de mise en place des liaisons hyperfréquence ci-après :
 - a. Madurai-Colombo;
 - b. Patna-Raxaul-Kathmandou;

* Nouvel élément de programme.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

¹ Egalement indiquées sous le programme relatif au développement rural (sous-programme 9).

- iv) Assistance pour la mise au point des cahiers des charges pour les liaisons hyperfréquence ci-après :
- a. Pakanbaru-Singapour;
 - b. Pakanbaru-Pongka-Gunong Pulai.

*Sous-programme 3. Services postaux***

- a) Pourcentage des ressources du programme : 10.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2134 à 2138.
- c) Produits :
 - i) Assistance pour l'élaboration de plans visant à développer et améliorer l'administration postale et la distribution du courrier dans les zones rurales; renforcement des activités de formation du personnel en vue d'atteindre les objectifs fixés par l'UPU pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
 - ii) Organisation (1973) d'un stage de formation sur l'évaluation des besoins des pays les moins avancés et sur l'assistance spéciale requise pour améliorer et développer leurs services;
 - iii) Organisation (1979) d'une réunion de travail sur l'application de techniques modernes aux opérations postales des pays en développement de la région.

Sous-programme 4. Développement du tourisme

- a) Pourcentage des ressources du programme : 10.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2222 à 2225.
- c) Produits :
 - *i) Assistance pour l'élaboration d'un plan du développement du tourisme dans les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est;

- *ii) Assistance pour l'établissement d'un programme décennal de développement du tourisme pour les îles du Pacifique Sud;
- *iii) Mise au point de principes directeurs et de méthodes pour l'amélioration d'activités communes de promotion du tourisme dans la région de la CESAP;
- *iv) Promotion des échanges de connaissances spécialisées et de savoir-faire technique dans le domaine du développement du tourisme entre pays en développement membres de la CESAP : des voyages d'étude touristiques seront organisés parmi les Etats membres;
- v) Assistance pour l'établissement du programme d'aménagement de la zone de Gandak/Lumbini, en particulier du parc de Lumbini;
- *vi) Préparation d'une réunion intergouvernementale d'experts sur la promotion du tourisme dans la région de la CESAP (1978).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.83 Le tableau d'effectifs proposé pour 1978-1979 au titre de ce programme tient compte du transfert de 2 postes P-4, d'un poste P-2/1 et de 2 postes d'agent local au nouveau programme "Transports maritimes, ports et voies navigables".

Imprimerie et reliure

7.84 L'augmentation de crédit de 1 000 dollars demandée pour développer le programme de publications au titre de ce programme correspond à un crédit précédemment prévu pour d'autres programmes.

* Nouvel élément de programme.

** Financé en partie par des fonds extra-budgétaires.

D. - Appui aux programmes

1. - SERVICES DE CONFERENCE

TABLEAU 7.41. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 108,9	104,1	-	142,9	247	1 355,9
Consultants	12	0,3	-	1,9	2,2	14,2
Heures supplémentaires	6,6	0,3	(6,9)	-	(6,6)	-
Dépenses communes de personnel	463,4	28,8	-	66,6	95,4	558,8
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	29,1	1,4	-	4,7	6,1	35,2
Total	1 620	134,9	(6,9)	216,1	344,1	1 964,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 754,9	(6,9)	-	-	(6,9)	(0,3) %

 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 964,1
	(1 964,1)
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 7.42. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Services de conférence

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	11	11	-	-	11	11
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	17	17	-	-	17	17
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	63	63	-	-	63	63
TOTAL GENERAL	80	80	-	-	80	80

1. – SERVICES DE CONFERENCE

7.85 Bien qu'ils soient présentés comme constituant un programme distinct, les services de conférence sont assurés par la Division administrative, dont les attributions sont exposées dans le Manuel de l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, sect. K (II), p. 11).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Heures supplémentaires

7.86 Après avoir réévalué les crédits nécessaires pour les heures supplémentaires, la CESAP a estimé qu'il serait possible de les diminuer de 6 900 dollars.

2. -- GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

TABLEAU 7.43. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	186,8	19	(23)	17,6	13,6	200,4
Dépenses communes de personnel	72,1	11,9	(9,4)	8	10,5	82,6
Total	258,9	30,9	(32,4)	25,6	24,1	283

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
289,8	(32,4)	-	-	(32,4)	(11,1) %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Fonds du PNUD pour frais généraux	
Traitements et dépenses communes de personnel	400
Total a)	400
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Total b)	-
TOTAL GENERAL	400

Total, coûts directs	683
----------------------	-----

(683)

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 7.44. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Gestion des activités de coopération technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	-	1	1	2	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	2	2	4	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	1	1	1	3	2
Total	5	4	4	4	9	8
Autres catégories :						
Agents locaux	2	2	3	2	5	4
TOTAL GENERAL	7	6	7	6	14	12

2. – GESTION DES ACTIVITES
DE COOPERATION TECHNIQUE

7.87 Ce programme, qui est exécuté sous la direction du Bureau de la coordination et en coopération avec les divisions organiques intéressées, a pour but d'assurer l'exécution coordonnée et efficace des activités opérationnelles de la Commission.

7.88 Les activités inscrites au programme sont les suivantes :

a) Orientation quotidienne de la politique en matière de coopération technique;

b) Gestion et administration des projets de coopération technique;

c) Bourses régionales de la CESAP et programmes d'assistance à long terme financés par des fonds extra-budgétaires;

d) Fonctions d'agent d'exécution des projets pour le compte des instituts régionaux.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)**Transfert de postes*

7.89 Compte tenu de l'observation du Service de gestion administrative selon laquelle ce programme devrait être financé par les fonds pour frais généraux reçus au titre de l'exécution des projets de coopération technique, il est proposé de transférer un poste P-2 au programme "Services administratifs et services communs".

Reclassement de postes

7.90 Vu les responsabilités accrues du Chef du Groupe des activités de coopération technique et l'augmentation considérable du volume de travail due au fait que la CESAP compte maintenant parmi les agents d'exécution des projets du PNUD, il est proposé de reclasser ce poste de P-4 à P-5, d'autant que les postes comparables dans les autres commissions régionales sont des postes d'administrateur hors classe (P-5) ou d'administrateur général (D-1).

3. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

 TABLEAU 7.45. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX
 (En milliers de dollars des États-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 773,7	252,3	224	287,9	764,2	2 537,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	81,6	103,2	(135,6)	7,5	(24,9)	56,7
Heures supplémentaires	82,8	3,3	(5,3)	12,3	10,3	93,1
Dépenses communes de personnel	730,7	86,5	91,4	138,5	316,4	1 047,1
Frais de voyage du personnel	11,8	0,5	-	1,9	2,4	14,2
Location et entretien des locaux	290	12	34,6	52,9	99,5	389,5
Eclairage, chauffage, énergie et eau	328,4	18,8	154,6	78,4	251,8	580,2
Location et entretien du matériel	240,5	10,8	30	43,9	84,7	325,2
Communications	246,5	10	7	41,1	58,1	304,6
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	5	0,2	-	0,8	1	6
Services divers	65,5	0,8	12,5	12,2	25,5	91
Fournitures et accessoires	201	10	50	40,8	100,8	301,8
Mobilier et matériel	102	5,4	137,5	37,9	180,8	282,8
Total	4 159,5	513,8	600,7	756,1	1 870,6	6 030,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total au maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 673,3	600,7	117,5	67	550,2	11,7 %

TABLEAU 7.45 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
	<u>Fonds pour frais généraux - Fonds pour assistance bilatérale :</u>	
	Traitements et dépenses communes de personnel	300
	Total a)	300
b) <u>Projets opérationnels</u>		-
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	300

Total, coûts directs	6 330,1
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(6 330,1)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 7.46. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Services administratifs et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	3	-	2	2	5
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	3	-	1	4	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	8	10	-	-	8	10
Total	19	21	-	3	19	24
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	154	179	-	2	154	181
TOTAL GENERAL	173	200	-	5	173	205

TABLEAU 7.47. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : Services administratifs et services communs

1976-1977		1978-1979	
Néant	-	Achat de mobilier et de matériel :	
		a) Matériel d'interprétation	80
		b) Système de climatisation indépendant	5
		c) Matériel de bibliothèque	7,5
		d) Matériel pour le laboratoire de langues	25
	-		117,5

3. – SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

7.91 Les services relevant de ce programme sont les suivants :

- a) Services d'administration du personnel;
- b) Services budgétaires et financiers;
- c) Services généraux;
- d) Services de bibliothèque;
- e) Services d'information.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

7.92 Il est proposé de transférer un poste P-2/1 du Bureau de la gestion des opérations techniques pour renforcer les services administratifs et services communs.

Postes nouveaux

7.93 Comme les pays de la région de la CESAP utilisent de plus en plus les publications des Nations Unies, il est proposé de renforcer la bibliothèque en y ajoutant un poste P-2/1 dont le titulaire serait chargé de :

- a) Tenir à jour les bibliographies relatives aux documents de la CESAP (y compris travaux d'indexage conformément aux normes arrêtées par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, la publication de listes des documents, etc.);
- b) Réorganiser les documents des Nations Unies que possède la bibliothèque en une collection de référence complète;
- c) Donner des renseignements sur les documents susmentionnés et fournir les documents demandés;

d) Diffuser dans la région des renseignements émanant de l'ONU en général et du secrétariat de la CESAP en particulier.

7.94 Il est également demandé 10 postes supplémentaires d'agent local pour des agents de sécurité. Depuis l'installation de la Commission dans ses nouveaux locaux, l'expérience a montré que ces agents étaient nécessaires pour que les vastes bâtiments et les terrains soient convenablement gardés. L'augmentation de crédit demandée au titre des postes permanents sera en partie compensée par une diminution des crédits prévus au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales et au titre des heures supplémentaires.

7.95 Enfin, deux nouveaux postes d'agent local sont demandés, l'un pour les services financiers et l'autre pour la bibliothèque, le volume de travail ayant augmenté considérablement dans ces services.

Reclassement de postes

7.96 L'expérience a montré, depuis l'installation de la Commission dans ses nouveaux locaux, que l'exploitation et l'entretien du grand complexe de la CESAP représentait une tâche très lourde dans un pays comme la Thaïlande. Considérant que de ce fait les responsabilités qui s'attachent au poste du Chef de la gestion des bâtiments (ingénieur) sont celles d'un administrateur de 1re classe (P-4), fait d'ailleurs corroboré par les autorités compétentes du Siège, il est demandé de reclasser ledit poste de P-3 à P-4.

Transformation de certains postes en postes permanents

7.97 Comme il était demandé dans le premier rapport sur l'exécution du budget et du programme pour l'exercice

biennal 1976-1977¹, un montant correspondant au coût de 13 postes de travailleur manuel a été inclus parmi les crédits prévus pour 1977 au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales. Ces travailleurs sont indispensables pour assurer l'exploitation et l'entretien des locaux, la sécurité du personnel et l'entretien des bâtiments, des machines et du matériel dans lesquels des sommes considérables ont été investies. En conséquence, il faut que du personnel d'entretien qualifié soit de service 24 heures sur 24, ce qui implique un roulement entre trois équipes, chaque équipe comprenant des électriciens, des mécaniciens et des techniciens de la climatisation. En conséquence, il est proposé de transformer en postes permanents les 13 postes actuellement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire. L'augmentation des crédits demandés au titre des traitements et dépenses communes de personnel est compensée par une diminution correspondante au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales.

Personnel temporaire affecté à des tâches générales

7.98 Comme il est indiqué au paragraphe 7.97 ci-dessus, le crédit demandé à ce titre accuse une diminution de 135 600 dollars, du fait qu'il est proposé de transformer en postes permanents 13 postes d'agent local actuellement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire.

Heures supplémentaires

7.99 En partie pour les raisons indiquées au paragraphe 7.94 ci-dessus, le crédit demandé à ce titre accuse une diminution de 5 300 dollars.

Frais généraux de fonctionnement; fournitures et accessoires; mobilier et matériel

7.100 Comme il est indiqué dans l'introduction au présent chapitre (par. 7.12), le Comité consultatif n'a pas recommandé d'approuver tous les crédits demandés pour les frais généraux de fonctionnement, les fournitures et accessoires, le mobilier et le matériel, dans le premier rapport sur l'exécution du budget et du programme pour 1976-1977. L'expérience a montré, pendant l'exercice biennal en cours, que du fait de cette réduction des crédits il n'était pas possible d'assurer des services essentiels. C'est pourquoi les crédits demandés à ces diverses rubriques pour l'exercice biennal 1978-1979 correspondent grosso modo à ceux qui étaient demandés dans le premier rapport sur l'exécution du budget, soit un accroissement des ressources d'un montant total de 426 200 dollars aux taux révisés de 1977. Le crédit prévu pour la location et l'entretien des locaux est en fait légèrement inférieur au crédit demandé initialement, tandis que le crédit demandé pour les services divers accuse une légère augmentation du fait qu'il faut assurer convenablement les nouveaux locaux.

7.101 En outre, des crédits sont demandés pour couvrir les dépenses non renouvelables décrites dans les paragraphes suivants :

a) *Matériel d'interprétation.* Les nouvelles installations de conférence du nouveau bâtiment ne peuvent accueillir que 160 à 260 représentants environ, ce qui est insuffisant. Le matériel d'interprétation simultanée ne suffit pas non plus pour répondre aux besoins lorsque de grandes réunions ont lieu, en particulier lors des sessions annuelles de la Commission. En conséquence, il est proposé d'aménager le quatrième étage du bâtiment des services en une grande salle de conférence équipée d'un système d'interprétation fixe à six canaux. On dispose déjà du mobilier et autre matériel nécessaire.

b) *Système de climatisation à commandes autonomes.* Il est proposé d'installer au Groupe de la radio un système de climatisation à commandes autonomes. Le système de climatisation central cesse de fonctionner à 18 heures tous les jours, du lundi au vendredi. Cependant, le Groupe de la radio travaille tard la nuit, ainsi que le samedi, le dimanche et les jours fériés.

c) *Matériel de bibliothèque.* Il est prévu de reproduire une collection des principaux documents de l'ONU sur microfiches qui pourront être consultées à la CESAP et dont des copies pourront être envoyées aux pays membres dans des délais relativement courts. En outre, la plupart des organisations internationales, dont les travaux présentent une grande importance pour la CESAP, reproduisent leurs documents et rapports sur microfiches. De nombreux grands journaux ont également commencé à publier, en même temps que leurs éditions normales, des reproductions sur microfiches qui peuvent être envoyées par avion à moindres frais. De plus, la CESAP résoudrait ainsi pour longtemps le problème de place auquel se heurtent toutes les bibliothèques.

d) *Matériel pour le laboratoire de langues.* Conformément aux directives de l'Assemblée générale, des cours de langues sont donnés depuis de nombreuses années tant au Siège que dans les commissions régionales. A la CESAP, des cours d'anglais, de français et de chinois sont donnés gratuitement depuis quelque temps, mais le manque de locaux à la Sala Santitham limite le nombre et l'efficacité de ces cours. Soucieuse d'améliorer et d'étendre cet important programme, la CESAP a prévu des locaux dans son nouveau bâtiment pour des salles de classe et a acheté le mobilier nécessaire. Un local a été prévu pour aménager un laboratoire de langues. Une augmentation de crédit est demandée pour permettre d'acheter le matériel nécessaire pour ce laboratoire. Ce dernier pourra aussi être utilisé pour faire des enregistrements sonores pour des séminaires et conférences, des enregistrements sur bandes vidéo de débats importants et de conférences, pour enregistrer des textes à utiliser pour les tests de dactylographie et de sténographie et pour enregistrer sur bandes vidéo des séquences de démonstration animées par des moniteurs.

¹ A/C.5/31/37, par. 7.12.

CHAPITRE 8. – COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

TABLEAU 8.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
18 336,2	2 216,5	12	606,7	3,3	2 849	15,5	5 672,8	30,9	24 008,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
20 552,7	606,7	173	118,8	552,5	2,7 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Comptes "Frais généraux" de l'ONU	633
PNUE	1 287
Autres fonds extra-budgétaires	2 438,4
Total a)	4 358,4
b) <u>Projets opérationnels</u>	
PNUE	784
PNUD	616
FNUAP	3 408
Autres fonds extra-budgétaires	584
Total b)	5 392
Total, a) et b)	9 750,4

Total, coûts directs 33 758,8

754,3

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 34 513,1

TABLEAU 8.2. - BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) ; TABLEAU RECAPITULATIF
DES DEPENSES PREVUES POUR 1978-1979 ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %		
		Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			Dollars	%
A. Organes directeurs	173,7	(25,4)	14,6	128	73,6	44,9	25,8	147,5	84,9	321,2	86,3
B. Direction exécutive et administration	1 153,7	123,5	10,7	217	18,8	183	15,8	523,5	45,3	1 677,2	16,9
C. Programmes d'activité :	410,1	5,6	1,3	51,4	12,5	56,7	13,8	113,7	27,7	523,8	12,3
1. Agriculture, sylviculture et pêche											
2. Planification, projections et politiques relatives au développement	2 794	699,6	25	(148,8)	(5,3)	424,4	15,2	975,2	34,9	3 769,2	(3,6)
3. Environnement	178,5	42,1	23,5	3	1,6	28,5	15,9	73,6	41,2	252,1	1,3
4. Développement industriel	624,6	116,1	18,5	148,4	23,7	115,8	18,5	380,3	60,8	1 004,9	22,1
5. Commerce international	1 617	51,7	3,1	(81,6)	(5)	200,7	12,4	170,8	10,5	1 787,8	(4,8)
6. Ressources naturelles	475,1	86,6	18,2	218,3	45,9	98	20,7	402,9	84,9	878	38,8
7. Science et technique	84,9	(35,9)	(42,2)	98,5	116	14,5	17	77,1	90,8	162	201
8. Développement social	661,1	70,9	10,7	174	26,3	112,9	17	357,8	54,1	1 018,9	28,4
9. Statistique	1 464,4	276,3	18,8	(563,9)	(38,5)	158,5	10,8	(129,1)	(8,8)	1 335,3	(32,1)
10. Transports	347,4	77,3	22,2	132,5	38,1	72,3	20,8	282,1	81,2	629,5	32,4
D. Appui aux programmes											
1. Relations extérieures/services d'information	124,9	18,7	14,9	31,5	25,2	24	19,2	74,2	59,4	199,1	21,9
2. Services de conférence	1 797,4	(118,9)	(6,6)	476,5	26,5	302,7	16,8	660,3	36,7	2 457,7	21,1
3. Bibliothèque	192,9	144,3	74,8	281	145,6	85,7	44,4	511	264,9	703,9	84,8

TABLEAU 8.2 (suite)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues										Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %
	Crédits ouverts pour 1976-1977		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale			
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%		
4. Gestion des activités de coopération technique	313,6	16,3	51,2	22,9	72	17,7	178,8	57	492,4	19,7		
5. Services administratifs et services communs	5 922,9	10,6	632,8	(10,6)	(631,1)	14,7	872,5	14,7	6 795,4	(9,9)		
Total	18 336,2	12	2 216,5	3,3	606,7	15,5	5 672,2	30,9	24 008,4	2,7		

TABLEAU 8.3. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Commission économique pour l'Amérique latine^a

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	11	13	1	2	12	15
Administrateur hors classe (P-5)	30	30	1	10	31	40
Administrateur de 1ère classe (P-4)	47	52	11	18	58	70
Administrateur de 2ème classe (P-3)	46	49	3	8	49	57
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	32	32	3	2	35	34
Total	168	178	19	40	187	218
Autres catégories :						
Agents locaux	356	376	29	54	385	430
Travailleurs manuels						
Service de sécurité						
Service mobile						
TOTAL GENERAL	524	554	48	94	572	648

a/ Pour la répartition des postes permanents par programme, voir les tableaux d'effectifs indiqués séparément pour chaque programme ci-après. Pour la répartition par lieu d'affectation, voir le tableau dans l'annexe au présent chapitre.

TABLEAU 8.4 - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1970-1977		1978-1979	
<u>Organes directeurs</u>		<u>Services de conférence</u>	
Réunion du Comité antillais de développement et de coopération	25,3	Achat de matériel de reproduction pour les ateliers du Secrétariat	28
<u>Agriculture, sylviculture et pêche</u>		Achat de matériel d'interprétation transportable	125
Conférence latino-américaine de l'alimentation	14,7	<u>Services administratifs et services communs</u>	
<u>Planification, projections et politiques relatives au développement</u>		Achat de matériel	20
Réunion régionale sur la coopération technique entre pays en développement	24,5		
Réunion technique sur l'intégration économique	14,7		
<u>Développement industriel</u>			
Réunion spéciale du Comité d'experts gouvernementaux de niveau élevé	14,7		
Activités préparatoires pour la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique	22		
<u>Commerce international</u>			
Groupe d'experts chargé d'examiner les problèmes immédiats de la balance des paiements	9,8		
Réunion spéciale du Comité d'experts gouvernementaux de niveau élevé sur les politiques relatives aux produits de base	14,7		
<u>Ressources naturelles</u>			
Réunion préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur l'eau	7,8		
<u>Développement social</u>			
Réunion spéciale du Comité d'experts gouvernementaux de niveau élevé sur la population	14,7		
	162,9		173

TABLEAU 8.5. - COUTS INDIRECTS REPARTIS
(En milliers de dollars des États-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Coûts indirects imputés au chapitre 8															
	A	B	C									D				
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	1	2	3	4	5	
Chapitre 22.																
Total	44,8															
A	2,2	3,1	2,9	0,2	3,9	2,0	4,3	2,0	3,1	2,3	0,2	2,9	1,4	1,0	4,1	
B	282,6	12,2	7,9	27,3	13,0	7,2	13,7	6,5	2,9	9,4	1,4	18,7	7,2	5,6	133,6	
C	203,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	203,2	
D	199,4	2,3	7,6	27,1	12,6	7,1	13,7	6,2	2,5	9,4	1,4	10,5	6,8	3,5	53,9	
E	24,8	-	-	-	3,6	0,6	1,4	-	0,1	10,2	-	-	-	-	-	
F	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
G	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
H	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
I	43,0	4,9	3,5	11,9	5,1	3,8	5,9	2,7	1,0	3,7	0,8	13,0	5,7	1,3	45,0	
K	103,1	7,4	3,2	17,8	7,6	3,7	8,8	4,0	1,4	5,5	1,2	19,5	8,5	1,9	31,5	
L	133,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	47,0	
Chapitre 23.																
(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
(4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
(5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE																
B. 1	97,2	(282,8)	78,4	279,7	139,0	72,9	141,0	63,7	26,0	85,3	96,9	190,6	70,0	35,7	556,1	
B. 2	309,4	21,6	13,6	48,3	22,1	12,6	24,4	11,0	4,5	14,7	16,7	32,9	12,1	6,2	96,0	
B. 3	13,9	22,6	139,4	497,2	231,1	129,6	250,6	113,3	46,2	151,6	172,3	437,2	124,4	63,5	988,5	
B. 4	13,9	105,8	66,9	238,4	110,8	62,2	120,2	54,5	22,2	72,7	82,6	162,4	50,5	25,7	471,5	
B. 5	155,6	88,3	53,3	8,4	230,4	11,9	45,1	21,1	40,8	21,2	33,9	16,7	55,8	16,7	898,1	
B. 5	(261,3) ^{a/}	88,3	53,3	8,4	230,4	11,9	45,1	21,1	40,8	21,2	33,9	16,7	55,8	16,7	898,1	
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	794,3	(1710,0)	904,2	3031,4	1638,1	802,4	1570,1	689,0	302,5	1349,2	1072,4	795,7	(199,1)	(2625,7)	(963,9)	(492,4)
TOTAL, COUTS DIRECTS	33758,8	321,2	1080,8	3894,2	2573,1	1124,9	2282,8	870,0	374,5	5133,4	1949,3	971,5	199,1	2625,7	963,9	492,4
TOTAL, COUTS INDIRECTS ET COUTS DIRECTS REPARTIS	34513,1	2573,5	1985,0	6885,6	4213,2	1927,3	3812,9	1567,0	677,0	6482,6	2621,7	1767,2	-	-	-	-

Sous des lettres et chiffres de la première colonne :

Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux.

A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion

B. Bureau des services financiers (New York)

C. Bureau des services du personnel (New York)

D. Bureau des services généraux (Genève)

E. Service de gestion et de planification des comptes

F. Service de gestion de la gestion

G. Service de traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques

H. Services administratifs et financiers (Genève)

I. Division des services généraux (Genève)

J. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)

K. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)

L. Dépenses diverses

M. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun

Chapitre 23. Services de conférence et bibliothèques

(2) Services de l'interprétation et des séances

(3) Traduction, édition et dactylographie

(4) Bibliothèques et documentation

(5) Bibliothèques

REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE :

B. Direction exécutive et administration

B.1 Relations extérieures et services d'information

B.2 Services de conférence

B.3 Bibliothèques et services de documentation

B.4 Gestion des activités de coopération technique

B.5 Administration et services communs

Sous des lettres et chiffres des têtes de colonne :

A. Organes directeurs

B. Direction exécutive et administration

C. Programmes d'activités

1. Agriculture,ylviculture et pêche

2. Planification, projections et politiques relatives au développement

3. Environnement

4. Développement industriel

5. Commerce international

6. Ressources naturelles

7. Science et technique

8. Développement social

9. Statistiques

10. Transport

11. Travail

12. Autres programmes

D. Appui aux programmes

1. Relations extérieures et services d'information

2. Services de conférence

3. Bibliothèque et services de documentation

4. Gestion des activités de coopération technique

5. Services administratifs et services communs

a/ Représente le coût de l'appui administratif fourni au Service commun Centre sur les sociétés transnationales/CEPAL.

Organisation

8.1 La structure des services de la CEPAL est indiquée dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat [ST/SGB/Organisation, sect. K (III)].

Inscription au budget ordinaire de postes de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale

8.2 Dans son premier rapport sur l'exécution du budget et du programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/C.5/31/37), le Secrétaire général, ayant examiné les attributions de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale conformément à une résolution adoptée par la Commission économique pour l'Amérique latine à sa huitième session extraordinaire en 1974 [résolution 340 (AC.66)] indiquait qu'il avait prié le Service de gestion administrative de revoir les attributions et la structure de l'Institut. Comme il était dit dans le rapport sur l'exécution

du budget-programme, le Service de gestion administrative avait recommandé d'intégrer l'Institut à la CEPAL.

8.3 En conséquence, le Secrétaire général avait proposé d'inscrire au budget ordinaire 6 postes d'administrateur (2 P-5, 4 P-4) et 10 postes d'agent local au titre du programme "Planification, projections et politiques relatives au développement".

8.4 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a ouvert des crédits pour ces postes au budget ordinaire mais, sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à condition qu'ils soient financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, étant entendu que la question serait de nouveau examinée dans le contexte du projet de budget-programme pour 1978-1979. Le Secrétaire général propose donc maintenant de transformer ces postes en postes permanents au titre du programme susmentionné.

A. – Organes directeurs

TABLEAU 8.6 – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

A. COÛTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	51	-	42	14,7	56,7	107,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	12,9	(12,9)	11	2,1	0,2	13,1
Heures supplémentaires	2,5	(2,5)	5	0,9	3,4	5,9
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	81,1	(4,6)	58	21,4	74,8	155,9
Frais généraux de fonctionnement	5,4	(5,4)	6	1,7	2,3	7,7
Communications	15,8	-	6	3,3	9,3	25,1
Fournitures et accessoires	5	-	-	0,8	0,8	5,8
Total	173,7	(25,4)	128	44,9	147,5	321,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
148,3	128	-	-	128	86,3

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	321,2
	2 252,3
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 573,5

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

A. - Organes directeurs

8.5 Il est prévu que la Commission tiende sa dix-huitième session au printemps de 1979. En outre, un crédit est demandé pour deux sessions du Comité antillais de développement et de coopération, l'une en 1978 et l'autre en 1979. Un crédit avait été prévu pour la session inaugurale de ce comité en 1976, mais faute d'indications quant aux dates et à la périodicité de ses réunions, on a alors considéré qu'il s'agissait d'une dépense non renouvelable, ce qui explique la diminution qui apparaît dans le tableau 8.1 sous la rubrique "Maintien des programmes de 1976-1977 (aux

taux révisés de 1977)". Enfin, un crédit est demandé pour deux réunions du Comité d'experts gouvernementaux de niveau élevé de la CEPAL, qui établit des principes directeurs pour les activités de la Commission dans les secteurs des principaux programmes. Depuis la création de cet organe, par la résolution 310 (XIV) de la Commission, des crédits sont prévus pour ses réunions, selon les besoins, au titre des divers programmes dont il s'occupe. Vu la périodicité et la régularité de ces réunions qui peuvent être considérées comme des réunions d'un organe directeur ordinaire, il est maintenant proposé d'ouvrir régulièrement un crédit à ce titre.

B. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 8.7. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

A. COUTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Postes permanents	853,4	(2,6)	165,6	124,6	287,6	1 141
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	7,2	-	2	-	2	9,2
Autres dépenses communes de personnel	218,2	122,8	66,4	48,9	238,1	456,3
Frais de voyage des représentants	16	1	(17)	-	(16)	-
Autres voyages autorisés du personnel	58,9	2,3	-	9,5	11,8	70,7
Total	1 153,7	123,5	217	183	523,5	1 677,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1277,2	217	-	-	217	16,9 %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
Fonds pour assistance bilatérale	32,8
Total a)	32,8
b) <u>Projets opérationnels</u>	-
Total b)	-
TOTAL GENERAL	32,8

Total, coûts directs	1 710
	(1 710)
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 8.8. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	4	5	-	-	4	5
Administrateur hors classe (P-5)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	13	15	-	-	13	15
Autres catégories :						
Agents locaux	9	13	-	3	9	16
TOTAL GENERAL	22	28	-	3	22	31

B. – Direction exécutive et administration

8.6 Les crédits demandés à la présente rubrique doivent permettre de couvrir le coût des services ci-après :

- Cabinet du Secrétaire exécutif;
- Cabinet du Directeur du Bureau de Mexico;
- Cabinet du Chef du Bureau de Port of Spain.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

8.7 Il est proposé de renforcer le Cabinet du Secrétaire exécutif et le Cabinet du Directeur du Bureau de Mexico en transférant un poste P.5 et 2 postes d'agent local à chacun de ces cabinets.

Reclassement de postes

8.8 Vu les responsabilités accrues qui incombent aux commissions régionales du fait de décisions d'organes délibérants et d'autres mesures visant à déléguer des pouvoirs auxdites commissions et à renforcer leurs programmes, le Secrétaire général juge opportun de proposer de reclasser de Sous-Secrétaire général à Secrétaire général adjoint le poste de Secrétaire exécutif pour tenir compte des responsabilités considérablement accrues de la Commission. Cette demande a été présentée pour la première fois à

l'Assemblée générale à sa trente et unième session¹ mais la Cinquième Commission, sur l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, a recommandé que le Secrétaire général présente cette proposition dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979.

8.9 A sa seizième session, la CEPAL a adopté sa résolution 358 (XVI) portant création du Comité antillais de développement et de coopération, dans laquelle elle invitait notamment le Secrétaire général "à tenir compte des responsabilités supplémentaires conférées au Bureau sous-régional de Port of Spain". Conformément à cette demande, les effectifs du Bureau de Port of Spain ont été portés de 7 postes d'administrateur et 8 postes d'agent local à 11 postes d'administrateur et 13 postes d'agent local. Vu les responsabilités accrues qui incombent au Directeur de ce bureau, il est maintenant proposé de reclasser ce poste d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1).

Frais de voyage de représentants

8.10 Une diminution de crédit de 17 000 dollars est prévue comme suite à la décision de mettre fin à la pratique adoptée par la CEPAL durant l'exercice biennal en cours et

¹ A/C.5/31/39.

selon laquelle une partie des crédits ouverts pour les frais de voyage était utilisée pour rembourser aux représentants des pays membres les moins développés les dépenses qu'entraînait pour eux le fait d'assister aux réunions de la

CEPAL. Comme l'Assemblée générale n'a pas pris de décision à cet égard, le Secrétaire général considère pour le moment que cette pratique n'a pas été autorisée par l'organe compétent.

C. - Programmes d'activité

1. - AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PECHE

TABLEAU 8.9. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

A. COUTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	259,5	20,3	35	37,8	93,1	352,6
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	9,5	(6,6)	-	0,5	(6,1)	3,4
Consultants	11,8	0,5	-	1,9	2,4	14,2
Heures supplémentaires	2,5	(2,5)	-	-	(2,5)	-
Dépenses communes de personnel	118,9	(6,5)	14	14,8	22,3	141,2
Frais de voyage du personnel	7,9	0,4	2,4	1,7	4,5	12,4
Total	410,1	5,6	51,4	56,7	113,7	523,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
415,7	51,4	-	-	51,4	12,3 %

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
	FAO	
	Traitements	507
	Frais de voyage	50
	Total a)	557
		-
b) <u>Projets opérationnels</u>		
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	557
	Total, coûts directs	1 080,8
		904,2
	Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 985

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 8.10. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Agriculture, sylviculture et pêche

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	-	-	1	-	1	-
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	2	1	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	4	4	6	6
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	2	-	2	1	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	5	6	5	8	10	14
Autres catégories :						
Agents locaux	4	5	1	3	5	8
TOTAL GENERAL	9	11	6	11	15	22

1. - AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PECHE

8.11 Ce programme est exécuté par la Division CEPAL/FAO de l'agriculture (Santiago) et le Groupe FAO/CEPAL de l'agriculture (Mexico), avec la coopération du Bureau de Port of Spain.

8.12 Les quatre sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Politiques, programmes et plans de développement agricole

a) Pourcentage des ressources du programme : 62.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 532-536.

c) Eléments de programme :

1.1 Rassemblement de renseignements.

Produit : renseignements sur l'état d'avancement des plans de développement agricole dans les divers pays de la région.

1.2 Planification du secteur agricole.

Produit : assistance aux organes de planification nationaux et sectoriels pour la mise au point de plans de développement agricole.

1.3 Politique agricole au Mexique.

Produits :

i) Détermination (janvier 1978) des éléments de politique agricole appliqués jusqu'en 1965 pour favoriser le développement de l'agriculture;

ii) Détermination (mars 1978) des facteurs responsables du lent développement de l'agriculture mexicaine après 1965;

iii) Définition (septembre 1978) d'autres politiques possibles pour assurer le développement de ce secteur à l'avenir.

Sous-programme 2. Evaluation du potentiel agricole

a) Pourcentage des ressources du programme : 22.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 537-541.

c) Eléments de programme :

2.1 Diversification de la production de produits alimentaires.

Produit : à la fin de cette période de deux ans, on aura terminé une étude donnant des renseignements plus exacts sur les possibilités de croissance agricole dans chaque pays et dans l'ensemble de la région et sur les politiques nécessaires pour améliorer l'utilisation des ressources agricoles disponibles.

2.2 Bilans pour certains produits de base (sous-région des Antilles).

Produits : une étude (en 1979) fondée sur la publication *Agricultural Statistics of the Caribbean Countries* et relative aux produits (produits alimentaires ou matières premières) qui ont une importance considérable pour la production totale de la région des Antilles, et mise au point de bilans pour ces produits.

2.3 Evolution et perspectives du secteur agricole dans la région des Antilles.

Produit : analyse des différents facteurs qui influent sur la productivité du secteur agricole (conditions de crédit, terres, prix et quantité d'intrants; application des politiques).

Sous-programme 3. Alimentation et nutrition

- a) Pourcentage de ressources du programme : 8.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 542-546.
 c) Eléments de programme :

3.1 Lutte contre la malnutrition.

Produits : des études semestrielles seront établies sur des problèmes généraux ou particuliers d'alimentation et de nutrition, pour aider les pays à formuler des programmes de lutte contre la malnutrition.

Sous-programme 4. Coopération agricole régionale

- a) Pourcentage des ressources du programme : 8.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 547-552.
 c) Eléments de programme :

4.1 Assistance aux organes d'intégration.

Produits : des études annuelles, régionales ou sous-régionales sont rédigées pour montrer le rôle que le secteur agricole peut jouer pour consolider l'intégration économique.

4.2 Coordination des politiques agricoles en Amérique centrale.**Produits :**

- i) Détermination de projets particuliers relatifs à l'exportation;
 ii) Contribution à la mise en place d'un système commun de commercialisation des produits du secteur agricole;
 iii) Rédaction d'un document (décembre 1978) exposant les avantages et les inconvénients de l'application de l'expérience mexicaine à d'autres pays en développement.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

8.13 Il est proposé de renforcer le Groupe FAO/CEPAL de l'agriculture à Mexico, qui compte actuellement un seul poste d'administrateur (P-4) et 2 postes d'agent local, en y transférant un poste P-3 et un poste d'agent local d'autres secteurs du secrétariat de la Commission.

Frais de voyage du personnel

8.14 Une augmentation de crédit de 2 400 dollars est demandée pour les frais de voyage, étant donné le renforcement proposé du Groupe FAO/CEPAL de l'agriculture à Mexico.

2. - PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT**TABLEAU 8.11. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX****A. COUTS DIRECTS***(En milliers de dollars des Etats-Unis)***1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 722,7	294,1	266,8	289,2	850,1	2 572,8
Personnel temporaire pour les réunions	-	-	4,8	1	5,8	5,8
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	293,8	290,1	(543)	6,3	(246,6)	47,2
Consultants	24,6	1	4,4	4,7	10,1	34,7
Heures supplémentaires	2,5	(2,5)	-	-	(2,5)	-
Groupes spéciaux d'experts	10,8	0,4	(11,2)	-	(10,8)	-
Dépenses communes de personnel	683,5	126,1	107,4	112,5	346	1 029,5
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	11,2	(11,2)	7	1,1	(3,1)	8,1
Autres voyages autorisés	44,9	1,6	10	8,8	20,4	65,3
Frais généraux de fonctionnement	-	-	5	0,8	5,8	5,8
Total	2 794	699,6	(148,8)	424,4	975,2	3 769,2

TABLEAU 8.11 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 493,6	(148,8)	-	22,2	(126,6)	(3,6)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Fonds pour assistance bilatérale		80
Traitements		5
Frais de voyage		
	Total a)	85
b) <u>Projets opérationnels</u>		-
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	85

Total, coûts directs	3 854,2
	3 031,4
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	6 885,6

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 8.12. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Planification, projections et politiques relatives au développement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	10	10	-	-	10	10
Administrateur de 1ère classe (P-4)	11	16	3	-	14	16
Administrateur de 2ème classe (P-3)	11	7	-	1	11	8
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	4	5	-	-	4	5
Total	37	39	3	1	40	40
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	24	35	2	-	26	35
TOTAL GENERAL	61	74	5	1	66	75

2. — PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

8.15 Ce programme est exécuté par la Division du développement économique (Santiago) et le Groupe du développement économique (Mexico), avec la coopération des bureaux de Port of Spain et de Washington.

8.16 Les trois sous-programmes pertinents, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Analyse et politiques économiques

- a) Pourcentage des ressources du programme : 78.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 301-311.
- c) Eléments de programme :

1.1 Analyse des tendances économiques.

Produits :

- i) L'*Estudio económico de América Latina* est publié vers le mois de mars de chaque année, en collaboration avec les bureaux régionaux (Mexico, Port of Spain, Bogotá, Washington, Buenos Aires);
- ii) Collaboration et participation à l'opération biennale d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement.

1.2 Projections économiques.

Produits :

- i) Publication des évaluations biennales de la Stratégie internationale du développement;
- ii) Documents pour le Comité d'experts gouvernementaux de niveau élevé;
- iii) Documents pour le Comité de planification;
- iv) Documents donnant des descriptions de modèles;
- v) Documents ou articles analysant les résultats;
- vi) Mise au point d'un modèle numérique expérimental pour l'analyse des conséquences à long terme de différentes politiques économiques possibles en Argentine;
- vii) Analyse des tendances à court terme dans les sous-secteurs de l'économie argentine, en vue de les inclure dans un modèle macro-économique à court terme :
 - a. Secteur agricole;
 - b. Secteur industriel;
 - c. Prix, revenus et emploi;
 - d. Secteur public et aspects financiers;
 - e. Secteur extérieur.
- viii) Services consultatifs pour les gouvernements;
- ix) Projets de textes à utiliser pour discuter des projections nationales avec les organismes publics.

1.3 Evaluation du développement économique dans les pays desservis par le Bureau de Mexico.

Produits :

- i) Rapports détaillés, par pays, et sur l'Amérique centrale;
 - ii) Notes sur la situation économique du Mexique, des pays d'Amérique centrale, de Panama et de Cuba, pour l'établissement de l'*Estudio económico*.
- #### 1.4 Planification et politiques économiques en Amérique centrale.

Produits :

- i) Un document sur "Le rôle du secteur public dans le processus de développement économique du Mexique" (décembre 1979);
- ii) Un document spécial sur les incidences économiques des négociations sur le canal de Panama (décembre 1979);
- iii) Participation à deux cours sur la planification, qui seront donnés en Amérique centrale en 1978 et 1979.

Sous-programme 2. Financement du développement

- a) Pourcentage des ressources du programme : 9.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 312-316.
- c) Eléments de programme :

2.1 Mise au point de stratégies et de politiques.

Produits :

- i) Etudes régionales et nationales;
- ii) Rapports sur les politiques de développement actuelles;
- iii) Etude des structures financières nationales et régionales et des changements qui y sont apportés;
- iv) Etude sur les processus et tendances inflationnistes.

Sous-programme 3. Développement régional

- a) Pourcentage des ressources du programme : 13.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 317-321.
- c) Eléments de programme :

3.1 Argentine.

Produits : un document sur la structure et le fonctionnement du secteur agricole, qui sera complété par un document semblable sur la répartition géographique des industries et des monographies sur des sujets particuliers, comme : a) l'évolution des politiques visant à favoriser le développement régional; b) l'analyse des secteurs de production fondés sur l'exploitation de produits primaires des provinces; c) l'évolution macroéconomique et les tendances actuelles de l'économie de certaines provinces.

3.2 Brésil.

Produits :

- i) Un modèle de simulation et une analyse de politiques de rechange en matière de répartition du revenu (décembre 1979);
- ii) Un modèle de simulation et des analyses préliminaires de certaines politiques gouvernementales, eu égard à leur effet sur les inégalités entre régions (décembre 1979);
- iii) Un rapport (décembre 1979) exposant les incidences sur les coûts et services de l'application de techniques de rechange pour la mise en place de l'infrastructure urbaine;
- iv) Un rapport (décembre 1979) exposant brièvement les méthodes de planification adéquates pour rendre la planification sectorielle compatible avec la planification régionale.

3.3 Amérique centrale.

Produits :

- i) Documents (décembre 1979) sur les perspectives du développement intégré en Amérique centrale;

- ii) Un document (décembre 1979) sur les possibilités de coopération entre le marché commun centro-américain et le Groupe andin.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

8.17 Conformément au Plan à moyen terme pour la période 1978-1981¹, les ressources en personnel du Centre de projections économiques (un poste P-5, 2 postes P-4, un poste P-3, un poste P-2 et 3 postes d'agent local) sont maintenant indiqués pour ce programme, au lieu du programme "Statistiques". D'autre part, il est proposé de transférer à d'autres programmes 10 postes d'administrateur et 2 postes d'agent local, dont 7 postes d'administrateur et 2 postes d'agent local actuellement attribués au Groupe du développement économique (Mexico). Ces transferts ont pour effet net d'ajouter un poste P-4 et un poste d'agent local et de supprimer 2 postes P-5 et 4 postes P-3 pour le présent programme.

Poste nouveau

8.18 Un poste P-2 est demandé au titre de ce programme pour un économiste qui serait affecté au Centre de projections économiques et s'occuperait de modèles complexes élaborés à l'échelon des pays.

Transformation de certains postes en postes permanents

8.19 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a approuvé l'inscription au budget ordinaire pour 1977 (à condition que ces postes soient financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire) de 2 postes P-5, 4 postes P-4 et 10 postes d'agent local précédemment financés par des contributions du PNUD à l'Institut latino-américain de planification économique et sociale. Comme il était indiqué dans le premier rapport sur l'exécution du programme et du budget pour l'exercice biennal 1976-1977², il s'agit là de postes clefs, dont la

suppression nuirait au déroulement des programmes que la CEPAL exécute pour favoriser le développement économique et social d'ensemble des pays d'Amérique latine. Il est donc proposé maintenant de transformer ces postes en postes permanents.

Personnel temporaire affecté à des tâches générales

8.20 La diminution de 543 000 dollars qui apparaît à cette rubrique est imputable à la transformation en postes permanents de postes précédemment financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, comme il est dit ci-dessus au paragraphe 8.20.

Personnel temporaire pour les réunions

Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions

Frais généraux de fonctionnement

8.21 Des augmentations de crédits sont prévues au titre du personnel temporaire pour les réunions (4 800 dollars), des frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (9 000 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (5 000 dollars), du fait que la Conférence sur les perspectives économiques à long terme en Amérique latine se tiendra en 1979 sous les auspices du Centre de projections de la CEPAL.

Consultants et groupes spéciaux d'experts

8.22 Aucune réunion de groupes spéciaux d'experts n'étant prévue pour l'exercice 1978-1979, les crédits demandés accusent une diminution de 11 200 dollars. Une augmentation de crédit de 4 400 dollars est toutefois demandée au titre des consultants.

Frais de voyage du personnel en mission

8.23 Une augmentation de crédit de 10 000 dollars est prévue du fait que des fonctionnaires devront se rendre à des réunions annuelles de coordination interorganisations organisées par le Comité antillais de développement et de coopération de la CEPAL.

¹ A/31/6/Add.1, vol. I, par. 308 et 309.

² A/C.5/31/37, par. 8.19.

3. - ENVIRONNEMENT

TABLEAU 8.13. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	139,2	16,8	-	19,9	36,7	175,9
Dépenses communes de personnel	37,4	25,2	-	7,8	33	70,4
Frais de voyage du personnel	1,9	0,1	3	0,8	3,9	5,8
Total	178,5	42,1	3	28,5	73,6	252,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
220,6	3	-	-	3	1,3 %

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
PNUE		
	Traitements	1 065
	Frais de voyage	65
	Frais généraux de fonctionnement	157
Autres fonds extra-budgétaires		
	Traitements	223,5
	Frais de voyage	20
	Frais généraux de fonctionnement	3,5
	Achat de mobilier et de matériel	5
Total a)		1 539
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUE		
Total b)		784
TOTAL GENERAL		2 323

Total, coûts directs	2 575,1
----------------------	---------

1 638,1

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	4 213,2
--	---------

TABLEAU 8.14. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Environnement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	-	-	-	1	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	4	1	5
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	8	1	9
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	3	-	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	3	3	-	16	3	19
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	1	1	-	12	1	13
TOTAL GENERAL	4	4	-	28	4	32

3. - ENVIRONNEMENT

8.24 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles et de l'environnement de Santiago, en coopération avec le Bureau de Buenos Aires.

8.25 Le sous-programme pertinent, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Environnement

- a) Pourcentage des ressources du programme : 100.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 479 à 483.
- c) Eléments de programme :

1.1 Rassemblement et diffusion de renseignements techniques et économiques sur la situation de l'environnement.

Produits :

- i) Publication de références en coordination avec le système international de référence du PNUE;
 - ii) Rapports périodiques sur la situation de l'environnement en Amérique latine.
- 1.2 Etudes sur les relations entre environnement et développement.

Produits :

- i) Publication de monographies fondées sur des études de cas, y compris, entre autres, celles qui auront été analysées dans le cadre du projet sur la mise en valeur des ressources en eau et l'environnement (voir le sous-programme "Ressources en eau");
- ii) Séminaire sur les types de développement et l'environnement organisé conjointement avec le PNUE (1979);
- iii) Services consultatifs fournis en vue d'aider à déceler les problèmes critiques d'ordre mésologique qui se posent dans le contexte du développement économique et social (sur demande).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Frais de voyage du personnel

8.26 Une augmentation de crédit de 3 000 dollars est demandée au titre des frais de voyage pour tenir compte du fait que le personnel en poste à Santiago doit se rendre dans la région des Antilles pour y assister à des réunions interinstitutions.

4. - DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

TABLEAU 8.15. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	408,3	80,1	104,4	76,4	260,9	669,2
Personnel temporaire pour les réunions	-	-	10,5	2,2	12,7	12,7
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	3,5	(3,5)	-	-	(3,5)	-
Consultants	27,1	1,1	(10)	2,8	(6,1)	21
Groupes spéciaux d'experts	10,8	0,4	-	1,8	2,2	13
Dépenses communes de personnel	159	37,2	42	29,5	108,7	267,7
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	8,6	0,4	(2,5)	1,3	(0,8)	7,8
Autres voyages autorisés	7,3	0,4	4	1,8	6,2	13,5
Total	624,6	116,1	148,4	115,8	380,3	1 004,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
740,7	148,4	-	15,6	164	22,1 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	-
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Fonds pour assistance bilatérale	120
Total b)	120
TOTAL GENERAL	120

Total, coûts directs	1 124,9
-----------------------------	---------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

802,4

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 927,3
---	---------

TABLEAU 8.16. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Développement industriel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	-	1	-	-	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	-	-	1	-
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	5	-	-	4	5
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	3	-	-	2	3
Total	8	10	-	-	8	10
Autres catégories :						
Agents locaux	11	14	-	-	11	14
TOTAL GENERAL	19	24	-	-	19	24

4. - DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

8.27 Ce programme est exécuté par la Division CEPAL/ONUDI de l'industrie et de la technologie de Santiago et par le Groupe ONUDI/CEPAL de l'industrie du Bureau de Mexico, avec la coopération du Bureau de Port of Spain.

8.28 Les trois sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. L'avenir du développement industriel et le nouvel ordre économique international

- Pourcentage des ressources du programme : 26.
- Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 907 à 911.
- Eléments de programme :

1.1 Analyse explicative du processus de développement industriel en Amérique latine.

Produits : document où seront identifiés les principaux facteurs qui ont eu une influence déterminante sur le processus de développement industriel en Amérique latine.

1.2 Analyse des perspectives de développement industriel dans la région.

Produits :

- Document contenant les conclusions de cette analyse (1978);
 - Réunion d'experts spécialisés dans les problèmes du développement industriel afin d'examiner les conclusions énoncées dans le document relatif aux perspectives d'avenir (1979).
- 1.3 Intégration de l'industrie dans la région des Antilles.

Produits : enquêtes et études industrielles portant sur les problèmes liés au développement des industries nationales et multinationales.

Sous-programme 2. Examen et évaluation du développement industriel au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

- Pourcentage des ressources du programme : 5.
- Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 912-914.
- Eléments de programme :

2.1 Analyse périodique des progrès accomplis dans ce secteur d'après des renseignements recueillis systématiquement et des indicateurs tenus à jour.

Produits : présentation, deux fois par an, de rapports sur les progrès accomplis dans la région en ce qui concerne la réalisation des objectifs fixés dans la Stratégie internationale du développement et la Déclaration et le Plan d'action de Lima en matière de développement industriel et de coopération.

Sous-programme 3. La coopération régionale et le nouvel ordre industriel

- Pourcentage des ressources du programme : 69.
- Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 915 à 919.
- Eléments de programme :

3.1 Activités sectorielles.

Produits :

- Dix études seront effectuées sur certains secteurs de l'industrie, et quatre réunions d'experts seront consacrées aux thèmes choisis pour ces études dans le but

de renforcer le système de consultations et de négociations régionales;

ii) Des services consultatifs seront fournis sur demande aux pays ou groupes de pays.

3.2 Coopération technique pour l'industrialisation de l'Amérique centrale.

Produits : études portant sur :

i) L'accélération du processus d'intégration économique de la région;

ii) L'élaboration de projets multinationaux;

iii) La coordination des politiques et des interventions (1979);

iv) La diffusion de connaissances spécialisées, théoriques et pratiques, touchant l'élaboration des plans et des politiques;

v) La formation de personnel de contrepartie aux méthodes et aux techniques de la planification.

Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)

Transfert de postes

8.29 Il est proposé de créer à Mexico un Groupe de l'industrie afin de fournir une assistance accrue aux gouvernements des pays d'Amérique centrale. A cette fin, deux postes d'administrateur (un poste P-4 et un poste P-2/1) seraient transférés d'autres secteurs du secrétariat de la Commission. Il est en outre proposé de transférer un poste d'agent local à la Division de l'industrie et de la technologie de Santiago.

Postes nouveaux

8.30 Deux nouveaux postes d'agent local sont demandés pour le nouveau Groupe de l'industrie de Mexico.

Reclassement de postes

8.31 Pour assurer la comparabilité, quant au classement des postes, avec les autres grands programmes de la CEPAL, il est proposé de reclasser d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1) le poste occupé par le chef de la Division ONUDI/CEPAL de l'industrie et de la technologie.

Personnel temporaire pour les réunions

8.32 Une augmentation de crédit de 10 500 dollars est prévue à ce titre en vue d'une éventuelle seconde Conférence latino-américaine de l'industrialisation qui se tiendrait dans les six premiers mois de 1979.

Consultants

8.33 Une diminution de crédit de 10 000 dollars est prévue pour 1978-1979 au titre des services de consultants.

Frais de voyage du personnel

8.34 Une augmentation de 1 500 dollars est demandée, essentiellement pour le programme de travail du Comité antillais de développement et de coopération.

5. - COMMERCE INTERNATIONAL

TABLEAU 8.17. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 062,6	78	(66)	134,4	146,4	1 209
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	14,9	(6,8)	-	1,2	(5,6)	9,3
Consultants	27	1,1	-	4,3	5,4	32,4
Heures supplémentaires	3,9	(2,5)	(1,4)	-	(3,9)	-
Groupe spécial d'experts	1,4	(1,4)	25,4	5,3	29,3	30,7
Dépenses communes de personnel	466,3	(8,3)	(26,6)	52,5	17,6	483,9
Frais de voyage des représentants	9,8	(9,8)	-	-	(9,8)	-
Autres voyages autorisés du personnel	31	1,5	(13)	3	(8,5)	22,5
Total	1 616,9	51,8	(81,6)	200,7	170,9	1 787,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 668,8	(81,6)	-	-	(81,6)	(4,8) %

TABLEAU 8.17 (suite)

 2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Fonds pour assistance bilatérale		140
Traitements		15
Frais de voyage		
	Total a)	155
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUD		300
	Total b)	300
	TOTAL GENERAL	455

Total, coûts directs	2 242,8
----------------------	---------

1 570,1

B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	3 812,9
---	---------

TABLEAU 8.18. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Commerce international

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	2	2	-	-	2	2
Administrateur hors classe (P-5)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 1ère classe (P-4)	5	4	-	1	5	5
Administrateur de 2ème classe (P-3)	5	7	-	1	5	8
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	5	2	-	-	5	2
Total	21	19	-	2	21	21
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	16	15	-	1	16	16
TOTAL GENERAL	37	34	-	3	37	37

5. - COMMERCE INTERNATIONAL

8.35 Ce programme est exécuté par la Division du commerce international et du développement (Santiago) et la Section des secteurs de production du Bureau de Mexico, avec le concours des Bureaux de Port of Spain, de Washington, de Montevideo et de Bogota.

8.36 Les cinq sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Analyse de la situation internationale

- a) Pourcentage des ressources du programme : 25.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1123 à 1127.
- c) Élément de programme :

1.1 Les principales tendances et leurs conséquences pour l'Amérique latine.

Produits : rapports bisannuels sur les tendances économiques internationales et les faits nouveaux dans ce domaine.

Sous-programme 2. Intégration et coopération économiques

- a) Pourcentage des ressources du programme : 31.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1128 à 1138.
- c) Éléments de programme :

2.1 Évaluation générale du processus d'intégration : succès et échecs.

Produits : rapports sur cette question.

2.2 Le processus d'intégration dans les pays membres de l'Association latino-américaine de libre-échange.

Produits :

- i) Évaluation du processus d'intégration;
- ii) Participation à des réunions techniques.

2.3 Analyse des progrès récents du processus d'intégration du Groupe andin, en particulier en Colombie, en Equateur et au Venezuela.

Produits : rapports sur la question.

2.4 Coopération internationale en Amérique centrale.

Produits : recommandations en vue de resserrer les liens économiques entre les six pays d'Amérique centrale (décembre 1978).

Sous-programme 3. Système monétaire et financier

- a) Pourcentage des ressources du programme : 6.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1144 à 1149.
- c) Éléments de programme :

3.1 Évaluation de l'application de la réforme du système monétaire international et des faits nouveaux dans ce domaine.

Produit : rapport sur la question (1979).

3.2 Analyse des politiques et des tendances internationales qui influent sur le courant de capitaux étrangers servant à financer le développement; accès aux marchés de capitaux privés et assistance officielle au développement.

Produit : rapport sur la question (1979).

Sous-programme 4. Accès aux marchés des pays développés

- a) Pourcentage des ressources du programme : 33.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1150 à 1154.
- c) Éléments de programme :

4.1 Analyse des relations commerciales et financières des pays d'Amérique latine avec d'autres régions, dans le cadre de l'évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement et d'autres résolutions des organes de l'ONU.

4.2 Politiques des pays d'Amérique latine en matière de commerce extérieur.

Produits :

- i) Étude par pays des politiques de promotion des exportations; coûts et avantages des politiques appliquées et évaluation générale des résultats obtenus;
- ii) Étude du système de préférences généralisées et de ses effets sur les exportations de produits manufacturés des pays en développement;
- iii) Étude d'autres aspects des politiques du commerce extérieur :
 - a. Taux de change;
 - b. Politiques tarifaires et non tarifaires (1979).

Sous-programme 5. Commerce et développement des Antilles

- a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1155 à 1159.
- c) Éléments de programme et produits : études et rapports.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

8.37 Après examen du programme de travail de la Section des secteurs de production du Bureau de Mexico dans le domaine commercial, il est proposé de transférer un poste P-4, 3 postes P-2/1 et un poste d'agent local à d'autres secteurs du secrétariat de la Commission. D'autre part, il est proposé de transférer 2 postes P-3 d'autres secteurs du programme à la Section susmentionnée.

Heures supplémentaires

8.38 Une diminution de crédit de 1 400 dollars est prévue à ce titre pour l'exercice 1978-1979.

Groupes spéciaux d'experts

8.39 Une augmentation de crédit de 25 400 dollars est demandée pour la réunion d'un groupe spécial d'experts qu'il est prévu de convoquer en 1979 pour étudier les relations commerciales avec le Japon.

Frais de voyage du personnel

8.40 Compte tenu du programme de travail de la Division du commerce international et du développement (Santiago), on prévoit une diminution de crédit de 13 000 dollars au titre des frais de voyage pour 1978-1979.

6. - RESSOURCES NATURELLES

TABLEAU 8.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	285,7	64,9	154	62,4	281,3	567
Personnel temporaire pour les réunions	5,9	(5,9)	-	-	(5,9)	-
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	24,3	0,7	-	3,9	4,6	28,9
Consultants	21,6	0,8	-	3,5	4,3	25,9
Groupes spéciaux d'experts	9,4	0,4	(9,8)	-	(9,4)	-
Dépenses communes de personnel	112,8	28	61,8	24,2	114	226,8
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	2,5	0,2	(2,7)	-	(2,5)	-
Autres voyages autorisés	12,9	(2,5)	15	4	16,5	29,4
Total	475,1	86,6	218,3	98	402,9	878

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
561,7	218,3	-	-	218,3	38,8 %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	878
----------------------	-----

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	689
--	-----

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 567
--	-------

TABLEAU 8.20. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Ressources naturelles

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur hors classe (P-5)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	2	-	-	1	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	2	-	-	1	2
Total	6	10	-	-	6	10
Autres catégories :						
Agents locaux	5	7	-	-	5	7
TOTAL GENERAL	11	17	-	-	11	17

6. – RESSOURCES NATURELLES

8.41 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles et de l'environnement (Santiago) et le Groupe des ressources naturelles, de l'énergie et des transports du Bureau de Mexico, avec le concours du Bureau de Port of Spain.

8.42 Les trois sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Ressources en eau

a) Pourcentage des ressources du programme : 48.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1326 à 1330.

c) Eléments de programme :

1.1 Collecte et diffusion de données techniques et économiques sur la mise en valeur des ressources en eau.

Produits : textes à inclure dans l'*Estudio económico*, participation à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, textes à inclure dans des études prospectives et des publications.

1.2 Etudes des systèmes d'information nécessaires pour la formulation de politiques et de stratégies de mise en valeur des ressources en eau.

Produits : rapport et colloque.

1.3 Mise en valeur des ressources en eau en Amérique centrale.

Produits :

i) Statistiques annuelles sur l'utilisation de l'eau;

ii) Statistiques périodiques sur les coûts et autres données de base;

iii) Rapport sur l'évaluation du secteur des ressources en eau (décembre 1978);

iv) Assistance technique pour la création d'un groupe régional de l'irrigation;

v) Rapports sur la mise en valeur intégrée des bassins hydrographiques dans chacun des six pays d'Amérique centrale (décembre 1979).

Sous-programme 2. Energie

a) Pourcentage des ressources du programme : 40.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1331 à 1335.

c) Eléments de programme :

2.1 Mise en valeur des ressources énergétiques de la région. Collecte, analyse et diffusion de données techniques et économiques sur les ressources potentielles et leurs utilisations éventuelles, la demande actuelle et future, les aspects juridiques et institutionnels. Promotion du traitement mécano-graphique de ces données.

Produits : textes à inclure dans l'*Estudio económico*, participation à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement et à des études prospectives.

2.2 Techniques de planification recommandées dans le domaine de l'énergie.

Produits :

i) Présentation d'une étude à la Conférence latino-américaine sur l'électrification des régions rurales (1979);

ii) Publication d'un rapport (juin 1979);

2.3 Mise en valeur des ressources énergétiques des Antilles.

Produits :

- i) Analyse des sources d'énergie actuelles (1978);
- ii) Projections relatives à la demande (1978);
- iii) Possibilités de développement de sources d'énergie de remplacement (1979);
- iv) Formulation d'un programme de l'énergie pour les Antilles (1979).

2.4 Mise en valeur des ressources énergétiques de l'Amérique centrale.

Produits :

- i) Statistiques annuelles de l'énergie;
- ii) Statistiques annuelles de la production d'électricité;
- iii) Evaluation du potentiel de ressources énergétiques (énergie hydraulique, géothermique, hydrocarbures et autres sources d'énergie);
- iv) Projections commerciales, par ressource et secteur d'utilisation;
- v) Rapport sur l'examen de l'étude concernant l'interconnexion électrique régionale (décembre 1978);
- vi) Application du plan de création d'un groupe régional de pays s'intéressant à des interconnexions régionales, plan couvrant tous les aspects techniques, économiques et institutionnels.

Sous-programme 3. Ressources minérales

- a) Pourcentage des ressources du programme : 12.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. 1, par. 1336 à 1340.
- c) Eléments de programme :

3.1 Collecte et diffusion de données techniques et économiques sur le secteur des industries extractives dans les pays de la région (prospection, production, commerce et consommation des produits, etc.).

Produits :

- i) Textes à inclure dans l'*Estudio económico*, participation à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement et à des études prospectives;
- ii) Monographies sur les tendances concernant l'extraction de certains produits.

3.2 Etudes visant à améliorer les systèmes d'information pour la planification des activités dans l'industrie extractive.

Produits : rapport sur un colloque, et services consultatifs, le cas échéant, à certains pays, sur leur demande (1979).

3.3 Faciliter la coopération entre les entreprises minières publiques dans la région.

Produits :

- i) Publication d'une étude sur les possibilités de coopération dans des domaines tels que les techniques, la

gestion, la législation et la sécurité des travailleurs dans le secteur des industries extractives;

- ii) Réunions périodiques des représentants des entreprises publiques pour leur permettre d'échanger des données d'expérience dans les domaines susmentionnés.

3.4 Mise en valeur des ressources minérales de la région des Antilles.

Produits :

- i) Collecte et évaluation de toutes les données disponibles sur les ressources minérales (1978);
- ii) Etude sur les possibilités d'exploitation des ressources minérales (1978);
- iii) Etude sur les possibilités de transformer davantage les ressources minérales sur place et d'intégrer les facteurs de production dans la région (1979).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)**Transfert de postes*

8.43 Il est proposé de renforcer le présent programme en transférant les postes suivants : un poste P-4 et un poste d'agent local à la Division des ressources naturelles et de l'environnement (Santiago) et un poste P-5, un poste P-2/1 et un poste d'agent local au groupe correspondant du Bureau de Mexico.

Postes nouveaux

8.44 Il est proposé de créer un poste P-3 à Santiago pour un économiste qui s'occuperait des questions minières et serait chargé en priorité des études sur les moyens de transférer les connaissances techniques et administratives des pays qui ont une industrie extractive depuis longtemps à ceux qui n'ont guère développé ce secteur.

Groupes spéciaux d'experts

8.45 Aucune réunion de ce genre n'étant prévue pour l'exercice biennal 1978-1979, on prévoit une diminution de crédit de 9 800 dollars.

Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions

8.46 Aucune réunion nécessitant les services du personnel chargé de ce programme n'étant prévue pour l'exercice biennal 1978-1979, on prévoit une diminution de crédit de 2 700 dollars.

Autres voyages autorisés

8.47 Une augmentation de crédit de 15 000 dollars est demandée à ce titre du fait de l'augmentation des activités de ce programme, que prouve l'accroissement des effectifs qu'il est proposé d'y affecter.

7. - SCIENCE ET TECHNIQUE

TABLEAU 8.21. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Postes permanents	46,7	(11,7)	56,8	8,6	100,4
Consultants	14	(14)	-	-	-
Groupes spéciaux d'experts	-	-	7,5	0,8	8,3
Dépenses communes de personnel	16,2	(2,2)	22,8	3,4	40,2
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	-	-	6,4	0,9	7,3
Autres voyages autorisés du personnel	8	(8)	5	0,8	5,8
Total	84,9	(35,9)	98,5	14,5	162

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
49	98,5	-	-	98,5	201 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Fonds pour l'assistance bilatérale	
Traitements	186,5
Frais de voyage	10
Total a)	196,5
b) <u>Projets opérationnels</u>	
PNUD	16
Total b)	16
TOTAL GENERAL	212,5

Total, coûts directs	374,5
----------------------	-------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

302,5

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	677
--	-----

TABLEAU 8.22. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Science et technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	-	-	-	1	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	1	-	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	1	-	1	-	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	1	2	-	3	1	5
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	-	1	-	-	-	1
TOTAL GENERAL	1	3	-	3	1	6

7. - SCIENCE ET TECHNIQUE

8.48 Ce programme est exécuté par le Groupe de la science et de la technique nouvellement créé au Bureau de Mexico.

8.49 Le sous-programme y relatif, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Plan d'action régional pour la science et la technique

- a) Pourcentage des ressources du programme : 100.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1693 à 1698.
- c) Eléments de programme :
 - 1.1 Assistance en vue de la formulation d'une politique latino-américaine de la science et de la technique.

Produits :

- i) Réunion d'un groupe spécial d'experts (1978);
- ii) Document qui sera présenté au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (décembre 1979).
- 1.2 Fourniture de conseils aux gouvernements de la région en vue de les aider à déterminer leur position.

Produits : rapports nationaux d'activité.

- 1.3 Activités de promotion relatives aux conférences régionales et mondiales.

Produits : séminaires et stages.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

8.50 Le groupe mentionné au paragraphe 8.49 ci-dessus ne compte actuellement qu'un seul poste, un poste P-3 transféré de Santiago. Il est maintenant proposé de transférer au groupe un poste P-4 et un poste d'agent local.

Groupe spécial d'experts

8.51 Une augmentation de crédit de 7 500 dollars est demandée pour une réunion qu'il est proposé de tenir en 1978 dans la région des Antilles en vue d'étudier la formulation d'une politique latino-américaine de la science et de la technique.

Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions

8.52 Une augmentation de crédit de 6 400 dollars est demandée au titre des frais de voyage d'un fonctionnaire qui assistera aux réunions de l'équipe de travail interinstitutions sur l'échange d'informations et le transfert des techniques qui devrait se réunir à Genève trois fois en 1978 et une fois en 1979.

Autres voyages autorisés du personnel

8.53 Une augmentation de crédit de 5 000 dollars est demandée au titre de voyages dans des pays d'Amérique latine et en vue de consultations à Santiago.

8. - DEVELOPPEMENT SOCIAL

TABLEAU 8.23. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

A. COUTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	470,6	41,6	124,2	79,5	245,3	715,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	2,9	(2,9)	-	-	(2,9)	-
Consultants	8,4	0,4	-	1,3	1,7	10,1
Heures supplémentaires	0,5	(0,5)	-	-	(0,5)	-
Dépenses communes de personnel	173,5	32,1	49,8	31,2	113,1	286,6
Frais de voyage du personnel	5,2	0,2	-	0,9	1,1	6,3
Total	661,1	70,9	174	112,9	357,8	1 018,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
732	174	-	34	208	28,4 %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
Fonds pour l'assistance bilatérale	
Traitements	141,5
Frais de voyage	15
Total a)	156,5
b) <u>Projets opérationnels</u>	
FNUD	300
FNUAP	3 194
Autres fonds budgétaires	464
Total b)	3 958
TOTAL GENERAL	4 114,5

Total, coûts directs	5 133,4
-----------------------------	----------------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

1 349,2

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	6 482,6
---	----------------

TABEAU 8.24. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Développement social

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	1	1	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	3	3	1	5	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	6	3	-	7	6
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	3	-	5	2
Total	10	13	9	2	19	15
Autres catégories :						
Agents locaux	5	6	10	2	15	8
TOTAL GENERAL	15	19	19	4	34	23

8. - DEVELOPPEMENT SOCIAL

8.54 Ce programme est exécuté par la Division du développement social à Santiago et par le Groupe du développement social à Mexico, avec la collaboration des Bureaux de Port of Spain et de Mexico.

8.55 Les trois sous-programmes, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Types de développement, politiques sociales et transformations sociales

- a) Pourcentage des ressources du programme : 90.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1823 à 1828.
- c) Eléments de programme :

1.1 Types de développement.
Produits : études sur les sujets suivants :

- i) Les modèles latino-américains et l'ordre international;
- ii) Les Etats-nations, le développement autonome et le tiers monde;
- iii) Autres schémas possibles de développement.

1.2 Transformations sociales.

Produits :

- i) Achèvement d'une banque de données, fondée sur les

recensements exécutés entre 1960 et 1970, en vue d'étudier le développement social et d'établir des documents et études sectoriels;

- ii) Documents sur les tendances de la stratification professionnelle; éducation, répartition du revenu et structure professionnelle; tendances de l'emploi, participation à la vie sociale et répartition du revenu;
- iii) Etudes et évaluations de la participation et de la pauvreté dans le secteur rural;
- iv) Etudes et évaluations de l'intégration des femmes au développement.

1.3 Politiques sociales à Cuba.

Produits :

- i) Analyse du modèle général sur la base des aspects sociaux, et de leur relation avec les aspects économiques (décembre 1978);
- ii) Analyse de la planification sociale et économique à Cuba (décembre 1979).

1.4 Développement social en Amérique centrale.

Produits :

- i) Analyse des politiques sociales et de leurs incidences sur la répartition du revenu (décembre 1979).
- ii) Etude critique des plans à moyen terme et des plans d'opérations, du point de vue social (décembre 1979).

1.5 Etude comparée de la situation sociale dans la région des Antilles.

Produits : monographies sur l'évolution des organisations sociales et économiques, pays par pays, et sur la fourniture de certains services sociaux.

Sous-programme 2. Aspects sociaux de l'urbanisation

a) Pourcentage des ressources du programme : 4.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1829 à 1833.

c) Eléments de programme :

2.1 Etude de la croissance urbaine dans la vallée de Mexico, à Guadalajara et à Monterrey.

Produit : document qui sera achevé en décembre 1978.

2.2 Etude comparée du Mexique et de trois autres pays d'Amérique latine.

Produit : document qui sera achevé en décembre 1979.

Sous-programme 3. Développement et éducation

a) Pourcentage des ressources du programme : 6.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1834 à 1838.

c) Elément de programme :

3.1 Etude des systèmes d'enseignement, dans la région en général et dans divers pays en particulier, dans

leurs relations avec les transformations que connaît la société latino-américaine.

Produits : une assistance sera fournie aux pays qui en feront la demande. La publication de monographies (30 documents en 1976-1977) se poursuivra en 1978 et 1979 avec 10 nouveaux documents, et les comptes rendus nécessaires au projet seront établis. Deux réunions techniques auront lieu afin d'analyser les documents relatifs à la situation dans la région et aux fondements des politiques et des stratégies.

*Accroissement des ressources
 (aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

8.56 Il est proposé de renforcer ce programme en y transférant deux postes P-3 et un poste d'agent local d'autres secteurs du secrétariat de la Commission.

Postes nouveaux

8.57 Un poste P-4 est demandé pour un sociologue administrateur de programmes qui serait chargé de toutes les activités relatives à l'intégration des femmes au développement.

9. - STATISTIQUES

TABEAU 8.25. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	970,2	189	(386,2)	104,2	(93)	877,2
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	12,9	0,5	(4,4)	1,5	(2,4)	10,5
Consultants	52,4	1,7	(20)	5,3	(13)	39,4
Groupes spéciaux d'experts	23,6	1	-	3,8	4,8	28,4
Dépenses communes de personnel	382,9	83,1	(155)	39,9	(32)	350,9
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	2,9	0,2	-	0,5	0,7	3,6
Autres voyages autorisés	19,5	0,8	1,7	3,3	5,8	25,3
Total	1 464,4	276,3	(563,9)	158	129,1	1 335,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 740,7	(563,9)	-	5	(558,9)	(32,1)

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	-
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	214
FNUAP	
Total b)	214
TOTAL GENERAL	214

Total, coûts directs	1 549,3
----------------------	---------

	1 072,4
--	---------

B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 621,7
--	---------

TABLEAU 8.26. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Statistiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et Fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur hors classe (P-5)	2	1	1	-	3	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	9	5	-	-	9	5
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	3	-	-	4	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	2	-	-	3	2
Total	18	11	1	-	19	11
Autres catégories :						
Agents locaux	28	24	-	-	28	24
TOTAL GENERAL	46	35	1	-	47	35

9. - STATISTIQUES

8.58 Ce programme est exécuté par la Division des statistiques et de l'analyse quantitative à Santiago et le Groupe de statistique du Bureau de Mexico, avec la coopération du Bureau de Port of Spain.

8.59 Les deux sous-programmes, qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Système régional d'information statistique

a) Pourcentage des ressources du programme : 68.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1961-1964.

c) Eléments de programme :

1.1 Organisation et tenue de fichiers spécialisés de données.

Produits : tableaux et analyses statistiques.

1.2 Diffusion des statistiques.

Produits : *Anuario Estadístico de América Latina*; publications statistiques sur des sujets particuliers soit dans des publications de caractère général, soit dans les Etudes statistiques de la CEPAL.

1.3 Banque latino-américaine de statistiques économiques et sociales.

Produit : accès rapide aux sources de données spécialisées (avec possibilité de dialogue).

1.4 Mesure et analyse de la distribution du revenu.

Produits : études statistiques : textes sur l'évaluation du développement régional, études sur les problèmes que posent les mesures, l'analyse quantitative, les questions théoriques et méthodologiques et l'évaluation des statistiques nationales.

1.5 Comparaison des prix : estimations du pouvoir

d'achat des monnaies et du produit réel exprimé dans des monnaies communes.

Produits : estimations pour l'établissement des publications annuelles suivantes : *Estudio Económico de América Latina*, *Evaluación del Desarrollo Regional* et *Anuario Estadístico de América Latina*.

1.6 Indicateurs sociaux : mesure et analyse du développement social.

Produits : études statistiques sur les indicateurs sociaux, textes à inclure dans l'*Evaluación del Desarrollo Regional*; études sur les problèmes de mesure et les questions théoriques et méthodologiques; analyse quantitative des processus sociaux, évaluation des statistiques nationales.

1.7 Etudes sur les moyens de mesurer et d'analyser la structure de l'économie et le développement économique.

Produits :

i) Etudes statistiques sur les indicateurs économiques;

ii) Estimations et tableaux statistiques pour l'établissement de l'*Estudio Económico de América Latina*;

iii) Estimations et tableaux statistiques pour l'établissement de l'*Evaluación del Desarrollo Regional*.

Sous-programme 2. Statistiques de base

a) Pourcentage des ressources du programme : 32.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1965-1968.

c) Eléments de programme :

2.1 Mécanismes consultatifs régionaux sur les statistiques et leur utilisation.

Produits :

i) Conférence régionale de statisticiens et d'utilisateurs de statistiques. Consultations régionales sur des questions méthodologiques et des programmes statistiques;

ii) Groupes de travail;

iii) Harmonisation des statistiques nationales pour les rendre comparables. Projet de recommandations internationales.

2.2 Assistance technique.

Produits :

- i) Etablissement de programmes nationaux de statistiques;
- ii) Amélioration des statistiques de base;
- iii) Mise en place de moyens nationaux permanents pour l'établissement de statistiques fiables;
- iv) Projet de recommandations internationales.

2.3 Statistiques de la région des Antilles.

Produits :

- i) Rapport sur l'établissement éventuel d'un système uniforme de statistiques du commerce extérieur (1978);
- ii) Etudes sur les statistiques du commerce extérieur, selon leur utilisation à des fins économiques (1978);
- iii) Publication de l'*Overview of economic activity*;
- iv) Publication du *Boletín Estadístico*.

2.4 Statistiques de l'Amérique centrale.
Produits : collecte, systématisation et analyse des données statistiques de base.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Postes permanents et dépenses communes de personnel

8.60 Le taux de croissance négatif de ce programme est imputable au transfert à d'autres programmes de 7 postes

d'administrateur et de 4 postes d'agent local, dont 6 postes d'administrateur et 3 postes d'agent local du Centre de projections économiques qui ont été affectés au programme "planification, projections et politiques relatives au développement". D'autre part, un poste d'agent local est demandé pour un assistant programmeur qui pourrait être affecté au sous-programme 1.

Personnel temporaire affecté à des tâches générales et consultants

8.61 Du fait de l'allégement du présent programme, comme il est indiqué ci-dessus au paragraphe 8.61, les dépenses prévues pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales accusent une diminution de 4 400 dollars et les dépenses prévues pour les consultants une diminution de 20 000 dollars.

Frais de voyage du personnel

8.62 Aucun crédit n'était prévu à ce titre dans le budget de 1976-1977 pour le Groupe de statistique du Bureau de Mexico. Une augmentation de crédit de 1 700 dollars permettrait à deux fonctionnaires de ce groupe d'assister à la septième session du Sous-Comité de coopération statistique du Comité de coopération économique d'Amérique centrale, qui doit se réunir à Panama durant le premier semestre de 1978.

10. - TRANSPORTS

TABLEAU 8.27. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	247,1	35,3	82,4	46,9	164,6	411,7
Personnel temporaire pour les réunions	-	-	19,1	3	22,1	22,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	3,4	-	-	0,6	0,6	4
Groupes spéciaux d'experts	10,8	0,4	(11,2)	-	(10,8)	-
Dépenses communes de personnel	72,3	41,1	33,2	18,2	92,5	164,8
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	-	-	7,5	1,2	8,7	8,7
Frais de voyage du personnel en mission	-	-	1,5	0,2	1,7	1,7
Autres voyages autorisés du personnel	13,8	0,5	-	2,2	2,7	16,5
Total	347,4	77,3	132,5	72,3	282,1	629,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
424,7	132,5	-	5	137,5	32,4 %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
Fonds pour assistance bilatérale	257,5
Traitements	42,5
Frais de voyage	12
Bourses, subventions et contributions	30
Total a)	342
b) <u>Projets opérationnels</u>	-
Total b)	-
TOTAL GENERAL	342

Total, coûts directs	971,5
----------------------	-------

795,7

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 767,2
--	---------

TABLEAU 8.28. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Transports

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	2	-	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	1	2	2	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	2	-	-	-	2
Total	5	7	1	4	6	11
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	4	6	-	-	4	6
TOTAL GENERAL	9	13	1	4	10	17

10. - TRANSPORTS

8.63 Ce programme est exécuté par la Division des transports et des communications (Santiago) et le Groupe des ressources naturelles, de l'énergie et des transports (Mexico), avec la participation du Bureau de Port of Spain.

8.64 Les quatre sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Systèmes d'information pour la prise de décisions dans le secteur des transports

- a) Pourcentage des ressources du programme : 25.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2079-2083.
- c) Eléments de programme :

1.1 Mise au point et application de techniques spéciales de gestion de l'information, et amélioration de la qualité des informations utilisées.

Produits :

- i) Manuel pour l'établissement d'inventaires des projets d'investissement pour la construction de routes;
- ii) Thésaurus succinct de la terminologie des transports;
- iii) Système statistique permettant d'obtenir les renseignements nécessaires pour établir une politique nationale des transports maritimes et en surveiller l'application.

1.2 Application d'un système automatisé de recherche documentaire et de gestion des données pour faciliter l'intégration des divers éléments du processus de prise de décisions.

Produits :

- i) Fichier automatisé de références sur la documentation relative aux transports;

- ii) Fichier automatisé de références sur les affrètements au voyage;

- iii) Fichier automatisé d'adresses pour l'établissement de répertoires et la distribution de documents.

1.3 Coordination des transports aériens dans les Antilles.

Produits : rapports à l'intention des gouvernements et autres parties intéressées, comme les compagnies aériennes et les offices de tourisme.

Sous-programme 2. Facilitation du transport intersectoriel

a) Pourcentage des ressources du programme : 61.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2084-2088.

c) Eléments de programme :

2.1 Information.

Produits : publication d'un bulletin bimestriel sur la facilitation du commerce et des transports en Amérique latine.

2.2 Assistance en vue de la mise en place de l'infrastructure institutionnelle nécessaire pour assurer des services internationaux efficaces de transports terres/res.

Produits :

- i) Projet de convention sur le transport multimodal international dans la partie australe de l'Amérique du Sud, à la demande de la Réunion des ministres des transports et des travaux publics des pays membres;
- ii) Projet de convention visant à limiter la responsabilité civile des entreprises de transport international en Amérique latine;
- iii) Etude de préfaisabilité sur l'établissement d'un réseau de gares intérieures de marchandises dans la région andine;

- iv) Simplification des documents du commerce et documents de transport essentiels et des procédures appliquées dans les transactions internationales.

Sous-programme 3. Techniques des transports

- a) Pourcentage des ressources du programme : 11.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2094-2097.
 c) Eléments de programme :

3.1 Evaluation des options techniques pour la région.

Produits :

- i) Etude des "chaînes de distribution" des exportations de sucre de la région;
 ii) Etude des techniques de construction du matériel roulant des chemins de fer en Amérique latine.

3.2 Evaluation des résultats des solutions novatrices apportées aux problèmes des transports en commun.

Produit : rapport évaluant les résultats des solutions novatrices apportées aux problèmes des transports en commun dans certains centres urbains de dimension moyenne dans la région.

3.3 Techniques à forte intensité de travail pour la construction de routes.

Produits : Assistance technique et rapports d'activité.

Sous-programme 4. Cabotage dans les Antilles

- a) Pourcentage des ressources du programme : 3.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2098-2102.
 c) Eléments de programme :

4.1 Etude des transports maritimes nécessaires dans la région.

Produits : rapports destinés aux gouvernements et aux organes intergouvernementaux (1978).

4.2 Proposition concernant un système de bateaux

appropriés pour le commerce entre les îles et le transbordement des marchandises.

Produits : rapports destinés aux gouvernements et aux organes intergouvernementaux (1979).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

8.65 Il est proposé de renforcer le présent programme en y transférant 2 postes P-2/1 et un poste d'agent local d'autres secteurs du secrétariat de la Commission.

Postes nouveaux

8.66 Un nouveau poste d'agent local est demandé pour un programmeur à Santiago, qui serait chargé de tenir à jour tous les programmes machine et les fichiers de la Division des transports et des communications et d'aider le personnel de la Division à mettre au point et à programmer de nouvelles applications.

Personnel temporaire pour les réunions

Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions et frais de voyage du personnel en mission

8.67 Il n'était prévu de crédit pour aucune réunion au budget de 1976-1977, alors qu'il est proposé d'organiser, durant l'exercice biennal 1978-1979, en application de la résolution 356 (XVI) de la CEPAL, deux sessions (l'une en 1978 et l'autre en 1979) de la Conférence intergouvernementale sur la limitation de la responsabilité dans les transports routiers et ferroviaires internationaux en Amérique latine. A cette fin, les augmentations de crédits suivantes sont nécessaires : 19 100 dollars pour recruter du personnel temporaire pour les réunions, 7 500 dollars pour les frais de voyage du personnel envoyé à des sessions et 1 500 dollars pour les frais de voyage du personnel en mission.

D. - Appui aux programmes

1. - RELATIONS EXTERIEURES ET SERVICES D'INFORMATION

TABLEAU 8.29. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

A. COÛTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Postes permanents	92,9	9,5	-	13,8	116,2
Dépenses communes de personnel	32	9,2	-	5,3	46,5
Frais de voyage du personnel	-	-	4,5	0,7	5,2
Services d'agences de presse	-	-	7	1,1	8,1
Communications	-	-	20	3,1	23,1
Total	124,9	18,7	31,5	24	199,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
143,6	31,5	-	-	31,5	21,9 %

 2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	199,1
	(199,1)
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-

TABLEAU 8.30. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Relations extérieures et services d'information

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	1	1	-	-	1	1
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	4	4	-	-	4	4
TOTAL GENERAL	5	5	-	-	5	5

1. – RELATIONS EXTERIEURES
ET SERVICES D'INFORMATION

8.68 Ce programme est exécuté par le Service d'information du Cabinet du Secrétaire exécutif.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Frais de voyage du personnel

Services d'agences de presse

Communications

8.69 Les crédits demandés à ces rubriques l'étaient auparavant au titre du programme "Services administratifs et services communs". C'est pourquoi les montants ci-après sont indiqués pour le présent programme au titre de l'accroissement des ressources, alors que cet accroissement est réduit d'autant dans le cas du programme "Services administratifs et services communs": 4 500 dollars au titre des frais de voyage du personnel, 7 000 dollars au titre des services d'agences de presse et 20 000 dollars au titre des communications.

2. - SERVICES DE CONFERENCE

TABLEAU 8.31. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 322,1	(132,3)	28,4	173,3	69,4	1 391,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	-	-	9	1,4	10,4	10,4
Dépenses communes de personnel	466,3	13,3	11,4	66,4	91,1	557,4
Services contractuels	9	0,1	-	1,4	1,5	10,5
Imprimerie et brochage	-	-	138,1	22	160,1	160,1
Entretien du matériel de reproduction	-	-	17	2,7	19,7	19,7
Fournitures pour la reproduction des documents dans les ateliers du secrétariat	-	-	119,6	18,6	138,2	138,2
Reproduction des documents dans les ateliers du secrétariat	-	-	28	4,4	32,4	32,4
Matériel d'interprétation	-	-	125	12,5	137,5	137,5
Total	1 797,4	(118,9)	476,5	302,7	660,3	2 457,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 678,5	476,5	153	32	355,5	21,1 %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
Comptes "Frais généraux" de l'ONU	168
Total a)	168
b) <u>Projets opérationnels</u>	-
Total b)	-
TOTAL GENERAL	168

Total, coûts directs	2 625,7
-----------------------------	---------

(2 625,7)

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 8.32. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Services de conférence

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	7	8	-	-	7	8
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	3	-	-	3	3
Total	13	14	-	-	13	14
Autres catégories :						
Agents locaux	57	58	-	10	57	68
TOTAL GENERAL	70	72	-	10	70	82

2. – SERVICES DE CONFERENCE

8.70 Ce programme est exécuté par la Division des services de conférence de Santiago, le Groupe des services de conférence de la Section administrative du Bureau de Mexico et une partie du personnel de la Section administrative de Port of Spain.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux

8.71 Un nouveau poste P-3 est demandé pour un traducteur français qui sera affecté au Bureau de Port of Spain. Le français est une des langues de travail du Comité antillais de développement et de coopération, et actuellement le Bureau en question n'a pas de traducteur de langue française. Un poste d'agent local est également demandé pour ce Bureau pour un(e) sténographe dont les services sont indispensables vu l'accroissement des travaux de conférence résultant de la création du Comité susmentionné.

Personnel temporaire affecté à des tâches générales

8.72 Une augmentation de crédit de 9 000 dollars est prévue à ce titre pour permettre d'engager du personnel temporaire pendant les périodes de pointe.

*Imprimerie et reliure**Entretien du matériel de reproduction**Fournitures pour la reproduction des documents dans les ateliers du Secrétariat*

8.73 Les crédits demandés à ces rubriques l'étaient auparavant au titre du programme "Services administratifs et services communs". En conséquence, les crédits ci-après, qui sont maintenant demandés pour le présent programme, sont compensés par une diminution correspondante des crédits prévus au titre du programme "Services administratifs et services communs" : 138 100 dollars pour l'imprimerie et la reliure, 17 000 dollars pour l'entretien du matériel de reproduction et 119 600 dollars en ce qui concerne les fournitures pour la reproduction des documents dans les ateliers du Secrétariat.

Matériel de reproduction pour les ateliers du Secrétariat

8.74 Un crédit de 28 000 dollars est demandé pour l'achat de six machines à miméographier et d'une caméra offset.

Matériel d'interprétation

8.75 Un crédit de 125 000 dollars est demandé pour l'achat de matériel d'interprétation transportable. Bien qu'en règle générale les pays hôtes soient disposés à fournir les installations nécessaires pour les réunions qui se tiennent ailleurs qu'à Santiago, l'expérience montre que ce n'est pas toujours le cas; d'autre part, les installations d'interprétation fournies ne sont pas toujours adaptées aux besoins. Le crédit prévu doit permettre d'acheter du matériel d'interprétation pour deux comités dont les sessions ont lieu en même temps (langue originale plus cinq langues, et langue originale plus deux langues).

3. - BIBLIOTHEQUE ET SERVICES DE DOCUMENTATION

TABLEAU 8.33. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	143,4	96,8	171,8	57,9	326,5	469,9
Dépenses communes de personnel	49,5	47,5	69,2	21,9	138,6	188,1
Frais de voyage du personnel	-	-	5	0,8	5,8	5,8
Livres et fournitures de bibliothèque	-	-	35	5,1	40,1	40,1
Total	192,9	144,3	281	85,7	511	703,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
337,2	281	-	5	286	84,8 %

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
	Autres fonds extra-budgétaires	
	Traitements	240
	Frais de voyage	20
	Total a)	260
b) <u>Projets opérationnels</u>		-
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	260

Total, coûts directs	963,9
-----------------------------	--------------

(963,9)

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	----------

TABLEAU 8.34. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Bibliothèque et services de documentation

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	1	-	1	-	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	2	-	1	1	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	1	-	1	-	2
Total	1	4	-	3	1	7
Autres catégories :						
Agents locaux	13	21	-	3	13	29
TOTAL GENERAL	14	25	-	11	14	36

3. - BIBLIOTHEQUE ET SERVICES DE DOCUMENTATION

8.76 Ce programme est exécuté par la Bibliothèque et le Centre latino-américain de documentation de Santiago, ainsi que par le Groupe des services de bibliothèque de Mexico.

*Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)**Transfert de postes*

8.77 Il est proposé d'inclure dans le présent programme le Centre latino-américain de documentation et de recherche, dont les ressources budgétaires sont actuellement indiquées dans le cadre du programme "Services administratifs et services communs", ce qui explique qu'un poste P-4, un poste P-3 et 7 postes d'agent local soient transférés de ce dernier programme. En outre, un poste P-2 serait transféré d'un autre secteur du secrétariat de la Commission à la bibliothèque de Mexico.

Postes nouveaux

8.78 Un poste d'agent local est demandé pour un commis aux documents au Bureau de Washington.

Frais de voyage du personnel

8.79 Une augmentation de crédit de 5 000 dollars est demandée à ce titre du fait que le Centre latino-américain de documentation et de recherche est désormais inclus dans le présent programme (par. 8.78 ci-dessus).

Livres et fournitures de bibliothèque

8.80 Une augmentation de crédit de 35 000 dollars est prévue à ce titre pour le présent programme; elle est compensée par une diminution du même montant dans le cas du programme "Services administratifs et services communs", au titre duquel ces crédits étaient prévus dans le budget de l'exercice biennal 1976-1977.

4. - GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

TABLEAU 8.35. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS
1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	213,3	37,9	51,4	38,6	127,9	341,2
Dépenses communes de personnel	87,9	12,9	20,6	15	48,5	136,4
Frais de voyage :						
Personnel envoyé à des sessions	3,8	0,1	-	0,6	0,7	4,5
Autres voyages autorisés du personnel	8,6	0,3	-	1,4	1,7	10,3
Total	313,6	51,2	72	55,6	178,8	492,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
364,8	72	-	-	72	19,7

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	492,4
----------------------	-------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 8.36. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Gestion des activités de coopération technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	2	-	-	1	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	4	5	-	-	4	5
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	3	3	-	-	3	3
TOTAL GENERAL	7	8	-	-	7	8

4. - GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

8.81 Ce programme est exécuté par la Division des opérations (Santiago).

*Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)**Transfert de postes*

8.82 Il est proposé de renforcer cette division en y transférant un poste P-4 d'un autre secteur du secrétariat de la Commission.

5. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 8.37. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	2 610,9	220,7	(166,6)	384,5	438,6	3 049,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	99,5	36,4	(65)	11	(17,6)	81,9
Heures supplémentaires	36,5	1	-	5,8	6,8	43,3
Dépenses communes de personnel	854,5	286,9	(67)	146,6	366,5	1 221
Frais de voyage du personnel	21,9	1,3	(14)	1,4	(11,3)	10,6
Imprimerie et brochage	132,2	5,9	(138,1)	-	(132,2)	-
Travaux contractuels de traitement des données	135	4,4	7	22,7	34,1	169,1
Location et entretien des locaux	400,8	14,6	-	65,1	79,7	480,5
Petits travaux de transformation des locaux	-	-	8	1,1	9,1	9,1
Eclairage, chauffage, énergie et eau	251	10,1	(0,5)	40,5	50,1	301,1
Location et entretien du matériel	222,5	5,8	(35,3)	30,5	1	223,5
Communications	440,6	18,7	(20)	67,9	66,6	507,2
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	5	0,2	-	0,8	1	6
Services divers	126,2	4,9	5	21,2	31,1	157,3
Fournitures et accessoires	430,9	16,3	(154,6)	45,3	(93)	337,9
Mobilier et matériel	128	4,5	10	22	36,5	161,5
Amélioration des locaux	27,4	1,1	-	4,4	5,5	32,9
Total	5 922,9	632,8	(631,1)	870,8	872,5	6 795,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
6 555,7	(631,1)	20	-	(651,1)	(9,9) %

TABLEAU 8.37 (suite)

 2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
	Comptes "Frais généraux" de l'ONU	465
	Autres fonds pour frais généraux	401,6
	Total a)	866,6
b) <u>Projets opérationnels</u>		-
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	866,6

Total, coûts directs	7 662
-----------------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(7 662)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
---	---

TABLEAU 8.38. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Services administratifs et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	3	-	-	4	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	4	-	-	4	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	10	8	-	1	10	9
Total	22	19	-	1	22	20
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	172	163	16	15	188	178
TOTAL GENERAL	194	182	16	16	210	198

5. — SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

8.83 Ce programme englobe les activités de la Division administrative de Santiago et des sections administratives des bureaux de Mexico et de Port of Spain.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Transfert de postes

8.84 Comme indiqué au paragraphe 8.78 ci-dessus, il est proposé de transférer les postes du Centre latino-américain de documentation et de recherche au programme "Bibliothèque et services de documentation", dont il est plus logique qu'ils relèvent, ce qui explique que 2 postes d'administrateur et 7 postes d'agent local soient éliminés du présent programme. Il est en outre proposé de transférer à d'autres programmes un poste P-2/1 et 6 postes d'agent local.

Transformation de certains postes en postes permanents

8.85 Il est proposé de transformer en postes permanents 4 postes d'agent local approuvés par l'Assemblée générale, à sa trente et unième session, à condition d'être financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, lesdits postes permanents étant destinés à un(e) réceptionniste, un planton et 2 préposés à l'entretien pour le nouveau bâtiment de la CEPAL terminé en 1976¹.

Reclassement de postes

8.86 Il est proposé de reclasser d'administrateur adjoint de 1re classe (P-2) à administrateur de 2e classe (P-3) le poste de chef du Groupe de la sécurité à Santiago. Cela permettrait de corriger une anomalie qui fait que les deux administrateurs que compte ce service, le chef et le chef adjoint, occupent actuellement tous deux des postes P-2.

Frais de voyage du personnel

Imprimerie et brochage

Location et entretien du matériel

Communications

Fournitures et accessoires

8.87 La proposition de répartir les crédits demandés à ces rubriques entre les programmes "Services d'information", "Services de conférence" et "Bibliothèque et services de documentation", comme il est indiqué dans les textes explicatifs pertinents, se traduit par les diminutions suivantes pour le programme "Services administratifs et services communs": 14 000 dollars au titre des frais de voyage du personnel, 138 100 dollars au titre de l'imprimerie et du brochage, 35 300 dollars au titre de la location et de l'entretien du matériel, 20 000 dollars au titre des communications, et 154 600 dollars au titre des fournitures et accessoires.

Mobilier et matériel

8.88 L'augmentation de crédit de 10 000 dollars demandée à cette rubrique découle directement des propositions visant à augmenter les ressources en personnel.

Travaux contractuels de traitement des données

Petits travaux de transformation des locaux

Eclairage, chauffage, énergie et eau

Services divers

8.89 La CEPAL a examiné en détail les dépenses prévues pour 1978-1979 au titre de ces activités et a proposé les ajustements suivants : augmentations de 7 000 dollars pour les travaux contractuels de traitement des données, de 8 000 dollars pour les petits travaux de transformation des locaux et de 5 000 dollars pour les services divers, et une diminution de 500 dollars au titre des frais d'éclairage, chauffage, énergie et eau.

ANNEXE

Répartition des postes permanents par lieu d'affectation

8A.1 La répartition des effectifs de la CEPAL par programme, que l'on trouve dans les tableaux précédents, ne donne pas une idée complète de la structure organique du secrétariat de la Commission, étant donné l'existence de bureaux sous-régionaux qui jouent un rôle de plus en plus important dans l'exécution du programme de travail de la Commission. Pour assurer l'uniformité de la présentation, les dépenses prévues pour ces bureaux sous-régionaux ont été réparties entre les divers programmes auxquels elles se rapportent et sont indiquées dans les tableaux correspondant à chacun d'eux. Cependant, pour donner davantage de renseignements sur la structure particulière de la CEPAL, on a inclus dans le tableau ci-après des tableaux d'effectifs distincts pour chacun des bureaux sous-régionaux. Il convient de noter à cet égard que le Bureau de Rio de Janeiro de la CEPAL a été transféré à Brasilia.

¹ Premier rapport sur l'exécution du budget et du programme pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/C.5/31/37), par. 8.20.

POSTES PERMANENTS NECESSAIRES - BUDGET ORDINAIRE

Etat récapitulatif par classe et par lieu d'affectation

	Santiago		Mexico		Port of Spain	
	<u>Budget ordinaire</u>		<u>Budget ordinaire</u>		<u>Budget ordinaire</u>	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	-	-
Administrateur général (D-1)	9	10	1	1	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	21	20	2	4	1	-
Administrateur de 1ère classe (P-4)	28	35	10	8	5	5
Administrateur de 2ème classe (P-3)	35	34	3	6	3	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	21	22	8	7	2	2
Total	116	123	24	26	11	12
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	271	289	63	63	13	14
TOTAL GENERAL	387	412	87	89	24	26

	Washington		Brasilia		Montevideo	
	<u>Budget ordinaire</u>		<u>Budget ordinaire</u>		<u>Budget ordinaire</u>	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	-	-
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	1	1	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	-	1	1	-	-
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	2	2	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	1	1	-	-
Total	3	3	5	5	1	1
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	3	4	4	4	2	2
TOTAL GENERAL	6	7	9	9	3	3

POSTES PERMANENTS NECESSAIRES - BUDGET ORDINAIRE (suite)

Etat récapitulatif par classe et par lieu d'affectation

	Bogota		Buenos Aires		Total, selon le tableau 8.3	
	<u>Budget ordinaire</u>		<u>Budget ordinaire</u>		<u>Budget ordinaire</u>	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	-	-	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	-	-	-	-	11	13
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	2	2	30	30
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	1	1	47	52
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	2	2	46	49
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	32	32
Total	3	3	5	5	168	178
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	-	-	-	-	356	376
TOTAL GENERAL	3	3	5	5	524	554

CHAPITRE 9. – COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

TABLEAU 9.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
18 975,5	2 096,3	11	364,4	1,9	3 135,7	16,5	5 596,4	29,4	24 571,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
21 071,8	364,4	-	251,2	615,6	2,9 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) Appui fonctionnel et administratif	
FAO	795
FNUAP	525
Sources bilatérales	367
Total a)	1 687
b) Projets opérationnels	
FNUD	4 100
FNUAP	3 366
Sources bilatérales	1 254
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	1 000
FISE	414
FAO	216
Total b)	10 350
Total, a) et b)	12 037

Total, coûts directs 36 608,9

860,1

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 37 469

TABLEAU 9.2 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1978-1979	Taux de croissance réelle %		
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979				Augmentation totale	
		Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%			Dollars	%
D. Appui aux programmes	2 109,1	118,6	5,6	(203,4)	(9,6)	302,5	14,3	217,7	10,3	2 326,8	(9,1)
1. Services de conférence		65	19,6	(32,8)	(9,9)	50,7	15,3	82,9	25	413,9	5,7
2. Gestion des activités de coopération technique	331	527,3	9,5	210,7	3,8	975,2	17,6	1 713,2	31	7 236	4,6
3. Administration et services communs	5 522,8										
Total	18 975,5	2 096,3	11	364,4	1,9	3 135,7	16,5	5 596,4	29,4	24 571,9	2,9

TABLEAU 9.3. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Commission économique pour l'Afrique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	11	14	2	2	13	16
Administrateur hors classe (P-5)	25	29	20	6	45	35
Administrateur de 1ère classe (P-4)	40	48	19	9	59	57
Administrateur de 2ème classe (P-3)	61	64	10	10	71	74
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	33	34	5	6	38	40
Total	172	191	56	33	228	224
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	362	390	30	17	392	407
TOTAL GENERAL	534	581	86	50	620	631

TABLEAU 9.4. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Commission économique pour l'Afrique

1976-1977		1978-1979	
<u>Planification, projections et politiques relatives au développement</u>		Néant	-
Réunion préparatoire à la Conférence sur la coopération technique entre pays en développement	25		
<u>Ressources naturelles</u>			
Réunion préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur l'eau	17		
<u>Science et technique</u>			
Activités préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique	24		
<u>Administration et services communs</u>			
Mobilier et matériel pour le nouveau bâtiment de la Maison de l'Afrique	604		
Période de six mois durant laquelle il faudra payer des frais de location à la fois pour l'ancien ordinateur IBM et pour le nouvel ordinateur NCR	22,7		
Groupe de climatisation pour la nouvelle salle des ordinateurs	20,9		
	664,6		-

TABLEAU 9.5. - COUTS INDIRECTS REPARTIS
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects répartis provenant de	Coûts indirects imputés au chapitre 9													D				
	A	B	C											1	2	3		
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	1	2	3	
Chapitre 22.																		
Total	46,0	17,8	47,3	1,2	0,6	3,3	3,1	0,2	3,3	1,0	0,8	2,7	2,5	2,0	3,5	1,0	4,7	
A	266,0	200,8	11,5	14,4	2,2	9,4	9,4	0,7	10,8	5,8	3,6	2,9	7,9	7,9	16,6	2,9	130,0	
B	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	206,8
C	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
D	184,6	15,4	11,0	14,5	2,1	9,5	9,2	0,9	10,9	5,4	3,7	2,6	8,1	9,2	16,4	2,9	90,9	
E	47,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
F	-	-	29,2	-	-	-	-	-	16,8	-	-	-	1,5	-	-	-	-	-
G	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
H	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
J	48,5	5,4	4,0	6,0	1,3	0,8	3,7	4,0	0,5	4,4	6,0	1,3	0,8	2,3	11,3	1,4	48,5	
K	100,4	8,1	5,9	9,0	1,9	1,2	5,5	5,9	0,7	6,6	9,0	1,9	4,2	7,6	16,6	2,1	30,2	
L	149,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51,0
Chapitre 23.																		
(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE																		
B	1060,6	(3181,9)	136,5	178,0	40,4	25,8	118,0	115,1	10,9	135,6	67,7	45,8	32,8	100,4	115,0	99,0	208,9	694,0
D.1	-	-	392,9	-	-	-	-	-	-	-	226,5	-	-	20,6	-	-	(5604,2)	-
D.2	-	-	881,0	199,7	128,0	584,0	671,1	671,1	531,8	671,1	535,0	226,8	182,6	497,0	568,9	460,4	1099,0	179,5
D.3	99,3	947,6	675,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1099,0	(8000,0)
TOTAL, COUTS INDIRECTS REPARTIS	860,1	(2185,3)	848,1	1529,2	251,3	160,7	731,2	671,6	682,7	676,2	284,1	205,7	646,5	717,6	578,0	(2286,8)	(413,9)	(7256,0)
TOTAL, COUTS DIRECTS ET COUTS INDIRECTS REPARTIS	36608,9	2185,3	1558,2	8985,8	460,5	299,1	1346,7	1313,6	124,0	1547,6	435,5	253,1	574,9	1479,1	1312,0	2286,8	413,9	7256,0
	57469,0	-	2406,3	9915,0	711,8	455,8	2079,9	2029,9	191,6	2390,3	511,7	807,2	573,6	2125,6	2029,6	1699,7	-	-

Seus des lettres et chiffres de la première colonne :

Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux

- A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion
 B. Bureau des services financiers (New York)
 C. Bureau des services de personnel (New York)
 D. Bureau des services généraux (New York)
 E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion
 F. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
 G. Services administratifs et financiers (Genève)
 H. Division des services généraux (Genève)
 I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève)
 J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)

K. Dépenses diverses de l'Organisation des Nations Unies
 L. Participations des Nations Unies aux activités administratives financières en commun

Seus des lettres et chiffres des têtes de colonne :

Chapitre 23. Services de conférences et bibliothèques (New York et Genève)
 (2) Services de l'interprétation et des séminaires
 (3) Production, édition et dactylographie
 (4) Publications, édition et dactylographie
 (5) Bibliothèques

REPARTITION DES COUTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE :

- A. Direction exécutive et administration
 D.1 Services de conférences
 D.2 Gestion des activités de coopération technique
 D.3 Administration et services communs
- B. Direction exécutive et administration
 C. - Programmes d'activités
 1. Projets, projections et plans
 2. Projets, projections et politiques relatives au développement
 3. Enseignement et formation
 4. Etablissements humains
 5. Développement industriel
 6. Commerce international
 7. Main-d'œuvre, gestion et emploi
 8. Ressources matérielles
 9. Population
 10. Administration et finances publiques
 11. Science et technique
 12. Développement social
 13. Statistiques
 14. Transports, communications et tourisme
 D. Appel aux programmes
 1. Appel aux programmes
 2. Gestion des activités de coopération technique
 3. Administration et services communs

5/ Représente le coût de l'appui administratif fourni au Service commun Centre sur les sociétés transnationales/CRA.

Commission économique pour l'Afrique

9.1 Une réorganisation du secrétariat de la Commission a été effectuée par le Secrétaire exécutif dans le courant de l'année 1976, avec les conseils et l'assistance du Service de gestion administrative. La nouvelle organisation est indiquée dans le document "Organisation du Secrétariat" [ST/SGB/Organization, sect. K (IV)]. De plus, d'importants changements d'orientation du programme de travail de la CEA ont été décidés, conformément au vœu des organes directeurs de la Commission. Ces deux facteurs expliquent la répartition souvent différente des postes approuvés pour l'exercice biennal en cours entre les divers programmes. Ces transferts de postes, qu'on se propose maintenant de régulariser, sont si nombreux qu'il serait arbitraire et peu pratique de chercher à préciser l'origine ou la destination des postes transférés d'un programme à un autre. Pour chaque programme, on a toutefois indiqué quels sont les postes transférés audit programme ou par ledit programme, car dans de nombreux cas cela influe considérablement sur son taux de croissance.

A. - Organes directeurs

TABLEAU 9.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	101,1	3,9	-	16,3	20,2	121,3
Heures supplémentaires	7,8	0,3	-	1,2	1,5	9,3
Frais de voyage des représentants	14,7	(14,7)	-	-	(14,7)	-
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	47,1	1,8	15	10,7	27,5	74,6
Communications	14,8	0,6	-	2,4	3	17,8
Fournitures et accessoires	5	0,2	-	0,8	1	6
Total	190,5	(7,9)	15	31,4	38,5	229

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
182,6	15	-	-	15	8,2

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	229
	4 767,1
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	4 997,1

A. – Organes directeurs

9.2 Les organes directeurs de la Commission économique pour l'Afrique sont la Conférence des ministres, le Comité exécutif et le Comité technique d'experts de ce dernier. La Conférence des ministres se réunit tous les deux ans, le Comité exécutif deux fois par an et le Comité technique d'experts une fois par an.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions (15 000 dollars)

9.3 Il est prévu qu'au cours de l'exercice biennal 1978-1979 un nombre accru de réunions des organes directeurs de la CEA se tiendront ailleurs qu'à Addis-Abeba, d'où une augmentation des frais de voyage du personnel nécessaire pour ces réunions.

B. – Direction exécutive et administration

TABLEAU 9.7. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Postes permanents	436,9	44,3	831,8	182,2	1 058,3	1 495,2
Consultants	-	-	15	2,4	17,4	17,4
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	7,2	-	2	-	2	9,2
Autres dépenses communes de personnel	153,9	38,3	332,4	73,1	443,8	597,7
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	7,8	0,3	-	1,2	1,5	9,3
Autres voyages autorisés du personnel	47,1	1,8	-	7,6	9,4	56,5
Total	652,9	84,7	1 181,2	266,5	1 532,4	2 185,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
737,6	1 181,2	-	-	1 181,2	160,1 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs	2 185,3
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(2 185,3)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 9.8. -- POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	3	-	-	1	3
Administrateur hors classe (P-5)	1	3	-	-	1	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	6	-	-	1	6
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	4	-	-	2	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	3	-	-	-	3
Total	7	21	-	-	7	21
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	4	13	-	-	4	13
TOTAL GENERAL	11	34	-	-	11	34

B. -- Direction exécutive et administration

9.4 La direction et l'administration d'ensemble de la CEA sont assurées par le Cabinet du Secrétaire exécutif, y compris le Secrétaire exécutif adjoint et les Conseillers spéciaux. Le présent programme couvre également les fonctions du Cabinet du Secrétaire de la Commission, du Service de la coordination des politiques et des programmes, du Service de la coopération économique, du Service de la coordination de l'assistance technique et des opérations et du Groupe des services d'information. Du point de vue de l'organisation de la Commission, la Division de l'administration et des services communs, qui exécute des programmes distincts, fait également partie du Cabinet du Secrétaire exécutif [ST/SGB/Organisation, sect. K (IV), p. 1].

Coopération économique et intégration

9.5 Le Service de la coopération économique est chargé du programme "Coopération économique et intégration".

9.6 Bien que ce programme figure dans le plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1) parmi les grands programmes particuliers à la Commission écono-

mique pour l'Afrique, ses ressources sont indiquées dans le cadre du programme "Direction exécutive et administration" étant donné le lien qui existe, sur le plan de l'organisation, entre le Service de la coopération économique et le Cabinet du Secrétaire exécutif, comme il est indiqué au paragraphe 9.4 ci-dessus.

9.7 Les deux sous-programmes qui constituent ce programme ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Politiques et institutions

a) Pourcentage des ressources du programme : 72,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2150 à 2154.

c) Eléments de programme et produits :

1.1 Etudes sur les politiques nationales touchant la coopération économique régionale, considérée comme un cadre pour l'établissement de politiques sectorielles et l'évaluation de projets multinationaux;

1.2 Problèmes que pose l'incorporation de stratégies de production dans les stratégies commerciales;

- 1.3 Bulletin sur l'évolution de la situation dans le domaine de la coopération économique et de l'intégration;
- 1.4 Participation à un examen biennal des progrès de l'action collective intergouvernementale dans le domaine de la coopération économique (en collaboration avec d'autres divisions);
- 1.5 Séminaires sur les politiques nationales touchant la coopération économique régionale considérée comme un cadre pour l'établissement de politiques sectorielles et l'évaluation de projets multinationaux;
- 1.6 Etudes sur la création d'institutions nationales (ministères de la coopération économique par exemple) chargées de jouer un rôle central pour promouvoir la coopération économique et l'intégration et mettre en rapport les objectifs du développement national et la coopération économique (en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'œuvre) [activité continue];
- 1.7 Etudes sur la possibilité de constituer une association des principaux investisseurs autochtones africains en vue de promouvoir les investissements à l'intérieur de la région (en collaboration avec la Division du commerce international et des finances);
- 1.8 Etudes et réunion d'experts (1979) sur la création, à l'échelon sous-régional, de groupes consultatifs officiels permanents sur la coopération économique, composés de représentants non officiels du secteur public et du secteur privé (en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'œuvre);
- 1.9 Identification et analyse des lacunes de caractère institutionnel que présentent les groupements économiques africains, en particulier dans les domaines de la coproduction, de la distribution, de la négociation et de la mise au point des politiques à l'échelon multinational (activité continue); réunions de groupes intergouvernementaux, en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'œuvre;
- 1.10 Etudes et séminaires sur la création de bourses africaines de produits agricoles de base, en collaboration avec la Division de l'agriculture et la Division du commerce international et des finances;
- 1.11 Etudes sur la création d'un marché commun africain, en collaboration avec la Division du commerce international et des finances;
- 1.12 "Répertoire des organisations intergouvernementales africaines" (1979);
- 1.13 Dossiers sur les changements intervenus et l'évolution de la situation en ce qui concerne les arrangements relatifs aux groupements économiques (activité continue);
- 1.14 Atelier organisé pour examiner les conclusions et recommandations des études sur la création d'institutions nationales telles que des ministères de la coopération économique ou sur la promotion de la coopération économique, en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'œuvre (activité continue);
- 1.15 Groupe de travail chargé d'examiner les conclusions et recommandations des études sur la création d'une association des principaux investisseurs autochtones africains en vue de promouvoir les investissements à l'intérieur de la région (1979), en collaboration avec la Division de l'industrie;
- 1.16 Etudes sur les sujets suivants : création d'institutions régionales et multirégionales dans divers domaines (transports maritimes, installations portuaires, aviation civile et communications par satellite); associations de producteurs et bourses de produits de base agricoles et non agricoles; réglementation des importations en matière de techniques et de développement technologique; diffusion d'informations techniques et arrangements préférentiels aux fins du transfert, de l'adaptation et du développement des techniques entre régions en développement; conception et construction de machines, ingénierie, machines-outils, petites industries et industries rurales, matériaux de construction; services d'appui aux entreprises industrielles et commerciales; banques et assurances, gestion des entreprises et finances: informations et prévisions dans le domaine commercial; promotion du commerce, importation et exportation; ressources naturelles; consultations et analyse des politiques; diffusion d'informations;
- 1.17 Création de centres d'information commerciale;
- 1.18 Examen biennal de l'ampleur de la coopération économique entre pays en développement et des progrès réalisés dans ce domaine.

Sous-programme 2. Projets

a) Pourcentage des ressources du programme : 27,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2155 à 2159.

c) Eléments de programme et produits :

2.1 Etudes sur l'institution d'arrangements à long terme pour fournir certaines matières premières aux industries de base (en collaboration avec la Division du commerce international et des finances);

2.2 Etudes sur la création, à l'échelon sous-régional, sous une forme institutionnelle, de bourses de produits de base pour certaines cultures vivrières (en collaboration avec la Division du commerce international et des finances) [1979];

2.3 Etudes sur la création de bourses africaines des métaux (en coopération avec la Division du commerce international et des finances et la Division des ressources naturelles); ces études seront suivies d'un atelier;

2.4 Dossiers sur de nouveaux projets multinationaux en cours d'exécution ou déjà exécutés, en particulier dans les domaines de la coproduction et de la distribution;

- 2.5 Réunions sur la fourniture de certaines matières premières à des industries de base (en collaboration avec la Division du commerce international et des finances);
- 2.6 Réunions spéciales de représentants de gouvernements et convocation annuelle de comités intergouvernementaux des programmes au niveau sous-régional, dans le cadre de structures sous-régionales telles que les équipes consultatives des Nations Unies pour le développement (UNDAT).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Reclassement de postes (13 200 dollars)

9.8 Vu les responsabilités accrues qui incombent aux commissions régionales du fait de décisions prises par des organes délibérants et d'autres mesures visant à décentraliser les fonctions en faveur des commissions régionales et à renforcer leurs programmes, le Secrétaire général estime le moment venu de proposer de reclasser de sous-secrétaire général à secrétaire général adjoint le poste de secrétaire exécutif, pour tenir dûment compte de l'accroissement notable des responsabilités qui s'y attachent. Cette demande a déjà été présentée à l'Assemblée générale à sa trente et unième session¹, mais la Cinquième Commission,

¹ A/C.5/31/39.

sur l'avis du Comité consultatif, a recommandé au Secrétaire général de présenter cette proposition dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979.

Transfert de postes (1 151 000 dollars)

9.9 Le renforcement du Cabinet du Secrétaire exécutif, la création du nouveau Service de la coordination des politiques et des programmes et du nouveau Service de la coopération économique ainsi que le transfert du Groupe des services d'information au présent programme ont rendu nécessaire le transfert de 14 postes d'administrateur (2 D-1, 2 P-5, 5 P-4, 2 P-3, 3 P-2/1) et de 9 postes d'agent local qui jusque-là étaient affectés à d'autres services du secrétariat de la Commission.

Consultants (15 000 dollars)

9.10 En partie parce que la CEA a été désignée comme agent d'exécution pour les projets du PNUD, son programme de travail est désormais davantage axé sur les projets opérationnels dont l'exécution exige un degré élevé de spécialisation technique. Une augmentation de crédit de 15 000 dollars est demandée au titre des services de consultants pour ce programme, les fonds devant être ultérieurement répartis entre les programmes qui en ont le plus besoin par le Groupe des programmes et de la coordination.

C. – Programmes d'activité

1. – AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PECHE

TABEAU 9.9. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	549,8	38,6	(126,2)	65,5	(22,1)	527,7
Consultants	-	-	-	-	-	-
Dépenses communes de personnel	321,4	(86,6)	(50,4)	26,4	(110,6)	210,8
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	2	0,1	-	0,3	0,4	2,4
Autres voyages autorisés	18,6	0,7	-	3	3,7	22,3
Total	891,8	(47,2)	(176,6)	95,2	(128,6)	763,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
844,6	(176,6)	-	-	(176,6)	(20,9) %

TABLEAU 9.9 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
FAO		795
	Total a)	795
b) <u>Projets opérationnels</u>		
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	795

Total, coûts directs	1 558,2
----------------------	---------

	848,1
--	-------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 406,3
--	---------

TABLEAU 9.10. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : agriculture, sylviculture et pêche

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	-	-	1	1	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	2	6	6	9	8
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	4	1	1	5	5
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	1	1	2	2
Total	10	8	9 ^{a/}	9 ^{a/}	19	17
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	9	8	-	-	9	8
TOTAL GENERAL	19	16	9 ^{a/}	9 ^{a/}	28	25

a/ Postes fournis par la FAO

1. – AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PECHE

9.11 Ce programme est exécuté par la Division CEA/FAO de l'agriculture.

9.12 Les trois sous-programmes exécutés par la Division ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Planification et programmation du développement agricole

a) Pourcentage des ressources du programme : 15;

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 501 à 505.

c) Eléments de programme et produits :

- 1.1 Organisation et amélioration de la collecte et du traitement des données dans le secteur agricole;
- 1.2 Planification à court et à long terme du développement agricole;
- 1.3 Renseignements et avis concernant les programmes de développement agricole;
- 1.4 Coopération multinationale pour accélérer le développement du secteur agricole;
- 1.5 Coopération multinationale pour développer la pêche et veiller à ce que l'exploitation des ressources forestières soit conforme aux objectifs de développement à long terme (en coopération avec la FAO);
- 1.6 Appui à des projets multinationaux;
- 1.7 Création d'associations de producteurs agricoles pour des produits déterminés (en coopération avec la Division du commerce);
- 1.8 Etude de l'évolution de la situation agricole dans le Sahel en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel;
- 1.9 Enseignement et formation agricoles;
- 1.10 Analyse des rapports et plans de développement nationaux et établissement de rapports visant à faire ressortir les obstacles qui s'opposent au développement agricole et à proposer des mesures pour les surmonter;
- 1.11 Analyse de la législation forestière et des politiques de reboisement, ainsi que des mécanismes d'exploitation et de conservation des forêts, en vue de promouvoir l'équilibre écologique et d'assurer une contribution optimale des ressources forestières au développement (en coopération avec la FAO, 1978-1979);
- 1.12 Contribution à l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique" de la CEA (1978-1979);
- 1.13 Contribution à la publication de la FAO intitulée "Situation de l'alimentation et de l'agriculture"; établissement d'études sur les perspectives nationales, à la demande des pays africains intéressés;
- 1.14 Evaluation des effets que les accords internationaux relatifs aux produits de base existants et envisagés ont sur la production et les prix, et du rôle que jouent les différents produits de base dans le réaménagement du secteur agricole à l'échelle internationale;

1.15 Problèmes que pose le recours à des analyses micro-économiques (exploitations agricoles, projets/programmes zonaux et écosystèmes) et macro-économiques pour la planification du développement agricole (en coopération avec la FAO et la Division de la recherche et de la planification socio-économiques).

Sous-programme 2. Expansion et commercialisation de la production alimentaire

a) Pourcentage des ressources du programme : 65.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 506 à 510.

c) Eléments de programme et produits :

- 2.1 Formulation de programmes et de projets nationaux et multinationaux concernant la production alimentaire, y compris l'élevage;
- 2.2 Expansion et amélioration des recherches sur la technologie alimentaire, en vue d'assurer le maintien de l'offre alimentaire mondiale et de favoriser le remplacement des produits alimentaires étrangers par des produits locaux qui satisfassent les besoins nutritionnels et les goûts alimentaires de la masse de la population;
- 2.3 Etude et mise en œuvre de propositions concernant un système mondial d'informations et de prévision avancée en matière d'alimentation et d'agriculture, ainsi que d'une proposition concernant la surveillance nutritionnelle;
- 2.4 Fixation des nomades (transhumance);
- 2.5 Service du Comité interministériel africain de l'alimentation (en collaboration avec l'OUA);
- 2.6 Analyse des possibilités d'expansion de la production alimentaire, y compris l'élevage et ses produits, et des obstacles qui s'opposent à cette expansion, en vue de recommander les mesures à prendre à l'échelon national et régional pour accroître la production;
- 2.7 Analyse de l'offre et de la demande des principaux produits alimentaires à l'échelon régional et sous-régional, en vue de formuler des politiques des prix appropriées;
- 2.8 Formulation de projets et de programmes pour le développement de l'élevage et de l'industrie laitière et études de faisabilité sur des projets de production, notamment de production laitière (en coopération avec la FAO);
- 2.9 Etudes sur l'élimination de la mouche tsé-tsé, de la stomoxe, de l'oscine et de la trypanosomiase (en coopération avec la FAO);
- 2.10 Etude de la situation alimentaire au Sahel, en étroite coopération avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel; cette étude sera coordonnée avec l'étude SEDES (Société d'études et de développement économique et social) sur la stratégie de lutte contre la sécheresse dans le Sahel ouest-africain (1978);
- 2.11 Réunions intergouvernementales pour étudier les programmes régionaux visant l'expansion de la production et du commerce des produits alimentaires (en collaboration avec la Division du commerce);

- 2.12 Formulation et exécution de programmes concernant les prix des produits alimentaires, les politiques de commercialisation des produits alimentaires et l'amélioration des services de commercialisation et des installations de stockage, ainsi que la constitution de réserves alimentaires régionales, sous-régionales et multinationales – en coopération avec la Division de la recherche et de la planification socio-économiques et la Division des transports, des communications et du tourisme, et avec l'appui de la FAO;
- 2.13 Création et amélioration d'instituts d'études de marché et de recherche en matière de commercialisation, à l'échelon régional ou sous-régional;
- 2.14 Promotion des coopératives et autres groupements d'agriculteurs en vue de la commercialisation des produits alimentaires et autres produits agricoles;
- 2.15 Création et amélioration des services d'information sur les marchés;
- 2.16 Analyse des différences de prix des produits agricoles entre les pays, en vue de promouvoir les échanges;
- 2.17 Etudes de faisabilité concernant la constitution de réserves alimentaires multinationales et la conclusion d'accords de commercialisation;
- 2.18 Etudes de faisabilité concernant la mise en place et l'expansion des installations de transformation des produits alimentaires, notamment des produits de l'élevage et du lait (en coopération avec la Division de l'industrie);
- 2.19 Etudes économiques concernant la mise en place d'installations de stockage, y compris les services de collecte et de distribution, au niveau des exploitations agricoles, des villes et des pays (1978) – en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel – en vue de la mise en place d'installations où seraient entreposés des stocks d'urgence et des stocks réguliers pour les pays du Sahel;
- 2.20 Etudes sur la création de bourses africaines de produits agricoles, en collaboration avec la Division du commerce international et des finances;
- 2.21 Consultations sous-régionales sur les moyens d'accroître l'offre alimentaire en réduisant le gaspillage et en améliorant la commercialisation;
- 2.22 Réunions intergouvernementales pour étudier les programmes concernant la constitution de réserves alimentaires multinationales et la conclusion d'accords de commercialisation.
- Sous-programme 3. Promotion du développement rural intégré et amélioration des institutions et services agricoles*
- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 511 à 516 et 2207 et 2208.
- c) Eléments de programme et produits :
- 3.1 Renforcement et amélioration des institutions rurales et des services d'appui, y compris les organismes de commercialisation et de crédit, les fournisseurs d'intrants agricoles et les services de vulgarisation;
- 3.2 Accroissement de l'efficacité des instituts nationaux et internationaux de recherche agricole et promotion de la coopération entre pays pour la formulation et l'exécution de programmes de recherche;
- 3.3 Développement institutionnel agricole zonal ou intégré;
- 3.4 Création d'associations régionales de crédit agricole, conformément aux priorités nationales des pays intéressés (en coopération avec la FAO);
- 3.5 Création d'un centre régional d'information sur la recherche agricole en cours (CARIS);
- 3.6 Appui à des projets multinationaux;
- 3.7 Participation aux activités du Comité spécial de la FAO pour la réforme agraire visant la mise au point de programmes d'installation et de réinstallation ainsi que l'amélioration et la gestion des institutions et services ruraux;
- 3.8 Etudes analytiques sur les programmes de développement institutionnel agricole intégré, en vue d'élaborer des directives pour l'exécution et l'expansion efficaces de ces programmes (en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel);
- 3.9 Intégration de l'élevage dans les systèmes d'exploitation agricole et effets sociologiques de ces changements sur la communauté (en collaboration avec la Division du développement social);
- 3.10 Poursuite des études sur les changements intervenus dans les régimes agraires et les politiques foncières en Afrique, l'accent étant placé sur les populations pastorales et nomades (en coopération avec la FAO);
- 3.11 Etude des rapports entre les programmes des instituts de recherche et ceux des services de vulgarisation et de formation, en vue d'une meilleure application des résultats des recherches;
- 3.12 Etude analytique des méthodes à utiliser pour diffuser efficacement les innovations auprès des agriculteurs;
- 3.13 Etudes de faisabilité sur la création de deux stations d'embouche au Tchad, en étroite coopération avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel (1978);
- 3.14 Etude de faisabilité sur la mise en place et l'expansion d'un programme d'embouche, à l'intention des agriculteurs sédentaires du Sénégal, en collaboration étroite avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel (1978);
- 3.15 Contribution au "Bulletin du développement rural";
- 3.16 Séminaires sur les rapports entre les services de recherche et de vulgarisation et sur la diffusion des résultats des recherches.
- Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*
- Transfert de postes*
- 9.13 Deux postes d'administrateur (1 P-4 et 1 P-5) et un poste d'agent local sont transférés de ce programme à d'autres.

2. - PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES
RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

TABLEAU 9.11. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

A. COUTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 438,3	94,3	(309)	175,5	(39,2)	1 399,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	122,8	138,4	(261,2)	0,5	(122,3)	0,5
Consultants	5	0,2	-	0,8	1	6
Dépenses communes de personnel	534,1	77,9	(123,4)	70,4	24,9	559
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	-	-	-	-	-	-
Autres voyages autorisés	20,6	0,8	-	3,3	4,1	24,7
Imprimerie et brochage	35,4	1,4	-	5,7	7,1	42,5
Total	2 156,2	313	(693,6)	256,2	(124,4)	2 031,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 469,2	(693,6)	-	-	(693,6)	(28) %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	
PNUD	4 100
Sources bilatérales	2 254
Total b)	6 354
TOTAL GENERAL	6 354

Total, coûts directs	8 385,8
-----------------------------	----------------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	1 529,2
--	----------------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	9 915
---	--------------

TABLEAU 9.12. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : planification, projections et politiques relatives au développement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	3	2	-	-	3	2
Administrateur hors classe (P-5)	3	2	-	-	3	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	7	-	-	3	7
Administrateur de 2ème classe (P-3)	9	6	-	-	9	6
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	8	4	-	-	8	4
Total	26	21	-	-	26	21
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	29	17	-	-	29	17
TOTAL GENERAL	55	38	-	-	55	38

2. – PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

9.14 Ce programme est exécuté par la Division de la recherche et de la planification socio-économiques.

9.15 Les deux sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Etudes et analyses

- a) Pourcentage des ressources du programme : 62.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 286 à 290.
- c) Eléments de programme et produits :
 - 1.1 Etude annuelle de la conjoncture et des politiques économiques et sociales dans les pays membres de la Commission et dans la région en général;
 - 1.2 Opération biennale d'examen et d'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement en Afrique;
 - 1.3 Etude générale de la situation en Afrique, dans le contexte de la situation économique et sociale mondiale;
 - 1.4 Etude sur l'autonomie alimentaire dans la région relevant de la CEA;
 - 1.5 *Bulletin économique pour l'Afrique*;
 - 1.6 Etude biennale des problèmes de développement auxquels se heurtent les pays africains les moins avancés, dans le cadre de l'étude annuelle des conditions économiques et sociales en Afrique;

1.7 Etude approfondie continue de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés;

1.8 Conférence sur les problèmes et les perspectives des pays africains les moins avancés.

Sous-programme 2. Projections et planification

- a) Pourcentage des ressources du programme : 38.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 291 à 294.
- c) Eléments de programme et produits :
 - 2.1 Etude et évaluation de la mise en œuvre des politiques d'indigénisation dans certains pays africains;
 - 2.2 Etude du rôle des entreprises publiques dans l'économie des pays africains;
 - 2.3 Etude du rôle des entreprises autochtones, petites et moyennes, dans le processus de développement en Afrique;
 - 2.4 Etude des problèmes que posent les opérations en association (par exemple entre un gouvernement national et un gouvernement étranger, un gouvernement national et un investisseur privé étranger, ou un investisseur privé national et un investisseur privé étranger) dans un certain nombre de pays africains;
 - 2.5 Etudes portant sur un certain nombre de pays africains qui serviront à déterminer les taux de croissance possibles pour la région;
 - 2.6 Etudes sur les mesures de politique générale prises par les pays en matière de commerce intérieur et

sur leur application, notamment du point de vue de la répartition des biens d'équipement et de consommation et de la part revenant au secteur agricole et rural dans certains pays en développement;

- 2.7 Examen des possibilités et du degré d'application pratique d'une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement dans le contexte africain.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transformation de certains postes en postes permanents

9.16 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a approuvé, à compter du 1er janvier 1977, un poste P-5, deux postes P-4 et deux postes d'agent local, qui devaient être financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire. Ces postes avaient été demandés pour des

fonctionnaires chargés de donner suite aux recommandations formulées lors de grandes conférences des Nations Unies tenues récemment, telles que la Conférence des Nations Unies sur l'eau, la Conférence des Nations Unies sur la désertification et la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement. Il est demandé de transformer ces postes en postes permanents à compter du 1er janvier 1978.

Transfert de postes

9.17 L'accroissement des ressources au titre des traitements et dépenses communes de personnel qui résulterait de la transformation proposée au paragraphe 9.16 ci-dessus serait largement contrebalancé par l'effet net des transferts de postes : 10 postes d'administrateur (un poste D-1, 2 postes P-5, 3 postes P-3 et 4 postes P-2/1) et 14 postes d'agent local transférés à d'autres programmes, contre 2 postes P-4 transférés par d'autres programmes.

3. – ENSEIGNEMENT ET FORMATION

TABLEAU 9.13. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	212,7	13,9	36,6	36,1	86,6	299,3
Consultants	18,6	0,7	-	3	3,7	22,3
Dépenses communes de personnel	79,7	10,7	14,6	14,6	39,9	119,6
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	-	-	-	-	-	-
Autres voyages autorisés	7,8	0,3	-	1,2	1,5	9,3
Total	318,8	25,6	51,2	54,9	131,7	450,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
344,4	51,2	-	-	51,2	14,8 %

TABLEAU 9.13 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Fonds bilatéraux		10
	Total a)	10
b) <u>Projets opérationnels</u>		
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	10

Total, coûts directs	460,5
----------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

251,3

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	711,8
---	-------

TABLEAU 9.14. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : enseignement et formation

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	1	1	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	1	1	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
	1	1	-	-	1	1
Total	4	5	1	1	5	6
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	4	2	-	-	4	2
TOTAL GENERAL	8	7	1	1	9	8

3. – ENSEIGNEMENT ET FORMATION

9.18 Ce programme est exécuté par la Section du perfectionnement de la main-d'œuvre (Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'œuvre).

9.19 Les trois sous-programmes, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Développement des possibilités de formation locale

a) Pourcentage des ressources du programme : 25.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2162 à 2166.

c) Eléments de programme et produits :

1.1 Services consultatifs pour l'enseignement technique et la formation professionnelle;

1.2 Encouragement à la création et au développement d'associations nationales et régionales pour la formation et le perfectionnement de la main-d'œuvre;

1.3 Organisation de programmes de formation à l'intention d'enseignants africains dans des établissements de formation préprofessionnelle et en cours d'emploi, dans le cadre d'organismes publics, intergouvernementaux et privés;

1.4 Appui technique aux efforts de coopération intra-africaine en vue de la création de moyens d'enseignement et de formation multinationaux;

1.5 Bulletins d'information sur les possibilités et programmes de formation en cours d'emploi ou de type classique;

1.6 Bulletins d'information (semestriels) sur les programmes de formation de la CEA;

1.7 Stages de formation nationaux et sous-régionaux (multidisciplinaires), à l'intention d'instructeurs africains, notamment de moniteurs commerciaux, de professeurs de gestion, de professeurs de comptabilité et d'éducateurs sociaux;

1.8 Conférences de l'Association africaine pour la formation et le perfectionnement professionnels et expositions sur les nouveaux matériels de formation;

1.9 Elaboration de programmes de formation en cours d'emploi à l'intention du personnel africain de niveaux intermédiaire et supérieur, utilisant les moyens disponibles dans la région et en dehors de celle-ci (1976-1981);

1.10 Etudes de faisabilité concernant un institut de formation et de recherche techniques supérieures à l'intention des pays d'Afrique les moins avancés;

1.11 Etude sur des instituts d'arts et métiers sous-régionaux multidisciplinaires orientés vers la collectivité et offrant une formation de niveau intermédiaire directement liée à l'emploi (1977-1981);

1.12 Etude sur des instituts d'études supérieures sous-régionaux offrant une formation en matière de gestion des entreprises et de finances, dans le cadre des établissements d'enseignement supérieur existants (1976-1981);

1.13 Mise au point de programmes de formation à l'intention du personnel technique de niveaux intermédiaire et supérieur des pays de la région du Sahel, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel et l'Institut pour le Sahel.

Sous-programme 2. Directives pour les systèmes d'enseignement et de formation

a) Pourcentage des ressources du programme : 25.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2167 à 2171.

c) Eléments de programme et produits :

2.1 Assistance aux pays et territoires concernant les systèmes d'enseignement et de formation nationaux, notamment pour la mise en place et l'utilisation de mécanismes nationaux permettant de coordonner et de perfectionner les politiques et programmes de formation;

2.2 Services consultatifs en vue de la mise au point de politiques et de programmes d'enseignement de type non classique dans le cadre du système d'enseignement général des pays considérés (en collaboration avec l'UNESCO et l'OIT) [y compris une étude en 1978];

2.3 Services consultatifs concernant les politiques et les programmes permettant de localiser les moyens de formation et les qualifications professionnelles dans les Etats africains;

2.4 En collaboration avec l'UNESCO, études sur l'incorporation aux programmes d'enseignement secondaire de sujets techniques de niveau moyen directement liés à l'emploi, et sur les moyens de corriger le déséquilibre actuel entre les programmes et les cours qu'offrent les établissements d'enseignement postsecondaire et les besoins en main-d'œuvre;

2.5 Examen biennal de l'évolution des politiques et des programmes d'enseignement et de formation en Afrique, en collaboration avec l'UNESCO (1978);

2.6 Colloques régionaux sur le développement de l'enseignement de type non classique en Afrique, compte tenu des besoins en main-d'œuvre aux fins du développement industriel et des activités économiques connexes (1979).

Sous-programme 3. Formation de spécialistes et de techniciens

a) Pourcentage des ressources du programme : 50.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2172 à 2176.

c) Eléments de programme et produits :

3.1 Evaluation de l'utilité et de l'efficacité des cours et des programmes actuels dans certains domaines de la formation spécialisée et propositions visant à les améliorer (1978);

3.2 Monographies passant en revue la situation, les politiques, les programmes et les arrangements institutionnels concernant la localisation des moyens de formation et des qualifications professionnelles dans les pays africains (1978), suivies de stages et de services consultatifs;

- 3.3 Publication de programmes d'études et de règles types pour certaines professions;
- 3.4 Réunions sur la coopération en matière de localisation des moyens de formation et des qualifications professionnelles (en collaboration avec des associations professionnelles, des jurys d'examen et le Bureau de coopération économique) :
- i) Afrique de l'Est et Afrique australe (1978);
 - ii) Afrique du Nord (1979);
- 3.5 Assistance aux pays et aux territoires :
- i) Bourses d'études et bourses de perfectionnement bilatérales fournies aux Etats membres par l'intermédiaire de la Commission (en collaboration avec le Bureau de la coordination de l'assistance technique et des opérations);
 - ii) Diffusion de renseignements sur les possibilités de formation et de bourses en Afrique et en dehors de l'Afrique;
 - iii) Organisation de programmes de formation en cours d'emploi au siège de la CEA à l'intention d'économistes, de statisticiens et autres spécialistes africains, la priorité étant accordée aux pays les moins avancés;
 - iv) Coordination des programmes de recherche opérationnelle aux étudiants et aux boursiers
- de recherche – la priorité étant accordée aux pays les moins avancés;
- 3.6 Notice d'information sur la formation (publication trimestrielle);
- 3.7 Création, mise en place et administration d'un programme de bourses africain subventionné par les gouvernements;
- 3.8 En collaboration avec le Bureau de coopération économique, organisation de voyages d'études, de séminaires, d'ateliers et de programmes de formation individuels ou collectifs de courte durée à l'intention du personnel technique et spécialisé des groupements économiques africains.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

9.20 Il est proposé de transférer à ce programme un poste d'administrateur de 1ère classe (P-4) et de transférer à d'autres secteurs du secrétariat deux postes d'agent local qui lui sont actuellement affectés. Aucun poste nouveau n'est demandé.

4. – ETABLISSEMENTS HUMAINS

TABLEAU 9.15. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Postes permanents	166,2	14,2	-	25,5	205,9
Dépenses communes de personnel	63,2	8,8	-	10,3	82,3
Frais de voyage du personnel	5,8	0,2	-	0,9	6,9
Total	235,2	23,2	-	36,7	295,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
258,4	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	295,1
	160,7
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	455,8

TABLEAU 9.16. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : établissements humains

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	3	3	-	-	3	3
Autres catégories :						
Agents locaux	2	2	-	-	2	2
TOTAL GENERAL	5	5	-	-	5	5

4. – ETABLISSEMENTS HUMAINS

9.21 Ce programme est exécuté par la Section de l'habitation, de la construction et de la planification physique de la Division CEA/ONUDI de l'industrie.

9.22 Les trois sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Aménagement du territoire

a) Pourcentage des ressources du programme : 33,33.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 747 à 751.

c) Eléments de programme et produits :

- 1.1 Publication d'une étude régionale sur les besoins en matière d'aménagement du territoire et les instituts et programmes de formation, et réalisation de deux études sur les mesures et les programmes consécutifs à la Conférence Habitat, notamment la création d'un institut régional de recherche et de formation coopératives;
- 1.2 Organisation et convocation d'une réunion régionale consécutive à la Conférence Habitat, de séminaires (trois) et d'ateliers (deux), et réunion d'un groupe de travail;
- 1.3 Publication de la revue biennale "Human Settlement Newsletter" (1978-1979).

Sous-programme 2. Financement

a) Pourcentage des ressources du programme : 33,33.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 752 à 756.

c) Eléments de programme et produits :

- 2.1 Publication d'une étude sur les instituts de recherche en matière de construction en Afrique, et d'un manuel sur la normalisation progressive de l'aménagement des unités de voisinage;
- 2.2 Création d'un centre d'information sur les coûts de la construction et la conception des bâtiments;
- 2.3 Organisation de cours de formation sur la création et l'organisation de coopératives de logements.

Sous-programme 3. Matériaux de construction

a) Pourcentage des ressources du programme : 33,33.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 757 à 764.

c) Eléments de programme et produits :

- 3.1 Publication d'études touchant les différents aspects du développement du secteur des matériaux de construction (politiques et programmes, cas particuliers, institutions, instituts de recherche, logements à bon marché et techniques appropriées);
- 3.2 Organisation d'un atelier sur les problèmes et les perspectives du secteur du bâtiment et de la construction (1978) et séminaires sur les matériaux de construction en Afrique (1978) et sur le développement de la recherche dans le domaine du bâtiment et de la construction en Afrique (1978);
- 3.3 Publication d'un manuel sur les techniques appropriées pour la construction et l'entretien des logements (1978-1979).

5. - DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

TABLEAU 9.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	699,3	78,3	16,2	107,8	202,3	901,6
Consultants	21,6	0,8	-	3,5	4,3	25,9
Dépenses communes de personnel	261,2	49,2	6,4	43,5	99,1	360,3
Frais de voyage du personnel	27,4	1,1	-	4,4	5,5	32,9
Total	1 009,5	129,4	22,6	159,2	311,2	1 320,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 138,9	22,6	-	77,6	100,2	8,7 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Sources bilatérales	26
Total a)	26
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Total b)	-
TOTAL GENERAL	26

Total, coûts directs	1 346,7
----------------------	---------

733,2

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 079,9
--	---------

TABLEAU 9.18. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : développement industriel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	4	3	1	6	5
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	3	4	-	7	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	5	5	-	-	5	5
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	14	15	7	1	21	16
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	6	7	7	-	13	7
TOTAL GENERAL	20	22	14	1	34	23

5. – DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

9.23 Ce programme est exécuté par la Division CEA/ONUDI de l'industrie.

9.24 Les deux sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1 : choix des politiques et mise en place des institutions

a) Pourcentage des ressources du programme : 43.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 864 à 868.

c) Eléments de programme et produits :

- 1.1 Publication de neuf études et documents sur différents aspects des politiques, stratégies et programmes industriels;
- 1.2 Publication de la revue "Investment Africa", (trois numéros par an);
- 1.3 Réunions d'experts, conférences des ministres africains de l'industrie (1979), réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique (1979) et un colloque;
- 1.4 Cours de formation concernant la conception des projets industriels;
- 1.5 Etudes sur la création de trois centres régionaux.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 869 à 873.

c) Eléments de programme et produits :

2.1 Industrie chimique :

- i) Quatre études;
- ii) Deux programmes d'action dans les industries des engrais et des pesticides;
- iii) Création d'un centre régional des industries pétrochimiques;
- iv) Quatre réunions d'experts;
- v) Un atelier et un cours de formation;
- vi) Un inventaire des installations existantes;

2.2 Industries mécaniques :

- i) Quatre études et monographies;
- ii) Deux documents sur des sujets particuliers;
- iii) Création d'un centre régional africain d'études et de fabrication industrielles;
- iv) Inventaire des installations existantes;
- v) Deux réunions d'experts et un atelier;

2.3 Industrie métallurgique de base :

- i) Quatre études et trois enquêtes;
- ii) Un inventaire des installations existantes;
- iii) Trois réunions d'experts;
- iv) Un centre régional de l'industrie sidérurgique;
- v) Deux ateliers et un cours de formation;

2.4 Industries alimentaires, agro-alliées et forestières :

- i) Publication d'études diverses sur les industries alimentaires, agro-alliées et forestières;
- ii) Publication d'inventaires des installations existantes et de fiches récapitulatives concernant l'industrie forestière de pays particuliers;
- iii) Deux réunions d'experts et un atelier.

Sous-programme 2 : développement des industries de base

a) Pourcentage des ressources du programme : 57.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Postes nouveaux et transfert de postes

9.25 Deux postes supplémentaires sont demandés pour ce programme : un poste P-5 pour un spécialiste de l'industrie chimique, élément de programme auquel la Conférence des

ministres africains a accordé le premier rang de priorité; et un poste P-4 pour un spécialiste de l'industrie forestière, autre élément de programme que la Commission a considéré comme hautement prioritaire. Il est proposé en outre de transférer au présent programme un poste d'agent local existant dans un autre secteur et de transférer un poste P-4 à un autre programme.

6. – COMMERCE INTERNATIONAL

TABLEAU 9.19. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	427	45	311,8	109,5	466,3	893,3
Consultants	21,6	0,8	-	3,5	4,3	25,9
Dépenses communes de personnel	158,8	29,6	124,4	44	198	356,8
Frais de voyage du personnel	31,4	1,2	-	5	6,2	37,6
Total	638,8	76,6	436,2	162	674,8	1 313,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
715,4	436,2	-	-	436,2	60,9 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 1 313,6

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

716,3

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 2 029,9

TABLEAU 9.20. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : commerce international

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	3	-	4	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	3	4	-	4	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	6	-	-	4	6
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	5	-	-	3	5
Total	9	15	7	-	16	15
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	5	10	3	-	8	10
TOTAL GENERAL	14	25	10	-	24	25

6. – COMMERCE INTERNATIONAL

9.26 Ce programme est exécuté par la Division du commerce international et des finances.

9.27 Les deux sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Commerce international dans la région de la CEA

a) Pourcentage des ressources du programme : 70.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1090 à 1099.

c) Eléments de programme :

1.1 Commerce extérieur.

Produits :

i) Etudes (1978 et 1979) sur la possibilité de constituer des ententes pour mettre en commun les importations essentielles, sur la création d'entreprises multinationales d'importation et d'exportation, sur la coopération régionale dans le domaine des matières premières grâce à l'établissement et à la consolidation d'associations de producteurs, sur les négociations commerciales multilatérales et sur le programme intégré concernant les produits de base, et sur le commerce de l'Afrique avec les pays socialistes; ces études seront suivies de réunions de groupes sur les produits;

ii) Séminaires sur le commerce de l'Afrique avec les pays socialistes et sur la politique commerciale et la promotion des échanges; programmes de formation en cours d'emploi concernant la promotion du commerce, la commercialisation, la promotion des exportations et la documentation commerciale.

1.2 Echanges intra-africains.

Produits :

i) Etudes (1978-1979) sur les produits faisant déjà l'objet ou pouvant faire l'objet d'échanges entre pays africains, sur la mise au point d'un système efficace d'études de marchés et de sélection de produits pour les échanges intra-africains, sur le commerce intra-africain des matières premières nécessaires aux industries de base, sur la création de bourses africaines de produits agricoles et minéraux et sur les problèmes du commerce de transit, compte tenu en particulier de la situation des pays sans littoral; analyse de la législation, des règles et des pratiques commerciales en vigueur en Afrique, en particulier des obstacles tarifaires et non tarifaires;

ii) Réunions d'experts (questions douanières et commerciales et questions relatives aux transports) sur le commerce de transit pour examiner les conclusions et recommandations des études sur le commerce de transit; consultations commerciales officielles intra-africaines, dans le cadre de la Conférence des ministres de la CEA;

- iii) Colloques à l'occasion des foires commerciales africaines;
 - iv) Ateliers chargés d'examiner les conclusions et recommandations des études concernant la création de bourses africaines de produits agricoles et minéraux;
 - v) Cours de formation sur les techniques des échanges intra-africains, la commercialisation et la promotion des exportations, ainsi que sur les techniques et modalités des négociations commerciales bilatérales, sous-régionales et régionales entre pays africains;
 - vi) Plusieurs numéros de la revue trimestrielle intitulée *Le Commerçant africain*.
- 1.3 Assistance aux pays africains en vue d'assurer le contrôle du commerce extérieur par les structures nationales (organismes commerciaux d'Etat et/ou négociants locaux).

Produits :

- i) Etudes concernant divers pays et visant à examiner et évaluer la réglementation du commerce extérieur, ainsi que la portée et les mécanismes du contrôle qu'exercent les structures nationales sur le commerce extérieur dans un certain nombre de pays en développement extérieurs à la région;
 - ii) Une réunion intergouvernementale chargée d'examiner les conclusions et recommandations des études et d'arrêter des mesures de politique générale appropriées.
- 1.4 Création et renforcement d'institutions commerciales.

Produits :

- i) Etudes et missions consultatives visant à aider les Etats membres à surveiller et coordonner l'application des accords de coopération économique et commerciale et les arrangements institutionnels; études sur l'organisation, les objectifs et le fonctionnement des institutions commerciales existantes et sur les moyens de les renforcer, ainsi que sur la possibilité de créer un marché commun africain;
- ii) Réunions visant à aider les Etats membres à harmoniser leur position sur les questions de commerce et de développement, notamment réunions du Comité intergouvernemental d'experts sur le commerce et le

développement et sessions de la Conférence des ministres de l'OUA, réunions du groupe des Etats d'Afrique organisées à l'occasion de réunions de la CNUCED, réunions ministérielles africaines chargées de préparer les réunions du Groupe des Soixante-Dix-Sept, et réunions des institutions créées dans le cadre de la Convention de Lomé.

Sous-programme 2. Politiques fiscales et monétaires et institutions financières

- a) Pourcentage des ressources du programme : 30.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1100 à 1107.
- c) Eléments de programme et produits :
 - 2.1 Etudes (1978 et 1979) sur un système de paiements à l'échelon régional, sur la création de banques multinationales d'investissement dans les mines et dans l'industrie, sur la mise en place de banques de développement sous-régionales et d'un système intra-africain d'assistance au développement, sur l'adoption d'une unité de compte standard et sur la création et le renforcement d'établissements sous-régionaux de formation et de recherche concernant les opérations commerciales internationales;
 - 2.2 Réunions des administrateurs et directeurs des mécanismes de compensation existant dans la région pour examiner les études sur les systèmes de paiements; réunions de groupes d'experts pour examiner les conclusions et recommandations des études relatives à l'adoption d'une unité monétaire standard et à la mise en place d'un système d'assistance intra-africain.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

9.28 Il est proposé de renforcer notablement ce programme en y ajoutant (en chiffres nets) 6 postes d'administrateur et 5 postes d'agent local, tous transférés d'autres secteurs du secrétariat de la Commission.

7. - MAIN-D'ŒUVRE, GESTION ET EMPLOI

TABLEAU 9.21. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	103,2	5,2	(45,2)	8,7	(31,3)	71,9
Consultants	13,8	0,5	-	2,2	2,7	16,5
Dépenses communes de personnel	37,9	5,3	(18)	3,5	(9,2)	28,7
Frais de voyage du personnel	5,8	0,2	-	0,9	1,1	6,9
Total	160,7	11,2	(63,2)	15,3	(36,7)	124

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
171,9	(63,2)	-	-	(63,2)	(36,7)

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 124

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

67,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 191,6

TABLEAU 9.22. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : main-d'œuvre, gestion et emploi

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur de 2 ^{ème} classe (P-3)	2	1	-	-	2	1
Autres catégories :						
Agents locaux	2	2	-	-	2	2
TOTAL GENERAL	4	3	-	-	4	3

7. – MAIN-D'ŒUVRE, GESTION ET EMPLOI

9.29 Ce programme est exécuté par la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'œuvre.

9.30 Le sous-programme correspondant ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme. Amélioration des techniques de planification des ressources humaines

- a) Pourcentage des ressources du programme : 100.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2177 à 2181.
- c) Eléments de programme :

1.1 Assistance aux pays et territoires.

Produits :

- i) Services consultatifs et assistance technique concernant la planification de la main-d'œuvre et de l'emploi, l'élaboration de politiques et de programmes dans le domaine de la main-d'œuvre, et la mise sur pied de rouages institutionnels et administratifs appropriés pour la programmation de la main-d'œuvre;
- ii) Mise en place au niveau sous-régional de services consultatifs nationaux.

1.2 Inventaire et évaluation de la main-d'œuvre nécessaire dans des secteurs économiques déterminés et pour certains projets de développement multinationaux inscrits au programme de travail.

Produits :

- i) Profils de la main-d'œuvre dans certaines industries de base dans le cadre de projets (en collaboration avec la Division de l'industrie);
 - ii) Monographies sur l'expérience acquise en matière de mobilisation et de formation de la main-d'œuvre dans le cadre de projets de développement rural;
 - iii) Profils de la main-d'œuvre pour divers établissements et centres de formation et de recherche dont la création est envisagée.
- 1.3 Etude sur place des politiques, programmes et autres arrangements en matière de coopération

publique ou privée aux fins du perfectionnement de la main-d'œuvre, et évaluation de la contribution du secteur privé aux activités de formation et de recherche (1978);

- 1.4 Monographies concernant la mise en place de services consultatifs autochtones dans les pays africains (1978);
- 1.5 Evaluation de la valeur des politiques, programmes et moyens institutionnels visant l'amélioration des compétences en matière de gestion en Afrique (1978);
- 1.6 Editions supplémentaires du *Répertoire des instituts africains de gestion* (1978);
- 1.7 Ateliers de formation sous-régionaux destinés aux spécialistes de l'orientation professionnelle et de l'organisation des carrières (1978);
- 1.8 Colloque régional sur les politiques de perfectionnement et d'utilisation de la main-d'œuvre dans le contexte des conditions économiques africaines (1978);
- 1.9 Réunions sous-régionales sur la coopération aux fins de la mise en place d'organismes consultatifs multinationaux :
 - i) Afrique de l'Ouest (1979);
 - ii) Afrique de l'Est et Afrique australe (1978);
 - iii) Afrique du Nord (1978);
 - iv) Afrique centrale (1979);
- 1.10 Réunion d'un groupe d'experts régional sur le renforcement de la coopération entre les universités et les collèges techniques africains et les entreprises publiques et privées africaines, en particulier pour la formation spécialisée, la technologie et la recherche (1979).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

9.31 Il est proposé de transférer un poste P-3 de ce programme à un autre secteur du secrétariat de la Commission.

8. - RESSOURCES NATURELLES

TABLEAU 9.23. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	572,2	50,2	153,6	108,3	312,1	884,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	76,4	109,8	(176,4)	1,5	(65,1)	11,3
Consultants	13,8	0,5	-	2,2	2,7	16,5
Dépenses communes de personnel	212,5	36,1	61,4	43,7	141,2	353,7
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	2	0,1	-	0,3	0,4	2,4
Autres voyages autorisés	31,4	1,2	-	5	6,2	37,6
Imprimerie et reliure	4	0,2	-	0,6	0,8	4,8
Total	522,3	198,1	38,6	161,6	398,3	1 310,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 110,4	38,6	-	-	38,6	3,4 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
Sources bilatérales	237
Total a)	237
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Total b)	-
TOTAL GENERAL	237

Total, coûts directs 1 547,6

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

842,7

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 2 390,3

TABLEAU 9.24. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : ressources naturelles

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	5	-	3	3	8
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	3	-	1	3	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	1	-	-	2	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	2	-	-	1	2
Total	10	12	-	4	10	16
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	8	12	-	-	8	12
TOTAL GENERAL	18	24	-	4	18	28

8. - RESSOURCES NATURELLES

9.32 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles.

9.33 Les quatre sous-programmes dont s'occupe la Division, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Ressources minérales

a) Pourcentage des ressources du programme : 15.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1205 à 1256.

c) Eléments de programme :

1.1 Assistance aux pays et territoires.

Produits : assistance, services consultatifs, appui et activités de promotion des programmes et institutions multinationaux.

1.2 Etablissement d'une carte des ressources minérales de l'Afrique.

1.3 Etude des organismes existants qui s'occupent de la mise en valeur des ressources minérales en Afrique.

Produits : évaluation critique de l'infrastructure existante et recommandations tendant à renforcer l'efficacité des organismes publics.

1.4 Etude des législations économiques et minières des pays africains.

Produits : propositions relatives à un code minier type.

1.5 Collecte et diffusion d'informations sur divers aspects de la mise en valeur des ressources minérales.

Produits : études annuelles sur les aspects économiques de la mise en valeur des ressources minérales en Afrique.

1.6 Séminaire et voyage d'études pour des ingénieurs des mines africains en vue de les initier aux nouvelles méthodes et techniques d'exploitation des ressources minérales (1979).

1.7 Groupes de travail sur la création de centres multinationaux de mise en valeur des ressources minérales.

Produits : réunions : 1978, Afrique centrale; 1979, Afrique de l'Ouest.

1.8 Réunions des conseils d'administration des centres de mise en valeur des ressources minérales.

Produits : réunions en Afrique centrale (1978) et en Afrique de l'Est (1979).

1.9 Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique (1978).

Produit : une proposition tendant à créer un conseil africain pour la mise en valeur des ressources minérales sera soumise aux participants.

Sous-programme 2. Ressources énergétiques

- a) Pourcentage des ressources du programme : 25.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1263 à 1271.

- c) Eléments de programme :
 2.1 Inventaire des ressources énergétiques.

Produits :

- i) Atlas des ressources énergétiques de l'Afrique (1979); assistance en matière d'évaluation, de mise en valeur, d'exploitation et d'utilisation des ressources énergétiques;
 ii) Création d'un comité régional de l'énergie (1979).
 2.2 Etude pour aider les Etats africains à créer une banque africaine de l'énergie (1979).
 2.3 Etude pour jeter des bases de la création d'une organisation africaine du pétrole et d'un institut africain du pétrole (1978).
 2.4 Collecte et diffusion d'informations.

Produits :

- i) Création d'un centre africain de documentation (1978);
 ii) Mise à jour périodique des renseignements sur les ressources énergétiques de l'Afrique et de l'Atlas des ressources énergétiques de l'Afrique.
 2.5 Organisation de la deuxième Conférence africaine sur les hydrocarbures (1979).
 2.6 Production d'énergie électrique.

Produits :

- i) Une étude sur les méthodes permettant d'améliorer, sur le plan de l'organisation et des opérations, la production d'énergie électrique;
 ii) Une étude sur l'interconnexion des réseaux nationaux;
 iii) Une étude sur la mise en valeur polyvalente des voies d'eau internationales;
 iv) Collecte et mise à jour des statistiques sur la production et la consommation d'électricité en Afrique.
 2.7 Electrification des zones rurales et mise au point de matériel électrique pour l'alimentation des campagnes.

Produits :

- i) Etudes des facteurs techniques, sociaux et économiques qui influent sur l'expansion de l'offre et de l'utilisation d'électricité dans les campagnes;
 ii) Colloque sur le développement de l'électrification des zones rurales (1978).

- 2.8 Mise en valeur des sources d'énergie non classiques.

Produits : assistance aux gouvernements pour inclure dans les programmes d'enseignement des écoles et des universités des études sur les nouvelles sources d'énergie, pour créer des centres d'observation et de mesure destinés à compléter le réseau météorologique existant, pour organiser des visites d'experts de l'OMM et pour créer un institut africain de physique nucléaire.

Sous-programme 3. Ressources en eau

- a) Pourcentage des ressources du programme : 45.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1272 à 1277.

- c) Eléments de programme :

- 3.1 Assistance aux pays et territoires.

Produit : établissement de projections pour la mise en valeur des bassins des lacs Tanganyika et Kivu.

- 3.2 Etudes sur les ressources en eaux souterraines dans les zones arides et établissement de cartes hydrogéologiques (1978).

- 3.3 Etablissement et publication de documents techniques sur la planification et la mise en valeur des ressources en eau de l'Afrique (1978-1979).

- 3.4 Etudes détaillées sur les possibilités d'aménagement de certains fleuves internationaux de la région, en vue de proposer des mesures de nature à stimuler la coopération multinationale.

Produit : étude du Zambèze (1979).

- 3.5 Réunion du Comité technique interétats pour la mise en valeur du bassin du lac Tanganyika; participation à des réunions de commissions fluviales internationales comme celles du Niger, du Sénégal et du Tchad.

Sous-programme 4. Cartographie

- a) Pourcentage des ressources du programme : 15.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1278 à 1285.

- c) Eléments de programme :

- 4.1 Assistance aux pays et territoires.

Produits : création de centres multinationaux de formation à la photogrammétrie, à l'interprétation des photographies aériennes et aux levés géophysiques aéroportés et de centres complets de recherche sur les levés aériens.

- 4.2 Etude des besoins en main-d'œuvre dans le domaine des levés et des cartes.

Produit : création de centres multinationaux.

- 4.3 Quatrième Conférence cartographique régionale pour l'Afrique (1978).

- 4.4 Colloque sur le rôle des travaux géodésiques dans l'évolution des techniques utilisées pour l'établissement de levés et de cartes sur une base sous-régionale et régionale (1979).

- 4.5 Etablissement de cartes thématiques et activités connexes.

Produits :

- i) Inventaire des levés et plans cadastraux établis depuis 1969 (travaux à achever en 1979);
 ii) Réunion pour l'élaboration de spécifications communes concernant certaines cartes thématiques (1978).

*Accroissement des ressources
 (aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

9.34 Il est proposé de modifier la structure hiérarchique de la Division des ressources naturelles en lui transférant un poste P-5 et un poste P-2 d'autres secteurs du secrétariat de la Commission, transfert qui serait contrebalancé par le transfert d'un poste P-4 et d'un poste P-3 de ce programme à d'autres. En outre, il est prévu d'ajouter à ce programme 3 postes d'agent local transférés d'autres programmes.

Transformation en postes permanents de postes antérieurement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire

9.35 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a approuvé la création de 2 postes d'administrateur (un P-5 et un P-4) et d'un poste d'agent local supplémentaires pour ce programme. Ces postes ont été alloués au Groupe des ressources en eau, qui ne comptait qu'un poste d'adminis-

trateur (P-3) et 2 postes d'agent local, bien que l'approvisionnement en eau soit un besoin fondamental en Afrique et que la solution des problèmes de développement de l'Afrique soit en grande partie subordonnée à l'existence de ressources en eau suffisantes. Il est maintenant proposé de transformer en postes permanents les postes susmentionnés antérieurement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire.

9. – POPULATION

TABLEAU 9.25. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	98,7	10,1	42	21,8	73,9	172,6
Dépenses communes de personnel	36	7,4	16,8	8,7	32,9	68,9
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	-	-	-	-	-	-
Autres voyages autorisés	5	0,2	-	0,8	1	6
Total	139,7	17,7	58,8	31,3	107,8	247,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
157,4	58,8	-	41,4	100,2	63,6 %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
FNUAP	525
Total a)	525
b) <u>Projets opérationnels</u>	
FNUAP	3 249
FISE	414
Total b)	3 663
TOTAL GENERAL	4 188

Total, coûts directs 4 435,5

676,2

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 5 111,7

TABLEAU 9.26. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : population

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	-	-	1	1	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	1	1	1	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	1	1	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	9	9	10	10
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	4	4	4	4
Total	2	3	16	16	18	19
Autres catégories :						
Agents locaux	1	2	17	17	18	19
TOTAL GENERAL	3	5	33	33	36	38

9. – POPULATION

9.36 Ce programme est exécuté par la Division de la population.

9.37. Les trois sous-programmes dont s'occupe la Division ainsi que les éléments de programme et produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Population et développement

a) Pourcentage des ressources du programme : 35.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1503 à 1507.

c) Eléments de programme et produits :

- 1.1 Evaluation, ajustement et analyse des données démographiques et élaboration de projections démographiques;
- 1.2 Etudes sur le type, l'importance et les tendances des migrations en Afrique;
- 1.3 Etudes sur la mortalité, ses niveaux, ses tendances et sa structure et élaboration de tables de mortalité;
- 1.4 Etudes sur les caractéristiques démographiques de la population active en Afrique, y compris les tendances concernant la participation des femmes à la vie économique (1978);

- 1.5 Etude des caractéristiques démographiques des populations nomades (1978);
- 1.6 Etude des tendances de la migration internationale dans certains pays;
- 1.7 Etudes sur la fécondité, ses niveaux, sa structure, ses différences et ses tendances; étude des facteurs socio-culturels influant sur les caractéristiques de la fécondité et des répercussions de ces dernières sur le développement;
- 1.8 Etude du rapport entre la mortalité infantile et juvénile et les niveaux et la structure de la fécondité dans certains pays africains (1979);
- 1.9 Publication du guide démographique de l'Afrique (1979), d'une série d'"Etudes sur la population africaine", d'un bulletin d'informations sur la population africaine et d'un répertoire des démographes africains;
- 1.10 Conférence des démographes africains (1978);
- 1.11 Réunions régionales de coordination interinstitutions en matière de population (1978);
- 1.12 Réunions d'organisations étrangères au système des Nations Unies qui s'intéressent à la démographie africaine (1978);
- 1.13 Groupe de travail sur les enquêtes et les études sur la mortalité en Afrique (1979).

Sous-programme 2. Politiques en matière de population

- a) Pourcentage des ressources du programme : 60.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1508 à 1512.
 c) Eléments de programme et produits :
- 2.1 Etude des tendances concernant l'adoption de politiques et de programmes démographiques et leur application dans le cadre de la planification du développement en Afrique (1979);
 - 2.2 Etude des répercussions de l'évolution de divers aspects de la croissance démographique (structure et rythme notamment) sur la planification du développement économique et social;
 - 2.3 Etude des répercussions démographiques des projets de développement rural intégré (1978);
 - 2.4 Etudes sur la migration, l'urbanisation et la répartition de la population et les rapports qui existent entre ces facteurs et le développement économique et social des régions de départ et d'accueil;
 - 2.5 Etude des politiques en matière de migrations internationales et de leurs effets sur les migrations de travailleurs dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique australe (1979);
 - 2.6 Etude des rapports entre la répartition de la population d'une part, et le milieu et les ressources d'autre part, au Sahel notamment (1978);
 - 2.7 Etude comparée des aspects "administration" et "évaluation" des programmes de planification de la famille en Afrique;
 - 2.8 Séminaires nationaux sur le rôle des facteurs démographiques dans le développement écono-

mique et social (1978-1979, deux séminaires par an);

- 2.9 Séminaire sur l'utilisation de données et d'analyses démographiques dans la planification socio-économique (1978).

Sous-programme 3. Formation

- a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
 b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1513 à 1517.
 c) Eléments de programme et produits :
- 3.1 Etude des tendances concernant la formation et l'emploi de personnel africain pour l'exécution de travaux démographiques en Afrique (1978);
 - 3.2 Réunion des directeurs des centres et instituts de formation démographique recevant l'appui de l'ONU (1978).

*Accroissement des ressources
 (aux taux révisés de 1977)*

Postes permanents et dépenses communes de personnel

9.38 Un nouveau poste P-5 est demandé pour la Section démographique générale de la Division de la population. Le titulaire de ce poste organisera, en collaboration avec la Division des statistiques, l'assistance fournie aux Etats membres pour rassembler, analyser et interpréter les données démographiques dans le cadre du programme africain de recensements. Un poste d'agent local supplémentaire (secrétaire) doit être transféré d'un autre programme de la CEA.

10. - ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES

TABLEAU 9.27. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	354,1	36,3	(85)	41,5	(7,2)	346,9
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	69	115	(184)	0,1	(68,9)	0,1
Consultants	13,8	0,5	-	2,2	2,7	16,5
Dépenses communes de personnel	132,8	23	(33,8)	16,6	5,8	138,6
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	-	-	-	-	-	-
Autres voyages autorisés	17,6	0,7	-	2,8	3,5	21,1
Total	587,3	175,5	(302,8)	63,2	(64,1)	523,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
762,8	(302,8)	-	-	(302,8)	(39,6) %

 2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 523,2

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

284,1

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 807,3

TABLEAU 9.28. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : administration et finances publiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	-	1	-	-	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	3	-	4	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	3	1	-	-	3	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	-	2	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	-	-	-	1	-
Total	7	5	3	-	10	5
Autres catégories :						
Agents locaux	4	3	-	-	4	3
TOTAL GENERAL	11	8	3	-	14	8

10. – ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES

9.39 Ce programme est exécuté par la Division de l'administration publique, de la gestion et de l'emploi. Dans le budget-programme de l'exercice biennal 1976-1977, les ressources affectées à l'administration publique et aux finances publiques faisaient l'objet de rubriques distinctes; on entend désormais les considérer comme relevant d'un programme unique, ce qui a déjà été fait dans le plan à moyen terme.

9.40 Les deux sous-programmes dont s'occupent la Division ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Mesures destinées à assurer des ressources humaines qualifiées

a) Pourcentage des ressources du programme : 80.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1/Corr.3), chap. XIX, programme 2, sous-programme 1, par. 1600 à 1604.

c) Eléments de programme :

1.1 Politiques et planification en matière d'administration et de finances publiques.

Produits :

- i) Services consultatifs sur divers aspects de l'administration, du développement et de la gestion financière;
- ii) Etudes sur les services et organismes publics chargés des questions de développement (1978);

- iii) Etude de l'administration des structures et des aspects institutionnels des groupements africains de coopération économique (en collaboration avec le Bureau de la coopération économique);
 - iv) Séminaires sous-régionaux sur les structures, le fonctionnement et les fonctions de développement des collectivités locales envisagés du point de vue de l'effort de développement national;
 - v) Encouragement à la création et au développement d'un centre africain pour l'analyse avancée des politiques en matière d'administration publique et les études de stratégie.
- 1.2 Développement, restructuration, renforcement et amélioration de l'administration et des institutions officielles.

Produits :

- i) Etude comparée de l'efficacité des structures administratives existantes (ministères et services) des pays africains et de leur aptitude à exercer efficacement leurs attributions dans les domaines suivants : coopération économique régionale, développement rural, ressources naturelles, science et technique, commerce intérieur, commerce extérieur et amélioration de l'emploi;
- ii) Voyages d'études organisés à l'intention de hauts fonctionnaires : exemples de réformes administratives et mise en œuvre de telles réformes dans divers pays africains;
- iii) Stages sous-régionaux et nationaux sur la suite à donner aux études d'évaluation sur les réformes des

collectivités locales et leur renforcement en tant qu'instruments efficaces du développement rural intégré (1979).

1.3 Développement et gestion des entreprises publiques.

Produits :

- i) Etude des rapports entre l'Etat et les entreprises publiques et en particulier du fonctionnement du système de vérification des comptes des entreprises publiques et de contrôle de la conformité de leurs opérations aux objectifs et aux principes de développement du gouvernement;
 - ii) Evaluation des possibilités de recourir à des groupes de consultants pour améliorer l'efficacité de la gestion des entreprises publiques (1978);
 - iii) Réunions sous-régionales des directeurs d'entreprises publiques pour étudier les moyens de promouvoir la coopération entre les entreprises publiques africaines (Afrique du Nord : 1978; Afrique de l'Ouest : 1978; Afrique centrale : 1979; Afrique de l'Est et Afrique australe : 1979);
 - iv) Programme de formation à la gestion des entreprises publiques, organisé par l'ONUDI et la CEA à l'intention des ressortissants des pays africains les moins avancés.
- ### 1.4 Formation et perfectionnement à l'administration du développement et à la gestion financière.

Produits :

- i) Séminaires d'orientation régionaux et sous-régionaux à l'intention des cadres supérieurs (administration et gestion) dans les domaines suivants :
 - a) Perfectionnement, animation et administration du personnel (1978);
 - b) Gestion financière (1978);
 - c) Amélioration de l'organisation (1979);
 - d) Administration des projets (1979);
 - e) Gestion des entreprises publiques (1978-1979);
 - f) Rôle des dirigeants (1979);
- ii) Réunions régionales sur l'harmonisation des méthodes de formation à l'administration en Afrique (1979);
- iii) Programme de formation complémentaire aux techniques d'administration du développement et de gestion des projets à l'intention des fonctionnaires africains, organisé dans le cadre de la coopération technique multilatérale et bilatérale et de projets de développement mis sur pied par des Etats africains;
- iv) Mise au point de programmes d'études universitaires supérieures en matière d'administration publique;
- v) Etudes dans divers pays de l'organisation de la structure et des méthodes des services d'achat et d'approvisionnement aux divers stades de leurs opérations et conseils visant à les améliorer;
- vi) Elaboration de recueils de directives sur les procédures et méthodes normalisées à utiliser pour former les fonctionnaires responsables des achats et des approvisionnements (1978);
- vii) Stages nationaux et sous-régionaux de formation aux méthodes d'achats et à la gestion des fournitures;
- viii) Congès régional de dirigeants d'organismes publics ou parapublics sur les politiques nationales en

matière d'achats et d'approvisionnements et sur le commerce intra-africain (en collaboration avec la Division du commerce international et des finances) [1978];

- ix) Réunions de l'Association africaine des achats et des approvisionnements, en collaboration avec la Division du commerce international et des finances (1978).

Sous-programme 2. Gestion financière

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1/Corr.3), chap. XIX, programme 2, sous-programme 1, par. 1605 à 1607.
- c) Eléments de programme et produits :
 - 2.1 Etude du problème de l'évasion fiscale et de l'efficacité de mesures d'un type nouveau visant à l'éviter (1978);
 - 2.2 Etude des diverses méthodes d'établissement des rapports financiers et de l'efficacité du contrôle des dépenses en vue de mettre au point un "système d'alerte" approprié concernant les dépenses publiques et la situation de trésorerie des entreprises publiques (1978-1979);
 - 2.3 Etude sur la possibilité d'instituer et d'exploiter un système de vérification de l'efficacité de l'utilisation des fonds publics;
 - 2.4 Séminaires sous-régionaux sur l'harmonisation et l'exécution des plans et des budgets de développement (Afrique du Nord : 1978; Afrique de l'Est et Afrique australe : 1979);
 - 2.5 Séminaires régionaux et sous-régionaux sur la politique, la législation et l'administration fiscale dans les pays africains (1979);
 - 2.6 Stages nationaux de formation à l'intention des fonctionnaires de rang moyen et supérieur sur la politique, la législation et l'administration fiscales.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Transfert de postes

9.41 Quatre postes d'administrateur (trois P-5 et un P-2) et deux postes d'agent local qui ne sont plus nécessaires pour le programme "administration et finances publiques" pourront être transférés à d'autres programmes.

Transformation en postes permanents de postes antérieurement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire

9.42 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a approuvé la création de deux postes d'administrateur (un D-1 et un P-4) et d'un poste d'agent local pour le présent programme, postes dont les titulaires devaient enquêter sur les conséquences sur l'emploi des mesures prises par les Nations Unies dans les domaines de la science et de la technique, des ressources en eau et des établissements humains. Ces postes ont été approuvés à condition d'être financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire; il est maintenant demandé, pour 1978-1979, de les transformer en postes permanents.

11. - SCIENCE ET TECHNIQUE

TABLEAU 9.29. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	243,5	29,1	(59,2)	29,3	(0,8)	242,7
Consultants	28,8	(14,5)	-	2,2	(12,3)	16,5
Dépenses communes de personnel	90,9	17,9	(23,6)	11,7	6	96,9
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	-	-	-	-	-	-
Autres voyages autorisés du personnel	24,7	(8,4)	-	2,5	(5,9)	18,8
Total	387,9	24,1	(82,8)	45,7	(13)	374,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
412	(82,8)	-	4,4	(78,4)	(19) %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	374,9
	203,7
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	578,6

TABLEAU 9.30. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : science et technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	2	-	-	1	2
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	-	-	-	1	-
Total	5	4	-	-	5	4
Autres catégories :						
Agents locaux	2	1	-	-	2	1
TOTAL GENERAL	7	5	-	-	7	5

11. – SCIENCE ET TECHNIQUE

9.43 Ce programme est exécuté par le Groupe de la science et de la technique de la Division des ressources naturelles.

9.44 Les trois sous-programmes exécutés par le Groupe, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Mise en place d'un cadre institutionnel dans le domaine de la science et de la technique

- a) Pourcentage des ressources du programme : 75.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1664 à 1668.
- c) Eléments de programme et produits :
 - 1.1 Etude des textes législatifs et des systèmes de réglementation concernant l'importation des techniques (1978);
 - 1.2 Etude des mécanismes gouvernementaux de divers pays africains en matière de définition des politiques et de planification dans le domaine de la science et de la technique (1978);
 - 1.3 Etudes de faisabilité en vue de la création de banques sectorielles et régionales de données techniques (1979);
 - 1.4 Journées d'études sur la législation et les systèmes de réglementation concernant l'importation de techniques (1978);
 - 1.5 Séminaire sur les méthodes et l'organisation de la planification scientifique et technique dans le cadre des plans nationaux de développement (1979);

1.6 Séminaire sur les problèmes que posent les innovations techniques et la diffusion des techniques, ainsi que les facteurs pertinents, en particulier du point de vue du rôle des gouvernements (1978);

1.7 Réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique (1978, 1979).

Sous-programme 2. Formation et perfectionnement

- a) Pourcentage des ressources du programme : 15.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1669 à 1673.
- c) Eléments de programme et produits :
 - 2.1 Evaluation des instituts d'enseignement et de formation du troisième cycle dans diverses disciplines scientifiques et techniques (1978);
 - 2.2 Etude et promotion de la restructuration des programmes d'enseignement dans les domaines de la science, de la technique et de l'ingénierie, dans les universités et les instituts de technologie (1978-1979).

Sous-programme 3. Application du Plan régional africain et coopération régionale

- a) Pourcentage des ressources du programme : 10.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1674 à 1678.
- c) Eléments de programme et produits :
 - 3.1 Etude des mécanismes de diffusion de l'information et de négociation d'accords préférentiels pour le transfert, l'adaptation et la mise au point de

techniques locales dans les régions en développement (1978-1979);

- 3.2 Groupes de travail interrégionaux sur les domaines et les formes de la coopération en matière de transfert, d'adaptation et de mise au point des techniques (1978);
- 3.3 Séminaire sur les accords préférentiels, dans le cadre de groupements économiques, en matière de transfert, de mise au point et d'utilisation des techniques (1978).

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

9.45 Il est proposé de remanier la structure hiérarchique du Groupe de la science et de la technique en transférant hors du groupe un poste P-4 et un poste P-2/1 en échange d'un poste P-3. L'effectif des agents locaux serait réduit parallèlement, un poste étant transféré à un autre programme de la CEA.

12. - DEVELOPPEMENT SOCIAL

TABLEAU 9.31. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	409,7	43,5	182,2	87,5	313,2	722,9
Consultants	13,8	0,5	-	2,2	2,7	16,5
Dépenses communes de personnel	153,5	27,5	72,8	35,3	135,6	289,1
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	-	-	-	-	-	-
Autres voyages autorisés du personnel	12,8	0,5	-	2,1	2,6	15,4
Imprimerie et reliure	6,8	0,3	-	1,1	1,4	8,2
Total	596,6	72,3	255	128,2	455,5	1 052,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
668,9	255	-	-	255	38,1 %

TABLEAU 9.31 (suite)

 2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Organismes d'aide bilatérale		94
	Total a)	94
b) <u>Projets opérationnels</u>		
FAO		216
FNUAP		117
	Total b)	333
	TOTAL GENERAL	427

Total, coûts directs	1 479,1
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	646,5
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 125,6
---	---------

TABLEAU 9.32. -- POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : développement social

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	3	-	-	1	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	3	1	5	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	1	-	-	2	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	4	-	1	2	5
Total	8	11	3	2	11	13
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	5	8	3	-	8	8
TOTAL GENERAL	13	19	6	2	19	21

12. — DEVELOPPEMENT SOCIAL

9.46 Ce programme est exécuté par la Division du développement social.

9.47 Les trois sous-programmes exécutés par la Division, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Protection sociale et développement intégré des zones rurales

a) Pourcentage des ressources du programme : 30.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1809 à 1813.

c) Eléments de programme :

1.1 Politique, planification et recherche sociales.

Produits :

- i) Etude des aspects sociaux de l'urbanisation et de l'industrialisation dans divers centres urbains africains qui se développent par suite de l'industrialisation;
- ii) Etude des tendances sociales et des principaux problèmes de développement social, dans le cadre de l'"Etude des conditions économiques et sociales en Afrique" relative à la situation sociale dans la région de la CEA, et contribution de la CEA au rapport des Nations Unies sur la situation sociale dans le monde;
- iii) Etude des aspects sociaux et des incidences économiques des migrations, des moyens d'enrayer l'exode rural, et de l'importance de la planification régionale pour l'aménagement rural et urbain;
- iv) Etude de l'influence des médias sur la circulation de l'information dans les zones rurales et urbaines, et de leur importance en tant que moyen de transmission sociale des diverses couches de la population (1978);
- v) Etude des institutions traditionnelles, y compris les organismes de sécurité sociale, et de l'importance de leur développement pour stimuler l'évolution socio-économique;
- vi) Etude d'indicateurs de la situation sociale en Afrique utiles pour la planification du développement (1978-1979);
- vii) Etude comparée des problèmes sociaux et économiques que connaissent les Etats membres pour mener à bien des projets de développement régional et de mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique (1979);
- viii) Publications sur les services de protection sociale en Afrique (1978-1979);
- ix) Journées d'étude sur les incidences et les facteurs sociaux à prendre en considération pour mettre au point des moyens d'information efficaces destinés aux communautés africaines (1978);
- x) Journées d'étude sur les problèmes et les programmes d'urbanisation (1979).

1.2 Développement intégré des zones rurales.

Produits :

- i) Monographies et études d'évaluation comparées sur l'orientation, la planification, l'organisation, l'administration et le financement des programmes de

développement rural en Afrique, et étude des modèles actuels;

- ii) Etudes, sur demande, relatives à l'identification et à la formulation, à la gestion opérationnelle et à l'évaluation des projets de développement rural financés dans la région par des organisations internationales bénévoles;
- iii) Etudes des méthodes permettant d'éprouver, de promouvoir et de faire accepter des modes d'organisation sociale et des procédés améliorés et autres innovations en ce qui concerne l'agriculture, les agro-industries (à petite échelle), l'amélioration des logements et de l'hygiène, les transports entre la ferme et le marché et les services ruraux communs;
- iv) Publication trimestrielle du "Bulletin du développement rural";
- v) Publication d'éditions révisées du *Répertoire des activités des organisations internationales bénévoles s'intéressant au développement rural en Afrique*;
- vi) Journées d'étude sur l'orientation, la planification, l'organisation, l'administration et le financement des programmes de développement intégré des zones rurales, à l'intention de hauts fonctionnaires (nationaux) spécialisés dans le développement rural (1978);
- vii) Séminaire régional à l'intention de hauts fonctionnaires, y compris des administrateurs d'instituts nationaux de formation, sur les méthodes et pratiques suivies en ce qui concerne les programmes de développement intégré des zones rurales (1979).

Sous-programme 2. Participation des jeunes au développement national

a) Pourcentage des ressources du programme : 12.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1814 à 1817.

c) Eléments de programme et produits :

- 2.1 Etude des politiques de la jeunesse et des programmes et besoins en matière de formation des jeunes en Afrique;
- 2.2 Etude des principaux facteurs et éléments d'infrastructure socio-économiques à prendre en considération pour exécuter efficacement les programmes de planification de la famille dans les collectivités rurales et urbaines, et élaboration du Plan d'action africain de protection et de promotion de la famille (1978);
- 2.3 Etude comparée des politiques, de l'organisation et de l'administration générales des services sociaux à l'intention de la famille et des enfants en Afrique [deuxième édition] (1978);
- 2.4 Evaluation d'éléments déterminants du Plan d'action africain de protection et de promotion de la famille (1979);
- 2.5 Etude des services sociaux à l'intention de la famille, des enfants et des jeunes en Afrique;
- 2.6 Séminaires sous-régionaux de formation en matière d'animation de groupes de jeunes et de développement des services pour la jeunesse (1978-1979);
- 2.7 Séminaire régional sur la formation aux activités à l'intention de la jeunesse (1979);

- 2.8 Colloque régional sur la famille et l'enfant et sur les aspects sociaux de la planification de la famille et de l'action visant à améliorer les conditions de vie de la famille (1980) – travaux préparatoires (1979).

Sous-programme 3. Intégration des femmes au développement

a) Pourcentage des ressources du programme : 58.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1818 à 1822.

c) Eléments de programme et produits :

- 3.1 Bibliographies nationales et recherches relatives aux indicateurs de l'intégration des femmes au développement;
- 3.2 Etude de la situation juridique des femmes en Afrique;
- 3.3 Etude des techniques artisanales (besoins, utilité, acceptabilité et adaptation);
- 3.4 Participation des femmes des zones rurales à la production alimentaire : incidences de la modernisation et des programmes de développement;
- 3.5 Etude de la participation des femmes aux coopératives et groupements de crédit mutuel;
- 3.6 Etudes par pays sur les femmes en tant que travailleurs indépendants (effectifs, conditions de travail, attitude à leur égard);
- 3.7 Etudes de la situation des femmes au regard de l'enseignement scolaire, y compris l'abandon scolaire dans les cycles primaire et secondaire, et de la proportion de femmes dans les diverses disciplines de l'enseignement supérieur;
- 3.8 Etude de la demande et de l'offre en ce qui concerne les équipes de travailleurs bénévoles;
- 3.9 Etude des attitudes influant sur la pleine intégration des femmes, notamment de l'image que donnent d'elles les moyens d'information, en vue de l'élaboration de programmes visant à accélérer leur participation au développement (en coopération avec l'UNESCO);

- 3.10 Etudes sur la participation des femmes aux décisions à tous les niveaux;
- 3.11 Publication du Bulletin "Femmes africaines" (trois fois par an);
- 3.12 Manuels à l'intention des formateurs en milieu rural : santé infantile et planification de la famille, économie domestique, planification et recherche sociales et techniques rurales applicables dans les exploitations agricoles et au foyer;
- 3.13 Stages de formation ou journées d'études sur les besoins spécifiques des femmes membres de mouvements africains de libération, ou résidant dans les pays nouvellement libérés;
- 3.14 Journées d'études sur les besoins et les techniques en ce qui concerne la recherche dans des domaines particuliers, tels que le droit, la production alimentaire, les techniques artisanales les coopératives et la planification de la famille;
- 3.15 Réunion régionale du Comité permanent intergouvernemental des directeurs des commissions nationales de la femme et du développement en vue d'un échange de données d'expérience, en coopération avec des institutions des Nations Unies;
- 3.16 Journées d'études interinstitutions sur les techniques de village.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

9.48 Il est proposé de renforcer ce programme par l'adjonction (nette) de trois postes d'administrateur (transfert d'autres programmes de deux postes P-5 et de deux postes P-2/1, et transfert à un autre programme d'un poste P-3) et de trois postes d'agent local transférés d'autres sections du secrétariat de la Commission.

13. - STATISTIQUES

TABLEAU 9.33. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	960,8	9,2	(191,6)	111,9	(70,5)	890,3
Dépenses communes de personnel	357,2	30,2	(76,6)	44,9	(1,5)	355,7
Personnel envoyé à des sessions	-	-	-	-	-	-
Autres voyages autorisés du personnel	6,8	0,3	-	1,1	1,4	8,2
Imprimerie et reliure	48,1	1,9	-	7,8	9,7	57,8
Mobilier et matériel	-	-	-	-	-	-
Total	1 372,9	41,6	(268,2)	165,7	(60,9)	1 312

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 414,5	(268,2)	-	-	(268,2)	(18,9) %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs

1 312

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

717,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis

2 029,6

TABLEAU 9.34. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : statistiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	5	3	-	-	5	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	4	5	-	-	4	5
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	2	-	-	3	2
Total	14	12	-	-	14	12
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	30	20	-	-	30	20
TOTAL GENERAL	44	32	-	-	44	32

13. – STATISTIQUES

9.49 Ce programme est exécuté par la Division de la statistique.

9.50 Les deux sous-programmes dont s'occupe la Division, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-Programme 1. Services de statistique

- a) Pourcentage des ressources du programme : 80.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1941 à 1948.
- c) Eléments de programme :

1.1 Aspects généraux de la coordination et du développement des statistiques.

Produits :

- i) Conférence des statisticiens africains (onzième session);
- ii) Examen des problèmes d'organisation statistique dans la région : rapport (1979);
- iii) Publication du *Répertoire des statisticiens africains* (publication bisannuelle) de la *Bibliographie des publications statistiques africaines* (publication bisannuelle) et de *Informations statistiques*;
- iv) Groupe de travail sur l'informatique.

1.2 Formation.

Produits :

- i) Appui aux centres de formation statistique et rédaction de rapports bisannuels sur la formation statistique en Afrique;

ii) Rapport (1979) consécutif aux recommandations de la réunion d'un groupe de travail sur les besoins de formation statistique en Afrique, qui doit avoir lieu en 1977.

1.3 Comptabilité nationale, finances et prix.

Produits :

- i) Services consultatifs régionaux;
- ii) Rapport sur la comptabilité nationale en prix constants (1978);
- iii) Rapport sur les opérations avec l'extérieur (1978);
- iv) Rapport sur la mise en place d'un système coordonné de statistiques des prix en Afrique (1978);
- v) Rapports sur le secteur public (1978 et 1979);
- vi) Etude sur les revenus et la consommation privés (1979);
- vii) Rapport sur les relations statistiques entre agrégats économiques (1979);
- viii) Analyse des tableaux entrées-sorties pour certains pays (1979).

1.4 Statistiques du commerce extérieur.

Produit : statistiques du commerce extérieur pour l'Afrique.

1.5 Statistiques industrielles.

Produits :

- i) Organisation d'un séminaire régional (1978);
- ii) Etudes statistiques.

Sous-programme 2. Système régional d'information statistique

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1949 à 1954.

c) Eléments de programme :

2.1 Programme relatif aux moyens d'enquêtes sur les ménages en Afrique.

Produit : cette activité consécutive au Programme africain de recensements qui doit être achevé en 1977 consistera à aider les pays à se doter de façon permanente de moyens d'enquête afin qu'ils soient mieux outillés pour mesurer les incidences sociales des efforts et des problèmes de développement économique et tenir compte des facteurs économiques et sociaux interdépendants qui influent sur le développement. Elle comprendra : des services consultatifs; la mise au point de méthodes permettant d'établir régulièrement des statistiques économiques, sociales et démographiques intégrées sur les ménages; la coordination de l'aide internationale et bilatérale aux pays participants.

2.2 Coordination des activités relatives aux banques de données.

Produits :

- i) Coordination ou planification et exécution en commun; mise en place de réseaux nationaux permettant d'établir et de maintenir des liens entre les centres de documentation nationaux et internationaux;
- ii) Traitement informatique, stockage et recherche de toute l'information statistique disponible dans la région.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

9.51 Eu égard au programme de travail, on envisage le transfert de 2 postes P-4, d'un poste P-2 et de 10 postes d'agent local à d'autres services du secrétariat de la Commission. En revanche, il est proposé de transférer à ce programme un poste P-3.

14. – TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME

TABLEAU 9.35. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

A. COÛTS DIRECTS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979	
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale
Postes permanents	443,4	42,4	136,2	89,5	268,1	711,5
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	102,1	170	(272,1)	-	(102,1)	-
Consultants	17,6	0,7	-	2,8	3,5	21,1
Dépenses communes de personnel	161	33	54,4	35,9	123,3	284,3
Personnel envoyé à des sessions	23,6	0,9	-	3,8	4,7	28,3
Autres voyages autorisés du personnel	13,8	0,5	-	2,2	2,7	16,5
Total	761,5	247,5	(81,5)	134,2	300,2	1 061,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) (8) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 009	(81,5)	-	-	(81,5)	(8) %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	1 061,7
	578
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 639,7

TABLEAU 9.36. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : transports, communications et tourisme

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	13	-	15	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	4	-	-	2	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	8	10	13	-	21	10
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	5	8	-	-	5	8
TOTAL GENERAL	13	18	13	-	26	18

14. – TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME

9.52 Ce programme est exécuté par la Division des transports, des communications et du tourisme.

9.53 Les cinq sous-programmes dont s'occupe la Division, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Création et planification d'institutions

a) Pourcentage des ressources du programme : 36.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I. par. 2038 à 2042.

c) Eléments de programme et produits :

- 1.1 Système de transport mixte (1979);
- 1.2 Assistance aux organismes de transport (1979);
- 1.3 Séminaire sur les routes rurales (1978);
- 1.4 Groupe de travail sur la normalisation du matériel de transport (1979);
- 1.5 Séminaire sur la réparation des véhicules automobiles (1978);
- 1.6 Séminaire sur l'administration portuaire.

Sous-programme 2. Liaisons interafricaines

a) Pourcentage des ressources du programme : 39.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2043 à 2047.

c) Eléments de programme :

2.1 Aviation civile (fret).

Produits :

- i) Afrique – sous-continent indien, Chine, Asie du Sud-Est;
- ii) Afrique – Moyen-Orient et Etats du Golfe;
- iii) Afrique – Amérique latine.

La possibilité de créer des compagnies multinationales de transport aérien de fret sera examinée au cours des études initiales.

2.2 Routes et transports routiers internationaux.

Produits :

- Les travaux se poursuivront sur les projets suivants :
 - i) Route transafricaine (Mombassa-Lagos);
 - ii) Réseau de l'axe routier ouest-africain;
 - iii) Axe routier est-africain (Le Caire-Gaberones);
 - iv) Axe routier centrafricain (Tripoli-Kinshasa);
 - v) Elaboration d'un plan du réseau routier africain;
 - vi) Etude des règlements et moyens de contrôle relatifs aux transports routiers internationaux en Afrique;
 - vii) Etude des normes de conception des routes;
 - viii) Monographies relatives à des projets de construction routière faisant appel à des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre;
 - ix) Etudes relatives aux coûts de construction et d'entretien des routes et autres coûts des transports;
 - x) Etablissement de cartes et de guides.
- Réunions annuelles des comités de coordination :
 - i) De la route transafricaine Mombassa-Lagos;
 - ii) Du réseau de l'axe routier ouest-africain;

- iii) De l'axe routier est-africain Le Caire-Gaberones;
- iv) De l'axe routier centrafricain Tripoli-Kinshasa;
- v) Réunions de membres du Bureau des routes transafricaines et de représentants des pays industrialisés.

Sous-programme 3. Navigation maritime et cabotage

- a) Pourcentage des ressources du programme : 2.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2048 à 2052.
- c) Eléments de programme et produits:
 - 3.1 Assistance aux pays en vue de la réalisation d'enquêtes préliminaires sur les aspects du développement du commerce entre régions en développement qui touchent les transports;
 - 3.2 Assistance à l'Union du Mano portant sur les aspects économiques et techniques du développement des transports maritimes.

Sous-programme 4. Développement du tourisme

- a) Pourcentage des ressources du programme : 5.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2213 à 2217.
- c) Eléments de programme et produits :
 - 4.1 Etudes sur le potentiel touristique des pays insulaires en développement de la région;
 - 4.2 Etudes des incidences, pour le tourisme, de la construction des routes transafricaines;
 - 4.3 Monographie sur les incidences économiques, sociales et culturelles du développement du tourisme en Afrique;
 - 4.4 Journées nationales d'étude sur l'établissement de statistiques du tourisme dans les pays les moins avancés;
 - 4.5 Conférence régionale africaine sur le tourisme (1978);
 - 4.6 Groupe de travail international qui se réunira à la suite de la Conférence afro-arabe sur le tourisme (1979), en coopération avec l'Union arabe du tourisme.

Sous-programme 5. Communications

- a) Pourcentage des ressources du programme : 18.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2058 à 2063.
- c) Eléments de programme :
- 5.1 Développement des télécommunications.

Produits :

- i) Etude des besoins en main-d'œuvre des services de télécommunications de la région;
- ii) Deuxième phase de l'étude des services de télécommunications par satellite dans la région et de l'intérêt économique de leur installation et de leur utilisation;
- iii) Etude des techniques de radiodiffusion et de télévision pour élargir le rayonnement à l'échelon national, sous-régional et régional et améliorer les communications de masse;

- iv) Etude sur l'utilisation de la radiodiffusion à des fins de développement, en particulier dans les zones rurales;
- v) Etudes sur un réseau régional de radio-télévision par satellite et sur sa mise en place;
- vi) Réunion sur la création d'un institut régional de formation en matière de télécommunications par satellite.

5.2 Amélioration des services postaux.

Produits :

- i) Etude des programmes et du matériel d'enseignement utilisés pour la formation du personnel des postes et analyse et développement des programmes de formation;
- ii) Stages sous-régionaux de formation sur l'acheminement du courrier et les tarifs postaux;
- iii) Stages sous-régionaux de formation à la gestion administrative et financières des services postaux; sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1978); de l'Afrique de l'Ouest (1978) et de l'Afrique centrale (1979).

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Transferts de postes

9.54 Un poste D-1 serait transféré à un autre. En revanche, un poste d'agent local serait transféré à un autre programme de la CEA.

Transformation en postes permanents de postes antérieurement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire

9.55 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a été informée que, dans le domaine des transports et des communications, des postes supplémentaires étaient nécessaires pour mener à bien des projets et des activités en cours dont l'exécution n'avait pas pu avancer au cours des dernières années par suite de l'insuffisance des effectifs. Il s'agissait entre autres du projet relatif à la route transafricaine, auquel on n'a pu affecter que 12 mois de travail en 1977, ce qui ne permet pas de faire des progrès notables sur un projet de cette envergure. Il s'agissait également du projet relatif à la mise en place du réseau de télécommunications panafricain. Les pays de la région avaient particulièrement souligné l'importance et l'urgence d'un renforcement des activités dans ces deux domaines. En conséquence, un poste d'administrateur général (D-1), 2 postes d'administrateur de 1ère classe (P-4) et 2 postes d'agent local ont été approuvés, à condition d'être financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, afin de permettre à la Commission de remplir ses engagements au début de 1977. Il est maintenant demandé de transformer ces postes en postes permanents à partir du 1er janvier 1978.

D. - Appui aux programmes

1. - SERVICES DE CONFERENCE

TABLEAU 9.37. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 355,7	66,5	(145,4)	189,5	110,6	1 466,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	122,7	4,7	-	19,8	24,5	147,2
Dépenses communes de personnel	524,7	42,9	(58)	76,1	61	585,7
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	86,4	3,3	-	13,9	17,2	103,6
Fournitures et accessoires	9,8	0,4	-	1,6	2	11,8
Mobilier et matériel	9,8	0,8	-	1,6	2,4	12,2
Total	2 109,1	118,6	(203,4)	302,5	217,7	2 326,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 227,7	(203,4)	-	-	(203,4)	(9,1) %

2) Fonds extra-budgetaires

-

Total, coûts directs 2 326,8

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

(2 326,8)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 9.38. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services de conférence

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	-	-	-	1	-
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	12	11	-	-	12	11
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	2	-	-	3	2
Total	20	17	-	-	20	17
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	54	54	-	-	54	54
TOTAL GENERAL	74	71	-	-	74	71

1. – SERVICES DE CONFERENCE

9.56 Ce programme est exécuté par la Section des services de conférence de la Division de l'administration et des services de conférence.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

9.57 Trois postes d'administrateur (un poste P-5, un poste P-3 et un poste P-2/1) de ce programme sont devenus disponibles et peuvent être transférés à d'autres secteurs du secrétariat de la Commission.

2. - GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

TABLEAU 9.39. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	258,3	24,7	(23,6)	36,4	37,5	295,8
Dépenses communes de personnel	72,7	40,3	(9,2)	14,3	45,4	118,1
Frais de voyage du personnel	-	-	-	-	-	-
Total	331	65	(32,8)	50,7	82,9	413,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
396	(32,8)	-	55,6	22,8	5,7 %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 413,9

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

(413,9)

Total, coûts directs et coûts indirects répartis -

TABLEAU 9.40. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : gestion des activités de coopération technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	-	1	-	-	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	1	-	-	2	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	5	5	-	-	5	5
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	4	4	-	-	4	4
TOTAL GENERAL	9	9	-	-	9	9

2. – GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

9.58 Ce programme est exécuté par le Service de la coordination de l'assistance technique et des opérations.

Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)

Transfert de postes

9.59 Un poste P-4 de ce programme est devenu disponible et peut être transféré à un autre secteur du secrétariat de la Commission.

Postes nouveaux

9.60 Un nouveau poste d'administrateur principal (D-1) est demandé pour le chef du Service de la coordination de

l'assistance technique et des opérations. Le poste P-5 actuellement occupé par le chef du Service deviendrait ainsi vacant pour un administrateur hors classe, qui renforcerait le Service. Ce renforcement a été vivement recommandé par le Service de gestion administrative dans son dernier rapport sur l'organisation du secrétariat de la CEA, publié en mars 1976, car le volume de travail a considérablement augmenté depuis que la CEA a été désignée comme agent d'exécution pour les équipes consultatives des Nations Unies pour le développement (UNDAT) et pour les programmes multinationaux du PNUD. Cette proposition est conforme au classement (actuel ou prévu) des postes dans les autres commissions régionales.

3. - ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 9.41. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Poste permanents	1 959,4	615,6	427,4	469	1 512	3 471,4
Personnel temporaire pour les réunions	95,2	3,6	-	15,3	18,9	114,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	400	201	(391,9)	32,3	(158,6)	241,4
Heures supplémentaires	27,5	1	5	5,2	11,2	38,7
Dépenses communes de personnel	743,6	285,6	171,2	187,3	644,1	1 387,7
Frais de voyage du personnel	5,8	0,2	-	0,9	1,1	6,9
Location et entretien des locaux	174,7	7,1	-	28,2	35,3	210
Eclairage, chauffage, énergie et eau	145	3,7	-	23	26,7	171,7
Location et entretien du matériel	214,1	(15,5)	-	30,8	15,3	229,4
Communications	401,7	15,4	-	64,7	80,1	481,8
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	5	0,2	-	0,8	1	6
Services divers	122,9	4,8	-	19,8	24,6	147,5
Fournitures et accessoires	502,6	19,3	-	80,9	100,2	602,8
Mobilier et matériel	725,3	(614,7)	(1)	17	(598,7)	126,6
Total	5 522,8	527,3	210,7	975,2	1 713,2	7 236

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
6 050,1	210,7	-	72,2	282,9	4,6 %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	7 236
	(7 236)
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-

TABLEAU 9.42. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : administration et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	5	5	-	-	5	5
Administrateur de 2ème classe (P-3)	5	9	-	-	5	9
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	5	6	-	-	5	6
Total	18	23	-	-	18	23
Autres catégories :						
Agents locaux	188	217	-	-	188	217
TOTAL GENERAL	206	240	-	-	206	240

3. – ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS

9.61 Ce programme est exécuté par la Section du personnel, la Section du budget et des finances, la Section des services généraux, la Bibliothèque et la Section du traitement des données de la Division de l'administration et des services de conférence.

*Accroissement des ressources
(aux taux révisés de 1977)*

Transfert de postes

9.62 Il est prévu d'échanger un poste P-4 de ce programme contre un poste P-3 d'un autre programme. De plus, deux postes d'agent local devenus disponibles dans d'autres secteurs du secrétariat de la Commission seraient transférés à ce programme.

Transformation en postes permanents de postes antérieurement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire

9.63 A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a approuvé 18 postes supplémentaires (3 postes d'administrateur, 5 postes d'agent local, 5 postes d'agent de sécurité et 5 postes de travailleur manuel) qui devaient être financés par des crédits prévus pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales. Les postes d'administrateur se répartissent comme suit : un poste P-4 pour un chef de la gestion des bâtiments, ingénieur qualifié chargé de régler tous les problèmes techniques qui peuvent se poser (climatisation et chauffage, électricité, téléphone, etc.), un poste P-3 pour un deuxième médecin, considéré comme indispensable pour assurer au personnel des services de santé adéquats, et un poste P-3 pour un fonctionnaire du budget chargé d'aider à la gestion et au contrôle budgétaires, fonction qui n'est actuellement pas prévue et qui s'avère

essentielle pour améliorer le processus budgétaire de la Commission. Les cinq postes d'agent local se répartissent comme suit : un pour un assistant de l'administrateur chargé de la gestion des bâtiments, un pour une infirmière au service médical, un pour une standardiste et deux pour des réceptionnistes. Les cinq postes d'agent de sécurité représentent le minimum nécessaire pour assurer la sécurité des deux bâtiments. Les cinq postes de travailleur manuel sont destinés à des laveurs de carreaux pour le nouveau bâtiment. Il est maintenant proposé de transformer ces postes, actuellement financés par des crédits ouverts pour du personnel temporaire, en postes permanents, avec effet au 1er janvier 1978.

Postes nouveaux

9.64 Deux postes nouveaux d'administrateur et quatre postes nouveaux d'agent local sont demandés. Un poste P-2/1 est destiné à un fonctionnaire des finances, qui serait essentiellement chargé de prêter son concours pour les travaux résultant du fait que la CEA est désignée comme agent d'exécution pour un nombre croissant de projets d'assistance technique. Un poste P-3 serait alloué à un administrateur du personnel, nécessaire pour intensifier et accélérer le recrutement de personnel pour le secrétariat de la CEA. Les quatre postes nouveaux d'agent local sont demandés pour du personnel de sécurité supplémentaire dans le nouveau bâtiment.

Heures supplémentaires

9.65 On a intensifié les opérations de recrutement d'agents locaux de façon à réduire le nombre de postes vacants. En attendant que le personnel nouveau soit suffisamment rodé, la CEA devra continuer à faire appel à un nombre relativement réduit d'agents locaux durant les périodes de pointe. D'où une légère augmentation (5 000 dollars) du crédit demandé pour les heures supplémentaires.

CHAPITRE 10. – COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 10.1. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1978-1979
	Maintenance des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)		Inflation en 1978 et 1979		Augmentation totale		
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	
9 826,2	(95,6)	(0,9)	552,1	5,6	1 391,4	14,1	1 847,9	18,8	11 674,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 730,6	552,1	42	379,4	889,5	9,1 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	
FNUAP	1 063,8
FAO	411,7
Compte frais généraux de l'ONU	177,7
Autres sources extra-budgétaires	1 518
Total a)	3 171,2
b) <u>Projets opérationnels</u>	
PNUD	900
FNUAP	281,6
Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la CEA0	200
Total b)	1 381,6
Total, a) et b)	4 552,8
Total, coûts directs	16 226,9

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	490,3
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	16 717,2

TABLEAU 10.3. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Unité administrative : Commission économique pour l'Asie occidentale

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	6	7	3	3	9	10
Administrateur hors classe (P-5)	17	20	3	6	20	26
Administrateur de 1ère classe (P-4)	27	31	8	16	35	47
Administrateur de 2ème classe (P-3)	27	28	3	5	30	33
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	8	9	3	3	11	12
Total	87	97	20	33	107	130
Autres catégories :						
Agents locaux	142	146	11	17	153	163
TOTAL GENERAL	229	243	31	50	260	293

TABLEAU 10.4. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Unité administrative : Commission économique pour l'Asie occidentale

1976-1977		1978-1979	
<u>Organes directeurs</u>		<u>Administration et services communs</u>	
Session extraordinaire de la Commission (1976)	13,7	Mobilier et matériel	30
		Livres de bibliothèque	12
<u>Planification, projections et politiques relatives au développement</u>			
Etude générale de la situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine	69,9		
Réunion préparatoire régionale de la Conférence sur la coopération technique entre pays en développement	25		
<u>Ressources naturelles</u>			
Réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'eau	11,6		
<u>Science et technique</u>			
Réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique	22		
<u>Administration</u>			
Frais d'installation de la CEAO à Amman	93		
Location de locaux à usage de bureaux à Amman	316,6		
<u>Tous programmes</u>			
Dépenses d'évacuation du personnel	219,4		
Indemnités de réinstallation du personnel	1 271,5		
	2 042,7		42

TABEAU 10.5. - COUTS INDIRECTS REPARTIS
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Coûts indirects imputés au chapitre 10		C													D						
		A	B	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	1	2	3		
Total																					
Chapitre 22.																					
A	26,9	1,8	1,6	1,0	3,1	0,6	0,4	2,5	2,7	0,2	1,2	0,8	1,2	2,0	2,9	0,4	2,3				
B	184,0	7,2	5,8	3,6	8,6	2,2	0,7	8,6	10,8	0,7	3,6	2,9	4,5	5,8	13,0	1,4	97,7				
C	122,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	122,5			
D	103,4	0,4	5,6	3,2	8,1	2,4	0,9	8,7	10,2	0,5	3,2	3,0	3,9	5,6	12,5	1,5	19,2				
E	6,1	0,2	-	-	-	-	-	-	1,3	-	0,2	-	1,2	-	-	-	-	-			
F	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
G	12,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
H	46,8	2,7	1,9	1,3	4,0	1,0	0,6	3,0	3,7	0,3	1,6	1,1	1,8	2,1	7,2	0,6	11,4				
I	69,8	4,0	2,8	1,9	5,9	1,4	1,0	4,5	5,5	0,5	2,4	1,7	2,6	3,1	10,7	1,0	17,1				
J	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
K	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
L	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Chapitre 23.																					
(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
(4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
(5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
REPARTITION DES COÛTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE																					
B.1	441,4	(1324,2)	51,0	29,1	73,2	21,7	8,0	78,8	92,3	4,5	28,7	27,3	35,6	51,2	113,3	13,5	173,3				
B.2	-	-	10,7	150,4	-	-	-	-	60,6	-	10,7	-	53,7	-	(2402,9)	(286,2)	-	-			
B.3	-	-	266,6	208,2	119,0	299,1	88,7	321,9	376,8	18,2	117,3	111,3	145,5	209,0	462,7	55,2	(3179,4)				
TOTAL, COÛTS INDIRECTS REPARTIS																					
(1)	490,3	2898,3	368,6	427,4	159,2	402,1	118,0	44,0	428,1	563,8	24,9	148,1	249,9	278,8	(1780,7)	(212,5)	(2723,8)				
(2)	16226,9	51,7	1075,9	1679,0	498,0	1151,1	341,5	125,0	1238,8	1731,8	70,2	511,4	428,4	810,0	1780,7	212,5	2723,8				
TOTAL, COÛTS DIRECTS EN COÛTS INDIRECTS REPARTIS																					
(1)	16717,2	-	1444,5	2106,4	617,2	1553,2	459,5	169,0	1666,9	2299,6	95,1	600,4	576,5	1059,9	1083,1	-	-	-			

Seur des lettres et chiffres de la première colonne :

- Chapitre 22. Administration, gestion et services généraux
- A. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion
 - B. Bureau des services financiers (New York)
 - C. Bureau des services du personnel (New York)
 - D. Bureau des services généraux (New York)
 - E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion
 - F. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
 - G. Services administratifs et financiers (Genève)
 - H. Division des services généraux (Genève)
 - I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York, Genève et commissions régionales)
 - J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)
 - K. Dépenses diverses
 - L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qui entraînent les activités administratives financées en commun
- Chapitre 23. Services de conférence et bibliothèques (New York et Genève)
- (2) Services de l'interprétation et des séances
 - (3) Traduction, édition et dactylographie
 - (4) Publications et documentation
 - (5) Bibliothèques
- REPARTITION DES COÛTS INDIRECTS A L'INTERIEUR DU CHAPITRE :
- A. Direction exécutive et administration
 - B.1 Services de conférence
 - B.2 Gestion des activités de coopération technique
 - B.3 Administration et services communs

Seur des lettres et chiffres des têtes de colonne :

- A. Organes directeurs
- B. Direction exécutive et administration
- C. Programmes d'activités
 - 1. Agriculture, éducation et pêche
 - 2. Planification, projections et politiques relatives au développement
 - 3. Etablissements humains
 - 4. Développement industriel
 - 5. Commerce international
 - 6. Min-d'œuvre, gestion et emploi
 - 7. Ressources naturelles
 - 8. Population
 - 9. Finances publiques
 - 10. Sciences et technique
 - 11. Développement social
 - 12. Statistiques
 - 13. Transports, communications et tourisme
- D. Appui aux programmes
 - 1. Services de conférence
 - 2. Gestion des activités de coopération technique
 - 3. Administration et services communs

S/ Représente le coût de l'appui administratif fourni au Service commun Centre sur les sociétés transnationales/CEAO.

Commission économique pour l'Asie occidentale

10.1 Au cours de l'exercice biennal 1976-1977, l'accomplissement du mandat de la CEAO a été gravement entravé par les hostilités. Néanmoins, grâce à la réaffectation temporaire du personnel non seulement à Amman mais dans d'autres localités de la région, une très grande partie des travaux de la CEAO a été menée à bien et l'on compte qu'en 1977 l'activité de la CEAO redeviendra à peu près normale.

10.2 Lors de l'établissement du présent projet de budget, des dispositions avaient déjà été prises pour louer à Beyrouth des locaux pour lesquels des négociations avaient été entamées en 1975. On comptait que ces locaux pourraient être occupés en juin 1977 et que tout le personnel de la CEAO qui avait été installé dans d'autres localités réintégrerait le siège provisoire de la Commission à Beyrouth au cours du deuxième semestre de l'année.

10.3 L'ajournement ou l'interruption de certaines des activités programmées pour l'exercice en cours influera inévitablement dans une certaine mesure sur le programme pour 1978-1979, mais on compte que dans l'ensemble la CEAO devrait être en mesure d'exécuter durant l'exercice à venir le programme envisagé dans le plan à moyen terme pour 1978-1981. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que non seulement la CEAO a subi les conséquences d'un bouleversement et d'une interruption de ses activités en raison de la situation à Beyrouth, mais encore qu'elle était dans une phase de croissance qui n'était pas parvenue à son terme au début de l'exercice en cours. A ce moment-là, une crois-

sance supplémentaire était envisagée et nombre des programmes de la CEAO en étaient à un stade préliminaire. C'est ainsi qu'il n'y avait pas de service pour exécuter le programme de statistique confié à la Commission dans le plan à moyen terme et que la création de ce service n'est prévue que pour le prochain exercice biennal. Les autres domaines dans lesquels on prévoit d'étendre les fonctions de la CEAO sont traités ci-après dans les textes explicatifs relatifs aux programmes. On envisage aussi de répartir différemment certaines des activités entre les programmes, à la suite d'une délimitation plus précise des fonctions de chaque programme. C'est ainsi que les finances publiques ont été séparées de la planification et des projections relatives au développement pour constituer un programme distinct.

10.4 Comme il était indiqué dans le premier rapport sur l'exécution du programme et du budget pour l'exercice biennal 1976-1977¹, les hostilités à Beyrouth ont eu en outre de graves répercussions financières sur le coût des services administratifs et des services communs, ainsi que sur les dépenses communes de personnel, y compris le remboursement des dépenses d'évacuation des fonctionnaires et des personnes à leur charge, ainsi que le versement d'indemnités de réinstallation durant leur réaffectation temporaire à Amman. Ces dépenses supplémentaires figurent dans les prévisions comme dépenses non renouvelables, ce qui explique, en partie, pourquoi le coût du maintien en 1978-1979 des programmes de 1976-1977 (aux taux de 1977) est, en fait, légèrement inférieur au montant du crédit révisé ouvert pour l'exercice biennal en cours.

¹ A/C.5/31/37, par. 10.1.

A. - Organes directeurs

TABLEAU 10.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Personnel temporaire	24,9	(6,4)	-	2,8	(3,6)	21,3
Communications	12,2	(7,7)	-	0,7	(7,0)	5,2
Coût des services de conférence	20,8	(7,2)	-	2,1	(5,1)	15,7
Fournitures et accessoires	9,8	(1,6)	-	1,3	(0,3)	9,5
Total	67,7	(22,9)	-	6,9	(16)	51,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
44,8	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total, coûts directs 51,7

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

2 858,3

Total, coûts directs et coûts indirects répartis 2 910

TABLEAU 10.7. - DEPENSES NON RENOUELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : organes directeurs

1976-1977		1978-1979	
Session extraordinaire de la Commission pour décider de l'emplacement du siège	13,7	Néant	-
	13,7		-

A. - Organes directeurs

10.5 Il est prévu que la Commission siège deux fois pendant l'exercice biennal 1978-1979. Pour calculer les crédits nécessaires pour ce programme, on a fait deux hypothèses, à savoir qu'il ne sera pas nécessaire de tenir une session extraordinaire, comme cela a été le cas en 1976, et que les sessions de 1978 et de 1979 de la Commission se tiendront à Beyrouth.

10.6 La diminution des dépenses prévues pour 1978-1979, par rapport aux crédits ouverts et fonds alloués

pour 1976-1977 (voir tableau 10.5), est due aux facteurs suivants :

a) Le coût de la session extraordinaire tenue en 1976 est une dépense non renouvelable;

b) Le taux de change probable (2,90) de la livre libanaise par rapport au dollar pour l'exercice biennal 1978-1979 est plus avantageux que le taux (2,35) qui a été utilisé pour calculer le montant des crédits révisés pour 1976-1977 sur la base du premier rapport sur l'exécution du budget. Ce facteur diminue le coût estimatif du maintien en 1978-1979 du volume d'activités prévu au titre du présent programme, ainsi que des autres programmes de la CEAQ, pour 1976-1977.

B. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 10.8. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1976-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	535,9	103,9	38	88	229,9	765,8
Dépenses communes de personnel :						
Indemnités de représentation	7,2	-	2	-	2	9,2
Autres dépenses communes de personnel	273,1	(80,7)	11,4	26,3	(43)	230,1
Frais de voyage du personnel	28,4	(4,4)	-	3,7	(0,7)	27,7
Total	844,6	18,8	51,4	118	188,2	1 032,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
863,4	51,4	-	34,2	85,6	9,9 %

2) Fonds extra-budgétaires

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	1 032,8
	(1 032,8)
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-

TABLEAU 10.9. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : direction exécutive et administration

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Secrétaire général adjoint	-	1	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	1	-
Directeur (D-2)	1	1	-	-	1	1
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	3	-	-	2	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	8	9	-	-	8	9
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	8	8	-	-	8	8
TOTAL GENERAL	16	17	-	-	16	17

TABLEAU 10.10. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : direction exécutive et administration

1976-1977		1978-1979	
Dépenses d'évacuation du personnel	14,2	Néant	-
Indemnités de réinstallation	101		
	115,2		-

B. - Direction exécutive et administration

10.7 C'est le Cabinet du Secrétaire exécutif qui assure la direction générale et l'administration de la Commission économique pour l'Asie occidentale. Le présent programme englobe également les fonctions du secrétariat de la Commission et du Groupe du programme et de la coordination.

*Accroissement des ressources
(aux taux de 1977)*

Poste nouveau

10.8 Conformément à la résolution 2043 (LXI) du Conseil économique et social sur le renforcement des commissions régionales en vue de la coopération régionale et inter-régionale, un poste P-4 supplémentaire est demandé. Le titulaire du nouveau poste serait chargé de la coordination intersectorielle et des activités de coopération.

Reclassement de postes

10.9 Etant donné l'accroissement des responsabilités des commissions régionales consécutifs aux décisions des organes délibérants et à d'autres mesures visant à déléguer des pouvoirs aux commissions régionales et à renforcer leurs programmes, le Secrétaire général juge que le moment est venu de reclasser le poste de secrétaire exécutif compte tenu des responsabilités beaucoup plus grandes qui y sont attachées. Cette demande a été présentée pour la première fois à l'Assemblée générale à sa trente et unième session¹, mais la Cinquième Commission, sur l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, a recommandé au Secrétaire général de présenter cette proposition dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979.

¹ A/C.5/31/39.

C. - Programmes d'activité:

1. - AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PECHE

TABLEAU 10.11. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits couverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	312,2	85,4	-	53,4	138,8	452
Personnel temporaire pour les réunions	4	(0,7)	-	0,5	(0,2)	3,8
Consultants	12,6	(2,1)	-	1,6	(0,5)	12,1
Dépenses communes de personnel	167,7	(47,7)	-	15,9	(31,8)	135,9
Frais de voyage du personnel	10,8	(1,8)	-	1,4	(0,4)	10,4
Total	508,3	33,1	-	72,8	105,9	614,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
541,44	-	-	-	-	- %

TABLEAU 10.11 (suite)

 2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
FAO		411,7
	Total a)	411,7
b) <u>Projets opérationnels</u>		
Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la CEAO		50
	Total b)	50
	TOTAL GENERAL	461,7

Total, coûts directs	1 075,9
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

368,6

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 444,5
---	---------

TABLEAU 10.12. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : agriculture, sylviculture et pêche

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	-	-	1	1	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	2	2	4	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	1	1	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	6	6	4	4	10	10
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	6	6	-	-	6	6
TOTAL GENERAL	12	12	4 ^{a/}	4 ^{a/}	16	16

a/ Fournis par la FAO.

TABLEAU 10.13. – DEPENSES NON RENOUEVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : agriculture, sylviculture et pêche

1976-1977		1978-1979	
Dépenses d'évacuation	10,9	Néant	-
Indemnités de réinstallation	72,9		
	83,8		-

1. – AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PECHE

10.10 Ce programme est exécuté par la Division CEAO/FAO de l'agriculture.

10.11 Les cinq sous-programmes exécutés par le Centre, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Etablissement d'un système de données exactes

a) Pourcentage des ressources du programme : 23.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. 1, par. 553 à 556.

c) Elément de programme :

1.1 Examen et évaluation de la situation et des tendances dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

Produit : *Annual Bulletin on Food and Agriculture* dans les pays de la CEAO.

Sous-programme 2. Amélioration de la planification agricole

a) Pourcentage des ressources du programme : 26.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. 1, par. 557 à 561.

c) Eléments de programme :

2.1 Le rôle de l'agriculture irriguée dans la stratégie de développement.

Produits : plusieurs études sur le rôle comparatif de l'agriculture irriguée dans les pays ayant un système mixte combinant l'agriculture irriguée et la culture sèche. Une fois ces études achevées, une réunion intergouvernementale sur le rôle de l'agriculture irriguée dans la stratégie de développement sera organisée en 1978.

2.2 Etudes sectorielles et sous-sectorielles.

Produits :

i) Deux études sectorielles/sous-sectorielles, l'une sur le Yémen et l'autre sur le Yémen démocratique, seront publiées en 1978;

ii) Deux études sectorielles/sous-sectorielles, l'une sur l'Arabie Saoudite et l'autre sur Oman, seront publiées en 1979.

2.3 Services consultatifs, assistance et formation.

Produits :

- i) Documents et rapports pour des séminaires et ateliers de formation à l'intention des planificateurs, directeurs et analystes de projets, organisés par la FAO et d'autres organisations internationales et régionales;
- ii) Services consultatifs assurés par des fonctionnaires supérieurs, notamment pour la formulation et l'exécution des plans;
- iii) Réunions des organes directeurs mondiaux et régionaux de la FAO et de l'ONU;
- iv) Participation à des missions sur le terrain et missions d'évaluation organisées par la FAO, le PAM, le BIRD, etc., et établissement des rapports pertinents.

Sous-programme 3. Amélioration de la sécurité alimentaire

a) Pourcentage des ressources du programme : 7.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. 1, par. 562 à 566.

c) Elément de programme :

3.1 Etudes (nationales et sous-régionales) sur la sécurité alimentaire.

Produits :

- i) En 1978, deux études pilotes sur la sécurité alimentaire en ce qui concerne les céréales, l'une destinée au Yémen et l'autre au Yémen démocratique, les résultats de ces études pouvant éventuellement, au stade final, être regroupés pour proposer un modèle sous-régional;
- ii) En 1979, une étude sur la sécurité alimentaire, destinée aux pays producteurs de pétrole du golfe Persique (à l'exclusion de l'Irak), et concernant surtout la gestion de l'approvisionnement et la distribution, l'étude pouvant éventuellement porter sur divers groupes de produits de base;
- iii) Appui technique fourni pour les activités d'aide alimentaire du PAM dans les pays membres de la CEAO (missions).

Sous-programme 4. Promotion de l'intégration agricole

a) Pourcentage des ressources du programme : 33.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. 1, par. 567 à 571.

c) Eléments de programme :

4.1 Etude régionale des plans de développement agricole et de l'harmonisation des plans.

Produits : le premier produit sera en 1978 une étude régionale des plans à moyen terme de développement agricole, qui portera surtout sur les secteurs se prêtant à la coordination et à l'harmonisation des plans.

4.2 Analyse économique comparative des exploitations agricoles dans les pays de la CÉAO.

Produits : Une étude sur l'analyse économique comparative des exploitations agricoles dans les pays de la CÉAO, qui paraîtra en 1979.

4.3 Problèmes d'ajustement de la production agricole et des échanges de produits agricoles.

Produits :

- i) Deux rapports sur une analyse détaillée du commerce régional et interrégional de produits agricoles;
- ii) Une étude régionale sur les problèmes d'ajustement dans l'agriculture qui sont liés au développement souhaité du commerce régional;
- iii) Un rapport sur les problèmes d'ajustement à l'échelon interrégional, qui sera établi dans le cadre du dialogue euro-arabe;

iv) Une réunion intergouvernementale sur les problèmes d'ajustement de l'agriculture régionale et le développement du commerce régional, qui se tiendra en 1979.

Sous-programme 5. Détermination des possibilités d'investissements

a) Pourcentage des ressources du programme : 11.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. 1, par. 572 à 576.

c) Elément de programme :

5.1 Détermination, élaboration et évaluation des projets d'investissement dans le secteur agricole.

Produits :

- i) Deux rapports sur la détermination de projets dans le domaine de l'agriculture mixte, des prés et opérations d'embouche, du développement de l'élevage des volailles et de l'amélioration des pâturages;
- ii) Des rapports d'experts sur la préparation des projets (en coopération avec d'autres organismes);
- iii) Des rapports d'experts évaluant les propositions d'investissements soumises aux pays riches en pétrole (rapports établis selon les besoins).

2. – PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

TABLEAU 10.14. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	527,4	114,4	(131,6)	66,3	49,1	576,5
Personnel temporaire pour les réunions	7,6	(1,3)	-	1	(0,3)	7,3
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	85,6	(85,6)	-	-	(85,6)	-
Consultants	30	(4,7)	-	3,9	(0,8)	29,2
Heures supplémentaires	0,5	(0,5)	-	-	(0,5)	-
Dépenses communes de personnel	237,6	(44,2)	(39,8)	19,5	(64,5)	173,1
Frais de voyage du personnel	24,5	(11,4)	-	2,1	(9,3)	15,2
Total	913,2	(33,3)	(171,4)	92,8	(111,9)	801,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
879,8	(171,4)	-	-	(171,4)	(79,4) %

TABLEAU 10.14 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Compte frais généraux de l'ONU		177,7
	Total a)	177,7
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUD		700
	Total b)	700
	TOTAL GENERAL	877,7

Total, coûts directs	1 679
----------------------	-------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

427,4

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 106,4
---	---------

TABLEAU 10.15. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : planification, projections et politiques relatives au développement

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	3	-	-	4	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	9	8	-	-	9	8
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	9	4	-	-	9	4
TOTAL GENERAL	18	12	-	-	18	12

TABLEAU 10.16. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : planification, projections et politiques relatives au développement

1976-1977		1978-1979	
Etude générale de la situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine (Conseil économique et social, cinquante-neuvième session)	69,9	Néant	-
Réunion régionale préparatoire à la Conférence sur la coopération technique entre pays en développement	25		
Dépenses d'évacuation du personnel	19,7		
Indemnités de réinstallation du personnel	98,5		
	213,1		-

2. – PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

10.12 Ce programme est exécuté par la Division de la planification du développement. Dans le projet de budget-programme pour 1976-1977, les activités de cette division (sauf celles qui concernent le commerce et le développement) étaient inscrites à un programme unique intitulé "Politique et planification générales dans les domaines économique et social"¹, qui regroupait les activités intéressant les domaines suivants : main-d'œuvre, gestion et emploi, finances publiques, statistiques. Quoique relevant de la même division, les activités relatives au commerce et au développement étaient inscrites à un programme distinct. Pour 1978-1979, il est prévu que les activités ci-dessus, sauf celles qui concernent les statistiques, continueront à être exécutées par la Division de la planification du développement. On se propose cependant de les répartir en trois programmes nouveaux : "Planification, projections et politiques relatives au développement", programme auquel seraient affectées les ressources dont disposait jusqu'ici le programme "Politique et planification générales dans les domaines économique et social", "Main-d'œuvre, gestion et emploi" et "Finances publiques". Il est proposé de confier à un groupe de statistique distinct les activités relatives aux statistiques qui feraient l'objet d'un nouveau programme "Statistiques".

10.13 Les quatre sous-programmes dont s'occupe la Division, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Examen et évaluation des tendances

a) Pourcentage des ressources du programme : 60.

¹ A/10006, vol. III, par. 10.8 à 10.10.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 322 à 325.

c) Elément de programme :

1.1 Etude de la situation économique des pays de la CEAO.

Produits : les travaux de recherche à faire pour publier chaque année l'*Etude sur la situation économique des pays de la CEAO* seront entrepris en 1978 dans le cadre du programme "Planification, projections et politiques relatives au développement". Le premier numéro de cette publication annuelle paraîtra en 1979 et traitera de la situation et de l'évolution économiques de la région en 1978.

1.2 Quatrième opération d'examen et d'évaluation.

Produit : en application de la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, la quatrième opération biennale d'examen et d'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sera entreprise en 1979. Un rapport sur les conclusions de l'opération sera présenté à la Commission.

Sous-programme 2. Assistance et formation

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 326 à 330.

c) Eléments de programme :

2.1 Formulation et gestion du programme.

Produits :

- i) Appui aux projets régionaux décentralisés et confiés à la CEAO;
- ii) Assistance aux pays membres de la Commission pour la formulation de leurs plans de développement;
- iii) Participation à des missions d'appréciation des projets et à des séminaires de formation dans ce

domaine, et élaboration de documents relatifs à la planification du développement.

Sous-programme 3. Planification prospective

a) Pourcentage des ressources du programme : 13.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 331 à 335.

c) Elément de programme :

3.1 Planification prospective.

Produits : une assistance sera fournie aux pays membres de la Commission pour l'élaboration de plans prospectifs nationaux qui serviront de cadre à leurs plans à moyen terme et à leurs programmes opérationnels à court terme. Un premier rapport intérimaire sur la planification prospective dans la région de la CEAO paraîtra en 1978.

Sous-programme 4. Harmonisation des plans et coopération régionale

a) Pourcentage des ressources du programme : 7.

b) Référence : plan à moyen terme 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 336 à 340.

c) Elément de programme :

4.1 Etude des possibilités d'harmonisation des plans dans la région de la CEAO.

Produit : un document sur les possibilités d'harmonisation des plans dans la région de la CEAO sera présenté en 1979 à la réunion du groupe de travail de l'harmonisation des plans et de la coopération régionale aux fins de la planification du développement.

*Accroissement des ressources
(aux taux de 1977)*

Postes permanents

10.14 Pour les raisons données plus haut dans le paragraphe 10.12, un poste d'agent local pourra être affecté au programme "Main-d'œuvre, gestion et emploi" et un poste P-4 et 4 postes d'agent local au programme "Statistiques".

3. - ETABLISSEMENTS HUMAINS

TABLEAU 10.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	243,8	62,6	-	40,6	103,2	347
Personnel temporaire pour les réunions	4	(0,7)	-	0,5	(0,2)	3,8
Dépenses communes de personnel	148,9	(56,7)	-	12,1	(44,6)	104,3
Frais de voyage du personnel	3	(0,5)	-	0,4	(0,1)	2,9
Total	399,7	4,7	-	53,6	58,3	458

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
404,4	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	458
	159,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	617,2

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 10.18. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : établissements humains

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	5	5	-	-	5	5
Autres catégories :						
Agents locaux	3	3	-	-	3	3
TOTAL GENERAL	8	8	-	-	8	8

TABLEAU 10.19. – DEPENSES NON RENOUEVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : établissements humains

1976-1977		1978-1979	
Dépenses d'évacuation du personnel	9,6	Néant	-
Indemnités de réinstallation du personnel	78,9		
	88,5		-

3. – ETABLISSEMENTS HUMAINS

10.15 Ce programme est exécuté par la Division du développement social et des établissements humains.

10.16 Les trois sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont exposés ci-après :

Sous-programme 1. Formulation des politiques concernant les logements à bon marché

a) Pourcentage des ressources du programme : 33,3.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 790 à 796.

c) Eléments de programme :

1.1 Mécanisme de financement des logements : secteur privé.

Produit : une étude sur ce sujet sera achevée vers la fin de 1978.

1.2 Politiques de réglementation des loyers.

Produit : un rapport sur la question sera publié d'ici à la fin de 1979.

1.3 Etude régionale des coûts de construction et du rapport entre les coûts de construction et les loyers.

Produit : une étude régionale sur la question sera terminée vers la fin de 1978.

1.4 Travaux à faire pour mettre au point de nouveaux matériaux de construction pour les logements à bon marché : matériaux disponibles, recherche et application.

Produit : une étude sur la question sera achevée en 1978.

1.5 Préfabrication, promotion et recours aux techniques industrielles pour la construction de logements à bon marché.

Produit : une étude sur la question sera publiée en 1979.

1.6 Examen et évaluation de la situation du logement dans la région de la CEAO dans le contexte de la Stratégie internationale du développement pour la

deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Produits :

- i) Examen et évaluation de la situation du logement dans le contexte de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- ii) Indicateurs relatifs au logement, qui seront publiés chaque année par la CEAO;
- iii) Rapport de la CEAO sur le logement, à inclure dans l'Etude sur la situation sociale dans le monde.

Sous-programme 2. Urbanisation et planification urbaine

a) Pourcentage des ressources du programme : 33,3.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 797 à 804.

c) Eléments de programme :

2.1 Etude sur la réglementation de l'utilisation des terres : planification physique, planification urbaine et application de plans directeurs.

Produit : une étude sur la question sera achevée d'ici à la fin de 1978.

2.2 Etude sur la croissance urbaine et la décentralisation : villes satellites et centres secondaires.

Produit : cette étude sera achevée en 1978.

2.3 Manuel de planification et de gestion des établissements humains aux fins de la protection de l'environnement.

Produit : le manuel sera achevé à la fin de 1979.

2.4 Evaluation des besoins et des conditions requises pour améliorer l'environnement urbain : planification de l'environnement, institutions, législation et personnel.

Produit : une étude sur la question sera achevée vers la fin de 1979.

2.5 Planification des zones métropolitaines.

Produits : une étude sur la planification des zones métropolitaines dans la région de la CEAO sera achevée en 1978; elle sera suivie d'un atelier de formation sur cette question.

2.6 Examen et évaluation de la situation de la planification urbaine dans la région de la CEAO.

Produits :

i) Indicateurs relatifs à la planification urbaine, qui seront publiés chaque année par la CEAO;

ii) Etablissement du rapport de la CEAO sur la planification urbaine, à inclure dans l'Etude sur la situation sociale dans le monde.

Sous-programme 3. Planification de l'habitat rural

a) Pourcentage des ressources du programme : 33,3.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 805 à 812.

c) Eléments de programme :

3.1 Habitat rural traditionnel : viabilité et adaptation.

Produit : rapport d'évaluation sur l'habitat rural traditionnel dans la région, qui sera terminé en 1978.

3.2 Etablissements humains dans les nouvelles zones de peuplement.

Produits : documents de travail et études sur la question. Les conclusions seront présentées à un colloque qui doit se tenir vers la fin de 1979.

3.3 Examen et évaluation de la situation de l'habitat rural dans la région de la CEAO.

Produits :

i) Indicateurs relatifs à l'habitat rural, qui seront publiés chaque année par la CEAO;

ii) Etablissement du rapport de la CEAO sur l'habitat rural, à inclure dans l'Etude sur la situation sociale dans le monde.

4. - DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

TABLEAU 10.20. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Postes permanents	274,3	199,5	-	62,6	536,4
Personnel temporaire pour les réunions	7,8	(1,3)	-	1	7,5
Consultants	21,2	(3,5)	-	2,7	20,4
Dépenses communes de personnel	133,6	9	-	18,6	161,2
Frais de voyage du personnel	6,8	(1,1)	-	0,9	6,6
Total	443,7	202,6	-	85,8	732,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
646,3	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u> Sources bilatérales	419
Total a)	419
b) <u>Projets opérationnels</u>	-
Total b)	-
TOTAL GENERAL	419

Total, coûts directs	1 151,1
-----------------------------	----------------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

402,1

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 553,2
---	----------------

TABLEAU 10.21. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : développement industriel

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	6	2	8
Administrateur de 2ème classe (P-3)	2	2	-	2	2	4
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	7	7	-	8	7	15
Autres catégories :						
Agents locaux	6	6	-	4	6	10
TOTAL GENERAL	13	13	-	12	13	25

TABLEAU 10.22. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : développement industriel

1976-1977		1978-1979	
Dépenses d'évacuation du personnel	16,1	Néant	-
Indemnités de réinstallation du personnel	45		
	61,1		-

4. - DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

10.17 Ce programme est exécuté par la Division CEAO/ONUUDI de l'industrie.

10.18 Les cinq sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Coordination régionale des politiques dans le domaine industriel

a) Pourcentage des ressources du programme : 26,2.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 925 à 930.

c) Eléments de programme :

1.1 Coordination des plans et programmes d'industrialisation.

Produits : les études et les rapports techniques établis au titre de cette activité seront utilisés pour des consultations lors de réunions de planificateurs et d'experts gouvernementaux.

1.2 Coopération industrielle régionale : évaluation des coentreprises.

Produit : un premier rapport analysant les résultats de projets de coentreprises sera publié en 1978.

Sous-programme 2. Développement de certaines industries

a) Pourcentage des ressources du programme : 36,1.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 931 à 934.

c) Eléments de programme :

2.1 Développement d'industries - I. Industries mécaniques.

Produits : une étude régionale et une réunion d'experts sur les industries mécaniques sont prévues pour 1979.

2.2 Développement d'industries - II. Pétrochimie.

Produits : une étude régionale et une réunion (réunion de planificateurs de l'industrie pétrochimique) sont prévues pour 1979.

Sous-programme 3. Développement de la main-d'œuvre

a) Pourcentage des ressources du programme : 12,6.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 935 à 939.

c) Élément de programme :

3.1 Mise en place de l'infrastructure - Formation.

Produits : mesures consécutives à l'enquête effectuée en 1975 et à la réunion tenue en 1977 pour mettre au point un mécanisme régional de coordination en ce qui concerne les besoins de formation et le placement des stagiaires. Des programmes de formation seront établis.

Sous-programme 4. Administration, gestion et financement

a) Pourcentage des ressources du programme : ce sous-programme sera financé par des fonds extra-budgétaires.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 940 à 944.

c) Eléments de programme :

4.1 Entreprises industrielles du secteur public.

Produit : mission d'enquête sur place afin de déterminer les problèmes et de faire des recommandations aux gouvernements en 1979.

4.2 Administration et gestion industrielles dans les pays les moins avancés.

Produit : sur la base d'une enquête sur place, des recommandations seront faites sur la façon la plus efficace d'utiliser les ressources en matière d'administration et de gestion.

Sous-programme 5. Examen et évaluation du développement industriel

a) Pourcentage des ressources du programme : 25,1.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 945 à 948.

c) Élément de programme :

5.1 Examen et évaluation du développement industriel.

Produits : rapports annuels sur le potentiel et les perspectives de progrès industriel et de croissance industrielle. Projections relatives au développement industriel dans les pays où l'on dispose de renseignements suffisants.

5. - COMMERCE INTERNATIONAL

TABLEAU 10.23. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	109	44,6	-	20,2	64,8	173,8
Dépenses communes de personnel	73,4	(27,2)	-	6,1	(21,1)	52,3
Frais de voyage du personnel	3	(0,5)	-	0,4	(0,1)	2,9
Total	185,4	16,9	-	26,7	43,6	229

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
202,3	-	-	-	-	- %

TABLEAU 10.23 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Sources bilatérales		112,5
	Total a)	112,5
b) <u>Projets opérationnels</u>		
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	112,5

Total, coûts directs	341,5
----------------------	-------

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

118

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	459,5
---	-------

TABLEAU 10.24. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : commerce international

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	1	-	2	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	1	1	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	2	2	2	1	4	3
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	2	2	2	1	4	3
TOTAL GENERAL	4	4	4	2	8	6

TABLEAU 10.25. – DEPENSFS NON RENOUEVABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : commerce international

1976-1977		1978-1979	
Dépenses d'évacuation du personnel	9	Néant	-
Indemnités de réinstallation du personnel	30		
	39		-

5. – COMMERCE INTERNATIONAL

10.19 Ce programme est exécuté par la Division de planification du développement.

10.20 Les trois sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Assistance en vue du développement et de la diversification du commerce d'exportation

a) Pourcentage des ressources du programme : 25.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1160 à 1167.

c) Eléments de programme :

1.1 Libéralisation des obstacles non tarifaires.

Produits : une étude sur ce sujet englobant les aspects suivants :

- i) Détermination des produits ou groupes de produits exportés par les pays membres de la CEAO;
- ii) Inventaire des obstacles non tarifaires auxquels se heurtent les échanges commerciaux des pays de la région avec des pays développés;
- iii) Proposition de mesure pour développer la vente d'articles manufacturés et semi-manufacturés aux pays socialistes d'Europe orientale;
- iv) Détermination des produits couverts par le système généralisé de préférences qui se heurtent à des obstacles non tarifaires;
- v) Proposition de mesure pratique pour réduire puis éliminer les obstacles non tarifaires auxquels se heurtent les exportations des pays de la région.

Sous-programme 2. Commerce entre les pays de la région

a) Pourcentage des ressources du programme : 25.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1168 à 1173.

c) Eléments de programme :

2.1 Facilitation des échanges commerciaux et arrangements de paiement entre pays arabes.

Produits : études sur le système des paiements entre pays arabes et enquête sur les possibilités d'autres arrangements (études et enquête doivent être achevées en 1979).

2.2 Expansion du commerce et intégration économique.

Produit : une grande étude (à terminer en 1979) sur l'expansion du commerce et l'intégration économique dans la région, qui porterait sur les questions suivantes :

- i) Inventaire et analyse des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux en vigueur dans la région;
- ii) Evaluation de l'effet des accords susmentionnés sur les plans d'intégration proposés;
- iii) Suggestions concernant d'autres formes d'accords de coopération.

Sous-programme 3. Politiques en matière de commerce et de paiements

a) Pourcentage des ressources du programme : 50.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1180 à 1184.

c) Eléments de programme :

3.1 Politiques des pays membres de la CEAO en matière de commerce et de paiements.

Produit : un rapport d'enquête sur les régimes commerciaux des pays membres, leurs politiques en matière de change, de paiements, de promotion des exportations et d'importation (rapport qui sera achevé en 1979).

3.2 Analyse des politiques et procédures d'importation dans la région de la CEAO.

Produit : étude et analyse continue des diverses politiques et procédures d'importation (choix des marchés de fournisseurs, éléments du contrat, y compris conditions commerciales, prix, modes de paiement, garanties d'exécution, modes de règlement des différends, etc.).

6. - MAIN-D'ŒUVRE, GESTION ET EMPLOI

TABLEAU 10.26. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	41	5,1	46,1	46,1
Dépenses communes de personnel	-	-	12,2	1,7	13,9	13,9
Frais de voyage du personnel	-	-	2,5	0,3	2,8	2,8
Total	-	-	55,7	7,1	62,8	62,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	55,7	-	34,6	90,3	- %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u> Sources bilatérales	62,2
Total a)	62,2
b) <u>Projets opérationnels</u>	-
Total b)	-
TOTAL GENERAL	62,2

Total, coûts directs	125
----------------------	-----

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

44

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	169
--	-----

TABLEAU 10.27. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : main-d'œuvre, gestion et emploi

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	-	-	1	-	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)						
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)						
Total	-	1	-	1	-	2
Autres catégories :						
Agents locaux	-	1	-	1	-	2
TOTAL GENERAL	-	2	-	2	-	4

6. – MAIN-D'ŒUVRE, GESTION ET EMPLOI

10.21 Ce programme est exécuté par la Division de la planification du développement. Comme il est indiqué plus haut dans le paragraphe 10.12, il est proposé de ranger dans un nouveau programme distinct les activités ci-dessus, qui faisaient partie de l'ancien programme "Politiques et planification générales dans les domaines économique et social".

10.22 Les trois sous-programmes, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrit ci-après :

Sous-programme 1. Politiques de l'emploi

a) Pourcentage des ressources du programme : 55.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2182 à 2187.

c) Eléments de programme :

*1.1 Niveaux et structures des salaires et autres revenus du travail dans les pays d'Asie occidentale.

Produit : une étude sur ce sujet sera achevée en 1978.

*1.2 Evaluation quantitative des besoins essentiels des groupes aux revenus les plus faibles dans certains pays d'Asie occidentale.

Produit : une étude sur ce sujet sera achevée en 1979.

Sous-programme 2. Amélioration de la planification de la main-d'œuvre

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2188 à 2193.

*Nouvel élément de programme.

c) Eléments de programme :

2.1 L'offre et la demande de main-d'œuvre dans les pays membres de la CEAO : situation actuelle et évolution future (jusqu'en 1990).

Produits : une étude préliminaire sera entreprise en 1978, comme instrument préalable à la planification de la main-d'œuvre et à l'établissement des politiques à cet égard.

Sous-programme 3. Promotion de la coopération régionale dans le domaine de la planification des ressources humaines

a) Pourcentage des ressources du programme : 25.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2194 à 2200.

c) Eléments de programme :

3.1 Surveillance de l'application du Plan d'action pour la main-d'œuvre et l'emploi dans la région de la CEAO, une attention particulière étant accordée à la coopération régionale dans ce domaine.

Produits : un rapport sera établi pour être présenté à un groupe d'experts de la coopération régionale en matière de développement de la main-d'œuvre et de promotion de l'emploi, qui se réunira en 1979.

3.2 Examen et évaluation de l'évolution de la situation quant à la main-d'œuvre, la gestion et l'emploi dans la région de la CEAO.

Produits : établissement de rapports, notamment du quatrième rapport biennal d'examen et d'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Des services consultatifs seront fournis aux gouvernements membres, sur leur demande.

*Accroissement des ressources
(aux taux de 1977)*

Poste nouveau (53 200 dollars)

10.23 Un nouveau poste P-5 est demandé pour un fonctionnaire qui sera chargé de : a) planifier, formuler et exécuter le programme de travail conformément aux priorités de la CEAO en matière de planification du développement dans le domaine de la main-d'œuvre, de l'emploi, des salaires, de l'éducation et de la formation; b) organiser, superviser et entreprendre des études et des travaux de recherche, fournir des services consultatifs aux autorités compétentes des pays de la région et un appui fonctionnel aux programmes d'assistance technique, organiser des activités de formation dans le domaine de la main-d'œuvre, de l'emploi, des salaires, de la gestion et de la

planification du développement et de l'utilisation intégrés des ressources humaines; c) coordonner les activités de ce programme avec celles de l'OIT et d'autres institutions spécialisées, ainsi qu'avec les autorités responsables du même programme dans les pays de la région de la CEAO et avec les organisations régionales compétentes. Il est proposé, en outre, de transférer à ce nouveau programme un poste d'agent local dont le programme "Planification, projections et politiques relatives au développement" n'a plus besoin.

Frais de voyage (2 500 dollars)

10.24 L'augmentation du crédit prévu pour les frais de voyage est liée à la proposition de créer un nouveau poste d'administrateur.

7. – RESSOURCES NATURELLES

TABLEAU 10.28. – ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	509,8	206,4	-	92,5	298,9	808,7
Personnel temporaire pour les réunions	9,6	(9,6)	-	-	(9,6)	-
Consultants	17,4	(2,9)	-	2,2	(0,7)	16,7
Dépenses communes de personnel	243,3	(27,9)	-	27,5	(0,4)	242,9
Frais de voyage :						
Personnel envoyé à des sessions	2	(2)	-	-	(2)	-
Autres voyages autorisés	15,7	(2,6)	-	2,1	(0,5)	15,2
Total	797,8	161,4	-	124,3	285,7	1 083,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
959,2	-	-	-	-	- %

TABLEAU 10.28 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Sources bilatérales		155,3
	Total a)	155,3
b) <u>Projets opérationnels</u>		
	Total b)	-
	TOTAL GENERAL	155,3

Total, coûts directs	1 238,8
----------------------	---------

428,1

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 666,9
---	---------

TABLEAU 10.29. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : ressources naturelles

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	1	1	4	4
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	4	1	-	5	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-
Total	11	11	2	1	13	12
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	5	5	2	2	7	7
TOTAL GENERAL	16	16	4	3	20	19

TABLEAU 10.30. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : ressources naturelles

1976-1977		1978-1979	
Réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'eau	11,6	Néant	-
Dépenses d'évacuation du personnel	37		
Indemnités de réinstallation du personnel	85,7		
	134,3		-

7. – RESSOURCES NATURELLES

10.25 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles, de la science et de la technique.

10.26 Les trois sous-programmes, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Ressources énergétiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 38.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1385 à 1394.

c) Eléments de programme :

1.1 Gestion du programme et services d'appui.

Produits :

- i) Gestion courante du programme, y compris la planification détaillée des activités futures;
- ii) Préparation technique des réunions;
- iii) Assistance directe aux pays membres;
- iv) Révision et mise au point des études, analyses, rapports et documents établis pour les sessions de la Commission;
- v) Collecte, traitement et diffusion des statistiques de base sur l'énergie.

1.2 Arrangements régionaux pour la distribution de l'énergie électrique en Asie occidentale.

Produits : un rapport sur ce sujet sera publié en octobre 1978, et une réunion d'experts sera convoquée en décembre 1978 pour permettre aux responsables de l'énergie dans la région de procéder à des échanges de vues sur la base du rapport.

1.3 Plan d'action relatif aux utilisations secondaires du pétrole dans la région de la CEAO.

Produit : un rapport sur les emplois finals du pétrole dans la région et dans le monde (dans lequel on examinera les projets en cours ou prévus pour utiliser le pétrole comme matière première à des fins autres que la production d'énergie) sera publié vers la fin de 1979.

1.4 Programme d'action pour le développement du secteur énergétique dans les pays en développement les moins avancés de la région de la CEAO.

Produits : un rapport sur ce sujet sera publié en janvier 1979.

1.5 Aspects économiques du raffinage du pétrole, et ce qu'ils impliquent pour l'utilisation future de la production de pétrole brut dans la région de la CEAO.

Produit : un rapport sur le coût d'opportunité et les avantages comparatifs des raffineries actuelles et prévues, et sur l'effet global de cette industrie sur l'économie des pays membres de la CEAO, sera achevé en avril 1979.

1.6 Gaz naturel : ressources, utilisation et perspectives d'emploi économique dans la région de la CEAO.

Produits : une enquête préliminaire sera entreprise en janvier 1978 pour définir les problèmes et préciser la portée et les objectifs du projet principal. Un rapport complet sur la question sera vraisemblablement publié en août 1979.

1.7 Sources d'énergie non classiques dans la région de la CEAO; activités de recherche-développement, programmes en cours et possibilités futures.

Produits :

i) Etude et évaluation des possibilités économiques et pratiques de l'utilisation des sources d'énergie non classiques (solaire, éolienne ou biologique) et d'autres sources d'énergie ne provenant pas d'hydrocarbures dans la région de la CEAO, et répercussions de ces innovations sur la politique énergétique. Un rapport sur ce sujet sera publié en octobre 1979;

ii) Un séminaire/exposition sur la recherche-développement dans le domaine des sources d'énergie autres que les hydrocarbures (surtout dans la région de la CEAO) sera organisé en décembre 1979, et le rapport susmentionné sera présenté à cette occasion.

1.8 Rôle et fonctionnement des organismes s'occupant de l'énergie dans certains pays de la région de la CEAO.

Produit : un rapport sur ce sujet sera publié en décembre 1979.

1.9 Stratégie d'expansion et d'intensification de la coopération entre pays arabes dans le domaine des hydrocarbures et autres sources d'énergie.

Produit : une grande étude sur la coopération entre pays arabes dans le domaine des hydrocarbures et des autres sources d'énergie sera entreprise en janvier 1979 et terminée d'ici à avril 1980. Dans cette étude, on commencera par analyser et évaluer les politiques énergétiques, puis on s'efforcera de mettre au point une stratégie pour le développement harmonieux du secteur pétrolier et du secteur du gaz dans le monde arabe, pour la coopération entre pays exploitant des gisements d'hydrocarbures et exerçant des activités connexes, et pour l'utilisation dans les pays arabes de sources d'énergie de remplacement, classiques et non classiques. Un groupe d'experts composé de hauts fonctionnaires des gouvernements et de cadres hautement qualifiés de tous les pays arabes se réunira en juin 1980 pour examiner les résultats de cette étude.

Sous-programme 2. Ressources minérales

a) Pourcentage des ressources du programme : 27.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1395 à 1403.

c) Eléments de programme :

2.1 Coopération régionale et interrégionale pour la mise en valeur des ressources minérales.

Produit : le premier rapport sur cette question, qui sera publié en décembre 1978, comprendra une étude de tous les organismes régionaux et de toutes les activités en cours dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales en Asie occidentale, ainsi qu'une analyse détaillée des possibilités de coopération régionale, notamment en ce qui concerne le financement des travaux de mise en valeur, la prospection, le traitement et la commercialisation des ressources minérales.

2.2 Rapport technique sur l'amélioration des codes miniers nationaux et évaluation de la situation en ce qui concerne la pleine souveraineté des pays membres sur leurs ressources minérales.

Produit : le premier rapport sur cette question sera publié en juin 1978.

2.3 Etude des aspects économiques de l'exploitation et du traitement des ressources minérales dans la région.

Produits : au cours de l'exercice biennal, des travaux seront entrepris sur l'exploitation des ressources minérales. En 1978, l'avant-projet de l'étude sera rédigé et communiqué aux fonctionnaires gouvernementaux responsables de la mise en valeur des ressources minérales, aux directeurs des compagnies minières de la région et à d'autres fonctionnaires intéressés.

2.4 Analyse économique de la mise en valeur et de l'utilisation des matières premières non métalliques dans la région de la CEAQ.

Produit : un rapport sera achevé en juillet 1979. Ce rapport comprendra une étude des ressources minérales non métalliques de la région, une analyse des questions concernant l'extraction, l'offre et la demande, les utilisations et le commerce de ces minéraux, une évaluation des possibilités de constituer des coentreprises pour l'extraction, le traite-

ment et la commercialisation des matières premières non métalliques, une évaluation des effets économiques favorables d'une telle coopération et, enfin, un inventaire des ressources minérales non métalliques de la région.

2.5 Analyse de la documentation technique et collecte et traitement des données économiques sur l'offre et la demande présentes et futures de minéraux.

Produits : les données statistiques et techniques seront traitées et regroupées par produit, par pays membre et pour l'ensemble de la région.

2.6 Renforcement des organismes et services chargés de la mise en valeur des ressources minérales dans la région de la CEAQ.

Produits : des services consultatifs seront fournis aux pays membres, sur leur demande.

2.7 Détermination et promotion des investissements nécessaires pour la mise en valeur des ressources minérales, aux échelons national et régional.

Produits : des renseignements et des orientations seront donnés pour aider à déterminer et à choisir des projets de mise en valeur des ressources minérales et pour aider à arrêter des priorités quant aux mesures consécutives à prendre dans la région sur la base des renseignements et des conclusions tirés des activités exécutées en 1976-1977.

2.8 Evaluation des activités en cours et futures, appui à ces activités et recommandations concernant les politiques et la coopération régionales dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales.

Produit : un document de travail sera présenté en septembre 1979 à la première réunion du groupe de travail des politiques et de la coopération régionales pour la mise en valeur des ressources minérales dans la région de la CEAQ. Dans ce document, on examinera les politiques suivies actuellement aux échelons national et régional dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales en se fondant sur les résultats des activités entreprises dans ce domaine entre janvier 1976 et juin 1979 et sur les rapports rédigés pendant la même période.

Sous-programme 3. Ressources en eau

a) Pourcentage des ressources du programme : 35.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1407 à 1413.

c) Eléments de programme :

3.1 Lancement d'un programme visant à répondre aux besoins de la région en matière d'éducation et de formation.

Produits : un groupe d'experts chargé d'étudier la création d'un centre de formation dans le domaine de la mise en valeur des ressources en eau se réunira en 1978. Sur la base d'une étude de la main-d'œuvre et des moyens de formation et de recherche qui sera entreprise en 1977, un rapport et des recommandations seront établis à l'intention des gouvernements.

3.2 Adoption d'un système adéquat de rassemblement, de traitement et d'analyse des données sur les ressources en eau de la région.

Produit : un premier rapport sur cette question sera publié au premier trimestre de 1978.

3.3 Assistance à fournir pour l'évaluation des ressources en eau des pays de la région.

Produit : un rapport sera publié en 1978.

3.4 Etablissement et/ou renforcement des institutions juridiques et administratives dans le domaine de la mise en valeur et de la gestion des ressources en eau dans chacun des pays membres de la CEAO.

Produit : un rapport visant à donner les bases nécessaires pour l'adoption de lois et règlements sur les ressources en eau et pour l'établissement des institutions voulues sera publié en décembre 1978.

3.5 Faciliter l'échange de données économiques et techniques sur la mise en valeur des ressources en eau et les travaux de recherche entrepris dans la région et ailleurs.

Produit : un rapport concernant la création éventuelle d'une banque régionale de données sur les ressources en eau sera publié en 1978.

3.6 Mise au point d'une stratégie en vue de l'utilisation économique de l'eau.

Produit : un premier rapport comprenant une analyse détaillée du coût de l'eau selon ses diverses utilisations et une évaluation économique de l'utilisation de l'eau aux prix du marché, sera publié en décembre 1979.

3.7 Suite à donner aux recommandations des conférences régionales et de la Conférence internationale sur l'eau, en coopération avec les pays membres de la CEAO.

Produits : des groupes de travail se réuniront en 1979.

8. - POPULATION

TABLEAU 10.31. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	142,6	42,4	77,8	34,5	154,7	297,3
Dépenses communes de personnel	70,5	(14,9)	23,4	10,1	18,6	89,1
Total	213,1	27,5	101,2	44,6	173,3	386,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
240,6	101,2	-	82,2	183,4	76,2 %

2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u> FNUAP	1 063,8
Total a)	1 063,8
b) <u>Projets opérationnels</u> FNUAP	281,6
Total b)	281,6
TOTAL GENERAL	1 345,4

Total, coûts directs	1 731,8
----------------------	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	563,8
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	2 295,6
--	---------

TABLEAU 10.32. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : population

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	-	1	-	-	-	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	1	1	2	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	2	2	3	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	2	2	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	1	3	3	3	4
Total	3	5	8	8	11	13
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	1	3	7	7	8	10
TOTAL GENERAL	4	8	15	15	19	23

TABLEAU 10.33. – DEPENSES NON RENOUELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : population

	1976-1977		1978-1979	
Indemnités de réinstallation		30	Néant	-
		30		-

8. – POPULATION

10.27 Ce programme est exécuté par la Division de la population.

10.28 Les deux sous-programmes dont s'occupe la Division de la population, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Données démographiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 47,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1524 à 1530.

c) Éléments de programme :

1.1 Enquêtes régionales.

Produits : quatre grandes enquêtes régionales (sur les Palestiniens, les diplômés arabes, les migrations intrarégionales à sa troisième session) ont été demandées par la Commission régionale antérieure. Le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a déjà indiqué qu'il était prêt à donner une suite favorable à la demande formulée par la CEAO au sujet du financement de l'enquête sur les Palestiniens, à partir de 1977.

1.2 Enquêtes et recensements nationaux.

Produits : des enquêtes sur le Koweït et Oman seront publiées.

1.3 Compilation et évaluation des données démographiques socio-économiques.

Produit : mise à jour constante de la liste de base de 53 indicateurs.

1.4 Le Bulletin démographique de la CEAO.

Produits : la CEAO publie chaque année deux numéros du Bulletin démographique en arabe et en anglais. Le Bulletin contient des articles originaux sur les divers aspects de la situation démographique, des notes d'information sur les principaux faits démographiques qui se sont produits dans la région et une bibliographie des publications récentes.

1.5 Diffusion des données et des résultats des recherches démographiques.

Produit : la CEAO gère une bibliothèque démographique spécialisée qui est utilisée par des chercheurs et par son personnel.

Sous-programme 2. Projections et politiques démographiques

a) Pourcentage des ressources du programme : 52,5.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1531 à 1535.

c) Eléments de programme :

2.1 Estimations et projections démographiques.

Produits : les estimations et projections démographiques sont mises à jour et révisées tous les deux ans.

2.2 Etudes démographiques.

Produits : une étude sur les enfants et les jeunes en Jordanie sera entreprise au cours de l'exercice biennal, ainsi qu'une étude sectorielle sur les caractéristiques de la population et de la population active dans la région de la CEAO.

2.3 Etudes sur les causes et les conséquences des tendances démographiques.

Produits :

i) Trois études, l'une sur les migrations entre pays de la CEAO, l'autre sur les conséquences des grossesses fréquentes sur la santé des mères et des enfants, et la troisième sur le thème "Population et développement" au Liban;

ii) Un séminaire régional intergouvernemental sur le thème "Population et développement" sera organisé en 1978 ou en 1979.

2.4 Surveillance examen et évaluation de l'application du plan d'action mondial sur la population et des recommandations régionales connexes.

Produit : une conférence régionale est prévue pour 1979. Les participants examineront les activités nationales dans le domaine de la population, les résultats de la surveillance, de l'examen et de l'évaluation de ces activités par la CEAO, et leur évaluation par d'éminents spécialistes de ces questions. La conférence sera financée à l'aide de fonds fournis par le FNUAP.

2.5 Etudes sur la formulation, l'application et l'évaluation des politiques démographiques.

Produits :

i) Une étude concernant l'intégration des directives relatives aux objectifs et apports en matière de population dans un certain nombre au moins des plans de développement de la région;

ii) Une étude comparative des commissions démographiques nationales, que la CEAO achèvera vers la fin de 1978.

*Accroissement des ressources
(aux taux de 1977)*

Postes nouveaux (101 200 dollars)

10.29 Un nouveau poste d'administrateur général (D-1) est demandé au titre de ce programme pour le chef de la Division, qui est actuellement administrateur hors classe (P-5), pour que toutes les divisions de la CEAO soient dirigées par un fonctionnaire de même rang. Le poste d'administrateur hors classe (P-5) ainsi libéré pourrait être occupé par un démographe hors classe dont les principales fonctions et attributions comprendraient : a) la supervision des travaux sur les estimations et projections démographiques sur les variables socio-économiques connexes; b) la mise au point de modèles d'estimations et projections applicables aux conditions de la région; c) la supervision de l'analyse des résultats d'études démographiques approfondies. De plus, un nouveau poste d'administrateur adjoint de 1re classe (P-2) est demandé pour un fonctionnaire qui aiderait à établir les estimations et projections démographiques. Enfin, deux nouveaux postes d'agent local sont demandés, l'un pour un assistant de recherche qui travaillerait sur les enquêtes régionales, l'autre pour un(e) secrétaire.

9. – FINANCES PUBLIQUES

TABLEAU 10.34. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	45,4	6	51,4	51,4
Dépenses communes de personnel	-	-	13,6	1,8	15,4	15,4
Frais de voyage du personnel	-	-	3	0,4	3,4	3,4
Total	-	-	62	8,2	70,2	70,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	62	-	48,6	110,6	-

 2) Fonds extra-budgétaires

	-
Total, coûts directs	70,2
	24,9
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	95,1

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 10.35. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : finances publiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs :</u>						
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	-	1	-	-	-	1
TOTAL GENERAL	-	2	-	-	-	2

9. – FINANCES PUBLIQUES

10.30 Ce programme est exécuté par la Division de la planification du développement. Comme il est indiqué au paragraphe 10.8 plus haut, il est proposé d'inscrire ces activités à un nouveau programme distinct, alors qu'elles faisaient auparavant partie de l'ancien programme "Politique et planification générales dans les domaines économique et social".

10.31 Les deux sous-programmes, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Mobilisation des ressources financières et réforme budgétaire

a) Pourcentage des ressources du programme : 63.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1608 à 1611.

c) Eléments de programme :

1.1 Etude de la planification financière dans certains pays d'Asie occidentale.

Produits : des directives seront élaborées pour aider les gouvernements à instituer une planification financière saine dans le cadre de leurs plans de développement. Des rapports intérimaires et définitifs sur la question seront établis et présentés à la Commission au cours de l'exercice biennal.

1.2 Etude sur la transformation du régime fiscal et le développement économique dans certains pays d'Asie occidentale.

Produits : un rapport intérimaire et des études sur la transformation du régime fiscal et le développement économique dans certains pays d'Asie occidentale. Les études et leurs conclusions seront présentées à un groupe de travail sur la planification de la réforme fiscale dans les pays d'Asie occidentale, qu'il est prévu de réunir vers la fin de 1979.

1.3 Rapport complémentaire sur la réforme des systèmes et pratiques budgétaires dans la région de la CEAO.

Produits :

i) Services consultatifs à l'intention des gouvernements des pays membres, sur leur demande, et collaboration à l'organisation de programmes de formation à court terme, en fonction des besoins;

ii) Un rapport régional sera établi en 1979.

1.4 Examen et évaluation des tendances du financement du développement dans la région de la CEAO.

Produits :

i) Un rapport sera établi pour chaque année de l'exercice biennal sur le financement du développement dans la région et sera inclus dans la publication annuelle de la CEAO;

ii) Le quatrième rapport sur l'examen et l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la

deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sera achevé en 1979.

Sous-programme 2. Renforcement, sur le plan administratif et institutionnel, de la capacité de développement de la région

a) Pourcentage des ressources du programme : 37.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1612 à 1615.

c) Eléments de programme :

2.1 Systèmes et besoins en matière de structure administrative et de fonction publique dans certains pays de la région.

Produit : une étude sur les organismes de planification et de programmation sera achevée d'ici à la fin de 1978.

2.2 Planification de la réforme administrative.

Produit : une étude sera achevée en 1979 sur certains pays de la région.

2.3 Examen et évaluation de l'évolution de l'administration publique dans les pays de la région.

Produit : le quatrième rapport sur l'examen et l'évaluation des progrès accomplis dans la région de la CEAO sera achevé en 1979.

*Accroissement des ressources
(aux taux de 1977)*

Postes nouveaux (59 000 dollars)

10.32 Deux postes [un poste d'administrateur hors classe (P-5) et un poste d'agent local] sont demandés. En sa qualité d'administrateur hors classe chargé du financement du développement, le titulaire du poste P-5 analysera et évaluera les régimes fiscaux, les systèmes financiers et administratifs des gouvernements des pays de la région et les réformes qu'ils auront entreprises; il fera des recherches et des études spéciales sur divers aspects des finances publiques et des systèmes administratifs, y compris les changements apportés au régime fiscal, les tarifs douaniers et les politiques commerciales, la structure des dépenses publiques et leur effet sur les activités économiques, la mobilisation et la répartition des ressources financières, les institutions financières, le mode de répartition du revenu, l'administration et les moyens dont elle dispose, et la gestion des entreprises publiques dans les pays d'Asie occidentale; il aidera les gouvernements des pays membres de la CEAO à mettre sur pied des programmes de réforme et collaborera aux programmes de la CEAO en matière d'appui fonctionnel, de formation et de services consultatifs dans les pays de la région. Le poste d'agent local sera un poste de secrétaire.

Frais de voyage (3 000 dollars)

10.33 L'augmentation de crédit prévue au titre des frais de voyage est liée à la création du nouveau poste d'administrateur demandé.

10. - SCIENCE ET TECHNIQUE

TABLEAU 10.36. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	88,9	64,7	39,2	25,5	129,4	218,3
Consultants	24,8	(16)	-	1,3	(14,7)	10,1
Dépenses communes de personnel	45,2	1	11,8	7,6	20,4	65,6
Frais de voyage du personnel	10,8	(8,3)	-	0,4	(7,9)	2,9
Total	169,7	41,4	51	34,8	127,2	296,9

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
211,1	51	-	41,2	92,2	43,6 %

 2) Fonds extra-budgétaires

	Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u> Sources bilatérales	164,5
Total a)	164,5
b) <u>Projets opérationnels</u> Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la CEAO	50
Total b)	50
TOTAL GENERAL	214,5

Total, coûts directs	511,4
-----------------------------	--------------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

169

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	680,4
---	--------------

TABLEAU 10.37. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : science et technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	1	1	2
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	2	-	2	1	4
Total	2	3	-	3	2	6
Autres catégories :						
Agents locaux	2	3	-	1	2	4
TOTAL GENERAL	4	6	-	4	4	10

TABLEAU 10.38. – DEPENSES NON RENOUEVABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : science et technique

1976-1977		1978-1979	
Réunion préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique	22	Néant	-
Dépenses d'évacuation du personnel	10,6		
Indemnités de réinstallation du personnel	10		
	42,6		-

10. – SCIENCE ET TECHNIQUE

10.34 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles, de la science et de la technique.

10.35 Les trois sous-programmes, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Coopération régionale en matière de science et de technique

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1720-1723.

c) Élément de programme :

1.1 Gestion du programme et services d'appui.

Produits :

i) Examen biennal des progrès réalisés dans le domaine de la science et de la technique dans la région de la CEA0 (1979);

ii) Rapport sur la réunion régionale relative à la science et la technique (1978);

iii) Projets de rapports et de propositions concernant les projets régionaux de coopération (1979).

Sous-programme 2. Transfert, mise au point et choix des techniques

a) Pourcentage des ressources du programme : 25.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1174 à 1176 et 1724 à 1728.

c) Eléments de programme :

*2.1 Mécanismes institutionnels pour le transfert et la mise au point des techniques.

Produits :

i) Rapport sur la création d'un réseau en Asie occidentale pour le transfert et la mise au point des techniques (début 1979);

* Nouvel élément de programme.

ii) Projets de propositions et précisions pour la mise en place du réseau et l'échelonnement de ses activités (fin 1979).

2.2 Certains aspects du choix des techniques.

Produit : étude des effets du choix des techniques sur les trois secteurs principaux : agriculture, industrie et services.

Sous-programme 3. Application de la science et de la technique dans certains secteurs

a) Pourcentage des ressources du programme : 55.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1729 à 1731.

c) Eléments de programme :

3.1 Techniques de mise en valeur et de gestion des terres et des ressources en eau.

Produits :

i) Rapport sur certains aspects des procédés de dessalement (milieu de 1979);

ii) Rapport sur la mise au point de techniques de conservation et de reconstitution des ressources (fin 1979);

iii) Rapport sur l'aménagement des bassins fluviaux (fin 1979) à l'intention d'une réunion d'experts prévue pour 1980.

3.2 Application des techniques informatiques.

Produits : un rapport sur certains aspects de l'application des techniques informatiques dans la région de la CEAO sera présenté à une réunion d'experts qui se tiendra au début de 1979.

3.3 Application des techniques appropriées dans le secteur des transports.

Produits : rapports annuels sur le matériel d'informatique nécessaire au développement rapide du secteur des transports en 1978 et 1979.

Accroissement des ressources
(aux taux de 1977)

Postes nouveaux (51 000 dollars)

10.36 Il est proposé de renforcer ce programme en 1978-1979 en créant un poste supplémentaire d'administrateur de 1re classe (P-4) et un poste supplémentaire d'agent local. Sous la direction du chef de la Division des ressources naturelles, de la science et de la technique, le titulaire du poste P-4 donnera des avis techniques, fera faire, supervisera ou établira des études, des rapports et des enquêtes portant sur les techniques agricoles appropriées et le choix des techniques; il analysera et évaluera les rapports spécialisés sur les techniques agricoles appropriées et le choix des techniques; fournira une assistance technique aux pays membres de la CEAO en ce qui concerne l'application de la science et de la technique à l'échelon de l'exploitation agricole et le choix des techniques, et participera aux conférences, séminaires et réunions traitant des techniques agricoles. Le poste d'agent local est destiné à un(e) secrétaire.

11. - DEVELOPPEMENT SOCIAL

TABLEAU 10.39. - ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

A. COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	
Postes permanents	285,6	(7)	-	36,6	315,2
Personnel temporaire pour les réunions	4	(0,7)	-	0,5	3,8
Consultants	10,6	(1,8)	-	1,3	10,1
Dépenses communes de personnel	124,1	(40,1)	-	10,7	94,7
Frais de voyage du personnel	4,8	(0,8)	-	0,6	4,6
Total	429,1	(50,4)	-	49,7	428,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
378,7	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	428,4
	148,1
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	576,5

B. COUTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 10.40. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : développement social

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 1ère classe (P-4)	2	2	-	-	2	2
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Total	4	4	-	-	4	4
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	3	3	-	-	3	3
TOTAL GENERAL	7	7	-	-	7	7

TABLEAU 10.41. - DEPENSES NON RENOUEVABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : développement social

1976-1977		1978-1979	
Dépenses d'évacuation du personnel	15,1	Néant	-
Indemnités de réinstallation du personnel	30,5		
	45,6		-

11. - DEVELOPPEMENT SOCIAL

10.37 Ce programme est exécuté par la Division du développement social et des établissements humains.

10.38 Les cinq sous-programmes, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Participation des jeunes au développement national

a) Pourcentage des ressources du programme : 20.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1845 à 1849.

c) Eléments de programme :

1.1 Enquête statistique sur les catégories de jeunes et les services destinés aux jeunes.

Produits : un rapport sur les catégories de jeunes et les services destinés aux jeunes dans la région de la CEAO sera soumis à un séminaire sur la protection sociale et le développement, organisé par la CEAO (1978).

1.2 Etude des besoins des jeunes en matière de formation.

Produit : un document de travail sur la question, destiné à une réunion sur la formation des jeunes qui serait organisée par le FISE en 1979.

1.3 Etude des moyens favorisant la mobilisation des jeunes.

Produits : un document de travail sur la question, qui sera soumis, pour examen, au séminaire sur la protection sociale et le développement en 1978.

1.4 Examen et évaluation de la situation des jeunes dans le contexte de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Produits : mise au point d'indicateurs appropriés qui seront publiés chaque année par la CEAO, et rédaction du texte de la CEAO concernant la jeunesse qui sera inclus dans le Rapport sur la situation sociale dans le monde.

Sous-programme 2. Intégration et participation des femmes au développement national

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1845 à 1849.
- c) Eléments de programme :
 - 2.1 Rapport d'évaluation sur les facteurs sociaux déterminant l'accès des femmes à l'éducation et à la formation professionnelle et technique.

Produit : un rapport sur la question sera achevé vers la fin de 1979.

- 2.2 Etude des types de services sociaux au service du développement offerts par les organisations féminines non gouvernementales, et des effets desdits services, dans certains pays de la CEAO.

Produit : un rapport sur la question sera publié à la fin de 1978.

- 2.3 Evaluation de la formation à des postes de responsabilité dans les organisations féminines dans les pays de la CEAO.

Produit : un rapport sur la question sera achevé vers la fin de 1979

- 2.4 Publication d'indicateurs (tirés de la banque de données) sur la condition de la femme arabe.

Produit : un rapport annuel sera publié.

- 2.5 Examen et évaluation de la condition de la femme dans le contexte de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Produit : un rapport annuel et un rapport biennal seront publiés.

Sous-programme 3. La protection sociale et le développement

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1850 à 1854.
- c) Eléments de programme :

- 3.1 Enquête régionale sur le développement social et les services de protection sociale, les ressources et les besoins en matière de formation.

Produits : les travaux de l'enquête devraient commencer au début de 1978 et s'achever au début de 1979.

- 3.2 Manuel sur l'évaluation du développement social et des programmes et projets de protection sociale.

Produits :

- i) Travaux de préparation du manuel, qui devraient commencer au début de 1979 et s'achever vers la fin de l'année;
- ii) Un séminaire sur la protection sociale et le développement, qui se tiendra en 1979.

- 3.3 Examen et évaluation de la situation de la protection sociale au service du développement dans le contexte de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Produits : mise au point d'indicateurs de la protection sociale qui seront publiés par la CEAO, et rédaction du texte de la CEAO sur la protection sociale et le développement qui sera inclus dans le Rapport sur la situation sociale dans le monde.

Sous-programme 4. Aspects sociaux du développement rural intégré.

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1853.
- c) Eléments de programme :

- 4.1 Enquête sur les facteurs sociaux qui influent sur le mouvement des coopératives dans la région.

Produits : les travaux de l'enquête devraient commencer au début de 1978 et s'achever vers la fin de l'année.

- 4.2 Evaluation des rapports entre les services sociaux dans les zones rurales et l'exode rural dans certains pays de la région.

Produit : une étude sur la question sera achevée vers la fin de 1979.

- 4.3 Rôle des communications dans le développement rural intégré.

Produit : un rapport sera publié en 1979.

- 4.4 Examen et évaluation de la situation du développement rural intégré dans le contexte de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Produits : établissement d'indicateurs du développement rural qui seront publiés chaque année par la CEAO, et rédaction du texte de la CEAO sur le développement rural intégré qui sera inclus dans le Rapport sur la situation sociale dans le monde.

Sous-programme 5. Les facteurs sociaux et la capacité d'absorption

- a) Pourcentage des ressources du programme : 20.
- b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1855 à 1859.
- c) Elément de programme :

- 5.1 Etude sur les facteurs sociaux déterminant la capacité d'absorption des pays de la CEAO.

Produits : l'étude devrait être commencée au début de 1978 et achevée vers la fin de l'année.

12. - STATISTIQUES

TABLEAU 10.42. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	206	27,6	233,6	233,6
Personnel temporaire pour les réunions	-	-	10	1,6	11,6	11,6
Dépenses communes de personnel	-	-	62	8,3	70,3	70,3
Frais de voyage du personnel	-	-	12	1,9	13,9	13,9
Total	-	-	290	39,4	329,4	329,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	290	-	104,4	394,4	- %

2) Fonds extra-budgétaires

		Fonds prévus pour 1978-1979
a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>		
Sources bilatérales		230,6
	Total a)	230,6
b) <u>Projets opérationnels</u>		
PNUD		200
Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la CEAO		50
	Total b)	250
	TOTAL GENERAL	480,6

Total, coûts directs	810
----------------------	-----

	249,9
--	-------

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 059,9
--	---------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

TABLEAU 10.43. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : statistiques

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	-	-	1	1	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	-	1	-	-	-	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	2	1	1	1	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	-	1	-	-	-	1
Total	-	4	2	2	2	6
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	-	4	-	1	-	5
TOTAL GENERAL	-	8	2	3	2	11

12. – STATISTIQUES

10.39 Ce programme est exécuté par le Groupe de statistique. A sa deuxième session, la Commission avait invité le Secrétaire exécutif à prendre les mesures nécessaires pour développer les activités dans ce domaine et créer éventuellement une division de statistique. C'est à la suite de cela qu'un groupe de statistique a été créé; il est proposé, pour l'exercice biennal 1978-1979, de faire apparaître ses ressources dans le cadre d'un programme distinct et non plus dans celui de l'ancien programme intitulé "Politique et planification générales dans les domaines économique et social".

10.40 Les sous-programmes dont s'occupe le Groupe de statistique, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Services de statistique

a) Pourcentage des ressources du programme : 85.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 1980 à 1985, avec les corrections suivantes:

- i) La première Conférence de statisticiens de la région de la CEAO, mentionnée au paragraphe 1984 a), aura lieu en 1979 et non en 1977;
- ii) Au paragraphe 1985, remplacer "édition révisée du *Système de comptabilité nationale*" par le "*National Accounts Yearbook for the ECWA Countries*".

c) Eléments de programme :

- *1.1 Elaborer des séries statistiques et des indicateurs pertinents et fiables sur divers aspects démo-

graphiques, sociaux et économiques des pays du monde arabe.

Produit : le *Résumé annuel des données statistiques pour le monde arabe*, qui contiendra des données touchant l'agriculture, l'énergie et les produits de base, l'industrie, la construction, le commerce international, les prix et les finances, la comptabilité nationale, le logement, la main-d'œuvre, l'éducation, la santé et la population dans le monde arabe.

- 1.2 Organiser les pratiques méthodologiques et les systèmes nationaux de statistique des Etats membres de la CEAO.

Produit : réunion de statisticiens de la région de la CEAO tous les deux ans. A la première réunion qui aura lieu en 1979, ils examineront un rapport établi par le Groupe de statistique sur ses activités en cours, achevées ou auxquelles on a mis fin, étudieront un document du Groupe de statistique sur les systèmes statistiques des pays de la CEAO, identifieront les lacunes des données statistiques actuelles et proposeront des mesures en vue d'améliorer et de développer les systèmes et services nationaux de statistique.

- 1.3 Elaboration de statistiques économiques et sociales.

Produit : la qualité des séries statistiques de base et des séries courantes produites par les pays de la CEAO sera évaluée dans deux documents qui contiendront les résultats de vérifications des données de base et de comparaisons d'estimations indépendantes ainsi que des suggestions relatives aux possibilités d'harmonisation. Le premier document sera publié en 1978 et portera sur les industries alimentaires et textiles. Le deuxième document, qui sera publié en 1979, portera sur l'industrie chimique et l'industrie du bois et du papier.

* Nouvel élément de programme.

1.4 Elaboration de statistiques du commerce international.

Produits :

- i) *L'International Trade Yearbook*, qui contiendra une description des échanges commerciaux des pays de la CEAO avec le reste du monde, et donnera des indices, la valeur unitaire, le volume et le montant global des échanges à l'échelon des régions;
- ii) Un document sur les problèmes que pose l'application des classifications types de l'ONU et sur les problèmes de cohérence et de dates des statistiques du commerce international de la Jordanie, de l'Irak, du Liban, de la République arabe syrienne et de la République arabe du Yémen, qui sera publié en 1978;
- iii) Un document analogue portant sur les autres pays membres de la CEAO sera publié en 1979.

1.5 Elaboration des statistiques de la comptabilité nationale, des statistiques des prix et statistiques financières.

Produits :

- i) Une réunion pour former les comptables des pays de la région à divers aspects du nouveau Système de comptabilité nationale, compte tenu de l'expérience acquise en appliquant ce système dans les pays en développement;
- ii) Publication d'un *National Accounts Yearbook for the ECWA Countries*.

1.6 Fournir une assistance technique dans le domaine des statistiques aux Etats Membres.

Produits :

- i) Mise au point de programmes de formation, et formation du personnel chargé de planifier et d'exécuter les opérations de collecte systématique des données et de faire des enquêtes polyvalentes sur les ménages;
- ii) Participation aux programmes des centres nationaux et régionaux de formation;
- iii) Aider les pays à formuler et appliquer leurs programmes statistiques nationaux;
- iv) Services consultatifs régionaux en matière de statistiques.

*1.7 Etude comparative du coût de la vie dans les pays de la CEAO.

Produit : un rapport sur la question sera publié en 1979.

1.8 Etude comparative des revenus réels des pays de la CEAO.

Produit : les travaux commenceront au début de 1979 et les résultats de l'étude seront publiés en 1981 dans un document comparant les produits intérieurs bruts et leurs éléments exprimés en une unité commune et le pouvoir d'achat des monnaies des pays de la CEAO.

Accroissement des ressources (aux taux de 1977)

Postes nouveaux (268 000 dollars)

10.41 On prévoit qu'en 1978-1979 la CEAO aura besoin pour ce nouveau programme de 4 postes d'administrateur (1 P-5, 2 P-4 et 1 P-3) et de 4 postes d'agent local. Les 4 postes d'agent local et un des postes P-4 peuvent être prélevés sur ceux dont disposait l'ancien programme "Politique et planification générales dans les domaines économique et social". Les trois autres postes sont demandés comme nouveaux postes (1 P-5, 1 P-4 et 1 P-3). Le poste P-5 est demandé pour le chef du Groupe. Le titulaire de l'un des deux postes P-4 sera chargé d'organiser les systèmes statistiques nationaux des Etats membres. L'autre sera chargé de comparer le revenu réel et le pouvoir d'achat des pays de la CEAO. Le titulaire du poste P-3 établira des analyses détaillées des données relatives au commerce international des pays de la CEAO.

Personnel temporaire pour les réunions (10 000 dollars)

10.42 L'augmentation de crédit demandé se décompose comme suit : 6 000 dollars pour organiser une réunion de statisticiens et 4 000 dollars pour une réunion de formation à l'intention des comptables nationaux.

Frais de voyage du personnel en mission (12 000 dollars)

10.43 L'augmentation du crédit prévu pour les frais de voyage est liée à la création des quatre postes d'administrateur demandés.

* Nouvel élément de programme.

13. - TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME

TABLEAU 10.44. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	185,5	65,3	29,4	37	131,7	317,2
Consultants	10,6	(1,8)	-	1,3	(0,5)	10,1
Dépenses communes de personnel	121,7	(46,3)	8,8	11,1	(26,4)	95,3
Frais de voyage du personnel	5,8	(1)	2	1	2	7,8
Total	323,6	16,2	40,2	50,4	106,8	430,4

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
339,8	40,2	-	34,2	74,4	21,8 %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
Sources bilatérales	373,9
Total a)	373,9
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Total b)	-
TOTAL GENERAL	373,9

Total, coûts directs	804,3
----------------------	-------

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

278,8

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	1 083,1
--	---------

TABLEAU 10.45. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : Transports, communications et tourisme

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	-	-	1	1	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	3	1	4
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	2	1	1	2	3
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	4	5	2	5	6	10
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	3	3	-	-	3	3
TOTAL GENERAL	7	8	2	5	9	13

TABLEAU 10.46. — DEPENSES NON RENOUELVABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : transports, communications et tourisme

1976-1977		1978-1979	
Dépenses d'évacuation du personnel	5	Néant	-
Indemnités de réinstallation du personnel	30		
	35		-

13. — TRANSPORTS, COMMUNICATIONS
ET TOURISME

10.44 Ce programme est exécuté par la Division des transports, des télécommunications et du tourisme.

10.45 Les quatre sous-programmes dont s'occupe la Division, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

Sous-programme 1. Statistiques des transports, des communications et du tourisme

a) Pourcentage des ressources du programme : 13,6.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2103 à 2107.

c) Elément de programme :

1.1 Collecte, analyse et diffusion des statistiques des transports, des communications et du tourisme.

Produit : publication des données de base et des indicateurs dans les bulletins annuels de la CEAO de 1978 et 1979.

Sous-programme 2. Intégration des transports

a) Pourcentage des ressources du programme : 57.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2108 à 2112.

c) Eléments de programme :

2.1 Création d'un réseau intégré de moyens de transport et de communications dans la région de la CEAO.

Produit : étude sur les moyens et systèmes de transport actuels et prévus compte tenu des besoins en vue d'harmoniser les plans de développement régionaux et nationaux touchant le transport de marchandises et de passagers; recommandations concernant les mesures de développement connexes.

2.2 Développement des installations portuaires et des services de transports maritimes.

Produit : publication en 1978 des résultats d'une étude sur la création ou l'expansion de flottes marchandes par des pays d'Asie occidentale.

2.3 Développement et coordination des transports aériens.

Produit : une conférence de représentants de compagnies aériennes est provisoirement prévue pour 1979; les participants examineront les conclusions d'une étude sur la coopération entre les compagnies nationales en vue de convenir des mesures à prendre pour résoudre les problèmes de développement et d'exploitation. Ils examineront et évalueront la possibilité de créer une organisation régionale permanente dans ce secteur.

Sous-programme 3. Techniques des transports et des communications

a) Pourcentage des ressources du programme : 19,7.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2113 à 2117.

c) Eléments de programme :

3.1 Incidences économiques et sociales des transports par conteneurs et autres modes de transport multimodaux normalisés.

Produit : réunion d'un groupe d'experts du transport par conteneurs (1979).

3.2 Développement des services de télécommunications.

Produit : une conférence est prévue pour 1979, pour examiner les conclusions d'une étude sur les installations et relais de télécommunications, qui sera publiée en 1978.

Sous-programme 4. Coopération sous-régionale en vue de développer le tourisme

a) Pourcentage des ressources du programme : 9,7.

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1978-1981 (A/31/6/Add.1), vol. I, par. 2218-2221.

c) Eléments de programme :

4.1 Coopération régionale et sous-régionale en vue de développer le tourisme.

Produit : un séminaire à l'intention de hauts fonctionnaires gouvernementaux chargés du développement du tourisme, en vue d'examiner et, le cas échéant, d'adopter, les recommandations et conclusions d'études par pays faites antérieurement.

*Accroissement des ressources
(aux taux de 1977)*

Postes nouveaux (38 200 dollars)

10.46 Un poste P-4 supplémentaire est demandé au titre de ce programme pour un économiste chargé de faire des études économiques et techniques concernant le développement des transports maritimes et des ports; d'aider les gouvernements membres à créer des compagnies de transports maritimes nationales ou multinationales, à créer des ports artificiels ou à aménager des ports naturels, à

constituer des conseils de chargeurs nationaux, multi-nationaux et/ou régionaux et à mettre au point un système de consultations; d'organiser des conférences, réunions et séminaires dans les domaines susmentionnés et d'entreprendre des missions dans la région ou ailleurs, selon les besoins.

Frais de voyage du personnel (2 000 dollars)

10.47 L'augmentation du crédit prévu pour les frais de voyage est liée à la création du nouveau poste d'administrateur demandé.

D. - Appui aux programmes

1. - SERVICES DE CONFERENCE

TABLEAU 10.47. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	611	558,4	-	160,9	719,3	1 330,3
Dépenses communes de personnel	317,2	35,4	-	47,8	83,2	400,4
Total	928,2	593,8	-	208,7	802,5	1 730,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 522,0	-	-	-	-	- %

2) Fonds extra-budgétaires

a) <u>Appui fonctionnel et administratif</u>	Fonds prévus pour 1978-1979
Total a)	-
b) <u>Projets opérationnels</u>	
Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la CEAO	50
Total b)	50
TOTAL GENERAL	50

Total, coûts directs	1 780,7
----------------------	---------

(1 780,7)

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 10.48. - POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : services de conférence

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	4	4	-	-	4	4
Administrateur de 2ème classe (P-3)	8	8	-	-	8	8
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	-	-	1	1
Total	14	14	-	-	14	14
Autres catégories :						
Agents locaux	31	31	-	-	31	31
TOTAL GENERAL	45	45	-	-	45	45

TABLEAU 10.49. - DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : services de conférence

1976-1977		1978-1979	
Dépenses d'évacuation du personnel	4,4	Néant	-
Indemnités de réinstallation	138		
	142,4		-

1. - SERVICES DE CONFERENCE

10.48 Ce programme est exécuté par la Section des conférences (Division administrative). Aucun accroissement des ressources n'est nécessaire.

2. - GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

TABLEAU 10.50. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	126,7	17,9	-	18,8	36,7	163,4
Dépenses communes de personnel	68,3	(24,9)	-	5,7	(19,2)	49,1
Total	195	(7)	-	24,5	17,5	212,5

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1) %
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
188	-	-	-	-	-

2) Fonds extra-budgétaires

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

	-
Total, coûts directs	212,5
	(212,5)
Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-

TABLEAU 10.51. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : gestion des activités de coopération technique

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
Administrateurs :						
Administrateur hors classe (P-5)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateur de 2ème classe (P-3)	1	1	-	-	1	1
Total	2	2	-	-	2	2
Autres catégories :						
Agents locaux	2	2	-	-	2	2
TOTAL GENERAL	4	4	-	-	4	4

TABLEAU 10.52. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : gestion des activités de coopération technique

	1976-1977		1978-1979	
Dépenses d'évacuation du personnel		5,7	Néant	-
Indemnités de réinstallation du personnel		20,8		
		26,5		-

2. – GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

10.49 Ce programme est exécuté par le Groupe de l'assistance technique. Aucun accroissement des ressources n'est nécessaire.

3. - ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 10.53. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

A. COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1976-1977	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1978-1979
		Maintien des programmes de 1976-1977 (aux taux révisés de 1977)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1977)	Inflation en 1978 et 1979	Augmentation totale	
Postes permanents	1 543,3	(25,3)	-	215,1	189,8	1 733,1
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	38,5	(5,9)	-	5	(0,9)	37,6
Heures supplémentaires	6,6	(1,1)	-	0,9	(0,2)	6,4
Dépenses communes de personnel	1 027,2	(569,4)	-	65,1	(504,3)	522,9
Frais de voyage du personnel	8,8	(1,4)	-	1,2	(0,2)	8,6
Imprimerie et reliure	70,5	(11,2)	-	9,2	(2)	68,5
Location et entretien des locaux	340,6	(316,6)	-	3,8	(312,8)	27,8
Eclairage, chauffage, énergie et eau	25,1	(4)	-	3,3	(0,7)	24,4
Location et entretien du matériel	39,4	(6,1)	-	5,2	(0,9)	38,5
Communications	46,8	(7,5)	-	6,1	(1,4)	45,4
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	5	(0,8)	-	0,6	(0,2)	4,8
Divers	92,3	(92,3)	10	1,6	(80,7)	11,6
Fournitures et accessoires	77,5	(12)	-	10,2	(1,8)	75,7
Livres et fournitures de bibliothèque	-	-	32	4,9	36,9	36,9
Mobilier et matériel	75,5	(43,2)	30	9,6	(3,6)	71,9
Travaux de transformation et d'amélioration	10	(1,6)	-	1,3	(0,3)	9,7
Total	3 407,1	(1 098,4)	72	343,1	(683,3)	2 723,8

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1977)

(1) Coût total du maintien des programmes de 1976-1977	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 308,7	72	42	-	30,0	1,2 %

2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	2 723,8
----------------------	---------

(2 723,8)

B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	-
--	---

TABLEAU 10.54. – POSTES PERMANENTS NECESSAIRES

Programme : administration et services communs

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979	1976-1977	1978-1979
<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur :</u>						
Administrateur général (D-1)	1	1	-	-	1	1
Administrateur hors classe (P-5)	3	3	-	-	3	3
Administrateur de 1ère classe (P-4)	1	1	-	-	1	1
Administrateur de 2ème classe (P-3)	3	3	-	-	3	3
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	-	-	2	2
Total	10	10	-	-	10	10
<u>Autres catégories :</u>						
Agents locaux	61	61	-	-	61	61
TOTAL GENERAL	71	71	-	-	71	71

TABLEAU 10.55. – DEPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme : administration et services communs

1976-1977		1978-1979	
Frais d'installation de la CEAO à Amman	93	Mobilier et matériel de bibliothèque et de bureau	30
Location de locaux à usage de bureaux à Amman	316,6	Livres de bibliothèque	12
Dépenses d'évacuation du personnel	40,1		
Indemnités de réinstallation du personnel	522,2		
	971,9		42

3. – ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS

10.50 Les services assurés dans le cadre de ce programme sont les suivants :

- a) Services administratifs (assurés par la Division administrative qui comprend le Cabinet du chef de la Division, la Section du budget et des finances et la Section du personnel);
- b) Services généraux;
- c) Services de bibliothèque; et
- d) Service d'information.

*Accroissement des ressources
(aux taux de 1977)*

Services divers (10 000 dollars)

10.51 Une augmentation de crédit de 5 000 dollars est prévue à ce titre pour chacune des années de l'exercice biennal afin de couvrir des dépenses diverses (transport de marchandises, assurance et autres frais).

Livres, fournitures et services de bibliothèque (32 000 dollars)

10.52 Jusqu'à présent, il n'a pas été ouvert de crédit pour la bibliothèque de la CEAO. De ce fait, elle n'a pu fonctionner que de manière limitée, aux dépens d'autres programmes. Il est proposé de prévoir un crédit distinct de 32 000 dollars pour l'exercice biennal 1978-1979 afin de couvrir les besoins suivants :

	Dollars
Livres de bibliothèque	12 000
Périodiques	15 000
Reliure	5 000

TOTAL 32 000

Mobilier et matériel (30 000 dollars)

10.53 L'augmentation de crédit demandé à ce titre doit permettre de couvrir le coût du mobilier et du matériel de bureau dont la bibliothèque a besoin et qui sont nécessaires pour le fonctionnement normal de ses services, et le coût du mobilier et du matériel de bureau nécessaires pour les titulaires des nouveaux postes demandés pour l'exercice biennal 1978-1979 au titre de divers autres programmes.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب الى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经营处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Ездуйте справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу : Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
